**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-105**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : Compte rendu des décisions municipales prises par le Maire (art L.2122-22 et L.2122-23 – C.G.C.T.)**

| N° et date | Objet – montants € | RSP d'Istres |
|---|---|---|
| **2024-10-92**<br>24/09/2024 | Marché public n°2024-04 : Accord-cadre à bons de commande pour la réalisation des travaux de réparation et d'entretien des bâtiments communaux<br><br>Modification n°1 relative à la modification de la clause intitulée « Règle de la multi-attribution » et introduction d'une clause glissante<br><br>La modification concerne tous les lots de l'accord-cadre et tous les titulaires. Elle n'a pas d'incidence financière sur le marché public. | 04/10/2024 |
| **2024-10-93**<br>07/10/2024 | Marché public sans publicité ni mise en concurrence préalables de prestations intellectuelles relatif à une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du renouvellement de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur la crèche municipale et sur la mise en place d'une Délégation de Service Public (DSP) dans le cadre de l'exploitation de la cuisine centrale municipale de la ville de Gignac-la-Nerthe<br><br>**SOCIETE : BVR CONSEIL**<br><br>Montant en € HT : 13 110,00 € | 07/10/2024 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_105-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_105

| | | |
|---|---|---|
| **2024-10-94**<br>30/09/2024 | Marché public n°2022-04 : Travaux de construction d'un parking de 19 places et de ses espaces verts pour commune de Gignac-la-Nerthe<br>Lot n°02 : Espaces verts<br>Modification n°1 relative à l'augmentation de 6,37% du montant initial du marché en raison de travaux supplémentaires<br><br>Montant de la modification HT : 1 050,00 € | 14/10/2024 |
| **2024-10-95**<br>09/10/2024 | Marché sans publicité ni mise en concurrence de travaux de réfection des city-stades municipaux de Marcel Pagnol et Nelson Mandela<br><br>**Société : BIGI TP**<br><br>Montant HT : 83 400,00 € | 10/10/2024 |
| **2024-10-96**<br>09/10/2024 | Marché sans publicité ni mise en concurrence de travaux de dépose et repose d'un parquet dans le gymnase République<br><br>**Société MENUISERIE BOUZE**<br><br>Montant HT : 43 397,56 € | 10/10/2024 |
| **2024-10-97**<br>14/10/2024 | Accord-cadre n°2024-08 : Fourniture et installation de motifs lumineux pour les illuminations de Noël de la ville<br><br>Modification n°1 relative à l'introduction d'une nouvelle ligne au Bordereau des Prix Unitaires (BPU)<br><br>Montant du prix nouveau : 1 702,26 € HT | 16/10/2024 |
| **2024-10-98**<br>15/10/2024 | Signature bail à usage commercial de terrain nu pour l'exploitation de postes d'enrobages sur la commune de Gignac-la-Nerthe (13180) –<br><br>**Société PROVENCE ENROBES -** terrains sis parcelles cadastrées section -AD125, AD126, AD124, AD 140, AD 231, AD 275 - 13180 GIGNAC-LA-NERTHE, ABROGE ET REMPLACE LA DECISION MUNICIPALE N°2024-09-86<br>Loyer annuel 80 000 EUROS que la société s'oblige à payer par trimestre et d'avance à la Commune.<br>Les frais de remise en état, interviendront en déduction du montant du loyer et à la somme de 157 220 € sur les cinq prochaines années. | 18/10/2024 |
| **2024-10-99**<br>18/10/2024 | Accord-cadre à bons de commande pour la réalisation des travaux de réparation et d'entretien des bâtiments communaux n°2024-04<br>Lot 02 : VRD - Modification n°2<br>**Société BIGI TRAVAUX PUBLICS**, afin d'ajouter des lignes supplémentaires au Bordereau des Prix Unitaires.<br>La modification n°2 n'emporte pas de conséquences financières. | 18/10/2024 |
| **2024-11-100**<br>04/11/2024 | Convention de mise à disposition à titre gratuit des locaux communaux au bénéfice de l'association Compagnie théâtrale la Cabre d'Or pour l'organisation du Festival Théâtre Amateur Cabre d'Or se déroulant du 21 novembre 2024 au 24 novembre 2024 - situés au Foyer Restaurant Marcel Pagnol – Espace Pagnol | 12/11/2024 |

| | | |
|---|---|---|
| **2024-11-101**<br>04/11/2024 | Convention de mise à disposition d'infrastructure municipale d'activités physiques avec la commune de Lançon-Provence dans le cadre de la formation préalable à l'armement « bâton de défense » des policiers municipaux<br>Il est conclu une convention de mise à disposition entre la ville de Gignac-la-Nerthe et la ville de Lançon-Provence, représentée par son Maire Madame Julie ARIAS, dans le cadre de la formation préalable à l'armement « bâton de défense » des Policiers Municipaux dans les locaux situés 1 bis avenue du Général Leclerc 13680 Lançon-Provence.<br>La convention de mise à disposition est conclue pour la période du 16 décembre 2024 au 20 décembre 2024 inclus.<br>La présente convention est consentie à titre gratuit. | 12/11/2024 |
| **2024-11-102**<br>04/11/2024 | Autorisation à la S.E.LA.R.L. BOREL & DEL PRETE d'ester en justice auprès de la juridiction compétente pour défendre les intérêts de la Commune – Affaire VINOT Michelle | 12/11/2024 |
| **2024-11-103**<br>06/11/2024 | Autorisation à la S.E.LA.R.L. BOREL & DEL PRETE d'ester en justice auprès de la juridiction compétente pour défendre les intérêts de la Commune – Affaire RIBAS Juan | 12112024 |
| **2024-11-104**<br>13/11/2024 | Convention de mise à disposition de plusieurs marchés publics auprès de la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT)<br>Coût de la mise à disposition HT : 900 € | 15/11/2024 |
| **2024-11-105**<br>18/11/2024 | Convention de mise à disposition à titre gratuit des locaux communaux au bénéfice de l'association l'Office de la Culture et des Loisirs Gignacais (OCLG) pour l'organisation de la Foire aux Santons se déroulant le 30 novembre et 1er décembre 2024 - situés au Foyer Restaurant Marcel Pagnol – Espace Pagnol | 26/11/2024 |
| **2024-11-106**<br>20/11/2024 | Annulation de la décision municipale n°2024-06-52 | 26/11/2024 |
| **2024-12-107**<br>02/12/2024 | Modification n°1 relative à l'introduction d'une retenue de garantie de 5% pour couvrir les désordres liés à la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) dans le cadre du marché sans publicité ni mise en concurrence préalables de travaux de dépose et repose d'un parquet dans le gymnase République | 04/12/2024 |

**Le CONSEIL MUNICIPAL**

PREND acte de ces décisions

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_105-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_105

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-106**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : Approbation du Plan Climat Municipal (PCM) – 2024-2029**

Le changement climatique constitue un enjeu majeur pour nos territoires, impactant profondément les écosystèmes, l'économie locale, et la qualité de vie des citoyens. En réponse à ces défis, la commune de Gignac-la-Nerthe a élaboré un Plan Climat Municipal (PCM) pour la période 2024-2029, visant à orienter la transition écologique du territoire à travers des actions concrètes, en lien avec les objectifs métropolitains, régionaux, nationaux et européens.

Ce Plan s'inscrit dans la continuité des grandes orientations fixées par le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que le Plan d'Accélération pour la Transition Écologique (PACTE) du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône. Il traduit localement les ambitions de ces plans en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'adaptation aux impacts climatiques, et de préservation de la biodiversité.

L'élaboration du PCM 2024-2029 a reposé sur une démarche participative ambitieuse, impliquant activement l'ensemble des parties prenantes du territoire. Un large dispositif de concertation a été mis en place pour associer citoyens, associations, agents municipaux et élus communaux, à travers des ateliers thématiques, un rendez-vous citoyen et des ateliers de sensibilisation. Cette co-construction a permis de garantir que le PCM réponde aux besoins locaux tout en fédérant une large mobilisation autour de la transition écologique du territoire communal.

Le PCM 2024-2029 repose sur les neuf ambitions stratégiques suivantes :

- Réduire notre consommation d'énergie et développer la production d'énergie décarbonée ;
- Améliorer la gestion du cycle de l'eau ;

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

- Réduire la production de déchets et renforcer le réemploi et le recyclage ;
- Développer des actions de renaturation des espaces urbains pour lutter contre les îlots de chaleur ;
- Promouvoir l'achat et l'investissement éco-responsable ;
- Préserver les espaces naturels et protéger la biodiversité ;
- Promouvoir une agriculture locale éco-responsable ;
- Développer les infrastructures et les pratiques de mobilité douce ;
- Renforcer la sensibilisation écocitoyenne et l'éducation au développement durable.

Ces ambitions s'accompagnent d'objectifs opérationnels et d'un programme d'actions concrètes, en cohérence avec les priorités établies pour garantir une approche territorialisée et coordonnée de la transition écologique.

La municipalité s'engage, par conséquent, à jouer un rôle exemplaire, en mobilisant ses services et en impliquant l'ensemble des acteurs locaux dans la mise en œuvre du PCM. Pour ce faire, le Plan prévoit des dispositifs de suivi et d'évaluation réguliers, permettant d'ajuster les actions en fonction des résultats obtenus et des évolutions contextuelles.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï** l'exposé de son Président ;
**Vu** la délibération 2024-38 du 12 avril 2024 approuvant l'instauration d'un Plan climat municipal ;
**Vu** le Plan Climat Municipal 2024-2029 ci-annexé ;

Vote par : Pour à l'unanimité

**DÉLIBÈRE**

**APPROUVE** le Plan Climat Municipal 2024-2029 tel que présenté ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre les actions prévues dans le PCM et à mobiliser les dispositifs de concertation et de suivi nécessaires

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission au service de l'État.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

**NOTE D'ACCOMPAGNEMENT PORTANT SUR LE PROJET DE DELIBERATION**

ADOPTION DU PLAN CLIMAT MUNICIPAL 2024-2029

Le Plan Climat Municipal (PCM) 2024-2029 de Gignac-la-Nerthe représente une feuille de route stratégique et ambitieuse pour faire face aux défis climatiques, améliorer la résilience du territoire, et renforcer la qualité de vie des habitants. Il s'inscrit dans un cadre local mais aussi dans une cohérence avec les stratégies métropolitaines, régionales et nationales, et repose sur une démarche participative mobilisant l'ensemble des parties prenantes.

**Les fondements du PCM**

Gignac-la-Nerthe, commune méditerranéenne exposée aux impacts du changement climatique (vagues de chaleur, sécheresses, précipitations intenses), se dote d'un PCM pour agir localement sur des enjeux globaux. Ce plan vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à s'adapter aux effets inévitables du changement climatique et à promouvoir une transition écologique inclusive.

**Un cadre stratégique et intégré**

- ✓ Réduction des émissions, préservation de la biodiversité, gestion durable des ressources.
- ✓ En cohérence avec le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC), et le Plan d'Accélération pour la Transition Écologique (PACTE) du Département.
- ✓ Faire de Gignac-la-Nerthe un territoire résilient, durable et exemplaire.

**Un diagnostic détaillé pour orienter les priorités**

Le PCM repose sur un diagnostic complet mettant en lumière les atouts et défis du territoire :

- ✓ Biodiversité : richesse des écosystèmes locaux menacée par l'urbanisation et le morcellement des habitats.
- ✓ Énergie : réduction significative de la consommation énergétique (-22 % en 2023), mais nécessité de renforcer les énergies renouvelables.
- ✓ Mobilité : dépendance élevée à la voiture individuelle (70 % des trajets), nécessitant un développement des mobilités douces.
- ✓ Gestion de l'eau : enjeux de désimperméabilisation et de gestion des eaux pluviales dans un contexte de stress hydrique.
- ✓ Déchets : besoin d'intensifier le tri, le compostage et la lutte contre les dépôts sauvages.

**Un dispositif structuré et ambitieux**

Le PCM est structuré autour de 6 axes prioritaires :

- ✓ Gestion de l'eau : désimperméabilisation, récupération des eaux pluviales, préservation des ressources hydriques.
- ✓ Transition énergétique : rénovation thermique des bâtiments, autoconsommation, développement des énergies renouvelables.
- ✓ Mobilités durables : infrastructures cyclables, promotion du covoiturage, amélioration des transports en commun.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

- ✓ Déchets et économie circulaire : tri sélectif, compostage, réduction des dépôts sauvages.
- ✓ Biodiversité et espaces naturels : corridors écologiques, reforestation urbaine, sensibilisation des citoyens.
- ✓ Alimentation durable et agriculture locale : circuits courts, jardins partagés, soutien à l'agriculture bio.

**Une construction participative**

Le Plan Climat Municipal repose sur une démarche participative mobilisant largement les habitants, les associations, et les acteurs économiques. À travers des ateliers, des consultations et des événements citoyens, chacun a contribué au diagnostic et à la définition des priorités.
Les publics variés — enfants, jeunes, agents, associations, séniors — ont apporté des perspectives complémentaires.
Cette mobilisation se poursuivra tout au long de la mise en œuvre du plan, grâce à des forums citoyens et des bilans participatifs, garantissant un suivi dynamique et inclusif. La participation est ainsi la clé de l'efficacité et de l'appropriation du PCM par tous.

**Gouvernance**

La gouvernance du Plan Climat Municipal repose sur un pilotage structuré, une coordination efficace et une participation citoyenne active pour assurer la mise en œuvre et le suivi des actions.

- ✓ Pilotage stratégique
  Un comité de pilotage, composé d'élus, de chefs de services municipaux et de partenaires institutionnels, supervise le PCM. Il se réunit semestriellement pour valider les orientations stratégiques, allouer les moyens nécessaires et assurer la cohérence avec les priorités locales et métropolitaines.
- ✓ Coordination opérationnelle
  Une cellule opérationnelle réunit les responsables techniques municipaux et un coordinateur général. Elle est chargée du suivi des actions, de la gestion des partenariats locaux et de la communication des avancées.
- ✓ Participation citoyenne

Le PCM s'appuie sur une gouvernance participative avec :

- Des rendez-vous citoyens annuels pour informer et ajuster les actions.
- Des groupes de travail thématiques impliquant habitants, associations et acteurs économiques.

**Action**

Le Plan Climat Municipal (PCM) 2024-2029 regroupe 61 actions structurées autour de six grandes thématiques stratégiques, conçues pour répondre aux enjeux prioritaires identifiés dans le diagnostic et aux attentes locales. Ces thématiques assurent une cohérence entre les objectifs globaux et les réalités locales tout en impliquant les citoyens et les acteurs territoriaux. Notamment :

*1. Transition énergétique et sobriété*
Actions visant à réduire les consommations d'énergie, renforcer l'efficacité énergétique des bâtiments et développer les énergies renouvelables.
Exemples : Rénovation thermique, déploiement de panneaux solaires, ateliers sur les économies d'énergie.

*2. Mobilité durable et décarbonée*
Actions pour encourager les mobilités actives, améliorer les infrastructures et réduire la dépendance à la voiture individuelle.
Exemples : Création de pistes cyclables, développement du covoiturage, amélioration des transports en commun.

*3. Gestion durable de l'eau*
Actions pour préserver les ressources hydriques, améliorer la gestion des eaux pluviales et renforcer la résilience face aux sécheresses.
Exemples : Désimperméabilisation, récupération des eaux pluviales, campagnes de sensibilisation.

*4. Préservation de la biodiversité et renaturation*
Actions pour protéger les espaces naturels, recréer des corridors écologiques et végétaliser les zones urbaines.
Exemples : Plantation d'arbres, aménagement de parcs urbains, préservation et valorisation des habitats naturels.

*5. Réduction des déchets et économie circulaire*
Actions pour promouvoir le tri, le compostage, le réemploi et sensibiliser les citoyens aux enjeux de l'économie circulaire.
Exemples : Compostage collectif, création d'un centre de réemploi, campagnes contre les dépôts sauvages.

*6. Alimentation durable et agriculture locale*
Actions pour soutenir l'agriculture locale, développer les circuits courts et promouvoir une alimentation responsable.
Exemples : Jardins partagés, soutien aux agriculteurs locaux, augmentation des produits bio dans les cantines scolaires.






AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106



# TABLE DES MATIÈRES


- Introduction P. 4
- Exposé des motifs P. 6
- Etat des lieux P. 8
- diagnostics thématiques P. 12
- Processus de concertation P. 22
- Priorités stratégiques P. 27
- Pilotage et gouvernance P. 39
- Mécanismes d'évaluation P. 42
- Plan d'actions P. 43


**« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles»**

*Sénèque*



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# INTRODUCTION



L'urgence climatique n'est plus un horizon lointain que l'on peut contempler avec indifférence ; elle est là, tangible, bouleversant nos saisons, nos écosystèmes et nos certitudes. Elle nous oblige, avec une force inédite, à agir, à prendre position, non seulement pour préserver notre avenir, mais pour redonner un souffle d'espérance à ceux qui viendront après nous. Oui, le défi est immense ! Mais il est à la mesure des bouleversements qui traversent notre époque.

Le Plan Climat Municipal est donc l'expression d'une volonté partagée, un serment fait à notre territoire et à notre planète, celui de prendre notre part à ce grand élan de la transition. Comme le colibri qui, avec ses modestes gouttes, tente d'éteindre l'incendie, nous prenons nos responsabilités et nous agissons. Ce Plan est notre réponse à l'appel de la Terre, notre manière de montrer que, même dans la modestie de nos moyens, l'engagement sincère peut déplacer des montagnes.
Mais, et c'est heureux, ce Plan Climat n'est pas isolé. En effet, il s'inscrit dans une dynamique plus vaste, cohérente avec les actions structurantes de la Région Sud, du Département des Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Chacune de ces institutions joue, bien entendu, un rôle essentiel dans la transition écologique de notre territoire. La Région, avec sa COP Territoriale, nous appelle à repenser nos modes de vie, nos déplacements, notre alimentation, pour atteindre un modèle durable et résilient. Le Département, à travers son Plan d'Accélération pour la Transition Ecologique (PACTE), nous montre que chaque territoire a un rôle à jouer pour bâtir un avenir plus respectueux du vivant, sobre en énergie et socialement juste. De même, la Métropole Aix-Marseille-Provence, via son Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET), place au cœur de sa stratégie l'adaptation aux changements climatiques, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la préservation des ressources.
Ensemble, nous formons un réseau cohérent et solidaire, où chaque action locale contribue à un effort plus grand, au service du climat et de notre bien-être commun.

Ce qui distingue aussi notre commune, c'est la démarche participative qui anime ce Plan Climat Municipal. Construit main dans la main avec les citoyens, les associations, les élus et les partenaires locaux, ce plan reflète une volonté collective de s'engager dans une transition écologique juste et inclusive.

Ce Plan Climat est une promesse que nous faisons ensemble pour notre territoire et pour les générations à venir. À vous, habitantes et habitants de Gignac-la-Nerthe, de vous l'approprier, de le faire vivre, et de devenir ainsi les acteurs de ce changement indispensable.

**Christian AMIRATY**

Maire de Gignac-la-Nerthe



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106



Le Plan Climat Municipal 2024-2029 que nous inaugurons ensemble marque un tournant pour notre commune. Il s'agit d'un engagement collectif ambitieux, construit avec soin, réflexion et une volonté partagée de faire évoluer notre territoire vers un avenir durable. Ce projet, porté par notre majorité municipale sous l'impulsion du Maire ; ce projet enrichi de vos très nombreuses contributions, est bien plus qu'un simple plan d'actions : c'est une promesse d'agir, ici et maintenant, pour notre environnement, notre qualité de vie et celle des générations à venir.

Au côté des services, mon rôle a été de garantir, avec rigueur et humilité, que chaque étape du PCM repose sur une base solide, nourrie d'expertises et d'analyses pertinentes. Mais ce que je retiens surtout, c'est l'énergie collective qui s'est manifestée à chaque phase de sa construction. Vous avez démontré que, même à l'échelle de notre commune, la mobilisation citoyenne peut changer les choses. Ensemble, nous avons tracé un chemin que nous allons maintenant emprunter, avec détermination et enthousiasme.
L'avenir que nous dessinons avec ce Plan Climat est fait d'opportunités. En effet, il s'agira de transformer notre manière de vivre, de repenser nos habitudes, mais aussi de créer un environnement plus sain, plus résilient et plus solidaire.
Nous avons les outils, les dispositifs et la volonté de réussir. La mise en œuvre de ce plan sera l'occasion de prouver, jour après jour, que chaque action, même à petite échelle, compte. Que chaque effort, individuel ou collectif, peut devenir un levier puissant de changement.

Je crois profondément que ce qui nous attend est une aventure collective porteuse d'espoir. Nous construirons ensemble, avec persévérance mais aussi avec créativité, les réponses aux défis climatiques qui se posent à nous. Ce Plan Climat ne se limitera pas à des actions ponctuelles, il s'adaptera, il évoluera avec vos contributions, avec vos idées, pour devenir un véritable moteur de transformation.

La transition écologique que nous amorçons aujourd'hui sera, j'en suis convaincu, une source de fierté pour notre commune. En avançant pas à pas, en gardant à l'esprit les objectifs que nous nous sommes fixés, nous prouverons que Gignac-la-Nerthe est capable de relever ce défi de manière exemplaire. C'est ensemble que nous réussirons à faire de ce plan un succès, et à bâtir un avenir où chacun trouvera sa place, dans un territoire plus vert, plus respectueux et plus prospère.

Je vous invite à vous engager pleinement dans cette démarche, à continuer de partager vos idées, vos attentes et vos espoirs. Ce Plan Climat est entre nos mains, et c'est ensemble que nous lui donnerons vie, pour aujourd'hui et pour demain.

**René TASSY**

Adjoint au Maire, délégué à
l'agriculture, au développement
durable et au pluvial



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# 1. EXPOSE DES MOTIFS

## • CONTEXTE

**Les changements climatiques s'accélèrent** à un rythme qui défie nos capacités d'adaptation et d'adaptation actuelles. Le changement climatique, exacerbé par les activités humaines, entraîne des phénomènes météorologiques extrêmes. Ces événements, qui surpassent la variabilité naturelle du climat, entraînent **des conséquences dramatiques sur les écosystèmes, l'économie, et la vie sociale**.
Procrastiner est peut-être plus facile et moins cher aujourd'hui, mais cela signifiera en payer un prix plus élevé demain : les dommages sur notre environnement et nos économies venant des températures plus élevées seront plus importants. Si le coût nécessaire pour atteindre la neutralité carbone en 2050 est déjà très significatif ; celui de ne rien faire et de laisser le réchauffement de la planète s'emballer sera bien plus élevé.

Par conséquent, **la situation actuelle exige une réponse ambitieuse** et multi-dimensionnelle, intégrant à la fois la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux impacts inévitables du changement climatique. Cette stratégie doit tenir compte des réalités économiques et sociales, promouvoir des solutions écologiques innovantes, encourager les pratiques de gestion durable et favoriser la résilience des communautés et des écosystèmes. **Elle doit également stimuler la participation citoyenne**, assurant que chaque individu, entreprise, et institution joue un rôle actif dans la transformation vers une société plus durable. Ainsi :

- ✓ **Cette stratégie doit être ambitieuse** car elle doit impulser de nouvelles dynamiques afin de préserver, voire améliorer la qualité de vie des habitants.
- ✓ **Cette stratégie doit aussi être prééminente** car les impacts du dérèglement climatique nous obligent et que les engagements internationaux nous contraignent.
- ✓ **Enfin, cette stratégie doit être pragmatique** ; elle ne doit pas se contenter de mots mais, au contraire, s'ancrer dans une opérationnalité d'usage, fédératrice et non-contraignante.

**Les villes jouent un rôle de catalyseur crucial dans la transition écologique**. Ainsi, la réussite d'un projet de transition écologique territorial ne peut qu'être collective et doit donc amener l'exécutif local à travailler en complémentarité avec les services et agences de l'Etat, tout comme avec l'ensemble des niveaux de collectivités territoriales. La collectivité doit aussi être capable de mobiliser l'ensemble des forces vives du territoire : les citoyens, les entrepreneurs et les services publics, notamment en s'appuyant sur les corps constitués (associations, clubs d'entrepreneurs, …) ; elle doit rester attentive à fédérer toutes les représentations (jeunes, séniors, …) **pour garantir une transition juste et équitable** sans qu'aucun ne se sente exclus de cette ambition.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# • CE QU'EST UN PLAN CLIMAT MUNICIPAL



Le Plan Climat Municipal 2024-2029 (PCM) de Gignac-la-Nerthe se présente comme un **outil stratégique de pilotage** de la transformation écologique à l'échelle communale. Ce plan ambitieux sert de feuille de route pour l'ensemble du territoire, alignant les actions locales avec les objectifs climatiques définis aux niveaux métropolitain, régional, national et international. Son but principal est de **réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre tout en préparant la commune à s'adapter aux changements climatiques** inévitables qui touchent déjà de nombreuses régions du globe.
Le PCM s'articule autour de plusieurs axes stratégiques, notamment l'amélioration de la qualité de l'air, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement des énergies renouvelables. Par ces initiatives, **ce plan vise non seulement à protéger l'environnement mais aussi à améliorer la qualité de vie des citoyens**, en faisant de Gignac-la-Nerthe un modèle de durabilité et de résilience.

Pour atteindre ces objectifs, le PCM définit un **programme d'actions concrètes** qui engagent l'ensemble des acteurs du territoire. Ce programme inclut des mesures d'économie d'énergie, des projets de mobilité durable, la valorisation des espaces naturels et la promotion de l'agriculture éco-responsable, entre autres. **Chaque action est pensée pour être un levier de transformation** vers un modèle plus durable, tout en tenant compte des spécificités locales et des besoins des habitants.



Le PCM ne se contente pas de planifier, **il agit également comme un catalyseur de mobilisation**, encourageant tous les secteurs de la société — citoyens, entreprises, associations et institutions publiques — à contribuer à ces efforts. En impliquant activement la communauté, le plan vise à créer une dynamique collective où chaque action individuelle contribue à un objectif commun plus vaste.

Enfin, le PCM établit des mécanismes rigoureux de suivi et d'évaluation, permettant de **mesurer les progrès réalisés** et d'ajuster les stratégies en fonction des résultats obtenus et des nouvelles connaissances scientifiques. Ces processus de révision régulière garantissent que le plan reste pertinent et efficace face aux évolutions environnementales et technologiques.

Ainsi, le Plan Climat Municipal de Gignac-la-Nerthe est plus qu'une simple stratégie environnementale ; **il est un engagement vers un futur durable et prospère**, ancré dans l'action locale mais résonnant avec les enjeux globaux du changement climatique.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# 2. ETAT DES LIEUX

## • SITUATION GLOBALE ET LOCALE

### UN TERRITOIRE

Nichée au cœur de l'agglomération marseillaise, la commune de Gignac-la-Nerthe, forte de près de 10 000 habitants, illustre de manière emblématique le phénomène d'étalement urbain que connaît la France depuis les années quatre-vingt. Encadrée par l'Étang de Berre et le massif de la Nerthe, **notre ville subit les conséquences d'une urbanisation intensive** : une consommation excessive d'espace, un déséquilibre entre zones résidentielles et zones d'emploi, une dépendance accrue aux déplacements individuels et un parc de logements favorisant majoritairement l'accession à la propriété, ce qui entrave les parcours résidentiels. De surcroît, la **double centralité de la commune** accentue ce phénomène.



Cependant, Gignac-la-Nerthe bénéficie d'un **riche héritage agricole** qui remonte à ses origines et qui a atteint son apogée au début du 20ème siècle. À partir des années 60, avec le déclin de l'activité agricole et l'arrivée de nouveaux habitants, la ville commence à s'éloigner de cette tradition. Consciente de cette mutation, la municipalité s'engage, depuis le début du 21ème siècle, à **renouer avec son passé rural** en préservant ses terres agricoles avec détermination. Elle utilise avec exemplarité les instruments d'urbanisme à sa disposition, en renforçant le zonage agricole et en établissant une zone agricole protégée (ZAP) ainsi qu'une orientation d'aménagement spécifique pour le développement agricole, s'appuyant également sur des partenariats stratégiques pour la gestion foncière (SAFER).



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

**Idéalement située** entre Marseille, la deuxième ville de France, et d'autres centres d'activité majeurs, Gignac-la-Nerthe conserve un charme rural. **Elle jouit d'un potentiel exceptionnel pour un développement économique durable**, soutenu par l'accès facile aux infrastructures de transport. Cette situation géographique, qui reste privilégiée, génère aussi quelques nuisances (pollutions sonores et atmosphériques notamment). Paradoxalement, malgré cet atout de centralité géographique, **la desserte en transports en commun reste insuffisante**, ce qui contraint les résidents à privilégier l'usage de la voiture, même pour de courts trajets.

La position stratégique de Gignac-la-Nerthe, entre l'Étang de Berre et le massif de la Nerthe, lui confère **un cadre naturel d'exception**. Cette proximité avec la nature est une invitation permanente à la préservation de la biodiversité et à la protection des corridors écologiques.



Le paysage de Gignac-la-Nerthe est marqué par deux dynamiques : l'une, du sud vers le nord, favorise l'agriculture grâce au **réseau hydrographique drainant depuis le massif de la Nerthe** vers l'étang de Berre ; l'autre, d'est en ouest, canalise les flux de circulation et contribue à l'étalement urbain. De plus, la **présence du tunnel du Rove**, traversant la commune du sud au nord, impose des contraintes supplémentaires sur l'utilisation du sol et les possibilités de développement urbain.
Ainsi, même sans accès direct ni avec l'étang de Berre et avec la mer Méditerranée, la question de l'eau est omniprésente ; parfois par son abondance pluviométrique, parfois par son manque hydrologique.

En résumé, Gignac-la-Nerthe est **à la croisée des chemins, entre tradition agricole et défis de l'urbanisation moderne**, entre atouts naturels et contraintes environnementales. La gestion de son développement futur nécessite une approche équilibrée et visionnaire pour préserver son identité tout en répondant aux besoins de sa population. Gignac-la-Nerthe, avec ses contrastes et sa diversité, représente un modèle de gestion urbaine et environnementale consciente et innovante. L'instauration d'u Plan Climat Municipal est le reflet de cette volonté de valoriser notre patrimoine naturel et bâti, tout en relevant les défis du développement durable. C'est une démarche collective, visant à **célébrer notre attachement à la terre, notre engagement pour l'environnement et notre aspiration à une qualité de vie toujours améliorée pour nos concitoyens**.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## UNE POPULATION

La population gignacaise a connu **une augmentation significative** au cours des dernières décennies. Selon les données de l'INSEE, en 2023, la population était estimée à 10 083 habitants, marquant une hausse de 26% par rapport aux 8 000 habitants recensés en 2010. Cette croissance s'explique notamment par **l'attractivité de la commune**, favorisée par une qualité de vie appréciée et sa proximité avec les pôles économiques de la métropole Aix-Marseille-Provence. La commune a donc dû et **doit encore prévoir des infrastructures et des services adaptés** pour une population en expansion.

Le profil démographique de Gignac-la-Nerthe est **caractérisé par une population relativement jeune** et une proportion notable de familles. Près de 25% des habitants ont moins de 20 ans, ce qui souligne l'importance de développer des infrastructures et des services adaptés à cette tranche d'âge, tels que des écoles, des équipements sportifs et des activités périscolaires. Actuellement, la commune dispose de plusieurs établissements scolaires, incluant quatre écoles maternelles et élémentaires, ainsi que des collèges et lycées à proximité. Parmi ces installations, certains équipement publics (écoles en particulier) doivent être modernisées et étendues pour répondre aux besoins croissants et aux nouvelles normes environnementales.

En parallèle, la commune observe une **augmentation de la proportion de seniors**, qui représentent désormais 20% de la population. Cette tendance démographique nécessite aussi une adaptation des différents services (santé, mobilité, logements, …) pour répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées. La commune met en place des actions pour renforcer les services à domicile et améliorer l'accessibilité des infrastructures publiques pour les seniors, incluant des projets de mobilité adaptés.

La population active de Gignac-la-Nerthe participe majoritairement aux secteurs du commerce, des services et de l'industrie. Le taux de chômage, bien que diminuant, s'établissait à 10% en 2023, contre 12% en 2018. Cette amélioration est attribuable, pour l'essentiel, aux initiatives locales de soutien à l'emploi et à la dynamique économique de la région. Pour continuer sur cette lancée, **il est crucial de diversifier l'économie locale et d'attirer de nouvelles entreprises** pour assurer une croissance économique durable. La création de zones d'activités économiques et le soutien aux PME locales sont des priorités.

Sur le plan de l'éducation, la commune a investi dans la modernisation de ses établissements scolaires et le développement d'offres éducatives variées. Le taux de réussite au baccalauréat dans les lycées de proximité atteint 85%, témoignant de la qualité de l'enseignement. Cependant, l'accès à l'enseignement supérieur reste un défi, nécessitant un meilleur accompagnement des jeunes vers les études supérieures et une collaboration renforcée avec les universités de la région. Il est nécessaire de développer des partenariats avec les institutions académiques et de proposer des bourses d'études pour encourager la réussite éducative.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# • CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

Un ensemble d'éléments légaux et réglementaires viennent structurer et contraindre l'objectivation et la mise en œuvre d'un plan climat municipal. Ces éléments de cadrage sont en constante évolutions et sont, le plus souvent, la déclinaison d'engagements internationaux, voire la transposition de directives européennes. En outre, ils peuvent soient agir sur un niveau macro autour du concept même de transition écologique, qu'au niveau micro sur telle ou telle thématique opérationnelle. Voici les principaux éléments de ce cadre légal et réglementaire qui devront être considérés dans la construction du PCM de Gignac-la-Nerthe.

**La Stratégie Nationale Bas-Carbone issue de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV - 2015), puis la loi Energie Climat (2019)** nous obligent à la neutralité carbone dès 2050, soit une division par 6 de nos émissions de GES par rapport à 1990. La SNBC s'appuie notamment sur la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) pour atteindre ses objectifs de diminution des émissions de GES. Ainsi le PPE doit inspirer les axes prioritaires des Plans Climat Municipal (PCM - PCAET), en particulier dans les domaines de :

- L'amélioration de l'efficacité énergétique et la baisse de consommation des énergies fossiles
- Le développement de l'exploitation des énergies renouvelables
- La lutte contre les passoires thermiques

Il convient néanmoins de noter que le principe de neutralité carbone s'impose aux Etats sur une échelle planétaire mais n'est pas, à ce stade, un objectif contraignant à l'échelle communale… c'est néanmoins une volonté qu'il convient de partager résolument.

**La loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN – 2018)** et décret tertiaire qui impose aux entreprises et aux administrations de réaliser des économies d'énergie dans les bâtiments à usage tertiaire de plus de 1.000 m². Elle impose la réduction des consommations d'énergie finale de l'ensemble du parc tertiaire d'au moins -40 % en 2030, -50 % en 2040, -60 % en 2050 (par rapport à 2010).

**La loi d'orientation des mobilités** (2019) vise notamment une transition vers une mobilité plus propre, en cohérence avec l'objectif de neutralité carbone ; cela passe notamment par le développement des infrastructures favorisant l'électrification du parc automobile (IRVE) et par le développement des infrastructures de mobilité douces.
Une obligation de reporting chaque année, via la plateforme en ligne OPERAT, qui permet de mesurer les progrès accomplis en termes d'économie d'énergie.

**La loi Anti-Gaspillage pour une économie circulaire (AGEC – 2020)** vise à transformer l'économie linéaire, « produire, consommer, jeter », en une économie circulaire. Elle se décline en cinq grands axes :

- Sortir du plastique jetable ;
- Mieux informer les consommateurs ;
- Lutter contre le gaspillage et pour le réemploi solidaire ;
- Agir contre l'obsolescence programmée ;
- Mieux produire.

La loi AGEC ambitionne d'accélérer le changement de notre modèle de production et de consommation à travers des mesures de la vie quotidienne, grâce à une écologie du concret préservant les ressources et le pouvoir d'achat. Elle doit aussi permettre de repenser les modèles



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

de production, en invitant les producteurs à se poser la question de l'amont et anticiper la fin de vie des produits qu'ils mettent sur le marché. Aujourd'hui, plusieurs mesures font déjà partie de notre quotidien. D'autres sont en cours de déploiement, avec une même finalité : mettre fin à toutes les formes de gaspillage.

**La loi "Climat et Résilience" (2021)** traduit une partie des propositions de la Convention citoyenne pour le climat retenues pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030, dans un esprit de justice sociale. Elle pose, notamment, un objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon de 2050. Cette loi vise à mieux prendre en compte les conséquences environnementales lors de la construction et de l'aménagement des sols, sans pour autant négliger les besoins des territoires en matière de logements, d'infrastructures et d'activités.

**La loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (2023)** veut faciliter l'installation d'énergies renouvelables pour permettre de rattraper le retard pris dans ce domaine. En 2020, la France était le seul pays à ne pas avoir atteint le chiffre fixé par l'Union européenne de 23% de part de renouvelables. Ce texte s'articule autour de quatre axes : planifier les énergies renouvelables, simplifier les procédures, mobiliser le foncier déjà artificialisé pour déployer les énergies renouvelables et mieux partager la valeur générée par ces énergies.
Cette loi prévoit, dans son article 15, un dispositif de planification territoriale en matière d'énergies renouvelables. Les communes sont invitées, dans le cadre de ce dispositif, à identifier et à faire remonter auprès des préfectures ces zones dites d'accélération (ZAEnR) dans lesquelles elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter.

Par ailleurs, trois documents d'orientation territoriale doivent aussi nous permettre d'orienter, en cohérence, le Plan climat municipal :

Avec l'élaboration du **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)**, la Région joue un rôle planificateur essentiel. Pour ce qui concerne notre territoire communal, nous serons plus particulièrement attentifs à certaines priorités qui devront être intégrées dans le PCM, notamment la sauvegarde des espaces agricoles et naturels, la neutralité carbone en 2050 et la rénovation thermique du bâti ancien.
Par ailleurs, la région est aussi chef de file de la déclinaison du processus de planification écologique voulu par le gouvernement, **COP Territoriale**, qui fixe des objectifs de transition écologique 2030 dans les domaines suivants : mieux se loger, se nourrir, se déplacer, préserver, consommer, produire. Cette approche vise à agir collectivement et de façon coordonnée.

**Le Plan d'ACcélération pour la Transition Ecologique (PACTE)** initié par le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ambitionne de construire un territoire plus sobre en énergie, durable, vertueux, respectueux du vivant et équitable en s'appuyant sur 6 engagements pour transformer le département.

**Le plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET)** d'Aix-Marseille Métropole (AMP) fixe des objectifs de réduction des consommations d'énergie, de production d'énergie renouvelables, de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), d'amélioration de la qualité de l'air et d'adaptation aux conséquences du changement climatique à l'échelle d'un territoire. Outre les objectifs déjà spécifié dans le SRADDET et déclinés au niveau métropolitain, le PCAET vise aussi à développer massivement le recours aux énergies renouvelables ; à lutter contre toutes les formes de pollutions ; à accompagner les territoires dans leurs actions d'adaptation au changement climatique.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# 3. LES DIAGNOSTICS THEMATIQUES

## LA GESTION DU CYCLE DE L'EAU

La commune, dans sa démarche proactive de gestion durable de l'eau, s'efforce de **réduire l'imperméabilisation des sols et d'améliorer la gestion des eaux pluviales**. Cette stratégie vise à minimiser les risques d'inondation, à préserver la qualité des milieux aquatiques et à renforcer la résilience environnementale face aux changements climatiques. En 2023, une cartographie du potentiel de désimperméabilisation a été réalisée, identifiant des zones prioritaires pour des interventions visant à restaurer la perméabilité des sols urbains.



De fait, le territoire communal présente un **potentiel significatif de désimperméabilisation**, notamment dans les secteurs résidentiels, les zones d'activités et les infrastructures publiques. Environ 29% de la surface totale de la commune est actuellement imperméabilisée, principalement dans les zones industrielles et les infrastructures routières. La gestion des eaux pluviales montre des **signes de surcharge**, notamment lors d'événements pluvieux intenses, conduisant à des inondations récurrentes et à la dégradation des milieux récepteurs. Les zones identifiées pour des interventions prioritaires incluent les parkings, les cours d'écoles et les espaces publics, où des mesures de désimperméabilisation peuvent être immédiatement mises en œuvre pour améliorer l'infiltration des eaux pluviales.
Des initiatives précédentes ont permis de créer des zones d'infiltration dans les espaces verts et de promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Cependant, il est **crucial de renforcer ces efforts** et d'adopter une gestion plus intégrée et proactive pour répondre efficacement aux défis posés par l'imperméabilisation des sols.
Le diagnostic et les recommandations pour la désimperméabilisation à Gignac-la-Nerthe ont été élaborés en partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence et des bureaux d'études spécialisés. La méthodologie de cartographie du potentiel de désimperméabilisation a inclus l'évaluation des contraintes techniques, telles que l'aptitude des sols à l'infiltration, la pente des terrains, et les risques de pollution. Cette collaboration permet de s'assurer que les projets d'aménagement répondent aux normes de développement durable et intègrent efficacement les retours des acteurs locaux, y compris les habitants, lors des consultations publiques.

Pour optimiser la gestion de l'eau et réduire les surfaces imperméabilisées, plusieurs actions stratégiques sont recommandées. En particulier le **réaménagement des cours d'écoles** et les parkings pour intégrer des surfaces perméables et permettre une meilleure infiltration des eaux pluviales ; la mise en place des **systèmes de gestion des eaux pluviales** à la source, incluant des bassins de rétention et des systèmes de drainage durable ; ainsi que des campagnes de **sensibilisation** pour informer les résidents et les entreprises sur les bénéfices de la désimperméabilisation et incitation à adopter des pratiques durables.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## LA BIODIVERSITE ET LA PROTECTION DES ESPACES NATURELS



Le territoire communal s'étend sur une superficie où se mêlent zones urbaines et **espaces naturels d'une grande richesse**. La préservation de ces espaces naturels, dont une partie est classée « **Natura 2000** » est donc cruciale pour maintenir l'équilibre écologique, offrir des espaces de loisirs aux habitants, et renforcer la résilience face aux changements climatiques. Le diagnostic de la situation actuelle montre que Gignac-la-Nerthe dispose de plusieurs zones naturelles et agricoles, ainsi que de corridors écologiques essentiels à la biodiversité locale

La biodiversité de Gignac-la-Nerthe, située au cœur du territoire métropolitain, est assez **remarquable mais vulnérable** aux pressions anthropiques et aux changements environnementaux. Le portrait communal souligne l'importance de ses habitats forestiers et de ses espèces, tout en pointant les défis liés à leur conservation. Les petites forêts, zones agricoles et interfaces urbaines, hébergent une biodiversité quotidienne essentielle à la qualité de vie des résidents, fournissant des services écosystémiques vitaux comme la régulation du climat et la purification de l'air et de l'eau.

Cependant, la fragmentation des habitats due à l'urbanisation croissante et à la conversion des terres agricoles en zones résidentielles ou commerciales **menace la connectivité écologique** et la viabilité des habitats naturels. Dans certains cas, les pratiques agricoles intensives, l'utilisation de pesticides et la gestion inadéquate des ressources en eau exacerbent également la pression sur ces écosystèmes fragilisés.

Pour contrer les menaces pesant sur la biodiversité à Gignac-la-Nerthe et renforcer sa résilience face aux changements climatiques, il est crucial de **développer des corridors écologiques** pour améliorer la connectivité entre les habitats naturels. La promotion de pratiques agricoles durables, la restauration des habitats dégradés, et la mise en place de zones protégées sont également recommandées. **Une attention particulière devrait être portée à l'éducation** et à la sensibilisation des citoyens sur l'importance de la biodiversité et des actions qu'ils peuvent entreprendre au quotidien pour contribuer à sa préservation. Ces mesures, combinées à une stratégie de surveillance et de suivi régulier, permettront de maintenir et potentiellement d'améliorer la biodiversité dans la région, en assurant la protection des espèces et des habitats tout en favorisant un développement territorial équilibré et respectueux de l'environnement.

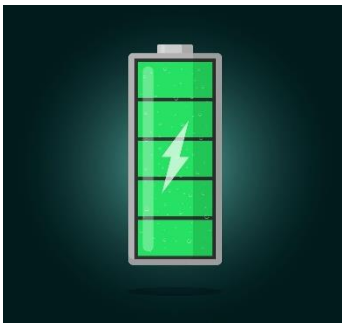
**Le développement des infrastructures vertes est une autre priorité**. L'aménagement de sentiers de randonnée et d'espaces de loisirs dans les zones naturelles sensibilisera le public à la protection de l'environnement et offrira des opportunités récréatives aux habitants.

Enfin, **la sensibilisation et la mobilisation des habitants** sont essentielles. Organiser des campagnes de sensibilisation sur l'importance de la conservation des espaces naturels et des pratiques respectueuses de l'environnement, et impliquer les citoyens dans des projets de science participative pour le suivi de la biodiversité et la surveillance des zones sensibles, renforceront l'engagement collectif en faveur de la préservation environnementale.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## LA SOBRIETE ET LA PRODUCTION ENERGETIQUE



La commune s'est déjà engagée dans une démarche proactive de transition ; elle s'efforce de réduire son empreinte écologique par une **gestion optimisée et responsable de sa consommation énergétique**. En 2023, grâce à des politiques énergétiques ciblées et à l'adoption de technologies plus efficaces, la commune a réussi à diminuer sa consommation énergétique de manière significative, enregistrant une réduction de 22% par rapport à l'année précédente et de 14% comparée à la moyenne des années 2017 à 2019. Cette diminution est particulièrement marquée dans les secteurs des bâtiments municipaux et de l'éclairage public.

Des mesures spécifiques, telles que l'installation de systèmes de chauffage plus efficaces et le remplacement des anciens systèmes d'éclairage par des LED, ont été déterminantes dans la réalisation de ces économies. En outre, la rénovation thermique progressive des bâtiments publics permet de réduire considérablement les besoins en chauffage et en climatisation, qui représentent une part importante de la consommation d'énergie de la commune.
**Malgré l'augmentation générale des prix de l'énergie en 2023, les stratégies d'efficacité énergétique adoptées ont permis de limiter la hausse des dépenses énergétiques** à seulement 12%. Ce succès s'explique notamment par l'adoption de pratiques de gestion énergétique avancées, telles que l'utilisation de systèmes de gestion technique du bâtiment (GTB) pour optimiser les consommations en temps réel.
Les initiatives de la commune ont également eu un impact favorable sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, démontrant ainsi son engagement envers le développement durable et la lutte contre le changement climatique. En particulier, **l'adoption des énergies renouvelables** ont contribué à diminuer l'empreinte carbone de Gignac-la-Nerthe.

Pour parvenir à ce résultat et ce diagnostic, nous nous sommes appuyés sur l'expertise de l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) qui a fourni un soutien méthodologique précieux, notamment dans l'évaluation des performances et l'optimisation des stratégies énergétiques de la commune.

Nous devons néanmoins **poursuivre ce travail d'amélioration des performances énergétiques** des bâtiments publics en accentuant les expériences réussies et en explorant de nouveaux leviers d'actions : généralisation des audits énergétiques des bâtiments ; renforcement de nos capacité de production en énergie renouvelable ; sensibilisation et formation des agents, des citoyens et des acteurs économiques ; renforcement de nos capacités de suivi, d'évaluation et d'anticipation de nos performances énergétique ; …



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## L’ALIMENTATION ET LA PROMOTION D’UNE AGRICULTURE RESPONSABLE

La commune s'engage résolument dans la **valorisation et la revitalisation de son patrimoine agricole** depuis 2008, intégrant des pratiques durables et innovantes pour assurer la résilience alimentaire et la préservation de l'environnement. Le diagnostic actuel met en lumière les potentialités et les défis de l'agriculture locale.

En effet, Gignac-la-Nerthe dispose d'environ 50 hectares de terres agricoles, principalement concentrées dans le secteur de Pousaraque-Roquebarbe. Ces terres, bien que partiellement en friche, possèdent un potentiel agronomique et écologique considérable. Historiquement voué à l'urbanisation, ce secteur a été maintenu en zone agricole dans le cadre du **projet "Garden Lab"**, qui vise à intégrer l'agriculture urbaine au cœur de la commune. Ce projet ambitieux inclut la création de vergers, de zones de maraîchage, de potagers familiaux et d'une ferme pédagogique, promouvant ainsi une alimentation saine et biologique.

De ce fait, la municipalité a renforcé les protections des terres agricoles en créant **une Zone Agricole Protégée** (ZAP) et en établissant des partenariats stratégiques avec des organismes tels que la SAFER pour la gestion foncière. Cette stratégie vise à préserver et valoriser les terres agricoles tout en répondant aux besoins croissants en termes de sécurité alimentaire et de protection de la biodiversité.

Le diagnostic révèle également une **nécessité d'intégrer l'agriculture locale dans un système alimentaire plus large et plus durable**. Actuellement, les circuits courts et la vente directe des produits agricoles locaux sont insuffisamment développés, limitant l'accès des habitants à des produits frais et biologiques. De plus, le manque d'infrastructures adaptées, comme des systèmes d'irrigation efficaces, des installations de compostage, et des structures de soutien à l'élevage et à la culture, freine le développement de l'agriculture locale.

La **loi EGALIM**, qui impose notamment 50% de produits de qualité et durables, dont au moins 20% de produits biologiques dans la restauration collective publique, a un impact direct sur la commune. Pour se conformer à ces exigences, la commune se doit de renforcer ses partenariats avec les producteurs locaux et développer des filières d'approvisionnement courtes et durables. **La restauration municipale**, qui inclut les écoles et les séniors, **joue un rôle central** dans cette transition vers une alimentation plus saine et durable. Actuellement, des efforts sont faits pour intégrer davantage de produits locaux et biologiques dans les menus, mais des défis persistent, notamment en termes de logistique et de coûts.

En conclusion, la préservation et la promotion de l'agriculture locale sont essentielles pour **renforcer la résilience alimentaire et la durabilité environnementale** de la commune. Pour atteindre ces objectifs, il est crucial de continuer à soutenir l'installation d'agriculteurs biologiques, de développer les infrastructures nécessaires, et de favoriser la vente directe des produits agricoles locaux. La sensibilisation et l'éducation des citoyens sur les pratiques agricoles durables joueront également un rôle clé dans cette démarche.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## LA GESTION DES DECHETS ET L'ECONOMIE CIRCULAIRE



Bien que ne disposant pas de la compétence pour la collecte des ordures ménagères, la commune s'engage néanmoins activement dans **la gestion de ses propres déchets administratifs et dans la lutte contre les dépôts sauvages**. La compétence de la collecte des ordures ménagères relève de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui met en place des infrastructures de collecte et des programmes de tri sélectif pour l'ensemble de ses territoires.

En 2021, la Métropole a intensifié ses efforts pour améliorer la collecte et la valorisation des déchets, avec des infrastructures de tri sélectif étendues et des programmes éducatifs pour encourager le tri à la source. La majorité des déchets ménagers de la commune est collectée par le service métropolitain, puis traitée au centre multifilière EveRé à Fos-sur-Mer, permettant de recycler et valoriser plus de 90% des déchets, transformant les déchets organiques en biogaz et en compost, et les matières combustibles en énergie.

La ville gère aussi directement les déchets produits par ses administrations. **En collaboration avec l'association Les Alchimistes**, Gignac-la-Nerthe a mis en place un système efficace pour la collecte et la valorisation des biodéchets issus de la restauration municipale. En 2023, 17 057 kg de biodéchets ont été collectés et transformés en 3 079 kg de compost, utilisé pour des projets de végétalisation urbaine.

Un défi majeur pour la commune est la **recrudescence des dépôts sauvages**, notamment dans les zones naturelles et agricoles. Ces dépôts illégaux nuisent à l'environnement, posent des risques sanitaires et détériorent les paysages naturels.

L'économie circulaire est aussi au cœur de la stratégie de gestion des déchets de la commune. En intégrant des principes de réutilisation et de valorisation des déchets, Gignac-la-Nerthe vise à minimiser l'impact environnemental et à maximiser l'efficacité des ressources.

Pour continuer à améliorer la gestion des déchets à Gignac-la-Nerthe, plusieurs priorités s'imposent : le renforcement des campagnes de sensibilisation auprès des citoyens sur l'importance du tri sélectif et de la réduction des déchets ; l'amélioration des infrastructures de tri et de collecte sélective ; l'extension du traitement des DAE communaux sur chacune des filières de recyclage ; l'accentuation des mesures de surveillance et de sanction pour prévenir les dépôts sauvages ; le développement des opérations de nettoyage ; ou encore la promotion des projets de compostage collectif, de recyclage et d'économie circulaire.

### *Focale sur la concertation avec le tissu associatif gignacais*

*65 % des associations pratiquent le tri sélectif, mais un tiers reste à sensibiliser pour une adoption systématique. Pour renforcer cette pratique essentielle, des actions ciblées doivent encourager une participation plus large. Par ailleurs, 70 % des associations déplorent un manque d'infrastructures spécifiques pour le tri, soulignant la nécessité d'améliorer la logistique événementielle avec des solutions adaptées, telles que des poubelles de tri et des points de collecte accessibles.*

*Le traitement des biodéchets, peu développé, intéresse 80 % des associations, mais l'absence de collecte dédiée limite son application. Des dispositifs de compostage lors des événements seraient un levier important pour réduire les déchets organiques.*



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## LA MOBILITE DECARBONNEE



La commune se situe à un carrefour de dynamiques métropolitaines et locales, et **sa mobilité est un enjeu clé pour son développement.** En tant que membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune bénéficie d'un cadre stratégique structurant, notamment à travers le Plan de Mobilité Métropolitain (2020-2030), qui vise à transformer radicalement les systèmes de transport pour répondre aux défis climatiques, améliorer la qualité de vie et renforcer l'attractivité du territoire.

La situation actuelle de la mobilité à Gignac-la-Nerthe se caractérise par une **forte dépendance à l'automobile**, exacerbée par une offre limitée en transports publics. En 2023, les déplacements en voiture représentaient encore plus de 70% des trajets quotidiens des habitants. Cette situation engendre une congestion notable, notamment aux heures de pointe, et contribue de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre de la commune. Par ailleurs, **l'absence de pistes cyclables continues** et sécurisées limite l'usage du vélo, malgré un potentiel identifié dans les enquêtes de mobilité urbaine.
Les infrastructures routières, bien que globalement bien entretenues, souffrent de saturation, particulièrement sur les axes reliant Gignac-la-Nerthe aux grandes zones d'activité de la métropole. Les services de transport en commun sont perçus comme insuffisants et peu fréquents, ne permettant pas une alternative viable à l'usage de la voiture. Le diagnostic révèle également des **difficultés en termes d'accessibilité** pour les personnes à mobilité réduite, avec des infrastructures inadaptées ou absentes dans certaines zones.

Ce diagnostic a été élaboré en étroite collaboration avec les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des experts en mobilité urbaine. Les données ont été collectées via des enquêtes de terrain, des consultations publiques, et l'analyse des flux de déplacement. Le soutien méthodologique de l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) a été essentiel pour l'évaluation des émissions liées aux transports et la proposition de solutions innovantes pour une mobilité plus durable.

Pour améliorer la situation actuelle et répondre aux objectifs du Plan Climat Municipal, plusieurs actions sont préconisées. En particulier **l'aménagement de pistes cyclables sécurisées et continues**, développement de zones piétonnes, et amélioration des infrastructures pour les personnes à mobilité réduite ; l'augmentation de la fréquence des bus ainsi que l'amélioration des correspondances ; la **promotion du covoiturag**e ; l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (**IRVE**) supplémentaires ; et enfin l'organisation de **campagnes de sensibilisation** sur la mobilité douce et les transports en commun



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## L’AMENAGEMENT DU TERRITOIRE



En tant que commune engagée dans une transition écologique, Gignac-la-Nerthe reconnaît l'**importance de l'aménagement urbain durable.** Cependant, la commune fait face à des défis liés à l'urbanisation croissante et à l'artificialisation des sols. Ainsi, l'augmentation de l'artificialisation des sols perturbe le cycle de l'eau, réduit la biodiversité et la capacité des sols à capter le carbone. Cette imperméabilisation excessive des sols entraîne des **risques accrus d'inondation** et une diminution de la recharge des nappes phréatiques. Les quartiers les plus imperméabilisés souffrent de ruissellements et d'inondations, **nécessitant des interventions coûteuses**.

Pour contrer ces tendances, la municipalité a entrepris des **projets de désimperméabilisation** et la création de zones d'infiltration pour gérer les eaux pluviales. La transformation des parkings en surfaces végétalisées et l'installation de pavés drainants ont montré des résultats positifs. Cependant, il est nécessaire d'intensifier ces efforts pour atteindre les objectifs fixés par la loi Climat et Résilience de 2021, qui vise à réduire de moitié la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers d'ici 2031 et à atteindre le « **zéro artificialisation nette** » (ZAN) d'ici 2050. Pour atteindre l'objectif de ZAN, la commune doit adopter des pratiques de planification et de gestion de la voirie qui minimisent l'empreinte environnementale. Cela inclut la désimperméabilisation des surfaces routières et la création d'infrastructures vertes comme les bandes végétalisées et les bassins de rétention. La réutilisation et la réhabilitation des infrastructures existantes sont également essentielles pour limiter l'expansion urbaine et préserver les espaces naturels et agricoles.

Par ailleurs, la commune fait face à une **croissance démographique** régulière, exerçant une pression supplémentaire sur les espaces naturels et agricoles. La nécessité de construire de nouveaux logements et infrastructures doit être équilibrée avec la protection de ces espaces pour maintenir la qualité de vie des habitants et la résilience écologique du territoire. La gestion de cette croissance nécessite une **planification urbaine durable**. Dans ce cadre, la commune a mis en œuvre une planification stratégique à travers l'adoption d'**Orientations d’Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles**, ciblant des zones spécifiques pour un développement harmonieux et respectueux de l'environnement (ex : Garden Lab).

Ce diagnostic a été élaboré en collaboration avec des experts en urbanisme et des institutions spécialisées, notamment l’Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région (IAUR).

Pour assurer la cohérence et l'efficacité des interventions futures, il est recommandé de poursuivre les efforts d’aménagement en accentuant la **concertation avec la population** et en renforçant les politiques de protection environnementale. Il est crucial de **développer davantage les infrastructures vertes** et de promouvoir des initiatives locales de développement économique durable. Enfin, la mise en place d'un système de suivi et d’évaluation continu permettra d'ajuster les stratégies d'aménagement en fonction de l'évolution des besoins de la commune et des impacts des projets réalisés.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## LA MOBILISATION DES ACTEURS ECONOMIQUES



La Ville, située dans la métropole Aix-Marseille-Provence, bénéficie d'un positionnement stratégique qui favorise son **développement économique**. En s'appuyant sur des politiques locales dynamiques et des initiatives soutenues par la municipalité, Gignac-la-Nerthe se positionne comme un acteur clé dans le paysage économique local.

Le diagnostic économique de Gignac-la-Nerthe révèle une structure diversifiée, marquée par une prédominance des petites et moyennes entreprises (PME), des commerces de proximité, et un tissu artisanal dynamique. La commune abrite plusieurs zones d'activités, notamment la Zone d'Activités Économiques (ZAE) de Pousaraque, qui accueille **une variété d'entreprises industrielles et de services**. Ces zones sont des moteurs importants pour l'emploi local et la croissance économique.
Cependant, **la commune fait face à des défis**, notamment la nécessité de diversifier davantage son tissu économique, de soutenir les commerces de proximité et de moderniser les infrastructures pour attirer de nouvelles entreprises. Les initiatives récentes, comme la réhabilitation de certaines zones d'activités et l'amélioration de l'accessibilité, ont contribué à renforcer l'attractivité économique, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour maintenir cette dynamique.
**Les commerces de proximité jouent un rôle crucial dans la vie quotidienne des habitants** et contribuent à l'animation du centre-ville. La municipalité a lancé des projets visant à revitaliser le commerce local, notamment par le biais de subventions pour les rénovations de façades et l'organisation d'événements commerciaux pour attirer les clients. Ces initiatives sont essentielles pour soutenir l'économie locale et garantir la viabilité des petites entreprises.

Le diagnostic économique a été élaboré en collaboration avec plusieurs partenaires, incluant les chambres de commerce et d'industrie, les associations de commerçants, et les acteurs institutionnels régionaux. Ces collaborations ont permis de recueillir des données précises sur la santé économique de la commune et d'identifier les besoins et les attentes des entreprises locales.

Pour renforcer et pérenniser le développement économique de Gignac-la-Nerthe, plusieurs actions doivent être mises en œuvre. **Il est essentiel de diversifier l'économie locale** en attirant de nouvelles industries et entreprises technologiques.
Parallèlement, il est crucial de continuer à soutenir les commerces de proximité. La municipalité doit intensifier ses efforts de promotion des commerces locaux, par exemple en organisant des événements réguliers comme des marchés et des foires commerciales, et en offrant des aides financières pour la rénovation des locaux commerciaux.
L'amélioration des infrastructures, notamment par le **développement des réseaux de transport et de communication**, est également une priorité. Des investissements dans les infrastructures de transport public et dans les technologies numériques renforceront l'attractivité de la commune pour les entreprises.
Enfin, **la formation et l'éducation** sont des leviers essentiels pour le développement économique. La collaboration avec les institutions éducatives et les centres de formation est cruciale pour adapter les compétences locales aux exigences du marché du travail et les accompagner dans une démarche respectueuse de l'environnement.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# SYNTHESE DU DIAGNOSTIC

Dans le cadre du Plan Climat Municipal (PCM) 2024-2029, la municipalité a conduit un diagnostic territorial approfondi pour évaluer ses forces et ses défis face aux enjeux climatiques et environnementaux. **Ce diagnostic met en lumière les progrès réalisés mais identifie aussi les axes d'amélioration nécessaires** pour atteindre les objectifs de transition écologique.

Ainsi, la commune a déjà fait des **progrès significatifs en matière de réduction de son empreinte écologique**. Pour exemple, en 2023, elle a réduit sa consommation énergétique de 22% par rapport à l'année précédente. Cette réussite est le fruit de plusieurs initiatives, telles que la rénovation thermique des bâtiments municipaux et l'adoption de systèmes de gestion technique du bâtiment (GTB), qui ont permis de diminuer les besoins en chauffage et en climatisation tout en optimisant l'utilisation des ressources énergétiques. Ces efforts montrent une volonté claire d'améliorer l'efficacité énergétique et de réduire les coûts liés à l'énergie.

Dans le domaine de la gestion de l'eau, la ville a aussi mis en œuvre des **projets de désimperméabilisation**, notamment la création de zones d'infiltration dans le quartier de Pousaraque-Roquebarbe. Ces initiatives ont contribué à améliorer la gestion des eaux pluviales et à réduire les risques d'inondation. En outre, la promotion de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, telles que l'agriculture urbaine intégrée au projet "Garden Lab", témoigne de l'engagement de la commune à préserver les ressources en eau. La gestion de l'eau est un enjeu majeur, et ces projets démontrent une approche proactive pour préserver cette ressource vitale.

Malgré ces avancées, **plusieurs défis persistent** :

- ✓ **La mobilité, dominée par l'usage de l'automobile**, pose un problème majeur. En effet, plus de 70% des trajets quotidiens sont effectués en voiture, contribuant ainsi à la congestion routière et aux émissions de gaz à effet de serre. Les infrastructures de transports en commun et de pistes cyclables sont encore insuffisantes pour offrir des alternatives viables. L'état des lieux montre que seulement 15% des habitants utilisent des modes de transport doux pour leurs déplacements quotidiens. Cette situation souligne l'urgence de développer des infrastructures de mobilité douce pour réduire l'empreinte carbone de la commune.
- ✓ La gestion des déchets représente également un défi de taille. Bien que la commune collabore étroitement avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a la compétence de collecte des ordures ménagères, et a établi des partenariats innovants pour la valorisation de ses biodéchets, la lutte contre les **dépôts sauvages** demeure un problème récurrent, notamment en zones naturelles et agricoles. En outre, le taux de recyclage des déchets ménagers est actuellement de 35%, bien en dessous des objectifs nationaux. Pour répondre à ces défis, il est **crucial de renforcer les campagnes de sensibilisation et d'améliorer les infrastructures**.
- ✓ Nos **espaces naturels**, pourtant riches en biodiversité, sont **menacés par l'urbanisation** croissante et les risques environnementaux divers (incendies, pollution, sécheresse, …). La protection et la restauration de ces espaces sont essentielles pour maintenir la résilience écologique du territoire. L'état des lieux souligne que seulement 20% des zones sensibles sont actuellement protégées de manière adéquate. La conservation de ces espaces est non seulement **importante pour la biodiversité**, mais aussi pour le bien-être des habitants et la **qualité de vie** dans la commune.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

Les résultats de ce diagnostic justifient pleinement la **nécessité d'adopter des priorités stratégiques ambitieuses** pour le PCM. La réduction de la consommation énergétique et le développement des énergies renouvelables sont cruciaux pour continuer à améliorer l'efficacité énergétique et réduire les coûts. Par exemple, le développement de panneaux solaires sur les toits des bâtiments municipaux et la promotion de l'autoconsommation énergétique doivent être des actions prioritaires. Ces initiatives permettront non seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de renforcer l'autonomie énergétique de la commune.

Il est également essentiel d'améliorer la gestion de l'eau, de réduire les déchets et de promouvoir l'économie circulaire pour une gestion durable des ressources. Des actions telles que l'extension des zones d'infiltration, la modernisation des infrastructures de collecte des déchets, le soutien aux initiatives locales de recyclage et de réutilisation des matériaux sont nécessaires. **La promotion de l'économie circulaire** contribuera à réduire la pression sur les ressources naturelles et à créer des opportunités économiques locales.

La **transition vers une mobilité douce et durable** est indispensable pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la qualité de vie des habitants. La création de nouvelles pistes cyclables, l'amélioration des services de transport en commun et la promotion de l'utilisation des véhicules électriques sont des mesures clés pour y parvenir. En encourageant les alternatives à la voiture individuelle, la commune pourra réduire la pollution atmosphérique et favoriser des modes de vie plus sains.

Enfin, **la protection des espaces naturels et la promotion de l'agriculture locale écoresponsable** sont prioritaires pour préserver la biodiversité et renforcer la sécurité alimentaire de la commune. La mise en place de zones de conservation, la restauration des habitats dégradés et le soutien aux pratiques agricoles durables sont des actions essentielles pour atteindre ces objectifs. En soutenant l'agriculture locale, la commune peut également renforcer l'économie locale et assurer une alimentation saine et durable pour ses habitants.

De fait, les priorités stratégiques du PCM 2024-2029 devront s’inscrire dans une logique de continuité, de renforcement et d'approfondissement des actions déjà engagées. Elles visent à **construire un territoire résilient, durable et exemplaire**, capable de répondre aux enjeux climatiques et environnementaux, d’aujourd’hui et de demain, tout en améliorant la qualité de vie de ses habitants.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# 4. PROCESSUS DE CONCERTATION

## L'ENGAGEMENT DE LA GOUVERNANCE TERRITORIALE

**La décision politique qui initie le processus**

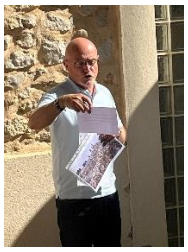
Par délibération du Conseil municipal du 12 avril 2024, la municipalité a fait le choix politique de s'engager dans la conception d'**un Plan Climat Municipal visant à positionner la collectivité comme cheffe de file des actions de transition écologique** sur le territoire communal. Ce leadership doit s'inscrire dans le cadre d'une large concertation avec l'ensemble des parties-prenantes (citoyens de tous âges, agents municipaux, associations, …). **Le Plan Climat Municipal se veut donc un instrument déterminant et structurant** pour opérer cette transformation à l'échelle locale. Il constitue, en quelque sorte, la feuille de route du territoire communal pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux inévitables évolutions climatiques.

- ✓ Il décline au niveau local les orientations de lutte contre le changement climatique définies aux différents niveaux : métropolitain, départemental, régional, national et européen.
- ✓ Il fixe les objectifs de transition du territoire
- ✓ Il définit un programme d'actions pour les atteindre.
- ✓ Il constitue un outil de mobilisation de l'ensemble des parties-prenantes du territoire (habitants, municipalité, acteurs économiques, associations…).
- ✓ Il définit les modalités de gouvernance, de suivi et d'évaluation des actions engagées.

**Un premier niveau d'identification des priorités**

Afin de **sensibiliser au mieux les acteurs de la mise en œuvre**, une journée de formation/réflexion a été conduite auprès de l'ensemble des chefs de services de la commune le 3 avril 2024 ; cette formation a ensuite été proposée aux élus de la majorité le 25 mai suivant. Ces deux actions ayant avant tout vocation à créer un socle commun de connaissance, d'appropriation et de compréhension dans une perspective de gouvernance politique et opérationnelle.

A la suite de cette double sensibilisation, une série d'entretiens particuliers avec les responsables des services potentiellement les plus impactant en matière de transition écologique ont été conduits afin de faire émerger les champs prioritaires à prendre en compte.




Le 25 juin 2024, **un groupe mixte représentatif (élus et cadres) s'est réuni en groupe de travail pour identifier plus formellement 6 priorités territoriales à prendre en compte** :

- ✓ La gestion du cycle de l'eau
- ✓ La biodiversité et la protection des espaces naturels
- ✓ La sobriété et la production énergétique



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

- ✓ L'alimentation et la promotion d'une agriculture responsable
- ✓ La gestion des déchets et l'économie circulaire
- ✓ La mobilité décarbonée

Auxquelles s'ajoutent 3 priorités transversales :

- ✓ L'éducation au développement durable
- ✓ L'aménagement du territoire
- ✓ La mobilisation des acteurs économiques

## LA MOBILISATION DES CITOYENS

Afin de permettre à chacun d'apporter son regard tant sur les priorités d'actions que sur les modalités de mise en œuvre, un large dispositif de concertation est établi avec l'ensemble de parties-prenantes :

**La participation des associations sur la question de la gestion des déchets**

A l'occasion du forum des associations le 8 septembre 2024, une équipe de l'association Neede a pu rencontrer **une vingtaine d'associations gignacaises pour échanger plus particulièrement sur la question du traitement des déchets**, notamment dans leurs activités et leurs manifestations.

A partir d'un questionnaire de sensibilisation puis de questions plus ouvertes sur les pratiques et les possibilités d'amélioration, les contributions associatives ont été nombreuses et constructives.

Les éléments d'analyse, tout comme les propositions les plus fédératrices ont été intégrées dans le plan climat municipal.








**Partenaire de la concertation**

L'association Neede, engagée dans la défense de l'environnement depuis plusieurs année, a accompagné la municipalité de Gignac-la-Nerthe dans l'animation des concertations avec la population, pour construire le Plan Climat Municipal. Ce partenariat s'est concrétisé par des actions de formation et de sensibilisation sur l'importance de la protection de nos écosystèmes.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

**La contribution des enfants sur le constat et l'avenir**





Le mercredi 9 octobre 2024, au centre de loisirs Mandela, **les enfants ont été invités à prendre part à un atelier consacré à la sensibilisation aux défis environnementaux** auxquels leur territoire méditerranéen et leur ville de Gignac sont confrontés. À travers une série d'activités interactives et la réalisation d'une fresque collective, ils ont pu découvrir, de manière concrète et ludique, les enjeux écologiques locaux, notamment les risques spécifiques à leur environnement, et se sont engagés à explorer des solutions durables. Cette expérience leur a permis de développer une compréhension élargie et nuancée des échelles humaine et géographique du changement climatique, en reliant des défis globaux aux actions locales. **Leurs idées créatives et leur enthousiasme communicatif ont enrichi les échanges du Plan Climat Municipal**, démontrant leur engagement naissant à devenir des citoyens éclairés et conscients de leur rôle dans la protection de leur cadre de vie.

**Le regard des anciens sur l'évolution de la planète**



Le 15 octobre 2024, au foyer Marcel Pagnol, un atelier a rassemblé des séniors pour une exploration immersive des défis environnementaux et culturels de leur territoire. Par des dialogues enrichissants, des témoignages captivants et une découverte sensorielle des richesses méditerranéennes, les participants ont pu percevoir la beauté et la fragilité de leur environnement, tout en prenant conscience des déséquilibres en cours. **Ce moment de partage a permis de mettre en lumière la nécessité de transmettre aux jeunes générations des valeurs de protection du patrimoine naturel et culturel**, et d'aborder ensemble les responsabilités individuelles et collectives liées aux enjeux de transition écologique. Les séniors, par leurs réflexions et leurs propositions, se sont affirmés comme des acteurs essentiels, prêts à contribuer activement au Plan Climat de Gignac, en explorant les gestes concrets à adopter au quotidien pour préserver les ressources en énergie, en eau et en transport.

**Les agents communaux font évoluer leurs missions de service public**

Les 9 et 18 octobre 2024, des ateliers ont permis aux agents de la ville de Gignac de se familiariser avec les enjeux concrets de la transition environnementale, en mettant en lumière l'impact direct de leur travail sur le territoire et les possibilités d'engagement personnel et collectif. À travers des échanges approfondis et des exemples concrets, les participants ont exploré les conséquences du dérèglement climatique pour mieux comprendre en quoi ils sont eux-mêmes concernés et comment



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

leurs actions au quotidien peuvent renforcer les efforts de la ville. Ces ateliers ont aussi été l'occasion d'aborder la responsabilité individuelle et collective et de se saisir des moyens d'action disponibles via le Plan Climat Municipal.
Grâce à des discussions sur les initiatives déjà en place et des préconisations adaptées à leurs fonctions, **les agents ont identifié des pistes concrètes pour intégrer les objectifs climatiques dans leurs missions**, contribuant ainsi activement à l'évolution vers un service public durable et résilient.





**Les jeunes imaginent leur Gignac de demain**
Le 22 octobre 2024 un atelier ouvert aux jeunes de la commune leur a permis d'apporter leur regard et leurs propositions sur des sujets aussi varié que la gestion de l'eau, l'éducation à l'environnement le tri des déchet et le recyclage. **Porteurs du devenir de la ville, leurs suggestions bénéficient d'une légitimité de fait**.





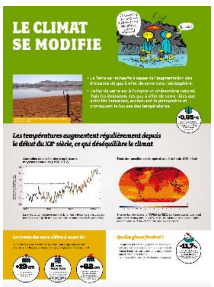

**Les Rendez-Vous citoyens pour le climat**
Samedi 9 novembre 2024, une manifestation ouverte à tous était organisée à la salle polyvalent Nelson Mandela. Organisés autour de plusieurs espaces, **les gignacais étaient inviter à apporter leur suggestion pour une ville en transition** :

- ✓ Espace "Eau et Énergie" : Imaginer des solutions concrètes pour économiser et préserver ces ressources essentielles.
- ✓ Espace "Ma Poubelle du Futur" : Explorer des idées pour améliorer la gestion de nos déchets.
- ✓ Espace "Dessinez-nous Gignac dans 10 ans" : Dessiner notre ville en matière de biodiversité, de mobilité et d'aménagement sur une carte géante de la ville.
- ✓ Espace "Je rêve ma ville" : un espace créatif et inspirant.












AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

**Conclusion des ateliers de la concertation**

**La mobilisation citoyenne constitue un levier essentiel pour la réussite du PCM**. L'implication active des habitants, des associations, des agents témoigne d'une volonté partagée de faire face aux défis climatiques et environnementaux qui touchent notre territoire. En proposant des solutions concrètes et adaptées, les **presque 200 contributions citoyennes** ont enrichi les objectifs opérationnels du PCM et la portée des actions programmatiques en en renforçant la dimension collective et locale.

Par conséquent, les préconisations issues de cette concertation se déclinent sur la plupart des objets d'intervention du bloc communal :

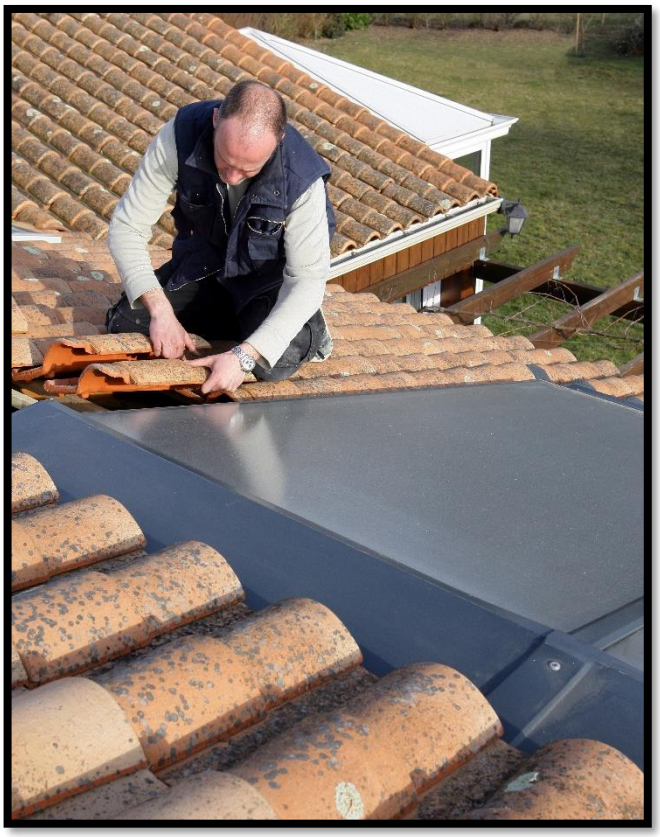
- ✓ Concernant la gestion de l'énergie et sobriété énergétique, les citoyens ont exprimé une forte volonté d'**engagement en faveur de la réduction de la consommation énergétique**. Cela passe en particulier par des actions collectives telles que des ateliers de sensibilisation aux gestes de sobriété, la rénovation thermique des habitations et l'autoproduction d'énergie renouvelable, notamment par l'installation de panneaux solaires communautaires. Du point de vue des contributeurs, ces initiatives permettraient de réduire l'empreinte carbone du territoire, tout en garantissant une meilleure autonomie énergétique.
- ✓ Pour ce qui concerne la gestion durable du cycle de l'eau, les contributions citoyennes ont surtout portées sur la **désimperméabilisation des sols et l'amélioration de la gestion des eaux pluviales**. Des projets de jardins de pluie, de bassins de rétention et de dispositifs de récupération des eaux pluviales ont été notamment suggérés pour renforcer la résilience de notre territoire.
- ✓ Pour ce qui est de la préservation de la biodiversité et **valorisation des espaces naturels**, les gignacais, en particulier les plus jeunes, ont proposé des actions concrètes pour restaurer et protéger les habitats naturels, telles que la création de corridors écologiques, la plantation d'espèces endémiques et la gestion durable des espaces verts.
- ✓ Concernant la mobilité douce et la mobilité décarbonée, le développement d'alternatives durables à l'usage de la voiture individuelle a mobilisé de nombreux citoyens. En imaginant, sur plan, un schéma global des mobilité douce (pistes cyclables, zones piétonnes, initiatives de covoiturage, …) les gignacais ont démontré une **volonté collective de repenser les modes de déplacement**. En facilitant l'accès à des infrastructures de mobilité douce, ces actions visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en améliorant la qualité de vie des habitants.
- ✓ **La réduction des déchets, leur réutilisation et leur valorisation** font aussi l'objet d'un engagement citoyen fort. La création de centres de réemploi, d'ateliers de réparation et de compostage collectif a été plébiscitée pour transformer les déchets en ressources tout en stimulant l'économie locale. Ces initiatives, portées par les habitants, permettraient ainsi de minimiser l'impact environnemental et de promouvoir des pratiques de consommation responsable.
- ✓ Enfin, concernant l'alimentation durable et l'agriculture locale, **la valorisation des circuits courts, le développement de jardins partagés et le soutien à l'agriculture urbaine** sont des initiatives qui ont recueillies un fort engouement. Ces actions renforceraient la résilience alimentaire de la commune tout en préservant le patrimoine agricole local.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# 5. PRIORITES STRATEGIQUES ET OBJECTIFS OPERATIONNELS

## 1. REDUIRE NOTRE CONSOMMATION D'ENERGIE ET DEVELOPPER LA PRODUCTION D'ENERGIE DECARBONEE



Réduire notre consommation d'énergie induit un **effort de réhabilitation** conséquent sur les infrastructures mais aussi une transformation progressive des pratiques d'usage. **Les services municipaux doivent jouer un rôle précurseur** sur ces domaines, dans une logique d'exemplarité fédératrice, dans une logique de respect de ses contraintes réglementaires comme dans une logique de bon usage des deniers publics. La municipalité doit aussi pouvoir **accompagner l'ensemble des acteurs du territoire** (habitants, entreprises, …) dans l'accomplissement de leur transition écologique.

Si la réduction de nos consommations énergétiques est positive tant dans la lutte contre le réchauffement climatique que dans le maintien du pouvoir d'achat, cette dynamique doit être opportunément complétée par **le développement d'une autoproduction énergétique décarbonée**.

*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition il sera nécessaire de :*

- ✓ **Faire évoluer nos usages** sur l'utilisation énergétique des bâtiments par la systématisation d'actions quotidienne de sobriété
- ✓ Mettre nos principaux bâtiments, les plus énergivores, en **conformité structurelle** avec les impératifs réglementaires chiffrés de réduction des consommations d'énergie.
- ✓ Proposer aux habitants et aux entreprises des ressources, des conseils et les aides institutionnelles disponibles pour **réaliser actions de sobriété** d'usage et travaux de réhabilitation énergétique du bâti.
- ✓ Déployer progressivement un **réseau d'autoproduction photovoltaïque et thermique solaire** sur les bâtiments municipaux dès lors que leur orientation et leur infrastructure le permettrons.
- ✓ Encourager la création et le **développement de réseaux de production** et d'autoconsommation collective d'énergie renouvelable



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 2. AMELIORER NOTRE GESTION DU CYCLE DE L'EAU



Améliorer notre gestion du cycle de l'eau induit une **attention accrue sur la conservation des ressources aquatiques**, la réduction des pertes en eau potable et une gestion optimisée des eaux usées. Les services municipaux doivent donc être pionniers en adoptant des **pratiques exemplaires de gestion de l'eau**, tout en respectant les réglementations en vigueur et en optimisant l'utilisation des finances publiques. Il est également essentiel que la municipalité accompagne les citoyens et les entreprises du territoire dans leurs efforts pour une meilleure gestion de l'eau, contribuant ainsi à la **préservation des écosystèmes locaux et à la durabilité environnementale**.

L'amélioration de la gestion du cycle de l'eau n'est pas seulement une question écologique mais également économique, car elle permet de **réduire les coûts** liés au traitement et à la distribution de l'eau. Cette démarche doit être soutenue par le développement de technologies et de systèmes permettant **une réutilisation et une récupération** efficaces des eaux pluviales et usées.

*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition il sera nécessaire de :*

- ✓ **Optimiser la consommation d'eau** dans les bâtiments municipaux par la mise en œuvre de pratiques quotidiennes de conservation et l'installation de dispositifs économes en eau.
- ✓ **Rénover les infrastructures hydrauliques** municipales pour qu'elles répondent aux normes de réduction de pertes d'eau et améliorer les systèmes de traitement et de recyclage des eaux usées.
- ✓ Offrir aux résidents et aux entreprises des ressources, des conseils et des aides financières disponibles pour les encourager à **adopter des pratiques de gestion durable de l'eau**, y compris la récupération des eaux pluviales et la réutilisation des eaux grises.
- ✓ Développer et promouvoir des **projets de récupération des eaux pluviales** et de purification des eaux usées pour une réutilisation dans les espaces verts municipaux et autres applications non potables.
- ✓ Implanter des **systèmes automatisés de gestion de l'eau** utilisant des technologies intelligentes pour surveiller et contrôler la distribution et la consommation d'eau en temps réel.
- ✓ **Éduquer et sensibiliser** tous les segments de la population et les entreprises sur l'importance de la conservation de l'eau et des pratiques durables.
- ✓ Améliorer la **capacité d'absorption et de filtration** des eaux pluviales à travers le développement d'infrastructures vertes.
- ✓ Étendre la capacité de la ville à **traiter et réutiliser les eaux usées** pour des applications non potables.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 3. REDUIRE NOTRE PRODUCTION DE DECHETS ET AMELIORER LES PRATIQUES DE REEMPLOI ET DE RECYCLAGE

Réduire notre production de déchets et améliorer les pratiques de réemploi et de recyclage nécessitent une **transformation significative de nos habitudes de consommation et de gestion des déchets**. Les services municipaux doivent être des modèles d'efficacité, démontrant leur engagement en adoptant des pratiques exemplaires en matière de réduction, de réutilisation et de recyclage des déchets. En parallèle, il est crucial que la municipalité soutienne activement les citoyens et les entreprises du territoire dans l'adoption de ces pratiques écoresponsables. Cette démarche contribuera non seulement à la préservation de notre environnement mais favorisera également **une économie locale circulaire et durable**.
La réduction des déchets et l'amélioration du recyclage sont bénéfiques non seulement pour l'environnement mais aussi pour l'économie locale, en diminuant les dépenses liées à la gestion des déchets et en créant de **nouvelles opportunités économiques** à travers le recyclage et le réemploi.






*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition, il sera nécessaire de :*

- ✓ Mettre en place des **campagnes de sensibilisation** à grande échelle pour éduquer la population sur les avantages du tri, du réemploi et du recyclage des déchets.
- ✓ **Renforcer les infrastructures de collecte** sélective pour améliorer la séparation des déchets recyclables et organiques dès la source.
- ✓ Favoriser le **développement de centres de réemploi** où les objets usagés peuvent être collectés, réparés et revendus ou donnés.
- ✓ Instituer des **politiques incitatives** pour encourager les entreprises à réduire leur production de déchets, notamment par des allègements fiscaux ou des subventions pour les pratiques vertes.
- ✓ Augmenter les capacités de traitement et de **recyclage locaux** pour minimiser la dépendance aux installations éloignées et réduire l'empreinte carbone associée au transport des déchets.
- ✓ Promouvoir les **initiatives de l'économie circulaire** auprès entreprises, en soutenant l'innovation dans le domaine du recyclage et du réemploi.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 4. DEVELOPPER LES ACTIONS DE RENATURATION DES ESPACES URBAINS ET LUTTER CONTRE LES ILOTS DE CHALEUR

Développer les actions de renaturation des espaces urbains et lutter contre les îlots de chaleur implique la **transformation de l'environnement urbain** pour le rendre plus résilient et agréable. En intégrant la nature en ville, les services municipaux ainsi que la communauté tout entière peuvent contribuer à **réduire significativement les effets des îlots de chaleur** urbains, améliorant ainsi le bien-être des citoyens et la biodiversité locale. L'adoption de ces pratiques s'inscrit dans une démarche de développement durable et de respect des réglementations environnementales, tout en optimisant l'utilisation des ressources et des finances publiques.
La lutte contre les îlots de chaleur et la renaturation urbaine sont bénéfiques non seulement pour l'environnement mais également pour la santé publique, en créant des espaces de vie frais et attrayants qui encouragent les activités en plein air et réduisent la dépendance à la climatisation.

*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition, il sera nécessaire de :*

- ✓ **Planter des arbres et créer des parcs** ou des micro-forêts urbaines, particulièrement dans les zones dénuées de verdure, pour fournir de l'ombre et réduire les températures ambiantes.
- ✓ Encourager l'installation de **toitures et de murs végétalisés** sur les bâtiments publics et privés pour isoler thermiquement les structures et diminuer l'effet d'îlot de chaleur.
- ✓ Utiliser des techniques comme les jardins de pluie et les pavés perméables pour **augmenter l'infiltration de l'eau** et réduire le ruissellement, tout en améliorant le paysage urbain.
- ✓ **Éduquer et mobiliser les citoyens** et les entreprises sur l'importance de la végétalisation urbaine et les pratiques de gestion durable des espaces verts.
- ✓ Travailler avec des paysagistes, des écologistes et des urbanistes pour **concevoir des espaces qui maximisent les bénéfices écologiques et sociaux**.
- ✓ Mettre en place des **systèmes de suivi** pour évaluer l'efficacité des initiatives en termes de réduction de la température, de biodiversité accrue et de bien-être des résidents.





AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 5. PROMOUVOIR L'ACHAT ET L'INVESTISSEMENT ECO-RESPONSABLE

Promouvoir l'achat et l'investissement éco-responsable consiste à **encourager des pratiques de consommation et de financement qui respectent l'environnement**, soutiennent l'économie locale et réduisent l'empreinte écologique. Les services municipaux doivent montrer l'exemple en adoptant des **politiques d'achat vertes** et en soutenant les initiatives d'investissement qui favorisent la durabilité. Il est également crucial que la municipalité encourage les citoyens, les entreprises et les investisseurs à s'engager dans des **pratiques qui contribuent à une économie verte et circulaire**.
La promotion des achats et investissements éco-responsables améliore la durabilité, stimule l'innovation verte et crée des emplois locaux dans les secteurs durables, tout en renforçant l'autonomie économique de la commune.

*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition, il sera nécessaire de :*

- ✓ Mettre en place des **critères écologiques, durables et soutenables** pour l'acquisition de biens et services par la municipalité, en favorisant les produits recyclés, recyclables, et issus de ressources renouvelables.
- ✓ **Soutenir les entreprises locales éco-responsables** qui adoptent des pratiques durables et fournissent des produits ou services écologiques.
- ✓ Tenir des **événements réguliers** pour mettre en relation les consommateurs, les entreprises et les investisseurs intéressés par l'éco-responsabilité.
- ✓ Lancer des **campagnes de sensibilisation** sur l'importance des achats et des investissements verts, leurs bénéfices économiques et environnementaux.
- ✓ **Encourager les collaborations** entre les entreprises, les institutions financières et les organismes publics pour développer des projets d'investissement soutenant la transition écologique.
- ✓ Offrir une **reconnaissance officielle** aux entreprises et aux investisseurs qui répondent à des normes élevées de durabilité.





AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 6. PRESERVER LES ESPACES NATURELS ET PROTEGER LA BIODIVERSITE

Préserver les espaces naturels et protéger la biodiversité sont essentiels pour **maintenir l'équilibre écologique et la qualité de vie** à Gignac-la-Nerthe. Ces actions contribuent non seulement à la conservation des habitats naturels mais aussi à la lutte contre le changement climatique en maintenant les fonctions écologiques essentielles telles que la **séquestration du carbone, la purification de l'air et de l'eau**. L'engagement municipal envers la protection de ces espaces et la biodiversité doit être un modèle d'action pour la communauté, en respectant les réglementations environnementales et en mobilisant les ressources nécessaires de manière efficace.



*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition, il sera nécessaire de :*

- ✓ Identifier et classer de nouveaux espaces comme **zones protégées** pour préserver leur biodiversité unique et empêcher le développement non durable.
- ✓ Engager des **projets de restauration écologique** pour réhabiliter les zones humides, les forêts, les prairies, et autres écosystèmes qui ont subi des dommages environnementaux.
- ✓ Créer des **liaisons entre les espaces naturels** protégés pour permettre aux espèces animales et végétales de migrer et de se reproduire, renforçant ainsi la résilience écologique du territoire.
- ✓ Organiser des **programmes de sensibilisation** et des activités de bénévolat qui permettent aux citoyens de participer activement à la protection de la nature et à des projets de sciences citoyennes.
- ✓ Appliquer des **pratiques de gestion qui minimisent l'impact environnemental**, telles que l'exploitation contrôlée des forêts et la gestion durable de l'eau.
- ✓ Veiller à ce que les nouveaux développements immobiliers et les infrastructures respectent et intègrent les **principes de conservation de la biodiversité**.
- ✓ Mettre en place des **programmes de surveillance** pour suivre l'état des espaces naturels et la diversité des espèces, permettant une réponse rapide en cas de problèmes écologiques.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 7. PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE LOCALE ECO-RESPONSABLE

Promouvoir une agriculture locale éco-responsable vise à encourager les **pratiques agricoles qui respectent et enrichissent l'environnement** tout en fournissant des produits sains pour la communauté. Cela comprend la réduction de l'utilisation des pesticides et engrais chimiques, la préservation des ressources en eau, et le soutien à la biodiversité. La municipalité de Gignac-la-Nerthe doit jouer un rôle actif **en soutenant les agriculteurs dans la transition** vers des méthodes durables et en sensibilisant la population à l'importance de consommer local et éco-responsable.
Les efforts pour promouvoir une agriculture durable sont bénéfiques pour l'environnement, améliorent la santé publique et soutiennent l'économie locale en créant des emplois verts et en stimulant l'agrotourisme.





*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition, il sera nécessaire de :*

- ✓ **Offrir des aides aux agriculteurs qui s'engagent** dans la transition vers des pratiques agricoles biologiques et durables.
- ✓ **Préserver le patrimoine agricole** constitutif de l'identité communale
- ✓ Fournir une **assistance technique** et des formations régulières sur les méthodes de culture durable, la permaculture, et le contrôle biologique des nuisibles.
- ✓ Encourager la création et le développement de **marchés fermiers** et de systèmes de distribution en **circuit court** pour rapprocher les producteurs des consommateurs.
- ✓ Créer des **programmes éducatifs** qui initient les jeunes à l'agriculture éco-responsable et encouragent les choix alimentaires durables.
- ✓ **Récompenser les pratiques** qui réduisent la consommation et la pollution de l'eau, telles que les systèmes d'irrigation goutte à goutte et la récupération des eaux de pluie.
- ✓ Soutenir les techniques qui préservent la **fertilité des sols** et préviennent l'érosion, comme le paillage, la rotation des cultures et les couvertures végétales.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 8. DEVELOPPER LES INFRASTRUCTURES ET LES PRATIQUES DE MOBILITE DOUCE

Développer les infrastructures et les pratiques de mobilité douce est **essentiel pour réduire les émissions de gaz à effet de serre**, améliorer la qualité de l'air et promouvoir un mode de vie plus sain parmi les habitants de la commune. L'accentuation de la mobilité douce inclut non seulement l'**amélioration des infrastructures** pour les cyclistes et les piétons mais aussi le soutien aux alternatives de transport moins polluantes telles que le covoiturage et l'utilisation de véhicules électriques.
L'adoption de pratiques de mobilité douce est bénéfique pour l'environnement, réduit la congestion, **favorise l'activité physique et améliore l'accessibilité urbaine**.

*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition, il sera nécessaire de :*

- ✓ Aménager de **nouvelles pistes cyclables** sécurisées et entretenir les voies existantes pour encourager le cyclisme comme alternative viable à l'utilisation de la voiture.
- ✓ Mettre en place des **parkings à vélos** sécurisés, ainsi que des bancs et des abris le long des itinéraires piétonniers pour améliorer le confort des usagers.
- ✓ Installer des **bornes de recharge pour véhicules électriques** (IRVE) à des points stratégiques de la ville pour encourager leur utilisation.
- ✓ Organiser des **campagnes d'information et de promotion** des avantages de la mobilité douce, incluant des événements tels que des journées sans voiture, des randonnées à vélo et des ateliers sur l'usage efficace des transports publics et alternatifs.
- ✓ Veiller à ce que les nouveaux développements urbains intègrent des **considérations de mobilité douce** dès la phase de conception, favorisant ainsi un environnement urbain plus accessible et moins dépendant des véhicules personnels.
- ✓ Encourager les entreprises à **soutenir les pratiques de mobilité douce**, par exemple en offrant des incitations aux employés qui utilisent des moyens de transport durables pour se rendre au travail.





AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 9. DEVELOPPER LES ACTIONS DE SENSIBILISATION ECOCITOYENNE ET D'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE





Développer les actions de sensibilisation écocitoyenne et d'éducation au développement durable est crucial pour **instaurer une culture de responsabilité environnementale** parmi les citoyens de Gignac-la-Nerthe. Cette démarche vise à éduquer et à mobiliser tous les secteurs de la communauté **sur l'importance de la préservation de l'environnement**, l'utilisation rationnelle des ressources, et le soutien des initiatives durables. En renforçant la conscience écologique, la municipalité peut encourager des **changements de comportement** qui contribueront de manière significative à la réalisation des objectifs du Plan Climat Municipal.
L'éducation au développement durable enrichit la communauté, renforce les valeurs partagées de durabilité et crée une base pour des actions environnementales pérennes.

*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition, il sera nécessaire de :*

- ✓ Accompagner l'**enseignement au développement durable** dans les apprentissages scolaires à tous les niveaux, en proposant des activités pratiques, des projets de science citoyenne, et des sorties éducatives qui illustrent les principes du développement durable.
- ✓ Proposer régulièrement des **sessions de sensibilisation** ouvertes à tous sur des thèmes tels que le recyclage, la conservation de l'énergie, la biodiversité, et l'agriculture durable.
- ✓ Utiliser les médias municipaux, les réseaux sociaux et d'autres plateformes en ligne pour diffuser des **messages de sensibilisation environnementale**, des conseils pratiques pour un mode de vie durable, et des informations sur les événements locaux liés à l'environnement.
- ✓ **Encourager les projets** proposés par des associations locales et des écoles qui visent à promouvoir la durabilité et la protection de l'environnement.
- ✓ Collaborer avec les entreprises pour mener des campagnes de sensibilisation conjointes qui mettent en avant des **pratiques commerciales durables et responsables**.
- ✓ Organiser des **concours pour les meilleures initiatives écologiques** développées par des citoyens, des écoles ou des entreprises.
- ✓ Offrir des sessions de **formation spécifiques sur le développement durable** pour les élus locaux, les fonctionnaires municipaux et les entrepreneurs, afin qu'ils puissent intégrer ces principes dans leur prise de décision quotidienne.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 10. REPENSER L'AMENAGEMENT URBAIN

Le diagnostic réalisé a mis en évidence des défis cruciaux auxquels la commune de Gignac-la-Nerthe doit faire face en matière d'aménagement urbain : l'artificialisation croissante des sols perturbe le cycle de l'eau, réduit la biodiversité et compromet la capacité des sols à séquestrer le carbone. En outre, l'état des lieux révèle une proportion importante de sols imperméabilisés, particulièrement dans les zones industrielles et les infrastructures routières, entraînant des risques accrus d'inondation et une diminution de la recharge des nappes phréatiques. Pour répondre à ces enjeux et atteindre les objectifs de zéro artificialisation nette (ZAN), **il est impératif d'adopter des pratiques de planification et de gestion de la voirie qui minimisent l'empreinte environnementale**. En intensifiant les efforts de désimperméabilisation, en réhabilitant les friches industrielles, et en favorisant une densification urbaine raisonnée, la commune peut non seulement préserver ses ressources naturelles mais aussi améliorer la qualité de vie de ses habitants. Les actions proposées visent à concrétiser ces ambitions **en intégrant des solutions durables et participatives pour un développement harmonieux et résilient du territoire communal**.

*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition, il sera nécessaire de :*

- ✓ **Développer des projets de désimperméabilisation**, en augmentant les surfaces végétalisées et en créant davantage de zones d'infiltration dans les quartiers urbains et périurbains.
- ✓ **Favoriser une densification raisonnée des zones urbaines** existantes en intégrant des principes de construction durable et en développant des écoquartiers respectueux de l'environnement et de la qualité de vie des habitants.
- ✓ Mettre en place **des mesures de protection des sols agricoles et naturels**, y compris des restrictions sur leur usage pour éviter l'artificialisation, et promouvoir des pratiques agricoles durables.
- ✓ **Renforcer la sensibilisation et la participation des citoyens** aux enjeux de la sobriété foncière, en organisant des ateliers, des conférences et des campagnes de communication pour promouvoir les pratiques respectueuses des sols.





AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 11. MOBILISER LES ACTEURS ECONOMIQUES SUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Le diagnostic économique de Gignac-la-Nerthe met en lumière une structure économique diversifiée, animée par une prédominance de PME, de commerces de proximité et d'un secteur artisanal significatif. La commune, idéalement située au sein de l'agglomération marseillaise, bénéficie d'une implantation géographique stratégique. Elle est proche des grands axes routiers, de l'aéroport international, de la gare TGV, du grand port maritime de Fos, et de grandes villes comme Marseille, Martigues et Aix-en-Provence. Tout en affirmant sa volonté de conserver son caractère de **"ville à la campagne"**, la commune s'engage activement dans des projets de développement économique en collaboration avec la Métropole Aix-Marseille Provence. Parmi ces projets, on compte la création d'un **village d'entrepreneurs** sur une parcelle de 2 hectares dans la ZAC des Aguilles, ambitionnant de dynamiser le tissu entrepreneurial local. De plus, une **nouvelle zone d'activités économiques** de 20 hectares dans le quartier du Billard est en cours de discussion, avec une perspective de création de 500 emplois et de nouvelles recettes fiscales pour la commune.



Cependant, la dépendance à quelques secteurs clés appelle une diversification accrue pour assurer une économie résiliente. **Les infrastructures actuelles nécessitent une mise à jour pour attirer de nouvelles entreprises et soutenir les initiatives vertes**. Les commerces de proximité, essentiels à la vie quotidienne des habitants, doivent être soutenus pour s'adapter aux nouvelles exigences environnementales. Les compétences locales doivent également évoluer pour répondre aux exigences d'un marché du travail axé sur la durabilité. Enfin, **une meilleure synergie entre les différents acteurs économiques** est nécessaire pour une transition écologique harmonieuse.

*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition, il sera nécessaire de :*

- ✓ **Attirer de nouvelles industries et entreprises technologiques tournées vers des pratiques durables**, et encourager le développement de secteurs économiques émergents liés à la transition écologique.
- ✓ **Investir dans les infrastructures de transport public et de communication** pour accroître l'attractivité de la commune tout en modernisant les zones d'activités économiques avec des équipements durables et respectueux de l'environnement.
- ✓ **Renforcer les initiatives locales de commerce écoresponsables**.
- ✓ **Favoriser la collaboration et les synergies** de collaboration entre entreprises écoresponsables pour partager les bonnes pratiques et les innovations.
- ✓ **Promouvoir l'achat et l'investissement éco-responsable** en adoptant des critères écologiques pour les achats municipaux et en soutenant les entreprises locales qui respectent ces critères.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## 12. FAVORISER LA PARTICIPATION ECO-CITOYENNE



La ville, en pleine mutation économique et environnementale, se doit d'intégrer ses habitants dans cette dynamique pour garantir la durabilité et l'efficacité des actions entreprises. Actuellement, bien que des initiatives existent, la participation citoyenne reste limitée et souvent passive.
Les citoyens, bien qu'informés des enjeux environnementaux, requièrent davantage de structures et d'occasions pour s'impliquer activement et ce sous des formes diverses (plateforme de participation, de conseils citoyens et d'initiatives locales, …) où chaque résident peut apporter sa contribution.

*Par conséquent, pour concrétiser cette ambition, il sera nécessaire de :*

- ✓ **Créer des conseils citoyens pour le climat** et organiser des ateliers de co-conception pour impliquer les habitants dans les projets de développement durable.
- ✓ **Mettre en place des plateformes en ligne** pour recueillir les suggestions et les retours des citoyens sur les initiatives écologiques.
- ✓ **Organiser des événements participatifs** pour encourager une plus grande interaction entre les citoyens et les décideurs locaux, facilitant ainsi la compréhension et l'adhésion aux projets de transition écologique.
- ✓ **Encourager les initiatives citoyennes** pour le suivi de la biodiversité et la surveillance des zones sensibles.
- ✓ **Installer des médiateurs de la transition écologique** pour accompagner les citoyens dans leurs démarches écologiques et animer les ateliers participatifs.
- ✓ **Mieux impliquer les jeunes sur la cause environnementale** et les mécanismes de transition écologique
- ✓ **Promouvoir les actions citoyennes, valoriser l'engagement et l'innovation**.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# 6. PILOTAGE ET GOUVERNANCE

**La gouvernance du Plan Climat Municipal (PCM) repose sur une organisation structurée et participative**, dont l'objectif fondamental est d'assurer l'efficacité des actions tout en mobilisant l'ensemble des acteurs du territoire. Cette approche ne se limite pas à une simple coordination technique ; elle reflète une vision profondément enracinée dans les valeurs du service public, l'intérêt général et une philosophie de la gouvernance partagée.

En adoptant une gouvernance structurée autour du Comité de Pilotage, du Conseil Citoyen pour le Climat et du Comité Opérationnel Climat, **le PCM s'ancre dans une dynamique de collaboration et d'engagement collectif**. Ce modèle repose sur l'idée que la transition écologique, par son ampleur et ses implications sur l'ensemble des aspects de la vie locale, exige une réponse à la fois concertée, cohérente et agile. **La transition ne peut être l'affaire d'un seul acteur** ; elle doit être portée collectivement, avec des rôles bien définis mais intégrés, pour créer des synergies et multiplier l'impact des actions.

La structuration de la gouvernance doit permettre de **garantir une fluidité dans la prise de décision, une adaptation rapide aux évolutions** contextuelles et une **réactivité face aux défis climatiques**. Le Comité de Pilotage définit les grandes orientations stratégiques, le Conseil Citoyen permet une implication réelle et concrète des habitants, et le Comité Opérationnel Climat agit comme le bras opérationnel, traduisant les décisions en actions concrètes. Cette répartition des rôles crée **un cycle vertueux de planification, de mise en œuvre et d'évaluation**, assurant une gestion optimisée et cohérente des ressources, tout en garantissant la transversalité des actions.

La gouvernance du PCM incarne également **les valeurs fondamentales du service public** : l'efficacité, la transparence et la participation citoyenne. La gestion de la transition climatique est un enjeu qui touche directement à l'intérêt général et aux services rendus à la population, qu'il s'agisse de la qualité de l'air, de la biodiversité, de la sécurité des espaces naturels ou encore de la transition énergétique. En permettant une participation active des citoyens, des associations, et des acteurs économiques, **la gouvernance du PCM renforce la légitimité de l'action publique**, tout en favorisant un contrôle démocratique et un engagement civique renforcé. Ce modèle de gouvernance promeut par ailleurs la transparence, en offrant à chaque citoyen la possibilité de comprendre, d'évaluer et d'influencer les actions menées au nom de la transition écologique. Il vise à réduire la distance entre les instances décisionnelles et les habitants, renforçant ainsi le sentiment d'appartenance et de coresponsabilité dans les défis climatiques que le territoire doit relever.

Enfin derrière l'organisation proposée se trouve une dimension philosophique forte : celle d'une **gouvernance partagée**, ancrée dans l'idée que chaque acteur – citoyen, élu, technicien ou expert – détient une parcelle de la solution. Cette approche rompt avec le modèle hiérarchique traditionnel pour valoriser l'intelligence collective, la co-construction et l'apprentissage permanent. **La transition écologique est ici perçue comme un acte de responsabilité collective**, où chaque voix compte, où chaque effort est intégré dans un projet de transformation globale du territoire. Cette vision repose sur la conviction que les défis climatiques transcendent les intérêts individuels et nécessitent un pacte social renouvelé. En plaçant la participation au cœur de la gouvernance, **le PCM transforme les habitants en acteurs de leur propre avenir**, les invitant à devenir des citoyens engagés et conscients de leur pouvoir de transformation. Cela illustre également un engagement pour une démocratie locale vivante, où la concertation et le dialogue deviennent des outils de changement au service du bien commun.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

**Le Comité de Pilotage (COPIL)**

Le COPIL se réunit une fois par an en séance plénière. Cette réunion, présidée par le maire ou son adjoint au développement durable, se tient immédiatement après la session du Conseil Citoyen pour Climat. **Le COPIL valide les grandes orientations stratégiques du PCM, évalue les résultats de l'année écoulée et ajuste les priorités** pour l'année suivante en fonction des recommandations et évaluations issues des autres instances.

Le COPIL, dot les membres sont désignés par le Maire, est composé d'élus municipaux, de représentants des services municipaux et de partenaires institutionnels. Sa composition peut être ajustée selon les besoins spécifiques des projets en cours, pour inclure les expertises nécessaires. Les missions du COPIL incluent l'évaluation globale du PCM, la validation des ajustements stratégiques, et la coordination des grandes actions transversales. Il délègue la mise en œuvre opérationnelle au Comité Opérationnel Climat.

**Le Conseil Citoyen pour le Climat**

Ce conseil est **une instance participative consultative**, composée de citoyens volontaires, tirés au sort et/ou désignés selon des critères de représentativité (âge, secteur d'activité, résidence). Il se réunit annuellement, avant la réunion du COPIL, pour faire le point sur les actions du PCM, **recueillir les perceptions, formuler des propositions et évaluer les avancées des projets** climatiques locaux. Cette instance permet d'assurer une représentation diversifiée des habitants dans le processus de décision.

Les membres sont renouvelés tous les deux ans, avec un système de rotation partielle annuelle pour garantir la continuité des travaux et l'apport de nouveaux points de vue.

**Le Comité Opérationnel Climat**

Il est composé de représentants des services municipaux (cadres, techniciens), d'élus impliqués dans le domaine climatique et, éventuellement, de personnes tiers invitées en fonction des sujets (habitants, associations, experts techniques). Ce groupe **assure la coordination opérationnelle du PCM**, supervise la mise en œuvre des actions et propose des ajustements en fonction des retours du terrain. Le Comité Opérationnel Climat se réunit au moins trois fois par an sous la co-présidence du Maire (ou de son représentant) et du Directeur Général des Services (ou son représentant).

**Le Comité Opérationnel Climat peut, selon ses besoins, se structurer en commissions thématiques** spécifiques (énergie, mobilité, biodiversité, adaptation climatique) selon les besoins identifiés. Ces commissions sont des espaces de réflexion, d'échange et de proposition, ouverts à la participation d'experts, d'associations locales ou de citoyens pour enrichir les discussions et éclairer les décisions.

Le Comité Opérationnel Climat dispose d'une autonomie opérationnelle pour proposer et coordonner les actions, sous réserve de validation stratégique globale par le COPIL ou selon les priorités définies lors de la réunion plénière annuelle. Il peut ajuster les actions en cours, créer des groupes de travail spécifiques et solliciter des avis extérieurs pour maximiser l'impact des mesures.

Les comptes-rendus des travaux du Conseil Citoyen pour le Climat et ceux du COPIL sont publiés sur le site de la commune pour garantir une transparence totale.

Des newsletters, des réunions publiques et des ateliers participatifs réguliers permettent de maintenir les citoyens informés et engagés dans les actions du PCM.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# 7. MECANISMES D'EVALUATION

Dans un contexte de crise climatique, il est essentiel de distinguer l'obligation de résultat de l'obligation de moyens. L'obligation de résultat nous impose d'agir concrètement pour réduire les impacts du changement climatique, en atteignant des objectifs mesurables et significatifs. L'obligation de moyens, plus permissive, pourrait se contenter de démontrer des efforts sans garantir d'effets tangibles. **Le Plan Climat Municipal (PCM) s'inscrit résolument dans une logique d'obligation de résultat** : il s'agit de mesurer et de vérifier l'impact réel des actions menées, de façon pragmatique et transparente, tout en restant à l'écoute des besoins et des réalités du terrain. Ce cadre de suivi et d'évaluation repose sur des dispositifs adaptés aux moyens disponibles, axés sur les résultats et intégrant pleinement la dimension budgétaire à travers le budget vert.

**La Conférence annuelle du PCM : Un outil de pilotage et d'évaluation stratégique**

La Conférence annuelle, organisée après la session du Conseil Citoyen pour le Climat, constitue l'**événement majeur d'évaluation du PCM**. Elle rassemble les membres du Comité de Pilotage, le Comité Opérationnel Climat, les citoyens et les partenaires. Cette rencontre permet de dresser un bilan des actions menées, d'évaluer les résultats obtenus, de proposer des ajustements, et de définir les priorités de l'année à venir. Un bilan global, y est présenté par le Comité Opérationnel Climat. Les échanges sont facilités par des outils de médiation visuelle tels que des graphiques de progression, des cartes interactives du territoire, et des simulations d'impact climatique.

**Des indicateurs de résultat et de suivi opérationnel**

**Des tableaux de bord mensuels permettent de suivre l'évolution des indicateurs-clés** de performance, tels que la réduction des consommations énergétiques des bâtiments municipaux, le taux de couverture végétale, ou la diminution des déplacements en véhicule individuel. Ces tableaux, mis à jour trimestriellement par le Comité Opérationnel Climat, sont accessibles en ligne pour une consultation en temps réel.

Chaque action du PCM est accompagnée d'une **fiche de suivi** spécifiant les objectifs à atteindre, les moyens mobilisés, les résultats observés et les ajustements nécessaires. Ces fiches sont actualisées lors de chaque phase clé d'un projet, offrant une traçabilité claire des progrès réalisés et des difficultés rencontrées.

**Le budget vert de la commune est intégré comme un outil de pilotage**. Chaque dépense d'investissement est évaluée non seulement en termes financiers, mais aussi selon son impact climatique en adaptation et en atténuation. Ce suivi permet d'ajuster les investissements pour maximiser leur efficacité environnementale.

**Évaluations participatives et retours d'expérience**

Le Conseil Citoyen pour le Climat, composé de citoyens volontaires, joue un rôle actif dans l'évaluation. Il participe à des **visites de terrain, recueille les retours des habitants** et propose des pistes d'amélioration. Ces retours sont intégrés aux bilans et discutés lors de la Conférence Annuelle.

Par ailleurs, organisés régulièrement par le Comité Opérationnel Climat, des **ateliers thématiques** rassemblent les acteurs impliqués (techniciens, associations, habitants) pour analyser les succès, les obstacles rencontrés et les pistes d'amélioration des actions climatiques. Les conclusions de ces ateliers sont directement intégrées dans les cycles de suivi et d'ajustement des actions.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# 8. PLAN D'ACTIONS

## TABLEAU RECAPITULATIF

| N° | TITRE DE L'ACTION | PRIORITE STRATEGIQUE | OBJECTIF |
|---|---|---|---|
| 1 | Généralisation des Gestions techniques centralisées (GTC) | Réduction de la consommation d'énergie | Optimisation des ressources énergétiques, réduction des coûts |
| 2 | Modernisation de l'éclairage public | Réduction de la consommation d'énergie | Installation de technologies LED |
| 3 | Isolation énergétique des bâtiments municipaux | Réduction de la consommation d'énergie | Audits énergétiques, travaux d'isolation thermique |
| 4 | Création d'une SEM d'autoproduction photovoltaïque | Développement de la production d'énergie décarbonée | Coordination de projets photovoltaïques |
| 5 | Développement de l'autoproduction photovoltaïque | Développement de la production d'énergie décarbonée | Installation de panneaux solaires |
| 6 | Déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) | Mobilité douce et durable | Installation de bornes de recharge |
| 7 | Réduction des consommations énergétiques par les services municipaux | Réduction de la consommation d'énergie | Optimisation des ressources énergétiques, formation du personnel |
| 8 | Prévention et résilience face aux inondations | Gestion du cycle de l'eau | Projets de gestion des eaux pluviales |
| 9 | Gestion optimisée de l'arrosage des espaces verts | Gestion du cycle de l'eau | Systèmes d'irrigation intelligents, récupération de l'eau de pluie |
| 10 | Étanchéification des bâtiments municipaux | Réduction de la consommation d'énergie | Étanchéification des toitures, façades et fondations |
| 11 | Gestion durable de l'eau | Gestion du cycle de l'eau | Infrastructures de gestion des eaux pluviales, techniques d'arrosage durable |
| 12 | Réduction de la consommation d'eau par les services municipaux | Gestion du cycle de l'eau | Optimisation des ressources hydriques, formation du personnel |
| 13 | Déconnexion des eaux de ruissellement du réseau pluvial | Gestion du cycle de l'eau | Infrastructure de gestion des eaux, sensibilisation |
| 14 | Lutte contre le gaspillage alimentaire | Gestion durable des déchets | Sensibilisation et compostage collectif |
| 15 | Réduction des déchets et optimisation du tri | Gestion durable des déchets | Sensibilisation, infrastructures de tri, centres de réemploi |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

| N° | TITRE DE L'ACTION | PRIORITE STRATEGIQUE | OBJECTIF |
|---|---|---|---|
| 16 | Développement du recyclage et de l'économie circulaire | Gestion durable des déchets | Promotion de l'économie circulaire, partenariats avec entreprises de recyclage |
| 17 | Renforcement de la collecte sélective des DAE | Gestion durable des déchets | Infrastructures de collecte, sensibilisation des entreprises |
| 18 | Lutte contre les dépôts sauvages | Gestion durable des déchets | Surveillance, signalement, campagnes de nettoyage |
| 19 | Facilitation des solutions de tri pour la population | Gestion durable des déchets | Adaptation des horaires de déchèterie, collecte des biodéchets |
| 20 | Arrêt des emballages à usage unique pour les activités municipales | Gestion durable des déchets | Alternatives durables, sensibilisation et formation |
| 21 | Ecoquartiers | Transition écologique | Implication des habitants, gestion des eaux pluviales, végétalisation, énergies renouvelables |
| 22 | Végétalisation urbaine | Protection de la biodiversité | Plantation d'arbres, création de jardins et toits verts |
| 23 | Verdissement des programmes immobiliers | Transition écologique | Espaces verts, matériaux durables, toitures végétalisées |
| 24 | Création d'ilots de fraîcheur urbains | Transition écologique | Espaces verts, fontaines, zones ombragées |
| 25 | Végétalisation des cours d'écoles | Sensibilisation et éducation | Plantation d'arbres, jardins pédagogiques |
| 26 | Achat éco-responsable (SPAESER) | Transition écologique | Critères d'achat durable, formation des agents |
| 27 | Création d'un espace de vente des produits locaux | Agriculture locale écoresponsable | Aménagement de marché, collaboration avec producteurs |
| 28 | Poursuite du développement des commerces de proximité | Agriculture locale écoresponsable | Vente directe, points de vente de proximité |
| 29 | Organisation de manifestations pour promouvoir la production et l'activité commerciale locale | Agriculture locale écoresponsable | Événements de promotion, collaboration avec producteurs |
| 30 | Parcours nature éducatifs | Sensibilisation et éducation | Parcours éducatifs, ateliers pratiques, visites guidées |
| 31 | Consolidation des corridors verts et noirs | Protection de la biodiversité | Restauration écologique, collaboration avec propriétaires |
| 32 | Création d'un atlas de la biodiversité | Protection de la biodiversité | Inventaire des espèces, cartographie des habitats |
| 33 | Inscription dans différents programmes de protection de la biodiversité | Protection de la biodiversité | Programmes de protection, financements et soutien technique |
| 34 | Adaptation des espèces végétales au réchauffement climatique | Protection de la biodiversité | Introduction de variétés résistantes, sensibilisation |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

| N° | TITRE DE L'ACTION | PRIORITE STRATEGIQUE | OBJECTIF |
|---|---|---|---|
| 35 | Extension des espaces naturels protégés | Protection de la biodiversité | Acquisition de terres, collaboration avec associations |
| 36 | Acquisitions foncières – terres agricoles | Agriculture locale écoresponsable | Protection contre l'urbanisation, soutien aux pratiques durables |
| 37 | Soutien aux activités agricoles | Agriculture locale écoresponsable | Aides techniques, formations sur agriculture écologique |
| 38 | Développement des jardins partagés et coopératifs | Agriculture locale écoresponsable | Coopératives de jardinage, ateliers et événements communautaires |
| 39 | Création d'une régie coopérative de matériel agricole | Agriculture locale écoresponsable | Location d'équipements, formation et coopération entre agriculteurs |
| 40 | Intégration des filières alimentaires de proximité dans la restauration municipale | Agriculture locale écoresponsable | Collaboration avec producteurs, sensibilisation |
| 41 | Établir un plan alimentaire communal | Agriculture locale écoresponsable | Promotion de l'alimentation durable et locale |
| 42 | Poursuite et accentuation de la lutte contre les infractions à l'urbanisme sur les terres agricoles | Agriculture locale écoresponsable | Surveillance et sanction des infractions |
| 43 | Renforcement de l'électrification des véhicules de la ville | Mobilité douce et durable | Remplacement de la flotte, installation de bornes de recharge |
| 44 | Développement des circulations cyclables | Mobilité douce et durable | Infrastructures cyclables, campagnes de sensibilisation |
| 45 | Création d'un boulevard urbain multimodal | Mobilité douce et durable | Aménagement de voies dédiées, infrastructures de soutien |
| 46 | Création d'un plan de mobilité urbaine | Mobilité douce et durable | Pistes cyclables, bornes de recharge, consultation publique |
| 47 | Proposer une mobilité scolaire éco-responsable | Mobilité douce et durable | Transport scolaire éco-responsable, sensibilisation |
| 48 | Intégration des mobilités douces dans les programmes immobiliers | Mobilité douce et durable | Exigences pour promoteurs, infrastructures de soutien |
| 49 | Événements de sensibilisation | Sensibilisation et éducation | Ateliers, conférences, défis communautaires |
| 50 | Éducation scolaire et périscolaire | Sensibilisation et éducation | Projets pratiques, défis annuels, activités périscolaires |
| 51 | Mobilisation des agents communaux | Sensibilisation et éducation | Formations annuelles, campagnes internes |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

| N° | TITRE DE L'ACTION | PRIORITE STRATEGIQUE | OBJECTIF |
|---|---|---|---|
| 52 | Sensibilisation de la population aux actions de sobriété | Sensibilisation et éducation | Campagnes de sensibilisation, ateliers pratiques |
| 53 | Sensibilisation des services aux actions de sobriété | Sensibilisation et éducation | Formations régulières, procédures internes |
| 54 | Création d'un bureau conseil pour la transition écologique | Transition écologique | Conseils, services, ateliers pratiques |
| 55 | Créer un "trophée" de l'innovation environnementale jeunesse | Sensibilisation et éducation | Concours annuel, promotion des projets |
| 56 | Installer des médiateurs de la transition écologique | Sensibilisation et éducation | Sensibilisation et accompagnement |
| 57 | Fabrique des ECOs | Transition écologique | Espace collaboratif, formation, incubation |
| 58 | Développer les mobilités douces dans les déplacements professionnels | Mobilité douce et durable | Subventions, plans de déplacement entreprise |
| 59 | Promouvoir l'achat éco-responsable des entreprises | Transition écologique | Sensibilisation, outils de soutien, certifications |
| 60 | Participation citoyenne | Sensibilisation et éducation | Conseils citoyens, plateformes en ligne, événements participatifs |
| 61 | Création d'un Conseil Jeunesse pour l'environnement | Sensibilisation et éducation | Conseil de jeunes, formations et ateliers |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# CALENDRIER DES ACTIONS

| Action | 2024 | 2025 | 2026 | Au-delà |
|---|---|---|---|---|
| 01 | Généralisation GTC | | | |
| 02 | Modernisation éclairage public | | | |
| 03 | Isolation des bâtiments | | | |
| 04 | | | | SEM PV |
| 05 | | Autoproduction PV | | |
| 06 | | | Déploiement IRVE | |
| 07 | Réduction conso énergétique des services | | | |
| 08 | Prévention inondations | | | |
| 09 | | GTC arrosage | | |
| 10 | Etanchéité bât | | | |
| 11 | Gestion durable de l'eau | | | |
| 12 | | Réduc conso eau svce | | |
| 13 | | Déconnexion pluvial | | |
| 14 | Réduction gaspillage alimentaire | | | |
| 15 | Réduction des déchets finaux | | | |
| 16 | | | | Eco circul |
| 17 | | Collecte DAE ville | | |
| 18 | Lutte contre les dépôts sauvages | | | |
| 19 | | | Facilitation tri déchets population | |
| 20 | | Fin emballages jetables | | |
| 21 | | | | Eco Quartier |
| 22 | Végétalisation urbaine | | | |
| 23 | | | Verdissement immobilier | |
| 24 | Ilots de fraicheur | | | |
| 25 | | Cours Oasis | | |
| 26 | | SPASER | | |
| 27 | Espace vente produits locaux | | | |
| 28 | Dvpt commerces proximité | | | |
| 29 | Manifestions valorisation production locale | | | |
| 30 | | Parcours éducatifs | | |
| 31 | | Corridors verts et noirs | | |
| 32 | | | | Atlas biodiversité |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

| Action | 2024 | 2025 | 2026 | Au-delà |
|---|---|---|---|---|
| 33 | | | | Prog. Biodiv. |
| 34 | Espèces végétales adaptées | | | |
| 35 | | | Extension zones naturelles | |
| 36 | Acquisitions terres agricoles | | | |
| 37 | Soutien aux activités agricoles | | | |
| 38 | Développement des jardins partagés | | | |
| 39 | | | Création régie agricole | |
| 40 | | Alimentation municipale circuit court | | |
| 41 | | | Plan alimentaire communal | |
| 42 | Lutte contre infractions urbanisme sur terres agricoles | | | |
| 43 | Electrification de la flotte de véhicules communaux | | | |
| 44 | | | Développement circulation cyclable | |
| 45 | | BUM | | |
| 46 | | | Plan de mobilité | |
| 47 | | Mobilité scolaire douce | | |
| 48 | | | Prog. Immo. Mob. douce | |
| 49 | | Sensibilisation | | |
| 50 | | Education scolaire et périscolaire | | |
| 51 | | Mobilisation des agents communaux | | |
| 52 | | Sensibilisation des habitants à la sobriété énergie-eau | | |
| 53 | | Sensibilisation des services à la sobriété énergie-eau | | |
| 54 | | | Bureau conseil TE | |
| 55 | | | Trophée « innovation jeunesse TE » | |
| 56 | | Médiateurs de la TE | | |
| 57 | | Fabrique des ECOs | | |
| 58 | | | Mob. Douce Entre. | |
| 59 | | Promotion HA responsable | | |
| 60 | | Participation citoyenne | | |
| 61 | | | Conseil jeunesse pour l'environnement | |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

# LISTE DES ACTIONS

1- Généralisation des Gestions techniques centralisées (GTC)

Installer des systèmes de GTC dans tous les bâtiments municipaux pour surveiller et contrôler en temps réel les consommations d'énergie. Ces systèmes permettront de détecter et de corriger rapidement les anomalies, d'ajuster les usages en fonction des besoins et des prévisions météorologiques, et de générer des rapports pour suivre les performances énergétiques. Former le personnel municipal à l'utilisation et à la maintenance des systèmes GTC pour garantir leur efficacité à long terme.

2- Modernisation de l'éclairage public

En collaboration avec la métropole, remplacer les anciens systèmes d'éclairage public par des technologies LED à haute efficacité énergétique. Installer des dispositifs de contrôle de l'éclairage pour ajuster l'intensité lumineuse en fonction des besoins réels et des horaires.

3- Isolation énergétique des bâtiments municipaux

Réaliser des audits énergétiques des bâtiments municipaux pour identifier les besoins en isolation. Mettre en œuvre des travaux d'isolation thermique des toits, des murs, et des fenêtres. Utiliser des matériaux d'isolation écologiques et performants pour maximiser les économies d'énergie. Former les équipes de maintenance sur les meilleures pratiques d'entretien des bâtiments isolés pour assurer la durabilité des investissements

4- Création d'une « SEM » d'autoproduction photovoltaïque

Mettre en place une Société d'Économie Mixte (SEM) regroupant la municipalité, des partenaires privés et des citoyens pour coordonner le développement de projets d'autoproduction photovoltaïque. La SEM sera chargée de planifier, financer et gérer les installations photovoltaïques, ainsi que de promouvoir la participation citoyenne et de mobiliser des investissements privés.

5- Développement de l'autoproduction photovoltaïque

Installer des panneaux solaires photovoltaïques sur les toits des bâtiments municipaux et des infrastructures publiques. Cette action inclut l'évaluation du potentiel solaire de chaque site pour optimiser la production d'énergie. Elle comprend également la mise en place de systèmes de gestion de l'énergie pour maximiser l'autoconsommation et minimiser les pertes.

6- Déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE)

Cette action vise à installer des bornes de recharge à des emplacements stratégiques tels que les parkings publics, les bâtiments municipaux, et les zones commerciales. En parallèle, des partenariats avec des entreprises privées seront établis pour augmenter le nombre de points de recharge. Des campagnes de sensibilisation seront menées pour encourager l'adoption des véhicules électriques par les citoyens et les entreprises locales, contribuant ainsi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

7- Réduction des consommations énergétiques par les services municipaux

Réduire les consommations énergétiques des services municipaux en optimisant l'utilisation des ressources énergétiques dans les bâtiments et les infrastructures publiques. Cette action inclut la mise en œuvre de programmes de formation pour les employés municipaux sur les pratiques d'efficacité énergétique, l'installation de technologies de gestion de l'énergie pour surveiller et contrôler les consommations en temps réel, et la réalisation de travaux de rénovation pour améliorer l'isolation thermique des bâtiments municipaux. L'objectif est de réduire significativement la consommation d'énergie et les coûts associés tout en améliorant la durabilité des opérations municipales.

8- Prévention et résilience face aux inondations

Mettre en œuvre des projets de gestion des eaux pluviales tels que la construction de bassins de rétention et de jardins de pluie dans les parcs et espaces publics. Renforcer les infrastructures existantes pour améliorer leur capacité à gérer les eaux de ruissellement et prévenir les inondations. Organiser des campagnes de sensibilisation pour informer les résidents des mesures à prendre en cas d'inondation et des pratiques pour minimiser les risques. Développer des plans d'urgence et des systèmes d'alerte précoce pour améliorer la préparation et la réponse aux crises climatiques. Etablir un schéma communal de ruissellement et de prévention des risques d'inondation.

9- Gestion optimisée de l'arrosage des espaces verts

Mettre en place des systèmes d'irrigation intelligents dans les espaces verts municipaux utilisant des capteurs pour ajuster l'arrosage en fonction des besoins réels des plantes et des prévisions météorologiques. Installer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie pour l'irrigation des jardins publics. Former les équipes de maintenance à des techniques d'arrosage durable et organiser des ateliers pour sensibiliser les citoyens à l'importance de la conservation de l'eau. Promouvoir la récupération et la réutilisation des eaux de pluie pour l'irrigation et d'autres usages non-potables.

10- Étanchéification des bâtiments municipaux

Réaliser des inspections régulières des bâtiments municipaux pour détecter et réparer les fuites d'air et d'eau. Mettre en œuvre des travaux d'étanchéification des toitures, des façades et des fondations. Utiliser des produits et des techniques d'étanchéité durables et respectueux de l'environnement. Former les équipes de maintenance sur les pratiques d'étanchéité pour garantir la pérennité des interventions.

11- Gestion durable de l'eau

Mettre en place des infrastructures de gestion des eaux pluviales comme des jardins de pluie et des bassins de rétention. Promouvoir des techniques d'arrosage durable dans les espaces verts municipaux utilisant des capteurs pour ajuster l'arrosage en fonction des besoins réels des plantes. Sensibiliser la population et les professionnels de l'aménagement à l'importance de la désimperméabilisation et promouvoir des solutions innovantes pour la gestion durable de l'eau. Collaborer avec les services techniques pour assurer la maintenance et le suivi des infrastructures installées. Effectuer un bilan de l'état des infrastructures hydrauliques communales et accentuer la perméabilité des sols pour tout nouveau projet de construction.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

12- Réduction de la consommation d'eau par les services municipaux

Réduire la consommation d'eau par les services municipaux en optimisant l'utilisation des ressources hydriques dans les bâtiments et les infrastructures publiques. Mettre en œuvre des programmes de formation pour les employés municipaux sur les pratiques de conservation de l'eau. Installer des dispositifs économes en eau dans les bâtiments municipaux, tels que des robinets à faible débit et des toilettes à double chasse. Réaliser des audits réguliers pour identifier les opportunités de réduction de la consommation d'eau et mettre en œuvre les recommandations.

13- Déconnexion des eaux de ruissellement du réseau pluvial

Mettre en place des infrastructures de gestion des eaux de ruissellement comme des jardins de pluie, des bassins d'infiltration et des toitures végétalisées. Promouvoir l'utilisation de techniques de gestion durable de l'eau auprès des propriétaires privés et des développeurs immobiliers. Sensibiliser les citoyens aux pratiques de déconnexion des eaux de ruissellement et offrir des incitations financières pour les projets de gestion durable de l'eau. Collaborer avec les services techniques pour assurer la maintenance et le suivi des infrastructures installées.

14- Lutte contre le gaspillage alimentaire

Mettre en place des programmes de sensibilisation pour encourager les citoyens à adopter des pratiques anti-gaspillage tels que la planification des repas, le stockage adéquat des aliments et le compostage des déchets organiques. Promouvoir les initiatives de compostage collectif et individuel pour valoriser les déchets alimentaires et enrichir les sols locaux.

15- Réduction des déchets et optimisation du tri

Lancer des campagnes de sensibilisation pour éduquer les citoyens sur les avantages du tri sélectif et des pratiques de réduction des déchets. Améliorer les infrastructures de collecte pour faciliter le tri des déchets recyclables et organiques à la source. Mettre en place des politiques incitatives pour encourager les entreprises et les ménages à adopter des pratiques de gestion des déchets plus responsables et développer des centres de réemploi pour les objets usagés. Faciliter les solutions de tri pour la population en adaptant les horaires des déchèteries et en mettant en place une collecte des biodéchets.

16- Développement du recyclage et de l’économie circulaire

Promouvoir des initiatives de recyclage et d'économie circulaire auprès des entreprises locales en mettant en place des ateliers de formation et des programmes de soutien financier. Créer des partenariats avec des organisations spécialisées pour développer des projets innovants de recyclage et de réutilisation des matériaux. Encourager les citoyens à participer à des programmes de recyclage en organisant des événements de collecte et en offrant des incitations pour les comportements écoresponsables.

17- Renforcement de la collecte sélective des DAE (Déchets d’Activités Économiques)

Améliorer les infrastructures de collecte des DAE en accompagnant les opérateurs économiques dans leurs processus de traitement des déchets. Organiser des campagnes de sensibilisation pour informer les entreprises des obligations et des bonnes pratiques en matière de gestion des DAE. Mettre en place des partenariats avec des entreprises de recyclage pour assurer la valorisation des



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

matériaux collectés. Suivre et évaluer les performances de collecte pour identifier les opportunités d'amélioration et encourager les comportements responsables.

18- Lutte contre les dépôts sauvages

Mettre en place des systèmes de surveillance et de signalement pour prévenir et sanctionner les dépôts sauvages. Organiser des campagnes de nettoyage et de sensibilisation pour informer les citoyens des impacts environnementaux des dépôts illégaux. Collaborer avec les services de la Métropole et les associations locales pour renforcer les actions de prévention et de répression.

19- Facilitation des solutions de tri pour la population

Faciliter le tri des déchets pour la population en adaptant les horaires d'ouverture des déchèteries et en mettant en place des services de collecte des biodéchets. Organiser des ateliers de sensibilisation pour informer les citoyens sur les bonnes pratiques de tri et de gestion des déchets. Offrir des incitations pour encourager le tri sélectif à domicile et promouvoir les solutions de compostage individuel et collectif.

20- Arrêt des emballages à usage unique pour les activités municipales

Interdire l'utilisation d'emballages à usage unique pour toutes les activités municipales. Mettre en place des alternatives durables, telles que des contenants réutilisables et des matériaux biodégradables. Sensibiliser les employés municipaux et les partenaires aux pratiques durables et les former à l'utilisation des nouveaux matériaux. Organiser des campagnes de communication pour informer le public de cette initiative et encourager les citoyens à adopter des comportements similaires.

21- Ecoquartiers

Le développement d'écoquartiers vise à favoriser l'implication des habitants dans la transition écologique et la mise en œuvre du PCM. Autour des thématiques de gestion des eaux pluviales, de végétalisation/désimperméabilisation, de mobilité ou encore de développement des énergies renouvelables, les habitants seront invités à imaginer de nouvelles convivialités dans un cadre de vie amélioré.

22- Végétalisation Urbaine

Lancer un programme intégré de végétalisation urbaine qui englobe la plantation d'arbres, la création de jardins et de toits verts. Ces actions amélioreront l'isolation thermique, réduiront les températures locales et créeront des habitats pour la biodiversité. Mettre en place des initiatives communautaires de jardinage urbain incluant des ateliers de jardinage et des programmes de volontariat pour l'entretien des espaces verts. La végétalisation des cours d'écoles sera traitée spécifiquement dans une autre action.

23- Verdissement des programmes immobiliers

Intégrer des espaces verts et des infrastructures écologiques dans les nouveaux projets immobiliers individuels. Promouvoir l'utilisation de matériaux de construction durables et la mise en place de toitures végétalisées. Encourager les développeurs immobiliers à respecter des normes de construction écologique et à obtenir des certifications environnementales. Organiser des ateliers de sensibilisation pour les promoteurs et les résidents sur les avantages des constructions vertes.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

24- Création d’ilots de fraicheur urbains

Aménager des espaces verts, des fontaines et des zones ombragées dans les quartiers résidentiels et les zones commerciales. Utiliser des matériaux réfléchissants et des plantations pour abaisser les températures locales. Installer des dispositifs de rafraîchissement comme des brumisateurs et des fontaines d'eau potable. Sensibiliser la population aux avantages des îlots de fraîcheur et encourager la participation communautaire à leur entretien. Collaborer avec les urbanistes et les architectes pour intégrer les îlots de fraîcheur dans les nouveaux projets de développement urbain.

25- Végétalisation des cours d’écoles

Transformer les cours d'écoles en espaces verts en plantant des arbres, des arbustes et des jardins pédagogiques. Créer des zones ombragées et des espaces de jeux naturels pour améliorer le confort et le bien-être des élèves. Organiser des ateliers de jardinage et des projets éducatifs pour sensibiliser les élèves à l'environnement et à la biodiversité. Collaborer avec les enseignants et les parents pour assurer la pérennité des initiatives de végétalisation.

26- Achat éco-responsable (SPAESER)

Mettre en place des critères d'achat éco-responsable pour tous les services municipaux, favorisant les produits et services durables et locaux. Former les agents municipaux aux pratiques d'achat durable et aux certifications environnementales. Collaborer avec les fournisseurs pour identifier des solutions écologiques et intégrer des clauses environnementales dans les appels d'offres. Sensibiliser les citoyens et les entreprises locales aux avantages des achats éco-responsables par des campagnes d'information.

27- Création d’un espace de vente des produits locaux

Aménager un marché ou une boutique dédiée à la vente des produits locaux incluant des fruits et légumes, des produits laitiers, des viandes et des produits artisanaux. Collaborer avec les producteurs locaux pour garantir un approvisionnement régulier et diversifié. Organiser des événements de dégustation et de découverte pour promouvoir les produits et sensibiliser les consommateurs aux avantages de la consommation locale. Mettre en place des systèmes de commande en ligne et de livraison pour faciliter l'accès aux produits locaux.

28- Poursuite du développement des commerces de proximité

Promouvoir les circuits courts en soutenant les initiatives de vente directe entre producteurs et consommateurs. Mettre en place des points de vente de proximité comme des marchés fermiers, des AMAP et des magasins de producteurs. Organiser des campagnes de sensibilisation pour encourager les citoyens à privilégier les produits locaux et saisonniers. Développer des partenariats avec les commerces locaux pour intégrer les produits de proximité dans leur offre.

29- Organisation de manifestations pour promouvoir la production et l'activité commerciale locale

Organiser des événements réguliers tels que des foires, des marchés thématiques, et des festivals pour mettre en valeur la production locale et l'activité commerciale. Collaborer avec les producteurs, artisans et commerçants locaux pour offrir une plateforme de promotion et de vente directe. Mettre en place des animations, des ateliers et des démonstrations pour attirer un large public et sensibiliser aux bienfaits de l'achat local. Utiliser ces manifestations pour renforcer les liens entre les acteurs économiques locaux et créer un réseau dynamique de soutien mutuel.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

30- Parcours nature éducatifs

Créer des parcours éducatifs dans les espaces naturels et agricoles de la ville pour sensibiliser les résidents et les visiteurs à la biodiversité locale et aux efforts de conservation. Ces parcours incluront des panneaux d'information, des ateliers pratiques et des visites guidées pour découvrir la faune et la flore locales. Organiser des activités éducatives telles que des sorties nature pour les écoles et des programmes de volontariat pour la conservation.

31- Consolidation des corridors verts et noirs

Identifier et protéger les corridors écologiques existants et potentiels sur le territoire communal. Mettre en œuvre des projets de restauration écologique pour renforcer la connectivité des habitats naturels. Collaborer avec les propriétaires fonciers, les agriculteurs et les associations locales pour promouvoir la gestion durable des terres. Sensibiliser la population aux enjeux des corridors écologiques et encourager les initiatives citoyennes de préservation de la biodiversité.

32- Création d'un atlas de la biodiversité

Réaliser un inventaire détaillé des espèces végétales et animales présentes sur le territoire communal. Cartographier les habitats naturels et identifier les zones à protéger ou à restaurer. Mettre en place une plateforme en ligne accessible au public pour consulter l'atlas et participer à des projets de science citoyenne. Organiser des événements de sensibilisation et des ateliers éducatifs pour encourager la participation de la communauté à la conservation de la biodiversité locale.

33- Inscription dans différents programmes de protection de la biodiversité

S'inscrire dans des programmes de protection de la biodiversité tels que ceux de la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), le réseau Natura 2000, et le programme Life Biodiv'Europe. Ces inscriptions permettront d'obtenir des financements, un soutien technique et des ressources pour la conservation de la biodiversité. Promouvoir ces initiatives auprès des citoyens et des associations locales pour maximiser leur impact.

34- Adaptation des espèces végétales au réchauffement climatique

Adapter les espèces végétales locales aux mécanismes de réchauffement climatique en introduisant des variétés résistantes à la sécheresse et aux températures élevées. Collaborer avec des botanistes et des agronomes pour identifier les espèces les plus adaptées. Sensibiliser les jardiniers municipaux et les citoyens aux pratiques de plantation et d'entretien adaptées au changement climatique. Mettre en place des démonstrations et des ateliers pratiques pour promouvoir ces techniques.

35- Extension des espaces naturels protégés

Étendre les espaces naturels protégés en identifiant de nouvelles zones à conserver et en renforçant les protections des zones existantes. Collaborer avec des propriétaires fonciers, des associations environnementales et des agences gouvernementales pour acquérir et protéger des terres stratégiques pour la biodiversité. Promouvoir les avantages des espaces naturels protégés pour la conservation de la faune et de la flore locales ainsi que pour le bien-être des citoyens.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

36- Acquisitions foncières – terres agricoles

Poursuivre le programme d'acquisition de terres agricoles pour les protéger de l'urbanisation et soutenir les pratiques agricoles durables. Travailler avec des partenaires locaux (chambre d'agriculture notamment) pour identifier les terres à acquérir et développer des projets agricoles écologiques. Poursuivre la prospection et l'aide à l'installation de nouveaux agriculteurs. Poursuivre et accentuer la lutte contre les infractions à l'urbanisme sur les terres agricoles.

37- Soutien aux activités agricoles

Fournir des aides techniques aux agriculteurs pour adopter des pratiques agricoles écologiques. Organiser des formations sur l'agriculture biologique, la permaculture et le contrôle biologique des nuisibles. Promouvoir des projets de coopération entre agriculteurs comme des coopératives agricoles pour faciliter l'accès aux marchés et améliorer la résilience économique. Mettre en place des initiatives pour encourager la production et la consommation de produits locaux et durables. Intégrer les filières alimentaires de proximité dans la restauration municipale en lien avec EGALIM et Garden Lab.

38- Développement des jardins partagés et coopératifs

Les jardins partagés permettent aux habitants de cultiver leurs propres fruits et légumes. Mettre en place des coopératives de jardinage pour organiser la gestion des espaces, partager les outils et diffuser les bonnes pratiques. Organiser des ateliers de jardinage et des événements communautaires pour sensibiliser les résidents aux avantages de l'agriculture urbaine et de la biodiversité. Promouvoir l'inclusion sociale en impliquant des groupes diversifiés, notamment les personnes âgées, les familles et les jeunes.

39- Création d'une régie coopérative de matériel agricole

Établir une régie coopérative offrant des équipements agricoles en location aux agriculteurs locaux. Mettre en place un système de réservation et de gestion des équipements pour optimiser leur utilisation. Organiser des formations sur l'utilisation des équipements et les techniques agricoles durables. Promouvoir la coopération entre agriculteurs pour partager les ressources et les compétences. Rechercher des financements pour acquérir des équipements modernes et écologiques.

40- Mieux intégrer les filières alimentaires de proximité dans la restauration municipale

Renforcer l'intégration des filières alimentaires de proximité dans la restauration municipale en conformité avec la loi EGALIM et les initiatives comme le Garden Lab. Collaborer avec les producteurs locaux pour garantir un approvisionnement régulier en produits frais et biologiques. Sensibiliser les gestionnaires de restauration et les cuisiniers aux pratiques d'achat durable et aux recettes utilisant des produits locaux. Organiser des campagnes de communication pour promouvoir les bienfaits des produits locaux auprès des usagers des cantines municipales.

41- Établir un plan alimentaire communal

Élaborer un plan alimentaire communal visant à promouvoir une alimentation durable, locale et saine pour tous les habitants. Identifier les besoins alimentaires de la population et les ressources disponibles localement. Mettre en place des stratégies pour renforcer les circuits courts, réduire le gaspillage alimentaire et sensibiliser les citoyens à l'importance d'une alimentation équilibrée et respectueuse de l'environnement. Collaborer avec les acteurs locaux, y compris les agriculteurs, les commerçants et les associations, pour assurer la mise en œuvre du plan.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

42- Poursuivre et accentuer la lutte contre les infractions à l'urbanisme sur les terres agricoles

Renforcer les mesures de contrôle et de sanction contre les infractions à l'urbanisme sur les terres agricoles. Collaborer avec les services de l'urbanisme, la police municipale et les associations de défense des terres agricoles pour surveiller et signaler les infractions. Organiser des campagnes de sensibilisation pour informer les citoyens et les propriétaires fonciers des règles d'urbanisme et des sanctions en cas de non-respect. Promouvoir des pratiques d'urbanisme respectueuses des terres agricoles pour préserver ces espaces pour l'agriculture durable.

43- Renforcement de l'électrification des véhicules de la ville

Remplacer progressivement la flotte de véhicules municipaux par des véhicules électriques. Installer des bornes de recharge pour véhicules électriques dans les bâtiments municipaux et les espaces publics. Former les conducteurs municipaux à l'utilisation et à l'entretien des véhicules électriques. Mettre en place des partenariats avec des entreprises locales pour promouvoir l'électrification des véhicules commerciaux et privés. Déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) sur tout le territoire.

44- Développement des circulations cyclables

Mettre en place des infrastructures de soutien comme des parkings à vélos sécurisés et des stations de réparation. Promouvoir l'usage du vélo par des campagnes de sensibilisation et des événements comme des journées sans voiture. Collaborer avec les associations de cyclistes pour identifier les besoins et améliorer les infrastructures cyclables. Augmenter progressivement le linéaire aménagé.

45- Création d'un boulevard urbain multimodal

Aménager un boulevard urbain sur les avenues Fernandel et F. Mitterrand qui intègre des voies dédiées aux piétons, aux cyclistes et aux transports publics. Installer des infrastructures de soutien telles que des arrêts de bus, des stations de vélos en libre-service et des zones de recharge pour véhicules électriques. Promouvoir l'utilisation de modes de transport alternatifs par des campagnes de sensibilisation et des incitations financières. Collaborer avec les parties prenantes (département et métropole) pour assurer une planification inclusive et durable.

46- Création d'un plan de mobilité urbaine

Développer un plan de mobilité urbaine qui intègre l'expansion des pistes cyclables, l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques et la création de boulevards multimodaux. Promouvoir l'utilisation de modes de transport alternatifs par des campagnes de sensibilisation et des incitations financières. Mettre en place des infrastructures de soutien telles que des parkings à vélos sécurisés et des stations de recharge rapide. Organiser des consultations publiques pour impliquer les citoyens dans la planification et le financement des projets de mobilité durable. Intégrer les mobilités douces dans les programmes immobiliers.

47- Proposer une mobilité scolaire éco-responsable

Mettre en place des solutions de transport scolaire éco-responsables telles que des bus électriques ou des vélos scolaires. Collaborer avec les écoles et les parents pour promouvoir les trajets à pied ou à vélo pour les élèves. Organiser des campagnes de sensibilisation et des événements pour encourager les familles à adopter des pratiques de mobilité durable. Fournir des infrastructures sécurisées pour le stationnement des vélos et des trottinettes près des écoles.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

48- Intégration des mobilités douces dans les programmes immobiliers

Exiger l'intégration de solutions de mobilité douce dans les nouveaux programmes immobiliers, comme des pistes cyclables, des parkings à vélos sécurisés et des stations de recharge pour véhicules électriques. Collaborer avec les promoteurs immobiliers pour s'assurer que les nouveaux projets favorisent l'utilisation de modes de transport durables. Organiser des ateliers de sensibilisation pour les promoteurs et les futurs résidents sur les avantages de la mobilité douce et durable.

49- Événements de sensibilisation

Organiser des événements tels que le "Mois du Développement Durable" qui inclura des ateliers, des conférences et des défis pour impliquer tous les citoyens. Ces événements se concentreront sur des thématiques variées comme la réduction des déchets, les économies d'énergie, la mobilité douce et la biodiversité. Les activités proposées pourront inclure des forums habitat, des semaines de la mobilité, des balades thermiques pour la sensibilisation à l'efficacité énergétique et des collectes trimestrielles de déchets. Créer un "trophée" de l'innovation environnementale jeunesse ciblé sur les écoles et le collège pour encourager les jeunes à développer des projets écologiques innovants.

50- Éducation scolaire et périscolaire

Intégrer l'éducation environnementale dans les programmes scolaires avec des projets pratiques liés au recyclage, à la conservation de l'énergie et à la biodiversité. Organiser des défis annuels dans les écoles sur des thèmes de développement durable où les élèves peuvent présenter des projets innovants. Proposer des activités périscolaires comme des ateliers de jardinage, des sorties éducatives dans la nature et des concours sur les initiatives écologiques. Installer des médiateurs de la transition écologique dans les écoles pour animer les ateliers et guider les projets des élèves.

51- Mobilisation des agents communaux

Organiser des formations annuelles sur les économies d'énergie et les pratiques durables pour les employés municipaux. Mettre en place des campagnes internes pour sensibiliser les agents aux actions de sobriété et à la gestion optimisée des ressources. Encourager l'utilisation de pratiques écoresponsables dans toutes les opérations municipales et promouvoir une culture de durabilité au sein des services.

52- Sensibilisation de la population aux actions de sobriété

Organiser des campagnes de sensibilisation pour informer les citoyens sur les actions de sobriété énergétique et hydrique. Proposer des ateliers pratiques et des conférences pour enseigner des gestes simples mais efficaces pour économiser l'énergie et l'eau au quotidien. Mettre en place des défis communautaires pour inciter à la réduction de la consommation d'énergie et d'eau et récompenser les initiatives exemplaires.

53- Sensibilisation des services aux actions de sobriété

Organiser des formations régulières pour les employés municipaux sur les pratiques de sobriété énergétique et hydrique. Mettre en place des procédures internes pour réduire les consommations d'énergie et d'eau dans tous les services municipaux. Suivre et évaluer les consommations des différents services pour identifier les opportunités d'amélioration et sensibiliser les équipes aux résultats obtenus.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

54- Création d’un bureau conseil pour la transition écologique

Établir un bureau conseil dédié aux questions de développement durable offrant des conseils et des services sur des sujets tels que la gestion de l'eau, l'efficacité énergétique et les pratiques de réduction des déchets. Organiser des permanences et des ateliers pour répondre aux questions et proposer des solutions adaptées. Développer des outils pédagogiques et des guides pratiques pour sensibiliser et accompagner les initiatives locales. Collaborer avec des experts et des partenaires pour offrir un soutien technique de qualité. Installer des médiateurs de la transition écologique pour accompagner les citoyens et les entreprises dans leurs démarches écologiques.

55- Créer un "trophée" de l'innovation environnementale jeunesse

Lancer un concours annuel pour récompenser les projets les plus innovants des jeunes en matière d'environnement et de développement durable. Cibler les élèves des écoles et des collèges pour encourager la participation des jeunes générations. Organiser une cérémonie de remise des prix pour valoriser les initiatives et inspirer d'autres jeunes à s'engager dans des projets écologiques. Promouvoir les projets lauréats dans les médias locaux et les réseaux sociaux pour sensibiliser un public plus large.

56- Installer des médiateurs de la transition écologique

Recruter et former des médiateurs de la transition écologique pour sensibiliser et accompagner les citoyens, les entreprises et les institutions locales dans leurs démarches écologiques. Organiser des permanences dans les quartiers, les écoles et les entreprises pour répondre aux questions et fournir des conseils personnalisés. Animer des ateliers pratiques et des sessions d'information sur des thèmes tels que l'efficacité énergétique, la gestion des déchets et la mobilité durable. Collaborer avec les associations locales pour renforcer le réseau de soutien et multiplier les actions sur le terrain.

57- Fabrique des ECOs

Créer un espace collaboratif de 150 m² pour accompagner les entreprises locales dans leur transition écologique. Proposer des sessions de formation, des ateliers sur des sujets divers, des permanences avec des experts et des rencontres trimestrielles pour échanger les meilleures pratiques. Mettre en place un programme d'incubation pour développer des innovations écologiques offrant mentorat et financement initial. Encourager le développement des mobilités douces dans les déplacements professionnels des entreprises membres et promouvoir l'achat éco-responsable parmi ces entreprises.

58- Développer les mobilités douces dans les déplacements professionnels

Inciter les entreprises locales à adopter des solutions de mobilité douce pour les déplacements professionnels de leurs employés. Proposer des subventions pour l'achat de vélos électriques ou pour l'aménagement de parkings à vélos sécurisés. Organiser des campagnes de sensibilisation et des ateliers pour informer les entreprises des avantages économiques et environnementaux des mobilités douces. Collaborer avec les entreprises pour mettre en place des plans de déplacement entreprise (PDE) favorisant la marche, le vélo et les transports en commun.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

59- Promouvoir l'achat éco-responsable des entreprises

Sensibiliser les entreprises locales à l'importance de l'achat éco-responsable en leur fournissant des ressources et des formations sur les critères de durabilité. Mettre en place des outils pour aider les entreprises à identifier des fournisseurs durables et à intégrer des clauses environnementales dans leurs contrats. Organiser des rencontres entre entreprises pour partager les meilleures pratiques et promouvoir les avantages économiques et environnementaux de l'achat éco-responsable. Encourager les entreprises à obtenir des certifications environnementales pour leurs pratiques d'achat.

60- Participation citoyenne

Créer des conseils citoyens pour le climat et organiser des ateliers de co-conception pour impliquer les habitants dans les projets de développement durable. Mettre en place des plateformes en ligne pour recueillir les suggestions et les retours des citoyens sur les initiatives écologiques. Organiser des événements participatifs comme des forums de discussion, des groupes de travail et des consultations publiques pour promouvoir la transparence et l'inclusion. Encourager les initiatives de science citoyenne pour le suivi de la biodiversité et la surveillance des zones sensibles. Installer des médiateurs de la transition écologique pour accompagner les citoyens dans leurs démarches écologiques et animer les ateliers participatifs.

61- Création d’un Conseil Jeunesse pour l’environnement

Former un conseil composé de jeunes volontaires pour proposer et examiner des initiatives écologiques locales. Organiser des réunions régulières pour discuter des projets en cours et des nouvelles idées. Offrir des formations et des ateliers pour renforcer les compétences des membres du conseil en matière de développement durable et de leadership. Promouvoir les actions du conseil auprès de la population pour encourager la participation des jeunes et valoriser leur engagement. Créer un "trophée" de l'innovation environnementale jeunesse pour récompenser les projets les plus innovants des jeunes en matière de développement durable.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

## NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

DÉPARTEMENT BOUCHES DU RHÔNE

LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE











**Réalisation**
**Mairie de Gignac-la-Nerthe - Place de la Mairie**
**13180 Gignac-la-Nerthe**

**Décembre 2024**

*Service développement durable – S. Pailhous*

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_106-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_106

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-107**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : Adhésion de la commune de Gignac-la-Nerthe au Plan de Mobilisation des Communes pour le Climat (PDCM) métropolitain**

Le changement climatique constitue un enjeu global aux conséquences locales, impactant directement les territoires, les populations et les écosystèmes. La commune de Gignac-la-Nerthe, consciente de ses responsabilités, s'engage activement dans la transition écologique et solidaire en cohérence avec les orientations définies par le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans le cadre de cette stratégie métropolitaine, le Plan de Mobilisation des Communes pour le Climat (PDCM) offre un cadre structurant et incitatif pour accompagner les communes dans la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur du climat, de l'air et de l'énergie. Ce dispositif repose sur une dynamique de co-construction, de mutualisation des bonnes pratiques et d'accompagnement technique et financier, en lien avec les besoins spécifiques des territoires.

L'adhésion au PDCM permettra à la commune de :

- Renforcer la cohérence et la complémentarité entre son Plan Climat Municipal (PCM) et les initiatives métropolitaines ;
- Accéder à un catalogue d'actions, des outils méthodologiques et des ressources adaptées ;
- Participer à un réseau d'échange d'expériences et bénéficier du soutien de la Métropole pour le suivi et l'évaluation des actions engagées.

En s'engageant dans le PDCM, la commune confirme son rôle moteur dans la transition écologique locale et son ambition de :

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

- Décliner localement les grandes priorités climatiques, en privilégiant des actions concrètes, adaptées et mesurables ;
- Renforcer la participation citoyenne, par des démarches inclusives impliquant les habitants, les associations, les acteurs économiques et les institutions ;
- Soutenir l'émergence de politiques publiques innovantes, alignées avec les objectifs régionaux, nationaux et européens.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président ;
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**Vu** le PCAET de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération ENV 001-6815/19/CM du conseil métropolitain du 26 septembre 2019 ;
**Vu** le Plan Climat Municipal (PCM) de Gignac-la-Nerthe précédemment présenté ;

Vote par : Pour à l'unanimité

## DÉLIBÈRE

**APPROUVE** l'adhésion de la commune de Gignac-la-Nerthe au Plan de Mobilisation des Communes pour le Climat (PDCM) de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la déclaration d'engagement réciproque avec la Métropole et à entreprendre les démarches nécessaires pour la mise en œuvre des actions issues du PDCM ;

**CONFIRME** la volonté de la commune d'inscrire son Plan Climat Municipal dans une démarche cohérente et complémentaire avec les orientations métropolitaines ;

**CHARGE** les services municipaux de suivre et d'évaluer les actions mises en œuvre dans le cadre du PDCM, en collaboration avec les équipes métropolitaines.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

**NOTE D'ACCOMPAGNEMENT PORTANT SUR LE PROJET DE DELIBERATION**

ADHESION DE LA COMMUNE DE GIGNAC-LA-NERTHE AU PLAN DE MOBILISATION DES COMMUNES POUR LE CLIMAT (PDCM) METROPOLITAIN

Le Plan de Mobilisation des Communes pour le Climat (PDMC), porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence, offre un cadre stratégique et opérationnel pour accompagner les communes dans leur transition écologique. Ce dispositif, conçu dans la continuité du Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET), vise à répondre aux enjeux climatiques et énergétiques tout en valorisant les initiatives locales.

**Les fondements du PDMC : une réponse aux défis climatiques**

Le changement climatique affecte directement les territoires, entraînant des phénomènes tels que vagues de chaleur, inondations, et perte de biodiversité. Ces impacts locaux nécessitent une mobilisation des communes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), améliorer la résilience des territoires, et sensibiliser les citoyens.

Le PDMC s'inscrit dans les engagements internationaux (Accord de Paris), européens (Green Deal) et nationaux (Stratégie Nationale Bas-Carbone), tout en répondant aux spécificités du territoire métropolitain. Il vise la neutralité carbone à horizon 2050.

**Un dispositif structuré pour accompagner les communes**

Le PDMC repose sur une approche méthodique et des outils concrets pour permettre aux communes d'intégrer efficacement la transition écologique dans leurs politiques locales. Il articule des actions thématiques, un accompagnement technique et financier, ainsi qu'un suivi rigoureux.

<u>Un catalogue d'actions concrètes et modulables</u>

Le PDMC propose un éventail de 32 actions, regroupées en 7 axes stratégiques, offrant des solutions pour répondre aux enjeux environnementaux prioritaires :

- ✓ Pratiques exemplaires - Adopter des démarches d'achats responsables intégrant des critères sociaux et environnementaux. Former les agents à la maîtrise énergétique et mettre en place des plans de mobilité bas carbone.
- ✓ Aménagements résilients - Favoriser la végétalisation pour lutter contre les îlots de chaleur urbains. Intégrer les critères climat-air-énergie dans les projets d'urbanisme.
- ✓ Mobilité active - Développer les infrastructures piétonnes et cyclables. Promouvoir des alternatives à la voiture individuelle, comme le covoiturage et les transports en commun.
- ✓ Économie durable - Encourager l'économie circulaire via le réemploi, la réparation et les circuits courts. Soutenir les acteurs locaux dans l'adoption de pratiques durables.
- ✓ Prévention des déchets - Réduire la production de déchets des services municipaux. Organiser des ateliers de sensibilisation au tri et à la réduction des déchets.
- ✓ Nature et prévention des risques - Développer des espaces verts et améliorer la résilience aux risques climatiques. Favoriser les solutions fondées sur la nature pour renforcer la biodiversité locale.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

- ✓ Mobilisation territoriale - Sensibiliser et impliquer les habitants dans des démarches participatives. Organiser des campagnes de communication autour des enjeux climatiques.

Chaque action est accompagnée d'une fiche descriptive précisant les objectifs, les niveaux d'engagement (débutant, intermédiaire, avancé), les dispositifs d'accompagnement, les indicateurs de suivi et les outils pratiques tels que des guides méthodologiques, des modèles d'appels d'offres ou des retours d'expériences.

Un accompagnement technique et financier ciblé

Pour soutenir les communes dans la mise en œuvre de ces actions, le PDMC propose :

- ✓ Accompagnement technique
  - Ingénierie de projet : conseils personnalisés, diagnostics techniques et appui méthodologique.
  - Formations et ateliers : sensibilisation des élus et agents aux enjeux climatiques et aux outils opérationnels.
  - Partage de données : accès aux études métropolitaines (diagnostics énergétiques, cartographies, etc.).
- ✓ Soutien financier
  - Mobilisation des fonds métropolitains, départementaux et régionaux pour cofinancer les projets.
  - Accès à des dispositifs nationaux comme le Fonds Chaleur de l'ADEME ou des subventions spécifiques (DETR, DSIL).
- ✓ Mise en réseau
  - Participation au Club des communes mobilisées (Ccommob) pour échanger bonnes pratiques et retours d'expériences.
  - Organisation de rencontres thématiques et de visites de terrain pour encourager l'innovation collective.

Un suivi rigoureux et une évaluation continue

Le PDMC repose sur un cadre méthodologique garantissant la transparence et l'efficacité :

- ✓ Visite annuelle : Évaluation des progrès réalisés par les communes et identification des difficultés éventuelles.
- ✓ Bilan annuel : Analyse des indicateurs de suivi, fournissant des données précises sur l'impact des actions engagées.
- ✓ Révision des priorités : Possibilité pour chaque commune d'ajuster ses engagements en fonction des retours d'expérience.

En parfaite cohérence avec son Plan Climat Municipal, l'adhésion de Gignac-la-Nerthe au PDMC représente une opportunité unique pour accélérer sa transition écologique tout en bénéficiant du soutien technique et financier de la Métropole. Ce dispositif, alliant pragmatisme et ambition, permettra à la commune de jouer un rôle moteur dans la lutte contre le changement climatique, tout en renforçant la qualité de vie de ses habitants.

LA METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE



# PLAN DE MOBILISATION
## DES COMMUNES POUR LE CLIMAT

**UNE ACTION DU PLAN CLIMAT-AIR-ÉNERGIE**

2024

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107



# INTRODUCTION
# PRÉSENTATION DU DISPOSITIF



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Agir pour le climat : pourquoi ?

**Depuis les années 1970, les scientifiques alertent la communauté internationale sur le changement climatique. Mais de quoi s'agit-il ? Et pourquoi est-ce si important ?**

Le changement climatique est une modification du climat, c'est-à-dire des conditions météorologiques moyennes sur le temps long (plus de trente ans). Le climat change car l'effet de serre augmente : la chaleur de la surface terrestre, piégée par l'atmosphère, ne s'évacue plus vers l'espace, ce qui fait augmenter la température moyenne sur Terre. Cela est dû à l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, notamment à cause des activités humaines.

Cette modification du climat a de nombreuses conséquences, exposées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans le rapport *Réchauffement planétaire de 1,5°C* :

- Augmentation des températures moyennes
- Fonte des glaces et hausse du niveau des mers et des océans, avec des impacts sur la disponibilité des ressources en eau douce
- Modification du régime pluviométrique : plus grande occurrence de phénomènes extrêmes, comme les ouragans, les inondations ou les sécheresses.
- Acidification des océans : du fait de l'augmentation de sa teneur en $CO_2$, les rendant inhabitables pour de nombreuses espèces
- Modification des écosystèmes : aquatiques, mais aussi terrestres ; forte perte de biodiversité, avec des conséquences majeures pour l'Homme, car cela implique une baisse des productions agricoles.
- Risques sanitaires : canicules à répétition, propagation de maladies tropicales, libération de virus piégés dans la glace, etc.

Les conséquences indirectes de ces changements sont multiples et difficiles à prévoir: migrations massives, pauvreté, famines, guerres… Pour les limiter au maximum, il est urgent d'agir.

**Comment faire pour enrayer cela ?** Pour éviter le pire, le GIEC enjoint la communauté internationale à faire le nécessaire pour contenir le réchauffement climatique en dessous de +1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels (1850-1900). Pour cela, il faut réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, et atteindre la neutralité carbone mondiale avant 2050 — soit un équilibre entre les émissions et les absorptions de $CO_2$ (par la photosynthèse, etc.). Cela passe par une transformation profonde de nos modes de vie et de production : la transition énergétique.

Pour plus d'informations sur le changement climatique, consulter : Le rapport grand public du Haut conseil pour le climat (2024), le socle d'information initial de la Convention Citoyenne pour le Climat, et le rapport réchauffement planétaire de 1,5 °C du GIEC.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Le Plan de mobilisation des communes pour le climat

Dans le cadre du Plan climat-air-énergie métropolitain (PCAEM), en accord avec son rôle d'animatrice de la transition énergétique, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore un Plan de mobilisation à destination des 92 communes du territoire. Il a pour ambition de **faciliter le passage à l'action**, et de fournir aux communes et aux mairies de secteur toutes les informations nécessaires pour qu'elles puissent **approfondir leurs politiques climat-air-énergie**. Il repose sur un engagement volontaire de leur part, et a vocation à valoriser et soutenir leurs démarches.

Le Plan de mobilisation des communes pour le climat comprend un **catalogue d'actions** liées au climat, à l'air et à l'énergie, et un **recueil des dispositifs d'accompagnement** existants sur ces thématiques. Les actions proposées découlent à la fois de la stratégie du PCAEM et des axes de travail prioritaires de chaque service métropolitain concerné. Pour chaque action sont proposées des ressources permettant d'approfondir la démarche. Chaque fiche mentionne des indicateurs à suivre afin de mesurer et d'évaluer son avancement, dans une logique d'amélioration continue.

**Dans le cadre de ce dispositif sera également créé un Club des communes mobilisées (Ccommob) engagées pour le climat**, afin de faciliter le partage d'expérience à l'échelle du territoire.

À travers le Plan de mobilisation des communes pour le climat, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser l'émergence de politiques climat-air-énergie ambitieuses sur le territoire, et soutenir les efforts entrepris par les communes et les mairies de secteur. Il s'agit d'un engagement réciproque :

- Les communes et les mairies de secteur qui le souhaitent s'engagent à **mettre en place un certain nombre d'actions** parmi celles proposées, et à **s'impliquer dans le Club des communes mobilisées** engagées pour le climat ;
- En retour, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à **accompagner les communes et les mairies de secteur** dans la mise en œuvre de ces actions, à **partager les données** issues des diagnostics et études menées à l'échelle du territoire, à les faire profiter des **dispositifs d'accompagnement** existants, et à faciliter le partage d'expérience à travers la **création et l'animation d'un Club des communes mobilisées** engagées pour le climat.

## Philosophie du Plan de mobilisation des communes pour le climat

Ce document constitue une base de travail. La Métropole Aix-Marseille-Provence incite toutes les communes et les mairies de secteur à s'en saisir et en discuter, en interne comme en externe. Loin d'être un cadre prescriptif, le document cherche à **nourrir la dynamique collective existante**. Les engagements proposés, volontairement peu précis, incitent les communes et les mairies de secteur à expérimenter par elles-mêmes différentes pratiques afin de trouver la méthode qui correspond à leur territoire et leurs besoins, en adéquation avec leurs moyens. Elles sont invitées à **partager entre elles les solutions et techniques** qu'elles implémentent, dans une **optique de co-construction, d'auto-évaluation et d'amélioration continue.** Dans cette même logique, toute proposition d'amélioration du document est bienvenue.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Structure du Plan de mobilisation des communes pour le climat

## Organisation des actions

Ce Plan comporte 32 actions, réparties en 7 axes :

1. Pratiques exemplaires
2. Aménagement et équipements résilients
3. Mobilité active
4. Économie durable
5. Prévention des déchets
6. Nature et prévention des risques
7. Mobilisation territoriale

## Structure des fiches

Chaque fiche comporte :

- Le titre de l'action et l'axe auquel elle se rattache ;
- Un paragraphe expliquant l'importance de l'enjeu ;
- Trois niveaux d'engagement d'une complexité croissante. Il sera demandé aux communes de choisir un niveau parmi ces trois ;
- Des dispositifs d'accompagnement ;
- Des indicateurs de suivi ;
- Un contact à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la thématique ;
- Des ressources complémentaires pour aller plus loin.

Les fiches indiquant le pictogramme  sont complétées par une fiche-outil annexée au document, apportant plus de détails sur le sujet et les actions proposées.

## Stratégie d'engagement

Le Plan de mobilisation des communes pour le climat comporte 32 actions subdivisées en 3 niveaux distincts. Aussi, l'objectif n'est pas que les communes et les mairies de secteur s'engagent à mettre en place la totalité des actions présentées ; il s'agit plutôt de cibler les efforts, afin de maximiser l'impact. Pour cela, différentes stratégies sont envisageables :

- Approfondir le travail sur certaines thématiques déjà investies par la commune ;
- Choisir des actions en fonction du référentiel d'un label national ou local (labels portés par l'ARBE ou le ministère de la Transition écologique ; stratégie définie avec l'ADEME dans le cadre du programme *territoire engagé dans la transition écologique*), afin que les actions entreprises dans le cadre du *Plan de mobilisation des communes* soient valorisées par ailleurs ;
- Cibler un axe du document en particulier et concentrer les efforts sur cette thématique plus large ;
- Proposer aux habitants de s'exprimer sur les actions qu'ils souhaiteraient voir mises en place en priorité, etc.

À titre indicatif, la Métropole Aix-Marseille-Provence recommande de **cibler entre 3 et 6 actions <u>nouvelles</u> (ou à approfondir en terme d'engagement) par an.**


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

## Suivi et évaluation

Les actions entreprises par les communes et les mairies de secteur seront suivies et évaluées par les équipes métropolitaines, à travers une visite annuelle dans la commune, et un bilan en fin d'année.

Ce bilan, basé sur les indicateurs mentionnés sur chaque fiche, sera effectué par la commune ou la mairie de secteur, avec l'appui des services métropolitains au besoin. Il sera demandé annuellement, et servira de base à leur engagement pour l'année suivante. Il permettra aux équipes métropolitaines d'apporter des conseils aux communes et aux mairies de secteur ayant rencontré des difficultés dans la mise en œuvre des actions, et de quantifier l'impact des actions entreprises sur les émissions et les consommations énergétiques du territoire.

À l'issue du bilan annuel, les communes et les mairies de secteur auront la possibilité de réviser la liste des actions choisies.

### Animation : Club des communes mobilisées (Ccommob) engagées pour le climat

Afin de faire vivre la dynamique du PCAEM dans les territoires, la Métropole Aix-Marseille-Provence créera et animera le **Club des communes mobilisées (Ccommob)** engagées pour le climat. Il prendra la forme de 3 demi-journées annuelles de rencontre, sur un enjeu spécifique du catalogue d'actions du Plan De Mobilisation des Communes pour le climat. Il permettra aux différents acteurs de partager leur expérience et de s'inspirer des projets menés ailleurs sur le territoire, afin de progresser collectivement dans l'action contre le changement climatique, et de nourrir la dynamique collective.

## Actualisation du Plan de mobilisation des communes pour le climat

Le Plan de mobilisation des communes pour le climat sera mis à jour annuellement. Les différentes remarques des communes et des mairies de secteur pourront être prises en compte lors de cette actualisation, et contribueront à améliorer le document d'année en année.

Chaque nouvelle version sera transmise aux communes et aux mairies de secteur, qui pourront alors réviser leur plan d'actions si elles l'estiment pertinent au regard de leur progression.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

## Comment concrètement engager la commune ?

La commune fixe son propre niveau de concertation pour choisir les **actions nouvelles ou celles pour lesquelles elle entendent hausser leur niveau d'engagement** (décision de quelques élus, décision en Conseil municipal, avec Délibération (non obligatoire), décision avec la population, ou en Commission extra-municipale …).

Le choix se fait dans le questionnaire en ligne. **Une case « Action nouvelle » permettra de distinguer les actions nouvellement ciblées ou déjà ciblées par le passé, mais pour lesquelles le niveau d'engagement est relevé, de celles qui étaient déjà ciblées mais dont le niveau d'engagement reste inchangé (dans ce dernier cas, seule la case correspondant au niveau d'engagement déjà atteint est cochée).**

Quelques informations pour compléter le questionnaire :

- Les actions sont classées par axe
- Au sein d'une action, vous ne pourrez choisir qu'une sous-action (1, 2 ou 3) et modifier votre choix en cliquant sur la gomme
- **La case « autre » permet de faire des commentaires, d'indiquer par exemple que l'action est déjà réalisée**, ou le sera ultérieurement ;
- En fin de questionnaire : l'identité de la Commune, de l'élu référent et du technicien référent sont des mentions obligatoires et une case autre, pour des commentaires éventuels

La Direction Stratégie Climatique se tient à votre disposition pour vous aider à compléter le questionnaire (écrire pour cela à planclimat@ampmetropole.fr).

A la fin du questionnaire, vous pourrez éditer un PDF imprimable, que vous conserverez.

L'équipe du Plan climat recevra vos réponses en ligne et retournera à l'élu et au technicien référents, par mail**, la Déclaration d'engagement réciproque dans le Plan de mobilisation des communes pour le climat**, laquelle sera ensuite signée par la Présidente de la Métropole.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Liste des abréviations

AAP : Appel à projets

AB : Agriculture biologique

ACTEE : Action des collectivités territoriales pour l'efficacité énergétique

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ADIL : Agence départementale d'information sur le logement

AFPEN : Agriculture Forêt Paysages Espaces naturels

AGAM : Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise

AGEC (loi) : Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire

ALEC : Agence locale de l'énergie et du climat

ANPCEN : Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes

ARBE : Agence régionale pour la biodiversité et l'environnement

ASL : Association syndicale libre

ATD 13 : Agence technique départementale des Bouches-du-Rhône

AUPA : Agence d'urbanisme du Pays d'Aix

BBC : Bâtiment basse consommation

BBCA : Association pour le développement du Bâtiment Bas Carbone (a développé son propre label pour les bâtiments)

CERDD : Centre ressource du développement durable

Cerema : Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

CERPAM : Centre d'études et de réalisations pastorales Alpes-Méditerranée

CidB : Centre d'information et de documentation sur le bruit

CNFPT : Centre national de la fonction publique territoriale

COFOR13 : Association des Communes forestières des Bouches-du-Rhône

CPIE : Centre permanent d'initiatives pour l'environnement

CRPF : Centre national de la propriété forestière

CSSE : Culture, sport et stratégie environnementale

DAJ : Direction des affaires juridiques

DD : Développement durable

DETR : Dotation d'équipement des territoires ruraux

DFCI : Défense des forêts contre l'incendie

DGA : Direction générale adjointe

DIY : *Do it yourself* (à faire soi-même)

DRASS : Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

DSIL : Dotation de soutien à l'investissement local

DUST : Développement urbain et stratégie territoriale

ECF : École de conduite française

EEDD : Éducation à l'environnement et au développement durable

EnR&R : Énergies renouvelables et de récupération

ENSOSP : École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers

EPCI : Établissement public de coopération intercommunale

FAPM : Fédération des acteurs des plans de mobilité

FNCCR : Fédération nationale des collectivités concédantes et régies

FNE : France Nature Environnement

FSC : Forest Stewardship Council (label de certification des forêts durables)

GART : Groupement des autorités responsables de transport

GBA : Glissières en béton armé

GEMAPI : Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Liste des abréviations

GR2013 : Sentier de grande randonnée 2013 (sentier métropolitain de randonnée dans l'aire urbaine de Marseille)

GREC-SUD : Groupe régional d'experts sur le climat en région Sud – PACA

ICU : Îlot de chaleur urbain

ISO : International Organization for Standardization (Organisation internationale de normalisation)

LPO : Ligue de protection des oiseaux

MTE : Ministère de la Transition écologique

OLD : Obligation légale de débroussaillement

OMS : Organisation mondiale de la santé

ONF : Office national des forêts

OPERAT : Observatoire de la performance énergétique, de la rénovation et des actions du tertiaire

OREEDD : Observatoire régional de l'éducation à l'environnement et au développement durable

PACA : Provence-Alpes-Côte d'Azur

PAT : Projet alimentaire territorial

PCAEM : Plan climat-air-énergie métropolitain

PCS : Plan communal de sauvegarde

PDMe : Plan de mobilité employeur

PDPFCI : Plan départemental de protection des forêts contre l'incendie

PEFC : Programme européen des forêts certifiées

PLU(i) : Plan local d'urbanisme (intercommunal)

PMPDMA : Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés

QAI : Qualité de l'air intérieur

RAMDAM : Rassemblement d'associations pour les modes de déplacements alternatifs dans la métropole d'Aix-Marseille-Provence

RFSC : Reference Framework for Sustainable Cities (Référentiel des villes et territoires durables)

RGE : Reconnu garant de l'environnement

RTM : Régie des transports métropolitains

SAFER : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural

SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

SDIS13 : Service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône

SPASER : Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables

SMED13 : Syndicat Mixte d'énergie du Département des Bouches-du-Rhône

SYDED : Syndicat départemental pour l'élimination des déchets ménagers

TLC : Textiles, linge et chaussures

UGAP : Union des groupements d'achats publics

WWF : World Wildlife Fund (Fonds Mondial pour la Nature)


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# ACTIONS PROPOSÉES
# 32 FICHES-ACTIONS



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 1. Mettre en place une démarche d'achats responsables

**La commande publique est un outil des politiques publiques qui peut être mobilisé au service de la transition énergétique du territoire. Le travail sur la fonctionnalité des achats et l'introduction de clauses sociales et/ou environnementales dans les marchés publics sont d'importants leviers pour réduire le gaspillage, les émissions de gaz à effet de serre et polluants, et développer l'économie locale.**

## S'engager

① Désigner une personne référente développement durable (DD) au sein de la commune, chargée de relayer les actualités auprès des différents services

② Cartographier les achats de la commune pour identifier les plus impactants socialement et écologiquement

③ Définir un plan d'actions annuel avec des objectifs précis à atteindre (en nombre de marchés ou en terme de projets à calibrer selon les principes du DD)

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de marchés publics incluant des considérations environnementales et/ou sociales

⇒ Montant financier des marchés publics incluant des considérations environnementales et/ou sociales

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Réseau Commande publique, achats publics : partage d'outils et de pratiques
- Formation des agents aux achats responsables
- Groupement de commandes
- Modèles de cahiers des charges incluant des critères de durabilité
- Convention de partenariat avec l'UGAP
- Conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée

## Contact

**Maya Ribault**

SPASER, Commande publique et Affaires juridiques

achat.mutualisation@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Aubagne, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Septèmes-les-Vallons
- Ressources complémentaires : DAJ, *Guide sur les aspects sociaux de la commande publique* ; France urbaine, *Méthodologie de mise en œuvre des obligations de l'article 58 de la loi AGEC dans les marchés publics* ; voir la fiche-outil dédiée pour plus de ressources.
- RAPPID Rapidd (developpement-durable.gouv.fr)
- Organisme spécialisé : l'Observatoire des achats responsables, obsar.asso.fr.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 2. Diffuser les bonnes pratiques pour la maîtrise de l'énergie au quotidien

**En 2017, la part des dépenses relatives à l'énergie dans la consommation des ménages était de 8,5% (MTE, 2019). Or, de nombreux gestes simples et gratuits permettent de réduire cette dépense. Alors que le coût de l'énergie augmente et que les ressources s'amenuisent, il est très important que chacun développe ces bonnes habitudes. Saviez-vous que 3 ampoules de 75W qui restent allumées une soirée consomment autant d'énergie qu'une lessive à 60°C ? En matière d'énergie, il n'y a pas de petites économies !**

## S'engager

① Afficher les écogestes à adopter dans tous les bâtiments publics

② Relayer le dispositif Écowatt ou tout autre dispositif de sensibilisation et les bonnes pratiques auprès des habitants et sur les supports de communication de la commune

③ Organiser des formations internes à la maîtrise de l'énergie au quotidien

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'actions de sensibilisation réalisées

⇒ Nombre d'agents formés

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Ateliers de sensibilisation à la maîtrise de l'énergie
- Fiches pratiques des bons gestes à adopter

**ADEME :**

- Conseils et bonnes pratiques pour les particuliers

## Contact

**Sonia Benmoussa**
Direction Transition énergétique

Sonia.benmoussa@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : par exemple, 12 communes autour d'Aubagne à travers la distribution de kits économie d'énergie aux ménages.
- Ressources complémentaires : FNCCR, guide *Les 8 éco-gestes des collectivités* ; ADEME, site internet Nos Gestes Climat (permet également aux ménages de calculer leur bilan carbone en ligne).
- Organismes spécialisés : ADEME, ALEC, AMORCE, CPIE du Pays d'Aix, Écowatt, FNCCR



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 3. Encourager la mobilité bas carbone au sein des services municipaux

**Face aux enjeux liés à la qualité de l'air, nos comportements en matière de mobilité doivent évoluer. Nous avons tous un rôle à jouer pour que notre remarquable cadre de vie redevienne respirable. La population métropolitaine est particulièrement exposée aux dépassements des seuils de polluants fixés par l'Union européenne, aussi l'enjeu est très important sur notre territoire. Les communes peuvent mettre en œuvre différentes actions en interne, montrant ainsi l'exemple à suivre.**

## S'engager

① Être exemplaire en matière de planification des déplacements, en élaborant et en faisant vivre un plan de mobilité employeur (PDMe)

② Favoriser le recours des agents municipaux aux modes actifs et collectifs, et/ou former le personnel de la commune à l'écoconduite

③ Privilégier les véhicules à faibles émissions lors du renouvellement de la flotte : 100% des achats ou renouvellements à l'horizon 2025

## Indicateurs de suivi

⇒ Engagement dans un PDMe

⇒ Nombre de personnes formées à l'écoconduite

⇒ Part des véhicules à faibles émissions dans les achats et renouvellements

## Dispositifs d'accompagnement

**Le Conseil Mobipro (Métropole Aix-Marseille-Provence)** :

- Service ressource à disposition des communes pour animer et concevoir le plan de mobilité https://mobipro.ampmetropole.fr/
- Aide à la création d'enquêtes
- Etudes de mobilité

**CPIE du Pays d'Aix** : Formation santé et qualité de l'air

## Contact

**Luis Ribeiro**

Solutions de mobilités pour les entreprises

luis.ribeiro@ampmetropole.fr

**Ou contacter le Conseil Mobipro : 04 84 89 09 89**
**mobipro.ampmetropole.fr**

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Aix-en-Provence, Allauch, Vitrolles, Marseille ;
- Ressources complémentaires : ADEME, Guide de formation à l'écoconduite.
- Organismes spécialisés : ECF pour les formations à l'écoconduite, FAPM, GART



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 4. Être exemplaire en matière de déchets

**Réduire sa production de déchets et trier les déchets recyclables sont indispensables pour relever le défi de la transition énergétique. En économisant des matières premières et en limitant les émissions de polluants, cela permet non seulement de préserver l'environnement, les ressources naturelles et la santé, mais également de réduire sa facture de gestion des déchets. Les collectivités ont un rôle d'exemplarité à jouer dans ce domaine.**

## S'engager

① Collecter et traiter séparément les recyclables au sein des différents sites communaux et sensibiliser le personnel à la prévention et au tri des déchets

② Développer l'éco-exemplarité en interne (réduire la consommation de papiers, supprimer l'utilisation de la vaisselle jetable et des conditionnements individuels, sensibiliser les agents…)

③ Supprimer les contenants en plastique et les contenants à usage unique au sein des lieux de restauration collective

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de sites équipés de points de collecte des recyclables

⇒ Nombre d'actions éco-exemplaires réalisées

⇒ Suppression des contenants à usage unique au sein de la restauration collective

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** : outils disponibles sur le site dechets.ampmetropole.fr

- Kit d'accompagnement des communes dans la réduction et le tri des déchets produits par leurs services
- Guide du tri des déchets

**ARBE** : accompagnement dans le cadre des chartes zéro déchet plastique

**ADEME** : retours d'expérience et outils

## Contacts

**Charleyn Voelkel**

Service Economie Circulaire

charleyn.voelkel@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Châteauneuf-les-Martigues, Coudoux, Miramas, Pertuis, Roquefort la Bédoule, Venelles, Vitrolles…
- La commune peut approfondir cette démarche en s'engageant dans la Charte des manifestations écoresponsables de la Métropole Aix-Marseille-Provence (voir fiche 32)
- Ressources complémentaires : Cercle national du recyclage *Bien gérer les déchets issus de l'activité des services publics, c'est possible !*



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 5. Intégrer les impacts climat-air-énergie-bruit dans la requalification des espaces publics

**L'urbanisme a un rôle central à jouer dans l'adaptation de nos sociétés au changement climatique. Bien pensée, la requalification des espaces publics peut favoriser cette adaptation de différentes manières : en privilégiant des formes urbaines qui favorisent la ventilation naturelle, des matériaux qui réduisent l'albédo et permettent l'infiltration de l'eau, en recourant à la végétalisation…**

## S'engager

① Former le personnel et les élus de la commune aux enjeux, outils et nouvelles pratiques professionnelles

② Systématiser la consultation et la concertation des organismes spécialisés (Cerema, CAUE, Agences d'urbanisme etc.) dans tout projet de requalification des espaces publics

③ Utiliser un référentiel d'aménagement durable pour les projets communaux, et intégrer des critères prescriptifs climat-air-énergie-bruit dans les appels d'offre

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de personnes formées

⇒ Nombre de projets exemplaires réalisés sur le territoire de la commune

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence :**

- Ingénierie, webinaires, conseil et travaux dans le cadre du programme *Envie de ville*
- Évaluation environnementale des projets : sensibilisation aux mesures d'évitement et de réduction, information sur les mesures compensatoires
- Club de l'aménagement : plan-guide de l'aménagement durable, séminaires.

**Cadre de référence de la ville européenne durable (RFSC) :** outil pour élaborer stratégies territoriales et projets urbains

**EnvirobatBDM :** accompagnement, formation, retours d'expérience, labellisation BDM

## Contact

**François Kellerhalls**
Direction Stratégie Climatique

planclimat@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Pour approfondir cette démarche, il est possible d'intégrer des clauses climatiques et environnementales dans les mandats et concessions d'aménagement, ou d'accroître les démarches de programmation-conception en maîtrise d'ouvrage urbaine.
- Communes déjà engagées dans la démarche : Vitrolles, Coudoux, Venelles
- Certifications : label ÉcoQuartier, label Bâtiment Durable Méditerranéen
- Ressources complémentaires : France Ville Durable, boîte à outils ; ADEME, *Guide AEU2*.
- Organismes spécialisés : Agam, Aupa, Cerema, EnvirobatBDM



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 6. Participer à l'amélioration de l'environnement sonore

**28% de la population se dit impactée par les nuisances sonores à l'échelle de la métropole. Le bruit des transports routiers représente une gêne récurrente qui affecte la santé et la qualité de vie des habitants. Les stratégies d'atténuation du bruit présentent de nombreux points de convergence avec les enjeux du Plan climat-air-énergie sur lesquels les communes disposent d'une capacité d'intervention.**

## S'engager

① Sensibiliser et former en interne et en externe aux enjeux et aux solutions de lutte contre le bruit

② Améliorer la prise en compte des enjeux sur le bruit dans le cadre des politiques publiques de la commune

③ Solliciter l'accompagnement de la Métropole pour le suivi des incidences des projets communaux sur l'environnement sonore

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de personnes sensibilisées

⇒ Nombre de capteurs acoustiques sur le territoire communal

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence - Observatoire de l'Environnement Sonore :**

- Déploiement de capteurs de bruit et réalisation de campagnes de mesures
- Suivi des incidences des projets communaux sur l'environnement sonore (mesures en faveur de l'aménagement d'infrastructures, pacification de la circulation, piétonnisation, restriction de circulation….)
- Études de scénarios — Proposition de pistes d'amélioration

## Contact

**Cécile Laurans**

Réduction des nuisances sonores

cecile.laurans@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Aix-en-Provence, Coudoux, Gardanne, Gignac-la-Nerthe, Istres, Septèmes-les-vallons, Venelles
- Ressources complémentaires : ADEME et CidB, guide *Convergence des actions Bruit, Climat, Air, Énergie* ; DRASS de Picardie, guide à l'usage du maire : *Lutte contre le bruit. Le maire, un acteur incontournable* ; Bruitparif, guide *Des solutions pour prévenir et lutter contre le bruit. Prendre en compte le bruit dans l'urbanisme*.
- Organismes spécialisés : Acoucité, ADEME, CidB, CPIE du Pays d'Aix



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 7. Participer à l'amélioration de la qualité de l'air

**La pollution atmosphérique, et en particulier l'exposition aux particules fines, est la deuxième cause de mortalité évitable en France. En 2020, toute la région dépassait les nouvelles lignes directrices de l'OMS pour les PM 2.5 (particules fines) et l'ozone. Plus de la moitié des habitants de la région résidaient dans une zone dépassant les nouvelles lignes directrices de l'OMS pour les PM10 (67% de la population) et le NO2 (56% de la population). La réduction de cette exposition est ainsi un enjeu majeur de santé publique.**

## S'engager

① Sensibiliser et former en interne et en externe aux enjeux et aux solutions d'amélioration de la qualité de l'air

② Améliorer la prise en compte des enjeux sur l'air dans le cadre des politiques publiques de la commune

③ Solliciter l'accompagnement de la Métropole pour le suivi des incidences des projets communaux sur la qualité de l'air

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de personnes sensibilisées

⇒ Nombre de diagnostics sur le territoire communal

⇒ Nombre de projets accompagnés

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence et Atmosud :**

- Aide au diagnostic , état des lieux, déploiement de capteurs et réalisation de campagnes de mesures si nécessaires
- Suivi des incidences des projets communaux sur la qualité de l'air (mesures en faveur de l'aménagement d'infrastructures, pacification de la circulation, piétonisation, restriction de circulation….)
- Déploiement d'outils de communication, de sensibilisation ou d'information sur la qualité de l'air : escape game, capteurs citoyens, formation

## Contact

**Justine Rivière**

Chargée de Mission Air et Santé-environnement

justine.riviere@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Aix-en-Provence, Allauch, Cabriès, Fos-sur-Mer, Les Pennes Mirabeau, Port-de-Bouc, Saint Chamas, Venelles, Ventabren …
- Ressources complémentaires : ADEME et CidB, guide *Convergence des actions Bruit, Climat, Air, Énergie pour une planification performante* ; ADEME, *Agir pour la transition : qualité de l'air*.
- Organismes spécialisés : ADEME, Atmosud, CPIE du Pays d'Aix, IECP, SPPPI



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 8. Améliorer la qualité de l'air intérieur, et dépolluer l'air des équipements éducatifs et des bâtiments publics

**La qualité de l'air intérieur (QAI) est un enjeu majeur de santé publique. En effet, nous passons près de 85% de notre temps dans un environnement clos, et, d'après les estimations de l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur, ce dernier serait 6 à 8 fois plus pollué que l'air extérieur. Il s'agit d'une voie d'exposition considérable aux polluants de l'air, avec des conséquences importantes pour la santé et le bien-être des citoyens.**

## S'engager

① Atteindre les exigences QAI dans les ERP* de la commune, avec une attention particulière pour ceux recevant jeunes enfants et adolescents
**Établissement recevant du public*

② Sensibiliser la population à l'enjeu de la qualité de l'air intérieur

③ Mettre en place un suivi régulier de la qualité de l'air intérieur dans les ERP

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de bâtiments analysés et mis à niveau

⇒ Nombre d'opérations de sensibilisation à la qualité de l'air intérieur menées

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Formation sur la réglementation QAI
- Accompagnement sur les matériaux à privilégier
- Fiche SPASER sur les produits d'entretien

**CPIE du Pays d'Aix** : formation sur la santé et la qualité de l'air

## Contact

**Céline Sales**

Ecologie urbaine, Bruit, Qualité de l'air

celine.sales@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Coudoux, Rousset, Le Tholonet, Vitrolles
- Ressources complémentaires : ministère de la Transition écologique et solidaire, *Pour une meilleure qualité de l'air dans les lieux accueillant des enfants et adolescents* et guide pratique d'accompagnement ; ADEME, *Au quotidien, un air sain chez soi* ; ADEME, projet écol'air.
  Cerema : Règlementation QAI
- Certification : label intAIRieur pour la QAI des bâtiments neufs
- Organismes spécialisés : Atmosud, CPIE du Pays d'Aix, Observatoire de la qualité de l'air intérieur



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 9. Massifier la rénovation énergétique des logements

**Les bâtiments représentent 40% de la consommation d'énergie de la France, et sont responsables de 27% des émissions de $CO_2$. En parallèle, 6,7 millions de Français sont aujourd'hui en situation de précarité énergétique. Sur le territoire métropolitain, 20% du parc de logement a une étiquette E, F ou G. Ainsi, la rénovation énergétique des logements est un enjeu majeur pour la France, et également pour la Métropole.**

## S'engager

① Communiquer en interne et en externe sur le dispositif métropolitain d'accompagnement de la rénovation énergétique des logements privés

② Identifier les zones à rénover prioritairement et y déployer des actions ciblées (communication, actions de planification, développement d'énergies renouvelables...)

③ Organiser des temps de rencontre entre les professionnels de la rénovation et les particuliers : forum, salons, réunions publiques, webinaires

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'actions de communication menées

⇒ Nombre de rénovations énergétiques réalisées sur la commune

⇒ Nombre de rencontres avec les particuliers

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Dispositif Allo rénov'énergie et supports de communication

**ALEC, CPIE du Pays d'Aix, ADIL, en partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Organisation de temps de rencontre avec les particuliers et les professionnels

## Contact

**Isabelle Fichard**

Direction de la Transition Energétique

Isabelle.fichard@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Ressources complémentaires : ADEME, infographie *Comment et pourquoi isoler son logement ?* ; ADEME, page internet *Par où commencer les travaux de rénovation ?* ; ADEME, guide *La rénovation performante par étape*.
- Certifications : BBC, BBCA pour les bâtiments basse consommation ; RGE pour les professionnels (Reconnu Garant de l'Environnement).
- Organismes spécialisés : ALEC, CPIE du Pays d'Aix (eco-renovez.fr)



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 10. S'engager dans la rénovation énergétique du patrimoine de la commune

**En France, les bâtiments représentent 75% de la consommation d'énergie des collectivités, et un tiers des émissions de $CO_2$ des bâtiments proviennent des bâtiments publics. Dans ce contexte, la rénovation énergétique du patrimoine public est un enjeu prioritaire qui répond à au moins quatre objectifs : environnemental, économique, réglementaire (dispositif éco-énergie tertiaire) et de confort pour les usagers.**

## S'engager

① Faire l'inventaire du patrimoine et de ses consommations énergétiques

② Adhérer à l'offre d'Econome de flux proposée par la Métropole

③ Engager les travaux de rénovation énergétique du patrimoine

## Indicateurs de suivi

⇒ kWh économisés sur les bâtiments rénovés

⇒ Nombre de rénovations réalisées

## Dispositifs d'accompagnement

**FNCCR** : base de ressources ACTEE

**ALEC et CPIE du Pays d'Aix** : Econome de flux

**ADEME** : plateforme OPERAT pour le dispositif « Eco Energie Tertiaire »

**Métropole Aix-Marseille-Provence** : fiches retour d'expérience ACTEE

**Département des Bouches-du-Rhône** : aides financières

**État** : DSIL /DETR

## Contact

**Isabelle Fichard**

Direction de la Transition Energétique

Isabelle.fichard@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- **Pour avoir une visibilité sur le long terme des échéances de travaux à venir, les collectivités peuvent établir un plan patrimoine pluriannuel**
- 36 communes engagées dans le cadre du programme ACTEE 2021-2023, 31communes engagées avec ACTEE+ pour 2024-2026.
- Ressources complémentaires : informations sur le contexte et les enjeux sur le site de la Banque des Territoires ; exemples et retours d'expérience dans le guide *Rénovation énergétique et environnementale des bâtiments tertiaires* de l'ADEME.
- Certifications : BBC, BBCA pour les bâtiments basse consommation ; BDM ; RGE pour les professionnels (Reconnu Garant de l'Environnement).
- Organismes spécialisés : ADEME, ALEC, AMORCE, CPIE du Pays d'Aix (Maison Énergie Habitat Climat), Envirobat-BDM, Observatoire BBC en PACA



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 11. Maîtriser la consommation énergétique de la commune

**Les factures énergétiques représentent en moyenne 8 à 15% du budget général des collectivités, ce qui en fait un poste non négligeable de dépenses. La plupart des décisions prises par une collectivité ont des conséquences sur sa consommation d'énergie, et constituent autant d'occasions d'agir en faveur de la transition énergétique.**

## S'engager

① Adhérer à l'offre Économe de flux proposée par la Métropole

② Obtenir ou maintenir la certification ISO 50 001 attestant d'une gestion énergétique responsable et maîtrisée

③ Créer un comité transversal destiné à mettre en place des actions de maîtrise de l'énergie (hors travaux)

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'actions menées dans le cadre des conseils

⇒ kWh économisés par la baisse des consommations d'énergie

## Dispositifs d'accompagnement

**ALEC et CPIE du Pays d'Aix** :

- Économe de flux
- Webinaires sur l'ingénierie territoriale

**ADEME, CNFPT, ATD 13** : formations à la maîtrise de l'énergie et au management énergétique, pour élus et techniciens

## Contact

**Isabelle Fichard**

Direction de la Transition Energétique

Isabelle.fichard@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- La maîtrise de l'éclairage public et la rénovation énergétique du patrimoine sont deux autres leviers importants pour faire baisser la facture énergétique de la commune.
- Communes déjà engagées dans la démarche : Coudoux, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, Venelles …
- Ressources complémentaires : guides AMORCE à destination des élus
- Certifications : norme ISO 50 001 *Management de l'énergie,* démarche *territoire engagé transition écologique* de l'ADEME.
- Organismes spécialisés : ADEME, ALEC, CPIE du Pays d'Aix, SMED13



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 12. Développer la production d'énergies renouvelables et de récupération sur le territoire

**Aujourd'hui, seulement 4% des consommations énergétiques de la Métropole sont couvertes par sa production d'énergies renouvelables et de récupération (EnR). Or, le territoire métropolitain dispose de nombreux gisements d'énergies renouvelables, notamment d'origine solaire, grâce au fort ensoleillement local.**

## S'engager

① Élaborer une stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération (thermique et électrique) : besoins et potentiels

② Soutenir les projets d'EnR qui émergent sur le territoire ; créer un comité extra-municipal dédié aux projets d'EnR ; participer à/encourager l'émergence d'une coopérative citoyenne

③ Systématiser l'installation de dispositifs de production d'énergies renouvelables lors de la rénovation et de la construction d'équipements municipaux

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de projets d'EnR sur le territoire de la commune

⇒ Nombre de kWh EnR produits

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Conseil et ingénierie technique
- Fiche-outil sur les ressources à destination des porteurs de projet
- Financement dans le cadre du Contrat Chaleur renouvelable territorial (Fonds chaleur ADEME)

**Région Sud** : aides pour les porteurs de projet

**Département 13 :** dispositif d'aide aux communes

## Contact

**Marie Lootvoet**
Direction de la Transition Energétique
marie.lootvoet@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Coudoux, Gardanne, Martigues, Septèmes-les-Vallons, Venelles, Vitrolles, …
- *Photovoltaique.info*
- Ressource complémentaire : ADEME, Photovoltaïque et collectivités territoriales, guide pour une approche de proximité.
- Organismes spécialisés : Coopératives citoyennes, Énergie Partagée



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 13. Encourager la mobilité piétonne

**Notre territoire souffre aujourd'hui de nombreuses nuisances engendrées par un usage massif des véhicules motorisés. Au temps passé dans les bouchons, à la pollution de l'air, et au bruit excessif s'ajoute la pression exercée par la voiture sur l'espace public… Pour une mobilité plus respectueuse de l'environnement et un cadre de vie amélioré, les modes actifs doivent être encouragés et la marche considérée comme un véritable mode de déplacement. Ensemble, nous pouvons favoriser la mobilité piétonne sur nos territoires !**

## S'engager

① Faire des zones de circulation apaisées le principe d'aménagement des voies locales des centres-villes et des noyaux villageois

② Proposer des largeurs de trottoirs à 1,80 mètres pour tous les nouveaux projets d'aménagement ou de requalification d'espace public

③ Créer une signalétique piétonne avec indication des temps de parcours vers les principaux points d'attractivité

## Indicateurs de suivi

⇒ Pourcentage de voirie en zones apaisées

⇒ Pourcentage de trottoir à 1,80m

⇒ Présence d'une signalétique piétonne adaptée

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Plan de Mobilité Métropolitain déclinés en Plans locaux de Mobilité
- Schéma des modes actifs

## Contact

**Sylvie Ferrarin**
Plans locaux de mobilité
sylvie.ferrarin@ampmetropole.fr

**Anais Fiastre**
anais.fiastre@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche de Plan local de mobilité : Berre l'Etang , Cassis, Ceyreste, Coudoux, La Ciotat, La Fare les Oliviers, Marseille, Rognac,Velaux, Ventabren
- Ressource complémentaire : Cerema, série de fiches *Favoriser la marche*.
- Organismes spécialisés : ADEME, Cerema



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 14. Développer l'usage du vélo

**Bon pour la santé, bon pour la planète : le vélo est un mode de déplacement à promouvoir. De plus en plus d'habitants choisissent cette modalité de transport pour leurs déplacements quotidiens. Cependant, cette part peut encore être augmentée : il y a un lien direct entre le nombre de cyclistes et l'existence d'infrastructures adéquates. Ainsi, les communes peuvent agir pour développer cette pratique en développant des infrastructures adaptées et en soutenant les services dédiés.**

## S'engager

① Lancer un schéma directeur cyclable sur sa commune afin d'identifier le réseau cyclable structurant et secondaire et programmer sa réalisation

② Développer le stationnement vélo sécurisé et non sécurisé

③ Promouvoir l'usage du vélo dès le plus jeune âge et communiquer sur les services vélos en place

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de kms d'aménagement cyclable sur la commune

⇒ Nombre de stationnements vélo sécurisés et non sécurisés

⇒ Nombre d'actions de promotion

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Service levelo+ : vélo en location longue durée
- Service l'abri vélo : abris vélos sécurisés dédiés à l'intermodalité avec les transports
- Action de sensibilisation auprès des scolaires et évènementiels
- Outil Géovélo : outil participatif d'itinéraires vélo
- Aide en ingénierie pour le développement des réseaux cyclables des communes.
- Schéma des modes actifs
- Plans locaux de mobilités (déclinant le Plan de mobilité métropolitain)

**Département des Bouches-du-Rhône :**
Aide aux communes, subvention pour le développement des itinéraires vélo

## Contact

**Sylvie Ferrarin**

Plans locaux de mobilité

sylvie.ferrarin@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Aix-en-Provence, Fos-sur-Mer, Salon-de-Provence…
- Ressources complémentaires : ADEME, *Développer la culture vélo dans les territoires* ; Cerema, *Rendre sa voirie cyclable : les clés de la réussite*.
- Organismes spécialisés : ADEME, Cerema
- Association : RAMDAM



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 15. Développer l'économie circulaire et le réemploi sur le territoire

**Donner une seconde vie à ses objets permet de réduire son empreinte écologique, son volume de déchets et de faire des économies. Favoriser le réemploi, c'est aussi participer à la relocalisation d'emplois et à la création de lien social, et donc à la création d'une dynamique vertueuse dans les territoires.**

## S'engager

① Mettre un local à disposition pour des ateliers de réparation et DIY* au sein des services, encourager la mise en place sur le domaine public des « boîtes à livres ou à dons » et relayer la politique métropolitaine de réemploi

** DIY : Do it yourself/fais le toi même*

② Favoriser l'implantation de structures solidaires de réemploi : mise à disposition d'un local, soutien financier ou technique…

③ Intégrer le réemploi dans les achats de la commune (acheter d'occasion auprès des acteurs du territoire) et/ou encourager le réemploi des ordinateurs et mobiliers réformés de la Commune via des partenaires locaux (ressourceries, entreprises de l'ESS...)

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'ateliers organisés

⇒ Nombre de structures solidaires de réemploi accompagnées par la commune

⇒ Nombre de marchés publics intégrant le réemploi et/ou conventions attestant du don du matériel réformé de la commune

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Kit d'accompagnement des communes dans la réduction et le tri des déchets produits par leurs services
- Guide (lien)du Réemploi (avec liste des ressourceries)

## Contacts

**Charleyn Voelkel**

Service Economie Circulaire

charleyn.voelkel@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Aubagne, La Roque-d'Anthéron, Martigues, Miramas, Peyrolles-en-Provence, Vitrolles…
- Ressources complémentaires : ADEME et AMORCE *Élaborer et mettre en œuvre une stratégie territoriale de réemploi et de réutilisation* ; site internet *Longue vie aux objets* pour la réparation, *Bien gérer les déchets issus de l'activité des services publics, c'est possible !*
- Organismes spécialisés : L'Association régionale des ressourceries ; le réseau des répar'acteurs (animé par la Chambre des métiers et de l'artisanat)



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 16. Accompagner les commerçants locaux à la réduction et au tri des déchets

**Le commerce et la production de proximité sont bénéfiques pour l'environnement car ils réduisent la distance parcourue par les marchandises avant achat, et donc les émissions de polluants et de gaz à effet de serre liées au transport. L'économie circulaire, à travers ses 3 domaines et 7 piliers, vise à rendre ces activités économiques encore plus vertueuses à chaque étape de la chaîne de valeur.**

## S'engager

① Organiser régulièrement des marchés de producteurs locaux ; mettre en valeur les commerçants locaux

② Inciter les commerçants à s'engager dans le dispositif Eco défis des Territoires

③ Organiser le tri au sein des marchés forains et procéder à la collecte et au traitement des déchets triés ou obliger les forains à repartir avec leurs déchets

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de marchés de producteurs organisés

⇒ Nombre de commerçants engagés le dispositif Eco défis des Territoires

⇒ Mise en place du tri au sein des marchés forains et traitement des déchets triés

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Informations relatives aux déchets des professionnels disponibles sur le site dechets.ampmetropole.fr
- Kit d'accompagnement des communes dans la réduction et le tri des déchets produits par leurs services
- Guide du don alimentaire

## Contacts

**Charleyn Voelkel**

Service Economie Circulaire

charleyn.voelkel@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Dispositif Eco Défis des Territoires
- Ressource complémentaire : ADEME guide *En la matière, soyez efficaces ! Tri à la source des 9 flux*.
- Organismes spécialisés : ARBE, CPIE, Écoscience Provence, Zero Waste Pays d'Aix ou Marseille, CCI Aix-Marseille-Provence



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 17. Faciliter le développement du pastoralisme sur le territoire

**Le sylvopastoralisme (plus communément appelé pastoralisme en forêt) est un mode d'élevage qui présente plusieurs vertus pour le territoire métropolitain : il limite le risque d'incendies et la propagation du feu par le pâturage (diminution de la broussaille et donc de la biomasse combustible), permet de trouver de nouvelles synergies entre polyculture et élevage, et favorise la consommation de viande et de produits laitiers de qualité locaux. Cette pratique permet de valoriser et d'entretenir les espaces forestiers.**

## S'engager

① Sensibiliser les propriétaires d'espaces naturels et forestiers à la thématique et à l'intérêt du sylvopastoralisme

② Mettre à disposition des espaces agricoles et naturels publics pour le pâturage

③ Acquérir de nouvelles propriétés forestières pour les mettre à la disposition d'éleveurs

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'actions de sensibilisation menées

⇒ Evolution du nombre d'éleveurs concernés

⇒ Évolution de la superficie dédiée au pâturage dans la commune

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence, Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône** :

- Contrat de coopération pour identifier les potentialités pastorales d'intérêt DFCI et mettre en place une animation pour accompagner les éleveurs et les propriétaires
- Adhésion de la Métropole à l'association des communes pastorales
- Accompagnement dans le cadre de la charte des communes du PAT 13

**CERPAM** : Page internet d'offre et de demande de places en pâturage

## Contact

**Philippe Pintore**

Chargé de mission agro-écologie,
Service Agriculture durable

philippe.pintore@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Les communes peuvent travailler avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône et le CERPAM en complément du Contrat de coopération
- Communes déjà engagées dans la démarche : Auriol, Belcodène, Gignac-la-Nerthe, Istres, Lançon de Provence, Saint-Zacharie, Salon de Provence Septèmes-les-Vallons,,…
- Organismes spécialisés : Association des communes pastorales, CERPAM, Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, Maison de la transhumance



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 18. Soutenir l'agriculture locale et durable et les circuits-courts

**La production agricole durable et la commercialisation en circuits-courts sont des demandes croissantes des consommateurs et des producteurs des Bouches-du-Rhône. Relocaliser la production agricole permet d'agir sur plusieurs facteurs sociaux, environnementaux et économiques. La préservation des paysages agricoles, l'accroissement de la biodiversité, la reconnexion entre producteurs et consommateurs, la réduction du nombre de kilomètres parcourus par les produits avant consommation, l'amélioration de la santé des habitants…**

**Les communes peuvent soutenir ces initiatives par différents moyens.**

## S'engager

① Protéger et valoriser les terres agricoles (Zones Agricoles Protégées, installation d'agriculteurs, etc.)

② Accompagner et promouvoir le développement des circuits courts (Marchés de producteurs, communication, etc.)

③ Inscrire des critères de qualité de l'alimentation et favoriser l'approvisionnement local dans la commande publique

## Indicateurs de suivi

⇒ Evolution de la surface agricole utile (SAU)

⇒ Nombre de points de vente en circuit court sur la commune et nombre d'agriculteurs en démarche de proximité

⇒ Nombre de marchés publics incluant des critères de qualité et favorisant l'approvisionnement local

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** : Conseils et ingénierie technique afin d'aider à la définition et la mise en place d'un projet adapté au territoire (charte d'engagement des communes du PAT 13)

**Territoires Fertiles :** outils de diagnostic du territoire et formations pour les élus

**TRAME** : association spécialisée dans la structuration de collectifs d'agriculteurs porteurs d'un projet de création de magasin de producteurs

## Contact

**Marie GOUMARRE**

Animation du Club des communes mobilisées (Ccommob) du Projet Alimentaire Territorial

marie.goumarre@ampmetro

## Pour aller plus loin

- La charte d'engagement des communes du PAT 13 permet aux communes de bénéficier d'outils et d'accompagnements sur ces thématiques.
- Communes déjà engagées dans la démarche : Aix-en-Provence, Auriol, Belcodène, Gardanne, Marseille, Saint-Savournin, Salon-de-Provence
- Ressources complémentaires : Magpro, guide *Collectivités territoriales : pourquoi et comment accompagner les magasins de producteurs ?* ; Les Greniers d'Abondance, Guide *Vers la résilience alimentaire. Faire face aux menaces globales à l'échelle des territoires*.
- Certifications : label ECOCERT En Cuisine pour les restaurants collectifs
- Organismes spécialisés : Agribio13, Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, GR CIVAM, Les Greniers d'Abondance, Magpro, Réseau Bio de PACA



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 19. Diversifier les sources de protéines dans la restauration collective

**D'après le WWF, 25 à 30% de l'empreinte carbone des Français est liée à leur alimentation, la surconsommation de protéines d'origine animale étant responsable d'une part importante de ce pourcentage. Repenser nos habitudes alimentaires, en privilégiant la viande locale et labellisée, permet de lutter efficacement contre le changement climatique en limitant les émissions de gaz à effet de serre et de polluants liées au transport et à l'élevage intensif.**

## S'engager

① Respecter la loi EGalim en proposant un repas végétarien par semaine, et former le personnel de cantine à l'introduction de protéines végétales dans les menus

② Instaurer 2 repas végétariens par semaine, et augmenter de 10% la quantité de produits locaux servis (région PACA et départements limitrophes)

③ Proposer au moins 60% de produits bio et/ou locaux (région PACA et départements limitrophes) et proposer une alternative végétarienne quotidienne

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de repas végétariens

⇒ Nombre de formations et/ou de personnes formées

⇒ Pourcentage de produits locaux servis (région PACA et départements limitrophes)

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** : accompagnement dans le cadre de la charte d'engagement des communes du PAT 13

- Formations à travers le réseau de la restauration collective durable
- AAP pour bénéficier du soutien d'un bureau d'études dans son projet de restauration collective durable
- Conseil et ingénierie technique, boîte à outils

## Contact

**Lison Postel**

Alimentation durable en restauration collective

l.postel@ville-arles.fr

## Pour aller plus loin

- La charte d'engagement des communes du PAT 13 permet aux communes de bénéficier d'outils et d'accompagnements sur cette thématique.
- Communes déjà engagées dans la démarche : Aix-en-Provence, Aubagne, Marseille, Miramas, Salon de Provence, Septèmes-les-Vallons, La Ciotat
- Ressources documentaires : WWF, *Viande : en consommer moins, mais mieux ;* Vegecantines ; Gouvernement, site internet Ma Cantine.
- Certifications : label AB ou label rouge pour la viande ; label ECOCERT En Cuisine pour les restaurants collectifs ; Mon Restau Responsable, Haute Valeur Environnementale (niveau 2 minimum).
- Organismes spécialisés : Agores, ARBE, Restau'co, Un Plus Bio, Mouvement des cuisines nourricières, collectif Les pieds dans le plat.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 20. Réduire le gaspillage alimentaire dans la restauration scolaire

**Saviez-vous qu'un tiers des aliments produits sur la planète finissent à la poubelle ? En France, ce sont 10 milliards de tonnes de nourriture qui sont jetées chaque année. Pour un restaurant d'école primaire accueillant 200 enfants, ce sont 3,4 tonnes de nourriture gaspillées par an, soit l'équivalent de 13.800 repas, pour un coût moyen sur l'achat de denrées de 20.000 euros/an. De nombreux leviers existent pour limiter ce gaspillage dans la restauration scolaire.**

## S'engager

① Déployer une campagne de sensibilisation au gaspillage alimentaire dans les écoles

② Déployer un plan d'actions anti-gaspi dans tous les sites de restauration collective de la commune

③ Valoriser les biodéchets de restauration collective par compostage ou méthanisation

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'actions de sensibilisation menées

⇒ Évolution du tonnage de gaspillage alimentaire évité

⇒ Nombre de sites où sont collectés et traités les biodéchets

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Boîte à outils pour les communes « lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration scolaire » : outils pour réaliser son auto-diagnostic et établir son plan d'actions, sur la base de retours d'expériences locaux et de fiches actions concrètes
- Kit d'accompagnement des communes dans la réduction et le tri des déchets produits par leurs services
- Accompagnement dans le cadre de la charte d'engagement des communes du PAT 13, réunions du réseau Nos Cantines Durables sur le gaspillage alimentaire : échanges d'expériences, visites…
- Guide du don alimentaire

## Contacts

**Charleyn Voelkel**

Service Economie Circulaire

charleyn.voelkel@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Châteauneuf-les-Martigues, Gardanne, Gignac-la-Nerthe, Miramas, Septèmes-les-Vallons, Trets, Vitrolles…
- La charte d'engagement des communes du PAT 13 permet aux communes de bénéficier d'outils et d'accompagnements sur cette thématique
- L'Appel à projets « Nos cantines durables » permet de bénéficier d'un accompagnement personnalisé gratuit
- Ressources complémentaires : ADEME guide *Réduire le gaspillage alimentaire en restauration collective* ; France Nature Environnement infographies et rapports
- Certifications : label Ecocert en Cuisine, label Mon Restau Durable
- Organismes spécialisés : ARBE, France Nature Environnement, RÉGAL'im



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 21. Promouvoir les gestes de tri auprès des habitants

**« Le meilleur déchet est celui qui n'existe pas ». Et pour les autres, ils convient de trier ceux qui sont recyclables. En France, 40% des déchets jetés avec les ordures ménagères pourraient être recyclés. Trier est un geste simple, qui permet de lutter contre la pollution tout en économisant de l'énergie et des ressources. Le verre, le papier, les emballages en plastique, en métal ou en carton sont autant de matières recyclables. Une fois triées, elles deviennent de nouvelles matières premières, créant ainsi un cycle durable.**

## S'engager

① Relayer les politiques métropolitaines de prévention et de tri des déchets auprès des habitants

② Organiser des actions de sensibilisation à la prévention et au tri des déchets, ou des opérations ponctuelles de nettoyage de la nature

③ Organiser un défi « familles zéro déchet » dans la commune

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'articles parus et/ou d'informations diffusées

⇒ Nombre d'actions de sensibilisation menées

⇒ Organisation d'un défi « familles zéro déchet »

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Géolocalisation des points d'apports volontaires des recyclables disponibles sur l'application Déchets Aix-Marseille-Provence, ou le site dechets.ampmetropole.fr
- Conseils pratiques sur la prévention des déchets
- Guide du tri des déchets
- Eco-ambassadeurs pour les actions de sensibilisation
- Visites (centre de tri, centre d'enfouissement, incinérateur…)

## Contacts

**Charleyn Voelkel**
Service Economie Circulaire

charleyn.voelkel@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- La ville de Miramas a organisé plusieurs Défis Familles Zéro Déchet
- Ressources complémentaires : ADEME, guide pratique *Que faire de ses déchets ?*
- L'association MerTerre qui a mis en place deux plateformes collaboratives, ReMed Zéro Plastique et Zéro Déchets Sauvage. L'objectif de ces plateformes est de contribuer à la réduction des déchets sauvages qui aboutissent en mer.
- Organismes spécialisés : une multitude d'entreprises spécialisées dans le tri et le recyclage de divers déchets, Lemon Tri, ou encore Recyclop.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 22. Massifier le recours au compostage sur la commune

**Le recours au compostage permet de réduire d'un tiers le volume de déchets collectés, et de créer une matière organique riche et nutritive pour les sols et plantations. Le compost est une ressource précieuse, facile à produire et à utiliser, aussi bien par les particuliers dans leur jardin que par les services communaux dans l'entretien des espaces verts.**

## S'engager

① Relayer la politique métropolitaine de compostage auprès des habitants

② Mettre à disposition des espaces publics pour la mise en place de dispositifs de compostage collectifs, et participer à leur gestion

③ Équiper les sites communaux concernés de composteurs collectifs et assurer leur suivi

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'articles parus ou d'informations diffusées

⇒ Nombre de composteurs collectifs sur la commune

⇒ Nombre de sites communaux équipés de composteurs

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Kit d'accompagnement des communes dans la réduction et le tri des déchets produits par leurs services
- Mise à disposition de composteurs individuels, collectifs, et de lombricomposteurs pour les administrés (délibération cadre du 29/06/2023)
- Guide du compost à destination des habitants
- Temps forts de communication deux fois par an
- Bonnes pratiques et consignes sur le site internet dechets.ampmetropole.fr et sur l'application Déchets Aix-Marseille-Provence

## Contacts

**Christelle Deblais**

Prévention des déchets

christelle.deblais@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Coudoux, Jouques, Marseille, Meyrargues…
- Cette action est à mettre en lien avec la valorisation des déchets verts
- Ressource complémentaire : ADEME guides pratiques *Le compostage et le paillage, Faire son compost, Comment bien pailler au jardin ?*
- Organismes spécialisés : Réseau Compost PACA



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 23. Limiter la production de déchets verts des services techniques et cimetières

**La combustion des déchets verts est très polluante, et pourtant, en France, près d'un million de tonnes de déchets verts partent en fumée chaque année. Leur dépôt en déchetteries, quant à lui, engendre des coûts de transport et de traitement importants. Or, ces déchets constituent une ressource et peuvent être valorisés localement. Ils peuvent ainsi être utilisés de différentes manières, notamment dans l'entretien des espaces verts, permettant ainsi d'apporter un amendement, et de faire diminuer les coûts d'entretien et de traitement. Mais avant tout, il convient de prévenir leur production.**

## S'engager

① Sensibiliser et former le personnel des services techniques aux bonnes pratiques professionnelles en matière de déchets verts, et relayer la politique métropolitaine sur ce sujet

② S'impliquer dans le groupe de travail « déchets verts » animé par la Métropole Aix-Marseille-Provence

③ Établir un diagnostic de la production de déchets verts communaux (espaces verts, cimetières…), puis mettre en place un plan d'actions pour atteindre Zéro déchet vert en 2025 via le broyage, le paillage, le compostage…

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'actions de sensibilisation menées

⇒ Participation de la commune au groupe de travail métropolitain

⇒ Évolution de la production annuelle de déchets verts

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Réseau/groupe de travail « déchets verts » : échange d'expériences, visites…
- Guide « Des trésors verts dans ma commune »

**Bours'o Vert :** plateforme régionale de don de broyat

## Contacts

**Charleyn Voelkel**
Service Economie Circulaire

charleyn.voelkel@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Aix-en-Provence, Cassis, Jouques, La Fare les Oliviers, Marignane, Marseille, Miramas…
- Ressources documentaires : ADEME guide *Alternatives au brûlage des déchets verts* ; CPIE d'Ajaccio et commune d'Afà guide *Stop au brûlage ! Valorisation de proximité des déchets verts*.
- Organisme spécialisé : Réseau Compost PACA



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 24. Améliorer la gestion, la protection et la valorisation de la forêt métropolitaine

**Les forêts sont des écosystèmes riches et complexes qui remplissent plusieurs fonctions capitales pour nos sociétés : environnementales (atténuation des événements climatiques extrêmes, biodiversité, stockage du carbone, stabilisation des sols, production d'oxygène...), économiques (exploitation des ressources et création d'emplois locaux non délocalisables) et sociales (accueil du public, tourisme, activités sportives, paysage). Menacées par le changement climatique et les incendies, nos forêts doivent plus que jamais faire l'objet d'une gestion durable.**

## S'engager

① Se conformer aux obligations légales : i) Élaborer un plan d'aménagement avec l'ONF ii) Communiquer sur la multifonctionnalité de la forêt envers le grand public et faire respecter les obligations légales de débroussaillement par les propriétaires privés

② Prendre des mesures pour faciliter la circulation des engins de coupe (accès, dessertes forestières, aménagement du territoire, documents d'urbanisme)

③ Impulser une gestion durable de la forêt privée en concertation avec la gestion de la forêt publique communale et valoriser la ressource locale en construisant en pin d'Alep local.

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de mesures prises pour assurer la gestion durable de la forêt

⇒ Nombre d'ha faisant l'objet d'un plan d'aménagement

⇒ Surface de forêt certifiée PEFC ou FSC

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Appui pour la mise en place de mesures de préservation et de valorisation forestière (construction bois local)
- Réalisation de travaux de DFCI dans le cadre du PDPFCI
- Mise à disposition d'informations et communication concernant la multifonctionnalité de la forêt et les missions de la Métropole, et mobilisation des partenaires

**ONF** : Conseil sur la gestion de la forêt communale, proposition d'un plan d'aménagement, réalisation de travaux ; **CRPF** : Accompagnement pour le regroupement en ASL de propriétés forestières privées.

**Association des Communes forestières (COFOR 13) :** représente les communes et défend leurs intérêts dans le domaine forestier

## Contact

**Chantal Demaria**

Valorisations forestières

chantal.demaria@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Des communes du territoire sont déjà engagées dans la démarche : Belcodène, Coudoux, Jouques, Lamanon, Peyrolles, Septêmes, Simiane-Collongue…
- Certifications : les labels PEFC et FSC peuvent valoriser l'engagement de la commune dans la gestion durable de la forêt
- Partenaires forestiers : Ass. Forêt Modèle, Ass. France Forêt PACA, Ass. Forêt Méditerranéenne, COFOR 13, CRPF, DDTM, FIBOIS SUD, Fransylva, ONF, SDIS13
- Réaliser travaux de construction et d'aménagements urbains en pin d'Alep, s' engager dans le pacte bois et matériaux biosourcés porté par Fibois Sud et la Dreal



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 25. Mettre en place une démarche de désimperméabilisation des sols

**La perturbation du cycle naturel de l'eau a des conséquences non seulement au niveau environnemental, mais aussi sur la qualité de vie en ville : risque inondations, pollution excessive de l'eau liée au ruissellement, etc. Pour lutter contre ces phénomènes, une solution consiste en la désimperméabilisation des sols, afin de permettre à l'eau de s'infiltrer directement là où elle tombe.**

## S'engager

① Déployer une campagne annuelle de sensibilisation sur l'enjeu de la perméabilité des sols et de la gestion des eaux pluviales à la parcelle

② Mettre en application le plan d'actions proposé dans le cadre du diagnostic du potentiel de désimperméabilisation décliné à l'échelle de la commune et répondre à l'AMI « pour des cours d'école désiperméabilisées et renaturées »

③ Travailler à l'application, dans l'instruction des permis de construire, des nouvelles orientations de gestion des eaux pluviales et de désimperméabilisation (PLUi)

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'actions de sensibilisation menées

⇒ Nombre d'opération de désimpreméabilisation

⇒ Evolution annuelle de la surface de sols désimperméabilisés

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence :**

- Cartographie du potentiel de désimperméabilisation et programme d'actions priorisé à l'échelle de commune (juin 2023) : Une fiche par commune et webinaire de prise en main
- Accompagnement technique pour la gestion intégrée à la source des eaux pluviales dans le cadre de projets d'aménagements espaces publics ou privés
- Supports pédagogiques et cycles de formation à l'attention des acteurs de l'aménagement et des services instructeurs de permis de construire

**Agence de l'eau :** différents appels à projet, aides ou primes peuvent permettre de financer des opérations de désimperméabilisation

**Aides financières :** Département des Bouches-du-Rhône, GEMAPI (selon projet ), Région PACA

## Contact

**Nadine Florence**

Dés-imperméabilisation et Gestion alternative des eaux pluviales

nadine.florence@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Cette action est liée à la lutte contre les îlots de chaleur urbains, et au développement de la nature en ville.
- Ressources complémentaires : GRAIE, guides et possibilité pour les élus de participer à des colloques ; Métropole, cahier technique illustré d'aide à la désimper.
- Organismes spécialisés : Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, ARBE, Graie



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 26. Intégrer les enjeux des îlots de chaleur urbains (ICU) dans l'action communale

**En raison de l'urbanisation et de la concentration d'activités humaines, les villes disposent d'un climat urbain spécifique marqué par des températures plus élevées qu'à la campagne. Ce phénomène, appelé « îlot de chaleur urbain », est cause d'inconfort et de surmortalité en période estivale. Les choix d'urbanisme et d'aménagement faits par les collectivités peuvent contribuer à le réduire.**

## S'engager

① Identifier les secteurs à enjeu en lien avec la problématique ICU, grâce aux cartographies disponibles

② Prendre en compte la problématique ICU dans les opérations d'aménagement

③ Prendre en compte la problématique ICU dans les documents de planification

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'opérations de travaux tenant compte de la problématique ICU

⇒ Niveau d'intégration de la problématique ICU dans les documents de planification

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence :**

• Diagnostic du phénomène ICU à l'échelle métropolitaine

**Métropole Aix-Marseille-Provence, Agence d'urbanisme du Pays d'Aix - Durance (Aupa) :**

• Cahiers thématiques *Halte à la surchauffe en ville !* consacrés aux ICU, incluant une boîte à outils pour limiter le phénomène d'ICU sur le territoire et s'y adapter

## Contact

**Coralie Humbert**

Adaptation aux changements climatiques, Direction Stratégie Climatique

coralie.humbert@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

• Cette action est liée à la désimperméabilisation des sols, et au développement de la nature en ville.

• Territoires déjà engagés dans la démarche : Aix-en-Provence, La Ciotat avec le CPIE Côte Provençale, communes du PLUi Marseille Provence, Vitrolles

• Ressources complémentaires : Agam, *Chaud dehors ! De la fraîcheur face aux îlots de chaleur urbains* ; ADEME, guide *Surchauffe urbaine : recueil de méthodes de diagnostic et d'expériences territoriales* ; ADEME, guide *Rafraîchir les villes, des solutions variées*.

• Organismes spécialisés : Agam, Aupa, Cerema, CPIE Côte Provençale



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 27. Préparer la réponse communale aux risques naturels liés au changement climatique

**Le changement climatique augmente la fréquence d'apparition des événements climatiques extrêmes, menaçant les infrastructures, les activités et les individus ; c'est pourquoi il est essentiel d'être suffisamment préparé face à ces risques. Cette anticipation est d'autant plus cruciale que le territoire métropolitain est un hot-spot du changement climatique, c'est-à-dire une zone particulièrement exposée à ses conséquences.**

## S'engager

① Se conformer aux obligations légales en révisant le Plan communal de sauvegarde tous les 5 ans

② Former les élus et techniciens communaux à la gestion de crise

③ Organiser un exercice de maintien et de perfectionnement des acquis à minima une fois par an

## Indicateurs de suivi

⇒ Date de la dernière révision du PCS

⇒Pourcentage d'élus et techniciens formés

⇒ Exercice de maintien et de perfectionnement des acquis effectué

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Accompagnement à la réactualisation des PCS
- Formation des élus à la gestion de crise (interne, en partenariat avec l'ENSOSP)
- Accompagnement à l'organisation d'exercices de maintien et de perfectionnement des acquis

**ATD13, CNFPT** : autres possibilités pour former élus et techniciens à la gestion de crise

## Contact

**Etienne Le Baube**

Prévention des risques majeurs

etienne.lebaube@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- La réduction de la vulnérabilité du territoire passe également par la désimperméabilisation des sols (risque d'inondation), et la présence de nature en ville (risque d'îlot de chaleur urbain).
- Ressources complémentaires : Métropole Aix-Marseille-Provence, *Diagnostic des vulnérabilités du territoire* (diagnostic du PCAEM) ; GREC-SUD, *La Métropole Aix-Marseille-Provence face au défi du changement climatique*.
- Organisme spécialisé : GREC-SUD



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 28. Développer la participation citoyenne pour la transition écologique

**Les conséquences du changement climatique sont déjà bien présentes sur notre territoire, et chacun peut les ressentir. Nous devons tous agir, ensemble. La participation citoyenne est un levier important d'appropriation de ces enjeux par les citoyens. Elle leur permet de se sentir impliqués dans la vie de la commune ; en retour, leur participation permet l'émergence de projets plus pertinents pour les habitants et le territoire, et la création de lien social.**

## S'engager

① Créer une commission extra-municipale pour la participation citoyenne

② Organiser un budget participatif autour de la transition écologique

③ Recourir au budget participatif en accompagnement des grands projets d'aménagement de la commune

## Indicateurs de suivi

⇒ Part des habitants impliqués dans la démarche

⇒ Nombre de projets construits avec la participation des citoyens

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Kit budget participatif
- Retours d'expérience
- Conseil et ingénierie technique

**Lesbudgetsparticipatifs.fr** :

- Formation des élus, techniciens et citoyens
- Accompagnement (conception, suivi, évaluation)

## Contact

**José Da Silva**

Lab des Possibles, Cohésion sociale

jose.dasilva@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Marseille avec le budget participatif d'Air Bel ; Ville de Grenoble ; Ville de Paris
- Ressources complémentaires : ADEME, *La participation citoyenne. Réussir la planification et l'aménagement durables* ; Avis du Conseil de Développement d'Aix-Marseille-Provence sur la participation citoyenne
- Organismes spécialisés : Adeus groupe reflex, Conseil de développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, GIE Passages, Université du Citoyen



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 29. Élaborer et mettre en œuvre un plan de communication sur le bois et la forêt

**La forêt est une ressource-clé pour la résilience des territoires face au changement climatique. Pour la protéger, les travaux de préservation et de valorisation forestières sont nécessaires. Cependant, les bienfaits de ces actions sont souvent méconnus, de même que la multifonctionnalité de la forêt (fonctions environnementales, économiques et sociales). Une bonne communication autour de ces enjeux est nécessaire afin de faire accepter les coupes de bois et garantir ainsi l'exploitation durable de la forêt.**

## S'engager

① Promouvoir la forêt, sa protection, ses valorisations possibles et ses multiples fonctions à travers les différents outils de communication de la commune

② Former élus et techniciens pour une meilleure connaissance de la multifonctionnalité de la forêt

③ Organiser/accueillir au minimum une fois par an une manifestation grand public sur la multifonctionnalité de la forêt (Journée internationale des Forêts, Journées européennes du patrimoine, Semaine du développement durable, Semaine de la nature…)

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'opérations de communication effectuées

⇒ Nombre d'élus et de techniciens formés

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** : Mise à disposition d'informations concernant la multifonctionnalité de la forêt et les missions de la Métropole, accompagnement des communes dans la communication sur la forêt

**Association des Communes Forestières** : formation des élus et techniciens à la multifonctionnalité de la forêt

**Ensemble des partenaires forestiers** : participation aux manifestations grand public qui peuvent être réalisées

## Contact

**Chantal Demaria**
Valorisations forestières

chantal.demaria@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Installer du mobilier urbain, construire en bois local et développer des chaufferies bois est un bon moyen de sensibiliser les habitants aux multiples fonctionnalités de la forêt et aux différents usages du bois ; y avez-vous pensé ?
- Communes déjà engagées dans la démarche : Coudoux, Septèmes-les-Vallons, Simiane-Collongue, Lamanon (constructions en pin d'Alep, chaufferies bois)
- Partenaires forestiers : association des Communes Pastorales, association Forêt Méditerranéenne, association Forêt Modèle, association France Forêt PACA, CERPAM, COFOR 13, CRPF, Interprofession FIBOIS SUD, FRANSYLVA, ONF



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 30. Élaborer une stratégie communale d'éducation à l'environnement et au développement durable

**Pour relever le défi de la transition énergétique, des évolutions comportementales rapides et massives sont nécessaires. Ces changements demandent la mise en œuvre de méthodes de sensibilisation et d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) structurées, adaptées aux cibles, moyens et objectifs identifiés. L'élaboration d'une stratégie locale est indispensable pour articuler de manière efficace les nombreux outils existants.**

## S'engager

① S'engager formellement auprès du conseil municipal à construire et mettre en œuvre une stratégie d'EEDD

② Réaliser un diagnostic des démarches d'EEDD sur la commune, et élaborer une stratégie d'EEDD adaptée au contexte local

③ Élaborer et mettre en œuvre le plan d'actions EEDD issu de la stratégie communale

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre de personnes sensibilisées

⇒ Nombre d'actions de sensibilisation menées

⇒ Durée moyenne des actions menées

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Accompagnement stratégique : audit et diagnostic de l'EEDD sur la commune ; aide à la construction d'une stratégie EEDD
- Actions de sensibilisation du public scolaire
- Formation des élus à l'EEDD ; Fertiles Rencontres
- Mise à disposition d'outils : outils et bonnes pratiques sur la plateforme en ligne des Fertiles Rencontres, Album de l'EEDD

## Contact

**Céline Sales**

Pollution et pédagogie environnement

celine.sales@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Communes déjà engagées dans la démarche : Miramas, Septèmes-les-Vallons
- Certifications : différents dispositifs d'engagement peuvent être l'occasion d'élaborer une politique EEDD ambitieuse, comme par exemple le label *Territoire durable, une Cop d'avance* de l'ARBE.
- Organismes spécialisés : ARBE, les différents CPIE, GRAINE PACA
- Une liste plus détaillée des ressources pour l'élaboration d'une politique d'EEDD efficace est disponible dans la fiche-outil dédiée.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 31. Mobiliser la société civile dans la transition du territoire

**Le changement climatique est l'affaire de tous ; chacun peut et doit agir à son niveau afin de limiter sa contribution à ce phénomène. Les collectivités ont un rôle clé à jouer pour mobiliser la population dans ce but : animatrices de leur territoire, elles peuvent organiser de nombreuses manifestations scientifiques ou culturelles, contribuant à informer les citoyens et à les faire passer à l'action.**

## S'engager

① Organiser au minimum 3 manifestations en lien avec les enjeux climatiques dans l'année, dont une faisant intervenir une association locale

② Identifier des cibles prioritaires pour la mobilisation, et élaborer un plan d'actions spécifique pour les atteindre

③ Créer des rendez-vous récurrents (mensuels, trimestriels…)autour de la thématique du changement climatique

## Indicateurs de suivi

⇒ Nombre d'événements organisés sur les thématiques climat-air-énergie

⇒ Nombre de participants aux événements

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence** :

- Animation/organisation d'ateliers de sensibilisation : *Fresque du Climat quizz, 2Tonnes…*
- Aide à la conception d'un calendrier d'animations
- Prêt de l'exposition « Nature en ville et changement climatique »
- Charte des manifestations éco-responsables

## Contact

**Xavier Raynaud**

Mobilisation, Direction Stratégie Cimatique

xavier.raynaud@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- La mobilisation est une action transversale, à mettre en lien avec d'autres démarches comme la démocratie participative et l'éducation à l'environnement et au développement durable.
- Communes déjà engagées dans la démarche : Marseille (les lundis de la transition), Meyrargues (comité extra-municipal du développement et de l'écocitoyenneté), Septèmes-les-Vallons (mois de l'environnement)…
- Organismes spécialisés : nombreuses associations locales ou nationales, comme les CPIE, France Nature Environnement, Les Petits Débrouillards…



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# 32. Participer activement à la diffusion de la charte des manifestations écoresponsables métropolitaine

**Les nombreuses manifestations sportives, culturelles, à caractère traditionnel ou historique sont emblématiques de notre territoire, tant pour leur utilité sociale qu'économique. Elles génèrent cependant des impacts environnementaux conséquents : déchets, émissions de gaz à effet de serre (liées par exemple aux déplacements), pollutions de tous ordres. Les communes peuvent agir sur ce sujet à la fois en tant que qu'organisatrices et que territoires accueillant les manifestations.**

## S'engager

① Signer la charte des manifestations écoresponsables de la Métropole

② Participer activement au réseau (3 fois par an)

③ Conditionner l'organisation de manifestations sur le territoire à la signature de la charte par les structures organisatrices

## Indicateurs de suivi

⇒ Signature de la charte

⇒ Nombre d'ateliers du réseau suivis

⇒ Nombre de manifestations écoresponsables organisées

## Dispositifs d'accompagnement

**Métropole Aix-Marseille-Provence et COFEES** :

- Charte des manifestations écoresponsables
- Guide ressource
- Ateliers thématiques du réseau
- Accompagnement et suivi individualisé

## Contact

**Lydia Repossi**

Manifestations écoresponsables, Environnement

charte.ecoresponsable@ampmetropole.fr

## Pour aller plus loin

- Les communes souhaitant aller plus loin peuvent s'engager dans la charte zéro déchet plastique et/ou plages sans déchet plastique.
- Communes déjà engagées dans la démarche : Aix-en-Provence, Auriol, Châteauneuf-les-Martigues, Gréasque, Istres, Jouques, Pélissanne, Rousset, Saint-Paul-Lez-Durance, …

  Pour les manifestations de plus de 5000 participants, désormais, les engagements de la thématique déchets de la charte métropolitaine sont éco-conditionnés.
- Ressources complémentaires : nombreux guides et outils sur le site internet du COFEES.
- Organisme spécialisé : COFEES



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# ANNEXES
# FICHES-OUTIL


Plan de mobilisation des communes pour le climat

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Aller plus loin dans les achats responsables

**Pratiquer une commande publique responsable c'est intégrer les enjeux du développement durable au cœur de nos achats publics, et ainsi activer les nombreux leviers en faveur de : la lutte contre le changement climatique, la réduction des déchets, la préservation de la biodiversité, l'économie des ressources, l'inclusion, l'attractivité des entreprises du territoire, l'innovation … C'est aussi impliquer nos partenaires économiques dans une dynamique et une démarche commune en cohérence avec les enjeux de demain.**

Cette fiche rassemble des ressources numériques pour aider à la mise en place d'une démarche d'achats responsables dans la collectivité.

## Ressources générales

- Synthèse de la règlementation relative au SPASER
- Repères sur la démarche et la méthodologie SPASER
- Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030
- Plan National pour des Achats Durables 2022-2025
- Site Clause verte - Exemples de clauses environnementales et sociales
- Communauté RAPIDD des achats publics durables

**Une plateforme métropolitaine dédiée aux communes**

A partir du 1er janvier 2023, la Métropole Aix-Marseille-Provence met à disposition des communes un espace rassemblant de nombreuses ressources sur les achats responsables, notamment :

- Des formations « achats responsables SPASER » pour les agents
- Les supports de ces formations
- Des fiches techniques pour approfondir la démarche

Un réseau d'échange et de partage d'expérience complète ce dispositif.

## Les partenaires externes

1. CCI
2. CRESS
3. Fédérations professionnelles
4. Les structures d'accompagnement à l'emploi : PLIE, Mission emploi, Pôle emploi…

## Axe économique

- Guide pratique pour l'achat public innovant
- Repères sur le commerce équitable et les collectivités
- Bénéfices de l'ESS pour la société
- Les différentes structures de l'ESS

## Axe environnemental

- Notice explicative de la loi AGEC France Urbaine 2021
- Produits biosourcés durables
- Réduction des déchets plastique
- Guide de la fin du plastique à usage unique
- Guide pour l'organisation de manifestations zéro déchet

## Axe social

- Guide sur les aspects sociaux de la commande publique
- Plateforme : Le marché de l'inclusion
- Avoir recours au travail pénitentiaire



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Améliorer l'environnement sonore

**Le bruit fait partie de notre environnement quotidien, et n'est pas toujours perçu comme une nuisance. Cependant, une exposition excessive au bruit peut causer des dommages à la fois auditifs (surdité, acouphènes) et extra-auditifs, comme des pathologies cardiovasculaires. C'est un enjeu de santé publique important, que les communes peuvent prendre en compte de plusieurs manières.**

## Actions préventives

⇒ **Prendre en compte les nuisances sonores dans le cadre des documents de planification**

⇒ **Réduire le bruit des transports à la source** :

- Agir sur le volume du trafic routier
- Limiter la vitesse sur les grands axes routiers
- Pacifier la circulation
- Agir sur la composition du parc roulant : restreindre la circulation des poids lourds, augmenter la proportion de véhicules électriques, développer les transports en commun en site propre

⇒ **Limiter l'exposition au bruit dans le cadre de nouveaux projets d'aménagement** :

- Éloigner la source de bruit des zones sensibles
- Implanter favorablement les bâtiments : promouvoir les fronts continus et les façades mitoyennes, adapter la hauteur des bâtiments aux conditions de propagation du bruit (bâtiments écran ou épannelés)
- Orienter favorablement les bâtiments

⇒ **Protéger les constructions neuves contre les bruits extérieurs** :

- Orienter l'agencement interne des constructions
- Isoler les façades des bruits extérieurs

## Actions curatives

⇒ **Réaliser des ouvrages de protection à la source** :

- Les écrans acoustiques
- Les merlons (talons de terre)
- Les glissières en béton armé (GBA)
- Les dispositifs innovants
- Influence de la végétation

⇒ **Déployer des revêtements de chaussée acoustiques**

⇒ **Isoler les bâtiments existants des bruits extérieurs** :

- Changer les huisseries
- Isoler les ventilations et caissons de volets roulants

### Les missions de l'Observatoire de l'environnement sonore

1. Compléter les données réglementaires des Cartes de Bruit Stratégiques issues de la modélisation par la mise en place d'outils de métrologie
2. Structurer l'organisation des données sur le bruit et améliorer la modélisation
3. Mieux comprendre la perception du bruit par les habitants
4. Fournir une information complète aux différents publics, sensibiliser les acteurs du bruit, proposer des outils d'aide à la décision
5. Résorber les secteurs sensibles et préserver les zones calmes



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# La rénovation énergétique du bâti

**Etat, collectivités, particuliers : nous avons tous un rôle à jouer dans la transition énergétique du bâti. Cette fiche présente les dispositifs et organismes que peuvent solliciter particuliers et communes pour leurs projets de rénovation énergétique.**

## Pour les particuliers

Le dispositif métropolitain d'accompagnement de la rénovation énergétique des logements privés (ou *Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat*, SPPEH) est un outil destiné à accompagner les particuliers dans la rénovation énergétique de leur logement, sur les plans technique, juridique et financier.

Allo rénov'énergie
04 88 60 21 06

Ce dispositif se matérialise par le numéro unique **Allo rénov'énergie**.

Il s'agit d'un numéro unique d'accueil et d'orientation pour la rénovation énergétique des logements. Il redirige vers les dispositifs d'accompagnement des particuliers adaptés à chaque situation, à chaque lieu d'habitation, maison individuelle ou copropriété.

### Les opérateurs pour les particuliers

Le numéro unique Allo rénov'énergie est animé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ALEC métropole marseillaise, la Maison Énergie Habitat Climat du CPIE du Pays d'Aix et l'ADIL.

## Pour les communes — maîtrise des consommations d'énergie et rénovation du patrimoine

Pour se faire conseiller dans la démarche à suivre et connaître les aides techniques et financières, les communes peuvent faire appel au service Transition énergétique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et aux économes de flux de l'ALEC et du CPIE du Pays d'Aix.

## La rénovation énergétique du bâti : une priorité gouvernementale

La rénovation énergétique des bâtiments (logement, administrations …) est une priorité du Gouvernement. Elle se retrouve dans l'orientation B2 de la Stratégie Nationale Bas Carbone : « *Inciter à une rénovation de l'ensemble du parc existant résidentiel et tertiaire afin d'atteindre un niveau BBC équivalent en moyenne sur l'ensemble du parc* ». L'objectif au niveau national est de rénover 500 000 logements par an.

Pour plus d'informations, contacter : isabelle.fichard@ampmetropole.fr



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# La charte des communes du PAT 13 : Cultivons le bien manger en Provence !

**Les communes sont les acteurs principaux de nombreux sujets agricoles et alimentaires cruciaux pour les territoires. C'est pourquoi, dans le cadre du Projet alimentaire territorial (PAT) des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le PETR du Pays d'Arles créent une charte d'engagement des communes du PAT, qui vient consacrer et accompagner leur travail sur ces thématiques.**

## Le Projet Alimentaire Territorial

Depuis plusieurs décennies, les surfaces agricoles et le nombre d'agriculteurs ne cessent de diminuer, alors que la croissance démographique et les attentes de la population en termes **d'accès à une alimentation durable de qualité** sont de plus en plus prégnantes. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays d'Arles se sont engagés dès 2016 dans une démarche stratégique et opérationnelle : le « Projet alimentaire territorial ».

Son objectif est **d'accompagner le territoire vers l'agriculture et l'alimentation de demain** : locales, durables, équitables, de qualité, innovantes, et accessibles au plus grand nombre.

### La stratégie du PAT

Pour la période 2021-2024, le PAT est structuré autour de 25 actions, réparties en 5 axes :

⇒ **Soutenir la production agricole et les filières locales**

⇒ **Garantir l'accès à une alimentation de qualité pour tous**

⇒ **Agir pour une politique foncière globale basée sur le suivi, l'acquisition, la protection et la dynamisation du foncier sur des secteurs agricoles stratégiques**

⇒ **Accélérer la transition agroécologique**

⇒ **Innover et renforcer les méthodes de travail collectif et de gouvernance**

## Cultivons le bien manger en Provence

Les communes ont été impliquées tout au long de l'élaboration du PAT 13, et sont des parties prenantes incontournables pour l'agriculture et l'alimentation durables ; afin de valoriser ce travail, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le PETR du Pays d'Arles leur proposent de signer une charte d'engagement des communes du PAT 13, intitulée **Cultivons le bien manger en Provence**.

Les communes signataires de cette charte pourront bénéficier :

- D'un **accompagnement personnalisé** au travers d'un référent dédié au sein de l'équipe PAT pour les conseiller sur leurs projets
- D'un ensemble **d'outils techniques** à disposition
- D'une **mise en réseau** avec les autres communes signataires de la charte
- D'une **valorisation de leurs actions** au sein des communications du PAT

Elles s'engageront, pour leur part, à :

- **Développer un plan d'actions** issu de la stratégie définie par le Projet alimentaire territorial
- **Désigner un élu et un technicien référents** sur le sujet de l'alimentation
- **Participer au séminaire annuel** des communes signataires de la charte
- **Participer aux journées et actions** organisées par le PAT (ateliers, formations, etc.)

Pour plus d'informations sur le PAT 13, contacter Lison Postel : l.postel@ville-arles.fr.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Protéger et valoriser la forêt métropolitaine

La forêt métropolitaine est un patrimoine exceptionnel. Avec ses 19 massifs emblématiques qui s'étendent sur 175 124 hectares, soit plus de 50% de sa superficie, Aix-Marseille-Provence est une métropole unique en France de par le caractère périurbain de ses espaces forestiers et les dangers qu'ils encourent face au changement climatique et au risque incendie. **Que peuvent faire les communes pour préserver et valoriser cette richesse ?**

## Se conformer aux obligations légales

⇒ Élaborer un **Plan d'aménagement** pluriannuel avec l'ONF, le faire voter en conseil municipal et valider chaque année le programme de travaux ;

⇒ Mettre en œuvre des moyens garantissant le respect des **Obligations Légales de Débroussaillement,** communiquer auprès des propriétaires, et sanctionner ceux qui ne respectent pas leurs obligations.

## Faciliter la circulation des engins de coupe

⇒ Délivrer des **dérogations administratives** aux limitations de tonnage et de gabarit permettant la circulation des engins forestiers sur le territoire communal

⇒ **Aménager les voiries** afin de faciliter la circulation des engins forestiers et grumiers

⇒ Prendre en compte la gestion forestière et la desserte dans les **documents d'urbanisme** et dans l'aménagement du territoire

## Impulser une gestion durable de la forêt privée et mettre en œuvre un plan de communication

⇒ Inciter les propriétaires privés à se regrouper en **associations syndicales libres** (ASL) pour mutualiser les coûts d'exploitation et les encourager à réaliser leurs travaux forestiers lors de coupes de bois réalisées sur les propriétés forestières publiques afin de créer des synergies entre les différents types de propriétés ;

⇒ Recenser les **propriétés forestières sans maître** (et donc à l'abandon) et se porter acquéreur pour pouvoir ensuite les gérer durablement

⇒ Faire **certifier PEFC ou FSC** les forêts communales afin de garantir une gestion et une exploitation durables

⇒Valoriser le bois des forêtes forêts communales dans la construction et les réseaux de chaleur

⇒ Communiquer envers le grand public sur la multifonctionnalité de la forêt

Pour plus d'informations :
chantal.demaria@ampmetropole.fr

**Les interlocuteurs pour vos projets**

**Métropole Aix-Marseille-Provence** : conseil pour la mise en place de projets ; mise à disposition d'informations concernant la multifonctionnalité de la forêt, les enjeux liés au changement climatique et les missions de la Métropole ; réalisation de travaux forestiers dans le cadre des PDPFCI.

**Association des Communes forestières** : formation des élus et techniciens à la multifonctionnalité de la forêt et aux enjeux liés au changement climatique ; accompagnement pour le développement de réseaux de chaleur, chaufferies bois ; élaboration des cahiers des charges afin d'introduire le bois dans la commande publique pour construire en bois

**ONF** : conseil sur la gestion de la forêt ; proposition d'un plan d'aménagement ; réalisation des travaux

**CRPF :** accompagnement pour le regroupement en ASL de propriétés forestières privées

**SAFER :** repérage des propriétés sans maitre

**Interprofession FIBOIS SUD :** accompagnement pour la réalisation de projets de construction en bois



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Éducation à l'environnement et au développement durable

**L'EEDD est un vaste champ d'action, investi par de nombreux acteurs. Il existe une multitude d'outils mobilisables par les porteurs de projet dans le cadre d'une stratégie d'EEDD. Cette fiche rassemble les principales ressources en ligne relatives pour l'EEDD en région Sud.**

## Fertiles Rencontres

Initiées et animées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les Fertiles Rencontres rassemblent une communauté de plus de 400 membres, acteurs publics et privés de l'EEDD. Cette plateforme dédiée à l'information, la communication et la recherche en pédagogie met à disposition des porteurs de projet de nombreuses ressources :

- **Une plateforme numérique des outils, techniques et méthodes** pour mettre en œuvre les stratégies de l'EEDD ;
- **L'album de l'EEDD** : recueil des initiatives sur le territoire métropolitain pour connaître et s'inspirer ;
- **Des événements, colloques et séminaires** pour apprendre et partager au sein de la communauté.

## L'Agence Régionale pour la Biodiversité et l'Environnement

L'ARBE est une agence publique créée il y a 40 ans pour favoriser la mise en œuvre des politiques publiques et accompagner les collectivités dans leur démarche et leurs actions de préservation de la biodiversité et de transition écologique. Acteur majeur de l'EEDD en région, elle gère notamment :

- **L'animation** des aires marines et terrestres éducatives ;
- **La formation, sensibilisation et éducation** des acteurs locaux sur les enjeux liés à la biodiversité et l'environnement ;
- **Des ressources et contacts** utiles pour déployer une politique d'EEDD.

## GRAINE PACA

Réseau historique des acteurs de l'EEDD en région PACA, le Graine PACA vise à renforcer le rôle et la place de l'EEDD dans la région, et œuvre à la professionnalisation des acteurs du secteur. Il propose pour cela différents outils :

- **La mise en réseau** des différents acteurs régionaux de l'EEDD pour favoriser l'échange de compétences et de connaissances ;
- **Un catalogue thématique des outils** de l'EEDD en région Sud, mis à jour chaque année ;
- **Un recueil des formations** et offres d'emploi dans les structures membres du réseau.

## Observatoire Régional de l'EEDD

Animé par l'ARBE, l'OREEDD diffuse :

- **Un panorama** des acteurs et des actions phares ;
- **Des actualités, enquêtes et analyses** sur l'EEDD en région ;
- **Des ressources et contacts** utiles pour déployer une politique d'EEDD.

Pour aller plus loin sur des thématiques spécifiques, d'autres plateformes de ressources existent, comme la médiathèque de l'ADEME, le CERDD, ou le réseau Canopé pour les publics scolaires.

Pour plus d'informations et des conseils adaptés à votre situation spécifique vous pouvez contacter : contact.strategie-environnementale@ampmetropole.fr



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Mobiliser la société civile dans la transition énergétique

**Toute l'année, de nombreuses occasions permettent de rassembler la population autour des enjeux climatiques, et sont autant d'opportunités de créer du lien entre les habitants et leur environnement.**

## Des sujets variés

La transition écologique recoupe de multiples sujets qui peuvent servir de base à des animations territoriales :

**Biodiversité** : la flore locale et ses vertus, les plantes comestibles, les pollinisateurs, les arbres, la vie nocturne, la nature en ville, la fôret…

**Énergie** : la rénovation énergétique, les différentes formes d'énergies renouvelables…

**Climat** : l'effet de serre, l'augmentation des températures, les enjeux à l'échelle de la commune…

**Mobilité** : les bienfaits de la marche à pieds, les mobilités douces…

**Déchets** : la vie des déchets après la poubelle, les déchets comme ressources, vivre sans plastique…

**Urbanisme** : la ville perméable, les bâtiments passifs, l'architecture adaptée au changement climatique…

**Agir à son échelle** : les écogestes du quotidien, les projets participatifs, les métiers de l'environnement…

## Différents formats

Vos animations peuvent prendre des formes variées, pour intéresser petits et grands :

- Exposition, projection de film
- Conférence, café-débat, rendez-vous thématique
- Spectacle vivant : danse, théâtre…
- Sortie en pleine nature : balade thématique, journées de plantation d'arbres ou de nettoyage citoyen, observation de la faune, la flore ou les étoiles…
- Concours photo, concours d'idées
- Sciences participatives
- Atelier de réparation
- Atelier « Do it yourself »

## Temps forts en 2023-2024

En France comme ailleurs dans le monde, certains enjeux climatiques font l'objet d'une journée dédiée, comme par exemple :

◊ **Journée mondiale de l'eau** : 22 mars
◊ **Journée internationale de la fôtet :** 21 mars
◊ **Jour de la Terre** : 22 avril
◊ **Journée internationale de la biodiversité** : 22 mai
◊ **Semaine européenne du développement durable** :18 septembre – 8 octobre 2023
◊ **Journée mondiale de l'environnement** : 5 juin 2024
◊ **Semaine européenne de l'énergie durable** : 26 – 30 septembre
◊ **Semaine européenne de la mobilité** : 16 – 22 septembre 2024
◊ **Jour de la Nuit** : 15 octobre
◊ **Semaine européenne de réduction des déchets** : 19 – 27 novembre
◊ **Journée mondiale du climat :** 8 décembre

## Des intervenants locaux

Pourquoi ne pas associer un des nombreux acteurs locaux à vos animations ?

*Parmi les nombreux acteurs présents sur le territoire, on peut citer : la Ligue de protection des oiseaux (LPO) ; Écoscience Provence ; France Nature Environnement (FNE) ; l'ANPCEN ; le sentier de grande randonnée 2013 (GR2013) ; Zero Waste Provence ; MerTerre ; Les Petits Débrouillards ; les différents CPIE ; l'ALEC…*

Vous pouvez aussi impliquer les **écoles**, les **offices de tourisme**, les **associations** de la commune, ou encore les **parcs naturels**.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# L'Agence régionale pour la biodiversité et l'environnement

**L'ARBE est une agence publique créée il y a quarante ans pour favoriser la mise en œuvre des politiques publiques et accompagner les collectivités de Provence-Alpes-Côte d'Azur dans leurs démarches et actions de préservation de la biodiversité et de transition écologique. Cette fiche expose les principaux dispositifs d'accompagnement animés par l'ARBE à destination des collectivités et EPCI.**

## Pilotage de la transition écologique

• Formaliser et animer une démarche territoriale de développement durable (Agenda 2030, Agenda 21, etc.) pour enrichir et optimiser son action.

Pour aller plus loin : label "Territoire durable, une Cop d'avance"

*Contact : Paloma BOUDOU • 04 42 90 90 71 • p.boudou@arbe-regionsud.org*

## Préservation de la biodiversité

• Formaliser un plan local pour la biodiversité, végétaliser la ville et gérer écologiquement les espaces verts, réaliser un atlas de la biodiversité communale.

Pour aller plus loin : dispositif "Territoires engagés pour la nature"

*Contacts : Stéphanie GARRIDO • 04 42 90 90 54 • s.garrido@arbe-regionsud.org & Thomas FOUREST • 04 42 90 90 66 • t.fourest@arbe-regionsud.org*

• Mettre en place une démarche de gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques

*Contact : Mathilde AMAND • 04 42 90 90 83 • m.amand@arbe-regionsud.org*

## Lutte contre les déchets plastiques

• Formaliser une démarche "zéro déchet plastique" avec un plan d'actions opérationnel.

Pour aller plus loin : charte régionale « zéro déchet plastique » / charte nationale « une plage sans déchet plastique »

*Contact : Claire POULIN • 04 42 90 90 58 • c.poulin@arbe-regionsud.org*

• Réaliser des documents de planification et des opérations d'aménagement vertueux en intégrant l'eau et la biodiversité.

*Contact : Agnès HENNEQUIN • 04 42 90 90 62 • a.hennequin@arbe-regionsud.org*

• Désimperméabiliser la ville (parking, cours d'écoles, opérations d'aménagement) et installer des toitures végétalisées.

*Contact : Nicolas WEPIERRE • 04 42 90 90 75• n.wepierre@arbe-regionsud.org*

• Concevoir et gérer des parcs d'activités à haute performance environnementale.

Pour aller plus loin : label régional PARC+

*Contact : Fleur CHAMBONNEAU • 04 42 90 90 84 • f.chambonneau@arbe-regionsud.org*

## Mobiliser les différents acteurs du territoire et les sensibiliser à l'environnement et au développement durable

• Créer des aires naturelles éducatives pour sensibiliser les scolaires - Mettre en place des actions de sensibilisation et de mobilisation des différents publics.

Pour aller plus loin : dispositif des aires terrestres et marines éducatives

*Contact : Recrutement en cours • 04 42 90 90 45 • contact@arbe-regionsud.org*

### Outils pour s'informer, se former

Biodiv'Tour : visites de terrain gratuites pour élus et techniciens.

Formation des élus « climat : la nature en ville, source de solutions »

*Contact : Nicolas BLANCHARD • 04.42.90.90.88 • visites-formations@arbe-regionsud.org*

Lettre d'information mensuelle « SudBiodiversité » de l'ARBE et de ses partenaires, et veilles thématiques pour les collectivités engagées dans les dispositifs de l'ARBE

*S'abonner à la lettre SudBiodiversité et accéder aux numéros précédents*



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Ressources générales pour agir en faveur du climat, de l'air et de l'énergie

**Cette fiche recense les principales ressources mobilisables par les collectivités dans le cadre de leurs projets climat-air-énergie. N'hésitez pas à la compléter avec ressources qui vont sont les plus utiles !**

## Documentation générale

**ADEME** :

- Guides *Aujourd'hui mon territoire* : chiffres clés 2020 et fiches actions
- Espace Élus, un mandat pour agir
- Nombreux guides thématiques

**Centre ressource du développement durable** : bibliothèque en ligne

**Comité 21** : guide *Pour l'appropriation de l'Agenda 2030 par les collectivités françaises*

**Pacte pour la Transition** : 32 mesures concrètes pour des communes plus écologiques et plus justes

**ARBE** : Guide *(Re)lancer sa démarche territoriale de développement durable*

**Météo France** : outil Climadiag commune

## Financements

Site du Département 13 : services aux collectivités, dont le guide des aides.

Site de la Région Sud : aides et appels à projet.

Aides-territoires : simulateur en ligne pour identifier toutes les aides mobilisables pour votre projet.

L'ADEME et l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse publient également des appels à projet sur les thématiques climat-air-énergie.

## Retours d'expérience

Librairie de l'ADEME

Site internet de l'ARBE

## Principaux organismes de formation

ATD13 ; CNFPT ; ADEME

## L'accompagnement de l'ADEME pour les collectivités

Afin d'accélérer l'engagement des collectivités dans la transition écologique, l'ADEME développe, depuis 2021, le **programme Territoire Engagé Transition Écologique**. Il est composé du **label climat-air-énergie** (anciennement Cit'ergie), et du **label économie circulaire.**

Le label climat-air-énergie est un programme de management et de labellisation qui récompense les collectivités pour la mise en œuvre d'une politique climat-air-énergie ambitieuse. Décerné par l'ADEME sur la base d'un standard européen, c'est une démarche d'amélioration continue qui s'appuie sur un référentiel détaillé ; **toutes les actions du Plan de mobilisation des communes pour le climat font partie de ce référentiel.**

Le dispositif Territoire Engagé Transition Écologique peut être mis en place par la collectivité de manière autonome grâce à des outils en accès libre, ou peut être complétée d'un accompagnement par un conseiller spécialisé, qui aidera la collectivité dans la définition de sa stratégie et de son plan d'actions, ainsi que dans leur mise en œuvre.

Pour toute remarque, question ou suggestion d'amélioration, contacter : planclimat@ampmetropole.fr.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

# Liste récapitulative des actions avec numérotation

## Axe 1 : Pratiques exemplaires

**1. Mettre en place une démarche d'achats responsables**

1.1 Désigner une personne référente développement durable au sein de la commune, chargée de relayer les actualités auprès des différents services

1.2. Cartographier les achats de la commune pour identifier les plus impactants socialement et écologiquement

1.3. Définir un plan d'actions annuel avec des objectifs précis à atteindre (en nombre de marchés ou en terme de projets à calibrer selon les principes du DD)

**2. Diffuser les bonnes pratiques pour la maîtrise de l'énergie au quotidien**

2.1. Afficher les écogestes à adopter dans tous les bâtiments publics

2.2. Relayer le dispositif Écowatt ou tout autre dispositif et les bonnes pratiques auprès des habitants et sur les supports de communication de la commune

2.3. Organiser des formations internes à la maîtrise de l'énergie au quotidien

**3. Encourager la mobilité bas carbone au sein des services municipaux**

3.1. Être exemplaire en matière de planification des déplacements en élaborant et en faisant vivre un plan de mobilité employeur (PDMe)

3.2. Favoriser le recours des agents municipaux aux modes actifs et collectifs, et/ou former le personnel de la commune à l'écoconduite

3.3. Privilégier les véhicules à faibles émissions lors du renouvellement de la flotte : 100% des achats ou renouvellements à l'horizon 2025.

**4. Être exemplaire en matière de déchets**

4.1. Collecter et traiter séparément les recyclables au sein des différents sites communaux et sensibiliser le personnel à la prévention et au tri des déchets

4.2. Développer l'éco-exemplarité en interne (réduire la consommation de papiers, supprimer l'utilisation de la vaisselle jetable et des conditionnements individuels, sensibiliser les agents…)

4.3. Supprimer les contenants en plastique et les contenants à usage unique au sein des lieux de restauration collective

## Axe 2 : Aménagement et équipement résilients

**5. Intégrer les impacts climat-air-énergie-bruit dans la requalification des espaces publics**

5.1. Former le personnel et les élus de la commune aux enjeux, outils et nouvelles pratiques professionnelles

5.2. Systématiser la consultation et la concertation des organismes spécialisés (Cerema, CAUE, Agences d'urbanisme etc.) dans tout projet de requalification des espaces publics

5.3. Utiliser un référentiel d'aménagement durable pour les projets communaux, et intégrer des critères prescriptifs climat-air-énergie-bruit dans les appels d'offre

**6. Participer à l'amélioration de l'environnement sonore**

6.1. Sensibiliser et former en interne et en externe aux enjeux et aux solutions de lutte contre le bruit

6.2. Améliorer la prise en compte des enjeux sur le bruit dans le cadre des politiques publiques de la commune

6.3. Solliciter l'accompagnement de la Métropole pour le suivi des incidences des projets communaux sur l'environnement sonore.

**7. Participer à l'amélioration de la qualité de l'air**

7.1. Sensibiliser et former en interne et en externe aux enjeux et aux solutions d'amélioration de la qualité de l'air

7.2. Améliorer la prise en compte des enjeux sur l'air dans le cadre des politiques publiques de la commune

7.3. Solliciter l'accompagnement de la Métropole pour le suivi des incidences des projets communaux sur la qualité de l'air

**8. Améliorer la qualité de l'air intérieur, et dépolluer l'air des équipements éducatifs et des bâtiments publics**

8.1. Atteindre les exigences QAI dans les ERP de la commune avec une attention particulière pour ceux recevant jeunes enfants et adolescents *Établissement recevant du public

8.2. Sensibiliser la population à l'enjeu de la qualité de l'air intérieur

8.3. Mettre en place un suivi régulier de la qualité de l'air intérieur dans les ERP



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

**9. Massifier la rénovation énergétique des logements**

9.1. Communiquer en interne et en externe sur le dispositif métropolitain d'accompagnement de

la rénovation énergétique des logements privés

9.2. Identifier les zones à rénover prioritairement et y déployer des actions ciblées (communication, actions de planification, développement d'énergies renouvelables…)

9.3. Organiser des temps de rencontre entre les professionnels de la rénovation et les particuliers : forums, salons, réunions publiques, webinaires

**10. S'engager dans la rénovation énergétique du patrimoine de la commune**

10.1. Faire l'inventaire du patrimoine et de ses consommations énergétiques

10.2. Adhérer à l'offre d'économe de flux proposée par la Métropole

10.3. Engager les travaux de rénovation énergétique du patrimoine

**11. Maîtriser la consommation énergétique de la commune**

11.1. Adhérer à l'offre Econome de flux proposée par la Métropole

11.2. Obtenir ou maintenir la certification ISO 50001 attestant d'une gestion énergétique responsable et maîtrisée

11.3. Créer un comité transversal destiné à mettre en place des actions de maîtrise de l'énergie (hors travaux)

**12. Développer la production d'énergies renouvelables et de récupération sur le territoire**

12.1. Élaborer une stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération (thermique et électrique) : besoins et potentiels

12.2. Soutenir les projets d'EnR qui émergent sur le territoire ; créer un comité extra-municipal dédié aux projets d'EnR ; participer à/encourager l'émergence d'une coopérative citoyenne

12.3. Systématiser l'installation de dispositifs de production d'énergies renouvelables lors de la rénovation et de la construction d'équipements municipaux

## Axe 3 : Mobilité active

**13. Encourager la mobilité piétonne**

13.1. Faire des zones apaisées le principe d'aménagement des voies locales des centres-villes et des noyaux villageois

13.2. Proposer des largeurs de trottoirs à 1,80 m pour tous les nouveaux projets d'aménagement ou de requalification d'espace public

13.3. Créer une signalétique piétonne avec indication des temps de parcours vers les principaux points d'attractivité

**14. Développer l'usage du vélo**

14.1. Lancer un schéma directeur cyclable sur sa commune afin d'identifier le réseau cyclable structurant et secondaire et programmer sa réalisation

14.2. Développer le stationnement vélo sécurisé et non sécurisé

14.3. Promouvoir l'usage du vélo dès le plus jeune âge, et communiquer sur les services vélos en place

## Axe 4 : Économie durable

**15. Développer l'économie circulaire et le réemploi sur le territoire**

15.1 Mettre un local à disposition pour des ateliers de réparation et DIY* ; encourager la création de « boîtes à livres ou à dons », et relayer la politique métropolitaine de réemploi *DIY : Do It Yourself/Fais le toi-même

15.2. Favoriser l'implantation de structures solidaires de réemploi : mise à disposition d'un local, , soutien financier ou technique…

15.3. Intégrer le réemploi dans les achats de la commune (acheter d'occasion auprès des acteurs du territoire) et/ou encourager le réemploi des ordinateurs et mobiliers réformés de la Commune via des partenaires locaux (ressourceries, entreprises de l'ESS...)

**16. Accompagner les commerçants locaux à la réduction et au tri des déchets**

16.1. Organiser régulièrement des marchés de producteurs locaux ; mettre en valeur les commerçants locaux

16.2. Inciter les commerçants à s'engager dans le dispositif Eco défis des territoires

16.3. Organiser le tri au sein des marchés forains et procéder à la collecte et au traitement des déchets triés ou obliger les forains à repartir avec leurs déchets

**17. Faciliter le développement du pastoralisme sur le territoire**

17.1. Sensibiliser les propriétaires d'espaces naturels et forestiers à la thématique du sylvopastoralisme

17.2. Mettre à disposition des espaces agricoles et naturels publics pour le pâturage

17.3. Acquérir de nouvelles propriétés forestières pour les mettre à la disposition d'éleveurs

**18. Soutenir l'agriculture locale et durable et les circuits-courts**



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

18.1. Protéger et valoriser les terres agricoles (Zones Agricoles Protégées, installation d'agriculteurs, etc.)

18.2. Accompagner et promouvoir le développement des circuits-courts (Marché de producteurs, communication, etc.)

18.3. Inscrire des critères de qualité de l'alimentation et favoriser l'approvisionnement local dans la commande publique

## Axe 5 : Prévention des déchets

**19. Diversifier les sources de protéines dans la restauration collective**

19.1. Respecter la loi EGalim en proposant un repas végétarien par semaine et former le personnel de cantine à l'introduction de protéines végétales dans les menus

19.2. Instaurer 2 repas végétariens par semaine et augmenter de 10% la quantité de produits locaux servis (région PACA et départements limitrophes)

19.3. Proposer au moins 60% de produits bio et/ou locaux et 3 repas végétariens par semaine (région PACA et départements limitrophes) et proposer une alternative végétarienne quotidienne

**20. Réduire le gaspillage alimentaire dans la restauration scolaire**

20.1. Déployer une campagne de sensibilisation au gaspillage alimentaire dans les écoles

20.2. Déployer un plan d'actions anti-gaspi dans tous les sites de restauration collective de la commune

20.3. Valoriser les biodéchets de restauration collective par compostage ou méthanisation

**21. Promouvoir les gestes de tri auprès des habitants**

21.1. Relayer les politiques métropolitaines de prévention et de tri des déchets auprès des habitants

21.2. Organiser des actions de sensibilisation à la prévention et au tri des déchets, ou des opérations ponctuelles de nettoyage de la nature

21.3. Organiser un défi « familles zéro déchet » dans la commune

**22. Massifier le recours au compostage sur la commune**

22.1. Relayer la politique métropolitaine de compostage auprès des habitants

22.2. Mettre à disposition des espaces publics pour la mise en place de dispositifs de compostage collectifs, et participer à leur gestion

22.3. Equiper les sites communaux concernés de composteurs collectifs et assurer leur suivi

**23. Limiter la production de déchets verts des services techniques et cimetières**

23.1. Sensibiliser et former le personnel des services techniques aux bonnes pratiques professionnelles en matière de déchets verts, et relayer la politique métropolitaine sur ce sujet

23.2. S'impliquer dans le groupe de travail « déchets verts » animé par la Métropole

23.3. Établir un diagnostic de la production de déchets verts communaux (espaces verts, cimetières…) puis mettre en place un plan d'actions pour atteindre Zéro déchet vert en 2025 via le broyage, le paillage, le compostage …

## Axe 6 : Nature et prévention des risques

**24. Améliorer la gestion, la protection et la valorisation de la forêt métropolitaine**

24.1. Se conformer aux obligations légales : i) élaborer un plan pluriannuel d'aménagement avec l'ONF ii) Communiquer sur la multifonctionnalité de la forêt envers le grand public et faire respecter les obligations légales de débroussaillement par les propriétaires privés

24.2. Prendre des mesures pour faciliter la circulation des engins de coupe (accès, dessertes forestières, aménagement du territoire, documents d'urbanisme)

24.3. Impulser une gestion durable de la forêt privée en concertation avec la gestion de la forêt publique communale et valoriser la ressource locale en construisant en pin d'Alep local

**25. Mettre en place une démarche de désimperméabilisation des sols**

25.1. Déployer une campagne annuelle de sensibilisation sur l'enjeu de la perméabilité des sols et de la gestion des eaux pluviales à la parcelle

25.2. Mettre en application le plan d'actions proposé dans le cadre du diagnostic du potentiel de désimperméabilisation décliné à l'échelle de la commune et répondre à l'AMI « pour des cours d'école désimperméabilisées et renaturées »

25.3. Travailler à l'application, dans l'instruction des permis de construire, des nouvelles orientations de gestion des eaux pluviales et de désimperméabilisation (PLUi)

**26. Intégrer les enjeux des îlots de chaleur urbains (ICU) dans l'action communale**



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

26.1. Identifier les secteurs à enjeu en lien avec la problématique ICU, grâce aux cartographies disponibles

26.2. Prendre en compte la problématique ICU dans les opérations d'aménagement

26.3. Prendre en compte la problématique ICU dans les documents de planification

**27. Préparer la réponse communale aux risques naturels liés au changement climatique**

27.1. Se conformer aux obligations légales en révisant le Plan communal de sauvegarde tous les 5 ans

27.2. Former les élus et techniciens communaux à la gestion de crise

27.3. Organiser un exercice de maintien et de perfectionnement des acquis à minima une fois par an

## Axe 7 : Mobilisation territoriale

**28. Développer la participation citoyenne pour la transition écologique**

28.1. Créer une commission extra-municipale pour la participation citoyenne

28.2. Organiser un budget participatif autour de la transition écologique

28.3. Recourir au budget participatif en accompagnement des grands projets d'aménagement de la commune

**29. Élaborer et mettre en œuvre un plan de communication sur le bois et la forêt**

29.1. Promouvoir la forêt, sa protection et ses multiples fonctions à travers les différents outils de communication de la commune

29.2. Former élus et techniciens pour une meilleure connaissance de la multifonctionnalité de la forêt

29.3. Organiser/accueillir au minimum une fois par an une manifestation grand public sur la multifonctionnalité de la forêt (Journée internationale des Forêts, Journées européennes du patrimoine, Semaine du développement durable, Semaine de la nature)

**30. Élaborer une stratégie communale d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD)**

30.1. S'engager formellement auprès du conseil municipal à construire et mettre en œuvre une stratégie d'EEDD

30.2. Réaliser un diagnostic des démarches d'EEDD sur la commune, et élaborer une stratégie d'EEDD adaptée au contexte local

30.3. Elaborer et mettre en œuvre le plan d'actions EEDD issu de la stratégie communale

**31. Mobiliser la société civile dans la transition du territoire**

31.1. Organiser au minimum 3 manifestations liées au Plan Climat dans l'année ; dont une faisant intervenir une association locale

31.2. Identifier des cibles prioritaires pour la mobilisation et élaborer un plan d'actions spécifique pour les atteindre

31.3. Créer des rendez-vous récurrents (mensuels, trimestriels) autour de la thématique du changement climatique

**32. Participer activement à la diffusion de la charte des manifestations écoresponsables métropolitaine**

32.1. Signer la charte des manifestations écoresponsables de la Métropole

32.2. Participer activement au réseau (3 fois par an)

32.3. Conditionner l'organisation de manifestations sur le territoire à la signature de la charte par les structures organisatrices



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107




Métropole Aix-Marseille-Provence — 58 boulevard Charles Livon — 13007 MARSEILLE — Création : DGACREGE — Photo © F. Moura / MAMP — 12/2022



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_107-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_107

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-108**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Demande de subvention au Conseil Départemental des Bouches du Rhône au titre du dispositif « Aide aux travaux de proximité » et à Aix-Marseille Métropole au titre du dispositif « Education à l'environnement » : Projet « Fabrique des ECOs »**

---

Considérant l'adoption, par délibération du Conseil municipal, de l'instauration d'un Plan Climat Municipal et dans la continuité de nos engagements en faveur du développement durable et de l'amélioration de la qualité de vie dans notre commune nous ambitionnons créer un espace spécifiquement consacré à la mobilisation des citoyens et du tissu économique dans la transition écologique. C'est là l'objet de ce projet intitulé « Fabrique des ECOs » qui lie l'économique et l'écologique.

La municipalité propose d'implanter "La Fabrique des Écos" dans un local municipal inoccupé, situé stratégiquement à proximité du centre-ville, d'écoles, d'un collège, d'un parking et d'une placette végétalisée, au sein d'un petit ensemble commercial. Ce projet répond à un double objectif : la revitalisation de ce quartier et la création d'un espace dédié à l'accompagnement et à la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux en faveur de la transition écologique.

Le bâtiment, qui sera réhabilité selon des principes de sobriété énergétique, sera transformé en un espace multifonctionnel, modulable et participatif. Ce lieu a vocation à devenir un guichet unique, un centre de ressources, et un lieu de convergence pour sensibiliser les habitants, accompagner leurs initiatives de transition et soutenir les acteurs économiques dans l'adoption de pratiques durables.

Les espaces modulaires, conçus pour maximiser leur polyvalence, permettront d'accueillir une variété d'activités : ateliers pratiques, conférences, expositions, et événements participatifs, adaptés aux besoins des citoyens et des entreprises. Les habitants, y compris les plus jeunes, disposeront d'un espace dédié à l'apprentissage, à l'échange et à la co-construction de solutions locales. Les entreprises, commerçants et

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_108-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_108

associations bénéficieront quant à eux d'un pôle spécialisé pour développer des initiatives collaboratives et renforcer leurs engagements environnementaux.

Ce projet s'inscrit dans une dynamique globale de revitalisation locale : par son emplacement stratégique et son rôle structurant, "La Fabrique des Écos" renforcera l'attractivité de l'ensemble commercial adjacent et consolidera les liens entre les habitants et leur territoire.

En devenant un espace fonctionnel, inclusif et emblématique, "La Fabrique des Écos" incarnera un modèle novateur d'action publique, coconstruit avec les acteurs locaux et au service d'une ambition collective pour le climat.

Ainsi, Monsieur le Maire propose de solliciter une subvention du Conseil Départemental des Bouches du Rhône au titre du dispositif « Aide aux travaux de proximité » et à Aix-Marseille Métropole au titre du dispositif « Education à l'environnement »

Le coût de ces opérations, exposées ci-dessus, est estimé à la somme de 99 264 € HT

Ainsi pour ce projet, un plan de financement prévisionnel a été établi conformément au tableau ci-après.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales,

Vote par : Pour à l'unanimité

**DELIBERE**

**APPROUVE** le plan de financement prévisionnel défini comme suit :

| COUT HT : | FINANCEMENTS | |
|---|---|---|
| 99 264 € | Département : | 59 500,00 € (Taux : 60%) |
| | Région : | 0,00 € |
| | Communauté : | 19 911,00 € (Taux : 20%) |
| | Etat : | 0,00 € |
| | Autres : | 0,00 € |
| | Autofinancement Commune : | 19 853,00 € (Taux : 20%) |
| TOTAL HT | TOTAL FINANCEMENTS : | 99 264 € (100%) |

**SOLLICITE** auprès du Conseil Départemental des Bouches du Rhône l'octroi d'une subvention telle que définie dans le plan de financement susvisé

**SOLLICITE** auprès d'Aix-Marseille Métropole l'octroi d'une subvention telle que définie dans le plan de financement susvisé

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_108-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_108

# DEMANDE DE SUBVENTION

# AU CONSEIL DEPARMENTAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DISPOSITIF « AIDE AUX TRAVAUX DE PROXIMITE »

# A AIX-MARSEILLE-METROPOLE

DISPOSITIF « EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT »

Note relative aux modalités de réalisation

**« La Fabrique des ECOs »**

Dans un monde confronté à l'urgence climatique, "La Fabrique des Écos" marque une rupture fondamentale dans la manière d'envisager l'action publique. Plus qu'un espace, elle incarne une nouvelle vision de service public, non pas conçu "pour" mais construit "avec" : avec les citoyens, les entreprises et les forces vives locales, réunis autour d'une ambition partagée qui transcende nos actions individuelles. En combinant un guichet unique pour accompagner les démarches, un centre de ressources pour sensibiliser et outiller, et un laboratoire collaboratif pour innover, cet espace engage chacun à devenir acteur de la transition écologique. La Fabrique des Écos n'est pas seulement une réponse aux enjeux climatiques : elle propose un changement de paradigme, où chaque action collective, inscrite dans une dynamique de territoire, participe à un mouvement plus large, porteur de transformation et d'espoir. Ce projet, profondément ancré dans son contexte local, laisse entrevoir une portée bien au-delà, en démontrant qu'une gouvernance partagée peut être le moteur d'un futur durable et inspirant.

**Objectifs :**

- Informer les citoyens, notamment les jeunes, et les entreprises sur les enjeux climatiques et les accompagner dans leurs transitions écologiques.
- Soutenir les projets individuels et collectifs (réduction des déchets, économie d'énergie, végétalisation) avec des conseils techniques et un centre de ressources dédié.
- Créer un espace fédérateur où habitants, associations et entreprises collaborent autour d'une ambition commune pour le climat.
- Accompagner les acteurs économiques vers des pratiques écoresponsables et valoriser les initiatives durables pour renforcer l'attractivité du territoire.
- Agir comme un guichet unique et un levier opérationnel pour centraliser et amplifier les actions climatiques locales.

**Projet d'action :**

"La Fabrique des Écos" s'implante dans un local municipal inoccupé, idéalement situé à proximité du centre-ville, d'écoles, d'un collège, d'un parking et d'une placette végétalisée, au cœur d'un petit ensemble commercial qui bénéficiera de cette nouvelle dynamique. Ce bâtiment, qui sera réhabilité dans une démarche de sobriété énergétique, se transformera en un espace multifonctionnel, modulable et participatif, conçu pour répondre aux besoins croissants d'accompagnement et de mobilisation en faveur de la transition écologique. Pensé comme un guichet unique, un centre de ressources et un lieu de convergence, il proposera une offre



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_108-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_108

diversifiée pour sensibiliser les habitants, accompagner leurs projets de transition, et soutenir les acteurs économiques dans leurs démarches durables. Grâce à ses espaces modulaires, le lieu pourra accueillir des ateliers pratiques, des conférences, des expositions ou des événements participatifs, en s'adaptant aux configurations nécessaires et en optimisant les mètres carrés disponibles. Les citoyens, y compris les plus jeunes, bénéficieront d'un espace ressource pour apprendre, échanger et coconstruire des solutions locales. Les entreprises, commerçants et associations trouveront un pôle dédié pour explorer des initiatives collaboratives et renforcer leurs pratiques écoresponsables. Ce projet s'inscrit aussi dans une dynamique de revitalisation locale : par sa proximité avec l'ensemble commercial, il agira comme un levier pour renforcer l'attractivité de ce quartier, tout en consolidant les liens entre les habitants et leur territoire. En devenant un espace fonctionnel, collaboratif et emblématique, La Fabrique des Écos incarnera un nouveau modèle d'action publique, coconstruit et au service d'une ambition collective pour le climat.

**Travaux de réhabilitation et d'aménagement :**

Le projet de "La Fabrique des Écos" prévoit la réhabilitation complète d'un bâtiment municipal inoccupé de 125 m² SHON, situé au cœur de Gignac-la-Nerthe, afin de le transformer en un espace multifonctionnel, modulable et adapté à ses nouvelles fonctions. Les travaux se décomposent en deux volets principaux : réhabilitation énergétique et aménagement des espaces.

- Réhabilitation énergétique

Les travaux s'appuient sur les recommandations issues de l'audit énergétique, visant une réduction significative des consommations et une amélioration du confort thermique et environnemental.

- Isolation des murs extérieurs par l'intérieur pour réduire les déperditions thermiques (environ 35 % selon l'audit). L'utilisation de matériaux biosourcés sera privilégiée pour limiter l'impact environnemental.
- Isolation des combles pour optimiser la performance énergétique globale du bâtiment, en ciblant une réduction des déperditions de chaleur estimée à 25 %.
- Traitement de la toiture-terrasse pour améliorer l'étanchéité et réduire les risques d'infiltration.
- Remplacement des fenêtres et portes-fenêtres actuelles par des menuiseries en PVC ou aluminium à haute performance thermique (Uw ≤ 1,3 W/m².K). Ce poste représente un gain énergétique significatif, tout en améliorant l'isolation acoustique.
- Installation de luminaires LED avec détecteurs de présence pour optimiser les consommations d'électricité et adapter l'éclairage à l'usage réel.
- Mise en place d'un pilotage intelligent des systèmes de chauffage et d'éclairage, permettant de réduire les consommations énergétiques grâce à une gestion centralisée et programmable.
- Intégration d'un système de ventilation mécanique contrôlée (VMC) pour garantir une qualité de l'air optimale et limiter les pertes de chaleur en hiver.
- Tous les travaux respecteront les normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR) et privilégieront des matériaux durables à faible empreinte carbone.

- Aménagement des espaces

L'aménagement intérieur vise à transformer le bâtiment en un lieu polyvalent, fonctionnel et adapté aux objectifs du projet. Chaque espace sera pensé pour être modulable et répondre à des usages multiples.

- Un espace central équipé de cloisons amovibles permettra de configurer des zones en fonction des besoins :
  - ✓ Conférences : installation d'un mobilier léger et de supports audio-visuels.
  - ✓ Ateliers participatifs : tables de travail, espace de démonstration, matériel pédagogique.
  - ✓ Expositions : panneaux d'affichage et présentoirs mobiles pour valoriser les thématiques climatiques et locales.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_108-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_108

- Un espace citoyens
  - ✓ Coin ressources : bibliothèque de guides pratiques, tablettes interactives, affichage numérique pour les actualités climatiques et locales.
  - ✓ Ateliers : postes de travail équipés pour des activités comme le compostage, la fabrication de petits équipements durables, ou des initiations à la rénovation énergétique.
- Un pôle entreprises et commerçants
  - ✓ Salle de réunion équipée pour accueillir des sessions de formation, des échanges entre acteurs économiques ou des ateliers collaboratifs.
  - ✓ Bureaux de conseil pour accompagner les projets de transition écologique des entreprises locales.
  - ✓ Espaces communs
- Accueil polyvalent : un comptoir d'information et d'accueil, convertible en espace d'exposition ou en point d'inscription pour les activités.
- Zone de convivialité : petite cafétéria ou espace détente pour faciliter les échanges entre usagers.
- Extérieurs et interaction avec l'environnement
  - ✓ Signalétique extérieure claire et attractive pour renforcer la visibilité de l'équipement au sein de l'ensemble commercial.
  - ✓ Stationnement vélo.

## Budget prévisionnel

*(Détail dans l'annexe « estimation des travaux »)*

| Poste de travaux | Montant total HT (€) |
|---|---|
| 1. Isolation thermique | 10 841 € |
| 2. Menuiseries extérieures | 11 543 € |
| 3. Éclairage | 2 531 € |
| 4. Plancher | 10 564 € |
| 5. Peinture | 4 933 € |
| 6. Cloisons intérieures | 16 470 € |
| 7. Ventilation mécanique contrôlée (VMC) | 6 750 € |
| 8. Enseigne extérieure | 3 375 € |
| 9. Installation et démontage de chantier | 6 075 € |
| Sous-total travaux | 73 081 € |

| Poste aménagement intérieur | Montant total HT (€) |
|---|---|
| 1. mobilier | 13 628 € |
| 2. matériel | 12 555 € |
| Sous-total aménagement intérieur | 26 183 € |

| | |
|---|---|
| **Total général** | **99 264 €** |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_108-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_108

# Implantation

Place des Templiers – 13180 – Gignac-la-Nerthe








AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_108-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_108

# Documents annexés

- Document 1 - Projet de délibération
- Document 2 - Plan de financement
- Document 3 - Estimation des travaux
- Document 4 – Plan de situation
- Document 5 - Echéancier
- Document 6 - Note environnementale
- Document 7 - Formulaire PACTE
- Document 8 – Audit énergétique du bâtiment


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_108-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_108

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-109**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Demande de subvention au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Soutien aux crèches communales - fonctionnement » exercice 2025**

---

Dans le cadre du dispositif « soutien aux crèches communales » développé par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, M le Maire propose de solliciter une subvention de fonctionnement concernant les modes de garde collectifs pour les enfants de 0 à 3 ans pour l'établissement d'accueil de jeunes enfants (E.A.J.E) « les jardins des myrtes »

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales,
Vote par : Pour à l'unanimité

**DELIBERE**

**AUTORISE** Monsieur le Maire à demander une subvention de fonctionnement général à la place agréée, de l'établissement d'accueil de jeunes enfants (E.A.J.E) « les jardins des myrtes » :
(60 places x 220 €) soit 13 200 €, auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre de l'exercice 2025.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTRÔLE DE LÉGALITÉ : 013-211300439-20241216-DELIB2024_109-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_109

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-110**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Signature convention demande de subvention fonds de modernisation des établissements d'accueil du jeune enfant (FME) - (288 000 euros) à la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône**

---

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par leur action sociale, les Caf contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Les actions soutenues par les Caf visent notamment à développer l'offre d'accueil du jeune enfant.

Cet objectif suppose, parallèlement aux créations de structures nouvelles, de pérenniser l'offre d'accueil existante et d'éviter autant que possible les fermetures d'établissements sur les territoires où les besoins restent avérés.

Le fonds de modernisation des établissements d'accueil du jeune enfant (FME) a pour finalité de répondre à cet enjeu de pérennisation des équipements déjà en fonctionnement, en finançant des opérations de rénovation, d'amélioration de l'attractivité de leur services et d'optimisation de leur gestion.

Le montant de la subvention accordé à ce titre est soumis à deux plafonds : elle représente au maximum 80 % du coût des travaux, afin qu'il y ait un cofinancement de l'opération d'au moins 20 % et que le total des subventions en soutien du projet, de quelque nature qu'elles soient, n'excède pas 100% du coût total du projet. Le deuxième plafond correspond à un maximum par place au sein de la structure et s'élève à maximum 4 800 € par place selon un barème.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône a décidé d'allouer une subvention totale de 288 000 € sur le fonds de modernisation des établissements d'accueil du jeune enfant, afin de soutenir les travaux de rénovation engagés par la ville de Gignac-la-Nerthe au sein de l'établissement d'accueil des jeunes enfants Jardin des Myrtes.

Les opérations de travaux se dérouleront de la façon suivante :

- **Eté 2024** : rénovation et étanchéité toiture ; traitement acoustique ; remplacement éclairage ; remplacement dalle faux plafonds ; remplacement panneaux bois et réaménagement cour
- **Eté 2025** : remplacement menuiseries extérieures.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le code général des collectivités territoriales ;
**Vu** la convention d'objectifs et de financement avec la CAF des Bouches-du-Rhône ci-annexée ;
**Considérant** la nécessité de signer cette convention afin de pouvoir bénéficier d'une subvention de la CAF des Bouches-du-Rhône ;

Vote par : Pour à l'unanimité

**DELIBERE**

**APPROUVE** les termes de la convention d'objectifs et de financement avec la CAF des Bouches-du-Rhône ci-annexée.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes afférant à la convention.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**






Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

Fonds de modernisation des établissements :
FME
Eaje Psu


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

Les conditions ci-dessous du fonds de modernisation des établissements "Fme" constituent la présente convention.

**Entre:** COMMUNE DE GIGNAC LA NERTHE , représenté(e) par Monsieur Christian AMIRATY , son Maire ,
nature juridique du gestionnaire : Collectivité Locale ,
dont le siège est situé : Place de la Mairie - BP 10024 - 13180 GIGNAC LA NERTHE .

**Ci-après désigné « le promoteur du projet »**

**Et:**

La CAF des Bouches-du-Rhône, représentée par Monsieur Yves FASANARO, son Directeur Général,
dont le siège est situé 215 chemin de GIBBES, 13014 Marseille.

**Ci-après désignée « la Caf ».**


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# Préambule :

# Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caf contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée, d’une part, par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus, ou présentent une offre à développer en fonction des besoins identifiés.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfants, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement du Fme.

# Article 1 - L'objet de la convention

## 1.1 - Les objectifs poursuivis par le Fme

Le développement quantitatif et qualitatif de l'offre d'accueil du jeune enfant est une priorité forte inscrite dans la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la branche famille de la Sécurité sociale. Cet objectif suppose, parallèlement aux créations de structures nouvelles, de pérenniser l'offre d'accueil existante, d'adapter les équipements afin de favoriser la qualité des conditions de travail et l'attractivité de la filière, et d'éviter autant que possible les fermetures d'établissements sur les territoires où les besoins restent avérés. Le fonds de modernisation des équipements a pour finalités de répondre à cet enjeu de pérennisation des équipements déjà en fonctionnement, en finançant des opérations de rénovation, d'amélioration de l'attractivité pour les familles et les professionnels et d'optimisation de leur gestion.

## 1.2 – L'éligibilité au Fme

- **Les promoteurs éligibles :**

Le Fme peut être octroyé à un projet porté par tout promoteur constitué en personne morale et quelle que soit sa nature juridique :
Le promoteur peut être notamment (liste non-exhaustive) :

- une collectivité territoriale ou son émanation ;
- un organisme privé à but non lucratif ;
- un établissement public ;
- une administration d'Etat ;
- une société civile immobilière
- une entreprise commerciale.

- **Les équipements éligibles :**

Le FME peut être attribué aux Eaje visés par l'article R. 2324-17 du code de la santé publique et bénéficiant du financement de la prestation de service unique (Psu)

## 1.3 – Le projet d'investissement bénéficiant du Fme

Le partenaire s'engage à moderniser l'établissement conformément au programme défini ci-dessous :

- **La description du programme soutenu :**

1. Description du programme :
   Rénovation du MAC le Jardin des Myrtes
2. | **Total des places à l'issue de l'opération :** | = | ( | **nombre de places existantes de l'équipement :** | +/- | **nombre de places de l'équipement modifié par le projet (créées ou supprimées) :** | ) |
   |---|---|---|---|---|---|---|
   | **60** | | | **60** | | **0** | |
3. Adresse de l'équipement ou service : Mac le Jardin des Myrtes - rue du 19 Mars 1962 - 13180 GIGNAC LA NERTHE
4. Nom du gestionnaire : MUTUALITE FRANCAISE PACA SSAM Ainsi que sa nature juridique Association loi 1901


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

**Les travaux de modernisation éligibles :**

Toutes les dépenses qui relèvent, en comptabilité de la notion d'investissement sont éligibles au FME. Sont ainsi visées toute immobilisation devant faire l'objet d'un amortissement dans la comptabilité du gestionnaire :

- coûts fonciers et terrain ;
- gros œuvre, clos et couverts et grosses réparations telles que définies par l'article 606 du code civil ;
- aménagement intérieur ;
- équipements simples et particuliers ;
- honoraires et frais administratifs (honoraires d'architecte, frais de maîtrise d'œuvre, études) ;
- autres (aménagement extérieur, voirie et réseaux divers, assurance de construction).

**Les travaux éligibles sont :**

- la réalisation d'opérations de rénovation (mises aux normes, travaux de sécurisation, remplacement de matériels obsolètes) considérées comme nécessaires pour maintenir l'attractivité de l'équipement pour les familles, préserver son autorisation d'ouverture et éviter sa fermeture totale ou partielle, à court ou moyen terme ;
- la réalisation d'opérations facilitant la fourniture des repas et le stockage des couches : construction d'une cuisine ou achat d'équipements pour réchauffer les repas non préparés sur place (four, réfrigérateur), construction d'un local de stockage des couches afin de renforcer le niveau de service aux familles en cohérence avec les exigences de la Prestation de service ;
- l'achat ou le remplacement d'un logiciel de gestion ou d'un système automatisé d'enregistrement des présences permettant d'optimiser le fonctionnement et le pilotage de l'établissement


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

Pour accompagner la mise en conformité des modes d'accueil, encourager la montée en qualité de la vie au travail et l'adaptation des conditions d'accueil aux enjeux du développement durable, le Fme soutiendra également les projets répondant aux objectifs suivants :

- l'adaptation des locaux au référentiel national relatif aux exigences applicables aux Eaje en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage[1]pour les projets déposés jusqu'à l'année 2026 incluse ;
- l'adaptation des contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe ou de service, rendue nécessaires par la loi EGAlim[2]. L'utilisation du plastique en la matière étant prohibée au 1er janvier 2025, les acquisitions (vaisselle, contenants, chariots, fours ou lave-vaisselles) ou travaux induits (aménagement des cuisines, et / ou lieux de rangement des repas) seront éligibles au Fme, ainsi que l'introduction de dispositifs de recyclage des déchets alimentaires ;
- l'amélioration des conditions de travail des professionnels au-delà de la simple mise en conformité avec les obligations résultant du droit de travail. Sont ainsi éligibles au Fme l'aménagement d'une salle du personnel dédiée, l'acquisition de mobilier adulte en section et dans les salles de pause, l'amélioration de l'ergonomie des matériels professionnels, les opérations d'insonorisation ainsi que les aménagements des sections d'accueil en vue de diminuer le nombre moyen d'enfants par groupe tout en préservant la capacité d'accueil totale de l'équipement ;
- l'adaptation de l'équipement aux enjeux de la transition écologique :
    - les travaux permettant l'obtention d'un label ou certificat dont la liste limitative est communiquée par Information technique et disponible sur le site caf.fr, ou faisant l'objet d'un contrat d'engagement avec un « obligé » destinataire d'un Certificat d'économie d'énergie (Cee) ;
    - les travaux contribuant à la désartificialisation et à la végétalisation des cours extérieures, à l'aménagement de l'ombrage naturel (plantation des arbres, installation d'une pergolas végétalisée) ou favorisant l'accès à la nature ainsi que le prévoit la Charte nationale pour l'accueil du jeune enfant[3]. S'agissant des opérations de végétalisation, les partenaires seront encouragés à y associer des mesures visant à économiser l'eau ;
    - les travaux concourant à des gains de performance énergétique : pilotage et régulation des systèmes de chauffage, modernisation des systèmes d'éclairage, travaux d'isolation du bâti (isolation des murs, des planchers bas, de la toiture, remplacement des menuiseries extérieures, ventilation, production de chauffage et d'eau chaude sanitaire). Les Caf prioriseront les opérations adossées à des études permettant d'objectiver les gains effectifs en matière énergétique.

[1]Les obligations découlant de l'arrêté du 31 août 2021 créant un référe,tiel national relatif aux exigences applicables aux Eaje en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage et applicable aux crèches pour les quelles la demande complète d'autorisation ou d'avis a été déposée avant le 1er septembre 2022, s'imposeront à compter du 1er septembre 2026.

[2]La loi du 30 octobre 2018 portant sur l'agriculture et l'alimentation, dite loi "EGAlim", complétée par la loi du 22 août 2021 portant sur le climat, dite loi "Climat et résilience", prévoit un ensemble de mesures concernant la restauration collective publique et privée.

[3]Depuis l'ordonnance des services aux familles du 19 mai 2021, la charte nationale pour l'accueil du jeune enfant est une référence commune à tous les modes d'accueil du jeune enfant (article L214-1-1 du Code de l'action sociale et des familles). Cette charte comporte dix grands principes pour grandir en toute confiance, dont le sixième indique que le contactavec la nature est essentiel pour le développement de l'enfant.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# Article 2 - Les modalités de calcul de la subvention versée au titre du FME

Le montant d'aide accordé au titre du Fme est soumis à 2 plafonds :

- Pour les structures bénéficiant d'un financement Psu : maximum 80% du coût total des travaux (afin qu'il y ait un cofinancement d'au moins 20%) ;
- un montant maximum par place et le cas échéant majoré en présence de travaux permettant le bénéfice de l'un des labels ou certificats figurant dans la liste détaillée des labels et certificats éligibles communiquée par Information technique et disponible sur le caf.fr. Dans ce cas, seule une Convention d'objectifs et de financement intégrant le plafond rehaussé garantit au porteur de projet le bénéfice de cette majoration dans les conditions qu'elle prévoit ; par ailleurs les attestations de labels ou certificats, transmises dans les délais prévus par la réglementation, servent de pièce justificative à l'attribution du bonus accordé par place.

Le barème applicable est celui qui est en vigueur à la date à laquelle le dossier est réputé complet auprès de la Caf. Le barème est publié chaque année par la Cnaf.

Le montant de ce plafond s'apprécie hors taxe pour les promoteurs qui ont la possibilité de déduire la TVA sur les investissements. A contrario, ce plafond est « toutes taxes comprises » pour les promoteurs qui n'ont pas cette faculté. Le total des subventions accordées ne peut excéder 100% du coût total du projet.

Le nombre de places considéré pour le calcul de l'aide est obtenu par l'autorisation de fonctionnement de l'Eaje. Si le projet prévoit une évolution de la capacité, c'est la capacité d'accueil résultante du projet qui sert de référence de calcul à la subvention.

Le calcul du montant de l'aide accordée ne peut pas faire l'objet d'une proratisation de l'aide accordée en ne retenant qu'une partie des places ou du projet, ou de minorer la subvention, sauf en application des règles de plafonnement énoncées supra. En cas de diminution du nombre de places autorisées après ouverture, la Caf exigera le remboursement partiel de la subvention sur la base du prorata de places non maintenues et au prorata temporis de la période non conforme.

La seule exception possible consiste en une diminution du montant de l'aide accordée afin que l'ensemble des recettes ne dépasse pas le coût total du projet. Ce plafonnement évite que, compte tenu des autres sources de financement, la Caf attribue une subvention supérieure au besoin du porteur de projet.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

## 2.1 - Détermination du montant de subvention au titre du FME

**Socle de base**

Dans le cadre de ses travaux de rénovation, le projet bénéficie d'une aide forfaitaire par place existante et nouvelle.
Le montant socle du Fme est accessible en consultant les barèmes communiqués annuellement sur le Caf.fr.

En cas de programmes successifs à moins de 5 ans d'intervalle, ces deux plafonds sont appliqués sur le nombre total de programmes. Cet intervalle débute à la date de fin des travaux précédemment accompagnés.

**Le montant socle Fme pour la présente convention est de**

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ( | **Nombre de places existantes : 60** | +/- | **Nombre de placescréées ou supprimées par le projet : 0** | ) | X | **Montant plafond par place : 4800 €** | = | **288 000 €** |

**Plafond rehaussé « développement durable » :**

Une majoration supplémentaire par place existante et nouvelle peut être accordée pour les travaux s'engageant dans une démarche respectueuse de l'environnement. Ce montant majoré vient remplacer le plafond socle au profit d'un montant par place plus avantageux. Il est accessible en consultant les barèmes communiqués annuellement par la Caisse nationale des Allocations familiales sur le site Caf.fr.

**Le montant Fme avec plafond réhaussé développement durable pour la présente convention est de**

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ( | **Nombre de places existantes : 60** | +/- | **Nombre de placescréées ou supprimées par le projet : 0** | ) | X | **Montant plafond par place : 0 €** | = | **0 €** |

Le processus de certification devant commencer dès la conception des plans de rénovation, il est important que cette démarche soit anticipée par le porteur de projet.

Les certificats ou attestations de label serviront de pièces justificatives à l'attribution de la majoration « développement durable ». Les certificats ou labels éligibles figurent dans la liste détaillée communiquée par Information technique en vigueur et disponible auprès de la Caf sur le caf.fr. La liste applicable est celle disponible au moment où le dossier est réputé complet par la Caf.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

**Montant de la subvention accordée**

- Application des règles de plafonnement :

Le montant de la subvention est déterminé en application du calcul ci-dessous :
Le montant de l'aide maximum globale (socle de base ou plafond réhaussé) est limité par deux plafonds

Le montant de la subvention FME est de :

| **Montant subvention Fme accordée** |
|---|
| **Montant de l'aide maximum (barème socle ou développement durable) 288 000 €** |

Ce montant est limité par les 2 plafonds suivants :

- Le montant maximum de la dépense subventionnable déterminé de la manière suivante :

| **Montant maximum de la dépense subventionnable** | | |
|---|---|---|
| **Montant des dépenses relevant de la notion d'investissement 405 933,16 €** | **X** | **0,80 pour les Eaje Psu = 324 746,52 €** |

  Le montant de ce plafond est hors taxe pour les promoteurs qui ont la possibilité de déduire la Tva sur les investissements. A contrario, ce plafond est « toutes taxes comprises » pour les promoteurs qui n'ont pas cette faculté.
- Le montant de la subvention est plafonné de sorte que le total des subventions en soutien du projet, de quelque nature qu'elles soient, n'excède pas 100% du coût total du projet.

| **Montant de l'aide accordée après application des règles de plafonnement** |
|---|
| **Au vu des éléments de determination du montant de la subvention, l'aide accordée au promoteur du projet tel que décrit à l'article 1 au titre du Fme est de 288 000 €** |

**En cas de modification des éléments de détermination du montant de la subvention.**
Le montant global de la subvention peut être recalculé en cas de non-conformité au programme prévisionnel et du respect des conditions d'éligibilité des éventuelles majorations dans la limite des plafonds définis ci-dessus.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# Article 3 - Les modalités de versement de la subvention du Fme par la caf

## 3.1- Dispositions sur les délais de validité de la subvention accordée

Le versement de la subvention Fme est effectué sous réserve de la production des justificatifs précisés à l'article 5.

Pour les subventions supérieures à 30 500 €

Le promoteur s'engage à terminer les travaux et à fournir les pièces justificatives impérativement avant le 30/06/N+5. L'année N correspond à l'année de décision de l'aide financière accordée.

La prolongation de ce délai ne peut être obtenue que pour des raisons légitimes sanctionnées par un nouveau vote du Conseil d'administration de la Caf devant intervenir avant le 30/06/N+5. La durée prolongation est de 4 ans maximum.

- Si un accord est prononcé par le Conseil d'administration, la prolongation de la subvention pourra être portée au 30/06/N+9.
- Si un refus de prolongation est prononcé par le Conseil d'administration, il faut procéder à l'annulation du solde ou de la totalité de la subvention d'investissement et/ou du prêt.

Pour les subventions de 30 500 € ou moins :

Le promoteur s'engage à terminer les travaux et à fournir les pièces justificatives impérativement avant le 30/06/N+3, la prolongation n'est pas autorisée. L'année N correspond à l'année de décision de l'aide financière accordée.

## 3.2 - Le versement de la subvention

**Les versements de la subvention Fme sont calculés sur la base**

- des travaux effectivement réalisés ;
- de la copie des factures acquittées accompagnées d'un état récapitulatif des factures signé par la personne habilitée au regard du porteur de projet.

Les factures et l'état récapitulatif signé sont accompagnés d'une attestation certifiant la réalité et l'existence de la dépense dans la comptabilité du bénéficiaire de la présente subvention. L'attestation justifie du commencement d'exécution des travaux et doit mentionner la date de début des travaux. Elle est signée par :

- un commissaire aux comptes, dès lors que le porteur du projet est dans l'obligation d'en désigner un, ou par un expert-comptable, dès lors que le porteur du projet en a désigné un.
- en l'absence de commissaire aux comptes ou d'expert-comptable, l'attestation est signée conjointement, par le maître d'ouvrage (représentant mandaté du promoteur du projet) et le maître d'œuvre (architecte, bureau d'études) chargés de l'opération.

**Le versement peut intervenir sous forme d'acomptes :**

- Pour un premier acompte :
  **Il doit être égal au minimum à 30 % de l'aide accordée et sous réserve de production des pièces justificatives** (le promoteur du projet veillera à transmettre à la Caf des factures acquittées lorsque celles-ci totalisent au minimum une somme correspondant à 30% de l'aide accordée). Ce premier acompte peut être supérieur à 30%, dans la limite détaillée au point suivant.
- Pour les acomptes suivants :
  Le promoteur du projet peut solliciter le versement d'acomptes complémentaires (limité à un par an). Il devra alors envoyer à la Caf les nouvelles pièces justificatives dont il dispose, à partir desquelles l'acompte pourra être calculé et payé. **La somme du premier acompte et des acomptes suivants ne pourra en aucun cas dépasser 70% de l'aide totale accordée**.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

## 3.3- Le versement du solde de la subvention

**Le montant définitif de la subvention est arrêté au vu :**

1. de la réalisation effective du programme ;
2. des dépenses réellement effectuées et des recettes réelles qui, si elles sont moindres que les recettes retenues pour le calcul du montant total de la subvention accordée au promoteur au titre de la présente convention, ne peuvent entraîner une majoration du montant de la subvention ;
3. du nombre de places résultant du projet pris en compte dans l'autorisation de fonctionnement en cas de modification de la capacité d'accueil de l'équipement
4. transmission de l'attestation de label ou de certificat en cas d'attribution du plafond réhaussé développement durable

Le versement du solde de la subvention intervient sur production par le promoteur des pièces justificatives précisées ci-après.

Le promoteur s'engage à transmettre à la Caf l'intégralité des pièces justificatives requises pour le versement du solde de la subvention impérativement avant :

- Pour les subventions supérieures à 30 500 euros, avant le 30/06/N+5, date à laquelle les travaux doivent être terminés. Dans le cas où le promoteur serait dans l'incapacité de satisfaire les obligations posées ci-dessus, celui-ci peut solliciter, par courrier officiel à la Caf, une prolongation de la présente convention jusqu'au 30/06/N+9 maximum. Cette demande est à formuler avant le 30/06/N+5 ;
- Pour les subventions inférieures à 30 500 euros, avant le 30/06/N+3, la prolongation n'est pas autorisée.

Au-delà de ces dates et en l'absence des éléments nécessaires pour verser le solde de la subvention, la Caf ne sera plus engagée vis-à-vis du promoteur qui en perdra le bénéfice.

Préalablement au versement du solde de la subvention, une visite de fin de travaux est effectuée par la Caf dans un délai obligatoire d'un mois à réception des travaux afin de s'assurer de la conformité au programme prévisionnel détaillé à l'article 1.3. En cas de non-conformité au programme prévisionnel, le solde de la subvention ne sera pas versé et les acomptes versés précédemment devront faire l'objet d'un remboursement.

Les sommes non utilisées ou ayant fait l'objet d'un usage non conforme à leurs destinations sont qualifiées d'indus et doivent être reversées à la Caf.

## 3.4 Le délai de paiement de la subvention

Les travaux, l'ouverture de la dernière place ainsi que la production de l'ensemble des pièces justificatives devront intervenir avec les délais prévus à l'article 3.1 de la présente convention.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# Article 4 - Les engagements du promoteur du projet

## 4.1 - Au regard du programme

Le promoteur du projet s'engage à réaliser le programme tel que décrit à l'article 1 dans les délais prévus à l'article 3.1 qui courent à compter de la date de décision d'engagements de crédits par le Conseil d'administration de la Caf ou son instance délégataire, intervenue le 30/05/2024 .

A défaut, s'il apparait que le projet ne se réalisera pas dans les délais prévus à l'article 3.1 ou que les travaux n'ont toujours pas commencé au terme de ces dates, la subvention sera annulée.

## 4.2 - Au regard du maintien de la destination sociale de l'équipement

Le promoteur du projet s'engage à ne pas modifier le fonctionnement ou la destination sociale de l'équipement financé tels que décrite à l'article 1 de la présente convention pendant une période de 15 ans à compter de la date de paiement du solde de la subvention du projet financé.

Aucune modification pouvant altérer le fonctionnement ou la destination sociale du bien tels que décrits à l'article 1 ne peut être engagée sans accord préalable de la Caf. Aussi, le promoteur du projet est dans l'obligation de lui communiquer, au préalable, toutes les modifications relatives :

- à la destination sociale de l'équipement subventionné et provenant notamment de la vente, de la location ou de la location-gérance de ce dernier, ou de cession de toute nature pouvant entraîner une modification du promoteur du projet bénéficiaire de la subvention et signataire de la présente convention ;
- aux modalités de fonctionnement ayant servi au calcul de la subvention.

En cas de changement de fonctionnement ou de destination, la date retenue est celle du dernier jour d'activité de l'équipement en tant qu'Eaje.

Le promoteur du projet sollicitant une aide à l'investissement au titre du Fme contracte, en signant la présente convention, une clause dite promesse de porte fort tel que prévue dans l'article 1204 du code civil précisant qu'« on peut se porter fort en promettant le fait d'un tiers, le promettant est libéré de toute obligation si le tiers accomplit le fait promis ».

Le promoteur du projet (bénéficiaire de la subvention) est redevable des montants à rembourser à la Caf dans l'hypothèse où le fonctionnement ou la destination sociale du bien tels que décrits à l'article 1 seraient modifiés avant expiration du délai de 15 ans même en cas de cession de l'équipement.

Par cette clause, le promoteur est reconnu garant du maintien de la destination sociale et du fonctionnement du bien financé jusqu'à l'expiration du délai de 15 années, même si celui-ci fait l'objet d'une ou plusieurs reventes pendant cet intervalle de temps.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

Le promoteur de la subvention s’engage à informer la Caf de tout changement susceptible d’affecter la destination sociale du bien financé. En l’absence d’information de la Caf d’un changement de propriétaire des locaux financés, d’un changement de gestionnaire de l’Eaje financé, ou d’une modification susceptible d’altérer la destination sociale du bien, les fonds octroyés sont intégralement remboursés à la Caf par le promoteur.

L'octroi d'une subvention ne crée un droit acquis au profit de son bénéficiaire que s'il en respecte les conditions. Dès lors, les Caf réclameront le remboursement en totalité des subventions d’investissement à leur promoteur si celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations décrites ci-dessus et dans la convention de financement.

Le Conseil d’administration (ou la commission délégataire) pourra décider de moduler le recouvrement de la subvention au prorata temporis en cas de situation spécifique. Dans les situations suivantes de modification ou de non-maintien de la destination sociale prévue par la convention d’objectifs et de financement formalisant l’octroi du Fme, le prorata sera la règle :

- Cas de force majeure

  Selon les termes de l’article 1218 du Code civil, « il y a force majeure en matière contractuelle lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur ».

  Par conséquent, la Caf exigera le remboursement des fonds octroyés au prorata temporis de la période non conforme, et non pas en totalité, dès lors que le non-maintien de la destination sociale résulte de circonstances imprévisibles, insurmontables, extérieures au promoteur et échappant à son contrôle.

- Cas de réduction de capacité en Eaje

  En cas de diminution du nombre de places autorisées et financées par le Fme après ouverture[4], la Caf exigera le remboursement partiel de la subvention sur la base du prorata de places non maintenues et au prorata temporis de la période non conforme.

## 4.3 - Au regard du public

Le promoteur du projet s’engage à maintenir dans son équipement les éléments suivants :

- Un projet d’établissement prenant en compte la place des parents, conforme aux critères de qualité de la Charte d’accueil du jeune enfant et aux référentiels nationaux en vigueur ;
- Des modalités de fonctionnement prévues par le règlement de fonctionnement et le projet d’établissement qui permettent l’inclusion d’enfants en situation de handicap ;
- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale
- Une accessibilité financière pour toutes les familles dans le respect du barème national des participations familiales.

Le gestionnaire s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s’engage à respecter « la Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d’Administration de la Caisse nationale des Allocations familiales et intégrée à la présente convention.

La « Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires » doit être affichée dans les locaux de la structure.

[4]Places bénéficiant d'un avis ou d'une autorisation d'ouverture en Eaje.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

## 4.4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr » et de l’application mobile « caf-mon- enfant »

Le gestionnaire s’engage à faire figurer la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d’admission, les principales caractéristiques de son projet d’accueil sur le site Internet de la Cnaf « monenfant.fr » propriété de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- Fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;
- Signaler immédiatement à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur ledit site Internet.

Dans le cas où le gestionnaire de l’Eaje a signé une convention d'habilitation « monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion, ce gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient la fiabilité des informations mises en ligne sur ledit site Internet.

La complétude du site monenfant.fr par le gestionnaire pourra faire l’objet d’une vérification par la Caf dans l’exécution des dispositions de la présente convention.

## 4.5 - Au regard de la communication

Le soutien de la Caf à la réalisation de ce projet doit être porté à la connaissance :

- du public pendant la durée des travaux et parallèlement à la publicité du permis de construire, en ce qui concerne les opérations à caractère immobilier ou mixte. Un affichage est réalisé précisant que cette rénovation ou construction est financée avec le concours de la Caisse d’Allocations familiales ;
- des familles utilisatrices par l’apposition, à l’entrée de l’équipement, d’un affichage portant l’indication évoquée ci-dessus.

Le promoteur du projet s’engage à faire mention de l’aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, par l’intermédiaire d’un affichage visible au sein de la structure et dans toutes les informations et documents administratifs destinés aux familles ainsi que dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications et affiches (y compris site Internet et les informations de promotion réalisées sur les réseaux sociaux) visant le service couvert par la présente convention.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

### 4.6 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le promoteur du projet s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes lorsque la règlementation l'impose ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc. ;
- De qualité en matière d'accueil du jeune enfant ;
- Du respect des droits du consommateur et de la concurrence ;
- De respect des règles du code de la sécurité sociale et de la règlementation de la Branche familles.

Pour les associations et fondations, en application du décret du 31 décembre 2021 approuvant le Contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, l'association atteste avoir souscrit au Contrat d'engagement républicain et respecter son contenu. Tout manquement observé à ce titre est de nature à justifier un retrait de tout ou partie de la subvention accordée.

Dans le cadre du respect des obligations légales et réglementaires, le promoteur s'engage à informer la Caf sous 48h des difficultés qu'il rencontre et de nature à entraver la bonne marche du service financé.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans les statuts. La présente disposition ne concerne pas les collectivités territoriales.

## Article 5 - Les pièces justificatives

Le promoteur du projet s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées à ce présent article, dont il est garant de la qualité et de la sincérité.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le promoteur du projet s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation (ou pendant la période de maintien de la destination sociale du bien financé soit 15 ans si la durée légale en est inférieure). Ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et devront obligatoirement être mises à disposition des services de la Caf dans le cadre des opérations de contrôle.

Le versement de la subvention Fme s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# Associations - Mutuelles – Comité Social d'entreprise - Fondations

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention |
|---|---|
| **Existence légale** | Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois |
| | Pour les associations :<br>• récépissé de déclaration en Préfecture et sa publication au Journal officiel des associations et fondations d'entreprises (JOAFE).<br>Pour les Cse :<br>• procès-verbal des dernières élections constitutives. |
| | Numéro SIREN / SIRET de l'établissement |
| **Vocation** | Statuts datés et signés en cours de validité |
| **Destinataire du paiement** | Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide |
| **Capacité du contractant** | Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois |
| **Pérennité** | Compte de résultat et bilan disponible (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1) |
| **Prévention de l'enrichissement sans cause** | • Attestation sur l'honneur de probité datée et signée<br>• Déclaration d'intérêts datée et signée<br>• En cas d'existence d'intérêts : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au promoteur par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le promoteur est conforme au prix du marché pour un bien comparable. |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# Collectivités territoriales - Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention |
|---|---|
| **Existence légale** | Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence |
| | Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois (pour le personnel vacataire) |
| | Numéro SIREN / SIRET |
| **Vocation** | Statuts en cours de validité pour les établissements publics de coopération intercommunale datés et signés (détaillant les champs de compétence) |
| **Destinataire du paiement** | Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# Entreprises – groupements d’entreprises

| Nature de l’élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention |
|---|---|
| **Existence légale** | Numéro SIREN / SIRET |
| | Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois |
| | Attestation de vigilance Urssaf valide de moins de 6 mois |
| **Vocation** | Statuts datés et signés en cours de validité. |
| **Destinataire du paiement** | Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide. |
| **Pérennité** | Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan relatifs à l'année précédant la demande (si la structure existait en N-1)) |
| **Prévention de l’enrichissement sans cause** | • Attestation sur l’honneur de probité datée et signée<br>• Déclaration d’intérêts datée et signée<br>• En cas d’existence d’intérêts : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au promoteur par une personne morale ou physique entretenant un lien d’intérêt avec le promoteur est conforme au prix du marché pour un bien comparable. |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

## 5.2 - Les pièces justificatives au titre du programme

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention |
|---|---|
| **Eléments relatifs à l'opération** | Descriptif de l'opération indiquant, notamment les motifs, le lieu d'implantation et son opportunité géographique |
| **Eléments relatifs à la structure financée** | Justificatif relatif aux conditions d'occupation du terrain d'implantation et/ou conditions d'occupation des locaux (photocopie du titre d'occupation du terrain ou des locaux, certificat de propriété…) |
| | Copie de la police d'assurance garantissant le bien faisant l'objet de la demande d'aide financière |
| | Budget prévisionnel de la première année de fonctionnement de la structure financée après réalisation de l'opération. Nombre d'actes prévisionnels de la première année de fonctionnement suivant la réalisation de l'opération |
| **Modalités de financement du projet** | Plan de financement prévisionnel, signé de la personne habilitée, détaillant : d'une part, le coût de l'opération (toutes taxes comprises) et d'autre part, les financements obtenus ou sollicités. |
| | Tout document attestant du coût prévisionnel de l'opération (devis, avant-projet sommaire...) |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

## 5.3 - Les pièces justificatives nécessaires au paiement de la subvention

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs nécessaires dans le cas d'un paiement en plusieurs fois |
|---|---|
| **Modalités de financement du projet** | **1er paiement** |
| | • copie des factures acquittées<br>• état récapitulatif des factures signé par la personne habilitée au regard du porteur de projet.<br>• une attestation certifiant la réalité et l'existence de la dépense dans la comptabilité du bénéficiaire de la présente subvention. L'attestation justifie du commencement d'exécution des travaux et doit mentionner la date de début des travaux. Elle est signée par :<br>  ◦ un commissaire aux comptes, dès lors que le porteur du projet est dans l'obligation d'en désigner un, ou par un expert-comptable, dès lors que le porteur du projet en a désigné un.<br>  ◦ en l'absence de commissaire aux comptes ou d'expert-comptable, l'attestation est signée conjointement, par le maître d'ouvrage (représentant mandaté du promoteur du projet) et le maître d'œuvre (architecte, bureau d'études) chargés de l'opération. |
| | **Paiements suivants** |
| | • copie des factures acquittées<br>• état récapitulatif des factures signé par la personne habilitée au regard du porteur de projet. |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs nécessaires dans le cas d'un paiement en plusieurs fois |
|---|---|
| **Modalités de financement du projet** | **Versement du solde** |
| | **<u>Uniquement en cas de modification de la capacité d'accueil de la structure :</u>**<br>• **<u>En cas de promoteur privé :</u>** Autorisation(s) d'ouverture délivrée(s) par le président du conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement.<br>• **<u>En cas de promoteur public :</u>** Décision d'ouverture délivrée(s) par la collectivité publique compétente, et avis du président du conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement (Dans l'attente d'une autorisation ou de l'avis, des justificatifs d'ouverture et l'attestation de demande d'autorisation ou d'avis du conseil départemental).<br><br>A partir du 1er janvier 2025, le promoteur devra fournir l'autorisation d'ouverture délivrée conformément aux nouvelles dispositions issues de la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi.<br><br>• copie des factures acquittées<br>• état récapitulatif des factures signé par la personne habilitée au regard du porteur de projet.<br>• une attestation certifiant la réalité et l'existence de la dépense dans la comptabilité du bénéficiaire de la présente subvention. L'attestation justifie du commencement d'exécution des travaux et doit mentionner la date de début des travaux. Elle est signée par :<br>  • un commissaire aux comptes, dès lors que le porteur du projet est dans l'obligation d'en désigner un, ou par un expert-comptable, dès lors que le porteur du projet en a désigné un.<br>  • en l'absence de commissaire aux comptes ou d'expert-comptable, l'attestation est signée conjointement, par le maître d'ouvrage (représentant mandaté du promoteur du projet) et le maître d'œuvre (architecte, bureau d'études) chargés de l'opération.<br>• Copie de la police d'assurance garantissant les biens faisant l'objet de la participation de la Caisse d'Allocations familiales<br>• Plan de financement définitif, signé de la personne habilitée au regard du porteur de projet, détaillant le coût de l'opération (hors taxe et/ou toutes taxes comprises) ainsi que les financements obtenus et sollicités.<br>• Procès-verbal de réception des travaux avec levée des réserves ou attestation de fin de chantier avec levée des réserves.<br>• En cas de plafond majoré développement durable, certificat ou attestation de label développement durable à produire dans un délai de 12 mois à compter de la date de visite de fin de travaux par la Caf tel que prévu à l'article 3.3 de la présente convention |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

| Nature de l’élément justifié | Justificatifs nécessaires dans le cas d’un paiement en plusieurs fois |
|---|---|
| **Fiche de référencement « mon-enfant.fr »** | • Imprimé type de recueil de données. |
| **Nature de l’élément justifié** | **Justificatifs nécessaires dans le cas d’un paiement unique** |
| **Modalités de financement du projet** | **Uniquement en cas de modification de la capacité d’accueil de la structure :**<br>• **En cas de promoteur privé :** Autorisation(s) d'ouverture délivrée(s) par le président du conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement.<br>• **En cas de promoteur public :** Décision d'ouverture délivrée(s) par la collectivité publique compétente, et avis du président du conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement (Dans l'attente d'une autorisation ou de l'avis, des justificatifs d’ouverture et l'attestation de demande d'autorisation ou d'avis du conseil départemental).<br>A partir du 1er janvier 2025, le promoteur devra fournir l’autorisation d’ouverture délivrée conformément aux nouvelles dispositions issues de la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi.<br>• copie des factures acquittées<br>• état récapitulatif des factures signé par la personne habilitée au regard du porteur de projet.<br>• une attestation certifiant la réalité et l'existence de la dépense dans la comptabilité du bénéficiaire de la présente subvention. L’attestation justifie du commencement d’exécution des travaux et doit mentionner la date de début des travaux. Elle est signée par :<br>  • un commissaire aux comptes, dès lors que le porteur du projet est dans l’obligation d’en désigner un, ou par un expert-comptable, dès lors que le porteur du projet en a désigné un.<br>  • en l’absence de commissaire aux comptes ou d’expert-comptable, l’attestation est signée conjointement, par le maître d’ouvrage (représentant mandaté du promoteur du projet) et le maître d'œuvre (architecte, bureau d'études) chargés de l'opération.<br>• Copie de la police d’assurance garantissant les biens faisant l’objet de la participation de la Caisse d’Allocations familiales<br>• Plan de financement définitif, signé de la personne habilitée au regard du porteur de projet, détaillant le coût de l’opération (hors taxe et/ou toutes taxes comprises) ainsi que les financements obtenus et sollicités.<br>• Procès-verbal des travaux avec levée des réserves ou attestation de fin de chantier avec levée des réserves.<br>• En cas de Majoration développement durable, certificat ou attestation de label développement durable. à produire dans un délai de 12 mois à compter de la date de visite de fin de travaux par la Caf tel que prévu à l’article 3.3 de la présente convention. |
| **Fiche de référencement « mon-enfant.fr »** | • Imprimé type de recueil de données. |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# Article 6 - Les engagements de la caisse d'Allocations familiales

## 6.1 - Le contrôle des conditions d’emploi de la subvention

La Caf se réserve le droit de vérifier à tout moment la réalisation du projet pendant son aménagement et périodiquement en cours de fonctionnement de la structure. Le promoteur du projet doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d’autres Caf dans le cadre d’interventions mutualisées, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le promoteur du projet ne puisse s’y opposer.

Le promoteur du projet s’engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, comptabilité analytique, tout document justifiant du soutien financier apporté au projet, procès-verbal d’achèvement des travaux…

La Caf peut être amenée dans le cadre du contrôle à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l’exactitude des pièces transmises par le Promoteur.

Le contrôle fait l’objet d’une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération des sommes versées ou le versement d’un rappel.

Le refus de communication de justificatif(s), rapport ou tout autre document, entraîne la suppression du financement de la Caf et la récupération des sommes versées non justifiées.

## 6.2 - Les sanctions

En cas d’inexécution, de retard dans l’exécution par le promoteur du projet de ses obligations résultant de la présente convention, ou en cas de réalisation différente du programme initial tel que détaillé à l’article 1 sans l’accord écrit de la Caf, celle-ci peut, après examen des justificatifs présentés par le promoteur du projet et avoir préalablement entendu ses représentants :

- Soit suspendre le versement de la subvention jusqu’à l’exécution par le promoteur du projet de ses obligations contractuelles ;
- Soit exiger du promoteur du projet le versement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

La Caf en informe le promoteur du projet par lettre recommandée avec avis de réception.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# Article 7 - La durée et la révision des termes de la convention

La présente convention prend fin au terme d’une période de quinze ans à compter de la date du paiement du solde de la subvention Fme.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

# Article 8 - La fin de la convention

## Résiliation de plein droit avec mise en demeure :

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations conventionnelles, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le promoteur du projet aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

## Résiliation de plein droit sans mise en demeure :

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il ait besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « La durée et la révision des termes de la convention » ci-dessus.

## Résiliation par consentement mutuel :

La présente convention peut être dénoncée par l’une ou l’autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

## Effets de la résiliation :

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
Elle interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Le promoteur reste toutefois redevable des autres engagements contractés vis-à-vis de la Caf en particulier dès lors qu’il a bénéficié d’une subvention d’investissement.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

# Article 9 – Les recours

## Recours amiable

L’aide versée au titre du Fme étant une subvention, le Conseil d'administration de la caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

## Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf. Les parties à la présente convention s’engagent à se conformer à l’ensemble des stipulations constitutives de celle-ci.

****

Il est établi un original de cette convention pour chacune des parties en présence :

Fait à Marseille, le 12/11/2024 en 2 exemplaires originaux .

| | |
|---|---|
| La CAF des Bouches-du-Rhône,<br>représentée par<br>Monsieur Yves FASANARO, son Directeur Général,<br>dont le siège est situé<br>215 chemin de GIBBES, 13014 Marseille. | COMMUNE DE GIGNAC LA NERTHE ,<br>représenté(e) par<br>Monsieur Christian AMIRATY , son Maire ,<br>dont le siège est situé<br>Place de la Mairie - BP 10024 - 13180 GIGNAC LA NERTHE |
| **Signature, date et cachet obligatoires.** | |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

Annexe 1

# Charte
# de la laïcité
## de la branche Famille
## avec ses partenaires



## PRÉAMBULE

**La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et repli identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.**

**Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».**

**L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.**

**Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.**

ARTICLE 1
### LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE
La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
### LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ
La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
### LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE
La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
### LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCES AUX DROITS
La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnait la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
### LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTEGE DU PROSÉLYTISME
La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
### LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS
La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
### LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ
Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE
La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE
La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Allocations familiales

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES

Sécurité sociale


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_110-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_110

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-111**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Exercice 2025 - autorisation à M. le Maire d'engager des dépenses d'investissement dans la limite du 1/4 du montant de l'exercice précédent**

---

M. le Maire expose à l'assemblée que le C.G.C.T. dans son article L1612-1 prévoit la possibilité jusqu'à l'adoption du budget d'autoriser l'exécutif de la collectivité à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du ¼ des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à bénéficier de ces dispositions.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vote par : Pour à l'unanimité

## D E L I B E R E

**AUTORISE** le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement au titre de 2025 et jusqu'à l'intervention du budget de cet exercice, dans la limite du ¼ des crédits ouverts au budget 2024.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_111-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_111

**PRECISE** que cette autorisation est ainsi répartie :

| | |
|---|---|
| Chapitre 20 – immobilisations incorporelles : | 62 225,00 € |
| Chapitre 21 – immobilisations corporelles : | 2 082 219,77 € |
| Chapitre 23 – immobilisations en cours : | 37 500,00 € |

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_111-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_111

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-112**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : exercice 2025 – avance sur subvention à l'association Marignane Gignac Côte Bleue.**

Monsieur le Maire rappelle que le vote du budget aura lieu en 2025.

Ainsi, afin de permettre à l'association Marignane Gignac Côte Bleue (MGCB) de démarrer l'année sans attendre le vote du budget, il est proposé d'accorder à cette dernière une avance sur subvention d'un montant de 16 000 €, dont le mandatement interviendra en 2025 sur les crédits ouverts au budget 2025.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vote par : Pour à l'unanimité

**D E L I B E R E**

**AUTORISE** le versement d'une avance sur subvention à l'association Marignane Gignac Côte Bleue d'un montant de 16 000 €.
**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2025 du budget principal à l'article budgétaire concerné.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :
M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

AR CONTRÔLE DE LÉGALITÉ : 013-211300439-20241216-DELIB2024_112-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_112

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-113**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : exercice 2025 – avance sur subvention à l'association Comité des Œuvres sociales (COS)**

---

Monsieur le Maire rappelle que le vote du budget aura lieu en 2025.

Ainsi, afin de permettre à l'association Comité des Œuvres Sociales (COS) de démarrer l'année sans attendre le vote du budget, il est proposé d'accorder à cette dernière une avance sur subvention d'un montant de 12 000 €, dont le mandatement interviendra en 2025 sur les crédits ouverts au budget 2025.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vote par : Pour à l'unanimité

**D E L I B E R E**

**AUTORISE** le versement d'une avance sur subvention à l'association Comité des Œuvres Sociales (COS) d'un montant de 12 000 €.

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2025 du budget principal à l'article budgétaire concerné.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_113-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_113

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-114**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : exercice 2025 – avance sur subvention à l'association O.C.L.G.**

---

Monsieur le Maire rappelle que le vote du budget aura lieu en 2025.

Ainsi, afin de permettre à l'association O.C.L.G. de démarrer l'année sans attendre le vote du budget, il est proposé d'accorder à cette dernière une avance sur subvention d'un montant de 6 000 €, dont le mandatement interviendra en 2025 sur les crédits ouverts au budget 2025.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vote par : Pour à l'unanimité

**D E L I B E R E**

**AUTORISE** le versement d'une avance sur subvention à l'association O.C.L.G. d'un montant de 6 000 €.
**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2025 du budget principal à l'article budgétaire concerné.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission au service de l'État.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_114-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_114

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-115**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; M. MAURIN Franck à M. PERNIN Gabriel ; Mme DJERALFIA Samira à Mme ACHHAB Josette ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme CORMONT Caroline à Mme ROSSI Chloé ; M. GOUIRAN Jérôme à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à Mme MANGIN Isabelle
Absents : Mme PETIT Joane ; M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme ROSSI Chloé

**Objet : exercice 2025 – avance sur subvention au C.C.A.S.**

Afin de permettre le démarrage de l'exercice 2025 du C.C.A.S de Gignac-la-Nerthe, et sans attendre le vote du budget communal, il est proposé d'accorder une avance de 50.000 € au C.C.A.S. dont le mandatement interviendra en 2025 sur les crédits ouverts au Budget 2025.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vote par : Pour à l'unanimité

**D E L I B E R E**

**AUTORISE** le versement d'une avance sur subvention de 50 000 € au CCAS de Gignac-la-Nerthe.
**PRECISE** que ce versement se fera par acompte et suivant le besoin de trésorerie.
**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif 2025 du budget principal à l'article budgétaire concerné.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission au service de l'État.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_115-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_115

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-116**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : Budget Primitif 2024 « Commune » - Décision Modificative n° 2**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder à des ajustements budgétaires en section de fonctionnement et d'investissement comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

| Chapitre | Article | Libellé | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|
| **F O N C T I O N N E M E N T** | | | | |
| 014 | 7392221 | Fonds péréquation ress. com. et intercom. | + 7 249,00 | |
| 65 | 65748 | Autres personnes de droit privé | + 2 000,00 | |
| 042 | 6817 | Dotations aux dépréciations des actifs circulants | + 23 975,50 | |
| 70 | 70876 | par le GFP de rattachement | | +63 787,50 |
| 73 | 732221 | Fonds péréquation ress. com. et intercom. | | -30 563,00 |
| | | **TOTAL** | **+ 33 224,50** | **+ 33 224,50** |

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales,

Vote par : 22 Pour – 6 Abstention (M. GOUIRAN Jérôme, Mme MANGIN Isabelle, M. PROSPERO Jean-Michel, Mme KALFALLI Christelle, Mme CHEVALIER Laure, M. GRECO Claudio)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_116-BF
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_116

**D E L I B E R E**

**APPROUVE** la décision modificative n°2 du BP 2024 en votant les ajustements budgétaires ci-dessus.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_116-BF
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_116

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-117**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : Subvention exceptionnelle à l'association « *Le Potager de la Pousaraque* »**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la Ville de Gignac-la-Nerthe apporte son soutien financier à de nombreuses associations pour les aider à pérenniser et développer leurs activités, à mener des projets, mettre en place de nouvelles actions ou événements. Elle le fait sur la base des dossiers de demande de subvention reçus, en tenant compte notamment de facteurs tels que le niveau d'activités des associations, leur nombre d'adhérents, l'accès des publics les plus larges aux actions proposées, leur contribution à l'animation de la ville, la part des fonds propres, etc…

Au GardenLab de La Pousaraque, suite au départ de l'association « Graines de Oaï » sur la zone « jardin des semences », c'est l'association « **Le Potager de la Pousaraque** » qui a été choisie pour créer la zone « Le Potager Coopératif ». L'objet de cette association est de cultiver et de récolter sur cette parcelle, en communauté, des légumes et des fruits en mode biologique.

En coordination avec la Municipalité l'association organise, pour le public, des ateliers et autres évènements ponctuels tels que visites et découvertes des semis et plantations.

Elle a en outre la charge d'entretenir la parcelle et ses abords. Ceci comprend la taille, la tonte, le désherbage, les plantations et l'embellissement de la zone.

Afin de mener à bien cette nouvelle charge, les membres de l'association ont inventorié le besoin en matériel comme : tondeuse, taille haie, broyeur etc.

C'est ainsi, qu'à cet effet, il est proposé d'octroyer à l'association « **Le Potager de la Pousaraque** » une subvention exceptionnelle de 2000 euros.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_117-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_117

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
**Vu** l'article L.1611-4 du CGCT,
**Vu** l'article L.2311-7 du CGCT clarifiant les règles de versement des subventions par les communes et précisant que l'attribution des subventions donne lieu à une délibération distincte du vote du budget,
**Vu** la délibération n°2024-33 du Conseil municipal du 12 avril 2024 ;

Vote par : Pour à l'unanimité
Monsieur MAURIN se déporte du vote car il est membre de l'association « Le Potager de la Pousaraque »

## D E L I B E R E

**APPROUVE** le versement d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement de 2000 euros (deux mille euros) à l'association **Le Potager de la Pousaraque.**

**AUTORISE** Monsieur le maire à procéder au versement de ladite subvention sur l'exercice 2024.

**DIT** que la dépense sera prélevée sur l'article 65748 du BP 2024.

**MODIFIE** la délibération n°2024-33 du Conseil municipal du 12 avril 2024.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_117-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_117

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-118**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Autorisation signature d'une convention de servitude de tréfonds entre Monsieur SEYMAND Mickael et la commune de Gignac-la-Nerthe pour le passage, le raccordement et l'entretien au collecteur des eaux usées situé sur la parcelle cadastrée section BD n°346 – Chemin des Amandiers.**

---

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune a acquis cette année un terrain non bâti situé chemin des Amandiers d'une superficie d'environ 2 400 m², issu d'un détachement parcellaire.

Pour rappel cette acquisition a pour projet la création d'un petit parking en stabilisé et de jardins portagés accessibles à la population et aux locataires et propriétaires de la Résidence Séniors situé au sud dudit terrain.

L'accès aux jardins sera accessible depuis le chemin des Amandiers et d'un accès privé qui est en cours de réalisation par le propriétaire de la parcelle section BD n°347, accolée audit chemin d'accès, Monsieur SEYMAND Mickael.

Suite à la délivrance d'un permis de construire par le service urbanisme à Monsieur SEYMAND Mickael qui a pour projet la construction de sa maison et dans le cadre de son aménagement, Monsieur SEYMAND Mickael sollicite auprès de la commune un droit de passage souterrain sur la parcelle communale afin de raccorder sa propriété au réseau EU communal existant.

Ceci étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal de concéder une servitude de tréfonds à Monsieur SEYMAND Mickael propriétaire de la parcelle section BD n°347, conformément au plan joint annexé et aux modalités d'utilisation de ladite servitude définie dans le projet de convention de servitude ci-annexé.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_118-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_118

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président ;
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2241-1 ;
**Vu** le Code Civil, notamment les articles 686 et suivants ;
**Vu** le plan joint en annexe, matérialisant la servitude de tréfonds ;
**Vu** le projet de convention de servitudes de tréfonds en ci-annexé ;

Vote par : Pour à l'unanimité

## D E L I B E R E

**DECIDE** d'établir une servitude conventionnelle pour le passage et le raccordement sur la parcelle communale cadastrée section BD n°346 sise Chemin des Amandiers, au profit Monsieur SEYMAND Mickael, propriétaire de la parcelle section BD n°347, sans indemnité et conformément au plan joint en annexe.

**AUTORISE** le Maire à signer tout acte relatif à cette servitude de tréfonds.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_118-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_118

# CONVENTION DE SERVITUDE DE TREFONDS POUR PASSAGE D'UN RESEAU D'EAUX USEES

**Entre :**

La ville de Gignac-La-Nerthe, dont le siège est situé Place de La Mairie – 13180 Gignac-la-Nerthe, SIRET : 211 300 439 00018

Représentée par son Maire, Monsieur Christian AMIRATY, nommée à cette fonction aux termes d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2020, et dûment habilité par la délibération n°2024-…. du Conseil Municipal du 16 décembre 2024
ci-après dénommée dans le texte «  Le fonds servant».

**D'autre part,**

**Et**
Monsieur SEYMAND Mickael, demeurant 26 rue des Fenaisons – Villa N°9 – 13700 Marignane
Ci-après dénommé « Le fonds dominant ».

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**<u>ARTICLE 1 :</u> Objet la servitude :**

La présente convention établit une servitude de tréfonds pour le passage, le raccordement et l'entretien au collecteur des eaux usées existant.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_118-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_118

**ARTICLE 2 : Identité des parties :**

- Propriétaire du fonds dominant : Monsieur SEYMAND Mickael – Chemin des Amandiers – Parcelle cadastrée section BD n°347.

- Propriétaire du fonds servant : La commune de Gignac-la-Nerthe – Place de la Mairie - Parcelle cadastrée section BD n°346.

**ARTICLE 3 : Description précise des biens concernés :**

- La parcelle appartenant à la commune section BD n°346 (fonds dominant) au bénéfice de Monsieur SEYMAND Mickael, propriétaire de la parcelle section BD N°347 (fonds servant).

Ce droit de passage s'exercera uniquement en tréfonds, et exclusivement sur une bande de terrain matérialisé en pointillé orange (S4) sur le plan de servitudes annexé à la présente.

**ARTICLE 4 : Droits et obligations**

- Droit du fonds dominant : Le propriétaire du fonds dominant fera exécuter les travaux nécessaires à ses frais exclusifs par les services compétents, selon les règles de l'art, et remettra le fonds servant dans son état primitif dès son achèvement.
  Le propriétaire du fonds dominant supportera à ses frais exclusifs les frais de création de la canalisation d'eau ainsi que de son entretien.

- Obligations du fonds dominant : l'utilisation de ce passage en tréfonds et les travaux, tant d'installation que d'entretien ne devront pas apporter de nuisances ni de moins-values au fonds servant.

- Obligations du fonds dominant : ne pas entraver l'accès ni le fonctionnement des installations.

- Obligations du fonds servant : s'abstenir de tout acte susceptible d'entraver le bon fonctionnement des installations.
  Permettre l'accès au tracé en cas de travaux nécessaires.

Etant ici rappelé que le LOT 1 et l'emprise dénommée « **Cession volontaires à la Commune** » sont traversés par une canalisation d'eaux usées existante, telle que matérialisée sous la dénomination « réseau EU existant » (voir plan annexé).

**ARTICLE 5 : Durée de la servitude :**

- A titre de servitude réelle et perpétuelle, ce passage en tréfonds profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, à leurs familles, à leurs ayant droits et préposés pour leurs besoins personnels et le cas échéant pour le besoin de leurs activités.

**ARTICLE 6 : Indemnisation**

- La constitution de servitude ci-dessus définie est consentie sans aucune indemnité.

**ARTICLE 7 : Publicité foncière**

- La présente convention sera publiée au service de la publicité foncière afin de la rendre opposable aux tiers conformément à l'article 637 et suivants du Code civil.

**ARTICLE 8 : Règlement des différents**

- En cas de litige relatif à l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à tenter une conciliation préalable. A défaut d'accord, le litige sera soumis à la juridiction compétente.

**ARTICLE 9 : Divers**

La présente convention, comprenant 9 articles, est établie en 2 exemplaires originaux destinés à chacune des parties

Fait à
Le

Le propriétaire du fonds servant Le propriétaire du fonds dominant

Annexes :

1 Plan du tracé de la servitude

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_118-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_118

DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE
COMMUNE DE GIGNAC-LA-NERTHE
LIEU-DIT : " GRANETTE " / CHEMIN DES AMANDIERS

# DP 10
# PLAN DE DIVISION

*du bien foncier cadastré section* **BD** *parcelle n° 60*

**Maitre Thomas SCARRONE**

Fait à AIX EN PROVENCE CEDEX

Le 18 janvier 2023

Thomas SCARRONE
Notaire
SARL d'Avocat Notaires
de la Place d'Aboville
11 Place d'Aboville
C.S.71044 - Cedex 1
13628 Aix-en-Provence

| Indice | Date | Observation / Modification |
|---|---|---|
| B | 07/07/22 | Modification du projet de division. |
| C | 26/08/22 | Modification du projet de division. |
| D | 06/09/22 | Modification du projet de division. |
| E | 17/01/23 | Modification du projet de servitudes |

Echelle : 1/250

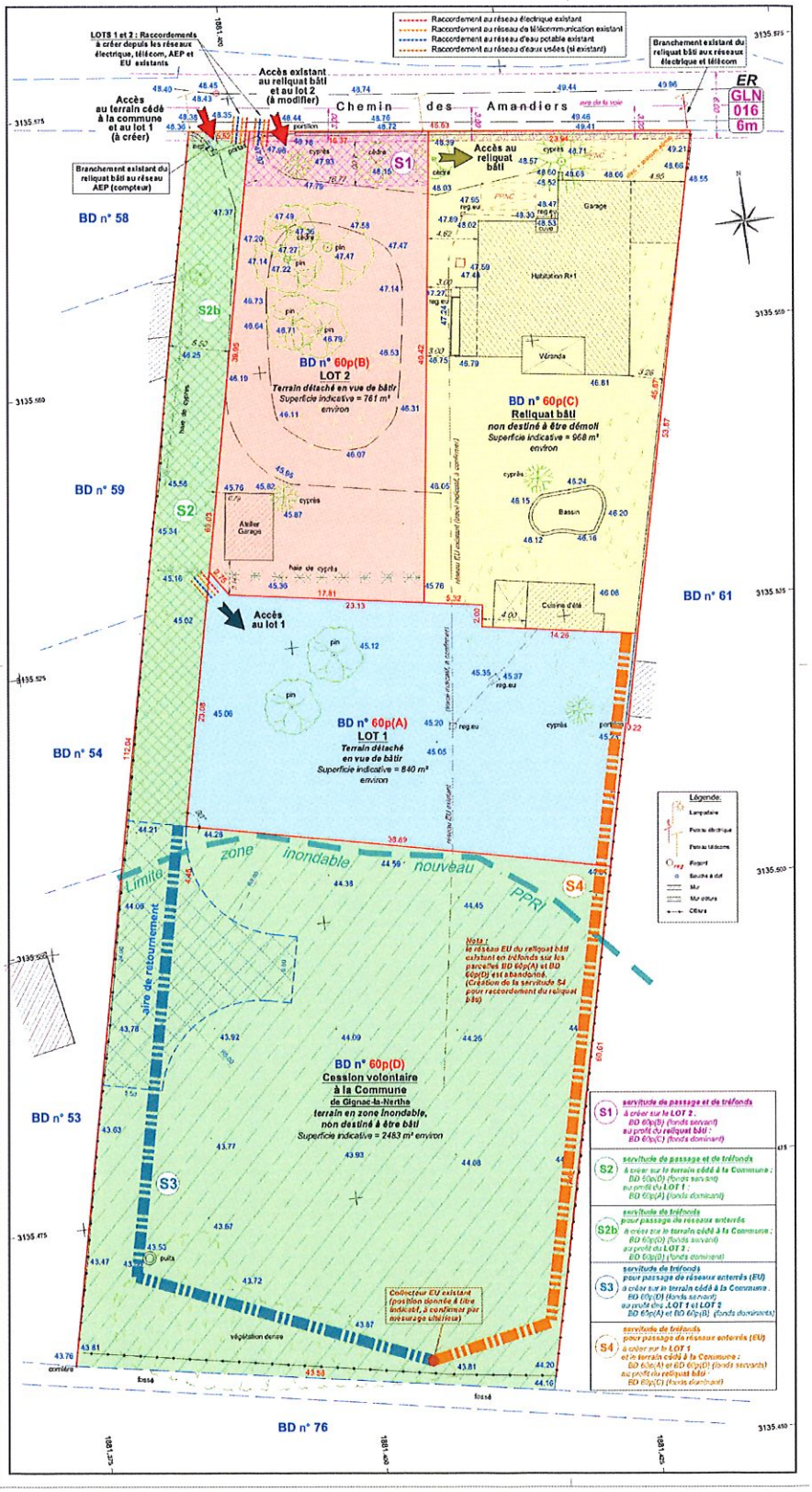
Dossier : 9009 / 2022


GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN ESPACE DE VIE DURABLE

Robert JACQUOT - Nicolas SOLÈRE
*selarl de Géomètres-Experts Associés*
L'Atrium Rue Jacquard
ZAC Saint-Martin GP 84
84123-PERTUIS cedex
Tél.: 04.90.09.63.09
Fax. 04.90.79.43.55
www.jacquot-solere.com
contact@jacquot-solere.com


Mélanie CHEVALIER
Géomètre-Expert
Ordre des Géomètres-Experts


L'exploitation ou une reproduction non autorisée par écrit par un géomètre-expert DPLG est interdite


## Descriptif du projet :

Division de la propriété cadastrée Section BD parcelle n° 60 :

Création de 2 terrains à bâtir en zone UP2b :

- **Lot 1 de 840 m² environ** (en bleu) ;
- **Lot 2 de 761 m² environ** (en rouge) ;

Et 2 reliquats non destinés à recevoir des constructions:

- Reliquat bâti (en jaune) de 968 m² environ comportant une maison existante non destinée à être démolie ;
- Cession volontaire* de la zone inondable à la Commune de Gignac-la-Nerthe (en vert) de 2483 m² environ. *(*conformément à l'avis des Domaines)*

**Accès :**

L'accès se fera au Nord-Ouest du terrain depuis la voie publique dénommée "Chemin des Amandiers" par :

- l'accès existant, modifié pour permettre un accès pour le lot 2 et le reliquat bâti :
L'accès au reliquat bâti se fera par une servitude de passage (S1) à créer sur le lot 2, d'une largeur de 4.00 m minimum.
- un accès à créer pour le lot 1 et le terrain cédé à la Commune, avec une largeur de 5.50 m minimum :
L'accès au lot 1 se fera par une servitude de passage (S2) à créer sur le terrain cédé à la Commune.

Une aire de retournement avec un rayon de 9.00 m sera également créée en bout de voie sur le terrain cédé à la commune.

Les accès carrossables seront traités de façon perméable : aucun revêtement n'est prévu dans le cadre du projet actuel.
*(Si les chemins venaient à être imperméabilisés ultérieurement, un bassin de rétention devra être réalisé à cette occasion)*

**Stationnements, Espaces libres et plantations :**

Les places de stationnement de l'habitation existante ne seront pas supprimées. Le bassin existant ne sera pas supprimé.

Le reliquat bâti comprend une surface aménagée totale de 300 m² au total (habitation, garage, bassin), pour une surface de terrain de 968 m², soit 968-300=668 m² d'espaces végétalisés en pleine terre, ce qui représente plus que les 25% prévus au PLUi.

Les arbres existants seront conservés. Ceux se trouvant sur les accès seront déplacés ou remplacés par des sujets équivalents.

**Raccordement aux réseaux * :**

Les réseaux d'eau, d'électricité, et de téléphone sont situés à proximité : les raccordements se feront depuis le Chemin des Amandiers. Le raccordement au réseau d'eaux usées sera possible s'il en existe; le cas échéant, chaque lot devra gérer son assainissement individuel. D'autre part, les frais inhérents aux travaux de raccordement des lots seront à la charge de chacun des futurs acquéreurs.
L'assainissement individuel de l'habitation existante sera conservé : une servitude de tréfonds pour le réseau des eaux usées existant sera constituée au profit du reliquat bâti sur le lot 1 et le terrain cédé à la Commune.

**PEI à proximité :**
poteau 56 dans la Rue Saint Exupéry à l'Ouest et vanne à l'angle du n°18 dans le Chemin des Amandiers à l'Est.
Les poteaux incendie les plus proches se situant à plus de 200 m des futures habitations projetées, le pétitionnaire s'engage à demander et financer la mise en place d'un nouveau poteau incendie, répondant à la règlementation en vigueur.

**possible sous réserve de l'accord des concessionnaires des réseaux.*

**NOTA :**
- Les coordonnées sont rattachées au système planimétrique RGF 93 (CC44)
- Les coordonnées altimétriques sont rattachées au système NGF-IGN 69.
- Fond de plan dressé suite aux relevés effectués par nos soins le 21/06/2022.
- Les servitudes existantes n'ont pas fait l'objet d'une étude confiée au Géomètre-Expert soussigné.
- **En l'absence de bornage les limites ne sont pas garanties.**

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-119**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : Exploitation de l'Etablissement d'Accueil de Jeunes Enfants (E.A.J.E) « les Jardins des Myrtes » - Principe de mise en œuvre d'une délégation de service public**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le l'Etablissement d'Accueil de Jeunes Enfants (E.A.J.E) « Les jardins des myrtes » est exploité par la Mutualité Française PACA, délégataire désigné par délibération n°2021-066 du 26 juillet 2021 du Conseil municipal, et ce, en application d'un contrat de concession qui arrive à expiration le 31 août 2025.

Aujourd'hui, il est donc nécessaire de mener une procédure de mise en concurrence en vue de la conclusion d'une nouvelle convention de délégation de service public.

La procédure de délégation de service public, régie par les articles L1411-1 et suivants Code Général des Collectivités Territoriales, prévoit que les conseils municipaux qui doivent se prononcer sur le principe de toute délégation de service public « statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ».

C'est l'objet de la présente délibération. Ce rapport, après avoir exposé les différentes formes de gestion d'un service public, s'oriente vers le choix d'une gestion déléguée et plus particulièrement d'un affermage. Il retrace également les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, en évoque également sa redevance et sa rémunération.

Monsieur le Maire précise que ce rapport n'est en aucun cas le cahier des charges qui sera adressé aux candidats admis à présenter une offre.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le code de la commande publique,
**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1411- 1 et suivants,
**Vu** le rapport de présentation, annexé à la présente délibération, annexe réglementaire (article L 1411-4 du Code général des collectivités territoriales), présentant les activités qui font l'objet de la délégation, leur nature, les motifs qui ont conduit la collectivité à opter pour la délégation, l'économie générale du contrat, sa nature, sa durée et le mode de rémunération envisagé,
**Vu** l'avis du comité technique de la collectivité en date du 11 décembre 2024,
**Considérant** la nécessité de disposer d'un nouveau délégataire du service public « accueil petite enfance » à compter du 1er septembre 2025,

Vote par : Pour à l'unanimité

## DELIBERE

**APPROUVE** le choix d'un mode de gestion déléguée selon la forme d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du service chargé de l'accueil petite enfance selon les modalités exposées dans le rapport de présentation annexé,

**APPROUVE** la durée de la délégation de service fixée à 4 ans à compter de la notification du contrat au titulaire,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à engager et conduire la procédure proprement dite,

**CHARGE** Monsieur le Maire d'organiser la publicité préalable à la réception des candidatures par une double publication dans un journal d'annonces légales et dans une publication spécialisée dans le domaine ainsi que par un affichage public et de fixer à un mois minimum à compter de la dernière publication le délai de réception des candidatures,

**CHARGE** Monsieur le Maire de saisir et présider la commission de délégation de service public et amenée à se prononcer sur la recevabilité des candidatures et à établir une liste de candidats admis à faire une offre,

**CHARGE** Monsieur le Maire, autorité délégante de la collectivité, d'envoyer le dossier de consultation aux candidats admis à concourir et de saisir et présider la commission de délégation de service public afin qu'elle puisse examiner, comparer et classer les offres des candidats,

**CHARGE** Monsieur le Maire d'engager les négociations après avis de la commission et dans le respect des principes d'égal accès des candidats à 1a commande publique,

**CONFIE** à Monsieur le Maire le soin de préparer le rapport final de jugement des offres et de soumettre ce rapport à l'assemblée délibérante 15 jours au moins avant la date prévue pour l'attribution par délibération de l'organe délibérant,

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

**CONFIE** à Monsieur le Maire le soin de notifier le marché au candidat retenu dans le respect de la décision de l'organe délibérant,

**CHARGE** Monsieur le Maire de veiller à la conformité de la procédure au regard de la réglementation en vigueur et notamment de s'assurer qu'un délai minimum de 2 mois entre la première saisine de la commission de délégation de service public et l'attribution finale par l'organe délibérant soit respecté.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**






Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

# RAPPORT DE PRÉSENTATION INITIAL

## Délégation de Service Public pour l'exploitation de l'Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (E.A.J.E) « Les Jardins des Myrtes »



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

## Table des matières


*1 SITUATION DEMOGRAPHIQUE ET SERVICE PETITE ENFANCE DE LA VILLE ..... 3*

*2 PRESENTATION DU DISPOSITIF EN COURS D'EXECUTION ..... 4*

**2.1 Contexte ..... 4**

**2.2 Objet de la concession en cours et ses caractéristiques ..... 4**

**2.3 Les modalités financières de la Délégation ..... 5**

**2.4 Les obligations du Délégataire en matière de nettoyage et d'entretien ..... 6**

**2.5 L'économie de l'établissement ..... 8**

*3 LES OBJECTIFS ET INTÉRÊTS DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ... 9*

**3.1 Les objectifs de la ville de GIGNAC-LA-NERTHE ..... 9**

**3.2 Description des différents modes de gestion envisageables ..... 9**

3.2.1 La Gestion directe ..... 9

3.2.2 La gestion contractuelle ..... 11

**3.3 L'intérêt du recours à la DSP ..... 12**

*4 LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU FUTUR CONTRAT ..... 14*

**4.1 Les caractéristiques essentielles du futur contrat ..... 14**

4.1.1 Nature du contrat ..... 14

4.1.2 Les obligations du futur délégataire ..... 14

**4.2 Les modalités de rémunération ..... 16**

**4.3 Durée du contrat ..... 17**

**4.4 Sort des biens ..... 17**

**4.5 Étendue des contrôles ..... 17**

*5 SYNTHESE ET CONCLUSION ..... 17*




AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

PRÉAMBULE

Conformément à l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le présent rapport est porté à la connaissance de l'assemblée délibérante afin qu'elle se prononce sur le principe de recours à une Délégation de Service Public relative à l'exploitation, l'entretien et la maintenance d'un Établissement d'Accueil du Jeune Enfant de 60 berceaux.

Au regard de l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la ville de GIGNAC la Nerthe compte moins de 10 000 habitants et ne dispose donc pas de commission consultative des services publics locaux, conformément aux statistiques fournies par l'INSEE.

Conformément à l'article 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, le Comité Social Territorial (CST) de la commune de GIGNAC la Nerthe a été consulté pour avis dans le cadre de ce rapport même si aucune modification n'a affecté ni l'organisation, ni le fonctionnement général de son administration.

Le document constitue donc le rapport sur la base duquel l'assemblée délibérante se prononce sur le principe de renouvellement de la concession pour la crèche « les Jardins des Myrtes » et sur les principales caractéristiques du futur contrat.

# 1 SITUATION DEMOGRAPHIQUE ET SERVICE PETITE ENFANCE DE LA VILLE

GIGNAC-LA-NERTHE est une commune située dans le département des Bouches-du-Rhône, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et fait partie de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

La population de GIGNAC-LA-NERTHE est en hausse et rajeunit. Son indice de vieillissement est de 76 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes de moins de 20 ans.

La commune propose 60 places d'accueil collectif.

La natalité (nombre de naissances domiciliées) :

2014 : 136 naissances
2015 : 128 naissances
2016 : 123 naissances
2017 : 104 naissances
2018 : 120 naissances
2019 : 140 naissances
2020 : 135 naissances
2021 : 149 naissances
2022 : 152 naissances



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

L'offre d'accueil de la ville est composée :

- **D'un établissement d'accueil de jeunes enfants,** conventionnés par la CAF 13 « les Jardins des Myrtes », géré en Délégation de Service Public par l'association la Mutualité Française PACA,

La crèche est située rue du 19 mars 1962 et accueille **60 enfants** âgés de 10 semaines à moins de 4 ans.

L'attribution des places est soumise à la Commission « Petite Enfance ».

- D'une quarantaine d'assistantes maternelles agréées.

- **D'une Maison d'Assistantes Maternelles « Le rendez-vous des Bout'chou »** située 10, chemin du Puisatier, regroupant dans ses locaux des assistantes maternelles.

Il existe également sur la commune 2 micro-crèches gérées par le réseau les Chérubins situées, pour la première au 981 avenue François Mitterrand, et pour la seconde 10, rue des Vignerolles, pouvant accueillir jusqu'à 12 enfants âgés de 10 semaines à 4 ans.

# 2 PRESENTATION DU DISPOSITIF EN COURS D'EXECUTION

## 2.1 Contexte

La ville de **GIGNAC-LA-NERTHE** a conclu en 2021 un contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation du multi accueil collectif « Les Jardins des Myrtes » avec la Mutualité Française PACA.
Ledit contrat de Délégation de Service Public a été conclu pour une durée de quatre (4) ans à compter du 1er septembre 2021 jusqu'au 31 Août 2025.

Le contrat arrivant à échéance le 31 août 2025, la ville envisage de conclure une nouvelle convention de délégation pour l'exploitation de la crèche « Les Jardins des Myrtes » dans le respect des règles de mise en concurrence des articles 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

## 2.2 Objet de la concession en cours et ses caractéristiques

Le Délégataire a en charge à ses risques et périls la gestion et l'exploitation de la crèche « Les Jardins des Myrtes ».
Cette structure multi-accueil d'une capacité de **60 berceaux** est destinée à l'accueil d'enfants âgés de dix (10) semaines à moins de 4 ans.

L'EAJE propose divers types d'accueil :
- **L'accueil régulier** pour les enfants de moins de quatre ans, qui peut être à temps plein ou à temps partiel et contractualisé par un contrat personnalisé.

- **L'accueil occasionnel** : les enfants sont accueillis en fonction des plannings irréguliers des familles dont l'accueil ne se renouvèle pas à un rythme prévisible. Le développement de ce type d'accueil permet d'optimiser l'occupation des établissements tout en répondant à différents types de besoin.

- **L'accueil d'urgence**, lorsque le besoin de la famille ne peut pas être anticipé. L'enfant n'a jamais fréquenté la structure et les parentes ont un besoin d'accueil immédiat et temporaire.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

L'établissement est ouvert du lundi au vendredi de 7h30 à 18H30.
Il est fermé les jours fériés, trois semaines en août et une semaine entre Noël et le jour de l'an. Par ailleurs, une réunion de travail du personnel est organisée, tous les deux mois, entraînant une fermeture anticipée de l'établissement à 16H. Une réunion pédagogique d'une durée de deux jours est organisée une fois par an.

La ville GIGNAC-LA-NERTHE a mis à disposition du Délégataire, moyennant une redevance annuelle pour occupation du domaine public d'un montant de 40 000,00 euros hors taxes, des locaux de plain-pied à usage de la structure de multi accueil de jeunes enfants, d'une surface hors œuvre nette de 646 m2 avec un jardin privatif attenant.

A ce titre, le Délégataire actuel assure pour le compte de la collectivité les missions contractuelles suivantes pour la gestion de l'établissement et l'exploitation du service :
(*Extrait de l'article 5.2 – Objectifs généraux*) :
«… »

- ◊ *Continuité du service public*
  *(…)*
- ◊ *L'accueil des parents et l'inscription des enfants de la commune.*
- ◊ *Sous réserve des places disponibles, l'accueil des parents et l'inscription des enfants d'autres communes ;*
- ◊ *Nourriture des enfants (dans les conditions précisées ci-après) ;*
- ◊ *Soins nécessaire et adapté ;*
- ◊ *Développement, éveil psychomoteur ;*
- ◊ *Sociabilisation de l'enfant, en participation avec les familles et dans une vision prospective dans le respect du cadre réglementaire en vigueur (…)*
- ◊ *Gestion technique, administrative et financière du multi-accueil collectif et de ses équipements ;*
- ◊ *Entretien et respect des prescriptions légales en matière d'hygiène et de sécurité (…).*

« … »

## 2.3 Les modalités financières de la Délégation

Le contrat de Délégation de Service Public en cours d'exécution prévoit que le Délégataire se rémunère sur l'exploitation du service. En contrepartie, le Délégataire assume toutes les charges liées à cette exploitation.

Le Délégataire actuel perçoit les recettes provenant des usagers, les prestations de la CAF y compris le bonus territoire et une compensation annuelle forfaitaire pour contraintes de service public versée par la collectivité destinée à garantir l'équilibre budgétaire.

Cette compensation s'élevait à 220 671,00 € net de TVA pour la première année d'exécution du contrat. Depuis le 1 er janvier 2023, le Délégataire perçoit directement le bonus territoire de 134 353,80 €, ce montant est alors déduit de la participation de la ville.
La compensation financière versée par la ville en 2023 s'est élevée à 108 038,20 € net de TVA.

Conformément aux dispositions du contrat, une actualisation du prix forfaitaire d'exploitation (compensation forfaitaires versée par la collectivité) est prévue chaque année, selon une formule de révision fondée sur l'indice des salaires mensuel de base des secteurs de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale et l'indice des prix de la consommation dit base 2015.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

## 2.4 Les obligations du Délégataire en matière de nettoyage et d'entretien

Les obligations contractuelles du Délégataire découlent de l'article 6.10 du contrat.
L'article 6.10.2, relatif à l'entretien prévoit que :
«… »

- *Conformément aux responsabilités qui lui incombent au terme des articles 3 et 4 du présent cahier des charges, en application des articles précités, du code de la construction et de l'habitation, le concessionnaire devra s'assurer que les installations de l'établissement sont maintenues en bon état de conformité avec la réglementation et devra procéder aux opérations d'entretien des installations. Conformément à la réglementation en vigueur.*

- *Le concessionnaire sera en outre soumis aux obligations d'entretien et de réparations locatives pour les locaux et équipements de l'établissement qui lui sont confiés, de façon à les maintenir en parfait état de conservation, de fonctionnement et de propreté.*

- *La liste non exhaustive des obligations d'entretien et de maintenance mises à la charge du concessionnaire, applicable aux équipements existants de l'établissement ou à ceux qui y seraient installés ultérieurement et détaillés à l'annexe du présent cahier.*

- *Il aura également la charge de l'entretien du mobilier et du matériel fourni avec l'établissement. (Cf annexe 3) et, en cas de dégradation, de la réparation ou du remplacement à l'équivalent de ces derniers, réputé en bonne état et non amortissable sur la durée du contrat. Conformément au point sus 2 supra, il a la charge de l'entretien des espaces verts et des plantations.*
  *(…)*

*« … »*



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel tel que déterminé dans offre financière du gestionnaire est la suivante :

| Comptes | Charges | 2021 | 2021 - sept > dec | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 janvier > aout |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 60 | ACHATS | 79 000 | 26 333 | 79 000 | 79 000 | 79 000 | 79 000 | 52 667 |
| | eau-gaz-électricité | 11 000 | 3 667 | 11 000 | 11 000 | 11 000 | 11 000 | 7 333 |
| | alimentation | 52 000 | 17 333 | 52 000 | 52 000 | 52 000 | 52 000 | 34 667 |
| | produits d'entretien | 4 000 | 1 333 | 4 000 | 4 000 | 4 000 | 4 000 | 2 667 |
| | petit matériel | 5 000 | 1 667 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 3 333 |
| | fournitures administratives | 1 500 | 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 000 |
| | produits pharmacie | 1 000 | 333 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 667 |
| | couches | 4 500 | 1 500 | 4 500 | 4 500 | 4 500 | 4 500 | 3 000 |
| 61 | SERVICES EXTERIEURS | 13 700 | 4 567 | 13 700 | 13 700 | 13 700 | 13 700 | 9 133 |
| | prestations animation | 1 500 | 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 000 |
| | entretiens et réparation | 9 500 | 3 167 | 9 500 | 9 500 | 9 500 | 9 500 | 6 333 |
| | prime assurance | 2 500 | 833 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 1 667 |
| | documentation | 200 | 67 | 200 | 200 | 200 | 200 | 133 |
| 62 | AUTRES SERV. EXTERIEURS | 46 800 | 15 600 | 46 800 | 46 800 | 46 800 | 46 800 | 31 200 |
| | honoraires | | | | | | | |
| | redevance | 40 000 | 13 333 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 26 667 |
| | transports | 2 000 | 667 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 1 333 |
| | frais postaux | 500 | 167 | 500 | 500 | 500 | 500 | 333 |
| | frais télécommunications | 4 100 | 1 367 | 4 100 | 4 100 | 4 100 | 4 100 | 2 733 |
| | divers | 200 | 67 | 200 | 200 | 200 | 200 | 133 |
| 63 | IMPOTS ET TAXES | 49 396 | 17 238 | 49 396 | 49 396 | 49 396 | 49 396 | 32 687 |
| | Autre taxes sur salaires | 48 666 | 16 994 | 48 666 | 48 666 | 48 666 | 48 666 | 32 444 |
| | Autres impôts - TEOM | 730 | 243 | 730 | 730 | 730 | 730 | 243 |
| 64 | CHARGES DU PERSONNEL | 623 387 | 207 796 | 623 387 | 623 387 | 623 387 | 623 387 | 415 591 |
| | rémunération du personnel | 463 485 | 154 495 | 463 485 | 463 485 | 463 485 | 463 485 | 308 990 |
| | charges sur salaires | 159 902 | 53 301 | 159 902 | 159 902 | 159 902 | 159 902 | 106 601 |
| 65 | Autres charges de gestion | 53 000 | 17 667 | 53 000 | 53 000 | 53 000 | 53 000 | 35 333 |
| | charges diverses | 53 000 | 17 667 | 53 000 | 53 000 | 53 000 | 53 000 | 35 333 |
| 66 | CHARG. FINANCIERE | | | 0 | | | | 0 |
| | autres charges financières | 0 | | 0 | | | | 0 |
| 67 | CHARG. EXCEPTIONNELLES | 0 | | 0 | | | | 0 |
| | divers | 0 | | 0 | | | | 0 |
| 68 | DOTATION AMORTISSEMENTS | 5 000 | 1 667 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 3 333 |
| | dotation amortissements | 3 000 | 1 000 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 2 000 |
| | dotation pour risques | 2 000 | 667 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 1 333 |
| | contributions volontaies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | | |
| | | **870 283** | **290 867** | **870 283** | **870 283** | **870 283** | **870 283** | **579 945** |
| | Produits de service | 649 612 | 226 939 | 649 612 | 649 612 | 649 612 | 649 612 | 422 673 |
| | PSU Caf | 416 292 | 145 430 | 416 292 | 416 292 | 416 292 | 416 292 | 270 862 |
| | Participation des familles | 233 320 | 81 509 | 233 320 | 233 320 | 233 320 | 233 320 | 151 811 |
| | Dotations et participations | 220 671 | 63 928 | 220 671 | 220 671 | 220 671 | 220 671 | 157 272 |
| | Participation Etat emploi aidés | | | | | | | |
| | Participation de la commune | 220 671 | 63 928 | 220 671 | 220 671 | 220 671 | 220 671 | 157 272 |
| | Autres produits de gestion courante | | | | | | | |
| | Produits divers | | | | | | | |
| | Produits exceptionnels | | | | | | | |
| | divers produits exceptionnels | | | | | | | |
| | contributions volontaies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| | | 0 | | 0 | | | | 0 |
| | | **870 283** | **290 867** | **870 283** | **870 283** | **870 283** | **870 283** | **579 945** |
| | reste à charge | 180 671 | 50 595 | 180 671 | 180 671 | 180 671 | 180 671 | 130 605 |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

## 2.5 L'économie de l'établissement

Les coûts annuels de fonctionnement d'un Établissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) se répartissent en trois grandes catégories de dépenses :

- **Les frais de personnel** (y compris impôt et taxes liés aux frais de personnel), qui représentent généralement entre 70 % et 80 % du coût total de fonctionnement.
- **Les charges d'exploitation** (alimentation, produits d'entretien, consommables, entretien, réparation, assurance, fluides, etc.), qui représentent entre 10 et 20 % du coût total de fonctionnement.
- **Les charges indirectes** (prestataires externes, comptabilité, services support, frais de siège, etc.), représentant entre 7 et 10 % du coût total de fonctionnement.

A titre d'information, le coût moyen global de fonctionnement annuel d'un berceau est estimé à environ **18 000 euros**. Toutefois, ce montant peut varier en fonction de la taille de la structure et des charges assumées par la collectivité (services techniques, entretien des espaces verts, loyer…) lesquelles peuvent être refacturées ou non au délégataire.

S'agissant de la crèche "Les Jardins des Myrtes", le coût de fonctionnement annuel pour l'année 2023 s'élève à **16 841,37 € par berceau**.

Les coûts de fonctionnement sont répartis comme suit :

- Pour les frais de personnel (y compris impôt et taxes liés aux frais de personnel) : ces coûts ne représentent qu'environ 75 % du coût total de fonctionnement.
- Pour les charges d'exploitation (achat et services extérieurs) : ces coûts représentent environ 15% du coût total de fonctionnement.
- Pour les charges indirectes : ces coûts représentent environ 10% du coût total de fonctionnement.

Le gestionnaire affiche un montant de frais de gestion de 53 000 € /an, soit 6 %, la moyenne nationale oscille entre 7 et 9 %.

Dans le contrat de DSP en cours d'exécution, les frais de personnel étaient provisionnés en année civile, selon le tableau ci-dessous :

| 2021 | 2021 (sep/déc.) | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 (Janv/août) |
|---|---|---|---|---|---|
| 623 387,00 € | 207 796,00 € | 623 387,00 € | 623 387,00 € | 623 387,00 € | 415 591,00 € |

Pour l'année 2023, les frais de personnel (y compris impôts et taxes) déclarés par le délégataire s'élèvent à **707 236,90 €,** soit une supérieure d'environ **83 849,90€** par rapport au budget prévisionnel de l'exercice 2023, ce qui correspond à un écart de plus de **13.45%.**

Du coté des recettes, le Délégataire a mis à disposition plusieurs berceaux au SRIAS, permettant une diminution de la contribution versée par la Ville.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

# 3 LES OBJECTIFS ET INTÉRÊTS DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

## 3.1 Les objectifs de la ville de GIGNAC-LA-NERTHE

Les principaux objectifs poursuivis par la collectivité dans la gestion de son établissement d'accueil du jeune enfant sont les suivants :

- Développer une qualité du service rendu à l'usager :
  - Professionnalisme et taux de qualification du personnel,
  - Qualité des activités proposées et du programme d'animation,
  - Mise en place d'un projet pédagogique pertinent et en cohérence avec la politique petite enfance de la ville de GIGNAC-LA-NERTHE,
  - Une qualité de la prestation repas,
  - Un aménagement évolutif de l'espace en fonction des âges, des saisons et des activités proposées,
- Inscrire l'exploitation du service dans une démarche de développement durable,
- Assurer le maintien en bon état de fonctionnement et de sécurité des locaux et des équipements,
- Offrir un service adapté aux différents besoins des familles de la commune,
- Optimiser le taux d'occupation et diversifier les propositions d'accueil afin de s'ajuster aux besoins réels des familles,
- Garantir le suivi et le contrôle du service par la ville,
- Maîtriser le coût du service pour la collectivité,
- Garantir la continuité du service public,

## 3.2 Description des différents modes de gestion envisageables

Différents modes de gestion peuvent être envisagés par la collectivité :

La collectivité peut gérer son service en régie, passer un marché public ou en encore déléguer son service.
Il s'agit de déterminer le montage le plus adapté aux attentes de la collectivité, sachant que dans tous les cas, la collectivité reste l'autorité compétente du service public de la petite enfance.

Le choix du mode de gestion est donc discrétionnaire et relève de l'opportunité opérationnelle, de la stratégie de gestion locale et de la volonté politique de la collectivité.

### *3.2.1 La Gestion directe*

#### 3.2.1.1 La régie directe (ou régie simple)

La régie directe est le mode de gestion le plus intégré. La collectivité gère le service public au sein de ses propres services, sous l'autorité directe de ses organes (conseil municipal et maire), par ses agents et en le finançant sur son budget principal.

Par principe, cette mission de service public pourrait être reprise en régie, soit sous forme d'une gestion directe, soit sous forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière.

Ce mode de gestion permet d'isoler au sein de la collectivité une activité particulière, en lui donnant une autonomie financière, sans pour autant créer une personne morale distincte. Ainsi, la régie



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

autonome est dotée d'un budget propre, mais qui est annexé au budget principal de la collectivité. Elle est administrée, sous l'autorité du maire et du conseil municipal, par un conseil d'exploitation et son président, ainsi qu'un directeur, désignés par le conseil municipal sur proposition du maire.

Lorsqu'elle gère directement un service public, la collectivité est totalement responsable du service, et en particulier, elle :

- Est responsable de l'organisation et du fonctionnement du service,
- Utilise exclusivement son personnel (titulaire ou non titulaire),
- Supporte toutes les dépenses quelle que soit leur nature,
- Encaisse toutes les recettes liées au service,

Le personnel travaillant pour une administration exploitant un service public administratif possède la qualité d'agent public : en ce qui concerne la crèche « les Jardins des Myrtes », dans le cas d'un retour en régie, la collectivité devrait proposer un contrat de travail de droit public ou un contrat de fonctionnaire territorial (pour les titulaires du concours) aux agents du service actuel.

La gestion en régie ne signifie pas que toutes les taches sont réalisées directement par la collectivité. Celle-ci peut passer des contrats avec des tiers pour réaliser une partie mineure de sa mission, notamment pour celles ne faisant pas partie du cœur de métier. Les contrats correspondant (travaux, fournitures, prestations de service) sont conclus conformément aux procédures définies par le code de la commande publique.

#### 3.2.1.2 La régie personnalisée

La régie personnalisée implique la création d'une personne morale distincte de la commune, sous la forme d'un établissement public. Cette entité dispose de la personnalité juridique, d'une autonomie financière et d'une autonomie de gestion. Elle est administrée par un conseil d'administration et son président, ainsi qu'un directeur, désignés par le conseil municipal sur proposition du maire. Elle décide de son propre budget, voté par son conseil d'administration.

L'avantage majeur du mode de gestion en régie est que, à performance égale, la collectivité n'a pas à rémunérer de gestionnaire.

Mais, la complexité de la gestion d'une structure petite enfance, les contraintes règlementaires et les exigences des tutelles nécessitent des compétences techniques que les collectivités ne possèdent pas toujours en interne.

En revanche, la collectivité assume pleinement tous les risques liés à l'exploitation (financier, social et pénal).

Si la gestion du service en régie présente l'avantage d'une gouvernance intégrale de la collectivité sur le niveau de services et sa mise en œuvre opérationnelle, elle présente également, et quel que soit le type de régie envisagée, des inconvénients significatifs notamment :

- en matière de management : Obligation de construire une équipe sur le long terme et à développer les compétences individuelles.
Le turn-over est, la plupart du temps, lié à la précarité des contrats et au recours à des agents non-permanents.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

- en matière budgétaire : Les variations de la fréquentation peuvent impacter fortement les besoins d'encadrement et peser sur les charges de personnel de la commune en cas de hausse, mais également en cas de baisse (la participation financière des familles diminuera mais la collectivité devra nécessairement honorer ses engagements). Ces évolutions potentielles présentent un risque important de fragilisation du budget de la commune (qui a très peu de leviers d'ajustement).

### *3.2.2 La gestion contractuelle*

La gestion d'un service public peut faire l'objet d'une exploitation dans un cadre contractuel, soit dans le cadre d'un marché public, soit d'une délégation de service public.

#### 3.2.2.1 Le marché public

La passation d'un marché public implique un quasi-fonctionnement en régie. En effet, la commune va confier une prestation de services à un tiers sans lui transférer les risques liés à l'exploitation du service.

Le prestataire est rémunéré sur la base d'un prix global et forfaitaire pour les prestations qui lui sont demandées par l'autorité organisatrice. Quel que soit le résultat de son activité, le prestataire ne subira pas les conséquences financières et sera rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini à l'acte d'engagement. Les aléas d'exploitation seront directement supportés par la commune (fréquentation du service).
En cas de baisse de la fréquentation du service (et donc de diminution des prestations CAF), c'est la collectivité qui voit ses recettes diminuer sans que le gestionnaire soit inquiété.
Ce montage fait reposer le risque financier sur la collectivité alors qu'elle a confié la gestion du service à un tiers. La passation du marché nécessite en outre une mise en concurrence et une procédure presqu'aussi complexe que la gestion déléguée.
Ce mode de gestion cumule les inconvénients de la gestion directe et de la Délégation de Service Public.

Par ailleurs, la passation d'un tel contrat implique la mise en place d'une organisation comptable particulière pour la perception et la gestion des recettes du service.

#### 3.2.2.2 La Délégation de Service Public

Conformément aux article L.1411-1 et 1112-1 du CGCT, une délégation de service public est un contrat de concession du Code de la Commande Publique, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs operateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, « *en contrepartie, soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix*. »

Le Délégataire supporte le risque financer du service. Ce mode de gestion est particulièrement adapté à la gestion des Établissements d'Accueil de Jeunes Enfants pour lesquels le gestionnaire est en relation directe avec les usagers et assure la gestion des encaissements.

Plusieurs types de Délégation de Service Public peuvent être distinguées.

La concession : La collectivité délégante confie au concessionnaire le financement et la réalisation des investissements et le droit de les exploiter moyennant une redevance perçue sur les usagers. En fin de contrat, ces ouvrages, qualifiés de « biens de retour » reviennent à la collectivité.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

L'affermage (logique similaire au contrat de concession) : En contrepartie de l'exploitation d'un service, le Délégataire se rémunère directement sur les usagers du service. C'est la collectivité délégante qui finance et réalise les ouvrages dont elle en confie l'exploitation au fermier.

En ce qui concerne la crèche « Les Jardins des Myrtes », la collectivité ne prévoyant pas d'investissement majeurs à effectuer et à financer par le gestionnaire : on parlera donc de contrat de Délégation de Service Public sous forme d'affermage.

Ces modes de gestion permettent à la collectivité de s'appuyer sur un organisme tiers spécialisé afin de gérer le service public. Il s'agit des modes de gestion les plus usités pour les services publics de collectivités territoriales.

## 3.3 L'intérêt du recours à la DSP

Chacun des modes de gestion présente ses avantages et ses inconvénients. Toutefois, le critère essentiel de distinction est le mode de rémunération et le transfert de risque, qui se caractérise notamment par le risque financier (la maitrise des charges), le risque social (gestion du personnel) et le risque pénal (accident).

L'activité des EAJE doit satisfaire à des exigences et des contraintes techniques fortes et constitue par essence une activité à risque.

La gestion déléguée en Délégation de service public semble être le mode de gestion le plus adapté pour répondre aux objectifs de la collectivité et présente les avantages suivants :

Optimiser l'occupation : Le service répond aux besoins spécifiques des usagers du territoire en diversifiant les typologies d'offres d'accueil (temps réguliers, occasionnels, accueil des familles modestes).

Faciliter la conception et la réalisation d'aménagement : Le Délégataire connait bien les contraintes de la petite enfance et mobilise plus facilement les expertises nécessaires à la conception et la réalisation d'aménagements intérieurs.

Faciliter le recrutement et la gestion du personnel : Le recours à la DSP facilite les recrutements dans la mesure où le Délégataire dispose d'un réel savoir-faire en la matière, d'un réseau et d'un vivier de CV toujours mis à jour, et de personnel volant permettant de palier rapidement à l'absentéisme et de respecter le taux d'encadrement.

Maîtriser les coûts du service : L'externalisation permet une maitrise, sinon une réduction des coûts de service en raison des économies d'échelle réalisées par le prestataire et une meilleure occupation et donc une optimisation des financements CAF.

L'analyse comparative des deux modes de gestion des crèches municipales, Régie ou DSP, met en lumière une approche différente pour la ville, tenant compte de divers facteurs :

- Sur la masse salariale : un gestionnaire privé ne finance pas les salaires des personnels absents pour maladie, puisque ces derniers sont pris en charge par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.
- Sur l'activité : le nombre d'heures facturées est très souvent plus élevé en Délégation de Service public qu'en régie. En effet, un des objectifs prioritaires dans une DSP est l'atteinte d'un taux



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

d'occupation élevé car une maximisation des recettes directes permet de diminuer la compensation financière de la ville.

- Sur la maîtrise des charges : les groupes privés gestionnaire de crèche négocient de meilleurs tarifs grâce à leur volume d'achat nationaux.

- Sur la commercialisation d'une partie des berceaux : les groupes privés gestionnaires de crèche sont plus à même de commercialiser une partie des berceaux auprès de réservataires publics ou privés. Cette opportunité permet de mieux répartir la charge résiduelle d'une crèche entre les besoins de la ville et ceux des employeurs de proximité.

Mieux répartir les risques inhérents au service : La Délégation du Service Public permet de transférer les risques suivants sur le Délégataire :

- Risque financier lié à la nécessité d'équilibrer les coûts du service et la prise en charge des encaissements et des impayés.
- Risque lié à la responsabilité de l'exploitant du service qui peut être mise en cause tant par les usagers du service que par des tiers ayant subi un préjudice sur le plan civil ou pénal.
- Risque règlementaire relatif aux évolutions législatives, règlementaires ou aux normes techniques.

Conserver un contrôle fort du service : en Délégation de Service Public, la collectivité conserve le contrôle du service affermé, de la commission d'attribution des places et le Délégataire est tenu de respecter ses engagements contractuels relatifs à la qualité de service.

Le gestionnaire se rémunère essentiellement par les résultats de l'exploitation du service public : il s'agit de la participation des familles et des prestations CAF auxquelles peut s'ajouter une participation financière de la collectivité, à condition qu'elle ne constitue pas une subvention d'équilibre en fin d'exercice.

En conclusion, la gestion déléguée constitue donc un partenariat sur la base des impératifs du service public faisant reposer sur le prestataire les charges de la mise en œuvre quotidienne du service avec une maîtrise et un contrôle sur le Délégataire exercé par la collectivité.

En effet, les article L. 3131-5 du code de la commande publique et L.1411-3 du CGCT imposent au Délégataire de fournir un rapport annuel technique et financier complet avant le 1er juin de chaque année, qui est présenté à l'assemblée délibérante. Cette obligation traduit l'obligation faite à la collectivité de contrôler son Délégataire. Il s'agit également d'un moyen d'améliorer la transparence des DSP et notamment des comptes du Délégataire.

Au regard de la gestion actuelle du service public, des objectifs de la ville de GIGNAC-LA-NERTHE et des éléments évoqués à l'article 3.2 du présent rapport, il est proposé au Conseil Municipal de faire le choix de la Délégation de Service Public pour la gestion de son service public administratif.

Le choix de la Délégation de Service Public, comme mode de gestion du service public doit permettre à la Commune de centrer son action sur la définition et l'organisation d'un service à l'échelle communale et, tout en conservant les orientations fondamentales du service (accès, tarifs, projet pédagogique et social) et de contrôler l'action de son Délégataire.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

# 4 LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU FUTUR CONTRAT

Au regard, d'une part, des éléments justifiant le recours à une Délégation de Service Public, et d'autre part de l'analyse de la gestion actuelle, le nouveau contrat aura pour principaux objectifs de :

- Renforcer et rendre mesurable les engagements du Délégataire,
- Préserver 70 à 80 % du budget de fonctionnement pour les frais de personnel,
- Sécuriser le contrat tant sur le plan juridique que sur le plan financier et technique,
- Fixer une juste compensation financière de la commune, afin que l'exposition du gestionnaire aux risques économiques ne soit pas inexistante,
- Le cas échéant, encadrer juridiquement et financièrement la mise à disposition de berceaux à des entités tierces,
- Encadrer l'évolution de la compensation financière afin que le Délégataire supporte un risque d'exploitation durant toute la durée du contrat,
- Garantir à la collectivité des moyens de contrôle du service affermé et la transparence de gestion, en prévoyant notamment la mise en place de Comités de Pilotage trimestriels ainsi que l'application de pénalités en cas d'inexécution des engagements contractuels.
- Anticiper les conséquences de la fin de contrat, notamment sur le sort des biens et sur le respect du programme initial concernant le Gros Entretien et Renouvellement (GER).

Il est ainsi proposé, au vu de ces éléments, de renouveler le principe de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la crèche « Les Jardins des Myrtes » organisées autour des principales caractéristiques définies dans les articles suivants.

## 4.1 Les caractéristiques essentielles du futur contrat

### *4.1.1 Nature du contrat*

Contrat de Délégation de Service Public par affermage.

### *4.1.2 Les obligations du futur délégataire*

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à exploiter le service public dont il a l'exclusivité à ses risques et périls, en respectant l'agrément du Multi-accueil collectif.

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à accueillir les enfants âgés de 10 semaines à moins de 6 ans dans le respect des modalités d'accueil qui seront fixées dans le contrat de délégation de service public et dans le respect du règlement de fonctionnement validé par la collectivité.

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à mettre en œuvre un projet d'établissement, en prenant en compte les spécificités et les besoins des usagers dans lequel figurent le projet social et le projet éducatif et pédagogique.

- Le DÉLÉGATAIRE aura une mission de facturation du service et percevra directement le produit des contrats familles, la « Prestation de Service Unique », ainsi que le bonus territoire lié à la Convention Territoriale Globale (CTG) versés par la Caisse d'Allocation Familiale.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

- L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE se réserve la possibilité d'autoriser le DÉLÉGATAIRE à mettre des berceaux à disposition d'entités tierces. En contrepartie de cette autorisation, le DÉLÉGATAIRE versera une redevance à l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE.

- Le DÉLÉGATAIRE versera également une redevance pour occupation du domaine public sur toute la durée du contrat à l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE en contrepartie de la mise à disposition des locaux.

- Le DÉLÉGATAIRE devra occuper les locaux « raisonnablement » et à ce titre il devra en assumer toutes les taxes, impôts et charges liés à leur fonctionnement, entretien et à leur maintenance préventive et curative.

- Si l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE devait rester titulaire d'un ou plusieurs contrats d'approvisionnement ou de service visant au fonctionnement de l'établissement, ce dernier refacturerait le montant des abonnements, taxes et consommations au DÉLÉGATAIRE au prorata de la consommation.

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à renouveler à ses frais exclusifs tous les équipements (matériels et mobiliers) qui lui seront confiés au prorata de leur amortissement.

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à reprendre et à rémunérer directement l'ensemble des personnels présents dans la structure et à embaucher le personnel complémentaire nécessaire à l'activité dans le strict respect de la législation du travail, y compris les congés et les formations.

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à gérer la totalité du parcours des familles bénéficiaires du service qui lui est confié.

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à respecter les normes de sécurité, d'exploitation et de maintenance relatives à l'usage des locaux (extincteurs, BAES, plans et exercices d'évacuation ...), les contrôles règlementaires, notamment sur la qualité de l'air intérieur conformément au décret N° 2011-1728 du 02/12/2011.

- Le DÉLÉGATAIRE sera titulaire de l'agrément de la crèche et à ce titre, il en assumera l'entière responsabilité vis-à-vis des tutelles (CAF et PMI), vis-à-vis des familles et plus généralement vis-à-vis de toutes les instances administratives, financières, sociales et pénales.

- Le DÉLÉGATAIRE respectera toutes les règlementations en vigueur et notamment :

- Le code de l'action sociale et des familles (article L 214 et suivants) ;
- Le code la santé publique (article L2324-1 et suivants et R2324-6 et suivants) ;
- Le code de la construction et de l'habitation (article L122-5) ;
- La charte nationale pour l'accueil du jeune enfant ;
- Les décrets N°2000-762 du 1er août 2000 et N°2007-230 du 20 février 2007 relatifs aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;
- Le décret N°2010-613 du 07 juin 2010 relatifs aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;
- Le décret 2021-1115 du 25 août 2021 relatif aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissements d'accueil du jeune enfant ;



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

- Le décret n°2022-1197 du 30 août 2022, reportant la mise en conformité à certaines exigences du décret n°2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;
- Le décret n°2022-1772 du 30 décembre 2022 relatif aux expérimentations dans le domaine des services aux familles, aux établissements d'accueil de jeunes enfants et aux comités départementaux des services aux familles ;

- Le DÉLÉGATAIRE devra fournir le lait maternel, les repas, goûters et collations, les couches jetables et les produits d'hygiène, dans les conditions qui seront fixées dans le contrat de délégation de service public.

- Le DÉLÉGATAIRE organisera des réunions d'information destinées aux familles, en concertation avec l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE.

- Le DÉLÉGATAIRE aura à cœur de mettre en œuvre une démarche « éco responsable » autonome, en filigrane de son action, de son organisation, dans la gestion de ses approvisionnements et de ses déchets,

- Conformément à l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique, le DÉLÉGATAIRE remettra à l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE un rapport annuel détaillé permettant le contrôle de la bonne exécution du contrat et du service rendu aux familles.

## 4.2 Les modalités de rémunération

Le DÉLÉGATAIRE se rémunère substantiellement par la perception des recettes liées aux contrats des usagers. La rémunération sera donc substantiellement liée aux résultats d'exploitation du service.

En contrepartie de ses engagements, le DÉLÉGATAIRE percevra une rémunération comprenant :

- Les participations familiales au titre des contrats d'accueil.
  Le montant de la participation des familles est défini en référence à un taux d'effort fixé par la CNAF dans le cadre de la Prestation de Service Unique (PSU), qui se décline selon le type d'accueil pratiqué, appliqué aux ressources mensuelles de la famille et modulé en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales.

- La « Prestation de Service Unique » (PSU) versée par la CAF.

- Le « Bonus Territoire » lié à la signature d'une Convention Territoriale Globale (CTG) entre la COLLECTIVITÉ et la CAF. En 2023, le montant du bonus territoire était de 134 353,80 €.

- Les recettes liées à la réservation des berceaux.

- La compensation pour la contrainte de service public.

L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE versera éventuellement une participation financière pour « Compensation de la Contrainte de Service Public » basée sur le montant du reste à charge tel qu'il sera définit au compte d'exploitation prévisionnel.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

### 4.3 Durée du contrat

La durée du contrat de concession est limitée. Elle est déterminée par l'autorité concédante en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au concessionnaire.

La durée du contrat ne peut excéder le temps raisonnablement escompté par le Délégataire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.
Au cas d'espèce, la collectivité ne prévoyant pas d'investissement majeurs à effectuer et à financer par le gestionnaire, la durée de la concession par affermage ne peut excéder 5 ans.

### 4.4 Sort des biens

Le contrat de Délégation de Service Public précisera les conditions relatives au sort des biens en fin de contrat.

Le Délégataire sera notamment tenu au terme du contrat de Délégation de Service Public de remettre gratuitement à l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE, en bon état d'entretien et de fonctionnement, tous les ouvrages et équipements nécessaires à l'exploitation du service public.

### 4.5 Étendue des contrôles

Le Délégataire doit satisfaire aux obligations définies à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces obligations seront précisées et détaillées dans le contrat de Délégation de Service Public.

Le contrat définira précisément les objectifs assignés au Délégataire, les informations que le Délégataire tient à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectif dont elle peut faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service. Des pénalités viendront sanctionner le non-respect des obligations règlementaires ou contractuelles.

La Collectivité peut exercer, le cas échéant, son pouvoir de sanction et résilier le contrat dans les conditions qui seront fixées dans le contrat de Délégation de Service Public.

## 5 SYNTHESE ET CONCLUSION

Au regard des différents enjeux et de l'analyse des avantages et inconvénients des différents modes de gestion envisagés ci-dessus, il est proposé de conserver la forme contractuelle actuelle, à savoir une Délégation de Service Public sous forme d'affermage pour la gestion, l'exploitation et la maintenance de l'Établissement d'Accueil de Jeunes Enfants (EAJE) « Les Jardins des Myrtes ».

Le Délégataire apportera son expertise professionnelle et son organisation structurée (en moyens et en nombre) de nature à permettre d'assurer de manière efficiente l'exploitation de la structure.
Les principales caractéristiques de la convention sont décrites ci-dessus.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_119-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_119

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-120**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Exploitation de la cuisine centrale du Pole Educatif Nelson Mandela - Principe de mise en œuvre d'une délégation de service public de restauration collective**

---

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la cuisine centrale du Pole Educatif Nelson Mandela est exploitée dans le cadre du marché public de service de restauration municipale pour la fabrication et la distribution de repas n°2021-07.

Ce marché public ayant été attribué pour une durée d'un an, reconductible trois fois par période d'un an, soit quatre ans, à compter du 1er septembre 2021 arrive à son terme le 31 août 2025.

Aujourd'hui, il est proposé au conseil municipal de mettre en place une procédure de délégation de service public pour les prestations de restauration municipale et fabrication distribution des repas.

La procédure de délégation de service public, régie par les articles L1411-1 et suivants Code Général des Collectivités Territoriales, prévoit que les conseils municipaux qui doivent se prononcer sur le principe de toute délégation de service public « statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ».

C'est l'objet de la présente délibération. Ce rapport, après avoir exposé les différentes formes de gestion d'un service public, s'oriente vers le choix d'une gestion déléguée et plus particulièrement d'un affermage. Il retrace également les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, en évoque également sa redevance et sa rémunération.

Monsieur le Maire précise que ce rapport n'est en aucun cas le cahier des charges qui sera adressé aux candidats admis à présenter une offre.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le code de la commande publique,
**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1411- 1 et suivants,
**Vu** le rapport de présentation, annexé à la présente délibération, annexe réglementaire (article L 1411-4 du Code général des collectivités territoriales), présentant les activités qui font l'objet de la délégation, leur nature, les motifs qui ont conduit la collectivité à opter pour la délégation, l'économie générale du contrat, sa nature, sa durée et le mode de rémunération envisagé,
**Vu** l'avis du comité technique de la collectivité en date du 11 décembre 2024,
**Considérant** la nécessité de disposer d'un nouveau délégataire du service public « restauration municipale fabrication et distribution de repas » à compter du 1er septembre 2025,

Vote par : 24 Pour – 4 Abstention (M. GOUIRAN Jérôme, Mme MANGIN Isabelle, M. PROSPERO Jean-Michel, Mme KALFALLI Christelle)

## DELIBERE

**APPROUVE** le choix d'un mode de gestion déléguée selon la forme d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du service chargé de la restauration municipale, la fabrication et la distribution de repas selon les modalités exposées dans le rapport de présentation annexé,

**APPROUVE** la durée de la délégation de service fixée à 4 ans à compter de la notification du contrat au titulaire,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à engager et conduire la procédure proprement dite,

**CHARGE** Monsieur le Maire d'organiser la publicité préalable à la réception des candidatures par une double publication dans un journal d'annonces légales et dans une publication spécialisée dans le domaine ainsi que par un affichage public et de fixer à un mois minimum à compter de la dernière publication le délai de réception des candidatures,

**CHARGE** Monsieur le Maire de saisir et présider la commission de délégation de service public et amenée à se prononcer sur la recevabilité des candidatures et à établir une liste de candidats admis à faire une offre,

**CHARGE** Monsieur le Maire, autorité délégante de la collectivité, d'envoyer le dossier de consultation aux candidats admis à concourir et de saisir et présider la commission de délégation de service public afin qu'elle puisse examiner, comparer et classer les offres des candidats,

**CHARGE** Monsieur le Maire d'engager les négociations après avis de la commission et dans le respect des principes d'égal accès des candidats à 1a commande publique,

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

**CONFIE** à Monsieur le Maire le soin de préparer le rapport final de jugement des offres et de soumettre ce rapport à l'assemblée délibérante 15 jours au moins avant la date prévue pour l'attribution par délibération de l'organe délibérant,

**CONFIE** à Monsieur le Maire le soin de notifier le marché au candidat retenu dans le respect de la décision de l'organe délibérant,

**CHARGE** Monsieur le Maire de veiller à la conformité de la procédure au regard de la réglementation en vigueur et notamment de s'assurer qu'un délai minimum de 2 mois entre la première saisine de la commission de délégation de service public et l'attribution finale par l'organe délibérant soit respecté.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**






Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

# RAPPORT DE PRÉSENTATION INITIAL

## Délégation de Service Public pour l'exploitation, l'entretien et la maintenance de la « Cuisine Centrale Municipale »



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

## Table des matières


*1 SITUATION DEMOGRAPHIQUE ET BESOINS DE LA VILLE ..... 3*

*2 PRESENTATION DU DISPOSITIF EN COURS D'EXECUTION ..... 4*

**2.1 Contexte ..... 4**

**2.2 Objet de l'accord cadre en cours et ses caractéristiques ..... 4**

**2.3 Les modalités financières de l'accord cadre ..... 4**

**2.4 La répartition des charges entre le titulaire et la collectivité ..... 7**

*3 LES OBJECTIFS ET INTÉRÊTS DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ... 8*

**3.1 Les objectifs de la ville de GIGNAC-LA-NERTHE ..... 8**

**3.2 Description des différents modes de gestion envisageables ..... 8**

3.2.1 La Gestion directe ..... 8

3.2.2 La gestion contractuelle ..... 9

**3.3 L'intérêt du recours à la DSP ..... 11**

*4 LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU FUTUR CONTRAT ..... 12*

**4.1 Les caractéristiques essentielles du futur contrat ..... 13**

4.1.1 Nature du contrat ..... 13

4.1.2 Les obligations du futur délégataire ..... 13

**4.2 Les modalités de rémunération ..... 14**

**4.3 Durée du contrat ..... 14**

**4.4 Sort des biens ..... 15**

**4.5 Étendue des contrôles ..... 15**

*5 SYNTHESE ET CONCLUSION ..... 15*




AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

PRÉAMBULE

Conformément à l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le présent rapport est porté à la connaissance de l'assemblée délibérante afin qu'elle se prononce sur le principe de recours à une Délégation de Service Public relative à l'exploitation, l'entretien et la maintenance de la cuisine centrale municipale d'une capacité maximale théorique de 5000 repas / jour.

Au regard de l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la ville de GIGNAC-LA-NERTHE compte moins de 10 000 habitants et ne dispose donc pas d'une commission consultative des services publics locaux, conformément aux statistiques fournies par l'INSEE.

Conformément à l'article 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, le Comité Social Territorial (CST) de la commune de GIGNAC-LA-NERTHE a été consulté dans le cadre de ce rapport et délivrera son avis le : 11/12/2024.

Le document constitue donc le rapport sur la base duquel l'assemblée délibérante se prononce sur le principe de mise en concession de la cuisine centrale municipale et sur les principales caractéristiques du futur contrat.

# 1 SITUATION DEMOGRAPHIQUE ET BESOINS DE LA VILLE

GIGNAC-LA-NERTHE est une commune située dans le département des Bouches-du-Rhône, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et fait partie de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

En 2024, la commune compte UN PEU MOINS DE 10 000 habitants (estimation INSEE).

La population de GIGNAC-LA-NERTHE est en hausse et rajeunit. Son indice de vieillissement est de 76 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes de moins de 20 ans.

La commune recense environ 1100 enfants âgés de 3 à 10 ans et dispose de 4 écoles publiques de la maternelle à l'élémentaire, un collège et un groupe scolaire privé.

Le centre de loisirs municipal accueille une centaine d'enfants le mercredi et les vacances scolaires.

Le foyer restaurant accueille entre 30 et 50 séniors chaque jour.

Enfin, une quarantaine de personne sont bénéficiaires du portage de repas à domicile.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

# 2 PRESENTATION DU DISPOSITIF EN COURS D'EXECUTION

## 2.1 Contexte

La ville de GIGNAC-LA-NERTHE a conclu en 2021 un accord cadre à bons de commande avec la Société GARIG.

Ledit contrat a été conclu pour une durée de quatre (4) ans à compter du 1er septembre 2021 jusqu'au 31 Août 2025.

Le contrat arrivant à échéance le 31 août 2025, la ville envisage de conclure une convention de délégation de service pour l'exploitation de la Cuisine Centrale Municipale dans le respect des règles de mise en concurrence prévues par le Code de la commande publique et le Code Général des Collectivités Territoriales.

## 2.2 Objet de l'accord cadre en cours et ses caractéristiques

A ce titre, le prestataire s'engage à assurer :

- La fabrication des repas de la Collectivité au sein de la cuisine centrale de la commune, à destination des enfants, des adultes, les agents municipaux et des bénéficiaires du portage des repas à domicile ainsi que le foyer restaurant ;
- La livraison en liaison froide dans les offices scolaires ainsi qu'au foyer restaurant pour :
  - Tous les repas enfants et adultes
  - Tous les produits non alimentaires tels que prévu au CCTP
- La livraison des repas auprès des services de la Collectivité : Le CCAS : place de l'Hôtel de Ville, La Police Municipale : 15 avenue Louis Pasteur, Le Pôle Éducatif Nelson Mandela : Chemin des minots, Les services techniques : 2 avenue des Fortunés), le Guichet Unique (Ancienne École Jules Ferry, avenue Camille Pelletan) ;
- Le service des repas maternelles et élémentaires sur les offices.
- Le suivi de la prestation jusque dans l'assiette,
- Les goûters seront préparés à la cuisine centrale et livrés au centre de loisirs.

Pour l'exécution de ce marché public, la ville de GIGNAC-LA-NERTHE a mis à disposition du prestataire une cuisine centrale d'une capacité de production théorique maximale de 5000 repas par jour.

## 2.3 Les modalités financières de l'accord cadre

L'offre financière du titulaire était détaillée de la sorte dans le bordereau des prix unitaires remis :

| Postes | Repas Maternelles Scolaires | Repas Elémentaires Scolaires | Repas Adultes Scolaires | Repas Maternelles CLSH | Repas Elémentaires CLSH | Repas Adultes CLSH | Repas Portage | Gouter 2 composants | Gouter 3 composants |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Matières premières | 1,90 € | 2,25 € | 2,50 € | 1,90 € | 2,25 € | 2,50 € | 2,80 € | 0,60 € | 0,85 € |
| Frais de personnel | 1,85 € | 1,85 € | 1,85 € | 1,85 € | 1,85 € | 1,85 € | 1,85 € | | |
| Frais d'exploitation | 0,80 € | 0,80 € | 0,80 € | 0,80 € | 0,80 € | 0,80 € | 0,80 € | | |
| Frais de structure | 0,05 € | 0,05 € | 0,05 € | 0,05 € | 0,05 € | 0,05 € | 0,05 € | | |
| Rémunération | 0,04 € | 0,04 € | 0,04 € | 0,04 € | 0,04 € | 0,04 € | 0,04 € | | |
| Total HT | 4,64 € | 4,99 € | 5,24 € | 4,64 € | 4,99 € | 5,24 € | 5,54 € | 0,60 € | 0,85 € |
| TVA | 0,26 € | 0,27 € | 0,29 € | 0,26 € | 0,27 € | 0,29 € | 0,30 € | 0,03 € | 0,05 € |
| **Total TTC** | **4,89 €** | **5,26 €** | **5,53 €** | **4,89 €** | **5,26 €** | **5,53 €** | **5,84 €** | **0,63 €** | **0,90 €** |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

| | buffet froid type cérémonie des vœux de Monsieur le Maire" | | | Repas gourmand chaud servi à table type repas de Noël des personnes âgées | | | Repas gourmand chaud portage type repas de Noël des personnes âgées | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **600 personnes** | **700 personnes** | **800 personnes** | **300 personnes** | **350 personnes** | **400 personnes** | **40 personnes** | **50 personnes** | **60 personnes** | **Plateau repas froid (1 pers)** |
| Matières premières | 8 178,00 € | 9 541,00 € | 10 904,00 € | 3 726,00 € | 4 347,00 € | 4 968,00 € | 496,80 € | 621,00 € | 745,20 € | 3,00 € |
| Frais de personnel cuisine | 700,00 € | 700,00 € | 875,00 € | 525,00 € | 525,00 € | 700,00 € | 175,00 € | 263,00 € | 350,00 € | 1,85 € |
| Frais de personnel service | 816,00 € | 952,00 € | 1 088,00 € | 1 088,00 € | 1 224,00 € | 1 360,00 € | 136,00 € | 272,00 € | 272,00 € | |
| Frais d'exploitation | 700,74 € | 817,53 € | 934,32 € | 981,16 € | 1 144,68 € | 1 308,21 € | 130,80 € | 163,50 € | 196,20 € | 1,31 € |
| Frais de structure | | | | | | | | | | 0,15 € |
| Rémunération | 519,74 € | 600,53 € | 690,07 € | 316,01 € | 362,03 € | 416,81 € | 46,93 € | 65,98 € | 78,17 € | 0,10 € |
| Total HT | 10 914,48 € | 12 611,06 € | 14 491,39 € | 6 636,17 € | 7 602,71 € | 8 753,02 € | 985,53 € | 1 385,48 € | 1 641,57 € | 6,40 € |
| TVA (10%) | 1 091,45 € | 1 261,11 € | 1 449,14 € | 663,62 € | 760,27 € | 875,30 € | 98,55 € | 138,55 € | 164,16 € | 0,35 € |
| **Total TTC** | **12 005,92 €** | **13 872,17 €** | **15 940,53 €** | **7 299,78 €** | **8 362,99 €** | **9 628,32 €** | **1 084,08 €** | **1 524,03 €** | **1 805,73 €** | **6,75 €** |

| **Frais d'exploitation** | **Coût annuel HT** |
|---|---|
| Produits d'entretien | 8 013,20 € |
| Produits lessiviels | 4 807,92 € |
| Consommables | 3 205,28 € |
| Serviettes en papier | 3 846,34 € |
| Maintenance préventive des matériels | 6 800,00 € |
| Maintenance curative des matériels | 9 800,00 € |
| Nettoyages spéciaux | |
| Extraction (hottes- filtres- gaines) | 1 200,00 € |
| Désinsectisation | 600,00 € |
| Dératisation | 600,00 € |
| Vidange du bac à graisse | 1 000,00 € |
| Curage des canalisations | |
| Sel adoucisseur pour machines à laver | 350,00 € |
| Renouvellement vaisselle | 4 006,60 € |
| Renouvellement matériel | 1 200,00 € |
| Tenues du personnel | 17 280,00 € |
| Téléphone | 1 200,00 € |
| Fourniture de bureau | 1 800,00 € |
| Filtres et hottes | |
| Bac à graisse | |
| Suivi bactériologiques | |
| Analyses bactériologiques | 1 135,58 € |
| Audit Hygiène | 362,97 € |
| Fluides (eau- gaz-électricité) | 14 400,00 € |
| Téléphone | |
| Cout informatique | 360,00 € |
| Fourniture de bureau | |
| Tenues du personnel – Chaussures – EPI | |
| Frais d'animation | 840,00 € |
| Location véhicule | 17 400,00 € |
| Carburant | 3 309,96 € |
| Frais de conditionnement | 11 680,00 € |
| Signalétique | 1 800,00 € |
| Communication | |
| Impots et taxes | 3 387,00 € |
| Assurance | 7 294,00 € |
| | |
| | |
| | |
| **Total** | **127 678,85 €** |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

Il est à noter qu'après les différentes révisions de prix et la conclusion d'avenants, les tarifs appliqués sont les suivants :

**GARIG**

**Révision de prix**

**Applicable au 1er Septembre 2024**

**Cuisine Ville de GIGNAC**

| | |
|---|---|
| **Coefficient de révision** | **1,0138** |
| **Pourcentage de la hausse** | **1,38%** |

| | Prix 2022 | Prix 2023 | Prix 2024 |
|---|---|---|---|
| Maternelles Scolaires | 4,99 € | 5,43 € | 5,50 € |
| Elémentaires Scolaires | 5,36 € | 5,82 € | 5,91 € |
| Adultes Scolaires | 5,62 € | 6,11 € | 6,19 € |
| Adultes Municipaux | 5,62 € | 6,11 € | 6,19 € |
| Portages Adultes | 5,77 € | 6,28 € | 6,36 € |
| Maternelles CLSH | 4,99 € | 5,43 € | 5,50 € |
| Pirmaires CLSH | 5,36 € | 5,82 € | 5,91 € |
| Adultes CLSH | 5,62 € | 6,11 € | 6,19 € |
| Goûter 2 Composantes | 0,63 € | 0,68 € | 0,69 € |
| Goûter 3 Composantes | 0,89 € | 0,96 € | 0,98 € |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

## 2.4 La répartition des charges entre le titulaire et la collectivité

L'annexe 2 du CCTP précise la répartition des charges entre le Titulaire et la Commune de Gignac-la-Nerthe :

| Nature de la charge | Commune du Gignac-La-Nerthe | Le Titulaire |
|---|---|---|
| Investissement en matériel et mobilier (Cuisines + offices) | X | |
| Renouvellement matériel et mobilier (Cuisines + offices)<br>*Sauf négligence, malveillance ou faute avérée d'un employé du titulaire* | X | |
| Investissement initial vaisselle et petits matériels (Cuisines + offices) | X | |
| Renouvellement vaisselle et petit matériel (Cuisines + offices)<br>*Sauf négligence, malveillance ou faute avérée d'un employé du titulaire* | | X |
| Entretien technique des matériels (préventif et curatif)<br>*Sauf négligence, malveillance ou faute avérée d'un employé du titulaire* | | X |
| Fournitures pièces détachées | | X |
| Nettoyages courants des matériels et des espaces dédiés (cuisine centrale et offices des écoles) | | X |
| Nettoyages spéciaux (plafond, grande hauteur>1,80) | | X |
| Entretien des gaines d'extraction | | X |
| Entretien des hottes et des filtres | | X |
| Évacuation des ordures jusqu'au local poubelles | | **X** |
| Déplacement des bacs de déchets jusqu'au points de collecte | | **X** |
| Désinsectisation | | X |
| Dératisation | | X |
| Vidage et curage du bac à graisse | | X |
| Curage des canalisations | | X |
| Produits d'entretien (CC + offices) | | X |
| Produits lessiviels (laverie des offices) | | |
| Produits lessiviels (C Centrale uniquement) | | X |
| Serviettes en papier | | X |
| Sel pour adoucisseur | | X |
| Nappes jetables, les serviettes et essuie-mains | | X |
| Tenue des personnels du personnel du titulaire (fourniture et entretien) | | X |
| Calot, masques, gants de la personne du Titulaire et du personnel municipal | | X |
| Consommables de cuisine | | X |
| Téléphone – abonnements et communication | | X |
| Fournitures de bureau | | X |
| Informatique de gestion | | X |
| Taxes et cotisations diverses | | X |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

# 3 LES OBJECTIFS ET INTÉRÊTS DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

## 3.1 Les objectifs de la ville de GIGNAC-LA-NERTHE

Les principaux objectifs poursuivis par la collectivité dans la gestion de son établissement d'accueil du jeune enfant sont les suivants :

- Développer une qualité du service rendu à l'usager :
  - Professionnalisme et taux de qualification du personnel,
  - Qualité et diversité des menus proposés,
- Inscrire l'exploitation du service dans une démarche de développement durable,
- Assurer le maintien en bon état de fonctionnement et de sécurité des locaux et des équipements,
- Offrir un service adapté aux différents besoins des administrés de la commune,
- Optimiser l'outil de production et commercialiser des repas extérieurs.
- Garantir le suivi et le contrôle du service par la ville,
- Maîtriser le coût du service pour la collectivité,
- Garantir la continuité du service public,

## 3.2 Description des différents modes de gestion envisageables

Différents modes de gestion peuvent être envisagés par la collectivité :

La collectivité peut gérer son service en régie, passer un marché public ou en encore déléguer son service.
Il s'agit de déterminer le montage le plus adapté aux attentes de la collectivité, sachant que dans tous les cas, la collectivité reste l'autorité compétente du service public.

Le choix du mode de gestion est donc discrétionnaire et relève de l'opportunité opérationnelle, de la stratégie de gestion locale et de la volonté politique de la collectivité.

### *3.2.1 La Gestion directe*

#### 3.2.1.1 La régie directe (ou régie simple)

La régie directe est le mode de gestion le plus intégré. La collectivité gère le service public au sein de ses propres services, sous l'autorité directe de ses organes (conseil municipal et maire), par ses agents et en le finançant sur son budget principal.

Par principe, cette mission de service public pourrait être reprise en régie, soit sous forme d'une gestion directe, soit sous forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière.

Ce mode de gestion permet d'isoler au sein de la collectivité une activité particulière, en lui donnant une autonomie financière, sans pour autant créer une personne morale distincte. Ainsi, la régie autonome est dotée d'un budget propre, mais qui est annexé au budget principal de la collectivité. Elle est administrée, sous l'autorité du maire et du conseil municipal, par un conseil d'exploitation et son président, ainsi qu'un directeur, désignés par le conseil municipal sur proposition du maire.

Lorsqu'elle gère directement un service public, la collectivité est totalement responsable du service, et en particulier, elle :



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

- Est responsable de l'organisation et du fonctionnement du service,
- Utilise exclusivement son personnel (titulaire ou non titulaire),
- Supporte toutes les dépenses quelle que soit leur nature,
- Encaisse toutes les recettes liées au service,

Le personnel travaillant pour une administration exploitant un service public administratif possède la qualité d'agent public.

La gestion en régie ne signifie pas que toutes les taches sont réalisées directement par la collectivité. Celle-ci peut passer des contrats avec des tiers pour réaliser une partie mineure de sa mission, notamment pour celles ne faisant pas partie du cœur de métier. Les contrats correspondant (travaux, fournitures, prestations de service) sont conclus conformément aux procédures définies par le code de la commande publique.

#### 3.2.1.2 La régie personnalisée

La régie personnalisée implique la création d'une personne morale distincte de la commune, sous la forme d'un établissement public. Cette entité dispose de la personnalité juridique, d'une autonomie financière et d'une autonomie de gestion. Elle est administrée par un conseil d'administration et son président, ainsi qu'un directeur, désignés par le conseil municipal sur proposition du maire. Elle décide de son propre budget, voté par son conseil d'administration.

L'avantage majeur du mode de gestion en régie est que, à performance égale, la collectivité n'a pas à rémunérer de gestionnaire.

Mais, la complexité de la gestion d'une cuisine centrale et les contraintes règlementaires nécessitent des compétences techniques que les collectivités ne possèdent pas toujours en interne.

En revanche, la collectivité assume pleinement tous les risques liés à l'exploitation (financier, social et pénal).

Si la gestion du service en régie présente l'avantage d'une gouvernance intégrale de la collectivité sur le niveau de services et sa mise en œuvre opérationnelle, elle présente également, et quel que soit le type de régie envisagée, des inconvénients significatifs notamment :

- en matière de management : Obligation de construire une équipe sur le long terme et à développer les compétences individuelles.
Le turn-over est, la plupart du temps, lié à la précarité des contrats et au recours à des agents non-permanents.

- en matière budgétaire : Les variations du prix des denrées, des fluides, des volumes de repas exportés peuvent impacter fortement les besoins d'encadrement et peser sur les charges de personnel de la commune en cas de hausse, mais également en cas de baisse. Ces évolutions potentielles présentent un risque important de fragilisation du budget de la commune (qui a très peu de leviers d'ajustement).

### *3.2.2 La gestion contractuelle*

La gestion d'un service public peut faire l'objet d'une exploitation dans un cadre contractuel, soit dans le cadre d'un marché public, soit d'une délégation de service public.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

#### 3.2.2.1 Le marché public

La passation d'un marché public implique un quasi-fonctionnement en régie. En effet, la commune va confier une prestation de services à un tiers sans lui transférer les risques liés à l'exploitation du service.

Le prestataire est rémunéré sur la base d'un prix global et forfaitaire pour les prestations qui lui sont demandées par l'autorité organisatrice. Quel que soit le résultat de son activité, le prestataire ne subira pas les conséquences financières et sera rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini à l'acte d'engagement. Les aléas d'exploitation seront directement supportés par la commune (fréquentation du service).
En cas de baisse de la fréquentation du service, c'est la collectivité qui voit ses recettes diminuer sans que le gestionnaire soit inquiété.
Ce montage fait reposer le risque financier sur la collectivité alors qu'elle a confié la gestion du service à un tiers. La passation du marché nécessite en outre une mise en concurrence et une procédure presqu'aussi complexe que la gestion déléguée.
Ce mode de gestion cumule les inconvénients de la gestion directe et de la Délégation de Service Public.

Par ailleurs, la passation d'un tel contrat implique la mise en place d'une organisation comptable particulière pour la perception et la gestion des recettes du service.

#### 3.2.2.2 La Délégation de Service Public

Conformément aux article L.1411-1 et 1112-1 du CGCT, une délégation de service public est un contrat de concession du Code de la Commande Publique, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, « *en contrepartie, soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix*. »

Le Délégataire supporte le risque financer du service.

Plusieurs types de Délégation de Service Public peuvent être distinguées.

La concession : La collectivité délégante confie au concessionnaire le financement et la réalisation des investissements et le droit de les exploiter moyennant une redevance perçue sur les usagers. En fin de contrat, ces ouvrages, qualifiés de « biens de retour » reviennent à la collectivité.

L'affermage (logique similaire au contrat de concession) : En contrepartie de l'exploitation d'un service, le Délégataire se rémunère directement sur les usagers du service. C'est la collectivité délégante qui finance et réalise les ouvrages dont elle en confie l'exploitation au fermier.

En ce qui concerne la Cuisine Centrale Municipale, la collectivité ne prévoyant pas d'investissement majeurs à effectuer et à financer par le gestionnaire : on parlera donc de contrat de Délégation de Service Public sous forme d'affermage.

Ces modes de gestion permettent à la collectivité de s'appuyer sur un organisme tiers spécialisé afin de gérer le service public. Il s'agit des modes de gestion les plus usités pour les services publics de collectivités territoriales.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

## 3.3 L'intérêt du recours à la DSP

Chacun des modes de gestion présente ses avantages et ses inconvénients. Toutefois, le critère essentiel de distinction est le mode de rémunération et le transfert de risque, qui se caractérise notamment par le risque financier (la maitrise des charges), le risque social (gestion du personnel) et le risque pénal (accident).

L'activité de gestion des Cuisines Collectives doit satisfaire à des exigences et des contraintes techniques fortes et constitue par essence une activité à risque.

La gestion déléguée en Délégation de service public semble être le mode de gestion le plus adapté pour répondre aux objectifs de la collectivité et présente les avantages suivants :

Optimiser l'outil de production : Le service répond aux besoins spécifiques des usagers du territoire en diversifiant les typologies d'offres de repas mais également en commercialisant des repas extérieurs permettant à la collectivité de percevoir une redevance.

Faciliter la conception et la réalisation d'aménagement : Le Délégataire connait bien les contraintes de la gestion d'une cuisine collective et mobilise plus facilement les expertises nécessaires à la conception et la réalisation d'aménagements intérieurs.

Faciliter le recrutement et la gestion du personnel : Le recours à la DSP facilite les recrutements dans la mesure où le Délégataire dispose d'un réel savoir-faire en la matière, d'un réseau et d'un vivier de CV toujours mis à jour, et de personnel volant permettant de palier rapidement à l'absentéisme et de maintenir le taux d'encadrement.

Maîtriser les coûts du service : L'externalisation permet une maitrise, sinon une réduction des coûts de service en raison des économies d'échelle réalisées par le prestataire et une meilleure optimisation de l'outil de production.

L'analyse comparative des deux modes de gestion des cuisines centrale, Régie ou DSP, met en lumière une approche différente pour la ville, tenant compte de divers facteurs :

- Sur la masse salariale : un gestionnaire privé ne finance pas les salaires des personnels absents pour maladie, puisque ces derniers sont pris en charge par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.
- Sur l'activité : le nombre de repas facturé est très souvent plus élevé en Délégation de Service public qu'en régie. En effet, un des objectifs prioritaires dans une DSP est l'atteinte d'un taux d'utilisation élevé car une maximisation des recettes directes permet de diminuer la compensation financière de la ville.

- Sur la maîtrise des charges : les groupes privés gestionnaire de crèche négocient de meilleurs tarifs grâce à leur volume d'achat nationaux.

- Sur la commercialisation d'une partie des repas produits : les groupes privés sont plus à même de commercialiser une partie des repas produits auprès de clients publics ou privés. Cette opportunité permet de mieux répartir la charge résiduelle d'une cuisine entre les besoins de la ville et ceux des clients de proximité.

Mieux répartir les risques inhérents au service : La Délégation du Service Public permet de transférer les risques suivants sur le Délégataire :



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

- **Risque financier** lié à la nécessité d'équilibrer les coûts du service et la prise en charge des encaissements et des impayés.
- **Risque lié à la responsabilité de l'exploitant** du service qui peut être mise en cause tant par les usagers du service que par des tiers ayant subi un préjudice sur le plan civil ou pénal.
- **Risque règlementaire** relatif aux évolutions législatives, règlementaires ou aux normes techniques.

**Conserver un contrôle fort du service :** en Délégation de Service Public, la collectivité conserve le contrôle du service affermé et le Délégataire est tenu de respecter ses engagements contractuels relatifs à la qualité de service.

Le gestionnaire se rémunère essentiellement par les résultats de l'exploitation du service public : il s'agit de la participation des familles et des prestations CAF auxquelles peut s'ajouter une participation financière de la collectivité, à condition qu'elle ne constitue pas une subvention d'équilibre en fin d'exercice.

En conclusion, la gestion déléguée constitue donc un partenariat sur la base des impératifs du service public faisant reposer sur le prestataire les charges de la mise en œuvre quotidienne du service avec une maîtrise et un contrôle sur le Délégataire exercé par la collectivité.

En effet, les article L. 3131-5 du code de la commande publique et L.1411-3 du CGCT imposent au Délégataire de fournir un rapport annuel technique et financier complet avant le 1er juin de chaque année, qui est présenté à l'assemblée délibérante. Cette obligation traduit l'obligation faite à la collectivité de contrôler son Délégataire. Il s'agit également d'un moyen d'améliorer la transparence des DSP et notamment des comptes du Délégataire.

Au regard de la gestion actuelle du service public, des objectifs de la ville liés à l'optimisation de l'outil de production de GIGNAC-LA-NERTHE et des éléments évoqués à l'article 3.2 du présent rapport, il est proposé au Conseil Municipal de faire le choix de la Délégation de Service Public pour la gestion de sa Cuisine Centrale Municipale.

Le choix de la Délégation de Service Public, comme mode de gestion du service public doit permettre à la Commune de centrer son action sur la définition et l'organisation d'un service à l'échelle communale et, tout en conservant les orientations fondamentales du service (accès, tarifs, diversité de menus) et de contrôler l'action de son Délégataire.

## 4 LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU FUTUR CONTRAT

Au regard, d'une part, des éléments justifiant le recours à une Délégation de Service Public, et d'autre part de l'analyse de la gestion actuelle, le nouveau contrat aura pour principaux objectifs de :

- Renforcer et rendre mesurable les engagements du Délégataire,
- Préserver 40 à 50 % du budget de fonctionnement pour l'achat des denrées,
- Sécuriser le contrat tant sur le plan juridique que sur le plan financier et technique,
- Fixer une juste compensation financière de la commune, afin que l'exposition du gestionnaire aux risques économiques ne soit pas inexistante,
- Encadrer juridiquement et financièrement l'autorisation de commercialiser des repas à l'externe,
- Encadrer l'évolution de la compensation financière afin que le Délégataire supporte un risque d'exploitation durant toute la durée du contrat,



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

- Garantir à la collectivité des moyens de contrôle du service affermé et la transparence de gestion, en prévoyant notamment la mise en place de Comités de Pilotage trimestriels ainsi que l'application de pénalités en cas d'inexécution des engagements contractuels.
- Anticiper les conséquences de la fin de contrat, notamment sur le sort des biens et sur le respect du programme initial concernant le Gros Entretien et Renouvellement (GER).

Il est ainsi proposé, au vu de ces éléments, de valider le principe de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la Cuisine Centrale Municipale organisée autour des principales caractéristiques définies dans les articles suivants.

## 4.1 Les caractéristiques essentielles du futur contrat

### *4.1.1 Nature du contrat*

Contrat de Délégation de Service Public par affermage.

### *4.1.2 Les obligations du futur délégataire*

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à exploiter le service public dont il a l'exclusivité à ses risques et périls, en respectant l'agrément de la Cuisine Centrale Municipale.

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à mettre en œuvre des prestations adaptées à chaque public concerné, en prenant en compte les spécificités et les besoins des convives.

- Le DÉLÉGATAIRE aura une mission de facturation du service et percevra directement des usagers le règlement de la prestation.

- L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE autorisera le DÉLÉGATAIRE à commercialiser un contingent de repas auprès d'entités publiques ou privées. En contrepartie de cette autorisation de commercialiser les repas, le DÉLÉGATAIRE versera une redevance sur chaque repas exporté à l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE. Cette redevance sera portée au compte d'exploitation et viendra donc minorer de cout de fonctionnement de la ville.

- Le DÉLÉGATAIRE versera également une redevance pour occupation du domaine public sur toute la durée du contrat à l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE en contrepartie de la mise à disposition des locaux.

- Le DÉLÉGATAIRE devra occuper les locaux « raisonnablement » et à ce titre il devra en assumer toutes les taxes, impôts et charges liés à leur fonctionnement, entretien et à leur maintenance préventive et curative.

- Si l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE devait rester titulaire d'un ou plusieurs contrats d'approvisionnement ou de service visant au fonctionnement de l'établissement, ce dernier refacturerait le montant des abonnements, taxes et consommations au DÉLÉGATAIRE au prorata de la consommation.

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à renouveler à ses frais exclusifs tous les équipements (matériels et mobiliers) qui lui seront confiés au prorata de leur amortissement.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à reprendre et à rémunérer directement l'ensemble des personnels présents dans la structure et à embaucher le personnel complémentaire nécessaire à l'activité dans le strict respect de la législation du travail, y compris les congés et les formations.

- Le DÉLÉGATAIRE s'engagera à respecter les normes de sécurité, d'exploitation et de maintenance relatives à l'usage des locaux (extincteurs, BAES, plans et exercices d'évacuation ...), les contrôles règlementaires, notamment sur la qualité de l'air intérieur conformément au décret N° 2011-1728 du 02/12/2011.

- Le DÉLÉGATAIRE sera titulaire de l'agrément de la cuisine et à ce titre, il en assumera l'entière responsabilité vis-à-vis de toutes les instances administratives, financières, sociales et pénales.

- Le DÉLÉGATAIRE aura à cœur de mettre en œuvre une démarche « éco responsable » autonome, en filigrane de son action, de son organisation, dans la gestion de ses approvisionnements et de ses déchets,

- Conformément à l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique, le DÉLÉGATAIRE remettra à l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE un rapport annuel détaillé permettant le contrôle de la bonne exécution du contrat et du service rendu aux familles.

## 4.2 Les modalités de rémunération

Le DÉLÉGATAIRE se rémunère substantiellement par la perception des recettes liées à la vente de repas aux usagers. La rémunération sera donc substantiellement liée aux résultats d'exploitation du service. Compte tenu des besoins de la Ville en matière de repas, le futur contrat intégrera la faculté pour le futur exploitant de commercialiser des repas en marge des besoins de la commune.

En contrepartie de ses engagements, le DÉLÉGATAIRE percevra une rémunération comprenant :

- **Les participations familiales au titre des repas servis dans les cantines des établissements scolaires, des centres de loisirs, du portage des repas aux séniors et aux services municipaux.**
  Le montant de la participation des familles pour le financement du prix du repas dans les écoles et centres de loisirs est défini par délibération du Conseil Municipal en référence à un quotient familial.
- **La compensation pour la contrainte de service public versé par la ville en complément des participations familiales dans le cadre des repas servis à la cantine, aux centres de loisirs et pour les repas séniors en portage à domicile.**
- **Les recettes liées à la commercialisation des repas externalisés**.

## 4.3 Durée du contrat

La durée du contrat de concession est limitée. Elle est déterminée par l'autorité concédante en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au concessionnaire.

La durée du contrat ne peut excéder le temps raisonnablement escompté par le Délégataire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.
Au cas d'espèce, la collectivité ne prévoyant pas d'investissement majeurs à effectuer et à financer par le gestionnaire, la durée de la concession par affermage ne peut excéder 5 ans.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

### 4.4 Sort des biens

Le contrat de Délégation de Service Public précisera les conditions relatives au sort des biens en fin de contrat.

Le Délégataire sera notamment tenu au terme du contrat de Délégation de Service Public de remettre gratuitement à l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE, en bon état d'entretien et de fonctionnement, tous les ouvrages et équipements nécessaires à l'exploitation du service public.

### 4.5 Étendue des contrôles

Le Délégataire doit satisfaire aux obligations définies à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces obligations seront précisées et détaillées dans le contrat de Délégation de Service Public.

Le contrat définira précisément les objectifs assignés au Délégataire, les informations que le Délégataire tient à la disposition de la Collectivité, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectif dont elle peut faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service. Des pénalités viendront sanctionner le non-respect des obligations règlementaires ou contractuelles.

La Collectivité peut exercer, le cas échéant, son pouvoir de sanction et résilier le contrat dans les conditions qui seront fixées dans le contrat de Délégation de Service Public.

## 5 SYNTHESE ET CONCLUSION

Au regard des différents enjeux et de l'analyse des avantages et inconvénients des différents modes de gestion envisagés ci-dessus, il est proposé de recourir à une Délégation de Service Public sous forme d'affermage pour la gestion, l'exploitation et la maintenance de la Cuisine Centrale Municipale.

Le Délégataire apportera son expertise professionnelle et son organisation structurée (en moyens et en nombre) de nature à permettre d'assurer de manière efficiente l'exploitation de la cuisine municipale. Les principales caractéristiques de la convention sont décrites ci-dessus.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_120-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_120

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-121**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Signature de la convention de partenariat entre LA VILLE DE GIGNAC LA NERTHE, LA SOCIETE ENEDIS et L'ASSOCIATION ENSEMBLE LUTTONS POUR NOTRE AVENIR pour l'embellissement de postes de distribution publique d'électricité dans le cadre des opérations de rénovation urbaine et d'insertion sociale sur le territoire de la commune**

---

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que comme tous bâtiments urbains, les postes de distribution publique d'électricité exploités par ENEDIS font souvent l'objet de multiples dommages comme les tags. Ceux-ci peuvent avoir un impact sur l'environnement des habitants.

Afin de lutter contre ces dégradations et mettre en valeur ces ouvrages publics, la Ville souhaite concourir à l'aménagement esthétique de certains postes de distribution publique d'électricité, en partenariat étroit avec ENEDIS et l'association Ensemble Luttons Pour Notre Avenir.

ENEDIS, conscient des impacts visuels et soucieux de contribuer à l'amélioration du cadre de vie local, a accepté de faire réaliser des opérations d'embellissement externe des postes de distribution publique d'électricité.

La Ville de Gignac-la-Nerthe et ENEDIS ont affirmé leur volonté que des travaux d'embellissement de postes de distribution publique soient réalisés par l'association locale d'insertion « Ensemble luttons pour notre avenir », dont le siège est situé sur le territoire de la Ville.

La Ville de Gignac-la-Nerthe, la société ENEDIS et l'Association « Ensemble luttons pour notre avenir » proposent de mettre en commun leur savoir-faire afin de développer une action d'amélioration du cadre de vie des quartiers.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_121-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_121

Cette démarche vise également à renforcer le lien social et à favoriser l'accès et le développement de la culture artistique dans les quartiers de la Ville.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président ;
**Vu** le code général des collectivités territoriales ;
**Vu** la convention de partenariat ci-annexée ;

Vote par : Pour à l'unanimité

## DELIBERE

**APPROUVE** les termes de la convention de partenariat entre LA VILLE DE GIGNAC LA NERTHE, LA SOCIETE ENEDIS et L'ASSOCIATION ENSEMBLE LUTTONS POUR NOTRE AVENIR pour l'embellissement de postes de distribution publique d'électricité dans le cadre des opérations de rénovation urbaine et d'insertion sociale sur le territoire de la commune.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes afférant à cette convention.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_121-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_121

**CONVENTION entre LA VILLE DE GIGNAC LA NERTHE, LA SOCIETE ENEDIS et L'ASSOCIATION ENSEMBLE LUTTONS POUR NOTRE AVENIR**
**pour l'embellissement de postes de distribution publique d'électricité dans le cadre des opérations de rénovation urbaine et d'insertion sociale sur le territoire de la commune**

Entre les soussignés :

**La Ville de Gignac la Nerthe**, représentée par Monsieur Christian AMIRATY, son Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de la Commune,

désignée ci-après par « la Ville »,

**ET**

**L'association Ensemble Luttons Pour Notre Avenir,** représentée par Monsieur Christophe BENESSY, en sa qualité de Président de l'association, faisant élection de domicile au 13 avenue du jax 13180 Gignac-la-Nerthe,

désignée ci-après par « l'Association »,

**ET**

**Enedis,** société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 4 Place de la Pyramide 92800 Puteaux, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représentée par Madame Valérie COTINAUT, Directrice territoriale des Bouches-du-Rhône, agissant en vertu de la délégation de pouvoir qui lui a été consentie par Monsieur Jacques NICOLI, Directeur Régional Provence Alpes du Sud, faisant élection de domicile 445 rue Ampère, CS 40426 – 13591 Aix-en-Provence Cedex 03,

Désignée ci-après par « ENEDIS »,

Les signataires sont dénommés collectivement par les « Parties » et individuellement par la « Partie ».


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_121-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_121

## PREAMBULE

Comme tous bâtiments urbains, les postes de distribution publique d'électricité exploités par ENEDIS font souvent l'objet de multiples dommages comme les tags. Ceux-ci peuvent avoir un impact sur l'environnement des habitants.

Afin de lutter contre ces dégradations et mettre en valeur ces ouvrages publics, la Ville souhaite concourir à l'aménagement esthétique de certains postes de distribution publique d'électricité, en partenariat étroit avec ENEDIS et l'association Ensemble Luttons Pour Notre Avenir.

ENEDIS, conscient des impacts visuels et soucieux de contribuer à l'amélioration du cadre de vie local, a accepté de faire réaliser des opérations d'embellissement externe des postes de distribution publique d'électricité.

La Ville de Gignac-la-Nerthe et ENEDIS ont affirmé leur volonté que des travaux d'embellissement de postes de distribution publique soient réalisés par l'association locale d'insertion « Ensemble luttons pour notre avenir », dont le siège est situé sur le territoire de la Ville.

La Ville de Gignac-la-Nerthe, la société ENEDIS et l'Association « Ensemble luttons pour notre avenir » proposent de mettre en commun leur savoir-faire afin de développer une action d'amélioration du cadre de vie des quartiers. Cette démarche vise également à renforcer le lien social et à favoriser l'accès et le développement de la culture artistique dans les quartiers de la Ville.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_121-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_121

## ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions de collaboration entre La Ville, ENEDIS et L'Association pour la réalisation d'un projet d'amélioration esthétique des postes de distribution publique d'électricité sélectionnés par les Parties suivant une logique d'intégration urbaine, culturelle et artistique. Les ouvrages publics concernés sont listés à l'article 5 ci-après.
Les Parties conviennent qu'une convention d'application à la présente devra intervenir entre elles et l'artiste. Cette 2nde convention devra intervenir une fois l'artiste désigné et avant toute opération sur le poste de distribution publique d'électricité.

## ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville de Gignac-la-Nerthe s'engage à mettre tout en œuvre pour le bon déroulement des opérations d'amélioration esthétique des ouvrages listés à l'article 5 ci-après :

- Déclaration d'intention de travaux à proximité des réseaux (DT DICT),
- Mise à disposition de personnel qualifié chargé de superviser les travaux,
- Faciliter les démarches administratives nécessaires,
- Assurer la promotion du projet auprès des citoyens et des médias,

La Ville s'engage à rappeler le partenariat avec ENEDIS et l'Association sur tous les supports de communication qu'elle mettra en œuvre, dans le cadre de cette opération, avec l'accord préalable de l'Association et d'ENEDIS.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à sélectionner les artistes qualifiés pour réaliser les œuvres. Ces artistes devront être capables de réaliser des aménagements esthétiques sur les murs des postes de distribution, dans le respect des normes de sécurité.

La mise en œuvre et le choix de ces aménagements devront respecter la réglementation technique en vigueur et ne pas gêner l'exploitation des ouvrages électriques concernés.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_121-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_121

L'Association s'engage à assurer la qualité artistique et le respect du thème avec la Ville. Les œuvres ne doivent en aucun cas ni aucune circonstance présenter quelconque désordre et/ou trouble à l'ordre public.

L'Association s'engage à faire participer la population de Gignac-la-Nerthe au projet artistique et au choix des œuvres.
En sa qualité de concessionnaire, ENEDIS disposera d'un droit de regard sur le projet d'œuvre envisagé et pourra demander des modifications si besoin.

L'Association s'engage à financer le nettoyage du pourtour des postes de distribution sélectionnés. Cette opération se limite à désherber le pourtour du poste DP, une fois l'œuvre réalisée sur son enveloppe.

## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS D'ENEDIS

ENEDIS s'engage à autoriser la production d'œuvres artistiques sur les devantures de poste de distribution d'électricité.

ENEDIS s'engage à permettre l'accès aux postes de distribution d'électricité pour les artistes et superviser les aspects de sécurité.

ENEDIS s'engage à vérifier que les interventions n'affectent pas le fonctionnement des équipements.

ENEDIS s'engage à verser une participation à hauteur de 800 € H.T (huit cent euros hors taxes) par an.

## ARTICLE 5 : DESIGNATION DES POSTES CONCERNES

**L'ensemble des postes sélectionnés par les Parties sont les suivants :**

| Nom du poste | Identification | localisation | Année de réalisation |
|---|---|---|---|
| **LAURE** | **13043P0002** | **559 D48A – Gignac La Nerthe** | **2024** |
| **LILAS** | **13043P0023** | **45 Bd de la Provence – Gignac la Nerthe** | **2025** |
| **COLLEGE** | **13043P0058** | **31 Rue de la Fonse – Gignac la Nerthe** | **2026** |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_121-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_121

## ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les Parties conservent la possibilité de valoriser leur image dans le cadre de ce partenariat, tout en respectant le droit à l'image des personnes.

Une politique de communication conjointe pourra être mise en place pendant la durée de la présente convention.

Une action de valorisation entre les Parties, en présence de personnalités concernées et de la presse, pourra être organisée.

Dans tous les cas, ces actions de communication seront communes et nécessiteront l'accord préalable des Parties.

Chaque Partie s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles obtenues dans le cadre de la présente convention.

## ARTICLE 7 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le volet lié à la propriété intellectuelle sera un des objets principaux de la 2nde convention qui devra être conclue suite à la désignation de l'artiste et en présence de ce dernier.

## ARTICLE 8 : LA PREVENTION DES RISQUES

ENEDIS rappelle que toute intervention aux abords des installations électriques comme les postes de distribution publique d'électricité doit faire l'objet, au préalable, d'une déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.), conformément aux dispositions du décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 sur les travaux à proximité de certaines catégories d'ouvrages dont les ouvrages de distribution publique d'électricité.

L'opération de nettoyage, telle qu'indiquée ci-dessus à l'article 3, devra être précédée d'une visite de prévention préalable avec un agent d'ENEDIS, de façon à assurer la conduite du chantier dans les meilleures conditions de sécurité.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_121-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_121

## ARTICLE 9 : PREVENTION DU VANDALISME ET MAINTENANCE DES ŒUVRES

L'Association s'engage à tout mettre en œuvre pour utiliser des peintures et matériaux spécialement conçus pour résister aux actes de vandalisme, notamment les tags et les collages. Ces matériaux devront faciliter le nettoyage et le retrait des graffitis sans dégrader l'œuvre originale, dans la mesure du possible et sans que cela ne représente un coût trop important.

La présente obligation est une obligation de moyens et non de résultats.

La Ville mettra en place un plan de surveillance des œuvres afin de détecter rapidement tout acte de vandalisme. Un programme d'entretien sera établi et inclura des inspections périodiques et des interventions de nettoyage si besoin.

Les moyens mis en œuvre par les Parties, seront précisés dans la 2nde convention qui devra être conclue suite à la désignation de l'artiste.

## ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature par toutes les Parties et se terminera **le 31/12/2026.**

Le calendrier des interventions sera établi conjointement par les Parties et pourra être ajusté en fonction des nécessités du projet.

## ARTICLE 11 : AVENANT

Toute modification des conditions et modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties fera l'objet d'un avenant signé par les Parties.

Celle-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à porter la durée de la convention au-delà de deux ans à compter de la date de sa notification.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_121-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_121

## ARTICLE 12 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Chaque Partie devra informer les autres Parties sans délai de toute difficulté de nature à compromettre le respect des engagements qu'elle a pris.

La présente convention peut être résiliée par la Ville, ENEDIS ou l'Association et peut intervenir à tout moment avec un préavis de trois mois, à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la rupture à toutes les Parties.

## ARTICLE 13 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de litige portant sur l'interprétation de la présente convention, les Parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal compétent, mais seulement après épuisement des voies amiables.

Fait en deux exemplaires originaux, le…….

| Pour la Ville<br>GIGNAC LA NERTHE | Pour l'Association<br>Ensemble luttons pour notre avenir | Pour ENEDIS<br>Directrice Territoriale<br>des Bouches-du-Rhône |
|---|---|---|

Bénessy


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_121-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_121

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-122**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Mise à disposition gratuite des locaux communaux du CCAS à divers organismes et associations pour l'organisation de permanences (ACT'EMPLOI, SOLIHA, Maison de Santé, ADIL, Mission locale…)**

---

Monsieur le Maire soumet au Conseil municipal qu'une partie des locaux du Centre Communal d'Action Sociale appartenant à la commune peuvent faire l'objet d'une mise à disposition gratuite à divers organismes et associations pour l'organisation de permanences tels que :

- ACT'EMPLOI ;
- SOLIHA ;
- La Maison de Santé de Marignane ;
- L'ADIL ;
- La mission locale
- Etc…

Dans le cadre de cette mise à disposition gratuite des locaux pour les organismes et association qui en font la demande, il est nécessaire que le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer les différentes conventions de mise à disposition à intervenir.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président ;
**Vu** le code général des collectivités territoriales ;
**Vu** les conventions de mise à disposition à intervenir entre la commune et les organismes ;

Vote par : Pour à l'unanimité

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_122-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_122

**DELIBERE**

**APPROUVE** le principe de mise à disposition gratuite d'une partie des locaux communaux du CCAS pour l'organisation de permanences.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les futures conventions de mise à disposition des locaux du CCAS et tous les actes y afférant.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**






Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_122-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_122

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-123**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

## Objet : Création d'emplois permanents titulaires

Monsieur le Maire informe l'assemblée que conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique susvisé, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Le Maire propose ainsi à l'assemblée de procéder à **la modification d'emplois permanents à temps complet à compter du 1er janvier 2025**, comme suit :

| EMPLOIS PERMANENTS TITULAIRES | EFFECTIF ACTUEL GRADE | NOMBRE DE CREATION | NOUVEL EFFECTIF GRADE |
|---|---|---|---|
| Filière : Animation<br>Cadre d'emplois : Adjoint Animation<br>Grade : Adjoint Animation Principal de 1ère classe | 1 | 1 | 2 |
| Filière : Technique<br>Cadre d'emplois : Adjoint Technique<br>Grade : Adjoint Technique<br>Grade : Adjoint Technique Principal de 1e classe | 11<br>13 | 1<br>6 | 12<br>19 |
| Filière : Administrative<br>Cadre d'emplois : Adjoint Administratif<br>Grade : Adjoint Administratif Principal de 1e classe | 9 | 3 | 12 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_123-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_123

| | | | |
|---|---|---|---|
| Cadre d'emplois : Rédacteur<br>Grade : Rédacteur Principal de 1e classe | 1 | 1 | 2 |
| Cadre d'emplois : Attaché<br>Grade : Attaché Principal | 4 | 1 | 5 |
| Filière : Culturelle<br>Cadre d'emplois : Assistant de Conservation du Patrimoine et des Bibliothèques<br>Grade : Assistant de Conservation Principal de 2e classe | 0 | 1 | 1 |

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8,

Vote par : Pour à l'unanimité

## D E L I B E R E

**ADOPTE** les modifications du tableau des emplois, lequel est ainsi modifié à compter du 1er janvier 2025 :

| EMPLOIS PERMANENTS TITULAIRES | EFFECTIF ACTUEL GRADE | NOMBRE DE CREATION | NOUVEL EFFECTIF GRADE |
|---|---|---|---|
| Filière : Animation<br>Cadre d'emplois : Adjoint Animation<br>Grade : Adjoint Animation Principal de 1ère classe | 1 | 1 | 2 |
| Filière : Technique<br>Cadre d'emplois : Adjoint Technique<br>Grade : Adjoint Technique<br>Grade : Adjoint Technique Principal de 1e classe | 11<br>13 | 1<br>6 | 12<br>19 |
| Filière : Administrative<br>Cadre d'emplois : Adjoint Administratif<br>Grade : Adjoint Administratif Principal de 1e classe | 9 | 3 | 12 |
| Cadre d'emplois : Rédacteur<br>Grade : Rédacteur Principal de 1e classe | 1 | 1 | 2 |
| Cadre d'emplois : Attaché<br>Grade : Attaché Principal | 4 | 1 | 5 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_123-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_123

| | | | |
|---|---|---|---|
| Filière : Culturelle<br>Cadre d'emplois : Assistant de Conservation du Patrimoine et des Bibliothèques<br>Grade : Assistant de Conservation Principal de 2e classe | 0 | 1 | 1 |

**AUTORISE** le Maire, ou son représentant, à signer les documents s'y rapportant,

**DECIDE** d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_123-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_123

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-124**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

## Objet : Création de postes de vacataires

Considérant la nécessité de donner une base juridique exécutoire aux recrutements temporaires de vacataires réunissant à la fois les trois conditions suivantes :

- Occupant un emploi non permanent, en dehors de toute considération de volume horaire,
- Bénéficiant d'une rémunération attachée à l'acte (autant d'actes, autant de vacations), et sur états d'heures mensuels après service fait,
- Effectuant une tâche précise et déterminée dans le temps (parfois de courte durée), étant entendu que les vacataires ne travailleront qu'en tant que de besoin et sur demande expresse de l'autorité territoriale, pour faire face à des besoins ponctuels,

Il est proposé de créer les vacations suivantes :

| | Type de vacation | Service | Rémunération en référence au grade, au SMIC ou forfaitaire | Nombre d'agents | Volume horaire global annuel maximum prévisionnel | Validité |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Vacations reconduites** | Animation | Animation | SMIC horaire brut en vigueur | 24 agents vacataires | 10650 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| **Vacations reconduites** | Entretien et service en salle | Entretien et service | SMIC horaire brut en vigueur | 20 agents vacataires | 7000 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| **Vacations reconduites** | Périscolaire | Animation | SMIC horaire brut en vigueur | 20 agents vacataires | 5700 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| **Vacations reconduites** | AESH | Animation | SMIC horaire brut en vigueur | 6 agents vacataires | 1800 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| **Vacations reconduites** | Sécurité Sorties Ecoles | Police Muncipale | SMIC horaire brut en vigueur | 15 agents vacataires | 1000 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| **Vacations nouvelles** | Renfort administratif ou technique | Tous | SMIC horaire brut en vigueur | 5 agents vacataires | 1200 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| | | | | | | |
| **Vacations nouvelles** | Agents recenseurs | Guichet Unique | Rémunération conforme à la délibération 2024-104 du 17/10/2024 | 25 agents vacataires au total (20 agents déclarés lors de la délibération 2024-104 du 17/10/2024 + 5 nouveaux agents vacataires) | | 1er trimestre 2025 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_124-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_124

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8,
Vote par : Pour à l'unanimité

## D E L I B E R E

**CREE** les emplois de vacataires tels que définis ci-après ;

| | Type de vacation | Service | Rémunération en référence au grade, au SMIC ou forfaitaire | Nombre d'agents | Volume horaire global annuel maximum prévisionnel | Validité |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Vacations reconduites** | Animation | Animation | SMIC horaire brut en vigueur | 24 agents vacataires | 10650 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| **Vacations reconduites** | Entretien et service en salle | Entretien et service | SMIC horaire brut en vigueur | 20 agents vacataires | 7000 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| **Vacations reconduites** | Périscolaire | Animation | SMIC horaire brut en vigueur | 20 agents vacataires | 5700 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| **Vacations reconduites** | AESH | Animation | SMIC horaire brut en vigueur | 6 agents vacataires | 1800 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| **Vacations reconduites** | Sécurité Sorties Ecoles | Police Muncipale | SMIC horaire brut en vigueur | 15 agents vacataires | 1000 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| **Vacations nouvelles** | Renfort administratif ou technique | Tous | SMIC horaire brut en vigueur | 5 agents vacataires | 1200 heures maximum | 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 |
| | | | | | | |
| **Vacations nouvelles** | Agents recenseurs | Guichet Unique | Rémunération conforme à la délibération 2024-104 du 17/10/2024 | 25 agents vacataires au total (20 agents vacataires déjà prévus par délibération 2024-104 du 17/10/2024 + 5 nouveaux agents vacataires) | | 1er trimestre 2025 |

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents et actes afférents à cette décision.

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune au chapitre 012.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024
Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :
M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_124-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_124

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-125**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : Modalités de retenue pour absence ou de suppression du régime indemnitaire**

Le Maire informe l'assemblée,

L'organe délibérant de la collectivité est compétent pour fixer par délibération le régime indemnitaire des agents, dans la limite de celui prévu dans la fonction publique d'Etat, ainsi que les conditions de modulation ou de suppression du régime indemnitaire, en respectant le principe de parité prévu à l'article L.714-4 du CGFP.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de fixer les modalités de maintien du régime indemnitaire durant certaines situations de congés.

En vertu du principe de parité avec la Fonction Publique d'Etat, et sous réserve du contrôle de légalité et de l'appréciation du juge, l'assemblée délibérante peut prévoir le maintien du régime indemnitaire aux agents durant certains congés, en s'appuyant sur les dispositions du décret n° 2010-997 du 26/08/2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire.

Ce décret prévoit pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public le maintien des primes et indemnités, dans les mêmes conditions que le traitement, durant les congés suivants :

- Congés annuels ;
- Congés de maladie ordinaire ;
- Congés pour accident de service ou maladie professionnelle ;
- Congés de maternité, de paternité et d'adoption ;

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_125-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_125

Ce décret prévoit également que le régime indemnitaire n'est pas versé pendant les congés suivants :

- Congé de longue maladie
- Congé de grave maladie
- Congé de longue durée

La circulaire n° BCRF 1031314C du 22 mars 2011 relative à l'application du décret n° 2010-997 du 26/08/2010 précise que les primes modulables en fonction des résultats et/ou de la manière de servir, comme par exemple le Complément Indemnitaire Annuel (CIA), ne pourront pas être versées pendant les congés suivants :

- Congé de longue maladie
- Congé de grave maladie
- Congé de longue durée

**Tableau récapitulatif des propositions des conditions de modulation ou de suppression du régime indemnitaire (y compris IFSE et ISFE) à compter du 1er janvier 2025 :**

**Indisponibilités physiques**

| | |
|---|---|
| **Congé de maladie ordinaire** | Maintien du Régime Indemnitaire (RI) dans les mêmes proportions que le traitement |
| **Congé de longue durée** | Suspension du RI et du Complément Indemnitaire Annuel (CIA)<br><br>En cas requalification rétroactive d'un congé antérieurement accordé (exemple CMO ou CLM) en CLD, l'agent conserve le bénéfice du RI versé durant ce congé, avant la requalification. |
| **Congé de longue maladie**<br>**Congé de grave maladie** | Suspension du RI et du CIA<br><br>En cas requalification rétroactive d'un congé antérieurement accordé (exemple CMO) en CLM/CGM, l'agent conserve le bénéfice du RI versé durant ce congé, avant la requalification. |
| **Congé pour invalidité temporaire imputable au service** | Maintien du RI dans les mêmes proportions que le traitement |
| **Temps partiel pour raison thérapeutique** | Maintien du RI dans les mêmes proportions que le traitement |
| **Période de préparation au reclassement** | Maintien du RI dans les mêmes proportions que le traitement |
| **Congés liés aux responsabilités parentales*** | Maintien du RI dans les mêmes proportions que le traitement (article L. 714-6 du CGFP) |

* Congé de maternité, congé de naissance, congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, congé d'adoption, congé de paternité et d'accueil de l'enfant

**Autres absences**

| | |
|---|---|
| **Exclusion temporaire de fonctions** | Suspension du RI |
| **Suspension** | Suspension du RI |
| **Grève** | Suspension du RI |
| **Congé bonifié** | Suspension du RI |

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L 714-6 et L. 714-4

**Vu** le décret n° 91-875 du 06/09/1991,

**Vu** le décret n° 2010-997 du 26/08/2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire,

**Vu** l'avis du comité social territorial en date du 11/12/2024
**Vu** les crédits inscrits au budget,

Vote par : Pour à l'unanimité

## D E L I B E R E

**INSTAURE** une modulation du régime indemnitaire (y compris IFSE et ISFE) selon les modalités définies dans le tableau ci-dessous.

**Indisponibilités physiques**

| | |
|---|---|
| **Congé de maladie ordinaire** | Maintien du Régime Indemnitaire (RI) dans les mêmes proportions que le traitement |
| **Congé de longue durée** | Suspension du RI et du Complément Indemnitaire Annuel (CIA)<br><br>En cas requalification rétroactive d'un congé antérieurement accordé (exemple CMO ou CLM) en CLD, l'agent conserve le bénéfice du RI versé durant ce congé, avant la requalification. |
| **Congé de longue maladie**<br>**Congé de grave maladie** | Suspension du RI et du CIA<br><br>En cas requalification rétroactive d'un congé antérieurement accordé (exemple CMO) en CLM/CGM, l'agent conserve le bénéfice du RI versé durant ce congé, avant la requalification. |

| | |
|---|---|
| **Congé pour invalidité temporaire imputable au service** | Maintien du RI dans les mêmes proportions que le traitement |
| **Temps partiel pour raison thérapeutique** | Maintien du RI dans les mêmes proportions que le traitement |
| **Période de préparation au reclassement** | Maintien du RI dans les mêmes proportions que le traitement |
| **Congés liés aux responsabilités parentales*** | Maintien du RI dans les mêmes proportions que le traitement (article L. 714-6 du CGFP) |

* Congé de maternité, congé de naissance, congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, congé d'adoption, congé de paternité et d'accueil de l'enfant

**Autres absences**

| | |
|---|---|
| **Exclusion temporaire de fonctions** | Suspension du RI |
| **Suspension** | Suspension du RI |
| **Grève** | Suspension du RI |
| **Congé bonifié** | Suspension du RI |

**DIT** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/01/2025.
**DIT** les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget, chapitre 12.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_125-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_125

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-126**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : Modalités de prise en charge des frais de déplacement des agents**

Le Maire informe l'assemblée,

Les agents territoriaux et les collaborateurs occasionnels d'une collectivité territoriale peuvent bénéficier du remboursement des frais induits par l'exercice de leurs fonctions pour le compte de la collectivité.

Les dispositions suivantes s'appliquent donc aux agents titulaires, stagiaires, contractuels (de droit public et de droit privé), apprentis et collaborateurs occasionnels du service public.

Le Maire rappelle la définition des trois notions suivantes :
La résidence administrative : le territoire de la commune sur lequel se situe le service où l'agent est affecté.
La résidence familiale : le territoire de la commune sur lequel se situe le domicile de l'agent.

## I - MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS OCCASIONNES PAR LES DEPLACEMENTS TEMPORAIRES DES PERSONNELS EN MISSION

### A. Frais hors résidence administrative et hors résidence familiale

(Article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006)

Lorsque l'agent se déplace pour les besoins du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, à l'occasion d'une mission il peut prétendre :

- à la prise en charge de ses frais de transport ;

- à des indemnités de mission qui ouvrent droit, cumulativement ou séparément, selon les cas, à la prise en charge d'autres frais.

**A NOTER :**

Agent en mission : seuls seront pris en charges les frais occasionnés par un déplacement dûment autorisé préalablement par un ordre de mission signé par l'autorité territoriale ou par le fonctionnaire ayant reçu délégation à cet effet.

Le remboursement des frais ne pourra avoir lieu que sur présentation des pièces justificatives

**1) Prise en charge des frais de transport**

L'agent autorisé à utiliser son véhicule personnel sera remboursé sur la base d'indemnités kilométriques dont les taux sont fixés par l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 susvisé ;

L'agent doit avoir souscrit au préalable une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

L'utilisation du véhicule personnel pour les besoins du service doit faire l'objet d'une autorisation par le chef de service lorsque l'intérêt du service le justifie.

En cas d'utilisation d'un moyen de transport en commun, le remboursement interviendra sur production des justificatifs de paiement du titre de transport.

En cas d'utilisation d'un véhicule de service, le remboursement interviendra sur production des justificatifs de paiement de carburant.

Frais de péage et de stationnement : ces dépenses seront remboursées sur production des justificatifs de paiement.

**2) Prise en charge des autres frais**

Conformément à l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 susvisé, il appartient au Conseil Municipal de fixer le barème des taux de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement.

Ces derniers sont fixés dans la limite du taux maximum prévu par les textes applicables à l'Etat et notamment par l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission pour le personnel de l'Etat :

- Frais de repas :

Le taux du remboursement est fixé au réel dans la limite de 17, 50 € par repas

- Frais d'hébergement :

Le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement (nuitée et petit déjeuner) est fixé à 70 € en province ; 90 € dans les villes de plus de 200 000 habitants et celles de la métropole du grand Paris et à 110 € à Paris, 120 euros pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite

Toutefois, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, le taux de remboursement des frais d'hébergement pourra être majoré.

Il ne pourra en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Toute revalorisation des taux, fixés par l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 susvisé ou un texte modificatif, sera automatiquement prise en compte.

**B. Déplacement à l'intérieur du territoire de la commune**

(Article 4 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006)

Dans la mesure où la commune est dotée d'un service régulier de transport public de voyageurs, lorsque l'agent se déplace à l'intérieur du territoire de la commune de résidence administrative, de la commune où s'effectue le déplacement temporaire, ou de la commune de résidence familiale, ses frais de transport pourront être pris en charge sur décision de l'autorité territoriale.

Cette prise en charge s'effectuera dans la limite du tarif, ou pour l'agent qui se déplace fréquemment, de l'abonnement le moins onéreux du transport en commun le mieux adapté au déplacement.

Ces modes d'indemnisation ne sont pas cumulables entre eux ni avec d'autres indemnités ayant le même objet.

**C. Missions principalement itinérantes**

(Article 14 du décret n° 2001-654 du 3 juillet 2006)

Pour les fonctions essentiellement itinérantes à l'intérieur d'une commune, dotée ou non d'un réseau de transport en commun régulier, il peut être alloué une indemnité forfaitaire.

Le montant de cette indemnité est fixé à 300 € annuel (en vertu de l'arrêté du 28 Décembre 2020 susvisé).

**II - MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES AGENTS EN STAGE**

La commune prendra en charge les dépenses ci-dessous uniquement si aucun remboursement n'intervient de la part de l'organisme de formation (CNFPT ou autre).

Sont concernés les agents qui suivent une action de formation relevant :

- De la formation statutaire obligatoire (formation d'intégration et de professionnalisation)

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_126-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_126

- De la formation continue (formation de perfectionnement),

- Des actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française.

Les actions de formation ouvrent droit au versement de l'indemnité de mission ou au versement de l'indemnité de stage.

**A. <u>L'indemnité de mission</u>**

Les actions ouvrant droit à une indemnité de missions sont :

- Des actions de professionnalisation : au 1er emploi, dispensées tout au long de la carrière et pour l'accès à un poste à responsabilité,

- Les actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française.

L'indemnité de mission comprend une prise en charge identique à celle prévue pour les frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels en mission hors résidence administrative et familiale (cf. I. A de la présente délibération).

**B. <u>L'indemnité de stage</u>**

Les actions ouvrant droit à une indemnité de stage sont les actions de formation continue, les actions de formation favorisant l'intégration dans la fonction publique territoriale, dispensées aux agents de toutes catégories.

L'indemnité de stage est versée dans les conditions prévues à l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de stage susvisé. Le montant de cette indemnité varie en fonction de la possibilité ou non de prendre les repas dans un restaurant administratif ou assimilé et de la possibilité d'être logé ou non par l'administration.

**III - MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT DANS LE CADRE DE LA DE LA PARTICIPATION AUX EPREUVES DES CONCOURS, DES SELECTIONS OU DES EXAMENS PROFESSIONNELS**

(Article 6 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006)

La commune prendra en charge les dépenses ci-dessous uniquement si aucun remboursement n'intervient de la part de l'organisme de formation (CNFPT ou autre).

Il s'agit des frais de déplacement des agents appelés à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel organisé par l'administration, se déroulant hors de leurs résidences administratives ou familiales.

Ces frais seront pris en charge à raison de deux allers-retours par année civile par agent, une première fois à l'occasion des épreuves d'admissibilité et une seconde fois à l'occasion des épreuves d'admission du même concours ou examen professionnel.

**VI - JUSTIFICATIFS ET AVANCE**

(Articles 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 et 7 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001)

Les justificatifs de paiement des frais de déplacement temporaires sont communiqués par l'agent au seul ordonnateur qui en assure le contrôle. Ils peuvent lui être fournis sous forme dématérialisée, cette dématérialisation étant native ou duplicative.

Lorsque le montant total de l'état de frais ne dépasse pas un montant fixé par arrêté des ministres chargés du budget et de la fonction publique, l'agent doit conserver les justificatifs de paiement afférents à l'état de frais jusqu'à leur remboursement, à l'exception des justificatifs relatifs aux frais et taxes d'hébergement. Dans ce cas, la communication des justificatifs de paiement n'est requise qu'en cas de demande expresse du Maire.

Les agents qui en font la demande peuvent bénéficier d'une avance sur le paiement des frais de déplacement, sous réserve de l'impossibilité de recourir aux prestations directement via un contrat ou convention pour l'organisation des déplacements éventuellement conclus par la collectivité.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,

**Vu** le code général de la fonction publique ;

**Vu** le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;

**Vu** le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

**Vu** l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

**Vu** l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

**Vu** l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

**Vu** l'arrêté du 28 décembre 2020 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les

AR CONTRÔLE DE LÉGALITÉ : 013-211300439-20241216-DELIB2024_126-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_126

modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

**Vu** l'avis du comité social territorial en date du 11/12/2024

**Vu** les crédits inscrits au budget,

Vote par : Pour à l'unanimité

**D E L I B E R E**

**ACCEPTE** la mise en place du remboursement des frais des agents de la collectivité selon les modalités énoncées ci-dessus.

**DONNE** pouvoir au Maire de signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente.

**DIT** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/01/2025.

**DIT** que les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget, chapitre 11.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**






Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_126-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_126

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-127**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : Mise à disposition gratuite de la vaisselle du Foyer Restaurant Marcel Pagnol aux associations, organismes et particuliers qui en font la demande**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que la commune dispose de vaisselle qu'elle peut mettre à disposition aux particuliers ou aux associations qui en font la demande.

Pour qu'une telle mise à disposition puisse être mise en place, il est nécessaire de valider la liste de la vaisselle mise à disposition ainsi que le montant de chaque élément et le montant de la caution demandée.

Il est ainsi proposé au conseil municipal :

- De valider le principe de mise à disposition gratuite de la vaisselle
- De valider le montant de 200 € pour la caution
- De valider la liste de vaisselle et matériel mis à disposition suivante :

| Liste de vaisselle et du matériel mis à votre disposition dans l'équipement | Nombre disponible | Prêté | Rendu | Manquant et à facturer | Tarif de remplacement P.U. TTC en € |
|---|---|---|---|---|---|
| **ASSIETTES** | | | | | |
| Assiettes pour les entrées | 250 | | | | 0,20 € |
| Grandes assiettes pour plat principal | 500 | | | | 0,30 € |
| Assiettes à fromages | 200 | | | | 0,20 € |
| Assiettes à desserts | 150 | | | | 0,25 € |
| Petites assiettes | 60 | | | | 0,25 € |
| **COUVERTS** | | | | | |
| Fourchettes | 150 | | | | 0,15 € |
| Couteaux en acier | 200 | | | | 0,15 € |
| Cuillères à soupe | 200 | | | | 0,15 € |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300039-20241216-DELIB2024_127-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_127

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Cuillères à café | 150 | | | | 0,15 € |
| **VERRES** | | | | | |
| Verres ballons | 80 | | | | 0,20 € |
| Coupelles à champagne | 300 | | | | 0,30 € |
| Flûtes à champagne | 100 | | | | 0,30 € |
| **CARAFES ET PICHETS** | | | | | |
| Pichets à vins 25cl | 40 | | | | 0,50 € |
| Pichets à vins 50cl | 10 | | | | 0,80 € |
| Bouteilles en verre 50cl | 20 | | | | 0,80 € |
| **DIVERS** | | | | | |
| Coupes à glaces | 140 | | | | 0,30 € |
| Grands saladiers en aluminium | 10 | | | | 1,00 € |
| Saucières | 20 | | | | 3,00 € |
| Grandes soupières | 15 | | | | 3,00 € |
| Petites soupières | 10 | | | | 2,00 € |
| Grandes panières à pain en aluminium | 35 | | | | 0,80 € |
| Petits paniers à pain en aluminium | 15 | | | | 0,50 € |

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président ;
**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

Vote par : Pour à l'unanimité

## DELIBERE

**APPROUVE** le principe de mise à disposition gratuite de la vaisselle du Foyer Restaurant Marcel Pagnol
**APPROUVE** les montants susmentionnés pour la caution ainsi que la liste de vaisselle et matériel mis à disposition
**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions de mise à disposition à intervenir avec les particuliers, organismes et associations qui en feront la demande

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300489-20241216-DELIB2024_127-DE en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_127

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-128**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

**Objet : Demande d'avis sur les dérogations au repos dominical de commerces de détail accordées par le Maire pour l'année 2025**

L'article L.3132-26 du Code du travail dispose que dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, par décision du Maire après avis du Conseil municipal, dans la limite de douze par an.

Au-delà de cinq ouvertures dominicales, la décision d'ouverture est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre, c'est-à-dire la Métropole-Aix-Marseille-Provence. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Conformément à l'article R. 3132-21 du Code du travail, l'avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées est requis pour toute demande de dérogation. Une section syndicale doit être mise en place à partir de 50 salariés. Toutefois, le Maire n'est pas lié par cet avis, qu'il soit favorable ou défavorable, ou leur absence d'avis. Il dispose en l'espèce d'un entier pouvoir d'appréciation pour appliquer cette dérogation.

Ces dérogations sont accordées pour la totalité des commerces de détail de la commune exerçant la même activité que le demandeur, même si la demande est individuelle, afin de contenir le risque d'une multiplication incontrôlée des ouvertures dominicales obtenues sur le fondement des dispositions de cet article.
Ainsi, la liste des demandes formulées au titre des ouvertures dominicales exceptionnelles est la suivante :

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_128-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_128

Le supermarché « CARREFOUR MARKET » sollicite l'autorisation du Maire pour les dimanches :

- 20 avril 2025 ;
- 13 juillet 2025 ;
- 17 août 2025 ;
- 24 août 2025 ;
- 21 décembre 2025 :
- 28 décembre 2025.

Ce commerce comptant moins de 50 salariés, n'est pas soumis à l'obligation de création d'une section syndicale.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la liste des ouvertures dominicales exceptionnelles ci-avant exposée.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
**Vu** le Code du Travail, et notamment ses articles L.3132-26 à L.3132-27-1 et R.3132-21,
**Vu** l'avis conforme du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 5 décembre 2024 par délibération ECOR-006-17015/24/CM,
**Vu** la demande formulée par courrier en date du 26 septembre 2024 par le Président de Distribution Gignac, exploitant le supermarché Carrefour Market de Gignac-la-Nerthe,
**Vu** la liste des demandes d'ouvertures dominicales exceptionnelles ci-avant présentée,

Vote par : Pour à l'unanimité

## DELIBERE

**DONNE** un avis favorable sur le projet d'ouvertures dominicales de l'année 2025 à savoir 6 ouvertures dominicales aux dates suivantes :

- 20 avril 2025 ;
- 13 juillet 2025 ;
- 17 août 2025 ;
- 24 août 2025 ;
- 21 décembre 2025 :
- 28 décembre 2025.

**PRÉCISE** que les dates seront définies par un arrêté du Maire,
**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission au service de l'État.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_128-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_128

MAIRIE DE GIGNAC LA NERTHE
A l'attention de **Monsieur Le Maire**
BP 24
13724 MARIGNANE

Gignac la Nerthe le, jeudi 26 septembre 2024

Monsieur Le Maire,

Je me permets de m'adresser à vous à propos de l'application de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, portant réglementation relative à la dérogation accordée par le Maire au repos dominical, et de ses conséquences sur notre activité.

En vertu des dispositions de l'article 250 de cette loi portant modification des dispositions de l'article L 3132-26 du Code du travail, vous avez la faculté d'autoriser les établissements de commerce de détail à déroger à la règle du repos dominical, et par conséquent à demeurer ouverts, 12 dimanches par an. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante.

Je souhaite attirer votre attention sur le fait que cette libéralité, si vous acceptiez de la mettre en œuvre, serait particulièrement salutaire pour notre activité et pour le dynamisme de notre commune.

La loi prévoyant expressément que dans ce cas, le travail du dimanche s'effectue par volontariat, ces ouvertures constitueraient aussi un moyen de développer l'emploi en permettant notamment à nos jeunes concitoyens étudiants de travailler en fin de semaine.

Nous savons aussi par l'expérience des magasins de notre enseigne traditionnellement ouverts le dimanche matin dans les départements où cela est autorisé, que l'animation créée par cette ouverture profite aussi aux petits commerces dont l'activité ce jour-là est souvent complémentaire à la nôtre.

Pour toutes ces raisons, il nous semble essentiel que vous procédiez à la prise d'un arrêté municipal autorisant d'accorder le repos hebdomadaire par roulement sur un autre jour que le dimanche, et ce pour 12 semaines dans l'année 2024.

Nous avons souhaité prendre attache avec vous dès la rentrée car sur notre commune, cinq dimanches seulement pourront être fixés par arrêté municipal après avis du conseil municipal. Au-delà des 5 dimanches en effet, votre décision ne pourra être prise qu'après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI), dont nous dépendons, étant souligné que faute de délibération dans un délai de 2 mois, son avis sera réputé favorable.

Dans ce contexte, voici la liste des **7 dimanches de 2025** pour lesquels nous souhaiterions bénéficier d'une dérogation au repos dominical : **20 Avril, 13 Juillet, 17 et 24 Aout, 21 et 28 décembre 2025.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

**Emmanuel VERMOT.**

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-129**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Approbation des rapports de la CLECT portant évaluation des charges transférées entre la Métropole et ses communes membres au titre des transferts et restitutions de compétences**

---

Monsieur le Maire soumet au Conseil municipal le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole a approuvé le transfert d'équipements culturels et sportifs sur le périmètre des communes d'Aix-en-Provence et Miramas. Par ailleurs, des corrections ont été apportées aux évaluations des charges transférées au titre de la compétence voirie pour les communes d'Aix-en-Provence, Grans, Istres et Miramas. C'est dans ce cadre que la CLECT a, le 23 septembre 2024, adopté des rapports d'évaluation définitive des charges transférées.

Conformément aux dispositions du IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, le Président de la CLECT a notifié à la Commune les rapports d'évaluations adoptées par la commission le 23 septembre 2024. Ceux-ci sont annexées au présent rapport.

Conformément aux dispositions du code général des impôts, il appartient aux conseils municipaux des communes d'approuver, par délibérations concordantes, les rapports de la CLECT portant évaluation du montant des charges transférées, dans un délai de trois mois suivant la notification susmentionnée. Chaque conseil municipal est ainsi appelé à se prononcer à la majorité simple de ses membres sur les rapports transmis par le Président de la CLECT.

L'accord des conseils municipaux des communes membres de la Métropole doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant les deux tiers de la population.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

A défaut de l'approbation dans les délais et selon les conditions de majorité précités des rapports d'évaluation précités et ci-annexés, il reviendrait, en application du code général des impôts, au représentant de l'Etat dans le département de constater, par arrêté, le coût net des charges transférées.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président ;
**Vu** le code général des collectivités territoriales ;
**Vu** le code général des impôts ;
**Vu** les rapports d'évaluations adoptés par la CLECT et notifiés par son Président, ci-annexés ;

Vote par : Pour à l'unanimité

## DELIBERE

**APPROUVE** les rapports de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) ci-annexés portant évaluations des charges transférées pour chaque commune membre de la Métropole et chacune des compétences transférées ou restituées

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

Métropole Aix-Marseille-Provence

# Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

Séance du 23 septembre 2024

CLECT_2024-09-23_001

Monsieur le Président propose à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées d'examiner les propositions exposées ci-après :

- **Evaluation des charges transférées afférentes à la restitution du Centre Equestre du Mas de Combe à Miramas**

Par délibération n°ATCS-004-15216/23/CM du 7 décembre 2023, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de transfert du centre équestre du Mas de Combe au bénéfice de la commune de Miramas à compter du 1er janvier 2024.

La CLECT est à ce titre chargée d'évaluer le montant des charges transférées de la Métropole à la commune au titre de la compétence citée.

Les évaluations relatives à ce transfert présentées dans les développements suivants ont été réalisées à partir de données comptables, pour la partie fonctionnement, sur la période 2021-2023 transmises par les services métropolitains.

## I. Evaluation des charges transférées

### 1. Recettes et dépenses de fonctionnement

#### *a) Méthode*

L'évaluation des charges a été réalisée sur la base d'un travail préalable conduit par les services métropolitains. Ces travaux ont permis le recensement des informations nécessaires à l'évaluation des charges transférées du budget principal de la Métropole, et notamment :

- les recettes de fonctionnement encaissées sur les exercices 2021 à 2023 avec une décomposition par origine ;
- les charges de fonctionnement (hors personnel) correspondant aux charges à caractère général inscrites au chapitre 011 et aux autres charges de gestion courante inscrites au chapitre 65 ;
    - identification du montant des charges annuelles relatives à l'équipement restitué sur la base de la reconstitution d'une comptabilité analytique, sur les exercices 2021 à 2023 ;
    - clés de répartition des charges communes ou transversales.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

Concernant les ressources humaines,

- l'évaluation est basée sur les coûts chargés des agents durant le dernier exercice connu à ce jour : 2023 ;
- la CLECT du 29 septembre 2017 a voté l'application d'un forfait de 500 euros au titre des charges indirectes de personnel support aux équivalents temps plein identifiés dans les évaluations ;
- la CLECT du 29 septembre 2017 a, de plus, voté l'application, pour les seuls agents transférés, d'un forfait de 1 500 euros par agent transféré correspondant notamment :
    - aux consommations de fluides et consommables (eau, électricité, gaz, téléphone) ;
    - aux coûts afférents aux véhicules ;
    - aux petits équipements : fournitures de bureau, enveloppes, papiers à en-tête, vêtements de travail, équipements de protection individuelle ;
    - aux services : assurances, abonnements, reprographie, archivage, déménagements, affranchissements, nettoyage des locaux, nettoyage des tenues.

*b) Evaluation des charges de fonctionnement (hors 012)*

L'identification des charges supportées et des produits encaissés par les différents services métropolitains concourant à la gestion et l'exploitation de l'équipement considéré amène à l'évaluation ci-après :

| En euros | 2021 | 2022 | 2023 | Moyenne |
|---|---|---|---|---|
| Chapitre 75 "Autres produits de gestion courante" | 29 181 | 29 861 | 31 895 | 30 312 |
| **Total recettes de fonctionnement** | **29 181** | **29 861** | **31 895** | **30 312** |
| Chapitre 011 "charges à caractère général" | 64 798 | 81 890 | 68 937 | 71 875 |
| Chapitre 65 "autres charges de gestion courante" | 324 000 | 324 000 | 324 000 | 324 000 |
| **Total charges de fonctionnement** | **388 798** | **405 890** | **392 937** | **395 875** |
| **Solde de fonctionnement** | **-359 617** | **-376 030** | **-361 042** | **-365 563** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges générales de fonctionnement s'élève à 365 563 euros.**

*c) Evaluation des moyens humains affectés à l'exercice de la compétence*

L'évaluation des charges transférées est basée sur les moyens humains suivants :

| Intitulé du poste | Temps affecté à la compétence (%) | Total |
|---|---|---|
| Chef de service équipement | 3% | 1 739 |
| Responsable équipement | 5% | 3 737 |
| Agent technique | 100% | 39 543 |
| Agent technique | 100% | 48 649 |
| Agent d'entretien | 50 % | 23 115 |
| Saisonnier | 8 % | 2 650 |
| **Total** | **266 %** | **119 433** |
| | | |
| Charges indirectes (500 €/ETP) | | 1 332 |
| Sac à dos (1 500 €/agent transféré) | 2 | 3 000 |
| **Total Global** | | **123 765** |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges de personnel s'élève à 123 765 euros.**

## 2. Coût Moyen Annualisé

### *a) Méthode*

Pour la partie investissement une méthode mixte a été appliquée. Elle est constituée d'une moyenne des dépenses d'investissement récurrentes depuis 2015, et d'un Coût Moyen Annualisé pour les dépenses d'investissements constitutives de la valeur patrimoniale.

La somme de ces deux composantes constitue la part investissement de l'évaluation.

La composante frais financiers du Coût Moyen Annualisé est calculée sur la base des données suivantes ;

- l'estimation d'un taux moyen de financement par l'emprunt des investissements correspondant au taux de financement de la totalité des dépenses d'équipement par de la dette sur les sept derniers exercices de la Métropole ;
- l'estimation d'un taux d'intérêt théorique correspondant au taux moyen de la dette de la Métropole au 31/12/2023 ;
- l'estimation d'une durée d'emprunt correspondant à la durée moyenne des emprunts de la Métropole constatée au 31/12/2023 et pondérée par le Capital Restant Dû (CRD) au 31/12/2023.

Les valeurs correspondant à ces éléments de base du calcul des frais financiers sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| Taux de financement moyen par de la dette | 44,55% |
| Taux d'intérêt moyen (2023) | 2,53% |
| Durée moyenne (ans) | 19 |

### *b) Evaluation des dépenses d'investissement (CMA)*

Composante investissement :

| | |
|---|---|
| (A) Reconstitution de la valeur patrimoniale nette | 1 260 776 |
| (B) Durée de vie | 50 |
| (C) Cout moyen annualisé | 25 216 |
| (D) Moyenne des dépenses d'investissement récurrentes des 9 dernières années | 41 720 |
| **(E=C+D) Composante investissement du CMA** | **66 936** |

Composante frais financiers :

| | |
|---|---|
| Taux de financement moyen par de la dette | 44,55 % |
| Dépense annuelle financée par de la dette (Emprunt théorique tiré) | 29 820 |
| Taux d'intérêt moyen (2023) | 2,53 % |
| Maturité moyenne | 19 |
| **Annuités d'un CMA** | **1 997** |
| Dont capital | 1 569 |
| Dont intérêts | 427 |
| **Composante frais financiers du CMA** | **427** |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

| | |
|---|---|
| Composante investissement du CMA | 66 936 |
| Composante frais financiers du CMA | 427 |
| **Coût moyen annualisé (€)** | **67 363** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des dépenses d'investissement s'élèvent à 67 363 euros.**

**II. Synthèse de l'évaluation des charges**

| Fonctionnement | Personnel | Charges indirectes | Sac à dos de l'agent | CMA part investissement | CMA part frais financiers | Evaluation des charges |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 365 563 | 119 433 | 1 332 | 3 000 | 66 936 | 427 | **556 691** |

**Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer à la Commission d'évaluation des charges transférées de se prononcer sur l'évaluation des charges transférées de la Métropole vers la Commune de Miramas au titre de la restitution du Centre équestre du Mas de Combe.**

Présents 40
Représentés 13
Voix Pour 53
Voix Contre 0
Abstentions 0

**Adopté**



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

Métropole Aix-Marseille-Provence

# Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

Séance du 23 septembre 2024

CLECT_2024-09-23_002

Monsieur le Président propose à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées d'examiner les propositions exposées ci-après :

- **Evaluation définitive des charges transférées afférentes à la restitution à la commune d'Aix-en-Provence des équipements culturels et sportifs déclarés d'intérêt communal**

Par délibérations n° ATCS-002-15214/23/CM et ATCS-004-15216/23/CM en date 7 décembre 2023, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de transfert des piscines Yves BLANC, Plein Ciel et Claude BOLLET, du Stade Maurice DAVID, de la salle multifonctionnelle ARENA et de la salle des musiques actuelles 6MIC au bénéfice de la commune d'Aix-en-Provence à compter du 1er janvier 2024.

La CLECT est chargée d'évaluer le montant des charges transférées de la Métropole à la Commune au titre des équipements cités.

Les évaluations relatives à ce transfert présentées dans les développements suivants ont été réalisées à partir de données comptables, pour la partie fonctionnement, sur la période 2021-2023 transmises par les services métropolitains. Pour la partie investissement, les données antérieures à la création de la Métropole sont issues des grands livres de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

## I. Evaluation des charges transférées afférentes aux piscines Yves BLANC, Plein Ciel et Claude BOLLET

### 1. Recettes et dépenses de fonctionnement

#### *a) Méthode*

L'évaluation des charges a été réalisée sur la base d'un travail préalable conduit par les services métropolitains, en association avec les services de la commune d'Aix-en-Provence. Ces travaux ont permis le recensement des informations nécessaires à l'évaluation des charges transférées, et notamment :

- les recettes de fonctionnement encaissées sur les exercices 2021 à 2023 avec une décomposition par origine ;
- les charges de fonctionnement (hors personnel) correspondant aux charges à caractère général inscrites au chapitre 011 et aux autres charges de gestion courante inscrites au chapitre 65 ;
    - identification du montant des charges annuelles relatives à chacun des équipements restitués sur la base de la reconstitution d'une comptabilité analytique, sur les exercices 2021 à 2023 ;
    - clés de répartition des charges communes ou transversales.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

Concernant la période de référence, eut égard au contexte particulier lié, d'une part, à la crise sanitaire de 2020-2022 et, d'autre part, aux travaux de rénovation de la piscine Plein Ciel, il a été fait le choix de ne retenir que les éléments représentatifs sur la période 2021-2023.

Concernant les ressources humaines :

- l'évaluation est basée sur les coûts chargés des agents durant le dernier exercice connu à ce jour : 2023 ;
- la CLECT du 29 septembre 2017 a voté l'application d'un forfait de 500 euros au titre des charges indirectes de personnel support aux équivalents temps plein identifiés dans les évaluations ;
- la CLECT du 29 septembre 2017 a, de plus, voté l'application, pour les seuls agents transférés, d'un forfait de 1 500 euros par agent transféré, correspondant notamment :
    - aux consommations de fluides et consommables (eau, électricité, gaz, téléphone) ;
    - aux coûts afférents aux véhicules ;
    - aux petits équipements : fournitures de bureau, enveloppes, papiers à en-tête, vêtements de travail, équipements de protection individuelle ;
    - aux services : assurances, abonnements, reprographie, archivage, déménagements, affranchissements, nettoyage des locaux, nettoyage des tenues.

*b) Evaluation des charges de fonctionnement (hors 012)*

L'identification des charges supportées et des produits encaissés par les différents services métropolitains concourant à la gestion et l'exploitation des trois piscines considérées amène à l'évaluation ci-après :

| **En euros** | **2021** | **2022** | **2023** | **valeur retenue** |
|---|---|---|---|---|
| Chapitre 70 "produits des services" | 249 570 | 374 839 | 489 415 | 475 911 |
| Chapitre 75 "Autres produits de gestion courante" | | | | 0 |
| **Total recettes de fonctionnement** | **249 570** | **374 839** | **489 415** | **475 911** |
| Chapitre 011 "charges à caractère général" | 1 276 216 | 1 487 798 | 2 006 667 | 1 869 393 |
| Chapitre 63 "impôts, taxes" | | | | 0 |
| **Total charges de fonctionnement** | **1 276 216** | **1 487 798** | **2 006 667** | **1 869 393** |
| **Solde de fonctionnement** | **1 026 646** | **1 112 959** | **1 517 252** | **1 393 482** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges générales de fonctionnement s'élève à 1 393 482 euros.**

*c) Evaluation des moyens humains affectés à l'exercice de la compétence*

L'évaluation des charges transférées est basée sur les moyens humains suivants :

- les agents pleinement affectés à ces équipements, qui sont transférés de plein droit,
- les agents partiellement affectés à ces équipements (mutualisés),
- le coût des agents contractuels correspondant au remplacement de courte durée et aux saisonniers .

De plus, l'évaluation tient compte de l'impact de la modification des cycles de travail spécifiques issue de la délibération du conseil Métropolitain du 27 juin 2024.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

Le tableau suivant synthétise les éléments de l'évaluation :

| En synthèse | Temps affecté à la compétence (ETP) | Total |
|---|---|---|
| Agents transférés | 40 | 1 982 523 |
| Agents en CDD/ATA | 9 | 263 603 |
| Saisonniers | 4,9 | 190 226 |
| Agents mutualisés | 8,14 | 463 789 |
| **Total** | **62,04** | **2 900 141** |
| | | |
| Charges indirectes (500 €/ETP) | 62,04 | 31 021 |
| Sac à dos (1 500 €/agent transféré) | 40 | 60 000 |
| | | |
| **Total Global** | | **2 991 162** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges de personnel s'élève à 2 991 162 euros.**

**2. Coût Moyen Annualisé**

*a) Méthode*

La composante investissement du coût moyen annualisé est calculée sur la base soit des données du coût net de construction ou de renouvellement des équipements, soit de la reconstitution de la valeur patrimoniale des équipements, et d'une durée de vie.

La durée de vie retenue pour les piscines est de 40 ans.

La composante frais financiers du Coût Moyen Annualisé est calculée sur la base des données suivantes :

- l'estimation d'un taux moyen de financement par l'emprunt des investissements correspondant au taux de financement de la totalité des dépenses d'équipement par de la dette sur les sept derniers exercices de la Métropole ;
- l'estimation d'un taux d'intérêt théorique correspondant au taux moyen de la dette de la Métropole au 31/12/2023;
- l'estimation d'une durée d'emprunt correspondant à la durée moyenne des emprunts de la Métropole, constatée au 31/12/2023 et pondérée par le Capital Restant Dû (CRD) au 31/12/2023.

Les valeurs correspondant à ces éléments de base du calcul des frais financiers sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| Taux de financement moyen par de la dette | 44,55% |
| Taux d'intérêt moyen (2023) | 2,53% |
| Durée moyenne (ans) | 19 |

*b) Evaluation des dépenses d'investissement (CMA) de la piscine Yves BLANC*

La piscine Yves BLANC a connu une rénovation globale entre 2014 et 2019, pour un montant de 21 081 940 € TTC et ayant bénéficié de subventions à hauteur de 4 639 960 €

La valeur patrimoniale est constituée à partir des investissements constatés entre 2014 et 2022, et complétée par le coût de renouvellement des chaudières, à hauteur de 310 934 €TTC. Ce dernier coût est reconstitué à partir des coûts constatés pour une opération similaire sur la piscine Plein Ciel en 2013, au prorata de la surface de bassin.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

| **Composante investissement du CMA** | |
|---|---|
| Valeur patrimoniale brute reconstituée TTC | 21 392 874 |
| Subventions | 4 639 960 |
| FCTVA | 3 501 782 |
| **Valeur patrimoniale nette** | **13 251 133** |
| Durée de vie | 40 ans |
| **Composante investissement du CMA** | **331 278** |

Composante frais financiers :

| Emprunt théorique tiré pour financer le CMA | 147 587 |
|---|---|
| Annuité d'un CMA | 9 882 |
| dont capital | 7 768 |
| dont intérêts | **2 114** |

| Composante investissement du CMA | 331 278 |
|---|---|
| Composante frais financiers du CMA | 2 114 |
| **Coût moyen annualisé (€)** | **333 392** |

*c) Evaluation des dépenses d'investissement (CMA) de la piscine Plein Ciel*

La piscine Plein Ciel a fait l'objet d'une rénovation globale entre 2021 et 2023, pour un montant total de 6 614 559 €TTC, pour lesquels la Métropole a bénéficié de subventions à hauteur de 3 925 864 €.

Par ailleurs, entre 2013 et 2014, la chaudière et la toiture mobile ont été rénovées, pour un montant total de 595 482 € TTC.

La valeur patrimoniale est constituée à partir des investissements constatés entre 2014 et 2024, et complétée par le coût d'une nouvelle opération de renouvellement des chaudières. Ce dernier coût est reconstitué à partir du coût constaté en 2013.

| **Composante investissement du CMA** | |
|---|---|
| Valeur patrimoniale brute reconstituée TTC | 7 273 285 |
| Subventions | 3 925 864 |
| FCTVA | 1 187 619 |
| **Valeur patrimoniale nette** | **2 159 801** |
| Durée de vie | 40 ans |
| **Composante investissement du CMA** | **53 995** |

Composante frais financiers :

| Emprunt théorique tiré pour financer le CMA | 24 055 |
|---|---|
| Annuité d'un CMA | 1 611 |
| dont capital | 1 266 |
| dont intérêts | **345** |

| Composante investissement du CMA | 53 995 |
|---|---|
| Composante frais financiers du CMA | 345 |
| **Coût moyen annualisé (€)** | **54 340** |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

*d) Evaluation des dépenses d'investissement (CMA) de la piscine Claude BOLLET*

La piscine Claude BOLLET n'a pas fait l'objet de rénovation depuis sa construction en 1998. Sa valeur patrimoniale est reconstituée à partir des éléments suivants :

- valeur patrimoniale de la piscine Plein Ciel, incluant un renouvellement supplémentaire des chaudières, au prorata de la surface de bassin,
- application du taux moyen sur 7 ans de subvention des dépenses d'équipements de la Métropole : 20%
- données réelles de la construction du Pentagliss en 2016, pour un montant de 858 873 €TTC, sans subvention.

| **Composante investissement du CMA** | |
|---|---|
| Valeur patrimoniale reconstituée TTC | 9 285 183 |
| Subventions | 1 694 699 |
| FCTVA | 1 523 141 |
| **Valeur patrimoniale nette** | **6 067 343** |
| Durée de vie | 40 ans |
| **Composante investissement du CMA** | **151 684** |

Composante frais financiers :

| | |
|---|---|
| Emprunt théorique tiré pour financer le CMA | 67 576 |
| Annuité d'un CMA | 4 525 |
| dont capital | 3 557 |
| dont intérêts | **968** |

| | |
|---|---|
| Composante investissement du CMA | 151 684 |
| Composante frais financiers du CMA | 968 |
| **Coût moyen annualisé (€)** | **152 652** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des dépenses d'investissement s'élèvent à 540 384 euros pour les 3 piscines.**

**3. Synthèse de l'évaluation des charges**

| Solde de Fonctionnement | Personnel | Charges indirectes | Sac à dos de l'agent | CMA part investissement | CMA part frais financiers | Evaluation des charges |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 393 482 | 2 900 141 | 31 021 | 60 000 | 536 957 | 3 427 | **4 925 028** |

**Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'évaluation des charges nettes transférées de la Métropole vers la Commune pour les trois piscines Yves BLANC, Plein Ciel et Claude BOLLET s'établit à 4 925 028 euros.**



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

## II. Evaluation des charges transférées afférentes au Stade Maurice DAVID

### 1. Recettes et dépenses de fonctionnement

*a) Méthode*

L'évaluation des charges a été réalisée sur la base d'un travail préalable conduit par les services métropolitains, en association avec les services de la commune d'Aix-en-Provence. Ces travaux ont permis le recensement des informations nécessaires à l'évaluation des charges transférées, et notamment :

- les recettes de fonctionnement encaissées sur les exercices 2021 à 2023 avec une décomposition par origine ;
- les charges de fonctionnement (hors personnel) correspondant aux charges à caractère général inscrites au chapitre 011 et aux charges de gestion courante inscrites au chapitre 65 ;
    - identification du montant des charges annuelles relatives à l'équipement restitué sur la base de la reconstitution d'une comptabilité analytique, sur les exercices 2021 à 2023 ;
    - clés de répartition des charges communes ou transversales.

Concernant la période de référence, eu égard au contexte particulier lié à la crise sanitaire de 2020-2022, il a été fait le choix de ne retenir que les éléments représentatifs sur la période 2021-2023.

Concernant les ressources humaines,

- l'évaluation est basée sur les coûts chargés des agents durant le dernier exercice connu à ce jour : 2023 ;
- la CLECT du 29 septembre 2017 a voté l'application d'un forfait de 500 euros au titre des charges indirectes de personnel support aux équivalents temps plein identifiés dans les évaluations ;
- la CLECT du 29 septembre 2017 a, de plus, voté l'application, pour les seuls agents transférés, d'un forfait de 1 500 euros par agent transféré, correspondant notamment :
    - aux consommations de fluides et consommables (eau, électricité, gaz, téléphone) ;
    - aux coûts afférents aux véhicules ;
    - aux petits équipements : fournitures de bureau, enveloppes, papiers à en-tête, vêtements de travail, équipements de protection individuelle ;
    - aux services : assurances, abonnements, reprographie, archivage, déménagements, affranchissements, nettoyage des locaux, nettoyage des tenues.

*b) Evaluation des charges de fonctionnement (hors 012)*

L'identification des charges supportées et des produits encaissés par les différents services métropolitains concourant à la gestion et l'exploitation du stade amène à l'évaluation ci-après :

| En euros | 2021 | 2022 | 2023 | valeur retenue |
|---|---|---|---|---|
| Chapitre 70 "produits des services" | 42 500 | 52 200 | 71 500 | 55 400 |
| Chapitre 75 "autres produits de gestion courante" | | | | |
| **Total recettes de fonctionnement** | **42 500** | **52 200** | **71 500** | **55 400** |
| Chapitre 011 "charges à caractère général" | 380 199 | 341 114 | 419 142 | 386 101 |
| Chapitre 65 "autres charges de gestion courante" | | | | |
| **Total charges de fonctionnement** | **380 199** | **341 114** | **419 142** | **386 101** |
| **Solde de fonctionnement** | **337 699** | **288 914** | **347 642** | **330 701** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges générales de fonctionnement s'élève à 330 701 euros.**



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

*c) Evaluation des moyens humains affectés à l'exercice de la compétence*

L'évaluation des charges transférées est basée sur les moyens humains suivants :

| | Temps affecté à la compétence (%) | Total |
|---|---|---|
| Chef de service patrimoine sportif terrestre | 10% | 7 474 |
| Chargé de mission | 10% | 7 229 |
| **Total** | **20%** | **14 703** |
| Charges indirectes (500 €/ETP) | | 100 |
| Sac à dos (1 500 €/agent transféré) | | 0 |
| **Total Global** | | **14 803** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges de personnel s'élève à 14 803 euros.**

**2. Coût Moyen Annualisé**

*a) Méthode*

La composante investissement du coût moyen annualisé est calculée sur la base soit des données du coût net de construction ou de renouvellement des équipements, soit de la reconstitution de la valeur patrimoniale des équipements, et d'une durée de vie.

La composante frais financiers du Coût Moyen Annualisé est calculée sur la base des données suivantes :

- l'estimation d'un taux moyen de financement par l'emprunt des investissements correspondant au taux de financement de la totalité des dépenses d'équipement par de la dette sur les sept derniers exercices de la Métropole ;
- l'estimation d'un taux d'intérêt théorique correspondant au taux moyen de la dette de la Métropole au 31/12/2023;
- l'estimation d'une durée d'emprunt correspondant à la durée moyenne des emprunts de la Métropole, constatée au 31/12/2023 et pondérée par le Capital Restant Dû (CRD) au 31/12/2023.

Les valeurs correspondant à ces éléments de base du calcul des frais financiers sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| Taux de financement moyen par de la dette | 44,55% |
| Taux d'intérêt moyen (2023) | 2,53% |
| Durée moyenne (ans) | 19 |

*b) Evaluation des dépenses d'investissement (CMA)*

Le stade Maurice David a été transféré de la Commune à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix en 2014, pour une valeur patrimoniale nette de 3 010 000 € (déduction faite de 30% de subventions).

Cet équipement a ensuite fait l'objet de 4 opérations d'investissement importantes portant sur l'extension des tribunes et la rénovation du site :

- Construction de la tribune Nord, en 2015, pour 11 286 953 €TTC,
- Construction de la tribune Est et réfection des vestiaires, en 2018, pour 5 709 100 €TTC,
- Réfection de la pelouse synthétique, en 2019, pour 1 400 000 €TTC
- Construction et aménagements de la tribune Sud, amélioration de l'éclairage, entre 2020 et 2023, pour 11 200 000 €TTC, et ayant bénéficié d'une subvention de 1 000 000 €.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

La durée de vie retenue pour cet équipement est de 45 ans.

Composante investissement :

| | |
|---|---|
| Valeur patrimoniale reconstituée TTC | 34 075 826 |
| Subventions | 2 290 000 |
| FCTVA | 4 793 472 |
| **Valeur patrimoniale nette** | **26 992 354** |
| Durée de vie | 45 ans |
| **Composante investissement du CMA** | **599 830** |

Composante frais financiers :

| | |
|---|---|
| Emprunt théorique tiré pour financer le CMA | 267 229 |
| Annuité d'un CMA | 17 892 |
| dont capital | 14 065 |
| dont intérêts | **3 828** |

| | |
|---|---|
| Composante investissement du CMA | 599 830 |
| Composante frais financiers du CMA | 3 828 |
| **Coût moyen annualisé (€)** | **603 658** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des dépenses d'investissement s'élèvent à 603 658 euros.**

### 3. Synthèse de l'évaluation des charges

| Solde de Fonctionnement | Personnel | Charges indirectes | Sac à dos de l'agent | CMA part investissement | CMA part frais financiers | Evaluation des charges |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 330 701 | 14 703 | 100 | 0 | 599 830 | 3 828 | **949 162** |

**Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'évaluation des charges nettes transférées de la Métropole vers la Commune pour le Stade Maurice DAVID s'établit à 949 162 euros.**

## III. Evaluation des charges transférées afférentes à la salle multifonctionnelle ARENA

### 1. Recettes et dépenses de fonctionnement

*a) Méthode*

L'évaluation des charges a été réalisée sur la base d'un travail préalable conduit par les services métropolitains, en association avec les services de la commune d'Aix-en-Provence. Ces travaux ont permis le recensement des informations nécessaires à l'évaluation des charges transférées et notamment :

- les recettes de fonctionnement encaissées sur les exercices 2021 à 2023 avec une décomposition par origine ;
- les charges de fonctionnement (hors personnel) correspondant aux charges à caractère général inscrites au chapitre 011 et aux autres charges de gestion courante inscrites au chapitre 65 ;



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

- identification du montant des charges annuelles relatives à l'équipement restitué sur la base de la reconstitution d'une comptabilité analytique, sur les exercices 2021 à 2023 ;
- clés de répartition des charges communes ou transversales.

Concernant la période de référence, eu égard au contexte particulier lié à la crise sanitaire de 2020-2022, il a été fait le choix de ne retenir que les éléments représentatifs sur la période 2021-2023.

Concernant les ressources humaines :

- l'évaluation est basée sur les coûts chargés des agents durant le dernier exercice connu à ce jour : 2023 ;
- la CLECT du 29 septembre 2017 a voté l'application d'un forfait de 500 euros au titre des charges indirectes de personnel support aux équivalents temps plein identifiés dans les évaluations ;
- la CLECT du 29 septembre 2017 a, de plus, voté l'application, pour les seuls agents transférés, d'un forfait de 1 500 euros par agent transféré, correspondant notamment :
  - aux consommations de fluides et consommables (eau, électricité, gaz, téléphone) ;
  - aux coûts afférents aux véhicules ;
  - aux petits équipements : fournitures de bureau, enveloppes, papiers à en-tête, vêtements de travail, équipements de protection individuelle ;
  - aux services : assurances, abonnements, reprographie, archivage, déménagements, affranchissements, nettoyage des locaux, nettoyage des tenues.

*b) Evaluation des charges de fonctionnement (hors 012)*

L'identification des charges supportées et des produits encaissés par les différents services métropolitains concourant à la gestion et l'exploitation de l'équipement amène à l'évaluation ci-après :

| En euros | 2021 | 2022 | 2023 | valeur retenue |
|---|---|---|---|---|
| Chapitre 70 "produits des services" | 465 713 | 475 338 | 475 338 | 472 130 |
| Chapitre 75 "autres produits de gestion courante" | | | | 0 |
| **Total recettes de fonctionnement** | **465 713** | **475 338** | **475 338** | **472 130** |
| Chapitre 011 "charges à caractère général" | 607 304 | 638 384 | 701 322 | 654 748 |
| Chapitre 65 "autres charges de gestion courante" | | | | 0 |
| **Total charges de fonctionnement** | **607 304** | **638 384** | **701 322** | **654 748** |
| **Solde de fonctionnement** | **141 591** | **163 046** | **225 984** | **182 618** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges générales de fonctionnement s'élève à 182 618 euros.**

*c) Evaluation des moyens humains affectés à l'exercice de la compétence*

L'évaluation des charges transférées est basée sur les moyens humains suivants :

| | Temps affecté à la compétence (%) | Total |
|---|---|---|
| Chef de service patrimoine sportif terrestre | 27,5% | 20 554 |
| Chargé de mission | 10% | 7 229 |
| **Total** | **37,5%** | **27 783** |
| Charges indirectes (500 €/ETP) | | 188 |
| Sac à dos (1 500 €/agent transféré) | | 0 |
| **Total Global** | | **27 971** |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges de personnel s'élève à 27 971 euros.**

### 2. Coût Moyen Annualisé

*a) Méthode*

La composante investissement du coût moyen annualisé est calculée sur la base soit des données du coût net de construction ou de renouvellement des équipements, soit de la reconstitution de la valeur patrimoniale des équipements, et d'une durée de vie.

La composante frais financiers du Coût Moyen Annualisé est calculée sur la base des données suivantes :

- l'estimation d'un taux moyen de financement par l'emprunt des investissements correspondant au taux de financement de la totalité des dépenses d'équipement par de la dette sur les sept derniers exercices de la Métropole ;
- l'estimation d'un taux d'intérêt théorique correspondant au taux moyen de la dette de la Métropole au 31/12/2023 ;
- l'estimation d'une durée d'emprunt correspondant à la durée moyenne des emprunts de la Métropole, constatée au 31/12/2023 et pondérée par le Capital Restant Dû (CRD) au 31/12/2023.

Les valeurs correspondant à ces éléments de base du calcul des frais financiers sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| Taux de financement moyen par de la dette | 44,55% |
| Taux d'intérêt moyen (2023) | 2,53% |
| Durée moyenne (ans) | 19 |

*b) Evaluation des dépenses d'investissement (CMA)*

La salle multifonctionnelle ARENA a été construite par la Communauté du Pays d'Aix devenue Métropole entre 2014 et 2019, pour un montant total de 69 785 593 €TTC et n'a bénéficié d'aucune subvention.

Les dépenses liées à la construction de cet équipement ont été soumises au régime de la TVA.

La durée de vie retenue pour un tel équipement est de 50 ans.

Composante investissement :

| | |
|---|---|
| Valeur patrimoniale reconstituée TTC | 69 785 593 |
| Subventions | 0 |
| TVA | 11 331 182 |
| **Valeur patrimoniale nette** | **58 454 411** |
| Durée de vie | 50 ans |
| **Composante investissement du CMA** | **1 169 088** |

Composante frais financiers :

| | |
|---|---|
| Emprunt théorique tiré pour financer le CMA | 520 838 |
| Annuité d'un CMA | 34 873 |
| dont capital | 27 413 |
| dont intérêts | **7 460** |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

| | |
|---|---|
| Composante investissement du CMA | 1 169 088 |
| Composante frais financiers du CMA | 7 460 |
| **Coût moyen annualisé (€)** | **1 176 548** |

### 3. Synthèse de l'évaluation des charges

| Solde de Fonctionnement | Personnel | Charges indirectes | Sac à dos de l'agent | CMA part investissement | CMA part frais financiers | Evaluation des charges |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 182 618 | 27 783 | 188 | 0 | 1 169 088 | 7 460 | **1 387 137** |

**Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'évaluation des charges nettes transférées de la Métropole vers la Commune pour l'Arena s'établit à 1 387 137 euros.**

## IV. Evaluation des charges transférées afférente à la salle des Musiques Actuelles 6MIC

### 1. Recettes et dépenses de fonctionnement

*a) Méthode*

L'évaluation des charges a été réalisée sur la base d'un travail préalable conduit par les services métropolitains. Ces travaux ont permis le recensement des informations nécessaires à l'évaluation des charges transférées, et notamment :

- les recettes de fonctionnement encaissées sur les exercices 2021 à 2023 avec une décomposition par origine ;
- les charges de fonctionnement (hors personnel) correspondant aux charges à caractère général inscrites au chapitre 011 et aux autres charges de gestion courante inscrites au chapitre 65 ;
    - identification du montant des charges annuelles relatives à l'équipement restitué sur la base de la reconstitution d'une comptabilité analytique, sur les exercices 2021 à 2023 ;
    - clés de répartition des charges communes ou transversales.

Concernant la période de référence, eu égard au contexte particulier lié à la crise sanitaire de 2020-2022, il a été fait le choix de ne retenir que les éléments les plus représentatifs sur la 2021-2023.

Concernant les ressources humaines,

- l'évaluation est basée sur les coûts chargé des agents durant le dernier exercice connu à ce jour : 2023 ;
- la CLECT du 29 septembre 2017 a voté l'application d'un forfait de 500 euros au titre des charges indirectes de personnel support aux équivalents temps plein identifiés dans les évaluations ;
- la CLECT du 29 septembre 2017 a, de plus, voté l'application, pour les seuls agents transférés, d'un forfait de 1 500 euros par agent transféré, correspondant notamment :
    - aux consommations de fluides et consommables (eau, électricité, gaz, téléphone) ;
    - aux coûts afférents aux véhicules ;
    - aux petits équipements : fournitures de bureau, enveloppes, papiers à en-tête, vêtements de travail, équipements de protection individuelle ;
    - aux services : assurances, abonnements, reprographie, archivage, déménagements, affranchissements, nettoyage des locaux, nettoyage des tenues.

*b) Evaluation des charges de fonctionnement (hors 012)*

L'identification des charges supportées et des produits encaissés par les différents services métropolitains concourant à la gestion et l'exploitation de l'équipement amène à l'évaluation ci-après :



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

| En euros | 2021 | 2022 | 2023 | valeur retenue |
|---|---|---|---|---|
| Chapitre 70 "produits des services" | 120 000 | 129 912 | 132 744 | **127 552** |
| Chapitre 75 "autres produits de gestion courante" | | | | **0** |
| **Total recettes de fonctionnement** | **120 000** | **129 912** | **132 744** | **127 552** |
| Chapitre 011 "charges à caractère général" | 895 221 | 908 541 | 993 794 | **932 519** |
| Chapitre 65 "autres charges de gestion courante" | | | | **0** |
| **Total charges de fonctionnement** | **895 221** | **908 541** | **993 794** | **932 519** |
| **Solde de fonctionnement** | **775 221** | **778 629** | **861 050** | **804 967** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges générales de fonctionnement s'élève à 804 967 euros.**

*c) Evaluation des moyens humains affectés à l'exercice de la compétence*

L'évaluation des charges transférées est basée sur les moyens humains suivants :

| | Temps affecté à la compétence (%) | Total |
|---|---|---|
| Responsable Spectacle vivant | 27,5% | 21 193 |
| **Total** | **27,5%** | **21 193** |
| | | |
| Charges indirectes (500 €/ETP) | | 138 |
| Sac à dos (1 500 €/agent transféré) | | 0 |
| | | |
| **Total Global** | | **21 331** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges de personnel s'élève à 21 331 euros.**

**2. Coût Moyen Annualisé**

*a) Méthode*

La composante investissement du coût moyen annualisé est calculée sur la base soit des données du coût net de construction ou de renouvellement des équipements, soit de la reconstitution de la valeur patrimoniale des équipements, et d'une durée de vie.

La composante frais financiers du Coût Moyen Annualisé est calculée sur la base des données suivantes :

- l'estimation d'un taux moyen de financement par l'emprunt des investissements correspondant au taux de financement de la totalité des dépenses d'équipement par de la dette sur les sept derniers exercices de la Métropole ;
- l'estimation d'un taux d'intérêt théorique correspondant au taux moyen de la dette de la Métropole au 31/12/2023;
- l'estimation d'une durée d'emprunt correspondant à la durée moyenne des emprunts de la Métropole, constatée au 31/12/2023 et pondérée par le Capital Restant Dû (CRD) au 31/12/2023.

Les valeurs correspondant à ces éléments de base du calcul des frais financiers sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| Taux de financement moyen par de la dette | 44,55% |
| Taux d'intérêt moyen (2023) | 2,53% |
| Durée moyenne (ans) | 19 |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

*b) Evaluation des dépenses d'investissement (CMA)*

La Salle des Musiques Actuelles 6MIC a été construite par communauté d'Agglomération du Pays d'Aix devenue Métropole entre 2015 et 2019, pour un montant total de 22 808 003 €TTC et a bénéficié de 3 299 700 € de subventions (Région et DSIL).

Les dépenses liées à la construction de cet équipement ont été soumises au régime de la TVA.

La durée de vie retenue pour un tel équipement est de 50 ans.

Composante investissement :

| | |
|---|---|
| Valeur patrimoniale reconstituée TTC | 22 808 003 |
| Subventions | 3 299 700 |
| TVA | 3 484 597 |
| **Valeur patrimoniale nette** | **16 023 706** |
| Durée de vie | 50 ans |
| **Composante investissement du CMA** | **320 474** |

Composante frais financiers :

| | |
|---|---|
| Emprunt théorique tiré pour financer le CMA | 142 774 |
| Annuité d'un CMA | 9 560 |
| dont capital | 7 514 |
| dont intérêts | **2 045** |

| | |
|---|---|
| Composante investissement du CMA | 320 474 |
| Composante frais financiers du CMA | 2 045 |
| **Coût moyen annualisé (€)** | **322 519** |

**Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des dépenses d'investissement s'élèvent à 322 519 euros.**

**3. Synthèse de l'évaluation des charges**

| Solde de Fonctionnement | Personnel | Charges indirectes | Sac à dos de l'agent | CMA part investissement | CMA part frais financiers | Evaluation des charges |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 804 967 | 21 193 | 138 | 0 | 320 474 | 2 045 | **1 148 817** |

**Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'évaluation des charges nettes transférées de la Métropole vers la Commune pour la Salle des Musiques Actuelles 6MIC s'établit à 1 148 817 euros.**



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

**V. Synthèse globale**

Compte tenu de l'ensemble des éléments présentés, le tableau suivant présente l'évaluation globale des charges nettes transférées **de la Métropole vers la Commune** :

| Equipement | Fonctionnement | Personnel | Charges indirectes | Sac à dos de l'agent | CMA part investissement | CMA part frais financiers | Evaluation des charges |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Piscines** | 1 393 482 | 2 900 141 | 31 021 | 60 000 | 536 957 | 3 427 | 4 925 028 |
| **Stade Maurice David** | 330 701 | 14 703 | 100 | 0 | 599 830 | 3 828 | 949 162 |
| **Arena** | 182 618 | 27 783 | 188 | 0 | 1 169 088 | 7 460 | 1 387 137 |
| **6MIC** | 804 967 | 21 193 | 138 | 0 | 320 474 | 2 045 | 1 148 817 |
| **Total** | **2 711 768** | **2 963 820** | **31 447** | **60 000** | **2 626 349** | **16 760** | **8 410 144** |

**Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer à la Commission d'évaluation des charges transférées de se prononcer sur l'évaluation des charges transférées de la Métropole vers la commune d'Aix-en-Provence afférentes à la restitution à la commune des équipements culturels et sportifs déclarés d'intérêt communal.**

| | |
|---|---|
| Présents | 40 |
| Représentés | 13 |
| Voix Pour | 53 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 0 |

**Adopté**



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

Métropole Aix-Marseille-Provence

# Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

Séance du 23 septembre 2024

CLECT_2024-09-23_003

Monsieur le Président propose à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées d'examiner les propositions exposées ci-après :

- **Révision de l'évaluation des charges transférées au titre de la compétence « Voirie et espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain d'intérêt métropolitain »**

Le Conseil Métropolitain, lors de sa séance du 15 décembre 2022 a défini l'intérêt métropolitain en matière de :

- Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt métropolitain, y compris la signalisation ;
- Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi que de leurs ouvrages accessoires d'intérêt métropolitain.

Cette définition a conduit à transférer à la Métropole la totalité de la voirie située sur le territoire de plusieurs communes parmi lesquelles Istres, Grans et Miramas.

Cette définition de l'intérêt métropolitain a également eu pour conséquence la nécessité de restituer certaines portions de voies qui relevaient précédemment d'une compétence intercommunale à la commune d'Aix-en-Provence.

La CLECT du 26 septembre 2023 a adopté un rapport d'évaluation des charges transférées au titre de la compétence « Voirie et espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain d'intérêt métropolitain ».

## I. Mise en œuvre de la clause de revoyure

Les évaluations pour les communes d'Aix-en-Provence, Grans et Istres nécessitent des modifications :

### 1. pour la commune d'Aix-en-Provence :

Une erreur matérielle minore de 15 000 € le montant de l'évaluation des charges à caractère général dans le rapport définitif.

Il convient donc de le corriger. Ainsi, le montant définitif des charges de fonctionnement s'établit à 12 643 € (au lieu de 27 643 €).



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

**2. pour la commune de Grans :**

Dans les déclarations de la commune ayant servi à l'évaluation des charges au titre des dépenses et recettes de fonctionnement figure la quote-part de dépenses relative aux interventions sur des équipements qui restent communaux (parcs, cours d'écoles, etc.). De plus, en investissement, la commune avait indûment identifié l'opération d'aménagement du Parc Mary Rose qui ne relève pas de ces compétences. Enfin, un travail détaillé sur les factures relatives aux dépenses d'investissement a permis d'identifier des erreurs d'affectation (dépenses imputées à des opérations de voirie alors qu'elles relèvent de compétences qui restent communales).

Il convient de corriger l'ensemble de ces éléments dans l'évaluation des charges transférées.

En fonctionnement, compte-tenu des éléments transmis par la commune, 34,81% des dépenses de fonctionnement du poste propreté ne relèvent pas des compétences transférées à la Métropole. Le montant définitif s'établit à 13 955 € (au lieu de 21 406 €). Ainsi, l'évaluation totale des charges nettes transférées au titre des charges générales de fonctionnement s'élève à 94 510 € (au lieu 101 961 €).

Compte-tenu des nouveaux éléments transmis par la commune, les recettes et dépenses d'investissement considérées pour effectuer l'évaluation des charges transférées conduisent à diminuer le montant des charges transférées de 426 931 € et s'établit ainsi à 259 190 €.

Le montant total de l'évaluation s'établi à 749 540 € (au lieu de 1 183 922 €).

**3. pour la commune d'Istres :**

L'évaluation initiale intègre les charges liées à la connexion internet des bornes d'accès au centre-ville alors que celles-ci sont demeurées de compétence communale.

Il convient dès lors de les sortir de l'évaluation.

Le montant de cette connexion pour la gestion des bornes s'élève à 6 570 € qui vient en diminution de l'évaluation des charges de fonctionnement. Celles-ci s'établissent ainsi à 4 256 145 € (au lieu de 4 262 715 €).

**4. Charges nettes évaluées faisant l'objet d'une révision**

Le tableau ci-dessous reprend en synthèse les révisions des évaluations des charges nettes transférées **des communes vers la Métropole** au titre de la compétence « Voirie et espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain d'intérêt métropolitain ».

| **Communes** | **Evaluation définitive du 17 septembre 2023** | | **Evaluation définitive révisée des charges nettes transférées** | | **Variation de l'évaluation** | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | FCT | INV | FCT | INV | FCT | INV |
| Aix-en-Provence | 27 643 | 268 332 | 12 643 | 268 332 | - 15 000 | 0 |
| Grans | 497 801 | 686 121 | 490 350 | 259 190 | - 7 451 | - 426 931 |
| Istres | 4 262 715 | 330 785 | 4 256 145 | 330 785 | - 6 570 | 0 |

**II. Prise en compte d'une modification substantielle du périmètre de la compétence transférée résultant de l'application du décret n° 2024-391 du 26 avril 2024 portant diverses mesures relatives aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales**

L'article 5 du décret n° 2024-391 du 26 avril 2024 prévoit que la Métropole peut percevoir, à compter de 2024, une part du produit des amendes de police (R.2334-10 et suivants CGCT) relatives à la



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

circulation routière pour le compte de ses communes membres sur le territoire desquelles l'intérêt métropolitain en matière de voirie a été défini.

L'application de ce décret aux communes d'Istres et de Miramas transfère le bénéfice de ce produit à la Métropole à compter du 1er janvier 2024. Pour mémoire, l'application de ce décret se traduit par un transfert de recette au 1er janvier 2024 uniquement sur ces deux seules communes.

La Métropole et les communes prenant acte de ce transfert, la CLECT a été sollicitée pour procéder à son évaluation.

Le produit des amendes de polices étant une recette d'investissement (articles R.2334-10 à R.2334-12 du CGCT et instruction budgétaire et comptable M57), il est fait application de la même méthode que celle qui a été appliquée pour l'évaluation des charges d'investissement transférées au titre de la compétence « Voirie et espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain d'intérêt métropolitain » en 2023 conformément au rapport n° CLECT_2023-05-11.005 de la CLECT du 11 mai 2023 :

1. Méthodes applicables aux transferts des compétences voirie et espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain applicables aux communes de Cornillon-Confoux, Grans, Istres, Miramas et Port Saint Louis du Rhône

Certains investissements sont, historiquement, supportés par la Métropole. Cette situation ne permet pas le calcul d'un coût moyen annualisé (CMA).

Il convient donc de procéder à une évaluation qui repose sur les dépenses réellement supportées par les communes.

Ainsi, et pour tenir compte du caractère non linéaire de ces dépenses il est proposé de retenir une période de référence suffisamment longue.

**Proposition méthodologique :**

**Evaluation réalisée sur la base de la moyenne des dépenses d'investissement (déduction faites des recettes) réellement supportées par les communes lors des 5 derniers exercices connus qui précèdent le transfert effectif des compétences (2018-2022).**

Le tableau ci-dessous reprend en synthèse l'évaluation des recettes d'investissement nettes transférées des communes vers la Métropole en 2024 au titre du décret n° 2024-391 du 26 avril 2024 portant diverses mesures relatives aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales :

| Communes | Evaluation |
|---|---|
| Istres | 312 459 |
| Miramas | 138 707 |

### III. Synthèse des évolutions des évaluations

Le tableau ci-dessous reprend en synthèse les révisions des évaluations des charges nettes transférées de la Métropole vers les communes au titre de la compétence « Voirie et espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain d'intérêt métropolitain ».



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

| Communes | Evaluation du 26 septembre 2023 | | Revoyure Evaluation révisée des charges nettes transférées | | Evaluation du transfert des recettes suite au décret n°2024-391 | | Variation de l'évaluation | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | FCT | INV | FCT | INV | FCT | INV | FCT | INV |
| Aix-en-Provence | 27 643 | 268 332 | 12 643 | 268 332 | - | - | - 15 000 | - |
| Grans | 497 801 | 686 121 | 490 350 | 259 190 | - | - | - 7 451 | - 426 931 |
| Istres | 4 262 715 | 330 785 | 4 256 145 | 330 785 | - | 312 459 | - 6 570 | -312 459 |
| Miramas | 2 527 030 | 143 846 | NC | NC | - | 138 707 | - | -138 707 |
| **TOTAL** | **7 315 189** | **1 429 084** | **4 759 138** | **858 307** | **-** | **451 166** | **- 29 021** | **- 878 097** |

| Communes | Evaluation définitive au 23 septembre 2024 | | |
|---|---|---|---|
| | FCT | INV | TOTAL |
| Aix-en-Provence | 12 643 | 268 332 | 280 975 |
| Grans | 490 350 | 259 190 | 749 540 |
| Istres | 4 256 145 | 18 326 | 4 274 471 |
| Miramas | 2 527 030 | 5 139 | 2 532 169 |

**Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer à la Commission d'évaluation des charges transférées de se prononcer sur la révision de l'évaluation des charges transférées des Communes vers la Métropole au titre de la compétence Voirie et Espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain.**

| | |
|---|---|
| Présents | 40 |
| Représentés | 13 |
| Voix Pour | 53 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 0 |

**Adopté**



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

Métropole Aix-Marseille-Provence

# Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

Séance du 23 septembre 2024

CLECT_2024-09-23_004

Monsieur le Président propose à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées d'examiner les propositions exposées ci-après :

- **Révision de l'évaluation des charges transférées afférentes à la restitution de la Commune de Istres CEC les Heures Claires et du réseau des ludothèques**

Le Conseil de la Métropole a, par délibération du 19 septembre 2016, approuvé le principe du transfert des équipements et de l'action des services attachés au site du CEC les Heure Claires et du réseau de ludothèques au bénéfice des communes concernées.

La CLECT du 25 juin 2018 a, dans ce cadre, adopté un rapport d'évaluation définitive des charges transférées au titre de la restitution du CEC les Heures Claires et du réseau des ludothèques à la commune d'Istres à titre principal et aux communes de Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Fos-sur-Mer à titre accessoire.

La CLECT du 27 juin 2019 a adopté une première révision de l'évaluation des charges transférées au titre de la restitution du CEC les Heures Claires et du réseau des ludothèques à la commune d'Istres.

La commune d'Istres a sollicité la mise en œuvre de la clause de revoyure pour l'évaluation des charges de cette compétence afin d'ajuster la répartition des moyens humains de la Maison de la Danse.

Après saisine du Président de la CLECT et instruction de la demande, il est proposé d'ajuster les évaluations définitives des charges transférées au titre de la compétence restituée « CEC les Heures Claires » pour cette commune.

## I. Contexte de la révision

La délibération en date du 12 octobre 2023 vient régulariser le transfert du Centre Educatif et Culturel les Heures Claires initié en 2017. Les missions des quatre agents d'accueil de la Maison de la danse ont été identifiées comme étant à 50 % communales.

Au 1er janvier 2024, 3 agents ont été transférés à la commune d'Istres, un quatrième agent aurait dû être transféré, mais a fait valoir ses droits à la retraite avant la date du transfert.

Ce sont donc 4 agents qui sont pris en compte pour l'évaluation des charges transférées.

La convention relative à la gestion du site du Centre Educatif et Culturel Les Heures Claires entre la commune d'Istres et la Métropole AMP prévoit, dans le premier alinéa de son article 3.3 (version exécutoire à compter du 1er janvier 2024) : « Les prestations de nettoyage ainsi que les missions d'accueil seront réparties à part égale entre les deux collectivités. Chaque collectivité refacturera la prestation de service effectuée. »



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

Il convient d'évaluer les conséquences de ces éléments afin de corriger l'évaluation des charges transférées à la commune d'Istres au titre de la restitution du CEC Les Heures Claires.

## II. Charges nettes évaluées faisant l'objet d'une révision

Dans ce cadre, le tableau ci-dessous reprend en synthèse la révision de l'évaluation des charges transférées de la Métropole vers la commune, au titre de la restitution à la commune de Istres du CEC les Heures Claires et du réseau des ludothèques :

| | Fonction-nement | Personnel | Composante investis-sement | Composante frais financiers | Evaluation des charges |
|---|---|---|---|---|---|
| Evaluation 2018 | 361 487 | 2 540 908 | 240 345 | 12 536 | 3 155 276 |
| Révision 2019 | 5 491 | | | | 5 491 |
| Révision 2024 | | 95 323 | | | 95 323 |
| **Global** | **366 978** | **2 636 231** | **240 345** | **12 536** | **3 256 090** |

| | Compétence restituée « CEC les Heures Claires » pour la commune de Istres |
|---|---|
| Evaluation définitive du 25 juin 2018 | 3 155 276 |
| Evaluation définitive révisée du 27 juin 2019 | 3 160 767 |
| Evaluation définitive révisée du 23 septembre 2024 | 3 256 090 |
| **Variation** | **+ 95 323** |

**Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer à la Commission d'évaluation des charges transférées de se prononcer sur la révision de l'évaluation des charges transférées de la Métropole vers la commune d'Istres au titre de la restitution du Centre éducatif et Culturel les Heures Claires.**

| | |
|---|---|
| Présents | 40 |
| Représentés | 13 |
| Voix Pour | 53 |
| Voix Contre | 0 |
| Abstentions | 0 |

**Adopté**



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_129-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_129

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-130**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement – rapports des délégataires - exercice 2023**

---

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à la loi, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement doit être présenté au Conseil Municipal après avoir été adopté par le Conseil de la Métropole, étant précisé que cette compétence a été déléguée par le Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole. Il s'agit aujourd'hui du rapport exercice 2023.

Pour l'année 2023 la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé le Rapport annuel métropolitain sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif.

Ce rapport a pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activités des services obligatoires et sont construits, le cas échéant, en prenant en compte l'analyse des rapports d'activité des exploitants.

**Le CONSEIL MUNICIPAL**

**Ouï** l'exposé de son Président,

**Vu** les dispositions des articles L. 2224-5, D.2224-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république,

**Vu** la délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole,

**Vu** l'arrêté du 02 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur les prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement ;

**Vu** l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux,

**Vu** la délibération TCM-030-16620/24/BM du Bureau de la Métropole en date du 10 octobre 2024 relative à l'approbation du rapport annuel métropolitain 2023 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement,

**Vu** le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2023, ci-annexé,

**PREND ACTE** du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de l'Eau et de l'Assainissement pour l'exercice 2023 dont le public sera informé de sa mise à disposition par voie d'affichage aux lieux accoutumés (site internet de la commune et panneaux d'affichages situés devant l'Hôtel de Ville).

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130

LA METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE



# RAPPORT ANNUEL MÉTROPOLITAIN

## SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

## 2023

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024





AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# ÉDITO



**L'eau, un bien précieux à protéger et gérer durablement.**

« L'eau, ressource vitale et universelle, se trouve aujourd'hui au cœur des enjeux écologiques, économiques et sociaux. Dans un contexte de changement climatique et de pression démographique croissante, les services d'eau et d'assainissement de la Métropole jouent un rôle essentiel pour préserver cette ressource tout en garantissant une qualité de service irréprochable aux habitants. Le Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement offre une photographie claire des actions entreprises et des défis à venir.

Chaque année, plus de 130 millions de mètres cubes d'eau potable sont distribués à travers les 92 communes de la Métropole. Assurer la continuité de ce service, en garantissant la qualité de l'eau et en préservant les milieux naturels, est une responsabilité de premier plan. C'est pourquoi la Métropole, en partenariat avec ses exploitants, ne cesse d'investir dans la modernisation des infrastructures, la surveillance des réseaux, la recherche des fuites, la réparation et le renouvellement des canalisations qui sont des actions essentielles pour maintenir un rendement moyen de plus de 84 %, bien au-dessus de la moyenne nationale (81,3 % en 2022, selon le rapport national 2024 de l'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement).

Les réalisations parlent d'elles-mêmes : des travaux sur le canal de Marseille ont permis d'économiser 100 millions de $m^3$ d'eau par an, tandis que la technologie des capteurs acoustiques connectés permet de détecter et de réparer les fuites rapidement, évitant ainsi des pertes inutiles. À cela s'ajoute la poursuite du déploiement de compteurs intelligents : 276 000 sont déjà en fonctionnement pour maîtriser la consommation et réagir en temps réel.

Mais la gestion de l'eau ne se limite pas à l'instant présent. La Métropole s'attache à élaborer ses schémas directeurs Eau et Assainissement, avec une finalisation prévue en 2024, afin de se doter d'une vision stratégique à long terme. L'objectif est de garantir une gestion patrimoniale durable des équipements tout en anticipant les évolutions futures, qu'elles soient démographiques ou climatiques. Dans cette perspective, l'entretien, la modernisation, et l'adaptation des infrastructures - comme les 102 usines de potabilisation et les 71 stations d'épuration - sont primordiaux.

En somme, les services d'eau et d'assainissement de la Métropole mettent tout en œuvre pour répondre aux attentes des Provençaux, tout en anticipant les défis de demain. En combinant innovation, préservation de la ressource et amélioration continue de la qualité des services, la Métropole se positionne comme un acteur engagé dans la gestion durable de l'eau. »



**Roland Giberti**

Vice-président de droit
de la Métropole, délégué à l'Eau,
à l'Assainissement et au Pluvial
Maire de Gémenos



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# SOMMAIRE


**INTRODUCTION** ..... 6

**1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE** ..... 7

1.1. L'eau et l'assainissement dans la métropole ..... 8
1.2. Description du périmètre ..... 9
1.3. Les compétences eau et assainissement ..... 9
1.3.1. Le service public de l'eau potable ..... 10
1.3.2. Le service de l'assainissement collectif ..... 10
1.3.3. Le service de l'assainissement non collectif ..... 11
1.4. Les modes de gestion ..... 11

**2. FAITS MARQUANTS** ..... 16

**3. LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE** ..... 21
3.1. Les chiffres clés de l'année 2023 ..... 22
3.2. Le patrimoine du service ..... 22
3.2.1. L'adduction et les ressources ..... 22
3.2.2. La production ..... 25
3.2.3. Le stockage ..... 25
3.2.4. Le réseau de distribution ..... 25
3.3. La gestion des déchets ..... 25
3.4. La qualité de l'eau ..... 26
3.5. La distribution ..... 27
3.5.1. Le rendement ..... 27
3.5.2. La gestion patrimoniale ..... 30
3.6. La gestion financière ..... 31
3.6.1. Le taux d'impayés ..... 31
3.6.2. Les dégrèvements ..... 32
3.6.3. Les données financières du service ..... 32
3.6.4. Les contributions à un fonds de solidarité ..... 33
3.7. Les études et travaux ..... 33
3.7.1. Les études de la Métropole ..... 33
3.7.2. Les travaux neufs ..... 34
3.7.3. Les travaux de réhabilitation et de renouvellement ..... 37




AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

**4. LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF** ..... 39
4.1. Les chiffres clés de l'année 2023 ..... 40
4.2. Le patrimoine du service ..... 40
4.2.1. La collecte ..... 40
4.2.2. Le traitement ..... 40
4.3. Le réseau de collecte ..... 41
4.4. Les ouvrages d'épuration ..... 43
4.5. La gestion des déchets ..... 44
4.6. La gestion financière ..... 45
4.6.1. Les volumes facturés ..... 45
4.6.2. Le taux d'impayés ..... 45
4.6.3. Les données financières du service ..... 45
4.7. Les études et travaux ..... 46
4.7.1. Les études de la Métropole ..... 46
4.7.2. Les travaux neufs ..... 47
4.7.3. Les travaux de réhabilitation et de renouvellement ..... 48

**5. LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF** ..... 49
5.1. Les chiffres clés de l'année 2023 ..... 50
5.2. L'activité du service ..... 52
5.3. Données financières du service ..... 52

**6. LA QUALITÉ DU SERVICE RENDU À L'USAGER** ..... 53

**7. LES TARIFS DE L'EAU** ..... 58
7.1. Les tarifs de l'eau et de l'assainissement ..... 59
7.2. L'évolution de la facturation ..... 62
7.3. La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) ..... 62

**8. LES ACTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE** ..... 63
8.1. Les actions et projets environnementaux ..... 64
8.2. Les actions de solidarité ..... 69
8.2.1. La solidarité internationale ..... 69
8.2.2. Fonds de solidarité ..... 71
8.2.3. L'accès à l'eau et l'assainissement dans les squats et bidonvilles ..... 73

**GLOSSAIRE** ..... 74

**ANNEXE 1** : TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DE LA MÉTROPOLE

**ANNEXE 2** : TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DES COMMUNES

**ANNEXE 3** : RAPPORT DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE SUR LA FISCALITÉ DE L'EAU – ÉDITION 2024

**ANNEXE 4** : TABLEAU DES MODES DE GESTION AU 31 DÉCEMBRE 2023

**ANNEXE 5** : TARIFS AU 1ER JANVIER 2024 PAR COMMUNE

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## INTRODUCTION

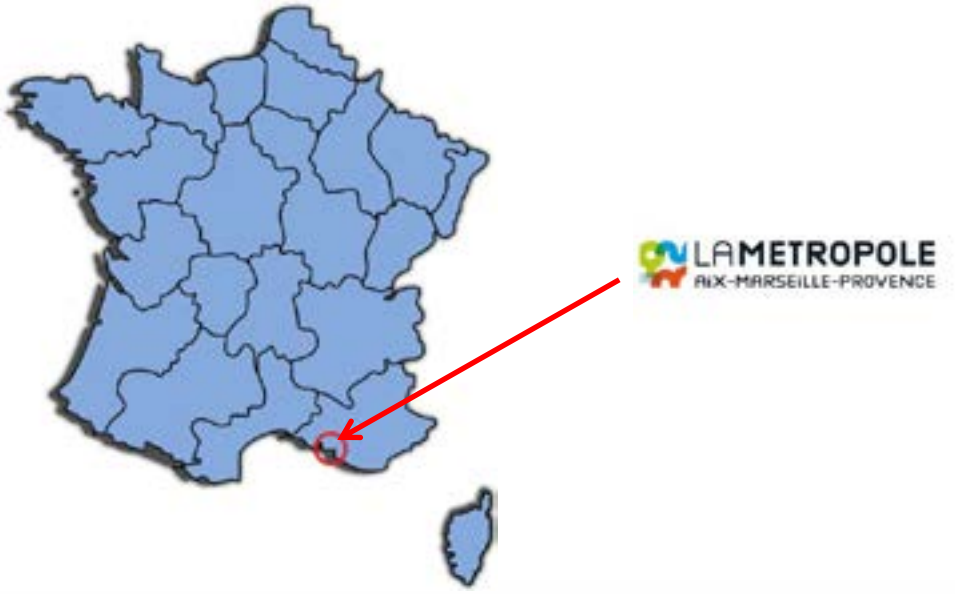
Ce rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement est destiné à l'information du public et des élus. Il représente un élément majeur dans la mise en œuvre locale de la transparence et des principes de gouvernance des services d'eau et d'assainissement.

Il répond aux obligations règlementaires prévues par :

- la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- les articles L.2224-5, D.2224-5 du Code général des collectivités territoriales et le décret d'application n°2007-675 du 2 mai 2007 ;
- l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;
- l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 19 octobre 2007 ;
- l'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 ;
- l'arrêté du 16 avril 2015 fixant les différents postes de coûts de gestion relatifs à la mise en place de l'expérimentation de la tarification sociale de l'eau ;
- la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) unique, créé au 1er janvier 2016 par la fusion des six intercommunalités préexistantes sur son territoire. Les dispositions législatives encadrant cette création sont la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et la loi NOTRe du 7 août 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est l'une des trois métropoles à bénéficier d'un statut spécifique et elle est la plus vaste de France. Elle réunit 92 communes réparties sur trois départements, sur un territoire de 3 149 km². Avec près de 2 millions d'habitants, la Métropole représente environ 38 % de la population de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.






AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# 1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# 1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

## 1.1. L'eau et l'assainissement dans la métropole

L'eau et l'assainissement sont des compétences obligatoires de la Métropole depuis le 1er janvier 2018.

Ces compétences sont exercées sous la responsabilité de la présidente de la Métropole, Martine Vassal, et du vice-président délégué à l'Eau, à l'Assainissement et au Pluvial, Roland Giberti.

Le présent Rapport annuel sur le prix et la qualité des services (RPQS) de l'Eau et de l'Assainissement, établi par la Métropole, est :

- soumis à l'avis de la CCSPL (Commission consultative des services publics locaux), composée d'élus métropolitains et d'associations ;
- présenté en bureau de la Métropole.

Ce rapport présente les données globales de la Métropole Aix-Marseille-Provence. L'ensemble des indicateurs de l'eau et de l'assainissement sur le territoire métropolitain est récapitulé en annexe 1. Les données par commune ou par mode de gestion sont détaillées en annexe 2.

Par ailleurs, ces indicateurs sont renseignés sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement de l'ONEMA* (www.services.eaufrance.fr).

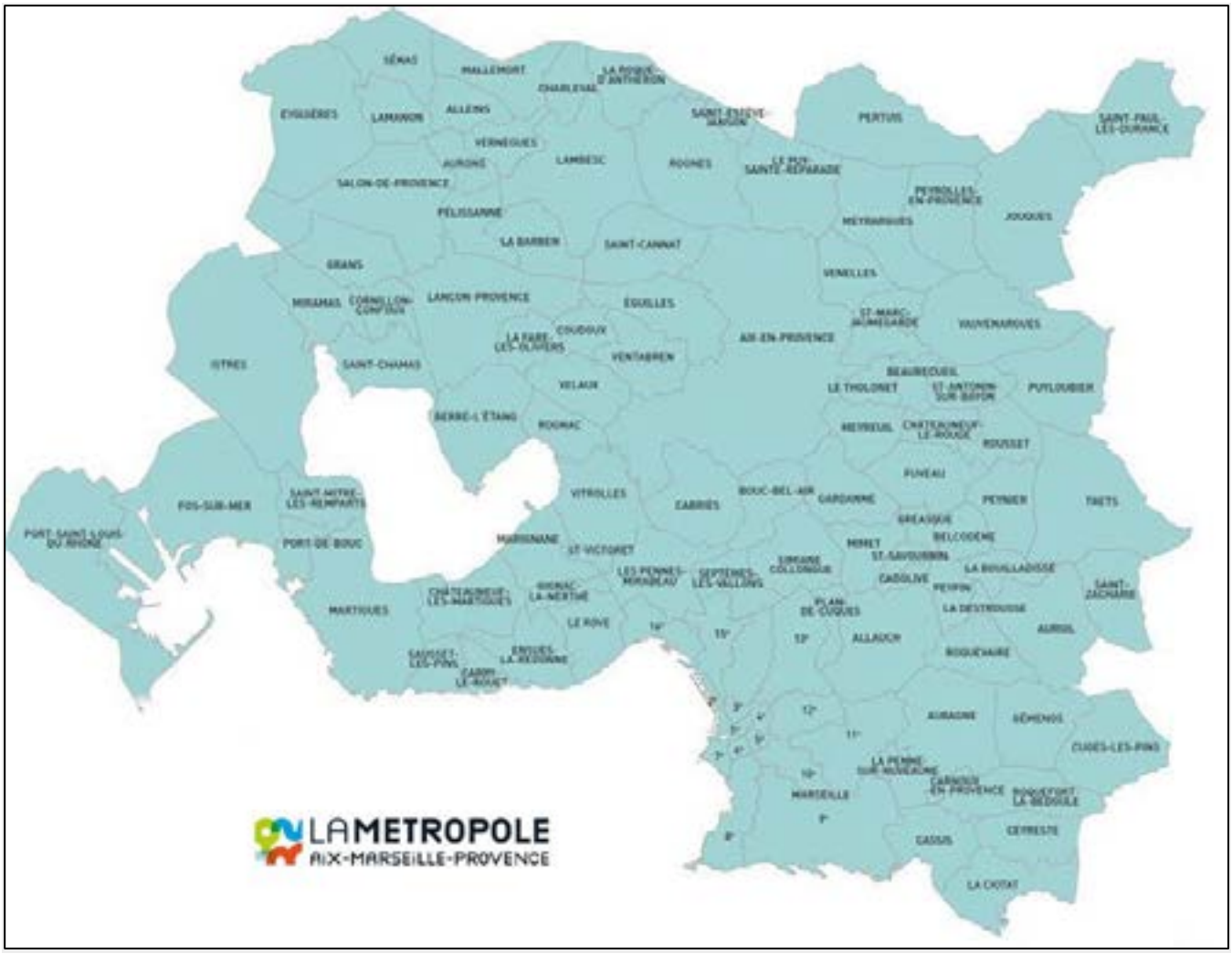
*Onema : Office national de l'eau et des milieux aquatiques*



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

### 1.2. Description du périmètre

Le territoire métropolitain est composé de 92 communes.




### 1.3. Les compétences eau et assainissement

La direction générale déléguée (DGD) Gestion durable du cadre de vie et du cycle de l'eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour missions générales l'accompagnement de la gouvernance dans l'orientation et la définition d'une politique globale de l'eau, de l'assainissement, du pluvial, ainsi que le pilotage de cette politique au sein du territoire métropolitain.

Au niveau stratégique, elle a la charge de l'élaboration, de l'organisation et de la mise en œuvre des schémas directeurs métropolitains de l'eau potable et de l'assainissement. Elle planifie et réalise les investissements dans le cadre d'une politique de gestion patrimoniale. Elle pilote la politique tarifaire. Au lendemain de la fin des Territoires, elle a eu aussi pour missions l'harmonisation des modes de gestion et la convergence tarifaire progressive à service équivalent.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Au niveau opérationnel, la DGD assure les missions suivantes :

- Gérer le service d'adduction, de traitement et de distribution de l'eau potable et organiser la sûreté de l'approvisionnement en eau ;
- Assurer le contrôle de la collecte, le transport et le traitement des eaux usées dans le souci du respect des arrêtés préfectoraux et de la préservation de l'environnement ;
- Gérer le service public de l'assainissement non collectif ;
- Assurer la gestion des eaux pluviales ;
- Assurer le contrôle opérationnel des exploitants ;
- Réaliser des études et l'instruction des permis de construire ;
- Piloter également certains chantiers structurants et le suivi des opérations de travaux.

Elle assure également le pilotage et le suivi de l'activité de ses exploitants :

- le contrôle et l'évaluation de la qualité et la performance des services délégués de l'eau potable et de l'assainissement ;
- la gestion des indicateurs de performance, proposition d'évolutions ;
- la coordination du suivi des différents engagements contractuels ;
- l'élaboration de bilans annuels de la performance et formulation de recommandations et de propositions d'améliorations.

### 1.3.1. Le service public de l'eau potable

La mission du service public de l'eau potable consiste à assurer la protection de la ressource et à délivrer une eau propre à la consommation au robinet des usagers, selon les critères du Code de la santé publique.

Pour cela, l'eau est prélevée dans le milieu naturel (nappe phréatique, nappe alluviale ou source souterraine) ou puisée dans le canal de Marseille (alimenté par le canal EDF de la vallée de la Durance), le canal de Provence (alimenté par le Verdon), le canal de Martigues ou le canal de Craponne.

L'eau brute est traitée dans les 102 unités de traitement de la Métropole afin de la rendre potable, puis distribuée sur l'ensemble du territoire à travers un réseau de canalisations et de stockages intermédiaires.

### 1.3.2. Le service de l'assainissement collectif

Les grands objectifs du service public de l'assainissement collectif sont de garantir les enjeux de santé publique liés à la collecte, au transport et au traitement des effluents et de préserver les milieux naturels en limitant les rejets polluants. La qualité des rejets doit satisfaire aux normes imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation des différents systèmes d'assainissement.

L'eau, une fois consommée, est ainsi dépolluée dans l'une des 71 stations d'épuration gérées par la Métropole.
Les systèmes d'assainissement ont une capacité maximale de traitement de plus de 3 millions d'équivalents-habitants (EH). Cette capacité tient compte des besoins touristiques et industriels.
La Métropole a également pour objectif de mettre en place des circuits de traitement et de valorisation mutualisés des boues issues des stations d'épuration.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Par ailleurs, une partie des eaux pluviales est traitée par ces dispositifs. C'est le cas pour le réseau unitaire du centre-ville et pour le réseau du littoral balnéaire de Marseille.

### 1.3.3. Le service de l'assainissement non collectif

Les missions du service public de l'assainissement non collectif consistent au contrôle des installations d'assainissement desservant les constructions non raccordées à un réseau public dans un objectif de protection de l'environnement et de la salubrité publique.

## 1.4. Les modes de gestion

Le tableau détaillé des modes de gestion des compétences eau potable et assainissement collectif est présenté en annexe 4.

L'exploitation du service public de l'eau est assurée par :

- 27 délégations de service public (DSP) ;
- 2 régies à personnalité morale, 1 régie autonome, 1 société publique locale (SPL) et 1 syndicat.

Carte des modes de gestion de la compétence eau au 31/12/2023 :



L'exploitation du service public de l'assainissement collectif est assurée par :

- 28 délégations de service public (DSP) ;
- 2 régies à personnalité morale, 1 régie autonome, 1 société publique locale (SPL) et 1 syndicat.

Carte des modes de gestion de la compétence assainissement au 31/12/2023 :



En dehors des périmètres exploités en délégation de service public, l'exploitation des services publics de l'eau, de l'assainissement collectif de la Métropole est assurée par :

### La Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban, dite SIBAM

La Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban est une régie à autonomie financière et à personnalité morale créée par la Métropole au 1er janvier 2018.

Elle est administrée par un conseil d'administration présidé par Serge Perottino, vice-président de droit de la Métropole.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par le conseil de la Métropole. Il est composé de 21 membres : 11 représentants de la Métropole et 10 des communes du territoire d'intervention de la régie.

La régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur les communes de Gémenos partie villageoise, Plan-de-Cuques, Gréasque, Mimet, Simiane-Collongue, Saint-Savournin, Cadolive, Peypin, La Destrousse, La Bouilladisse, Belcodène et Roquevaire.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement sur les communes de Gémenos partie villageoise, Plan-de-Cuques, Gréasque, Mimet, Simiane-Collongue.

### La Régie des eaux du Pays d'Aix (REPA)

La Régie des eaux du Pays d'Aix est une régie à autonomie financière et à personnalité morale créée par la Métropole au 1er janvier 2019.

En 2023, elle était présidée par Stéphane Paoli.

La régie est composée d'un conseil d'administration de 40 membres, répartis de la manière suivante : 24 élus et 16 personnes qualifiées. Ce dernier est habilité à prendre les actes nécessaires au bon fonctionnement de la régie.

La régie a pour mission :

- d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur les communes d'Aix-en-Provence, Coudoux (depuis le 01/07/2023), Gardanne, Puyloubier (depuis le 01/01/2023), Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Venelles et Vitrolles ;
- d'assurer le service de l'assainissement sur les communes d'Aix-en-Provence, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux (depuis le 01/07/2023), Fuveau, Gardanne, Puyloubier (depuis le 01/01/2023), Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Venelles, Ventabren (depuis le 01/03/2023) et Vitrolles ;
- d'exploiter la station d'épuration de Coudoux/Ventabren.

### La Régie de l'eau et de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues (REAPM)

La Régie de l'eau et de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues est une régie à autonomie financière sans personnalité morale créée en 2001. La responsabilité morale est exercée par la présidente de la Métropole, Martine Vassal. La régie va être renommée en 2024 : Régie des eaux métropolitaine.

Le conseil d'exploitation, présidé par Jean Gontero, donne un avis consultatif sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie. Les membres du conseil d'exploitation sont désignés pour la durée du mandat du conseil de la Métropole.

Il est composé de neuf membres : un président, trois élus métropolitains et cinq représentants des usagers.

La régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable, de l'assainissement collectif et des eaux pluviales sur les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts.

### La Société publique locale l'Eau des Collines (EDC)

L'Eau des Collines est une société publique locale de droit privé dont le capital social s'élève à 800 000 €, détenu à 100 % par des collectivités territoriales (Métropole et communes), créée en janvier 2013.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Elle est présidée par Gérard Gazay, vice-président de la Métropole.

Le conseil d'administration est actuellement composé de douze représentants de la Métropole et cinq élus des communes.

Le rôle du conseil d'administration l'EDC est de valider les projets d'investissements, de définir les grandes orientations budgétaires et les budgets annuels, d'acter les avancées des projets les plus stratégiques de la société ayant un impact direct sur le quotidien des usagers (prix de l'eau, déploiement de la télérelève…) dans le respect des orientations politiques de la Métropole.

L'Eau des Collines a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur quatre communes selon les contrats suivants :

- Contrat de gestion de l'eau potable - commune d'Aubagne en vigueur depuis le 1er juillet 2014 jusqu'au 30 juin 2034 ;
- Contrat de gestion de l'eau potable - commune de La Penne-sur-Huveaune en vigueur depuis le 1er juillet 2014 jusqu'au 30 juin 2034 ;
- Contrat de gestion de l'eau potable - commune de Cuges-les-Pins en vigueur depuis le 9 février 2017 jusqu'au 30 juin 2034 ;
- Contrat de gestion de l'eau potable - commune de Saint-Zacharie en vigueur depuis le 15 juillet 2019 jusqu'au 30 juin 2034.

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement collectif et non collectif sur la totalité de douze communes selon les contrats suivants :

- Contrat de gestion de l'assainissement collectif de six communes : Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint-Savournin et de l'assainissement non collectif des douze communes du Territoire en vigueur depuis le 1er janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2033.
- Contrat de gestion de l'assainissement collectif des six autres communes : Aubagne, Auriol, Cuges-les-Pins, La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire et Saint-Zacharie ainsi que la gestion et l'exploitation des stations d'épuration des eaux usées (STEP) d'Auriol/Saint-Zacharie et de Cuges-les-Pins, en vigueur depuis le 1er novembre 2015 jusqu'au 31 décembre 2033.

### Le Syndicat Durance Luberon (SDL)

Le Syndicat Durance Luberon est un syndicat mixte fermé regroupant trois établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : la Communauté de communes de COTELUB, la Communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse et la Métropole Aix–Marseille-Provence.

Le syndicat a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable, de l'assainissement collectif sur une seule commune métropolitaine : celle de Pertuis.

Le Syndicat Durance Luberon est administré par un président et un organe délibérant : le comité syndical.

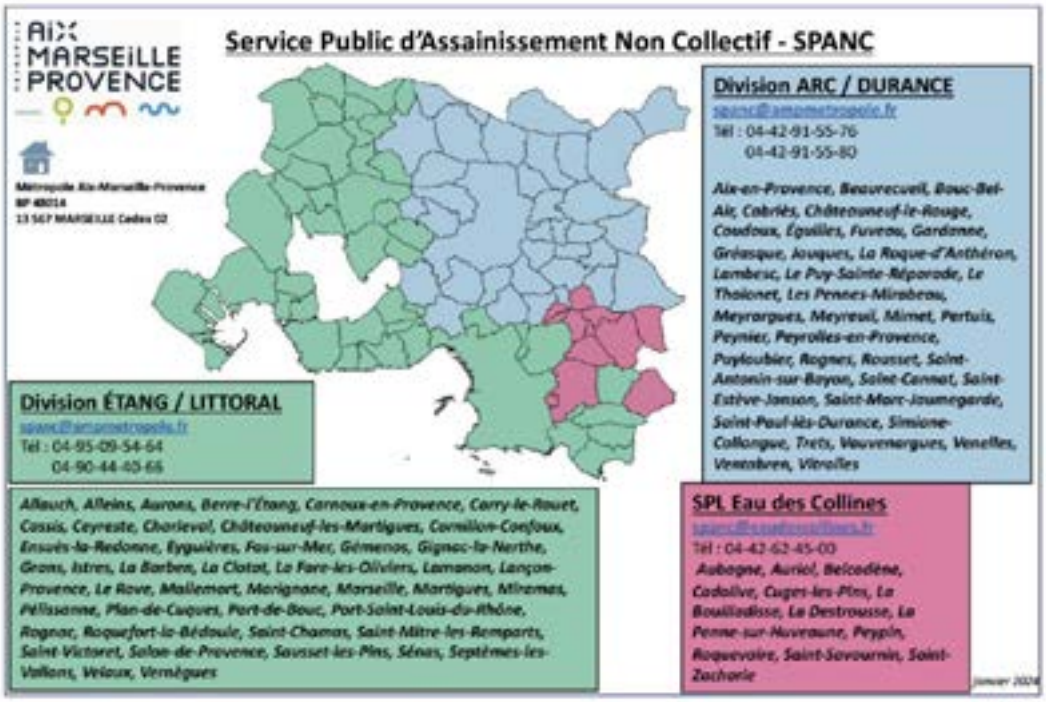

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Le comité syndical vote les délibérations, les budgets et les comptes administratifs ; approuve les projets d'investissements ; autorise le président à conclure les marchés et traite toutes les questions en rapport avec ses compétences sur l'ensemble de son territoire.

Le SDL assure les travaux d'investissement ainsi que la gestion directe et l'exploitation des services de l'eau et de l'assainissement par l'intermédiaire de sa régie intercommunale, dotée d'une autonomie financière sans autonomie morale.

L'exploitation du service public de l'assainissement non collectif est assurée par :

- 1 Service public de l'assainissement non collectif métropolitain (SPANC) qui couvre 80 communes,
- 1 Société publique locale, la SPL l'Eau des Collines qui a en charge des contrôles sur 12 communes.



# 2.
# FAITS MARQUANTS

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## 2. FAITS MARQUANTS

### Une nouvelle station d'épuration à Fos-sur-Mer, performante et écologique

Les travaux ont commencé le 8 juin 2020, et la station a été inaugurée à Fos-sur-Mer le 24 mai 2023. Le choix s'est porté sur la construction d'une station d'épuration à la pointe des dernières technologies, utilisant le traitement membranaire par procédé biologique Aqua-RM®.
La toiture du bâtiment d'exploitation a été équipée avec des panneaux photovoltaïques. L'esprit architectural rappelle l'origine de la région, les marais, les roselières tout en restant sobre. Il a été réalisé avec l'emploi de techniques de construction novatrices : par hydrogommage.

Montant de l'opération :
- Montant travaux 13,97 M€ HT
- Montant global 14,65 M€ HT (y compris études préalables et sondages)
- Subvention agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (RMC) : 0,7 M€
- Fonds de concours de la Ville de Fos-sur-Mer : 1,6 M€





### Une nouvelle station d'épuration à La Fare-les-Oliviers

Inauguration le 15 septembre 2023.

Le choix s'est porté sur la construction d'une station d'épuration de type boues activées à aération prolongée, amélioré d'un traitement physico-chimique du phosphore et d'une filtration de finition, faisant office de traitement tertiaire. Les eaux traitées rejoignent l'Arc via un fossé végétalisé.
Le traitement paysager emploie des essences méditerranéennes. Le système de goutte à goutte mis en place pour l'arrosage des haies est alimenté par les eaux traitées.

**Montant du marché travaux station et réseau de transfert : 5,2 M€ TTC** avec :
Subvention agence de l'eau RMC (STEP + Réseau de transfert) : 1,35 M€
Subvention Département : 0,54 M€



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024





## Mise en œuvre d'un dispositif d'accès aux besoins fondamentaux en eau et assainissement dans les squats et bidonvilles

L'accès à l'eau représente le 1er maillon pour encourager les trajectoires d'insertion des personnes et la résorption des sites d'habitats précaires.

En 2023, dans le cadre du Plan pauvreté contracté avec l'État, 200 000 € de subventions ont été allouées par la Métropole à deux associations : Solidarités International et Just, pour améliorer et sécuriser l'accès à l'eau et l'assainissement des populations en grande précarité vivants dans des squats et bidonvilles à Marseille.

Les dispositifs installés ont bénéficié à environ 700 personnes dont 200 enfants répartis sur 29 sites.

Ce dispositif représente une réelle innovation sociale au niveau national.



## Cuges-les-Pins, Aubagne, La Penne-sur-Huveaune : fin du déploiement de la télérelève des compteurs d'eau

Le déploiement de la télérelève s'est poursuivi sur les communes d'Aubagne, La Penne-sur-Huveaune et Cuges-les-Pins. L'année 2023 a été marquée par l'acquisition d'un nouveau logiciel de supervision (FluksAqua) dédié au suivi de la sectorisation et qui permet de faciliter l'exploitation par la SPL l'Eau des Collines de ces données par secteur.
En 2023, 8200 compteurs ont ainsi été renouvelés sur Aubagne, 2000 sur La Penne-sur-Huveaune et 2100 sur Cuges-les-Pins, soit la réalisation de 95% du déploiement à fin 2023 avec un premier passage effectué sur toutes les installations.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## Conférence des maires : face à la sécheresse, la Métropole agit et innove pour préserver la ressource en eau



*La Touloubre - Saint-Chamas*



*L'Huveaune – Roquevaire*



*L'Arc - Moulin de l'Arc - Trets*

Depuis plusieurs années, le territoire métropolitain subit une situation de sécheresse prolongée avec, notamment, un épisode particulièrement intense et sans précédent en 2022. Les cours d'eau les plus impactés -L'Arc, l'Huveaune, les Aygalades et la Touloubre amont- ont connu des situations d'alerte, voire de crise sur tout ou partie de leur linéaire.

Dans ce contexte national préoccupant, la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous l'impulsion de sa présidente, Martine Vassal, a réuni le 2 février 2023 les maires des communes du territoire afin de :

- mettre en discussion le partage de l'eau et faciliter l'interaction les différents acteurs (eau potable, agriculture, industries) ;
- proposer des scénarios aux élus et décideurs afin d'anticiper le manque d'eau et de prendre des décisions plusieurs mois avant une éventuelle crise ;
- permettre aux élus de disposer de leviers d'actions (économie d'eau, travaux de modernisation des canaux existants, optimisation de l'irrigation, baisse des débits) ;
- structurer les propositions politiques.

## Actions de communication

Mars 2023 :

- Solidarité internationale : le jeudi 30 mars 2023, au siège de la Métropole, au Pharo, a été inaugurée une exposition photographique baptisée « Veine de vie ». Ce reportage témoigne du travail accompli par l'association humanitaire eauSoleil-PACA pour installer un réseau d'eau potable dans un village de brousse d'Ampohibé, à Madagascar. Ce projet a été en partie financé par la Métropole en partenariat avec l'agence de l'eau à hauteur respectivement de 24 500€ et 48 821 €.
- Reportages sur la Journée mondiale de l'eau (recherche de fuite, installation de canalisations…)

Mai 2023 :

- Le forum Europe-Afrique des 15 et 16 mai 2023, organisé par *La Tribune* et *La Tribune Afrique* avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, ouvre un espace privilégié de débats et d'échanges pour renforcer la coopération entre les deux continents. Ce rendez-vous s'inscrit dans le cadre de la première Quinzaine Europe-Afrique, organisée jusqu'au 22 mai par la Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Juin 2023 :

- Campagne bons gestes (sécheresse eau)

Septembre 2023 :
- Journées européennes du patrimoine : visite des stations d'épuration de La Ciotat, d'Éguilles et de Châteauneuf-les-Martigues, visite guidée du bassin de Saint-Christophe à la Roque-d'Anthéron

Novembre 2023 :
- Salon Cycl'eau Arena-Aix : la Métropole était présente au « Village des partenaire » du salon professionnel Cycl'eau qui, deux jours durant, a réuni 70 acteurs institutionnels, entreprises et acteurs engagés pour la gestion et la préservation de la ressource.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# 3.
# LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## 3. LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE

### 3.1.Les chiffres clés de l'année 2023



**1,94 million d'habitants desservis (estimations)**



**496 563 abonnés**



**Plus de 130 millions de m³ vendus**



**102 unités de traitement**



**Rendement de 84,36%**



**7782 km de canalisations de distribution (hors branchement)**

### 3.2.Le patrimoine du service

#### 3.2.1. L'adduction et les ressources

Le canal de Marseille et ses ouvrages annexes

De tout temps, la gestion de l'eau a été une question sensible en Provence. Cette rareté faisait dire « *Eici, l'aigo es d'or* »* (« *ici l'eau c'est de l'or* »). Le manque d'eau et les problèmes d'hygiène expliquent les graves épidémies qui ont perduré jusqu'à la fin du XIXe siècle, comme la peste en 1347 et 1720, et le choléra en 1834 et 1884.

Dès la Renaissance, plusieurs projets, sans lendemain, visent à amener l'eau des montagnes au littoral provençal. En 1838, le maire de Marseille, Maximin Consolat, décide de réaliser un canal détournant vers Marseille une partie des eaux de la Durance issue des glaciers alpins. La loi du 4 juillet 1838 autorise les travaux. L'eau arrive dans Marseille le 19 novembre 1849.

Aujourd'hui, le canal de Marseille s'étend sur 177 km.
Il compte 2 barrages, celui de Saint-Christophe et celui de Réaltor, qui ont été construits pour réguler les eaux de la Durance.
Sur son parcours, le canal franchit des ruisseaux et des vallons, grâce à 23 aqueducs qui peuvent être en pierres maçonnées, en brique ou en béton.

*La Provence : « Eici l'aigo es d'or » *de Vautravers Constant, jounaliste et écrivain marseillais, cofondateur de l'École de journalisme de Marseille.*

La Métropole Aix-Marseille-Provence effectue les travaux de réhabilitation structurels du canal et de ses aqueducs qui ont en moyenne 150 ans d'âge.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

C'est la Société Eau de Marseille Métropole délégataire de la Métropole, qui a en charge l'entretien du canal et de ses ouvrages.



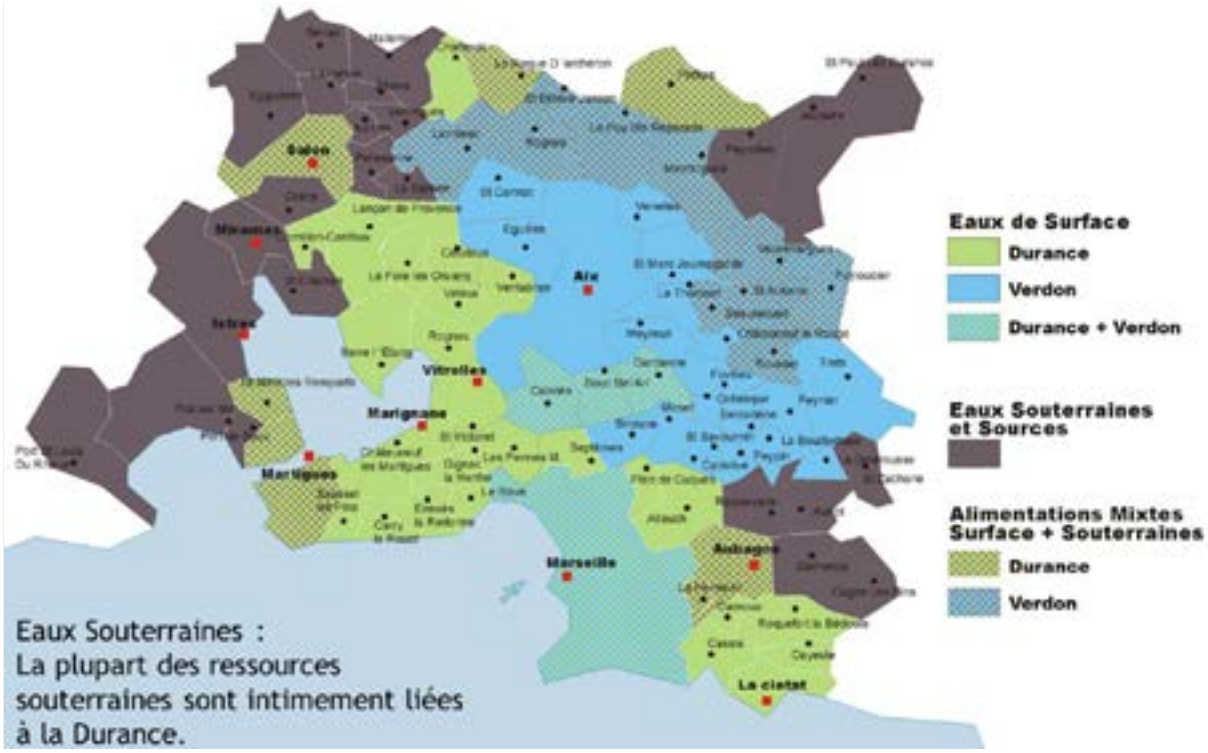

Le canal de Marseille
- 175 km dont 101 km de Branche mère
- 2 barrages
- 94 souterrains totalisant 26,8 km
- 23 aqueducs
- 36 communes alimentées
- 1,2 million d'habitants
- Plus de 170 Mm³/an, 15 m³s en pointe

## Le canal de Martigues

L'eau de la Durance alimente Martigues nord et Saint-Mitre-les-Remparts par le canal de Martigues. Elle est ensuite potabilisée à l'usine du Ranquet, située sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts.

C'est la Régie de l'Eau et de l'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues (REAPM) qui a en charge l'exploitation de cet ouvrage.

Les prélèvements d'eau de la collectivité et leur impact sur la ressource




Plus de 80 % des eaux sont issues des eaux superficielles.
Les eaux souterraines sont prélevées dans 47 forages, sources ou puits.

En 2023, la Métropole a prélevé 220 millions de $m^3$ d'eau contre 242 millions de $m^3$ en 2022.
Cette baisse notable s'inscrit dans le cadre de la politique d'économie de la ressource.

Les achats et ventes d'eau
La Métropole Aix-Marseille-Provence achète de l'eau :

- traitée :
  - à la Société du Canal de Provence ;
  - au Grand port maritime de Marseille.

- brute :
  - à la Société du Canal de Provence ;
  - à l'ASA Compagnie de Craponne.

Par ailleurs, la Métropole vend, par convention, de l'eau traitée à :

- la commune de Saint-Cyr-sur-Mer (Métropole Toulon Provence Méditerranée) ;
- au Grand Port Maritime de Marseille.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

La sécurisation de la ressource

L'adduction en eau potable d'un secteur est « sécurisée » lorsqu'au moins deux ressources distinctes sont ou peuvent être utilisées.

Quarante communes de la métropole sont complètement sécurisées, 8 communes sont partiellement sécurisées et 44 communes ne sont actuellement pas sécurisées (et disposent d'une seule ressource).

Le schéma directeur métropolitain de l'eau potable étudie les possibilités de sécurisation pour l'ensemble des communes.

#### 3.2.2. La production

102 unités de traitement pour la potabilisation permettent de produire 155 millions de m³ d'eau potable par an.

#### 3.2.3. Le stockage

398 réservoirs d'une capacité globale de 561 127 m³ assurent la desserte en eau potable des usagers de la métropole.

#### 3.2.4. Le réseau de distribution

En 2023, le linéaire du réseau d'eau potable (hors branchements) est de 7782 km.

| VP.077 Linéaire du réseau d'eau potable | | |
|---|---|---|
| 2022<br>7 751 km | **2023**<br>**7782 km** | Évolution<br>0,4 % |

Le linéaire de réseau est en augmentation de 0,4 % par rapport à l'année 2022.

### 3.3. La gestion des déchets

Les services de l'eau de la Métropole s'inscrivent dans une politique de tri et de valorisation des déchets. Par exemple, pour le service de l'eau gérant également le canal de Marseille 2 271,5 tonnes de déchets ont été triées et valorisées sur 2 281,1 tonnes en 2023. Le taux de tri et de valorisation des déchets s'établit à 99,6 % en 2023.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

### 3.4.La qualité de l'eau

L'établissement des périmètres de protection des captages
En 2023, l'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau est de 43,48%.

| P.108.3 Indice d'avancement de la protection de la ressource | |
|---|---|
| 2022<br>43 % | **2023**<br>**43,48%** |

Les indices sont consolidés en les pondérant par le volume qui est produit à partir de chaque point de prélèvement.

Au niveau national, l'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau est de 77 % [1].

Des procédures sont en cours et permettront d'améliorer l'indice d'avancement de la protection des ressources en eau du territoire métropolitain, avec notamment la procédure d'établissement des périmètres de protection du canal de Marseille.

Les analyses et contrôles périodiques

Des analyses et contrôles périodiques, réalisés par les exploitants dans le cadre de l'autosurveillance, permettent de s'assurer de la qualité de l'eau brute des ressources et de l'eau distribuée au robinet.

L'Agence régionale de santé (ARS) réalise également des contrôles sanitaires officiels chaque année sur les eaux brutes et les eaux traitées.

L'ensemble des résultats d'analyses du contrôle sanitaire est disponible sur le site internet du ministère de la Santé et de la Prévention : https://sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau

Ces analyses permettent le calcul de deux taux de conformité.

| P101.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées du point de vue bactériologique | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 2019<br>99,93 % | 2020<br>99,88 % | 2021<br>99,95 % | 2022<br>99,73 % | **2023**<br>**99,81 %** |

[1] *Toutes les valeurs nationales présentées dans ce rapport sont issues du rapport de l'Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement de juin 2024 - Panorama des services et de leur performance en 2022.*



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

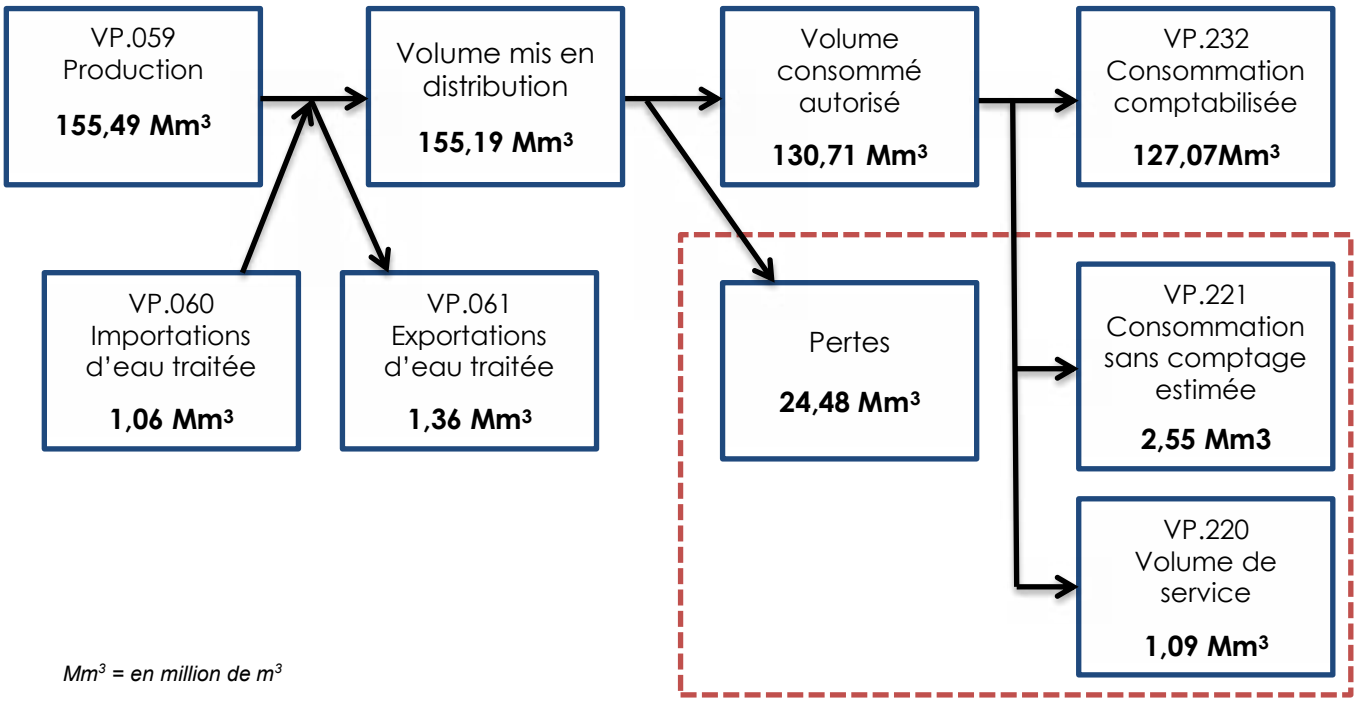
| P102.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées du point de vue physico-chimique | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 2019<br>99,86 % | 2020<br>99,89 % | 2021<br>99,87 % | 2022<br>99,84 % | **2023**<br>**99,81 %** |
| **Bilan : eau d'excellente qualité depuis plusieurs années** | | | | |

Les taux de conformité sont relativement stables depuis 2019 et au-dessus des taux nationaux (98,5 % pour la conformité microbiologique de l'eau au robinet et 98,8 % pour la conformité physico-chimique de l'eau au robinet).

## 3.5.La distribution

### 3.5.1. Le rendement

Le bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2022




*Mm³ = en million de m³*

D'après la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 – annexe IV, la définition des termes indiqués sur le schéma est la suivante :

- Production (volume produit) : volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution ;
- Volume mis en distribution : somme du volume produit et du volume acheté en gros (importations) diminuée du volume vendu en gros (exportations) ;



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

- Importations (volume acheté en gros) : volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur ;
- Exportations (volume vendu en gros) : volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Les ventes d'eau à des industriels ne sont pas des ventes en gros, mais des ventes à des abonnés de type industriel ;
- Consommation sans comptage : volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation ;
- Consommation comptabilisée : volume résultant des relevés des appareils de comptage des abonnés ;
- Volume de service : volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Les volumes importés et exportés pris en compte sont ceux transitant depuis ou vers des services extérieurs au territoire métropolitain.

La performance du réseau

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part, le volume consommé autorisé augmenté des volumes vendus à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part, le volume produit, augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable.

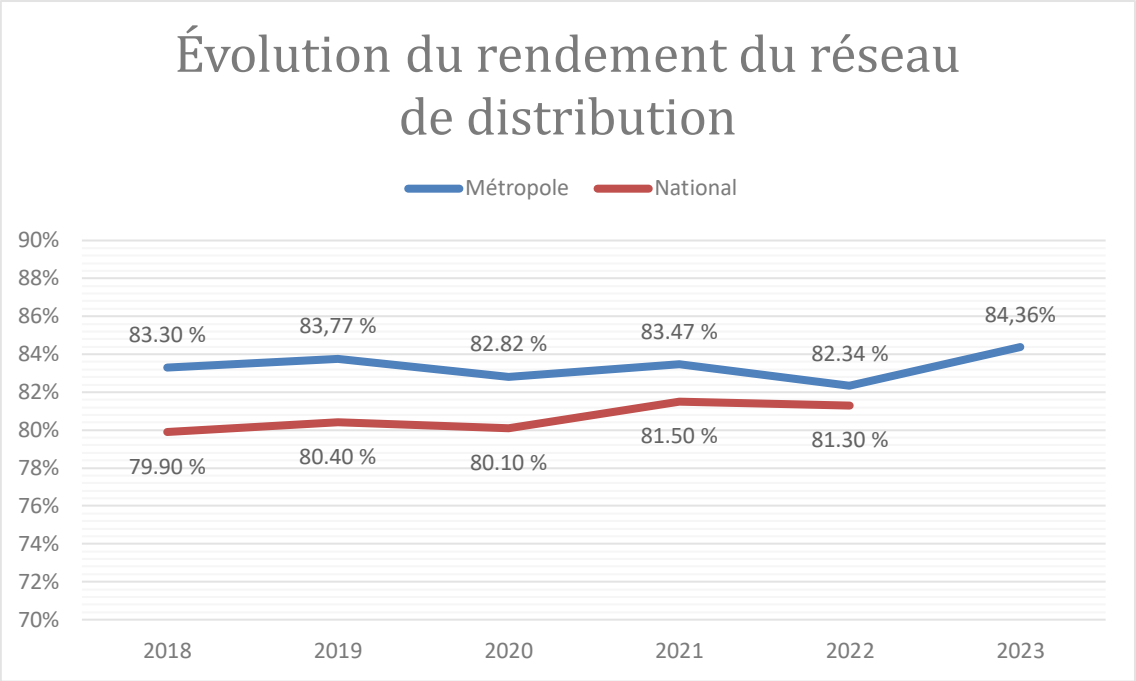
Cet indicateur est essentiel car il indique le niveau de vétusté du réseau et son efficacité. On peut le qualifier de bon à l'échelle du territoire métropolitain avec des secteurs identifiés qui nécessitent des actions.

En 2023, le rendement du réseau est de **84,36 %.**

| P. 104.3 Rendement du réseau | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | **2023** |
| 83,77 % | 82,82 % | 83,47 % | 82,34 % | **84,36%** |

Le rendement du réseau est en nette augmentation par rapport à l'année 2022 et reste toujours au-dessus de la moyenne nationale qui se situe à 81,3 %. La Métropole a engagé des travaux importants de renouvellement et de lutte contre les fuites, notamment sur les communes dont le rendement du réseau est inférieur aux seuils fixés par décret (Plan d'action rendement voté en décembre 2023 : Jouques, Rognes et Port-de-Bouc).


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024




L'indice linéaire des volumes non comptés évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage.

En 2023, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 9,90 m³/km/jour.

| P. 105.3 Indice linéaire des volumes non comptés | |
|---|---|
| 2022<br>11,3 m³/km/j | **2023**<br>**9,90 m³/km/j** |

Au niveau national, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 3,3 m³/km/j.
La densité de population raccordée au réseau (caractère urbain du service) explique que l'indicateur métropolitain est supérieur à l'indicateur national.

Les indices linéaires de pertes permettent de caractériser l'état ou le fonctionnement d'un réseau. Ce sont en outre des indicateurs intéressants, car ils permettent de comparer les réseaux de collectivités dont l'étendue et le degré d'urbanisation sont très distincts en les rapportant à des valeurs de référence.

En 2023, l'indice linéaire de pertes (P106.3) est de 8,62 m³/km/jour.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| P. 106.3 Indice linéaire de pertes | |
|---|---|
| 2022<br>10,2 m³/km/j | **2023**<br>**8,62 m³/km/j** |

Au niveau national, l'indice linéaire de pertes est de 3,7 m³/km/j. La densité de population raccordée au réseau (caractère urbain du service) explique que l'indicateur métropolitain est supérieur à l'indicateur national.

### 3.5.2. La gestion patrimoniale

La connaissance du patrimoine

Cet indice permet d'évaluer le niveau de connaissance du réseau d'eau potable et de suivre son évolution.
En 2023, l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable est de113 points.

| P. 103.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable | |
|---|---|
| 2022<br>112 points/120 | **2023**<br>**points 113/120** |

Il est nettement supérieur à la moyenne nationale qui est de 103 points.

Plusieurs actions sont mises en œuvre pour améliorer le rendement :
- Renouvellement des conduites et branchements,
- Régulation de pression,
- Sectorisation,
- Fiabilité du comptage,
- Recherche de fuites,
- Maîtrise de l'usage de l'eau sur la voie publique,
- Évolution des outils métiers.

Le renouvellement des réseaux

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel, calculé sur les cinq dernières années, du réseau d'eau potable, par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

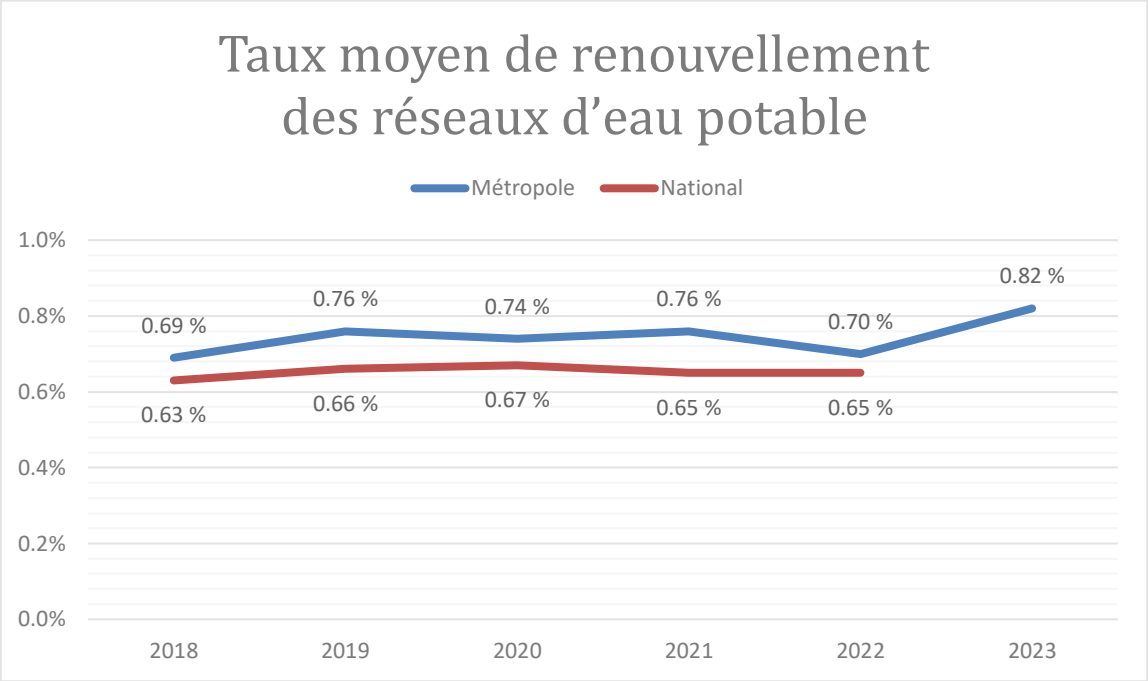
En 2023, le taux moyen de renouvellement des réseaux est de 0,82 %.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| P. 107.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux | |
|---|---|
| 2022<br>0,70 % | 2023<br>0,82 % |

Le taux moyen de renouvellement des réseaux de du territoire métropolitain est en hausse par rapport à 2022, et il reste supérieur à la moyenne nationale qui est de 0,65 %.




## 3.6.La gestion financière

### 3.6.1. Le taux d'impayés

Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service évalue l'efficacité des mesures de recouvrement.

En 2023, le taux d'impayés sur les factures d'eau est de 2,62 %. Il est en baisse par rapport à 2022 mais reste plus élevé que la moyenne nationale qui se situe à 1,90 %.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| P. 154.0 Taux moyen d'impayés sur les factures d'eau | |
|---|---|
| 2022<br>2,97 % | **2023**<br>**2,62 %** |

Il est à noter que la loi n°2013-312 du 15 avril 2013 dite « loi Brottes » interdit aux distributeurs de couper l'arrivée d'eau ou d'en réduire le débit dans un logement, lorsqu'un client ne paye plus ses factures. Cette loi diminue fortement les actions de coercition en cas d'impayés.

### 3.6.2. Les dégrèvements

Les dégrèvements au titre de la loi Warsmann

Les conditions et modalités selon lesquelles un abonné d'un immeuble à usage d'habitation peut bénéficier d'un écrêtement de sa facture d'eau, lorsqu'une fuite sur une canalisation après compteur est constatée, sont détaillées dans le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012, pris en application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, dite « loi Warsmann ».

Quelques chiffres :

| | SEMM | REPA | REAPM | SPL | APE | IOP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Volumes écrêtés (en m³)** | 324 829 | 60 723 | 66 731 | 106 772 | NR | 167 279 |
| **Nbre d'abonnés concernés** | 715 | 128 | 173 | 168 | 434 | 381 |
| **Montant des dégrèvements** | 563 k€ | 94 k€ | 30 k€ | 202 k€ | 379 k€ | NR |

Les autres dégrèvements

En plus du dispositif prévu par la « loi Warsmann », la Métropole a prévu des modalités d'écrêtement (cas d'incendie). Ces modalités sont précisées dans la délibération TCM 004-8709/20/CM du 15 octobre 2020.

### 3.6.3. Les données financières du service

Les budgets annexes eau sur l'ensemble du territoire métropolitain sont globalement en bonne santé financière.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

L'état de la dette

Au 31 décembre 2023, la durée d'extinction de la dette est de 2,72 années (contre 2,39 en 2022). Elle est inférieure à la moyenne nationale de 3 années.

| P. 153.2 Durée d'extinction de la dette au 31/12/2023 : 2,72 années | | | |
|---|---|---|---|
| Recettes réelles 36,70 M€ | Dépenses réelles 19,54 M€ | Épargne brute 17,15 M€ | Capital restant dû au 31/12/2023 46,68 M€ |

### 3.6.4. Les contributions à un fonds de solidarité

La Métropole Aix-Marseille-Provence a versé plus d'1,6 M€ à des fonds de solidarité en 2023.
Dans la conjoncture actuelle marquée par une précarité grandissante, des fonds ont été largement mobilisés pour l'aide aux plus démunis (aides CCAS, copropriétés en difficulté, squats et bidonvilles).
Le détail des contributions à ce fonds est exposé à l'article 6.2.2 « Fonds de solidarité ».

Ainsi, le montant des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité représente 0,0128€ par m³, en nette progression par rapport à 2022 et très largement supérieur à la moyenne nationale qui est de 0,007 €/m³.

| P. 109.0 Montant des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité | |
|---|---|
| 2022 0,0045 €/m³ | **2023 0,0128€/m³** |

## 3.7. Les études et travaux

La Métropole engage chaque année un programme ambitieux de travaux structurants et d'études, et confie à ses exploitants certains travaux. En 2023, le montant total des investissements s'élève à plus de **75,1 M€** (Métropole, 36,9 M€ et 38,2 M€ engagés par les exploitants)

### 3.7.1. Les études de la Métropole

Les principales études en cours, en 2023, sont les suivantes :

- Pompage essais du forage à Roquevaire ;
- Schéma directeur du SIBAM ;


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

- Étude de la construction d'un réservoir d'eau potable de 1 500 m³, et réseaux associés – Cassis ;
- Étude de la création de postes de chloration relais sur le réseau de distribution de Marseille ;
- Étude de la sécurisation des opérations de délimonage du bassin d'eau brute de Saint-Christophe ;
- Étude du raccordement du réseau de transport d'eau filtrée ouest Marseille au réservoir de Sausset village ;
- Étude de la sécurisation de l'alimentation en eau brute de l'usine de production d'eau potable de Sainte-Marthe, à Marseille ;
- Études de la modernisation et de la sécurisation du complexe de production d'eau potable du Vallon Dol, à Marseille 14e arrondissement,
- Poursuite de l'étude du schéma directeur métropolitain de l'alimentation en eau potable avec définition des différents scénarios de sécurisation des systèmes depuis la ressouce jusqu'à la production ;
- Étude de modernisation et d'extension de l'usine de production des Giraudets sur la commune des Pennes-Mirabeau, avec intégration de l'usine Chabal ;
- Étude de modernisation de l'usine de production de Sainte-Marthe (Marseille).

### 3.7.2. Les travaux neufs

<u>Sous maitrise d'ouvrage de la collectivité</u>

Elle assure principalement la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre d'opérations de travaux structurants et d'équipements nouveaux.

Les principaux travaux neufs réalisés en 2023 sont les suivants :

- Réseaux : Réalisation de plus de 21 km d'extension de canalisations
- Mise en sécurité de la galerie de la Batarelle :

La galerie de la Batarelle (longueur 1 000 ml / diamètre 7 m) est une infrastructure du canal de Marseille.
Elle a été excavée dans les années 1970 en méthode traditionnelle, à l'explosif et sans soutènement. Les microfracturations de surface, en voute, entrainent des chutes de cailloux faisant peser un risque sur les biens et les personnes. Depuis 2016, la galerie est consignée, tout en assurant sa fonction de galerie technique pour des réseaux de transfert d'eau brute d'eau potable. Après la réalisation de campagne de dépollution pyrotechnique, d'études géotechniques et de conception, la galerie a été sécurisée selon des profils divers à base de cintres acier, treillis, béton projeté et complexe drainant.
Montant d'opération 10 M€HT
Travaux achevés en février 2024


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024



*Pose des treillis pour soutènements*

- Équipement du forage des Chénerilles : essais de pompage – Le Puy-Sainte-Réparade
- Retubage du captage et nettoyage du captage alternatif EDF à Peyrolles-en-Provence
- Fin du chantier de restructuration des réseaux d'eau potable des quartiers de Saint-Pierre et Saint-Julien, à Martigues. Ce chantier, a permis de renouveler environ 16 km de canalisations vétustes et ainsi économiser environ 250 000 m³ par an.
- Poursuite du chantier de renouvellement des réseaux vétustes et fuyards du quartier de la Lèque à Port-de-Bouc, soit 1,1 km. Ce chantier sera terminé à la fin du premier trimestre 2024.
- Travaux de chemisage des canalisations pour un montant global de 587 k€.

  Ces travaux, subventionnés à hauteur de 50 % par l'agence de l'eau, ont permis de consolider 1,6 km de canalisations sur les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts.
- Confortement de la dérivation du canal de Marseille Camoin-Aubagne, sur le tronçon Fabres/Vidale à Marseille 11e.

La dérivation Camoin-Aubagne chemine à flanc de colline, dans le massif forestier du Garlaban. Le tronçon du canal, situé entre les souterrains des Fabres et de la Vidale, est fondé sur des sols argileux de mauvaise tenue sensible à l'eau. Ce tronçon était affecté par de nombreux désordres risquant d'entrainer la rupture de l'adduction et d'impacter les zones urbanisées denses en contrebas.
Les travaux ont consisté à sécuriser définitivement le tronçon par une buse PRV DN1500 autoporteuse sur 550 ml fondée sur micropieux.

Montant de l'opération : 2 M€ HT
Travaux achevés en mars 2024





*Mise à sec du tronçon et atelier de micropieux*

Les principaux travaux neufs réalisés par les exploitants sont les suivants :

- Réseaux : réalisation de plus de 7 km d'extension de canalisations
- Installation de la ferme photovoltaïque STEP La Roque-d'Anthéron (290 m²/ 148 panneaux)
- Mise en place de la télérelève sur Aubagne, La Penne-sur-Huveaune, Cuges-les-Pins
- Forage d'exploration de Puyricard à Cuges-les-Pins qui a permis la découverte d'une nouvelle ressource productive qui permettra une réelle sécurisation de l'alimentation en eau potable de la commune de Cuges-les-Pins en cas de sécheresse. Objectif : mise en exploitation pour 2024
- Fin du chantier de réhabilitation et automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis :

  Création de 4 filtres à sable ouverts en lieu et place des filtres existants, et d'une nouvelle galerie technique avec automatisation du fonctionnement global pour optimiser la production et réduire les pertes en eau.

  Montant final des travaux : 1 832 079,43 € HT
  Durée des travaux : 20 mois
  Démarrage des travaux le 04/10/202. Fin des travaux le 03/06/2023.



*Ancien filtres / nouveaux filtres – Usine de production d'eau potable de Cassis*

- Projet de sécurisation en eau potable du quartier dit de La Chevalière – Aix-en-Provence :

  Dans de cadre de l'urbanisation croissante et afin de sécuriser l'alimentation en eau potable de ce secteur, la régie a lancé, en 2023, un projet d'extension du réseau d'eau potable entre la RD7n (Célony) et l'échangeur des pompiers RN296 (impasse des Dapalis). À terme, le quartier de La Chevalière sera desservi par l'usine de Puy du Roy. Cette opération permettra aussi d'augmenter la pression de service dans cette zone. Compte tenu de l'importance du financement de cette opération, les travaux ont été découpés en plusieurs phases pour un linéaire total proche de 2,3 km de conduites d'eau potable.
  Au 31/12/2023 : 1460 ml de conduite Ø 300 et Ø 200 ont été réalisés.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

### 3.7.3. Les travaux de réhabilitation et de renouvellement

Sous-maitrise d'ouvrage de la collectivité

Les principaux travaux de réhabilitation et de renouvellement réalisés en 2023 par la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Réseaux : renouvellement de près de 23 km
- Réhabilitation d'une partie du canal de Martigues (eau brute)
- Usine de Saint-Barnabé, à Marseille : reprise de l'étanchéité du réservoir 7 000 m³ d'eau filtrée pour la pose de panneaux photovoltaïques (en attente). Les travaux se sont finalisés au mois de mars
- Usine de Valtrède : travaux de sécurisation et de mise en conformité des ouvrages
- Fin de la restauration de l'aqueduc de Roquefavour. Depuis juin 2020, l'aqueduc de Roquefavour a fait l'objet d'un chantier exceptionnel qui a duré près de 44 mois, dans le but de stopper sa dégradation naturelle et de sécuriser l'édifice. Dans un premier temps, les désordres observés sur l'aqueduc menaçaient son fonctionnement et l'application de sa mission première : le transport d'eau brute vers l'agglomération de Marseille. À terme, c'est toute la tenue structurelle des ouvrages hydrauliques situés sur les tabliers supérieurs qui est grandement fragilisée. Par ailleurs, les chutes de pierres menaçaient la route départementale ainsi que la voie ferrée qui relie Aix-en-Provence à Rognac, que l'aqueduc surplombe. Des pierres étaient régulièrement retrouvées en pied de l'aqueduc et des opérations de purges pour sécuriser les voies ont été réalisées sans offrir de solution pérenne. Il s'agit de travaux structurels avec le remplacement de certains blocs de pierre trop abîmés, le traitement de ceux encore en assez bon état, et un travail d'étanchéité avec la protection des tabliers (parties plates sous les arches) des eaux de ruissellement. Le sommet de l'aqueduc, qui accueille le conduit où transite l'eau, a également été repris et étanchéifié. Le montant du projet s'élève à 16,8 millions d'euros HT, financé à 60 % par le budget annexe de l'eau, le solde du financement étant assuré par une subvention de l'État (Direction régionale des affaires culturelles) au titre des monuments historiques pour 2,9 M€, et par l'agence de l'eau pour 3,5 M€.



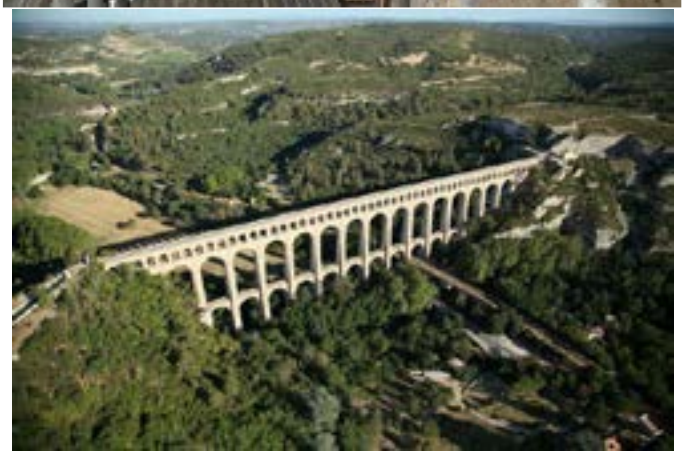


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024









<u>À la charge des exploitants</u>
Les exploitants réalisent des travaux de renouvellement des équipements et d'ouvrages, en fonction de leurs obligations contractuelles.

Les principaux projets réalisés en 2023 sont les suivants :

- Réseaux : renouvellement de près de 40 km
- Renouvellement plus de 16 000 compteurs


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# 4.
# LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## 4.1.Les chiffres clés de l'année 2023



**1 832 273 habitants desservis (estimation)**



**417 074 abonnés**



**97,26 Mm³ facturés**



**27 801 tonnes de boues évacuées**



**71 stations d'épuration / 3 099 931 EH**



**5523 km de réseaux de collecte**

## 4.2.Le patrimoine du service

### 4.2.1. La collecte

En 2023, le linéaire du réseau d'assainissement (hors branchements) est de **5523** km.

| VP.077 Linéaire de réseau d'assainissement | | |
|---|---|---|
| 2022<br>5466 km | **2023**<br>**5523 km** | Évolution<br>+1,04 % |

Le linéaire de réseau 2023 est en augmentation de 1,04 % par rapport à l'année 2022. Il comporte 444 km de réseau unitaire et 5079 km de réseau d'eaux usées (séparatif).

### 4.2.2. Le traitement

En 2023, les 71 unités de traitement d'une capacité nominale totale de plus de 3 millions EH, ont permis de traiter plus de 117 millions de mètres cubes d'eaux usées.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

### 4.3.Le réseau de collecte

Le bilan de l'exploitation

Diagnostic permanent : le diagnostic permanent est un outil de connaissance du fonctionnement réel du réseau qui vise à orienter le programme d'exploitation et d'investissement pour réduire l'impact du système d'assainissement sur le milieu récepteur, au regard d'enjeux environnementaux et sanitaires.
Sa mise en œuvre a été rendue obligatoire par l'arrêté du 21 juillet 2015 pour les systèmes d'assainissement supérieurs ou égaux à 10 000 équivalents-habitants depuis 2020.

La communication vers les autorités administratives s'effectue au travers du manuel d'autosurveillance qui décrit le diagnostic permanent mis en place et du bilan annuel de fonctionnement qui intègre les éléments du diagnostic du système d'assainissement (démarche, données issues de ce diagnostic et actions entreprises ou à entreprendre pour répondre aux éventuels dysfonctionnements constatés).

En 2023, le nombre de points de curage fréquent du réseau est de 6,63 /100 km.

| **P252.2 Nombre de points de curage fréquent du réseau** | |
|---|---|
| 2022<br>6,48 / 100 km | **2023**<br>**6,63 / 100 km** |

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

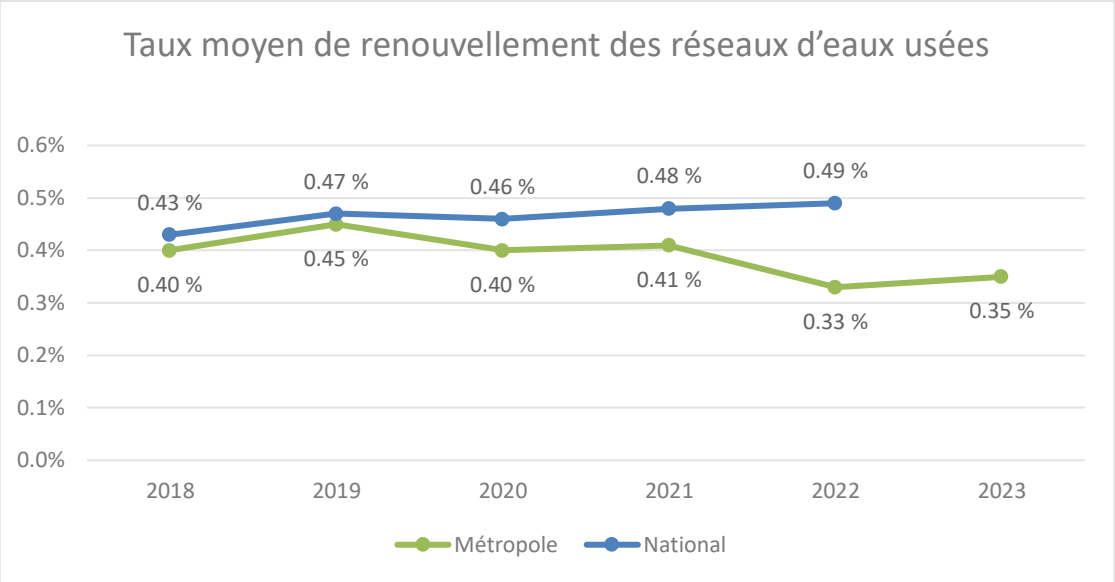
Le nombre de points de curage est en légère hausse par rapport à 2022 et reste au-dessus de la moyenne nationale de 4,6 / 100 km.

La gestion patrimoniale du réseau de collecte
Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel, calculé sur les cinq dernières années, du réseau d'eaux usées, par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

En 2023, le taux moyen de renouvellement des réseaux est de 0,35 %.
Il est en légère hausse par rapport à 2022 mais reste inférieur à la moyenne nationale qui est de 0,49 %.

| **P253.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement** | |
|---|---|
| 2022<br>0,33 % | **2023**<br>**0,35 %** |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024




L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement permet d'évaluer le niveau de connaissance du réseau et des branchements et l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'assainissement.

Cet indice est de 76 points sur 120 en 2023 ; il est en légère baisse par rapport à 2022 mais reste très supérieur à la moyenne nationale qui est de 67 points /120. Il tend toutefois à s'améliorer grâce aux actions suivantes : missions d'enquêtes et récolement de réseaux, amélioration de la cartographie, du SIG…

| **P202.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'assainissement** | |
|---|---|
| 2022<br>80 points /120 | **2023**<br>**76 points /120** |

L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau de connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles) des réseaux de collecte des eaux usées, au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution…).
Cet indicateur est de 104 points sur 120 en 2023. Il s'améliore et continue à être nettement supérieur à la moyenne nationale qui est de 86 points /120.

| **P255.3 Indice de connaissance des rejets au milieu naturel** | |
|---|---|
| 2022<br>102 points /120 | **2023**<br>**104 points /120** |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

La gestion des eaux usées non domestiques

En 2023, le nombre d'autorisations de déversements d'effluents non domestiques est de 231.

| D202.0 Nombre d'autorisations de déversements d'effluents non domestiques | |
|---|---|
| 2022 | **2023** |
| 246 | **231** |

Cet indicateur D.202.0 comptabilise le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau public de collecte, en application et conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique.

Le nombre d'autorisations de déversements d'effluents non domestiques est en baisse par rapport à 2022, à cause du renouvellement administratif en cours de certains arrêtés.

L'état des lieux réalisé en 2022 sur l'opération collective des industriels a mis en évidence des difficultés de mise en œuvre sur certains secteurs (techniques, administratives, moyens humains…). La procédure métropolitaine est en cours d'harmonisation.

### 4.4.Les ouvrages d'épuration

Les contrôles périodiques d'autosurveillance, ainsi que les contrôles inopinés de la police de l'eau, permettent de déterminer le taux de conformité des stations d'épuration aux arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

| P254.3 Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel | |
|---|---|
| 2022 * | **2023 ** ** |
| 96,6 % | **97,8 %** |

* Au titre de l'année 2022, les conclusions de l'évaluation annuelle des confomités des systèmes d'assainissement de la préfecture ont permis d'établir la liste des 26 systèmes classés non conformes suivants : Marseille – Iles du Frioul, Auriol – Vallée de l'Huveaune, Cuges-les-Pins, Miramas – Saint-Chamas, Bouc-Bel-Air – Simiane, Rognac, Eyguières, Éguilles, Lançon chef-lieu, Saint-Cannat, Charleval, Alleins, Puyloubier, Cornillon-Confoux, Vernègues – Cazan, Beaurecueil, centre sportif de Cabriès, Aix-Pioline, Coudoux – Ventabren – Velaux, Fuveau – Gréasque, Châteauneuf-le-Rouge, Saint-Paul-lez-Durance, Châteauneuf-le-Rouge Gavotte, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Antonin-sur-Bayon et Martigues – Port-de-Bouc.

** Dans l'attente du jugement préfectoral
Ce taux est en progression en 2023 ; il est supérieur à la valeur nationale qui est de 96,6 %. Sur chacun de ces sites, des actions sont identifiées avec une mise en œuvre planifiée.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## 4.5.La gestion des déchets

La gestion des boues

L'élimination des boues est à la charge de l'exploitant dans le cadre de filières réglementaires agréées par l'agence de l'eau. À ce titre, il est notamment responsable du respect et du suivi des conventions, existantes ou à établir, relatives à l'élimination des boues.

Les filières d'élimination des boues doivent tenir compte de la politique d'incitation financière de l'agence de l'eau en vigueur à la date d'effet du contrat, afin de faire bénéficier la Métropole de l'impact positif de ces filières sur la prime à l'épuration du système d'assainissement du territoire métropolitain.

En 2023, 27 801 tMS (tonnes de matières sèches) de boues issues des stations d'épuration ont été évacuées.

| **D203.0 Quantité de boues issues des stations d'épuration** | |
|---|---|
| 2022<br>25 926 tonnes | **2023**<br>**27 801 tonnes** |

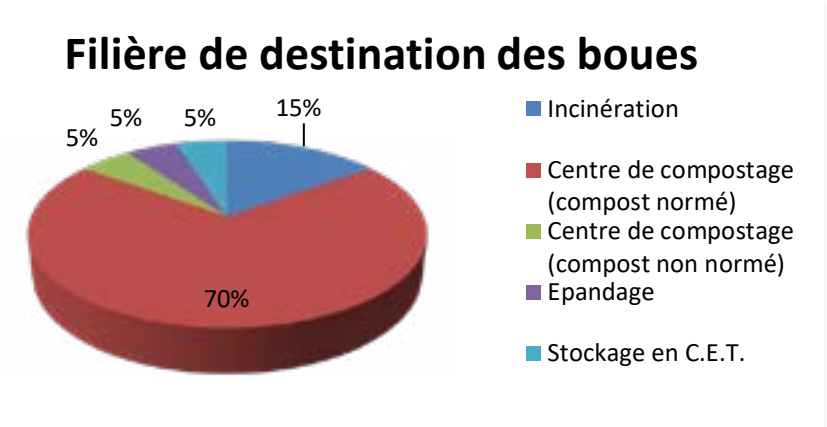
Il s'agit des boues produites par les stations d'épuration et qui sont évacuées en vue de leur valorisation ou élimination. Cet indicateur ne prend pas en compte les sous-produits, les boues de curage et les matières de vidange qui transitent par la station sans être traitées par les files eau ou boue de la station.

100 % des boues issues des stations d'épuration sont évacuées selon une filière conforme. Le taux est stable par rapport à 2022 et supérieur à la moyenne nationale de 99,7 %.

| **P206.3 Pourcentage des boues évacuées selon une filière conforme** | |
|---|---|
| 2022<br>100 % | **2023**<br>**100 %** |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024




La majorité des boues est compostée dans le respect de la norme NFU 44-051.

La gestion des autres sous-produits
Les déchets des stations de traitement des eaux sont constitués de :

- refus de grilles ;
- sables extraits ;
- flottants qui sont évacués avec les refus de grilles.

Ces déchets sont évacués vers des C.E.T. (centre d'enfouissement technique) de classe II.

## 4.6.La gestion financière

### 4.6.1. Les volumes facturés

Les volumes facturés en 2023 sont de 97,3 Mm³.

### 4.6.2. Le taux d'impayés

En 2023, le taux moyen d'impayés sur les factures d'assainissement est de 3,25 %. Il est en légère baisse par rapport à 2022 et se situe au-dessus de la moyenne nationale qui est de 2,2 %.

| P. 257.0 Taux moyen d'impayés sur les factures d'assainissement | |
|---|---|
| 2022 | **2023** |
| 3,37 % | **3,25 %** |

### 4.6.3. Les données financières du service

L'état de la dette
Au 31 décembre 2023, la durée d'extinction de la dette est de 5,08 années (contre 3,87 en 2022) ; elle est supérieure à la moyenne nationale qui est de 4,7 années.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| P. 256.2 Durée d'extinction de la dette au 31/12/2023 : 5,08 années | | | |
|---|---|---|---|
| Recettes réelles<br>47,82 M€ | Dépenses réelles<br>20,47 M€ | Épargne brute<br>27,35 M€ | Capital restant dû au 31/12/2023<br>139,04 M€ |

### 4.7. Les études et travaux

La Métropole engage chaque année un programme ambitieux de travaux structurants et d'études et confie à ses exploitants certains travaux. En 2023, le montant total des investissements s'élève à plus de **72,2 M€** (Métropole, 53,2 M€ et 19,0 M€ engagés par les exploitants)

#### 4.7.1. Les études de la Métropole

Les principales études réalisées par la Métropole en 2023 sont les suivantes :

- Poursuite du schéma directeur métropolitain de l'assainissement avec la définition de differents scénarios permettant d'anticiper les évolutions réglementaires et d'anticiper « demain » : impact du changement climatique, réutilisation des eaux usées traitées (REUT), valorisation des boues d'épuration, réduction des gaz à effet de serre (GES) et économie circulaire ;
- Poursuite du schéma directeur du SIBAM ;
- Diagnostic RSDE Gémenos et Plan-de-Cuques ;
- Exécution du schéma directeur assainissement sur le Territoire de la REPA : l'objectif de cette étude est de définir une stratégie permettant une gestion optimale de ses systèmes assainissement existants et à venir, dans le respect de la réglementation en vigueur et en cohérence avec la démarche métropolitaine ;
- Lancement d'une étude de faisabilité Nouvelle STEP Saint-Paul-lez-Durance : le système d'épuration des eaux usées de la commune de Saint-Paul-lez-Durance de type lagunaire ne permet plus de traiter les futurs rejets liés à l'évolution du PLUi. Une étude de faisabilité a été lancée en 2023. Elle permet de dimensionner la future STEP, d'aborder les contraintes techniques du site et de proposer différents types épuratoires, qui seront étudiés dans le cadre d'une étude d'impact et permettra de retenir un type de système d'épuration et de fixer la qualité du rejet ;
- Étude de faisabilité station d'épuration d'Éguilles ;
- Schéma directeur Salon, Pélissanne, Aurons, La Barben ;
- Analyse des modes de défaillance - Étude sécurisation (Pays d'Aix)
- Contrat de recherche et développement partagé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université (AMU) relative à la présence et à l'impact de perturbateurs endocriniens dans les eaux usées :

  Ce contrat, d'une durée de trois ans, comporte des campagnes de recherche des substances ayant un effet de perturbation endocrinienne et l'interprétation des données.

  La participation financière de la Métropole s'élève à 526 664,00 € HT, sans les coûts internes de fonctionnement. En considérant la totalité des coûts (internes et participation financière) de la Métropole et de l'AMU, le montant total de l'étude s'élève à 1 496 973 € HT.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

### 4.7.2. Les travaux neufs

Sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité

Les principaux travaux neufs réalisés en 2023 sont les suivants :

- Réseaux : réalisation de plus de 22 km d'extension de canalisations ;
- Création d'un réseau DN400 avenue du 8-Mai-1945, à Marignane ;
- Création d'un limiteur de débit à la station d'épuration d'Ensuès-la-Redonne ;
- Lutte contre les odeurs grâce à la création de 20 postes de stockage et d'injection de nitrate de calcium et d'un stockage relais :

L'hydrogène sulfuré ($H_2S$)peut s'accumuler dans le réseau d'assainissement. Il est responsable d'odeurs nauséabondes, de corrosion des tuyaux, et il très dangereux à plus forte concentration. Il se forme en anaérobie par l'action de bactéries sulfato-réductrices.
L'apport de nitrate de calcium $Ca(NO_3)_2$ dans les eaux usées inhibe la formation d'$H_2S$ en maintenant un état d'anoxie via l'oxygène lié présent dans les nitrates.
La création de postes d'injection de nitrate de calcium s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'$H_2S$ et les nuisances olfactives, dans le périmètre de collecte du réseau unitaire marseillais.
Montant d'opération 1 300 000 €HT
Travaux achevés en janvier 2024



*Exemple de poste hors sol*

À la charge des exploitants

Les principaux travaux neufs réalisés en 2023 par les exploitants sont les suivants :

- Mise en place de nouveaux équipements à la STEP de Cuges-les-Pins pour assurer la conformité des rejets ;
- Installation ferme photovoltaïque STEP La Roque-d'Anthéron (290 m²/ 148 panneaux).



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

### 4.7.3. Les travaux de réhabilitation et de renouvellement

Sous maitrise d'ouvrage de la collectivité

Les principaux travaux de réhabilitation et de renouvellement réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence réalisés en 2023 sont les suivants :

- Réseaux : renouvellement de plus de 16 km de réseaux ;
- Restructuration des bâches du poste de relevage sous vide, à Marignane ;
- Divers travaux de dévoiement de réseaux à Carnoux et Carry ;
- Divers travaux de génie civil à la station d'épuration de Cassis, La Ciotat et Marignane ;
- Création d'antennes sanitaires de refoulement à Marseille et à Allauch.

À la charge des exploitants

Les exploitants réalisent des travaux de renouvellement d'équipements et d'ouvrages, en fonction de leurs obligations contractuelles.

Les principaux travaux de réhabilitation et de renouvellement réalisés en 2023 par les exploitants sont les suivants :

- Réseaux : renouvellement de plus de 13 km ;
- Renouvellement des équipements de la STEP d'Auriol.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# 5.
# LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## 5. LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### 5.1. Les chiffres clés de l'année 2023



**148 240 habitants desservis (estimation)**



**3 564 contrôles effectués en 2022**



**Taux de conformité des installations : 95 %**

L'année 2023 a été marquée par la création du SPANC métropolitain qui couvre 80 communes du territoire. La SPL l'Eau des Collines reste, quant-à elle, en charge des contrôles sur les 12 communes du Pays d'Aubagne.

La Métropole est désormais dotée d'un service unique dédié à l'assainissement non collectif, et un important travail a été mené sur l'harmonisation des pratiques et des outils dans un objectif d'amélioration de la qualité du service rendu à nos usagers.

Par ailleurs, une délibération relative à l'approbation du règlement métropolitain du Service public d'assainissement non collectif a été approuvée lors de la séance du conseil de la Métropole du jeudi 7 décembre 2023 pour une application au 1er janvier 2024. Une évolution de l'ancien règlement était en effet nécessaire afin de prendre en compte la réorganisation du service.

Cette modification a également permis de simplifier certaines dispositions comme le contenu des dossiers pour le contrôle de conception, ainsi que les modalités d'échanges entre le SPANC et ses usagers, notamment pour ce qui est de la transmission des dossiers et des rapports de visite.

Enfin, le dispositif de pénalités dans le cas de non-réalisation des travaux prescrits par le SPANC et/ou d'obstruction à l'accomplissement des missions du SPANC a été également revu dans un souci d'efficience du service et d'égalité de traitement des usagers. Ces modifications n'ont pas impacté pas les tarifs appliqués aux administrés. Description du service.

Les missions du SPANC sont les suivantes :

- Contrôle technique et règlementaire relatif à la conception et à la réalisation (ou réhabilitation) des dispositifs d'assainissement non collectif ;
- Vérification du fonctionnement et de l'entretien dans le cadre d'une vente immobilière ;
- Vérification périodique de bon fonctionnement et d'entretien avec une fréquence de :
  - 10 ans pour les installations traitant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 20 EH,
  - 5 ans pour les installations traitant une charge brute de pollution organique supérieure à 20 EH.
- Conseil aux usagers ;



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Sur les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts, le SPANC effectue également les missions optionnelles suivantes :

- Entretien des installations ;
- Traitement des matières de vidange.

Ces missions optionnelles ne sont pas exercées sur l'ensemble du territoire métropolitain. Par conséquent, elles ne seront pas prises en compte dans le calcul de l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif ci-après.

En 2023, l'indice de mise en œuvre de l'assainissement collectif est de 100 points /140. Il est supérieur à la moyenne nationale de 99,6 points/140.

| **D302.0 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif** | |
|---|---|
| 2022<br>100 points /140 | **2023**<br>**100 points /140** |

| | **Indices de mise en œuvre de l'assainissement non collectif** | **Nombre de points** | **Mise en œuvre** | |
|---|---|---|---|---|
| | | | **OUI** | **NON** |
| **A/ Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif** | Délimitation des zones d'assainissement non collectif approuvée par une délibération | **20** | **x** | |
| | Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération | **20** | **x** | |
| | Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans | **30** | **x** | |
| | Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations (cas des transactions immobilières) | **30** | **x** | |
| **B/ Éléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif** | Existence d'un service capable d'assurer, à la demande du propriétaire, l'entretien des installations | **10** | | **x** |
| | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | **20** | | **x** |
| | Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange | **10** | | **x** |

### 5.2.L'activité du service

Nombre de contrôles et diagnostics réalisés

| Type de contrôle | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|---|---|---|---|
| Examen préalable de conception DC 332 | 655 | 905 | 911 | 791 |
| Vérification de l'exécution DC 333 | 380 | 588 | 580 | 592 |
| Vérification du fonctionnement et de l'entretien VP 334 | 1 882 | 2 754 | 1 926 | 2181 |

Conformité des installations

En 2023, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est de 95 %. Il est identique à celui de 2022 et très largement supérieur à la moyenne nationale de 62 %.

| P301.3 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif | |
|---|---|
| 2022<br>95 % | **2023**<br>**95 %** |

$$\text{Taux de conformité} = \frac{\text{Nombre d'installations contrôlées depuis 2012 ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes}}{\text{Nombre d'installations contrôlées depuis 2012}} \times 100$$

### 5.3.Données financières du service

Le montant des redevances affectées à chaque type de contrôle est variable selon l'ex-Territoire concerné.

| Type de contrôle | Montant forfaitaire TTC |
|---|---|
| Examen préalable de conception DC 332 | Entre 88 et 286 € |
| Vérification de l'exécution DC 333 | Entre 110 et 396 € |
| Vérification du fonctionnement et de l'entretien VP 334 | Entre 110 et 288 € |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# 6.
# LA QUALITÉ DU SERVICE RENDU À L'USAGER

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## 6. LA QUALITÉ DU SERVICE RENDU À L'USAGER

L'accueil clientèle

Les usagers peuvent contacter les services de l'eau via plusieurs moyens : accueil physique en agence, par téléphone, via Internet et par courrier. Cet accueil se modernise et prend en compte les évolutions de comportement des usagers (Internet, application mobile…) tout en évitant la fracture numérique et en conservant les accueils « traditionnels ».

En dehors des horaires d'ouverture et en cas d'urgence, des numéros d'astreintes sont disponibles 24h/24 et 7j/7 selon le lieu de résidence de l'usager.

Les indicateurs de performance réglementaires d'eau potable

En 2023, le taux moyen d'occurrence des interruptions de service non programmées est de 2,21 %. Il est en légère hausse par rapport à 2022 mais reste inférieur à la moyenne nationale qui est de 2,60 %.

| P151.1 Taux moyen d'occurence des interruptions de service non programmées | |
|---|---|
| 2022 | **2023** |
| 2,16 % | **2,21 %** |

Ces interruptions de service sont dues, en général, à des casses de canalisations. Des coupures peuvent être également décidées inopinément pour cause de pollution représentant un danger pour la population.

En 2023, le taux moyen de respect du délai maximal d'ouverture des branchements est toujours très excellent : **99,84** %.

| P152.1 Taux moyen de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés | |
|---|---|
| 2022 | **2023** |
| 99,52 % | **99,84 %** |

Ce délai est calculé à partir de la réception de la demande de l'usager (par téléphone ou par écrit) jusqu'à son traitement.

Le délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés définis par le service est de 1 à 24 jours selon le mode de gestion.

En 2023, le taux de réclamations est de 1,72/1000 abonnés du service d'eau potable. Ce taux est en baisse par rapport à 2022, et il reste bien en-dessous de la moyenne nationale située à 2,9 /1000 abonnés (service eau potable).



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| P155.1 Taux de réclamations sur les factures d'eau potable | |
|---|---|
| 2022<br>1,77 /1000 abonnés | **2023**<br>**1,72 /1000 abonnés** |

Cet indicateur comprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau reçues par la collectivité et le(s) opérateur(s)/gestionnaire(s), à l'exception de celles qui sont relatives au prix de l'eau.

L'ensemble de ces indicateurs réglementaires montre des résultats très satisfaisants, meilleurs que les résultats nationaux. La Métropole a souhaité par ailleurs mesurer la qualité du service rendu aux usagers avec une série d'indicateurs de performance complémentaires, sur les derniers contrats de délégation passés dont celui du périmètre de Marseille (délais de réponse aux courriers, délais de traitement des appels téléphoniques, délais d'intervention…) et a demandé qu'un baromètre de satisfaction soit réalisé annuellement. Les résultats sont excellents et montrent le haut niveau d'exigence imposé.

Les indicateurs de performance spécifiques et les mesures de satisfaction clientèle du contrat de DSP EAU du périmètre de Marseille

La Société Eau de Marseille Métropole, titulaire du contrat de DSP de l'eau qui couvre 16 communes de la métropole, dont Marseille, bénéficie de la **certification NF Service relation client**.

De plus, le contrat prévoit de mesurer les indicateurs spécifiques au service à l'usager suivants :

| | Valeur minimale | Valeur objectif | Valeur 2023 |
|---|---|---|---|
| Délai de réponse à une demande d'information sur la qualité de l'eau | 95,00 % | 99,00 % | 100 % |
| Prélèvement d'eau à la suite d'une réclamation client sous 24 h | 95,00 % | 99,00% | 97,40 % |
| Taux de réponse aux courriers et mails dans un délai de 8 jours ouvrés | >90,00 % | > 97,00% | 99,30 % |
| Temps moyen de décroché du centre service client | 60 secondes | 60 secondes | 51 secondes |
| Taux d'appels non perdus | 87,00 % | 90,00 % | 91,80 % |
| Rappel après message sur répondeur | 95,00 % | 98,00 % | 99,60 % |
| Taux de respect du délai de 10 jours ouvrés pour les travaux de mise en eau des nouveaux abonnés | 95,00 % | 99,00 % | 97,89 % |

| | Valeur minimale | Valeur objectif | Valeur 2023 |
|---|---|---|---|
| Demande par téléphone d'abonnement et de résiliation prise en compte sous 1 jour ouvré | 92,00 % | 97,00 % | 100,00 % |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| | Valeur minimale | Valeur objectif | Valeur 2023 |
|---|---|---|---|
| Demande par téléphone d'abonnement et de résiliation prise en compte sous 1 jour ouvré | 92,00 % | 97,00 % | 100,00 % |
| Délai de réalisation des branchements | 95,00 % | 98,00 % | 98,62 % |
| Intervention en cas d'urgence (dont fuite) | 98,00 % | 100,00 % | 98,22 % |

Il ressort du baromètre de satisfaction des clients un indice de satisfaction global de **97,9 %** en 2023.

Les modes de relève

Sur le territoire métropolitain, il existe environ 479 000 compteurs dont la relève se fait selon 3 modes différents :

- La télérelève : environ 276 000 compteurs, soit 58 % du territoire métropolitain. La relève des consommations se fait à distance :
  - les compteurs sont équipés d'un module radio,
  - un boîtier, installé dans les parties communes, relève les index de consommation de chaque compteur
- Le boîtier communique ces index à l'exploitant du service pour traitement. Ce mode de relève permet de responsabiliser l'usager par rapport à sa consommation d'eau et de détecter au plus tôt les fuites.

- La radiorelève : environ 119 000 compteurs, soit 25 % du territoire métropolitain. La relève est effectuée par les agents en passant dans la rue, sans devoir entrer dans la propriété. Les factures d'eau peuvent ainsi être établies sur la base d'index relevés et donc de la consommation réelle des logements. La relève peut être plus rapide et plus régulière, ce qui permet d'avoir une vigilance sur les fuites d'eau.

- La relève manuelle : environ 84 000 compteurs, soit17 % du territoire métropolitain. Les agents se déplacent une ou deux fois par an pour relever manuellement l'index des compteurs.

  Le déploiement de la télérelève se poursuit sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Les indicateurs de performance réglementaires assainissement

En 2023, le taux de débordement des effluents est de 0,03 /1000 habitants. Il est en légère hausse par rapport à 2022 mais se situe au niveau de la moyenne nationale qui est de 0,03/1000 habitants également.

| **P.251.1 Taux de débordement des effluents en domaine privé** | |
|---|---|
| 2022<br>0,02 /1000 habitants | **2023**<br>**0,03/1000 habitants** |

Le taux moyen de desserte par des réseaux de collecte est de 93,87 % en 2023. Il est en baisse par rapport à 2022 et reste en-dessous de la moyenne nationale qui est de 96,60 %.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| P201.1 Taux moyen de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées | |
|---|---|
| 2022<br>95,61 % | **2023**<br>**93,87 %** |

En 2023, le taux de réclamations sur les factures d'assainissement est de 1,23/1000 abonnés du service de l'Assainissement. Il a fortement baissé par rapport à 2022 et est bien en-dessous de la moyenne nationale de 1,5 /1000 abonnés.

| P258.1 Taux de réclamations sur les factures d'assainissement | |
|---|---|
| 2022<br>1,87 /1000 abonnés | **2023**<br>**1,23 /1000 abonnés** |

L'ensemble de ces indicateurs montre une performance très satisfaisante.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

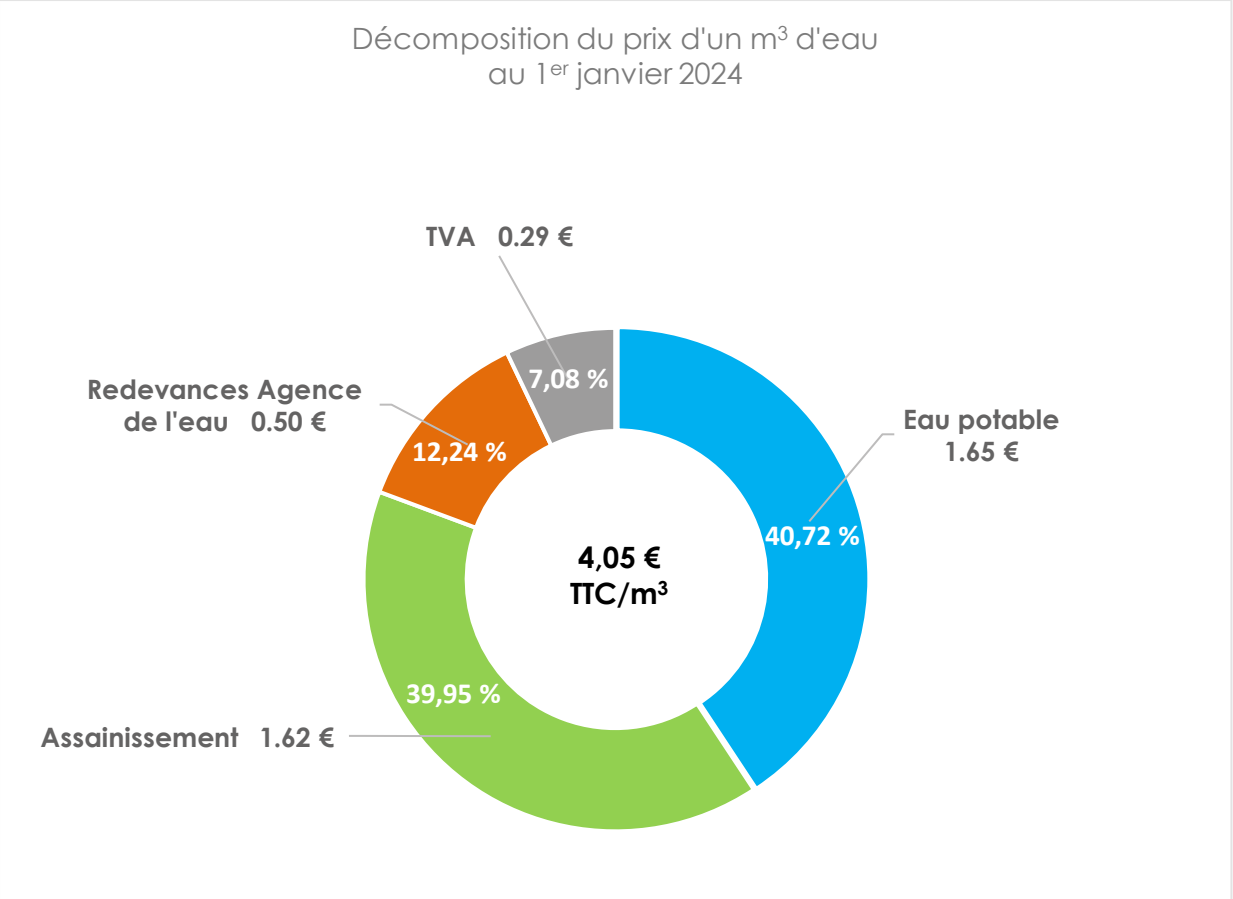
# 7.
# LES TARIFS DE L'EAU

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# 7. LES TARIFS DE L'EAU

## 7.1. Les tarifs de l'eau et de l'assainissement

Au 1er janvier 2024, sur le territoire de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, le prix de l'eau produite, distribuée et dépolluée moyen pondéré au nombre d'habitants desservis en 2024 s'élève à **4,05 € TTC/m³** (taxes, redevances et abonnement compris) dont **2,09 €TTC/m³** pour l'eau potable et **1,96 € TTC/m³** pour l'assainissement. Ce prix est légèrement inférieur au prix moyen de l'eau dans le bassin Rhône Méditerranée Corse (4,07 € TTC/m³) et bien inférieur à la moyenne nationale (4,52 € TTC/m³).




Pour un foyer consommant 120 m³ par an, cela représente une facture annuelle de 485,99 € soit une mensualité de 40,50 € en moyenne.

Les tarifs de l'eau sont hétérogènes sur le territoire métropolitain.

| En € TTC/m³ | Total |
|---|---|
| Tarif maxi | 5,71 |
| Tarif moyen pondéré | **4,05** |
| Tarif mini | 2,96 |

| En € TTC/m³ | eau | assainissement |
|---|---|---|
| Tarif maxi | 3,36 | 2,97 |
| Tarif moyen pondéré | **2,09** | **1,96** |
| Tarif mini | 1,40 | 1,40 |

Ces disparités amènent à engager un travail de convergence tarifaire en vue de l'harmonisation des tarifs pour garantir l'équité des usagers.

Les composantes d'une facture type de 120 m³ d'eau assainie :

La part eau potable :
Elle permet de couvrir les coûts liés à la production et à la distribution de l'eau potable. Elle est constituée d'une partie fixe (ou abonnement) pour 80 % des communes de la métropole et d'une partie proportionnelle au volume d'eau consommé.

La part assainissement :
Elle permet de couvrir les coûts liés à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées. Elle est constituée d'une partie fixe annuelle (ou abonnement) et d'une partie proportionnelle au volume d'eau consommé.

Les sommes correspondantes à ces deux parts se répartissent, suivant le mode de gestion, entre la Métropole et l'exploitant du service.

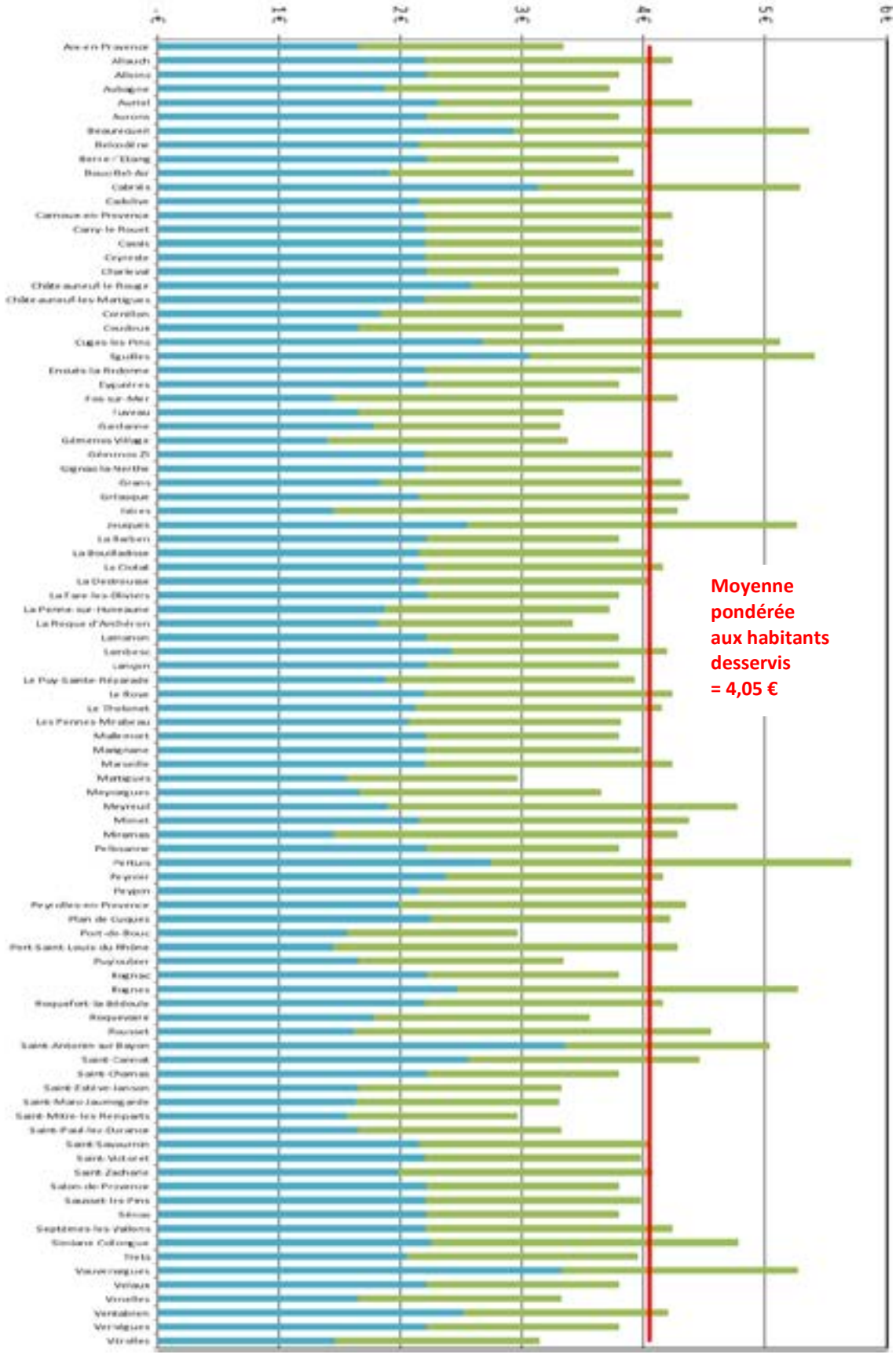
Les redevances agence de l'eau :

- Redevance pollution : redevance prélevée pour le compte de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC) qui définit la politique générale en matière de lutte contre la pollution des cours d'eau du Bassin du Rhône (facturé sur la part eau potable depuis 2008).
- Redevance préservation de la ressource : redevance prélevée pour le compte de l'AERMC afin d'inciter les usagers à économiser l'eau, et en particulier à réduire les gaspillages. Pour préserver le débit naturel des cours d'eau et le niveau des nappes, il est en effet primordial d'établir un équilibre entre les ressources limitées et les quantités prélevées. Le produit de cette redevance permet de financer le programme d'actions de l'agence de l'eau.
- Redevance renouvellement des réseaux : redevance prélevée pour le compte de l'AERMC et destinée à financer les politiques locales en matière de renouvellement des réseaux d'assainissement (facturé sur la part assainissement depuis 2008).

La TVA :
Les services de l'eau sont soumis à un taux de TVA de 5,5 %. La TVA sur l'assainissement est fixée à 10 % depuis le 1er janvier 2014.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

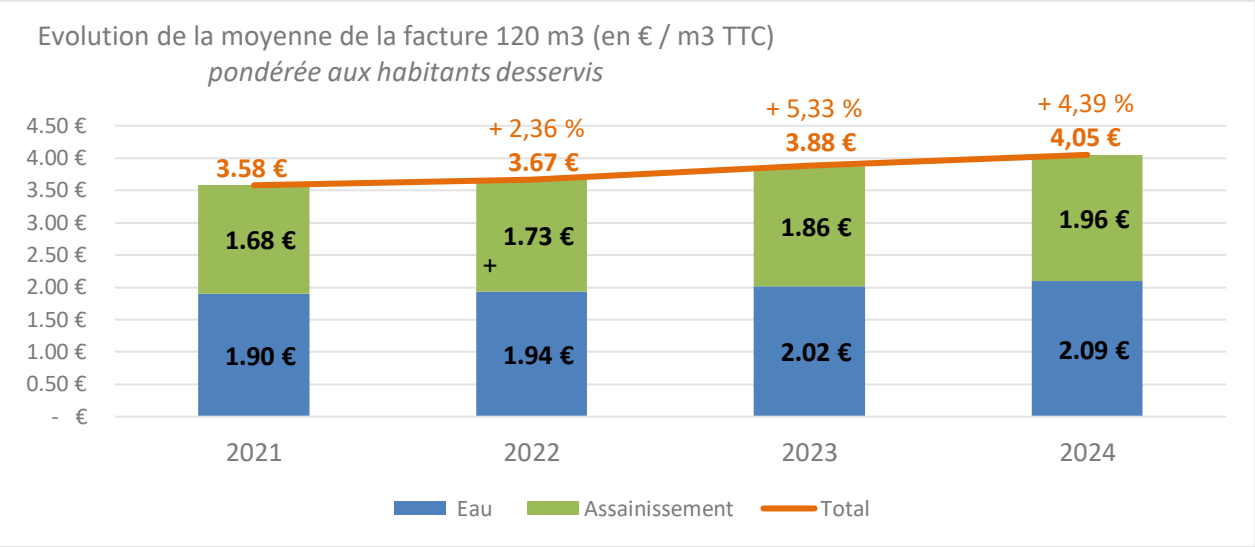
Le prix au m³ TTC par commune au 01/01/2024 sur la base d'une facture 120 m³
Le détail des prix figure en annexe 5.



### 7.2.L'évolution de la facturation

Afin de permettre de suivre l'évolution d'une facture d'eau normalisée, la consommation de référence, définie par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), telle que publiée au *Journal officiel* du 29 novembre 1995, est celle d'un abonné domestique, ayant une résidence principale, et consommant annuellement 120 m³ d'eau.

Ci-après, l'évolution du prix moyen pondéré aux habitants desservis en €/m³ TTC entre le 01/01/2021 et le 01/01/2024.




<u>Évolution des redevances agence de l'eau :</u>
La redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique a augmenté, passant de 0,28 à 0,29 €/m3, soit + 3,6 %.
Il est à noter qu'une refonte des redevances de l'agence de l'eau a été votée pour une mise en place au 1er janvier 2025 et sera assise notamment sur la performance des services.

### 7.3.La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

Le mécanisme de la PFAC est prévu à l'article L.1331-7 du Code de la santé publique.

La PFAC est applicable à toute personne titulaire d'un immeuble raccordable au réseau collectif des eaux usées. Elle s'applique pour les constructions neuves, les modifications de constructions déjà raccordées (extensions notamment) et les constructions (donc sur l'assainissement non collectif avant le raccordement).

Les modalités de la PFAC ont été définies par délibérations spécifiques sur chaque ancien conseil de Territoire. Il existe sur le territoire métropolitain 46 tarifs (allant de 1000 € à 5200 € pour une habitation de 90 m²) avec des conditions d'applications très diverses.

Le montant total des recettes 2023 liées à la PFAC s'élève à **5,93 M€**.
Le 12 octobre 2023, le conseil de la Métropole a approuvé la délibération TCM-001-14900/23/CM qui a instauré une tarification et des modalités de mise en œuvre de la PFAC identiques pour tous les usagers de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# 8.
# LES ACTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

**Chiffres clés 2023**

Service d'eau de Marseille périmètre neutre en carbone avec une baisse des GES de près de 30 % depuis 2010.
Production de biométhane : 2 705 kNm3.
Baisse du prélèvement sur la Durance de plus de 15 %, soit 28,7 millions de $m^3$.
Hausse du rendement métropolitain des réseaux d'eau de 82,3 % en 2022 à 84,36 % en 2023.
Fonds d'aide aux plus démunis : budget de plus de 2,2 millions d'euros.
Dispositif d'innovation sociale d'accès à l'eau et l'assainissement dans les squats et bidonvilles : 200 000 €.
Fonds Eau Solidarité internationale : 11 projets pour 541 689 €.

### 8.1.Les actions et projets environnementaux

Face au changement climatique impliquant la diminution des réserves d'eau et un nombre croissant d'inondations et de sécheresses, il est aujourd'hui primordial pour la Métropole de poursuivre et d'accentuer l'évolution de ses stratégies vers une gestion plus sociale et respectueuse de l'environnement.

La Métropole est en train de se doter d'outils stratégiques structurants : les schémas directeurs métropolitains de l'eau potable et de l'assainissement qui intègrent les objectifs relatifs au développement durable et qui devarient être votés fin 2024. Ils permettront de déterminer les actions pour l'avenir dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Par ailleurs, la Métropole demande à ses exploitants de développer une politique environnementale exigeante, qu'elle suit, notamment, via des indicateurs de suivi.

De plus, la Métropole intègre des critères de développement durable dans les travaux structurants qu'elle réalise, notamment dans la réalisation d'ouvrages.

Les actions et objectifs associés concernent la réduction des gaz à effet de serre (GES), la performance énergétique, le développement des énergies renouvelables, la préservation de la biodiversité, de la qualité du milieu naturel et de la ressource en eau, l'économie circulaire, la sensibilisation et les démarches pédagogiques ainsi que le tri et la valorisation des déchets. Parmi ces actions, on peut citer :

- Réduction des émissions de GES et compensation « carbone »

Sur le périmètre de Marseille, le service de l'eau est l'un des premiers sur le plan national à afficher chaque année une « neutralité carbone » grâce à une politique de réduction et de compensation des émissions de GES. En effet, son bilan carbone est de 7881 tonnes équivalent $CO_2$ en 2023. Il affiche une baisse très significative de 28,9 % par rapport à la référence contractuelle (2010), soit une économie en 2023 de 3200 tonnes équivalent $CO_2$.

- Amélioration de la performance énergétique

Les exploitants sont amenés, dans un contexte de crise environnementale et d'inflation du coût de l'énergie, à diminuer leurs consommations. Ainsi, ils assurent le suivi des consommations d'énergie, adaptent les conditions d'exploitation et ciblent les installations énergivores en vue de planifier le remplacement du matériel et d'améliorer la performance énergétique des différents services de l'eau et de l'assainissement.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Sur le service de Marseille périmètre, principal service d'eau de la Métropole, la consommation est de 12 317 MWh en 2023, avec une baisse de **19,88 %** par rapport à 2010.

- Développement des énergies renouvelables

**Turbines**
Deux sites permettent de produire de l'énergie via des turbines (2 623 Mwh en 2023) : usine de potabilisation de Sainte-Marthe et galerie de la Batarelle, à Marseille.

**Photovoltaïque**
Parmi les sites métropolitains équipés de panneaux photovoltaïques, on peut citer :
- station d'épuration Aix Ouest ;
- station d'épuration de La Ciotat
- station d'épuration de Carry-le-Rouet ;
- station d'épuration de Fos (2023) ;
- station d'épuration de La Roque-d'Anthéron.

Des projets sont à l'étude pour de nombreux autres sites :
· Marseille : réservoirs usine de Sainte-Marthe (lancé en 2023), Saint-Barnabé et Vallon Dol (2024);
· Les Pennes-Mirabeau : usine d'eau potable du site les Giraudets ;
· Siège du SIBAM sur le toit des ateliers et les parkings ;
. Usine d'eau potable d'Aubagne.

**Méthanisation des boues**

Les unités de valorisation de biogaz permettent d'épurer le biogaz issu du traitement des boues produites sur la station d'épuration. Une fois épuré et odorisé, le biogaz devient du biométhane qui est réinjecté dans le réseau de gaz de la commune.
Les sites opérationnels sont :
- Marseille usine des boues de Sormiou : c'est la 1re unité de méthanisation en station d'épuration des Bouches-du-Rhône en matière de capacité de production.

Le bilan de production de biométhane en 2023 est de 2 520 kNm3 et permet de chauffer 2 500 logements (environ 27 Gwh/an).
À compter du 1er janvier 2025, il y aura une augmentation de plus de 33 % de la capacité de production (on passera d'une production maximale de 290 Nm3/h à 390 Nm3/h) pour chauffer 3 300 logements.
- Aix-en-Provence station d'épuration de la Pioline : cette infrastructure, créée en 2022, permettra à terme d'alimenter l'équivalent de 850 foyers en énergie verte et locale (près de 5 Gwh/an). C'est la 2e unité de méthanisation en station d'épuration des Bouches-du-Rhône en matière de capacité de production. 184 826 Nm³ de biométhane ont été produits en 2023.

Les projets : programmer la construction de 3 sites de méthanisation supplémentaires afin de traiter l'ensemble des boues produites sur la métropole.

**Énergie éolienne**
Une micro-éolienne est en service dans le massif de l'Étoile.

- Préservation de la biodiversité


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

La conservation de la biodiversité étant au cœur des projets de protection de l'environnement et de développement durable, différentes actions sont réalisées et/ou programmées au sein de la Métropole.

C'est particulièrement le cas sur les sites dotés d'une surface importante (usines, toits des réservoirs et emprise du canal de Marseille et ses barrages) :

- Campagne annuelle de plantations de 770 arbres ;
- Le label Eve® - Espace Végétal Écologique : usines Vallon Dol et Sainte-Marthe, à Marseille ;
- Des projets apicoles avec des associations d'apiculteurs amateurs ;
- La végétalisation de toits de réservoir, comme sur le réservoir de Lacédémone (Marseille), avec l'introduction progressive d'espèces méditerranéennes résistantes au climat méditerranéen.

- Préservation de la qualité du milieu naturel/lutte contre les pollutions

Les services d'assainissement de la Métropole et leurs exploitants œuvrent au quotidien pour lutter contre les pollutions (diagnoctic des ouvrages, réparations et renouvellement des réseaux, études…).

De plus, sur l'ensemble du périmètre de la métropole, le déploiement de l'opération collective de suivi des rejets des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) se poursuit afin de sensibiliser les entreprises sur l'impact des rejets non domestiques sur le milieu naturel (action subventionnée dans le cadre du contrat métropolitain avec l'agence de l'eau).

- Préservation de la ressource en eau

La Métropole œuvre au quotidien pour réaliser des économies d'eau et moins prélever sur les ressources.
-Travaux sur le canal de Marseille ayant permis des économies d'eau sur la Durance de 100 millions de m3/an en 25 ans (12 M€ par an) ;
- Recherche des fuites sur les réseaux d'eau potable, qui représentent 19,1 % au niveau national~~e,~~ mais seulement 16,5 % à l'échelle du territoire métropolitain, soit une économie chaque année de l'équivalent de la consommation d'une ville de 550 000 habitants.
- Renouvellement des réseaux (23 M€ par an),
- Installation de 1 500 capteurs acoustiques connectés pour un suivi permanent de nombreux tronçons de canalisations ;
- Service et information à l'usager :
  - télérelève : grâce à la technologie embarquée sur les compteurs d'eau, plus de 270 000 compteurs intelligents déjà déployés qui permettent de détecter ~~étection~~ en temps réel des fuites et de maitriser les consommations par l'usager (+ de 60 % des compteurs équipés),
  - campagnes de sensibilisation des usagers aux économies d'eau ;
- Politique d'économies d'eau de lavage de voirie : 70 % de bouches de lavage en moins depuis 2014 à Marseille, et baisse des volumes : 4,5 $Mm^3$/an (2018) à 0,2 $Mm^3$/an (2023).

Ainsi en 2023, le prélèvement sur la Durance du canal de Marseille a baissé de plus de 15 %, ce qui correspond à une économie d'eau de **28,7 $Mm^3$** par rapport à l'année précédente. Ces résultats s'inscrivent dans le Plan eau du président de la République Emmanuel Macron qui fixe la baisse de prélèvements à 10 % d'ici 2030.
De plus, le rendement métropolitain des réseaux d'eau a fortement augmenté en 2023 : de 82,3 % en 2022 à près de 85% en 2023. Il est largement supérieur à la moyenne nationale.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

- Économie circulaire.

**Réutilisation des eaux usées traitées (REUT)**
Dans un contexte d'évolution réglementaire plus favorable, la réutilisation des eaux usées traitées connaît de nouveaux développements. Plusieurs projets métropolitains sont en cours :
- Étude du schéma directeur d'assainissement de Cuges-les-Pins et de réhabilitation de sa station d'épuration avec la REUT en fin de traitement (irrigation agricole) ;
- Sur l'usine de Châteauneuf-les-Martigues, la REUT envisagée sur cette usine devrait subvenir aux besoins internes du service (alimentation des camions d'hydrocurage) ;
- Sur la station d'épuration de la Pioline, à Aix-en-Provence, un projet de REUT est en cours d'étude à des fins de préservation de la ressource en eau soit une réduction d'environ 68 000 m³/an pour les seules consommations de la STEP ;
- Sur la station d'épuration de Salon, dans le cadre des travaux de modernisation, l'étude de faisabilité de la REUT va ête engagée ;
- Sur l'usine Géolide de Marseille, une étude d'opportunité et de faisabilité va être lancée ;
- Le diagnostic du schéma directeur d'assainissement a permis d'identifier 8 stations d'épuration pour lesquelles une étude de REUT s'avère pertinente (Fos-sur-Mer, Carry-Sausset, Grans, Éguilles, Bouc-Bel-Air, La Roque-d'Anthéron, Berre, Peyrolles-en-Provence).

Il est à noter qu'une partie des stations d'épuration métropolitaines font déjà l'objet d'une REUT pour les besoins du process interne.

**Récupération d'énergie/boucles de chaleur**

Actuellement, 4 sites utilisent la chaleur issue du réseau public d'eaux usées pour chauffer leur installation.

- Cercle des Nageurs de Marseille (CNM) : 371,66 MWh.

Gain :
- économies d'énergie significatives en matière de chauffage pour son prestigieux bassin olympique de 3 000 m³ et de préchauffage de ses eaux sanitaires : la facture annuelle d'énergie (gaz et électricité) est en baisse de près de 50 % et la consommation d'énergie fossile réduite de 75 %,
- privilégier une alimentation en énergie 100 % renouvelable ; maintenir la température des bassins à 27° C toute l'année.

- 13 Habitat : en 2022 : 369 133 kWh

À la résidence Les Nouveaux Chartreux, les locataires profitent de ce fait d'un allègement des charges, de l'ordre de **30 000 € chaque année**, ce qui ramène à **100 000 €** les dépenses de charges annuelles pour l'ensemble des **216 logements**.
Coût de l'opération : 1 281 k€
Subventions :
- 60,5 % par l'Ademe (Fonds chaleur)
- 20 % par le Conseil général des Bouches-du-Rhône
- 10 % par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
- 9,5 % par 13 Habitat

Bilan en chiffres
- Économies : 30 k€ par an sur les charges des locataires
- Environnement : 261 t$CO_2$ /an évitées
- Temps de retour net : 10,7 ans

Date de lancement : 2012

- AREMA : échangeur de calories qui permet d'extraire des eaux épurées en sortie de Géolide une puissance thermique de l'ordre de 8 000 kW.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Les bâtiments concernés par l'installation sont : le stade Vélodrome, le stade Delort, un centre commercial, des bureaux, un hôtel, une résidence de tourisme, une résidence étudiants, des logements.
Le réseau sera d'une longueur de plus de 1 600 m (aller/retour) et permettra de chauffer ou de refroidir les différents projets avec des puissances globales estimées à plus de 9 300 kW en froid, et 7 400 kW en chaud.
Via un couplage avec la station d'épuration située à proximité, le stade et les bâtiments proches sont autonomes en chauffage et climatisation toute l'année.

- SCCV Envy Vallon Regny : mise en service fin 2024. Valorisation de l'énergie thermique des eaux usées pour répondre à tout ou partie des besoins de chauffage, de rafraichissement et d'eau chaude sanitaire de l'îlot BE4 de la ZAC Vallon Regny à construire à proximité d'un collecteur du réseau d'assainissement. La puissance maximale est de 108 kW.
- Engie : convention en 2024 et travaux en 2025. Récupération de chaleur des eaux épurées sur la station d'épuration de Martigues pour le réseau de chaleur urbain dit Paradis Saint-Roch de la ville : besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire de la concession de service public soit l'équivalent de 4 400 logements. La puissance maximale est de 3 800 kW ; la température moyenne annuelle des eaux épurées est de 21° C.

Sur la station d'épuration de la Pioline à Aix-en-Provence, les calories des effluents traités sont utilisées par une pompe à chaleur afin de chauffer les boues revalorisées en biométhane. La récupération des calories des eaux usées pour alimenter un réseau de chaleur est à l'étude.

L'étude d'opportunité de valorisation thermique des effluents de la station d'épuration de Martigues, réalisée en 2021, a mis en évidence l'intérêt de réutiliser ce potentiel sur le réseau de chaleur urbain de la ville. Une étude technico-économique est à venir.

Le diagnostic du schéma directeur d'assainissement en cours a permis d'identifier 5 sites potentiels (STEP, collecteurs et postes de refoulement).

- Sensibilisation – Démarches pédagogiques

Tout au long de l'année, la Métropole et ses exploitants développent des actions de sensibilisation autour des écogestes notamment à l'occasion de journées de sensibilisation dans les écoles.

- Tri et valorisation des déchets

Les services de l'eau de la Métropole s'inscrivent dans une politique de tri et de valorisation des déchets. Par exemple, pour le service de l'eau gérant le canal de Marseille, 828 tonnes de déchets ont été triées et valorisées sur 851 tonnes en 2022. Le taux de tri et de valorisation des déchets s'établit à 97,29 % en 2022.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## 8.2. Les actions de solidarité

### 8.2.1. La solidarité internationale

Dans le cadre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement (loi Oudin-Santini), la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient financièrement, à hauteur de plus de **500 000 € annuel**, des actions permettant d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement.

Ce fonds est issu de plusieurs contrats de délégation de service public de l'eau et de l'assainissement et de la Régie des eaux du Pays d'Aix. La Métropole travaille sur l'extension du dispositif en intégrant systématiquement dans tous les nouveaux contrats un volet solidarité internationale.

Par ailleurs, dans le cadre de son partenariat avec la Métropole, l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse s'engage à financer tous les dossiers retenus dans le cadre de l'appel à projets annuel pour un montant de subvention équivalent à celui alloué par la Métropole Aix-Marseille-Provence, ce qui porte à plus de **1 000 000 €** le montant total du fonds annuel.

Ainsi, chaque année depuis 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence lance un appel à projets à destination des associations qui agissent pour l'accès à l'eau potable, l'amélioration de l'assainissement et la sécurité sanitaire des populations en situation de stress hydrique dans l'un des 45 pays éligibles (principalement en Afrique, mais aussi au Proche-Orient et en Arménie).

Le montant maximum de subvention accordé par projet est de 200 000 € (parts Métropole + agence de l'eau) avec un taux maximal de 80 % pour les projets inférieurs à 50 000 € et 50 % pour les projets supérieurs à 50 000 €.

Perpective 2024 : Une convention de partenariat et de financement entre la Métropole et la REPA sera présentée au bureau de la Métropole de février 2024 permettant à la REPA d'intégrer le dispositif à hauteur de 10 000 €/an.

**Bilan des projets terminés - Quelques chiffres clés**



**350 000 bénéficiaires**



**10 châteaux d'eau construits (420 m³)**



**Près de 60 puits réalisés**



**122 dispositifs de potabilisation de l'eau installés**



**Plus de 160 bornes fontaines construites**



**Près de 200 km de réseau d'eau réalisés**



**Plus de 5000 latrines familiales ou collectives réalisées**



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Bilan des 6 appels à projets depuis 2016

Depuis 2016, la Métropole a décidé de financer **65 projets** menés dans 19 pays d'Afrique et du Moyen-Orient pour un montant total de subventions votés de près de 3,5 M€.

| Années | Subventions Métropole votées | Subventions AERMC votées | Nbre de projets retenus | Nbre de projets terminés |
|---|---|---|---|---|
| **2016/2017** | 810 111 € | 655 423 € | 12 | 12 |
| **2017/2018** | 500 642 € | 439 289 € | 9 | 8* |
| **2018/2019** | 493 379 € | 576 171 € | 11 | 9 |
| **2019/2020** | 502 808 € | 469 226 € | 11 | 7 |
| **2020/2021** | 614 517 € | 614 515 € | 12 | 2 |
| **2022/2023** | 541 689 € | 591 691 € | 10 | 1 |
| **TOTAL** | **3 463 147 €** | **3 346 315 €** | **65** | **39** |

(*) 1 projet abandonné pour des raisons sécuritaires au Burkina Faso

39 d'entre eux sont terminés, dont 6 en 2023. Le détail de ces projets est présenté en annexe 6.

Hors appel à projets, en 2023, la Régie des eaux du Pays d'Aix (REPA)a apporté un soutien financier de 28 000 € dans un projet d'adduction en eau potable d'une école située à Madagascar. Ce projet, qui consiste en la création d'un réservoir de captage de 8 $m^3$ alimenté par une pompe solaire, la pose d'un réseau de distribution d'eau vers l'école, permettront de fournir de l'eau à 125 élèves et 25 intervenants quotidiennement. De plus, la création d'un réservoir de 20 $m^3$ alimenté par une conduite de surverse permettra d'arroser un jardin de 3000 $m^2$ pour des cultures diverses.
Ce projet est porté par l'association franco-malgache « La Maison d'Aïna » qui intervient en milieu rural sur les hauts plateaux de Madagascar, à 70 km au sud de la capitale Antananarivo qui a fait appel à l'association Solidarité Eau Sud (SES), une association spécialisée dans la conception et la mise en œuvre de projets techniques hydrauliques dans les pays émergeants.

Lancement de la 7e édition 2023/2024 de l'appel à projets

En juillet 2023, la Métropole a lancé la 7e édition : 20 dossiers ont été déposés. La liste des projets retenus sera approuvée à la session du mois de février 2024 du bureau de la Métropole.

Suivi-évaluation des projets

La Métropole s'assure de la bonne exécution des projets grâce aux missions de suivi-évaluation sur le terrain réalisées par le programme Solidarité-Eau (pS-Eau) pour son compte.
En 2023, 3 missions ont été programmées : 1 au Togo, 1 en Guinée et 1 en Éthiopie.

Ces missions terrain permettent de vérifier la conformité des activités prévisionnelles des projets financés avec les engagements contractuels pris par les porteurs de projets.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Communication et valorisation du dispositif

Rencontres annuelles avec les associations :
Depuis 2018, la Métropole a organisé 4 rencontres avec les associations. Ces rencontres ont ainsi permis de valoriser les projets, d'en suivre l'état d'avancement et de favoriser les échanges, tout en s'assurant de la bonne orientation des aides financières octroyées.
Il est reconduit chaque année.

### 8.2.2. Fonds de solidarité

Afin de lutter durablement contre la précarité et la pauvreté, la Métropole a mis en place plusieurs dispositifs d'aides financières qui s'adressent aux usagers rencontrant des difficultés pour le paiement de leurs factures ou charges d'eau (FSL, CCAS, aides aux copropriétés dégradées, squats et bidonvilles…).
**Au total en 2023, le budget alloué a été de plus de 2,2 millions d'euros. €.**

Le Fonds de solidarité logement (FSL)

Le FSL « aides financières individuelles » a été transféré à la Métropole au 1er janvier 2017 et repris en gestion directe en 2018. Ce dispositif permet, sous conditions, d'attribuer des aides financières pour accéder à un logement, s'y maintenir ou y maintenir l'énergie et l'eau. Certains locataires règlent l'eau dans leurs charges courantes s'ils ne sont pas détenteurs d'un abonnement individuel direct. Conformément au règlement intérieur du FSL, l'aide octroyée pour aider à la résorption d'un impayé locatif est versée directement au bailleur.
C'est dans ce cadre que la SEMM, délégataire du service de l'eau potable sur 16 communes de la métropole, dont Marseille, verse chaque année 50 000 € à la Métropole – Direction de la Cohésion sociale. Cette participation financière contribue au budget global des aides FSL Maintien octroyées, uniquement sur présentation des régularisations de charges incluant des charges d'eau.
En 2023, 42 dossiers ont pu être aidés à hauteur du versement de 50 000 € pour le FSL Maintien.

Concernant les aides relatives aux impayés d'eau, pour les ménages disposant d'un compteur individuel hors du périmètre géré par la SEMM, il est nécessaire, conformément aux textes règlementaires, de passer une convention avec chaque distributeur. L'aide consentie par la Métropole et décidée par le service FSL, ouvrira droit à un abandon de créance d'un montant identique par le distributeur. À titre dérogatoire et exceptionnel, le montant octroyé par la Métropole pourra être supérieur, en fonction de l'étude du dossier.
En 2023, la Métropole a aidé 161 ménages pour un montant total de 16 222 €. Les exploitants ont, quant à eux, effectué un abandon de créance pour un montant de 13 564 €.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Les aides financières des centres communaux d'actions sociales (CCAS)

Plus d'1 million d'euros d'aides financières annuelles est mis à la disposition de 34 CCAS pour aider les abonnés des communes impliquées face à une situation d'impayés sur la part eau et dans certains cas sur la part assainissement de leur facture.
Selon la résidence principale de l'abonné, ces aides peuvent prendre la forme soit d'abandons de créances par le service de l'Eau, soit de « chèques solidarité eau » émis par le service de l'Eau et mis à la disposition des CCAS concernés

Des actions de prévention complètent le dispositif, en vue, d'une part, d'aider les ménages à faire face à des dettes liées à l'usage du logement (impayés d'eau), en particulier par un étalement des dépenses, et, d'autre part, de les sensibiliser à une gestion maîtrisée des consommations d'eau (ateliers sur les éco-gestes) et de favoriser le lien social entre les habitants confrontés à une même problématique.

Ces actions s'inscrivent dans la lutte contre la précarité, à travers la mise en œuvre de réunions d'information et de sensibilisation collectives des usagers en difficulté financière, organisées par les CCAS. Ces dernières apportent leur expertise et les supports de communication adaptés.

Les autres actions de solidarité du contrat de DSP de la SEMM imputables sur le fonds Access'Eau

- Surendettement : en 2023, 29 abonnés ont bénéficié d'un effacement total de leur dette par la Banque de France pour un montant d'aide qui s'élève à 14 529 € ;
- Pour les copropriétés en difficulté : aide d'urgence, assistance et suivi spécifique de copropriétés non individualisées rencontrant de graves difficultés (administration provisoire et dispositifs opérationnels de l'habitat), sous conditions d'éligibilité. En 2023, 599 471 € d'aides ont été apportées aux coproriétés en difficultés (dont Corot, Est Marseillais et La Maurelette, toutes trois situées à Marseille) ;
- Squats : aide aux factures d'eau des propriétaires victimes de squats, sous conditions. En 2023, 453 366 € ont été affectés au titre des squats privés et 95 141 € au titre des squats/bidonvilles du « Plan pauvreté » (dispositif décrit à l'article 8.2.3) ;
- Des actions de prévention et de sensibilisations d'un montant annuel de 150 000 € pour sensibiliser aux économies d'eau et à la maîtrise du budget, faciliter l'accès aux droits, maintenir le lien et informer sur le service de l'eau, etc. à travers des partenariats conventionnés avec des structures à vocation locales. En 2023, ce sont 778 personnes qui ont été sensibilisées.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

### 8.2.3. L'accès à l'eau et l'assainissement dans les squats et bidonvilles

En 2023, dans le cadre du Plan pauvreté contracté avec l'État, 200 000 € de subventions ont été allouées par la Métropole à deux associations : Solidarités International et Just, pour améliorer et sécuriser l'accès à l'eau et l'assainissement des populations en grande précarité vivants dans des squats et bidonvilles à Marseille.

Première pierre de l'action sociale, l'accès à l'eau pour tous permet une utilisation raisonnée de la ressource, le comptage des consommations, l'amélioration de la salubrité et de l'hygiène des sites, la sensibilisation des bénéficiaires, la maintenance des raccordements et réparation des fuites. L'accès à l'eau représente le 1er maillon pour encourager les trajectoires d'insertion des personnes et la résorption des sites d'habitats précaires.
Les dispositifs installés, provisoires et démontables, en cas d'évacuation des sites, ont bénéficié à environ 700 personnes dont 200 enfants répartis sur 29 sites. L'intervention des associations sur les différents sites (289 visites) ont permis de réaliser 82 réparations de fuite et opérations de maintenance. Ces opérations contribuent fortement aux économies d'eau en combinant la réparation des fuites et la sensibilisation des bénéficiaires aux bons usages de l'eau. Également, 19 abonnements ont pu être normalisés (contrat au nom du propriétaire du site ou de Solidarités International).

Ce dispositif représente une réelle innovation sociale au niveau national. Il sera poursuivi en 2024 avec un budget de 300 000 € dans le cadre du Pacte des solidarités. Les nouvelles actions proposées, dans le cadre de ce nouveau Pacte, ont pour objectif principal de renforcer ce dispositif opérationnel d'accès à l'eau potable et à l'assainissement avec le maintien des actions dans les sites déjà équipés et suivis en 2023, et l'extension de ces mesures à 10 sites supplémentaires.
Si la démarche a été prioritairement menée sur le territoire marseillais en 2023, il est proposé de l'étendre au sein de la métropole en 2024.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## GLOSSAIRE

ADEME : Agence de la transition écologique
AERMC : Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
APA : Agglopole Provence Assainissement
APE : Agglopole Provence *Eau*
ARS : Agence régionale de santé
CCAS : Centre communal d'actions sociales
DSP : Délégation de service public
FSL : Fonds de solidarité logement
GES : Gaz à effet de serre
INSEE : Institut national de la statistique et des études économique
PFAC : Participation pour le financement de l'assainissement collectif
PLUi : Plan local d'urbanisme intercommunal
REAPM : Régie des eaux et de l'assainissement du Pays de Martigues
REPA : Régie des eaux du Pays d'Aix
REUT : Réutilisation des eaux usées traitées
RSDE : Rejets de substances dangereuses dans l'eau
SAEM : Société *d'Assainissement* Est Métropole
SAOM : Société d'*Assainissement* Ouest Métropole
SCCV : Société civile de construction et de vente
SDL : Syndicat Durance Luberon
SEM : *Société des Eaux de Marseille*
SEMM : Société Eau de *Marseille* Métropole
SERAMM : Service d'Assainissement Marseille Métropole
SIBAM : Régie de l'eau et de l'assainissement du bassin minier et Garlaban
SIG : Système d'information géographique
SPANC : Service public de l'assainissement non collectif
SPL EDC : Société publique locale Eau des Collines
STEP : station d'épuration des eaux usées


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# ANNEXE 1 : TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DE LA MÉTROPOLE

| | Indicateurs de performance du service public de l'eau potable | Unité | Moyenne nationale 2022 | Métropole 2022 | Métropole 2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| | **INDICATEURS RELATIFS AUX TARIFS** | | | | |
| D.102.0 | Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (facture INSEE) | € | | 2,02 | 2,09 |
| | **INDICATEURS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'EAU** | | | | |
| DC.192 | Nature des ressources utilisées (part des eaux souterraines) | % | | | 10 % |
| *VP.126* | *Nombre de prélèvements sur la microbiologie* | *u* | | | *4 203* |
| *VP.127* | *Nombre de prélèvements non conformes sur la microbiologie* | *u* | | | *8* |
| P.101.1 | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie | % | 98,50 | 99,73 | 99,81 |
| *VP.128* | *Nombre de prélèvements sur les paramètres physico-chimiques* | *u* | | | *4 110* |
| *VP.129* | *Nombre de prélèvements non conformes sur les paramètres physico-chimiques* | *u* | | | *8* |
| P.102.1 | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques | % | 98,80 | 99,84 | 99,81 |
| VP.062 | Volume prélevé | m³ | | 242 027 525 | 220 465 117 |
| VP.059 | Volume produit | m³ | | 162 959 646 | 155 489 327 |
| VP.060 | *Volume importé depuis un service extérieur de la métropole* | *m³* | | 221 919 | 1 057 041 |
| P.108.3 | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau | % | 77 | 43 | 43,48 |
| | **INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION** | | | | |
| VP.061 | *Volume exporté hors métropole* | *m³* | | *1 484 746* | 1 355 815 |
| VP.063 | Volume comptabilisé domestique | m³ | | 122 714 529 | 122 512 374 |
| VP.201 | Volume comptabilisé non domestique | m³ | | 7 006 142 | 4 562 186 |
| VP.232 | Volume consommé comptabilisé | m³ | | 129 720 671 | 127 074 560 |
| VP.221 | Volume consommé sans comptage | m³ | | 1 906 850 | 2 550 897 |
| VP.220 | Volume de service du réseau | m³ | | 1 256 846 | 1 088 322 |
| VP.077 | Linéaire de réseau *(hors branchements)* | km | | 7751,00 | 7 782,31 |
| P104.3 | Rendement du réseau de distribution | % | 81,30 | 82,34 | 84,36 |
| P105.3 | Indice linéaire des volumes non comptés | m³/km/j | 3,30 | 11,30 | 9,90 |
| P106.3 | Indice linéaire de pertes en réseau | m³/km/j | 3,00 | 10,20 | 8,62 |
| VP.140 | *Linéaire de réseaux renouvelés au cours des cinq dernières années* | km | | 265,55 | 304,75 |
| P107.2 | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable | % | 0,65 | 0,69 | 0,78 |
| P103.2B | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable | /120 | 103 | 112 | 113 |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| | Indicateurs de performance du service public de l'eau potable | Unité | Moyenne nationale 2022 | Métropole 2022 | Métropole 2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| | **INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER** | | | | |
| VP.056 | Nombre d'abonnés | u | | 488 458 | 496 563 |
| D.101.0 | Nombre d'habitants desservis | u | | 1 960 723 | 1 939 118 |
| VP.020 | Nombre d'interruptions de service non programmées | u | | *1 053* | 1 098 |
| P.151.1 | Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées | u/1000 ab | | *2,16* | *2,21* |
| D.151.0 | Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés | j | | | 1 à 24 j |
| P.152.1 | Taux de respect de délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés | % | | 99,52 | 99,84 |
| P.155.1 | Taux de réclamations | u/1000 ab | | 1,77 | 1,72 |
| | **INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE** | | | | |
| VP.119 | Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité *(FSL et fonds d'aide spécifique au territoire si existant, TVA exclue)* | € | | 581 344,00 | 1 625 597,82 |
| P.109.0 | Montants des actions de solidarité | €/m³ | 0,0070 | 0,0045 | 0,0128 |
| P.153.2 | Durée d'extinction de la dette de la collectivité | années | | 2,39 | 2,72 |
| VP.268 | Montant restant impayé au 31/12/N sur les factures émises au titre de l'année N-1 | € | | 6 985 166,40 | 6 045 724,11 |
| VP.185 | Montant TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1, au 31/12/N | € | | 235 152 478,85 | 230 691 184,03 |
| P.154.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année N | % | 1,90 | 2,97 | 2,62 |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| | Indicateurs de performance du service public de l'assainissement collectif | Unité | Moyenne nationale 2022 | Métropole 2022 | Métropole 2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| | **INDICATEURS RELATIFS AUX TARIFS** | | | | |
| D204.0 | Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (facture INSEE) | € | 2,31 | 1,85 | 1,96 |
| | **INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE COLLECTE** | | | | |
| VP.199 | Linéaire de réseaux de collecte unitaires | km | | 442,42 | 444,39 |
| VP.200 | Linéaire de réseaux de collecte séparatifs eaux usées (hors branchements) | km | | 5 024,18 | 5 078,27 |
| VP.077 | Linéaire de réseau *(hors branchements)* | km | | 5 466,60 | 5 522,66 |
| P202.2B | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eaux usées | /120 | 67 | 80 | 76 |
| VP.046 | Nombre de points noirs | u | | 354 | 366 |
| P252.2 | Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau | u/100km | 4,60 | 6,48 | 6,63 |
| P253.2 | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eaux usées | % | 0,49 | 0,33 | 0,35 |
| P255.3 | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées | /120 | 86 | 102 | 104 |
| | **LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À L'ÉPURATION** | | | | |
| P254.3 | Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel | % | 96,60 | 96,30 | 97,8 |
| D203.0 | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration | tMS | | 25 728 | 27 801 |
| P206.3 | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon les filières conformes à la réglementation | % | 99,70 | 100,00 | 100,00 |
| | **LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER** | | | | |
| VP.056 | Nombre d'abonnés | u | | 410 439 | 417 074 |
| D201.0 | Nombre d'habitants desservis | u | | 1 700 964 | 1 832 273 |
| P201.1 | Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées | % | 96,50 | 95,61 | 94,38 |
| VP.023 | Nombre d'inondations dans les locaux de l'usager | u | | 35 | 53 |
| P251.1 | Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers | u/1000hab | | 0,02 | 0,03 |
| P258.1 | Taux de réclamations | u/1000ab | 1,50 | 1,87 | 1,23 |
| | **LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE** | | | | |
| VP.119 | Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité *(FSL et fonds d'aide spécifique au territoire si existant, TVA exclue)* | € | | 150 477 | 432 460 |
| VP.068 | Volume facturé | m³ | | 96 469 586 | 97 267 673 |
| P207.0 | Montants des actions de solidarité | €/m³ | 0,0040 | 0,0016 | 0,0044 |
| P256.2 | Durée d'extinction de la dette de la collectivité | années | | 3,87 | 5,08 |
| VP.268 | Montant restant impayé au 31/12/N sur les factures émises au titre de l'année N-1 | € | | 5 730 413 | 7 992 029 |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| | Indicateurs de performance du service public de l'assainissement collectif | Unité | Moyenne nationale 2022 | Métropole 2022 | Métropole 2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| VP.185 | Montant TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1, au 31/12/N | € | | 170 076 478 | 245 669 500 |
| P257.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année N | % | 2,20 | 3,37 | 3,25 |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| Indicateurs de performance du service public de l'assainissement non collectif | Unité | Métropole 2022 | Métropole 2023 |
|---|---|---|---|
| **INDICATEURS RELATIFS AU SERVICE** | | | |
| VP.181 - Nombre d'habitants résidant sur le territoire du service | U | **1 916 403** | **1 925 136** |
| VP.230 - Taux de couverture de l'ANC | % | **10,0** | **7,7** |
| D301.0 - Évaluation du nombre d'habitants desservis par le SPANC | U | **192 071** | **148 240** |
| D302.0 - Indice de mise en œuvre de l'ANC | /140 | **100** | **100** |
| DC.304 - Nombre d'ETP salariés du SPANC | U | **19** | **20** |
| VP.305 - Existence d'un outil informatique de gestion des données relatives aux installations | O/N | **O** | **O** |
| **INDICATEUR DE PARC DES INSTALLATIONS** | | | |
| DC.306 - Nombre d'installations domestiques et assimilées, contrôlées ou non encore contrôlées, situées sur le territoire du SPANC | U | **64 120** | **64 452** |
| DC.307 - Nombre d'installations contrôlées de taille < ou = à 20 EH, domestiques et assimilées | U | **40 718** | **43 508** |
| DC.308 - Nombre d'installations contrôlées de taille > à 20 EH, domestiques et assimilées | U | **292** | **181** |
| DC.309 - Nombre d'installations contrôlées desservant un logement unique ou une entreprise rejetant des eaux usées domestiques ou assimilées | U | **38 944** | **41 597** |
| DC.310 - Nombre d'installations contrôlées desservant plusieurs logements | U | **2 066** | **2 066** |
| DC.311 - Nombre d'installations complètes contrôlées avec traitement par tranchée ou lit d'épandage dans le sol en place | U | **NR** | **NR** |
| DC.312 - Nombre d'installations complètes contrôlées avec traitement par sol reconstitué | U | **NR** | **NR** |
| DC.313 - Nombre d'installations agréées contrôlées | U | **NR** | **NR** |
| DC.314 - Nombre d'installations recensées relevant de filières non règlementaires (dont installations non complètes) | U | **NR** | **NR** |
| DC.315 - Nombre d'immeubles équipés en toilettes sèches | U | **NR** | **NR** |
| DC.316 - Nombre d'installations d'ANC contrôlées avec évacuation par infiltration dans le sol | U | **NR** | **NR** |
| DC.317 - Nombre d'installations contrôlées avec évacuation par rejet vers le milieu hydraulique superficiel | U | **NR** | **NR** |
| DC.318 - Nombre d'installations contrôlées avec évacuation par puits d'infiltration | U | **NR** | **NR** |
| DC.319 - Nombre d'installations contrôlées avec un autre type d'évacuation | U | **NR** | **NR** |
| **INDICATEUR DE CONFORMITÉ** | | | |
| VP.166 - Nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité | U | **16 167** | **17 378** |
| VP.267 - Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement | U | **23 031** | **24 240** |
| VP. 167 - Nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service | U | **41 290** | **43 986** |
| P301.3 - Taux de conformité des dispositifs d'ANC | % | **94,93** | **94,62** |
| DC.320 - Nombre d'immeubles contrôlés avec absence d'installation | U | **280** | **323** |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| Indicateurs de performance du service public de l'assainissement non collectif | Unité | Métropole 2022 | Métropole 2023 |
|---|---|---|---|
| DC.321 - Nombre d'installations présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque pour l'environnement au sens de l'arrêté contrôle | U | **1 612** | **2 046** |
| DC.322 - Nombre d'installations neuves ou réhabilitées, contrôlées non conformes au titre du contrôle de bonne exécution depuis la création du service | U | **58** | **77** |
| **INDICATEUR FINANCIER** | | | |
| DC.196 - Tarif du contrôle de l'ANC | € | **Entre 110 et 240 €** | **Entre 110 et 240 €** |
| DC.197 - Montant des recettes provenant des contrôles | € | **296 344** | **322 544** |
| DC.198 - Montant financier des travaux réalisés | € | **0** | **0** |
| DC.325 - Tarif TTC de l'examen préalable de la conception | € | **Entre 85 et 260 €** | **Entre 85 et 260 €** |
| DC.326 - Tarif TTC de vérification de l'exécution des travaux | € | **Entre 100 et 360 €** | **Entre 100 et 360 €** |
| DC.327 - Montant des recettes provenant de l'entretien et du traitement des matières de vidange | € | **0** | **0** |
| DC.328 - Montant des recettes autres que celles issues des redevances usagers | € | **0** | **0** |
| DC.329 - Abondement par le budget général | O/N | **N** | **N** |
| DC.330 - Assujettissement à la TVA | O/N | **Variable selon anciens CT** | **ND** |
| **INDICATEUR D'ACTIVITÉ ET NIVEAU DE SERVICE** | | | |
| VP.168 - Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération | O/N | **O** | **O** |
| VP.169 - Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération | O/N | **O** | **O** |
| VP.170 - Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans | O/N | **O** | **O** |
| VP.171 - Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations | O/N | **O** | **O** |
| VP.172 - Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations | O/N | **N** | **N** |
| VP.173 - Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | O/N | **N** | **N** |
| VP.174 - Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange | O/N | **N** | **N** |
| DC.333 - Nombre d'installations ayant fait l'objet d'une vérification de l'exécution des travaux dans l'année N | U | **580** | **592** |
| DC.331 - Nombre d'installations réhabilitées dans l'année N | U | **430** | **474** |
| DC.341 - Nombre d'opérations neuves dans l'année N | U | **150** | **118** |
| VP.342 - Nombre d'installations réhabilitées dans l'année N, par opérations groupées | U | **0** | **0** |
| DC.343 - Nombre d'installations réhabilitées dans l'année N, par initiative individuelle | U | **430** | **474** |
| DC.332 - Nombre d'installations ayant fait l'objet d'un examen préalable de la conception dans l'année N | U | **897** | **791** |
| VP.334 - Nombre d'installations ayant fait l'objet d'une vérification du fonctionnement et de l'entretien dans l'année N | U | **1 930** | **2 181** |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| Indicateurs de performance du service public de l'assainissement non collectif | Unité | Métropole 2022 | Métropole 2023 |
|---|---|---|---|
| VP.303 - Nombre d'installations entretenues et/ou faisant l'objet du traitement des matières de vidange par la collectivité dans l'année N | u | **NR** | **0** |
| VP.301 - Obligation de réaliser une étude de conception d'un dispositif d'ANC (O/N) | O/N | **O** | **O** |
| VP.323 - Fréquence du contrôle périodique | an | **10** | **10** |
| VP.324 - Modulation de la fréquence du contrôle périodique (O/N) | O/N | **O** | **O** |
| VP.335 - Existence d'une permanence téléphonique (O/N) | O/N | **O** | **O** |
| VP.336 - Existence d'une permanence physique (O/N) | O/N | **O** | **O** |
| VP.337 - Diffusion de supports d'information et de sensibilisation aux usagers (O/N) | O/N | **O** | **O** |
| VP.338 - Existence d'un délai maximal d'intervention pour le contrôle de l'installation (O/N) | O/N | **O** | **O** |
| VP.339 - Existence d'un délai maximal pour la remise des rapports de contrôle (O/N) | O/N | **O** | **O** |
| VP.340 - Visite systématique sur site dans le cadre de l'examen préalable de la conception (O/N) | O/N | **N** | **N** |
| VP.302 - Suivi de l'entretien hors visite sur site (O/N) | O/N | **N** | **N** |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## ANNEXE 2 : TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DES COMMUNES

| | Indicateurs de performance du service public de l'eau potable |
|---|---|
| **P.101.1** | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie |
| **P.102.1** | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques |
| **P.108.3** | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau |
| **VP.077** | Linéaire de réseau *(hors branchements)* |
| **P104.3** | Rendement du réseau de distribution |
| **P105.3** | Indice linéaire des volumes non comptés |
| **P106.3** | Indice linéaire de pertes en réseau |
| **P107.2** | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable |
| **P103.2B** | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable |
| **VP.056** | Nombre d'abonnés |
| **D.101.0** | Nombre d'habitants desservis |
| **D.151.0** | Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés |
| **P.152.1** | Taux de respect de délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés |
| **P.155.1** | Taux de réclamations |
| **P.109.0** | Montants des actions de solidarité |
| **P.154.0** | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année N |

| | Indicateurs de performance du service public de l'assainissement collectif |
|---|---|
| **VP.077** | Linéaire de réseau *(hors branchements)* |
| **P202.2B** | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eaux usées |
| **P252.2** | Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau |
| **P253.2** | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eaux usées |
| **P255.3** | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées |
| **P254.3** | Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel |
| **P206.3** | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon les filières conformes à la réglementation |
| **VP.056** | Nombre d'abonnés |
| **D201.0** | Nombre d'habitants desservis |
| **P201.1** | Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées |
| **P251.1** | Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers |
| **P258.1** | Taux de réclamations |
| **P207.0** | Montants des actions de solidarité |
| **P257.0** | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année N |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| EAU POTABLE | INDICATEURS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'EAU | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION | | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P.101.1 | P.102.1 | P.108.3 | VP.077 | P104.3 | P105.3 | P106.3 | P107.2 | P103.2B | VP.056 | D.101.0 | D.151.0 | P.152.1 | P.155.1 | P.109.0 | P.154.0 |
| Unité | % | % | % | km | % | m³/km/j | m³/km/j | % | /120 | u | u | j | % | u/1000 ab | €/m³ | % |
| **Aix-en-Provence** | Global REPA 99,81 | Global REPA 99,82 | Global REPA 45,00 | 440,76 | 89,79 | 9,87 | 7,72 | 0,24 | 100 | 22 757 | 155 911 | 3 | 100,00 | 11,69 | Global REPA 0,0014 | Global REPA 3,37 |
| **Allauch** | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 115,08 | 76,77 | 10,98 | 10,35 | 1,19 | 120 | *8 900* | 21 717 | 2 | 100,00 | 0,67 | 0,0090 | 1,45 |
| **Alleins** | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 26,10 | 84,09 | 3,39 | 2,85 | 0,23 | 110 | 1 134 | 2 833 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| **Aubagne** | Global EDC 100,00 | Global EDC 100,00 | Global EDC 48,00 | 242,59 | 88,88 | 6,3 | 5,8 | Global EDC 0,55 | 120 | 12 225 | 48 013 | 24 | 100,00 | Global EDC 0,16 | Global EDC 0,0004 | Global EDC 2,75 |
| **Auriol** | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 86,15 | 71,61 | 10,26 | 9,39 | 0,00 | 110 | 4738 | 13083 | 2 | 99,00 | 0,21 | 0,0000 | 2,49 |
| **Aurons** | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 6,91 | 84,18 | 3,95 | 3,31 | 0,15 | 110 | 268 | 580 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| **Beaurecueil** | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 8,82 | 84,13 | 2,75 | 1,94 | 0,52 | 110 | 175 | 664 | 1 | 100,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,92 |
| **Belcodène** | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 26,62 | Global SIBAM 84,70 | 2,80 | 2,35 | 0,84 | 100 | 827 | 1 984 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 0,79 |
| **Berre-l'Étang** | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 78,36 | 84,88 | 9,52 | 8,45 | 0,47 | 110 | 3 426 | 13 983 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| **Bouc-Bel-Air** | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 87,79 | 86,34 | 5,27 | 4,29 | 0,41 | 110 | 5 258 | 15 501 | 8 | 100,00 | 0,19 | 0,0000 | 0,70 |
| **Cabriès** | 100,00 | 100,00 | 37,80 | 52,19 | 69,94 | 10,77 | 9,84 | 0,26 | 102 | 3 080 | 10 399 | 8 | 100,00 | 0,97 | 0,0000 | 1,34 |
| **Cadolive** | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 13,83 | Global SIBAM 84,70 | 4,97 | 4,17 | 1,45 | 100 | 1 028 | 2 247 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 0,36 |
| **Carnoux-en-Provence** | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 41,86 | 84,03 | 8,71 | 8,40 | 1,77 | 120 | 2 267 | 6 827 | 2 | 100,00 | 0,00 | 0,0008 | 0,59 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| EAU POTABLE | INDICATEURS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'EAU | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION | | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P.101.1 | P.102.1 | P.108.3 | VP.077 | P104.3 | P105.3 | P106.3 | P107.2 | P103.2B | VP.056 | D.101.0 | D.151.0 | P.152.1 | P.155.1 | P.109.0 | P.154.0 |
| Unité | % | % | % | km | % | m³/km/j | m³/km/j | % | /120 | u | u | j | % | u/1000 ab | €/m³ | % |
| **Carry-le-Rouet** | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 46,51 | 86,57 | 6,17 | 5,93 | 1,40 | 120 | *3 412* | 5 834 | 2 | 100,00 | 0,29 | 0,0022 | 0,56 |
| **Cassis** | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 65,07 | 83,53 | 10,82 | 9,99 | 0,64 | 120 | *3 678* | 6 822 | 2 | 100,00 | 0,27 | 0,0004 | 0,31 |
| **Ceyreste** | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 37,20 | 88,53 | 4,47 | 3,99 | 1,18 | 120 | *2 684* | 4 921 | 2 | 100,00 | 0,37 | 0,0046 | 0,73 |
| **Charleval** | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 17,66 | 96,19 | 1,86 | 0,96 | 1,71 | 110 | 1 108 | 2 664 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| **Châteauneuf-les-Martigues** | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 76,36 | 88,04 | 4,95 | 4,64 | 1,46 | 120 | *6 196* | 17 986 | 2 | 100,00 | 0,16 | 0,0071 | 1,98 |
| **Châteauneuf-le-Rouge** | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 25,64 | 83,88 | 4,67 | 4,16 | 0,00 | 120 | 1 018 | 2 432 | 8 | 100,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,28 |
| **Coudoux** | Global REPA 99,81 | Global REPA 99,82 | Global REPA 45,00 | 21,62 | 85,21 | 24,94 | 23,68 | 0,32 | 100 | 1 673 | 3 745 | 3 | 100,00 | 0,60 | Global REPA 0,0014 | Global REPA 3,37 |
| **Cuges-les-Pins** | Global EDC 100,00 | Global EDC 100,00 | Global EDC 48,00 | 24,61 | 74,30 | 14,6 | 14,3 | Global EDC 0,55 | 120 | 2 266 | 5 523 | 24 | 100,00 | Global EDC 0,16 | Global EDC 0,0004 | Global EDC 2,75 |
| **Éguilles** | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 63,70 | 77,86 | 7,24 | 6,36 | 0,47 | 100 | 3 559 | 8 302 | 2 | 98,00 | 0,28 | 0,0000 | 1,74 |
| **Ensuès-la-Redonne** | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 40,89 | 83,47 | 6,65 | 5,87 | 2,87 | 120 | *3 103* | 5 836 | 2 | 100,00 | 0,00 | 0,0064 | 1,33 |
| **ex SAEPOM** | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 62,05 | 94,78 | 34,35 | 33,91 | 2,46 | | - | - | 2 | 100,00 | - | - | - |
| **Eyguière** | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 40,02 | 74,17 | 10,95 | 9,69 | 0,44 | 110 | 3 052 | 7 048 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| EAU POTABLE | INDICATEURS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'EAU | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION | | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P.101.1 | P.102.1 | P.108.3 | VP.077 | P104.3 | P105.3 | P106.3 | P107.2 | P103.2B | VP.056 | D.101.0 | D.151.0 | P.152.1 | P.155.1 | P.109.0 | P.154.0 |
| Unité | % | % | % | km | % | m³/km/j | m³/km/j | % | /120 | u | u | j | % | u/1000 ab | €/m³ | % |
| Fos-sur-Mer | Global IOP 100,00 | Global IOP 100,00 | Global IOP 60,74 | 99,57 | 74,16 | 13,40 | 12,55 | 1,40 | 110 | 7600 | 18060 | 2 | 95,50 | 2,63 | 0,0006 | 3,44 |
| Fuveau | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 69,05 | 77,50 | 7,39 | 6,54 | 0,27 | 110 | 3528 | 10315 | 8 | 100,00 | 0,85 | 0,0000 | 1,89 |
| Gardanne | Global REPA 99,81 | Global REPA 99,82 | Global REPA 45,00 | 111,33 | 82,87 | 7,28 | 6,97 | 0,13 | 100 | 7 460 | 21 917 | 3 | 100,00 | 5,36 | Global REPA 0,0014 | Global REPA 3,37 |
| Gémenos | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 51,90 | 71,53 | 12,90 | 12,44 | 0,10 | 100 | 3 119 | 6 920 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 6,46 |
| Gémenos ZI | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 9,26 | 90,97 | 4,33 | 2,45 | 0,00 | 120 | 262 | 6 920 | 2 | 100,00 | 0,00 | 0,0000 | 2,26 |
| Gignac-la-Nerthe | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 51,83 | 82,75 | 6,11 | 5,75 | 1,01 | 120 | 4 473 | 10 179 | 2 | 100,00 | 0,00 | 0,0136 | 2,82 |
| Grans Cornillon | 100,00 | 100,00 | 60,00 | 49,07 | 83,84 | 4,54 | 3,51 | 0,79 | 110 | 2 664 | 6 962 | 8 | 100,00 | 0,00 | 0,0000 | 2,40 |
| Gréasque | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 42,36 | Global SIBAM 84,70 | 5,29 | 4,44 | 0,05 | 100 | 2 204 | 4 471 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 0,94 |
| Istres | Global IOP 100,00 | Global IOP 100,00 | Global IOP 60,74 | 202,58 | 74,34 | 12,89 | 12,17 | 0,25 | 110 | 17560 | 39058 | 2 | 98,90 | 2,96 | 0,0003 | 2,63 |
| Jouques | 100,00 | 100,00 | 60,00 | 23,27 | 69,72 | 10,27 | 8,51 | 0,00 | 90 | 1 395 | 3 278 | 2 | 100,00 | 5,73 | 0,0000 | 3,42 |
| La Barben | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 9,73 | 85,34 | 3,94 | 3,52 | 0,00 | 110 | 373 | 885 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| La Bouilladisse | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 50,47 | Global SIBAM 84,70 | 4,37 | 3,66 | 0,57 | 100 | 2 800 | 6 419 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 2,15 |
| La Ciotat | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 194,78 | 85,92 | 12,41 | 11,78 | 1,22 | 120 | 12 993 | 37 356 | 2 | 100,00 | 0,15 | 0,0075 | 1,56 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| EAU POTABLE | INDICATEURS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'EAU | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION | | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P.101.1 | P.102.1 | P.108.3 | VP.077 | P104.3 | P105.3 | P106.3 | P107.2 | P103.2B | VP.056 | D.101.0 | D.151.0 | P.152.1 | P.155.1 | P.109.0 | P.154.0 |
| Unité | % | % | % | km | % | m³/km/j | m³/km/j | % | /120 | u | u | j | % | u/1000 ab | €/m³ | % |
| La Destrousse | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 23,47 | Global SIBAM 84,70 | 5,74 | 4,82 | 0,38 | 100 | 1 765 | 3 962 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 1,74 |
| La Roque-d'Anthéron | 100,00 | 100,00 | 80,00 | 41,61 | 92,51 | 3,56 | 2,26 | 2,15 | 110 | 2090 | 5500 | 8 | 100,00 | 0,00 | 0,0015 | 1,27 |
| La-Fare-les-Oliviers | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 46,79 | 84,33 | 6,10 | 5,30 | 0,42 | 110 | 3 383 | 8 972 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| Lamanon | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 18,13 | 86,03 | 4,36 | 3,43 | 1,14 | 110 | 861 | 2 088 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| Lambesc | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 40,07 | 89,89 | 4,71 | 3,45 | 1,07 | 110 | 3187 | 10076 | 8 | 100,00 | 0,00 | 0,0020 | 0,75 |
| Lançon-de-Provence | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 68,51 | 78,53 | 8,35 | 7,73 | 0,03 | 110 | 3 766 | 9 467 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| La-Penne-sur-Huveaune | Global EDC 100,00 | Global EDC 100,00 | Global EDC 48,00 | Avec Aubagne | 88,88 | 6,3 | 5,8 | Global EDC 0,55 | 120 | 2 298 | 6 590 | 24 | 100,00 | Global EDC 0,16 | Global EDC 0,0004 | Global EDC 2,75 |
| Le Puy-Sainte-Réparade | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 34,97 | 82,23 | 7,54 | 5,10 | 1,39 | 110 | 2045 | 5945 | 8 | 100,00 | 0,98 | 0,0005 | 0,68 |
| Le Rove | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 35,26 | 82,23 | 5,76 | 5,30 | 2,78 | 120 | 2 370 | 5 242 | 2 | 100,00 | 0,00 | 0,0115 | 2,34 |
| Le Tholonet | 100,00 | 100,00 | 60,00 | 19,10 | 90,73 | 2,21 | 1,83 | 0,00 | 85 | 650 | 2 415 | 1 | 100,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,42 |
| Les Pennes-Mirabeau | 100,00 | 98,86 | 40,00 | 147,92 | 81,69 | 8,37 | 7,75 | 0,07 | 100 | 8573 | 22281 | 2 | 99,10 | 1,28 | 0,0018 | 2,95 |
| Mallemort | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 59,76 | 71,06 | 12,07 | 11,26 | 0,47 | 110 | 3 099 | 10 797 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| Marignane | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 138,06 | 80,15 | 10,68 | 9,83 | 1,17 | 120 | 9 409 | 33 222 | 2 | 100,00 | 0,11 | 0,0576 | 3,20 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| EAU POTABLE | INDICATEURS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'EAU | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION | | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P.101.1 | P.102.1 | P.108.3 | VP.077 | P104.3 | P105.3 | P106.3 | P107.2 | P103.2B | VP.056 | D.101.0 | D.151.0 | P.152.1 | P.155.1 | P.109.0 | P.154.0 |
| Unité | % | % | % | km | % | m³/km/j | m³/km/j | % | /120 | u | u | j | % | u/1000 ab | €/m³ | % |
| **Marseille** | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 1923,15 | 87,25 | 13,94 | 12,17 | 0,88 | 120 | *147 463* | 879 238 | 2 | 100,00 | 0,26 | 0,0236 | 3,05 |
| **Martigues** | Global REAPM 99,55 | Global REAPM 100 | Global REAPM 67,60 | Global REAPM 442,00 | 81,16 | Global REAPM 11,31 | Global REAPM 10,34 | Global REAPM 1,65 | 115 | 11 835 | 50 773 | 2 | 100,00 | Global REAPM 0,98 | Global REAPM 0,0024 | Global REAPM 1,97 |
| **Meyrargues** | 100,00 | 100,00 | 60,00 | 22,61 | 80,67 | 6,46 | 4,98 | 1,26 | 110 | 1 204 | 3 893 | 8 | 100,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,28 |
| **Meyreuil** | 100,00 | 95,00 | 22,20 | 50,78 | 72,22 | 8,93 | 8,18 | 0,35 | 98 | 2465 | 5919 | 2 | 98,00 | 0,81 | 0,0000 | 1,57 |
| **Mimet** | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 48,48 | Global SIBAM 84,70 | 3,76 | 3,16 | 0,32 | 100 | 1 989 | 4 262 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 0,87 |
| **Miramas** | Global IOP 100,00 | Global IOP 100,00 | Global IOP 60,74 | 116,28 | 82,58 | 12,23 | 11,49 | 0,55 | 110 | 9111 | 21592 | 2 | 98,90 | 3,18 | 0,0004 | 2,86 |
| **Pélissane** | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 53,36 | 78,29 | 9,16 | 7,78 | 0,39 | 110 | 4 052 | 6 334 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| **Pertuis** | 100,00 | 100,00 | NR | 175,01 | 89,01 | 8,83 | 0,00 | 0,00 | 88 | 10292 | 22642 | 3 | 100,00 | 1,36 | 0,0000 | NR |
| **Peynier** | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 43,20 | 76,56 | 5,91 | 5,12 | 2,03 | 105 | 1 859 | 3 725 | 8 | 100,00 | 0,54 | 0,0000 | 0,56 |
| **Peypin** | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 52,11 | Global SIBAM 84,70 | 3,84 | 3,22 | 0,23 | 100 | 2 710 | 5 687 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 1,62 |
| **Peyrolles** | 100,00 | 100,00 | 80,00 | 31,16 | 77,56 | 7,67 | 6,33 | 0,80 | 110 | 1 961 | 5 298 | 8 | 100,00 | 2,04 | 0,0027 | 2,68 |
| **Plan-de-Cuques** | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 53,68 | 81,11 | 9,46 | 8,91 | 0,34 | 100 | 3 731 | 11 483 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 1,43 |
| **Port-de-Bouc** | Global REAPM 99,55 | Global REAPM 100 | Global REAPM 67,60 | Global REAPM 442,00 | 67,27 | Global REAPM 11,31 | Global REAPM 10,34 | Global REAPM 1,65 | 115 | 3 893 | 16 422 | 2 | 100,00 | Global REAPM 0,98 | Global REAPM 0,0024 | Global REAPM 1,97 |
| **Port-Saint-Louis-du-Rhône** | Global IOP 100,00 | Global IOP 100,00 | Global IOP 60,74 | 80,30 | 72,07 | 8,94 | 7,81 | 1,25 | 110 | 4308 | 9020 | 2 | 95,80 | 2,32 | 0,0010 | 3,02 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| EAU POTABLE | INDICATEURS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'EAU | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION | | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P.101.1 | P.102.1 | P.108.3 | VP.077 | P104.3 | P105.3 | P106.3 | P107.2 | P103.2B | VP.056 | D.101.0 | D.151.0 | P.152.1 | P.155.1 | P.109.0 | P.154.0 |
| Unité | % | % | % | km | % | m³/km/j | m³/km/j | % | /120 | u | u | j | % | u/1000 ab | €/m³ | % |
| **Puyloubier** | Global REPA 99,81 | Global REPA 99,82 | Global REPA 45,00 | 20,76 | 71,83 | 5,01 | 4,50 | 0,00 | 100 | 746 | 1 952 | 3 | 100,00 | 6,70 | Global REPA 0,0014 | Global REPA 3,37 |
| **Rognac** | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 84,09 | 76,34 | 17,55 | 16,07 | 0,29 | 110 | 5 003 | 12 287 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| **Rognes** | 100,00 | 92,86 | 77,00 | 15,30 | 73,91 | 10,18 | 8,92 | 3,06 | 85 | 956 | 2 348 | 2 | 100,00 | 3,14 | 0,0003 | 3,38 |
| **Roquefort-la-Bédoule** | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 42,90 | 82,62 | 6,48 | 5,78 | 1,22 | 120 | 2 553 | 5 924 | 2 | 100,00 | 0,00 | 0,0006 | 0,83 |
| **Roquevaire** | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 94,26 | 71,21 | 8,61 | 8,35 | 0,36 | 100 | 5 124 | 8 794 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 3,69 |
| **Rousset** | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 45,56 | 80,14 | 7,05 | 5,98 | 1,68 | 110 | 1 918 | 5 353 | 8 | 100,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,80 |
| **Saint-Estève-Janson** | Global REPA 99,81 | Global REPA 99,82 | Global REPA 45,00 | 8,61 | 87,64 | 1,33 | 0,97 | 0,65 | 100 | 184 | 394 | 3 | 100,00 | 10,87 | Global REPA 0,0014 | Global REPA 3,37 |
| **Saint-Marc-aumegarde** | Global REPA 99,81 | Global REPA 99,82 | Global REPA 45,00 | 22,46 | 78,41 | 5,52 | 5,06 | 0,00 | 100 | 572 | 1 341 | 3 | 100,00 | 5,24 | Global REPA 0,0014 | Global REPA 3,37 |
| **Saint-Paul-lez-Durance** | Global REPA 99,81 | Global REPA 99,82 | Global REPA 45,00 | 18,42 | 73,38 | 4,44 | 3,39 | 0,25 | 100 | 525 | 1 147 | 3 | 100,00 | 5,71 | Global REPA 0,0014 | Global REPA 3,37 |
| **Saint-Anthonin-sur-Bayon** | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 14,87 | 89,55 | 0,78 | 0,44 | 2,69 | 110 | 89 | 129 | 8 | 100,00 | 0,00 | 0,0000 | 2,50 |
| **Saint-Cannat** | 100,00 | 84,21 | 60,00 | 25,20 | 78,99 | 8,58 | 7,47 | 1,07 | 85 | 1 741 | 4 154 | 1 | 83,33 | 6,32 | 0,0000 | 1,36 |
| **Saint-Chamas** | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 35,76 | 76,20 | 13,58 | 12,46 | 1,40 | 110 | 3 031 | 8 774 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| **Saint-Mitre-les-Remparts** | Global REAPM 99,55 | Global REAPM 100 | Global REAPM 67,60 | Global REAPM 442,00 | 78,68 | Global REAPM 11,31 | Global REAPM 10,34 | Global REAPM 1,65 | 115 | 2 629 | 5 929 | 2 | 100,00 | Global REAPM 0,98 | Global REAPM 0,0024 | Global REAPM 1,97 |

| EAU POTABLE | INDICATEURS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'EAU | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION | | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P.101.1 | P.102.1 | P.108.3 | VP.077 | P104.3 | P105.3 | P106.3 | P107.2 | P103.2B | VP.056 | D.101.0 | D.151.0 | P.152.1 | P.155.1 | P.109.0 | P.154.0 |
| Unité | % | % | % | km | % | m³/km/j | m³/km/j | % | /120 | u | u | j | % | u/1000 ab | €/m³ | % |
| Saint-Savournin | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 21,18 | Global SIBAM 84,70 | 4,82 | 4,05 | 0,26 | 100 | 1 583 | 3 559 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 0,71 |
| Saint-Victoret | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 41,95 | 80,65 | 6,02 | 5,80 | 2,71 | 120 | 2 786 | 6 676 | 2 | 100,00 | 0,00 | 0,0802 | 3,07 |
| Saint-Zacharie | Global EDC 100,00 | Global EDC 100,00 | Global EDC 48,00 | 37,92 | 84,68 | 4,7 | 4,6 | Global EDC 0,55 | 120 | 2 519 | 6 159 | 24 | 100,00 | Global EDC 0,16 | Global EDC 0,0004 | Global EDC 2,75 |
| Salon-de-Provence | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 185,53 | 84,64 | 9,47 | 8,79 | 0,20 | 110 | 11 187 | 45 290 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| Sausset-les-Pins | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | 50,90 | 90,09 | 4,00 | 3,48 | 2,22 | 120 | 3 409 | 7 680 | 2 | 100,00 | 0,00 | 0,0019 | 1,01 |
| Sénas | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 31,43 | 87,96 | 3,61 | 3,11 | 0,68 | 110 | 2 247 | 6 926 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| Septêmes-les-Vallons | Global SEMM 99,66 | Global SEMM 100,00 | Global SEMM 40,00 | Avec Marseille | Avec Marseille | Avec Marseille | Avec Marseille | Avec Marseille | 120 | 3 748 | 11 812 | 2 | Voir Marseille | 0,00 | Voir Marseille | Voir Marseille |
| Simiane-Collongue | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 100,00 | Global SIBAM 47,00 | 38,67 | 89,34 | 2,68 | 2,25 | 0,00 | 100 | 2 128 | 5 973 | 2 | 100,00 | Global SIBAM 0,07 | Global SIBAM 0,0098 | 1,49 |
| Trets | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 69,56 | 87,56 | 4,21 | 3,59 | 0,64 | 110 | 4 146 | 10 865 | 8 | 100,00 | 0,72 | 0,0008 | 2,45 |
| Vauvenargues | 100,00 | 100,00 | 41,40 | 19,51 | 92,87 | 1,43 | 0,79 | 0,89 | 110 | 461 | 1 063 | 8 | 100,00 | 0,00 | 0,0000 | 2,95 |
| Velaux | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 65,90 | 90,62 | 3,46 | 2,85 | 0,15 | 110 | 3 592 | 8 858 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| Venelles | Global REPA 99,81 | Global REPA 99,82 | Global REPA 45,00 | 49,14 | 78,57 | 13,01 | 9,51 | 1,22 | 100 | 3 384 | 8 667 | 3 | 100,00 | 10,64 | Global REPA 0,0014 | Global REPA 3,37 |
| Ventabren | 100,00 | 100,00 | 40,00 | 52,60 | 78,39 | 7,51 | 6,29 | 1,59 | 110 | 2 826 | 5 623 | 8 | 100,00 | 0,35 | 0,0000 | 1,12 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| EAU POTABLE | INDICATEURS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'EAU | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION | | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | P.101.1 | P.102.1 | P.108.3 | VP.077 | P104.3 | P105.3 | P106.3 | P107.2 | P103.2B | VP.056 | D.101.0 | D.151.0 | P.152.1 | P.155.1 | P.109.0 | P.154.0 |
| Unité | % | % | % | km | % | m³/km/j | m³/km/j | % | /120 | u | u | j | % | u/1000 ab | €/m³ | % |
| **Vernègues** | Global APE 100,00 | Global APE 99,81 | Global APE 56,00 | 21,07 | 93,37 | 2,45 | 1,50 | 0,05 | 110 | 779 | 2 167 | 8 | 100,00 | Global APE 1,31 | Global APE 0,0009 | Global APE 2,02 |
| **Vitrolles** | Global REPA 99,81 | Global REPA 99,82 | Global REPA 45,00 | 167,41 | 80,04 | 23,25 | 14,96 | 0,09 | 100 | 10 413 | 35 030 | 3 | 100,00 | 16,90 | Global REPA 0,0014 | Global REPA 3,37 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| ASSAINISSEMENT COLLECTIF | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE COLLECTE | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À L'ÉPURATION | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | VP.077 | P202.2B | P252.2 | P253.2 | P255.3 | P254.3 | P206.3 | VP.056 | D201.0 | P201.1 | P251.1 | P258.1 | P207.0 | P257.0 |
| Unité | km | /120 | u/100km | % | /120 | % | % | u | u | % | u/1000hab | u/1000ab | €/m³ | % |
| Aix-en-Provence | 412,8 | Global REPA 105 | 7,27 | 0,18 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 19 423 | 155 911 | 98,00 | 0,13 | 0,67 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| Allauch | 66,6 | Global SERAMM 107 | 3,00 | 0,21 | Global SERAMM 110 | Global SERAMM 99 | Global SERAMM 100 | 6 674 | 17 607 | 86,22 | 0,00 | 0,60 | 0,0082 | 1,66 |
| Alleins | 16,44 | Global APA 30 | 12,16 | 0,06 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 1 181 | 2 935 | 99,66 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | NR |
| Aubagne | 123,44 | Global EDC 30 | 7,29 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 8 415 | 48 013 | 68,83 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | Global EDC 7,41 |
| Auriol | 36,39 | Global EDC 30 | 5,5 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 2 714 | 13 083 | 58,18 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | Global EDC 7,41 |
| Aurons | 4,88 | Global APA 30 | 0,00 | 0,00 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 221 | 553 | 99,10 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| Beaurecueil | 3,98 | 95 | 25,13 | 0,00 | 100 | 0,00 | 100 | 76 | 277 | 96,20 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,02 |
| Belcodène | 5,05 | Global EDC 30 | 19,82 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 190 | 1 987 | 23,06 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | NR |
| Berre-l'Étang | 56,92 | Global APA 30 | 10,54 | 0,86 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 2 995 | 7 493 | 99,63 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| Bouc-Bel-Air | 79,55 | 92 | 13,83 | 1,88 | 100 | 100 | 100 | 4 719 | 15 017 | 99,43 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,94 |
| Cabriès | 51,62 | 91 | 15,50 | 0,34 | 100 | 100 | 100 | 2 699 | 9 870 | 98,58 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 1,74 |
| Cadolive | 8,82 | Global EDC 30 | 11,34 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 797 | 2 247 | 77,98 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | NR |
| Carnoux-en-Provence | 40,85 | Global SERAMM 107 | 2,45 | 0,70 | Global SERAMM 110 | Global SERAMM 99 | Global SERAMM 100 | 1 966 | 6 820 | 99,90 | 0,00 | 1,02 | 0,0004 | 0,56 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| ASSAINISSEMENT COLLECTIF | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE COLLECTE | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À L'ÉPURATION | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | VP.077 | P202.2B | P252.2 | P253.2 | P255.3 | P254.3 | P206.3 | VP.056 | D201.0 | P201.1 | P251.1 | P258.1 | P207.0 | P257.0 |
| Unité | km | /120 | u/100km | % | /120 | % | % | u | u | % | u/1000hab | u/1000ab | €/m³ | % |
| **Carry-le-Rouet** | 45,29 | Global SAOM 95 | 4,42 | 0,38 | Global SAOM 110 | Global SAOM 95 | Global SAOM 100 | 2 655 | 5 797 | 99,92 | 0,00 | 0,00 | 0,0017 | 10,31 |
| **Cassis** | 39,11 | Global SAEM 98 | 12,78 | 0,31 | Global SAEM 110 | Global SAEM 84 | Global SAEM 100 | 2 294 | 5 638 | 98,03 | 0,18 | 0,00 | 0,0005 | 0,38 |
| **Ceyreste** | 19,73 | Global SAEM 98 | 10,13 | 0,42 | Global SAEM 110 | Global SAEM 84 | Global SAEM 100 | 1 681 | 3 578 | 95,73 | 0,00 | 0,00 | 0,0076 | 0,93 |
| **Charleval** | 16,53 | Global APA 30 | 6,05 | 1,33 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 1 128 | 2 645 | 99,82 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| **Châteauneuf-le-Rouge** | 16,06 | Global REPA 105 | 0,00 | 0,37 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 409 | 2 465 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| **Châteauneuf-les-Martigues** | 76,93 | Global SAOM 95 | 6,5 | 0,88 | Global SAOM 110 | Global SAOM 95 | Global SAOM 100 | 5 296 | 17 153 | 99,25 | 0,00 | 0,00 | 0,0055 | 2,22 |
| **Coudoux** | 52,69 | Global REPA 105 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 1 172 | 3 745 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| **Cuges-les-Pins** | 8,6 | Global EDC 30 | 34,88 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 1 063 | 5 523 | 46,91 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | NR |
| **Éguilles** | 56,54 | 90 | 0,01 | 0,00 | 90 | 92 | 100 | 2 471 | 8 222 | 69,43 | 0,00 | 1,21 | 0,0000 | NR |
| **Ensuès-la-Redonne** | 27,69 | Global SAOM 95 | 0,00 | 0,00 | Global SAOM 110 | Global SAOM 95 | Global SAOM 100 | 2 087 | 4 528 | 90,78 | 0,00 | 0,00 | 0,0065 | 1,86 |
| **Eyguières** | 33,60 | Global APA 30 | 26,78 | 0,49 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 3 204 | 8 020 | 99,56 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| **Fos-sur-Mer** | 80,4 | Global IOP 110 | 1,24 | 0,48 | Global IOP 70 | 100 | Global IOP 100 | 7 252 | 17 226 | 99,96 | 0,00 | 2,34 | 0,0015 | 4,99 |
| **Fuveau** | 41,71 | Global REPA 105 | 0,00 | 0,09 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 2 059 | 10 654 | 98,00 | 0,09 | 0,00 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| ASSAINISSEMENT COLLECTIF | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE COLLECTE | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À L'ÉPURATION | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | VP.077 | P202.2B | P252.2 | P253.2 | P255.3 | P254.3 | P206.3 | VP.056 | D201.0 | P201.1 | P251.1 | P258.1 | P207.0 | P257.0 |
| Unité | km | /120 | u/100km | % | /120 | % | % | u | u | % | u/1000hab | u/1000ab | €/m³ | % |
| **Gardanne** | 87,45 | Global REPA 105 | 0,00 | 0,09 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 7 015 | 21 917 | 95,00 | 0,05 | 0,14 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| **Gémenos** | 30,59 | | 19,61 | 0,06 | Global SIBAM 20 | NR | NR | 2 200 | 4 881 | 70,54 | 0,00 | 0,00 | Global SIBAM 0,0128 | 6,31 |
| **Gemenos ZI** | 9,27 | Global SERAMM 107 | 10,79 | 0,00 | Global SERAMM 110 | Global SERAMM 99 | Global SERAMM 100 | 147 | 4 827 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 1,38 |
| **Gignac-la-Nerthe** | 45,17 | Global SAOM 95 | 6,64 | 1,03 | Global SAOM 110 | Global SAOM 95 | Global SAOM 100 | 3 801 | 9 647 | 99,53 | 0,00 | 0,00 | 0,0106 | 2,76 |
| **Grans Cornillon** | 39,80 | 108 | 12,56 | 0,07 | 100 | 86 | 100 | 2 189 | 6 252 | 97,68 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 3,31 |
| **Gréasque** | 25,58 | | 15,64 | 0,10 | Global SIBAM 20 | NR | NR | 1 733 | 3 516 | 78,63 | 0,00 | 0,00 | Global SIBAM 0,0128 | 1,47 |
| **Istres** | 161,88 | Global IOP 110 | 1,24 | 0,30 | Global IOP 70 | 100 | Global IOP 100 | 16 541 | 37 170 | 99,97 | 0,00 | 2,48 | 0,0005 | 2,40 |
| **Jouques** | 13,90 | 15 | 0,00 | 0,00 | 90 | 100 | 100 | 1 209 | 2 841 | 86,67 | 0,00 | 6,62 | 0,0000 | 4,02 |
| **La Barben** | 7,09 | Global APA 30 | 0,00 | 0,00 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 442 | 1 085 | 98,44 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| **La Bouilladisse** | 16,41 | Global EDC 30 | 6,09 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 1 326 | 6 498 | 48,73 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | NR |
| **La Ciotat** | 127,39 | Global SAEM 98 | 6,28 | 0,05 | Global SAEM 110 | Global SAEM 84 | Global SAEM 100 | 9 821 | 33 150 | 99,03 | 0,00 | 0,00 | 0,0087 | 1,40 |
| **La Destrousse** | 15,64 | Global EDC 30 | 6,39 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 1 170 | 3 876 | 66,52 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | NR |
| **La Penne-sur-Huveaune** | 25,82 | Global EDC 30 | 3,87 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 2 028 | 6 590 | 88,29 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | NR |
| **La Roque-d'Anthéron** | 35,65 | 92 | 19,64 | 0,13 | 100 | 100 | 100 | 1 783 | 5 304 | 97,70 | 0,00 | 0,00 | 0,0001 | 1,31 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| ASSAINISSEMENT COLLECTIF | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE COLLECTE | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À L'ÉPURATION | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | VP.077 | P202.2B | P252.2 | P253.2 | P255.3 | P254.3 | P206.3 | VP.056 | D201.0 | P201.1 | P251.1 | P258.1 | P207.0 | P257.0 |
| Unité | km | /120 | u/100km | % | /120 | % | % | u | u | % | u/1000hab | u/1000ab | €/m³ | % |
| La-Fare-les-Oliviers | 33,94 | Global APA 30 | 23,57 | 1,01 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 3 123 | 7 805 | 99,74 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| Lamanon | 13,21 | Global APA 30 | 0,00 | 1,45 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 917 | 2 295 | 98,92 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| Lambesc | 41,47 | 91 | 14,47 | 0,16 | 100 | 96 | 100 | 2 729 | 10 076 | 99,82 | 0,10 | 0,00 | 0,0012 | 1,01 |
| Lançon-Provence | 47,07 | Global APA 30 | 0,00 | 0,00 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 3 293 | 8 058 | 99,40 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| Le Puy-Sainte-Réparade | 27,24 | 105 | 22,03 | 0,53 | 100 | 100 | 100 | 1 760 | 5 556 | 97,62 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 1,11 |
| Le Rove | 26,64 | Global SERAMM 107 | 15,02 | 0,13 | Global SERAMM 110 | Global SERAMM 99 | Global SERAMM 100 | 2 106 | 4 944 | 99,39 | 0,00 | 0,47 | 0,0056 | 2,34 |
| Le Tholonet | 12,22 | 30 | 0,03 | 0,00 | 80 | | | 566 | 2 004 | 87,08 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,42 |
| Les Pennes-Mirabeau | 112,26 | 30 | 1,78 | 0,00 | 100 | | | 6 546 | 15 696 | 100,00 | 0,06 | 0,15 | 0,0000 | 0,46 |
| Mallemort | 51,89 | Global APA 30 | 0,00 | 0,66 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 3 054 | 6 018 | 99,09 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| Marignane | 130,95 | Global SAOM 95 | 12,22 | 0,88 | Global SAOM 110 | Global SAOM 95 | Global SAOM 100 | 8 294 | 32 621 | 99,82 | 0,00 | 0,00 | 0,0057 | 2,97 |
| Marseille | 1 199,17 | Global SERAMM 107 | 5,34 | 0,35 | Global SERAMM 110 | Global SERAMM 99 | Global SERAMM 100 | 128 438 | 860 355 | 99,08 | 0,02 | 1,98 | 0,0043 | 3,65 |
| Martigues | Global REAPM 339,00 | Global REAPM 39 | Global REAPM 1,18 | Global REAPM 0,60 | Global REAPM 120 | Global REAPM 100 | Global REAPM 100 | 10 645 | 48 001 | 99,72 | Global REAPM 0,01 | Global REAPM 0,96 | Global REAPM 0,0272 | Global REAPM 2,61 |
| Meyrargues | 12,09 | 92 | 0,00 | 0,00 | 100 | 100 | 100 | 968 | 3 396 | 98,67 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,34 |
| Meyreuil | 37,94 | 84 | 2,64 | 0,00 | 90 | 87% | 100% | 2 113 | 5 283 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 2,47 |
| Mimet | 17,28 | Global SIBAM 70 | 11,57 | 0,00 | Global SIBAM 20 | NR | NR | 964 | 2 066 | 48,47 | 0,00 | 0,00 | Global SIBAM 0,0128 | 1,77 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| ASSAINISSEMENT COLLECTIF | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE COLLECTE | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À L'ÉPURATION | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | VP.077 | P202.2B | P252.2 | P253.2 | P255.3 | P254.3 | P206.3 | VP.056 | D201.0 | P201.1 | P251.1 | P258.1 | P207.0 | P257.0 |
| Unité | km | /120 | u/100km | % | /120 | % | % | u | u | % | u/1000hab | u/1000ab | €/m³ | % |
| **Miramas** | 114,49 | Global IOP 110 | 0,87 | 0,33 | Global IOP 70 | 83 | Global IOP 100 | 8 606 | 20 582 | 99,86 | 0,00 | 2,44 | 0,0010 | 3,41 |
| **Pélissanne** | 48,70 | Global APA 30 | 12,32 | 0,67 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 4 026 | 9 970 | 99,43 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| **Pertuis** | 75,23 | NR | 9,28 | NR | NR | 100 | 100 | 9 692 | 21 322 | 93 | 0,09 | 1,44 | NR | NR |
| **Peynier** | 21,04 | 93 | 4,75 | 1,82 | 100 | 100 | 100 | 1 088 | 2 463 | 97,32 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,97 |
| **Peypin** | 29,51 | Global EDC 30 | 3,39 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 1 933 | 5 717 | 73,39 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | NR |
| **Peyrolles** | 25,47 | 92 | 31,41 | 1,09 | 100 | 100 | 100 | 1 686 | 5 173 | 98,25 | 0,00 | 0,00 | 0,0002 | 3,07 |
| **Plan-de-Cuques** | 43,41 | Global SIBAM 70 | 6,91 | 0,00 | Global SIBAM 20 | NR | NR | 3 461 | 10 652 | 92,76 | 0,00 | 0,00 | Global SIBAM 0,0128 | 1,53 |
| **Port-de-Bouc** | Global REAPM 339,00 | Global REAPM 39 | Global REAPM 1,19 | Global REAPM 0,60 | Global REAPM 120 | Global REAPM 100 | Global REAPM 100 | 3 710 | 16 028 | 99,73 | Global REAPM 0,01 | Global REAPM 0,96 | Global REAPM 0,0272 | Global REAPM 2,61 |
| **Port-Saint-Louis-du-Rhône** | 46,6 | Global IOP 110 | 0,00 | 1,77 | Global IOP 70 | 100 | Global IOP 100 | 3 947 | 8 319 | 99,97 | 0,00 | 2,28 | 0,0018 | 3,46 |
| **Puyloubier** | 9,34 | Global REPA 105 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 652 | 1 952 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| **Rognac** | 71,39 | Global APA 30 | 4,20 | 0,41 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 4 532 | 11 325 | 99,78 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| **Rognes** | 11,19 | 80 | 8,94 | 0,00 | 70 | 100 | 100 | 849 | 2 085 | 88,81 | 0,00 | 2,36 | 0,0004 | 1,17 |
| **Roquefort-la-Bedoule** | 29,43 | Global SAEM 98 | 10,19 | 0,22 | Global SAEM 110 | Global SAEM 84 | Global SAEM 100 | 1 943 | 5 061 | 98,43 | 0,20 | 0,00 | 0,0005 | 1,13 |
| **Roquevaire** | 29,39 | Global EDC 30 | 10,21 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 2 967 | 8 854 | 58,15 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | NR |
| **Rousset** | 28,40 | 93 | 7,04 | 0,20 | 100 | 96 | 100 | 1 476 | 4 633 | 99,73 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,94 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| ASSAINISSEMENT COLLECTIF | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE COLLECTE | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À L'ÉPURATION | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | VP.077 | P202.2B | P252.2 | P253.2 | P255.3 | P254.3 | P206.3 | VP.056 | D201.0 | P201.1 | P251.1 | P258.1 | P207.0 | P257.0 |
| Unité | km | /120 | u/100km | % | /120 | % | % | u | u | % | u/1000hab | u/1000ab | €/m³ | % |
| **Rousset ZI** | 1,53 | | | | 60 | | 100 | 4 | | | | | #REF! | |
| **Saint-Antonin-sur-Bayon** | 0,12 | Global REPA 105 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 11 | 11 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| **Saint-Estève-Janson** | 6,04 | Global REPA 105 | 0,00 | 1,36 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 162 | 394 | 98,18 | 2,54 | 0,00 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| **Saint-Marc-Jaumegarde** | 8,98 | Global REPA 105 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 240 | 1 341 | 95,24 | 0,00 | 8,33 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| **Saint-Paul-lez-Durance** | 9,6 | Global REPA 105 | 10,42 | 0,42 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 483 | 1 147 | 100,00 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| **Saint-Cannat** | 20,59 | 30 | 0,00 | 0,00 | 70 | 100 | NR | 1 678 | 4 003 | 96,38 | 0,00 | 5,96 | 0,0000 | 1,41 |
| **Saint-Chamas** | 28,25 | Global APA 30 | 0,00 | 1,82 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 2 932 | 7 343 | 99,80 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| **Saint-Mitre-les-Remparts** | Global REAPM 339,00 | Global REAPM 39 | Global REAPM 1,20 | Global REAPM 0,60 | Global REAPM 120 | Global REAPM 100 | Global REAPM 100 | 2 338 | 5 289 | 99,57 | Global REAPM 0,01 | Global REAPM 0,96 | Global REAPM 0,0272 | Global REAPM 2,61 |
| **Saint-Savournin** | 9,71 | Global EDC 30 | 20,6 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 990 | 3 560 | 62,66 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | NR |
| **Saint-Victoret** | 37,72 | Global SAOM 95 | 7,95 | 0,25 | Global SAOM 110 | Global SAOM 95 | Global SAOM 100 | 2 490 | 6 401 | 99,08 | 0,00 | 0,00 | 0,0773 | 3,57 |
| **Saint-Zacharie** | 19,31 | Global EDC 30 | 5,18 | Global EDC 0,38 | Global EDC 90 | Global EDC 100 | Global EDC 100 | 1 875 | 6 159 | 74,43 | 0,00 | Global EDC 0,12 | Global EDC 0,0006 | NR |
| **Salon-de-Provence** | 157,19 | Global APA 30 | 17,81 | 0,27 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 10 622 | 26 520 | 99,89 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| **Sausset-les-Pins** | 50,26 | Global SAOM 95 | 5,97 | 0,77 | Global SAOM 110 | Global SAOM 95 | Global SAOM 100 | 2 767 | 7 512 | 99,86 | 0,00 | 0,00 | 0,0004 | 1,17 |
| **Sénas** | 24,82 | Global APA 30 | 0,00 | 0,78 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 2 380 | 5 958 | 99,96 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| ASSAINISSEMENT COLLECTIF | INDICATEURS DE PERFORMANCE DU RÉSEAU DE COLLECTE | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À L'ÉPURATION | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA QUALITÉ DE SERVICE À L'USAGER | | | | | LES INDICATEURS DE PERFORMANCE RELATIFS À LA GESTION FINANCIÈRE | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | VP.077 | P202.2B | P252.2 | P253.2 | P255.3 | P254.3 | P206.3 | VP.056 | D201.0 | P201.1 | P251.1 | P258.1 | P207.0 | P257.0 |
| Unité | km | /120 | u/100km | % | /120 | % | % | u | u | % | u/1000hab | u/1000ab | €/m³ | % |
| **Septèmes-les-Vallons** | 42,89 | Global SERAMM 107 | 11,66 | 0,01 | Global SERAMM 110 | Global SERAMM 99 | Global SERAMM 100 | 3 321 | 11 457 | 97,48 | 0,00 | 0,3 | 0,0040 | 2,10 |
| **Simiane-Collongue** | 21,94 | Global SIBAM 70 | 9,11 | 0,23 | Global SIBAM 20 | NR | NR | 1 580 | 4 435 | 74,25 | 0,00 | 0,00 | Global SIBAM 0,0128 | 2,02 |
| **Trets** | 40,99 | 80 | 14,64 | 0,00 | 100 | 96 | 100 | 3 357 | 8 783 | 99,64 | 0,00 | 0,00 | 0,0001 | 3,25 |
| **Vauvenargues** | 3,62 | 94 | 27,66 | 0,00 | 100 | 100 | SO | 183 | 468 | 96,83 | 0,00 | 0,00 | 0,0000 | 0,82 |
| **Velaux** | 51,91 | Global APA 30 | 0,00 | 0,56 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 2 965 | 7 425 | 99,76 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| **Venelles** | 42,16 | Global REPA 105 | 7,12 | 0,79 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 3 109 | 8 667 | 98,01 | 0,12 | 0,00 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| **Ventabren** | 31,82 | Global REPA 105 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 1 926 | 5 583 | 70,01 | 0,00 | 0,00 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |
| **Vernègues** | 16,73 | Global APA 30 | 0,00 | 0,00 | Global APA 120 | Global APA 91,72 | Global APA 100 | 768 | 1 918 | 99,74 | 0,00 | Global APA 1,82 | 0,0000 | Global APA 3,56 |
| **Vitrolles** | 146,7 | Global REPA 105 | 2,04 | 0,08 | Global REPA 110 | Global REPA 98 | Global REPA 100 | 8 563 | 35 030 | 100,00 | 0,03 | 0,35 | Global REPA 0,0016 | Global REPA 2,54 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

ÉDITION 2024

# L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

## La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

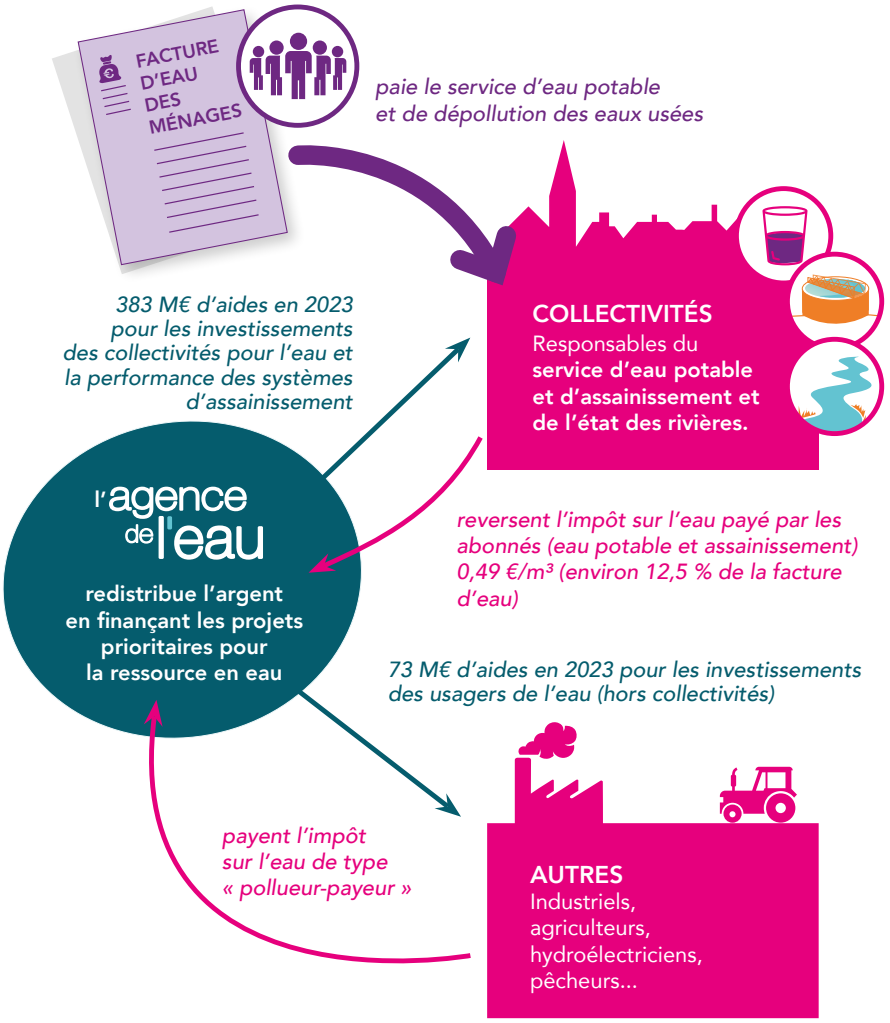
Grâce à cette fiscalité sur l'eau la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le **prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse** est de **3,95 € TTC/m³** et de **4,30 € TTC/m³** en France*. Environ **12,5 %** de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

**Cet impôt est réinvesti par l'agence** pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

**L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse** est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, **spécialisé dans la protection de l'eau.**

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2021.




SAUVONS L'EAU !



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU
## DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2023

60% des aides* attribuées en 2023 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

### ▶ Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau (84,6 millions €)

**590 opérations** (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation des techniques d'irrigation…) permettent d'économiser 6,75 millions $m^3$, soit la consommation annuelle d'une ville de 123 000 habitants.

### ▶ Pour sécuriser l'alimentation en eau potable (36,7 millions €)

**90 opérations** ont bénéficié de l'aide de l'appel à projets lancé pour accompagner la mesure 14 du Plan eau.

### ▶ Pour dépolluer les eaux (135 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

**32 stations d'épuration** parmi les plus impactantes pour le milieu et 74 autres stations, notamment dans les territoires ruraux, aidées pour environ 27,6 M€. L'agence aide aussi les territoires ruraux à rattraper leur retard d'équipement en matière d'eau potable et d'assainissement (79,5 M€). La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 59,2 M€ d'aides.

### ▶ Pour réduire les pollutions industrielles (10 millions €)

**6 119 kg de micropolluants supprimés** dans les émissions industrielles.

### ▶ Pour lutter contre les pollutions par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable (7,3 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 4,9 millions € pour l'agriculture)

7 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. **4,9 millions € consacrés à la profession agricole** pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole).

### ▶ Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité (85,5 millions €)

**53,8 km de rivières restaurées et 85 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons**. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.
**2 630 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide**.
L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 2 ha d'herbiers.

### ▶ Pour la solidarité internationale (5,3 millions €)

**60 opérations engagées** dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 20 pays en développement.

** incluant des crédits versés par l'État (Fonds vert et rénovation des canalisations d'eau potable).*



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

## 2024

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 12,5 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 39,5 € par mois pour sa facture d'eau, dont 4,9 € par mois pour les redevances.




**72,3 % (412,1 M€)** payés par les ménages et assimilés (administrations, entreprises de service, artisans et petites industries) **comme redevance de pollution domestique**.

**13 % (74,1 M€)** payés par les collectivités **comme redevance de prélèvement sur la ressource en eau**.

**8,2 % (46,8 M€)** payés par les industriels et les activités économiques **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**.

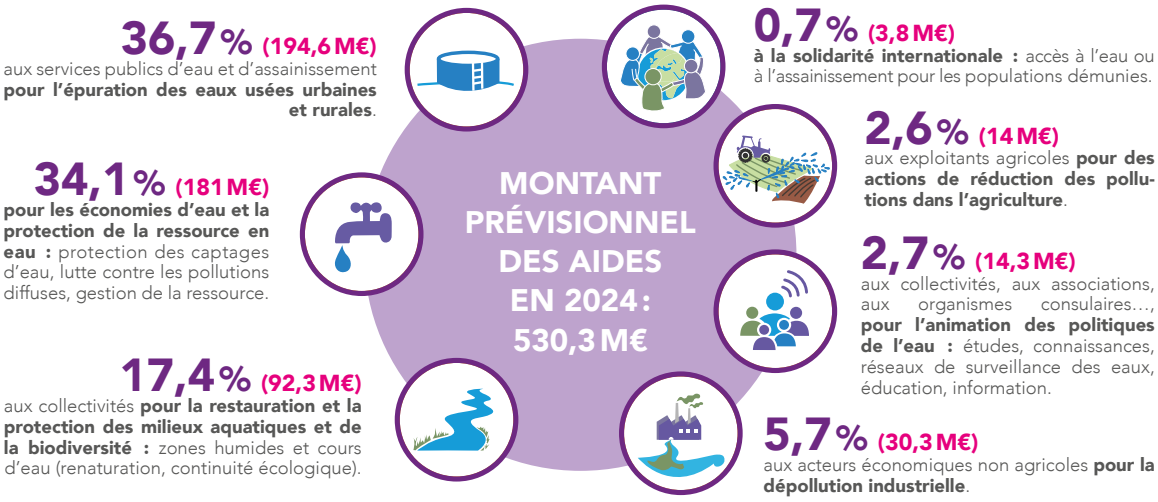
**0,8 % (4,4 M€)** payés par les irrigants et les éleveurs **comme redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**.

**2,5 % (14,2 M€)** payés par les pêcheurs, chasseurs, propriétaires de canaux ou d'ouvrages de stockage.

**3,3 % (18,6 M€)** payés par les distributeurs de produits phytosanitaires (essentiellement vendus aux agriculteurs) et répercutés sur le prix des produits **comme redevance de pollution diffuse**.

Pour toutes les redevances, les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

## UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES




**36,7 % (194,6 M€)** aux services publics d'eau et d'assainissement **pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales**.

**34,1 % (181 M€)** **pour les économies d'eau et la protection de la ressource en eau :** protection des captages d'eau, lutte contre les pollutions diffuses, gestion de la ressource.

**17,4 % (92,3 M€)** aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques et de la biodiversité :** zones humides et cours d'eau (renaturation, continuité écologique).

**0,7 % (3,8 M€)** **à la solidarité internationale :** accès à l'eau ou à l'assainissement pour les populations démunies.

**2,6 % (14 M€)** aux exploitants agricoles **pour des actions de réduction des pollutions dans l'agriculture**.

**2,7 % (14,3 M€)** aux collectivités, aux associations, aux organismes consulaires…, **pour l'animation des politiques de l'eau :** études, connaissances, réseaux de surveillance des eaux, éducation, information.

**5,7 % (30,3 M€)** aux acteurs économiques non agricoles **pour la dépollution industrielle**.

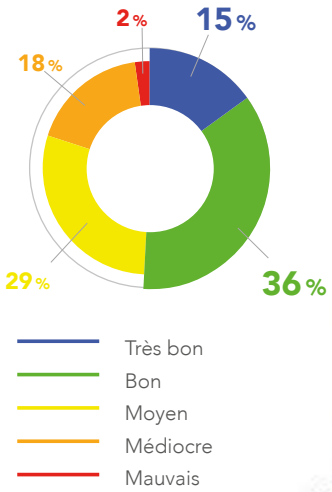
- **Ces montants n'intègrent pas les crédits fonds vert versés par l'État** pour accompagner la stratégie nationale biodiversité (SNB 2030) et la renaturation des villes et des villages.
- **Solidarité envers les communes rurales:** l'agence de l'eau soutient, à des taux très préférentiels, les actions des communes rurales situées dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **L'agence de l'eau contribue également au financement** de l'Office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2024 s'élève à 103,1 M€.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

# QUALITÉ DES EAUX

**État écologique des cours d'eau**
Données 2021







## Le nombre de cours d'eau en bon état physico-chimique a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. **La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état.** Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau**, les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

**Le bassin de Corse** est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.




**Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.**

## Bassin Rhône-Méditerranée

- 15,5 millions d'habitants
- 20 % du territoire français
- 20 % de l'activité agricole et industrielle
- 50 % de l'activité touristique
- 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

## Bassin de Corse

- 330 000 habitants permanents
- 3,4 millions de touristes chaque année
- 3 000 km de cours d'eau
- 1 000 km de côtes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

**AGENCE DE L'EAU**
**RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE**
2-4, allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07
Tél. : 04 72 71 26 00
www.eaurmc.fr - www.sauvonsleau.fr

@SauvonsLeau | @sauvonsleaufr
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

...bigbang.fr • janvier 2024



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## ANNEXE 4 : TABLEAU DES MODES DE GESTION AU 31 DÉCEMBRE 2023

| Communes | Compétences | Modes de gestion | Opérateurs | Début contrat | Fin contrat (échéance initiale + avenants) |
|---|---|---|---|---|---|
| Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts | Eau | Régie autonome | REAPM | 01/01/2001 | / |
| Aix-en-Provence, Gardanne, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Venelles<br>Vitrolles<br>Puyloubier<br>Coudoux | Eau | Régie personnalisée | REPA | 01/01/2019<br>01/01/2022<br>01/01/2023<br>01/07/2023 | / |
| Gréasque, Mimet, Simiane-Collonges, Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint-Savournin<br>Gémenos, Plan-de Cuques, Roquevaire | Eau | Régie personnalisée | SIBAM | 01/01/2018<br>01/01/2019 | / |
| Aubagne, La Penne-sur-Huveaune<br>Cuges-les-Pins<br>Saint-Zacharie | Eau | SPL | EDC | 01/07/2014<br>09/02/2017<br>15/07/2019 | 30/06/2034<br>30/06/2034<br>30/06/2034 |
| Pertuis | Eau | Syndicat Intercommunal | SDL | / | / |
| Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux, Vernègues | Eau | DSP | APE | 01/01/2013 | 31/12/2024 |
| Le Tholonet | Eau | DSP | Compagnie des eaux et de l'ozone | 01/01/2018 | 31/12/2027 |
| Meyreuil | Eau | DSP | SAUR | 15/10/2017 | 14/10/2025 |
| Éguilles | Eau | DSP | SAUR | 01/02/2018 | 30/01/2034 |
| Les Pennes-Mirabeau | Eau | DSP | SAUR | 01/03/2020 | 30/06/2029 |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| Communes | Compétences | Modes de gestion | Opérateurs | Début contrat | Fin contrat (échéance initiale + avenants) |
|---|---|---|---|---|---|
| Auriol | Eau | DSP | SAUR | 01/01/2017 | 31/12/2026 |
| Peynier | Eau | DSP | SEM | 01/03/2009 | 31/12/2028 |
| Rousset | Eau | DSP | SEM | 01/07/2012 | 30/06/2024 |
| Vauvenargues | Eau | DSP | SEM | 01/07/2012 | 30/06/2027 |
| Ventabren | Eau | DSP | SEM | 19/10/2012 | 19/10/2027 |
| La Roque-d'Anthéron | Eau (contrat commun avec l'assainissement) | DSP | SEM | 01/01/2023 | 31/12/2037 |
| Peyrolles | Eau | DSP | SEM | 01/07/2013 | 30/06/2025 |
| Saint-Antonin-sur-Bayon | Eau | DSP | SEM | 01/11/2013 | 31/10/2028 |
| Fuveau | Eau | DSP | SEM | 01/04/2014 | 31/12/2023 |
| Châteauneuf-le-Rouge | Eau | DSP | SEM | 01/07/2015 | 31/12/2024 |
| Lambesc | Eau | DSP | SEM | 01/07/2015 | 30/06/2025 |
| Meyrargues | Eau | DSP | SEM | 01/01/2016 | 31/12/2027 |
| Beaurecueil | Eau | DSP | SEM | 18/05/2016 | 31/03/2024 |
| Le Puy-Sainte-Réparade | Eau | DSP | SEM | 01/01/2017 | 31/12/2028 |
| Trets | Eau | DSP | SEM | 09/06/2017 | 08/06/2024 |
| Bouc-Bel-Air | Eau | DSP | SEM | 01/10/2017 | 31/12/2029 |
| Cabriès | Eau | DSP | SEM | 01/01/2018 | 31/12/2029 |
| Grans, Cornillon-Confoux | Eau | DSP | SEM | 01/01/2016 | 31/12/2027 |
| Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensuès-la-Redonne, Gémenos (ZI), Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons | Eau | DSP | SEMM | 01/07/2014 | 30/06/2029 |
| Rognes | Eau | DSP | SUEZ | 01/01/2012 | 31/12/2026 |
| Jouques | Eau | DSP | SUEZ | 01/09/2017 | 31/08/2032 |
| Saint-Cannat | Eau | DSP | SUEZ | 31/06/2015 | 31/12/2027 |
| Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône<br><br>Fos-sur-Mer | Eau | DSP | SUEZ | 03/09/2020<br><br>01/01/2021 | 30/06/2029 |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| Communes | Compétences | Modes de gestion | Opérateurs | Début contrat | Fin contrat (échéance initiale + avenants) |
|---|---|---|---|---|---|
| Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts | Assainissement | Régie autonome | REAPM | 01/01/2001 | / |
| Aix-en-Provence, Châteauneuf-le-Rouge, Gardanne, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lez-Durance, Venelles | Assainissement | Régie personnalisée | REPA | 01/01/2019 | / |
| Fuveau | | | | 01/11/2019 | |
| Coudoux, Ventabren (traitement) | | | | 01/01/2022 | |
| Vitrolles | | | | 01/08/2022 | |
| Puyloubier | | | | 01/01/2023 | |
| Ventabren (collecte) | | | | 01/03/2023 | |
| Coudoux (collecte) | | | | 01/07/2023 | |
| Gréasque, Mimet, Simiane-Collonges (collecte) | Assainissement | Régie personnalisée | SIBAM | 01/01/2018 | / |
| Gémenos, Plan-de Cuques | | | | 01/01/2019 | |
| Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint-Savournin | Assainissement | SPL | EDC | 01/01/2014 | 31/12/2033 |
| Aubagne, Auriol (traitement), La Penne-sur-Huveaune, Roquevaire, Saint-Zacharie (collecte et transport) et Cuges-les-Pins (traitement) | | | | 01/11/2015 | 31/12/2033 |
| Pertuis | Assainissement | Syndicat intercommunal | SDL | / | / |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| Communes | Compétences | Modes de gestion | Opérateurs | Début contrat | Fin contrat (échéance initiale + avenants) |
|---|---|---|---|---|---|
| Éguilles | Assainissement | DSP | Compagnie des eaux et de l'ozone | 01/01/2018 | 31/12/2033 |
| Le Tholonet | Assainissement | DSP | Compagnie des eaux et de l'ozone | 01/01/2018 | 31/12/2027 |
| Rousset STEP indus | Assainissement | DSP | Groupement OTV-SEM (filiale Véolia) | 01/03/2013 | 31/12/2024 |
| Cassis, Ceyreste, La Ciotat et Roquefort-la-Bédoule | Assainissement | DSP | SAEM | 01/01/2014 | 31/12/2028 |
| Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensuès-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins | Assainissement | DSP | SAOM | 01/01/2014 | 31/12/2028 |
| Meyreuil | Assainissement | DSP | SAUR | 15/10/2017 | 14/10/2025 |
| Peynier | Assainissement | DSP | SEM | 01/03/2009 | 31/12/2028 |
| Rousset | Assainissement | DSP | SEM | 01/07/2012 | 30/06/2024 |
| Vauvenargues | Assainissement | DSP | SEM | 01/07/2012 | 30/06/2027 |
| Beaurecueil | Assainissement | DSP | SEM | 20/07/2012 | 19/07/2024 |
| La Roque-d'Anthéron | Assainissement (contrat commun avec l'eau) | DSP | SEM | 01/01/2023 | 31/12/2037 |
| Peyrolles | Assainissement | DSP | SEM | 01/07/2013 | 30/06/2025 |
| Lambesc | Assainissement | DSP | SEM | 01/07/2015 | 30/06/2025 |
| Meyrargues | Assainissement | DSP | SEM | 01/01/2016 | 31/12/2027 |
| Le Puy-Sainte-Réparade | Assainissement | DSP | SEM | 01/01/2017 | 31/12/2028 |
| Trets | Assainissement | DSP | SEM | 09/06/2017 | 08/06/2024 |
| Bouc-Bel-Air (collecte) | Assainissement | DSP | SEM | 01/10/2017 | 31/12/2029 |
| Bouc-Bel-Air, Simiane-Collongue (traitement) | Assainissement | DSP | SEM | 01/10/2017 | 31/12/2029 |
| Cabriès | Assainissement | DSP | SEM | 01/01/2018 | 31/12/2029 |
| Grans, Cornillon-Confoux | Assainissement | DSP | SEM | 01/01/2016 | 31/12/2027 |
| Allauch, Carnoux-en-Provence, Gémenos (ZI), Marseille, Le Rove, Septèmes-les-Vallons | Assainissement | DSP | SERAMM | 01/01/2014 | 31/12/2028 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| Communes | Compétences | Modes de gestion | Opérateurs | Début contrat | Fin contrat (échéance initiale + avenants) |
|---|---|---|---|---|---|
| Jouques | Assainissement | DSP | SUEZ | 01/09/2017 | 31/08/2032 |
| Les Pennes-Mirabeau | Assainissement | DSP | SUEZ | 01/03/2020 | 30/06/2029 |
| Saint-Cannat | Assainissement | DSP | SUEZ | 31/06/2015 | 31/12/2027 |
| Istres, Miramas, Port-saint-Louis-du-Rhône<br><br>Fos-sur-Mer | Assainissement | DSP | SUEZ | 03/09/2020<br><br>01/01/2021 | 30/06/2029 |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

## ANNEXE 5 : TARIFS AU 1ER JANVIER 2024 PAR COMMUNE

| Commune | Tarif TTC Total (€/m³) | Tarif HT Total (€/m³) | *Dont surtaxe HT Total (€/m³)* | Tarif TTC Eau (€/m³) | Tarif HT Eau (€/m³) | *Dont surtaxe HT Eau (€/m³)* | Tarif TTC Ass (€/m³) | Tarif HT Ass (€/m³) | *Dont surtaxe HT Total (€/m³)* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Aix-en-Provence | **3,33 €** | 3,09 € | - € | **1,66 €** | 1,57 € | - € | **1,67 €** | 1,52 € | - € |
| Allauch | **4,23 €** | 3,93 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **2,02 €** | 1,83 € | *0,29 €* |
| Alleins | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Aubagne | **3,71 €** | 3,45 € | *0,19 €* | **1,88 €** | 1,78 € | - € | **1,83 €** | 1,66 € | *0,19 €* |
| Auriol | **4,39 €** | 4,08 € | *0,51 €* | **2,31 €** | 2,19 € | *0,32 €* | **2,08 €** | 1,89 € | *0,19 €* |
| Aurons | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Beaurecueil | **5,36 €** | 4,99 € | *1,07 €* | **2,94 €** | 2,79 € | *0,85 €* | **2,42 €** | 2,20 € | *0,22 €* |
| Belcodène | **4,04 €** | 3,76 € | *0,24 €* | **2,16 €** | 2,05 € | - € | **1,88 €** | 1,71 € | *0,24 €* |
| Berre-l'Étang | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Bouc-Bel-Air | **3,92 €** | 3,64 € | *0,67 €* | **1,91 €** | 1,81 € | *0,28 €* | **2,01 €** | 1,82 € | *0,39 €* |
| Cabriès | **5,29 €** | 4,93 € | *0,54 €* | **3,14 €** | 2,98 € | *0,38 €* | **2,14 €** | 1,95 € | *0,16 €* |
| Cadolive | **4,04 €** | 3,76 € | *0,24 €* | **2,16 €** | 2,05 € | - € | **1,88 €** | 1,71 € | *0,24 €* |
| Carnoux-en-Provence | **4,23 €** | 3,93 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **2,02 €** | 1,83 € | *0,29 €* |
| Carry-le-Rouet | **3,98 €** | 3,70 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,76 €** | 1,60 € | *0,29 €* |
| Cassis | **4,15 €** | 3,86 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,94 €** | 1,76 € | *0,29 €* |
| Ceyreste | **4,15 €** | 3,86 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,94 €** | 1,76 € | *0,29 €* |
| Charleval | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Châteauneuf-le-Rouge | **4,12 €** | 3,85 € | *0,42 €* | **2,59 €** | 2,46 € | *0,42 €* | **1,53 €** | 1,39 € | - € |
| Châteauneuf-les-Martigues | **3,98 €** | 3,70 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,76 €** | 1,60 € | *0,29 €* |
| Cornillon | **4,31 €** | 3,99 € | *1,07 €* | **1,84 €** | 1,75 € | *0,35 €* | **2,47 €** | 2,24 € | *0,72 €* |
| Coudoux | **3,33 €** | 3,09 € | - € | **1,66 €** | 1,57 € | - € | **1,67 €** | 1,52 € | - € |
| Cuges-les-Pins | **5,13 €** | 4,76 € | *0,19 €* | **2,69 €** | 2,55 € | - € | **2,44 €** | 2,22 € | *0,19 €* |
| Éguilles | **5,41 €** | 5,03 € | *0,85 €* | **3,07 €** | 2,91 € | *0,45 €* | **2,34 €** | 2,13 € | *0,40 €* |
| Ensuès-la-Redonne | **3,98 €** | 3,70 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,76 €** | 1,60 € | *0,29 €* |
| Eyguières | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Grans | **4,31 €** | 3,99 € | *1,07 €* | **1,84 €** | 1,75 € | *0,35 €* | **2,47 €** | 2,24 € | *0,72 €* |
| Fuveau | **3,33 €** | 3,09 € | - € | **1,66 €** | 1,57 € | - € | **1,67 €** | 1,52 € | - € |
| Gardanne | **3,31 €** | 3,07 € | - € | **1,78 €** | 1,68 € | - € | **1,53 €** | 1,39 € | - € |
| Gémenos Village | **3,37 €** | 3,12 € | *0,10 €* | **1,40 €** | 1,33 € | - € | **1,96 €** | 1,79 € | *0,10 €* |
| Gémenos ZI | **4,23 €** | 3,93 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **2,02 €** | 1,83 € | *0,29 €* |
| Gignac-la-Nerthe | **3,98 €** | 3,70 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,76 €** | 1,60 € | *0,29 €* |
| Fos-sur-Mer | **4,27 €** | 3,81 € | *1,94 €* | **1,46 €** | 1,38 € | *0,59 €* | **2,82 €** | 2,56 € | *1,35 €* |

| Commune | Tarif TTC Total (€/m³) | Tarif HT Total (€/m³) | *Dont surtaxe HT Total (€/m³)* | Tarif TTC Eau (€/m³) | Tarif HT Eau (€/m³) | *Dont surtaxe HT Eau (€/m³)* | Tarif TTC Ass (€/m³) | Tarif HT Ass (€/m³) | *Dont surtaxe HT Total (€/m³)* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Gréasque | **4,37 €** | 4,06 € | *- €* | **2,16 €** | 2,05 € | *- €* | **2,21 €** | 2,01 € | *- €* |
| Istres | **4,27 €** | 3,81 € | *1,94 €* | **1,46 €** | 1,38 € | *0,59 €* | **2,82 €** | 2,56 € | *1,35 €* |
| Jouques | **5,26 €** | 4,88 € | *0,53 €* | **2,56 €** | 2,42 € | *0,28 €* | **2,70 €** | 2,45 € | *0,25 €* |
| La Barben | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| La Bouilladisse | **4,04 €** | 3,76 € | *0,24 €* | **2,16 €** | 2,05 € | *- €* | **1,88 €** | 1,71 € | *0,24 €* |
| La Ciotat | **4,15 €** | 3,86 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,94 €** | 1,76 € | *0,29 €* |
| La Destrousse | **4,04 €** | 3,76 € | *0,24 €* | **2,16 €** | 2,05 € | *- €* | **1,88 €** | 1,71 € | *0,24 €* |
| La Fare-les-Oliviers | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| La Penne-sur-Huveaune | **3,71 €** | 3,45 € | *0,19 €* | **1,88 €** | 1,78 € | *- €* | **1,83 €** | 1,66 € | *0,19 €* |
| La Roque-d'Anthéron | **3,41 €** | 3,17 € | *0,87 €* | **1,83 €** | 1,73 € | *0,44 €* | **1,58 €** | 1,44 € | *0,43 €* |
| Lamanon | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Lambesc | **4,19 €** | 3,91 € | *0,72 €* | **2,43 €** | 2,30 € | *0,49 €* | **1,77 €** | 1,61 € | *0,23 €* |
| Lançon | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Le Puy-Sainte-Réparade | **3,93 €** | 3,64 € | *1,31 €* | **1,89 €** | 1,79 € | *0,47 €* | **2,04 €** | 1,85 € | *0,85 €* |
| Le Rove | **4,23 €** | 3,93 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **2,02 €** | 1,83 € | *0,29 €* |
| Le Tholonet | **4,14 €** | 3,85 € | *0,46 €* | **2,12 €** | 2,01 € | *0,25 €* | **2,02 €** | 1,84 € | *0,21 €* |
| Les Pennes-Mirabeau | **3,80 €** | 3,54 € | *0,46 €* | **2,07 €** | 1,97 € | *0,19 €* | **1,73 €** | 1,57 € | *0,27 €* |
| Mallemort | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Marignane | **3,98 €** | 3,70 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,76 €** | 1,60 € | *0,29 €* |
| Marseille | **4,23 €** | 3,93 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **2,02 €** | 1,83 € | *0,29 €* |
| Martigues | **2,96 €** | 2,75 € | *- €* | **1,56 €** | 1,48 € | *- €* | **1,40 €** | 1,27 € | *- €* |
| Meyrargues | **3,64 €** | 3,38 € | *0,44 €* | **1,66 €** | 1,58 € | *0,15 €* | **1,98 €** | 1,80 € | *0,29 €* |
| Meyreuil | **4,76 €** | 4,40 € | *0,82 €* | **1,90 €** | 1,80 € | *0,27 €* | **2,86 €** | 2,60 € | *0,55 €* |
| Mimet | **4,37 €** | 4,06 € | *- €* | **2,16 €** | 2,05 € | *- €* | **2,21 €** | 2,01 € | *- €* |
| Miramas | **4,27 €** | 3,81 € | *1,94 €* | **1,46 €** | 1,38 € | *0,59 €* | **2,82 €** | 2,56 € | *1,35 €* |
| Pelissanne | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Pertuis | **5,71 €** | 5,29 € | *- €* | **2,74 €** | 2,60 € | *- €* | **2,97 €** | 2,70 € | *- €* |
| Peynier | **4,16 €** | 3,87 € | *0,50 €* | **2,38 €** | 2,26 € | *0,15 €* | **1,78 €** | 1,62 € | *0,35 €* |
| Peypin | **4,04 €** | 3,76 € | *0,24 €* | **2,16 €** | 2,05 € | *- €* | **1,88 €** | 1,71 € | *0,24 €* |
| Peyrolles-en-Provence | **4,35 €** | 4,03 € | *0,31 €* | **2,00 €** | 1,89 € | *0,23 €* | **2,35 €** | 2,14 € | *0,08 €* |
| Plan-de-Cuques | **4,22 €** | 3,92 € | *0,10 €* | **2,26 €** | 2,14 € | *- €* | **1,96 €** | 1,79 € | *0,10 €* |
| Port-de-Bouc | **2,96 €** | 2,75 € | *- €* | **1,56 €** | 1,48 € | *- €* | **1,40 €** | 1,27 € | *- €* |
| Port-Saint-Louis-du-Rhône | **4,27 €** | 3,81 € | *1,94 €* | **1,46 €** | 1,38 € | *0,59 €* | **2,82 €** | 2,56 € | *1,35 €* |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

| Commune | Tarif TTC Total (€/m³) | Tarif HT Total (€/m³) | *Dont surtaxe HT Total (€/m³)* | Tarif TTC Eau (€/m³) | Tarif HT Eau (€/m³) | *Dont surtaxe HT Eau (€/m³)* | Tarif TTC Ass (€/m³) | Tarif HT Ass (€/m³) | *Dont surtaxe HT Total (€/m³)* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Puyloubier | **3,33 €** | 3,09 € | - € | **1,66 €** | 1,57 € | - € | **1,67 €** | 1,52 € | - € |
| Rognac | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Rognes | **5,27 €** | 4,88 € | *0,94 €* | **2,47 €** | 2,34 € | *0,41 €* | **2,80 €** | 2,54 € | *0,53 €* |
| Roquefort-la-Bédoule | **4,15 €** | 3,86 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,94 €** | 1,76 € | *0,29 €* |
| Roquevaire | **3,55 €** | 3,29 € | *0,19 €* | **1,78 €** | 1,69 € | - € | **1,77 €** | 1,61 € | *0,19 €* |
| Rousset | **4,55 €** | 4,20 € | *0,85 €* | **1,62 €** | 1,54 € | *0,30 €* | **2,92 €** | 2,66 € | *0,55 €* |
| Saint-Antonin-sur-Bayon | **5,04 €** | 4,71 € | *1,01 €* | **3,36 €** | 3,19 € | *1,01 €* | **1,67 €** | 1,52 € | - € |
| Saint-Cannat | **4,46 €** | 4,15 € | *0,81 €* | **2,57 €** | 2,43 € | *0,75 €* | **1,89 €** | 1,72 € | *0,06 €* |
| Saint-Chamas | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Saint-Estève-Janson | **3,32 €** | 3,08 € | - € | **1,66 €** | 1,57 € | - € | **1,66 €** | 1,51 € | - € |
| Saint-Marc-Jaumegarde | **3,30 €** | 3,07 € | - € | **1,63 €** | 1,55 € | - € | **1,67 €** | 1,52 € | - € |
| Saint-Mitre-les-Remparts | **2,96 €** | 2,75 € | - € | **1,56 €** | 1,48 € | - € | **1,40 €** | 1,27 € | - € |
| Saint-Paul-lez-Durance | **3,32 €** | 3,08 € | - € | **1,66 €** | 1,57 € | - € | **1,66 €** | 1,51 € | - € |
| Saint-Savournin | **4,04 €** | 3,76 € | *0,24 €* | **2,16 €** | 2,05 € | - € | **1,88 €** | 1,71 € | *0,24 €* |
| Saint-Victoret | **3,98 €** | 3,70 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,76 €** | 1,60 € | *0,29 €* |
| Saint-Zacharie | **4,07 €** | 3,78 € | *0,19 €* | **1,99 €** | 1,89 € | - € | **2,08 €** | 1,89 € | *0,19 €* |
| Salon-de-Provence | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Sausset-les-Pins | **3,98 €** | 3,70 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **1,76 €** | 1,60 € | *0,29 €* |
| Sénas | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Septèmes-les-Vallons | **4,23 €** | 3,93 € | *0,45 €* | **2,21 €** | 2,10 € | *0,16 €* | **2,02 €** | 1,83 € | *0,29 €* |
| Simiane-Collongue | **4,77 €** | 4,43 € | *0,05 €* | **2,25 €** | 2,13 € | - € | **2,52 €** | 2,29 € | *0,05 €* |
| Trets | **3,95 €** | 3,67 € | *0,85 €* | **2,06 €** | 1,96 € | *0,42 €* | **1,89 €** | 1,72 € | *0,43 €* |
| Vauvenargues | **5,27 €** | 4,92 € | *1,29 €* | **3,34 €** | 3,16 € | *0,90 €* | **1,93 €** | 1,76 € | *0,39 €* |
| Velaux | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Venelles | **3,32 €** | 3,08 € | - € | **1,66 €** | 1,57 € | - € | **1,66 €** | 1,51 € | - € |
| Ventabren | **4,19 €** | 3,91 € | *0,30 €* | **2,52 €** | 2,39 € | *0,30 €* | **1,67 €** | 1,52 € | - € |
| Vernègues | **3,78 €** | 3,53 € | *0,88 €* | **2,23 €** | 2,11 € | *0,60 €* | **1,56 €** | 1,42 € | *0,28 €* |
| Vitrolles | **3,14 €** | 2,91 € | - € | **1,47 €** | 1,39 € | - € | **1,67 €** | 1,52 € | - € |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

Métropole Aix-Marseille-Provence — 58 boulevard Charles Livon — 13007 MARSEILLE — Création : Direction Communication — Photos © MAMP — 10/2024



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_130-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_130 Reçu au Contrôle de légalité le 16 octobre 2024

**EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS**
**du CONSEIL MUNICIPAL**
**Séance du 16 décembre 2024**

**n° 2024-131**

L'an DEUX MILLE VINGT QUATRE, le SEIZE du mois de décembre à 18 heures 00, le Conseil Municipal de la ville de Gignac-la-Nerthe, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sur convocation adressée le 10 décembre 2024 conformément aux articles L2121-10 et L 2121-12 du C.G.C.T. sous la présidence de M Christian AMIRATY – Maire, étaient présents tous les Conseillers Municipaux à l'exception de :

Procuration(s) : Mme PICAZO Marie-José à M. PERNIN Gabriel ; M. ROMET Jean-Paul à Mme GRASSI Jeanne ; Mme MAHIEU Jacqueline à Mme ABBA Annonciade ; Mme CORMONT Caroline à Mme GONZALEZ Ghislaine ; M. DESCAMPS André à M. AMIRATY Christian ; Mme LIETO Tatiana à M. MULLER Bernard ; Mme ROSSI Chloé à M. TASSY René ; à Mme DJERALFIA Samira à M. MAURIN Franck ; M. TAMBURINI Bruno à MME ACHHAB Josette ; Mme MANGIN Isabelle à M. PROSPERO Jean-Michel ; Mme KALFALLI Christelle à M. GOUIRAN Jérôme ; Mme CHEVALIER Laure à M. GRECO Claudio
Absents : M. GOUGLER Guillaume
Secrétaire : Mme PETIT Joane

---

**Objet : Rapport annuel 2023 sur le Prix et la Qualité du Service Public de prévention et de gestion des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille - Provence**

---

Monsieur le Maire rappelle que depuis le 1er janvier 2016, par décret 2015-1085 du 28 août 2015, l'ex Communauté Urbaine de Marseille et les cinq ex Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de Salon-Etang de Berre-Durance, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Istres-Ouest Provence, de Martigues, ont été regroupées et intégrées à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale du 2 février 2022 dite loi 3DS est un nouvel acte de décentralisation adapté à chaque territoire.

Sur l'organisation métropolitaine, les incidences de l'article 181 de la loi 3DS ont été la disparition des conseils de territoire au 1er juillet 2022 et le déploiement d'une organisation déconcentrée des services de la Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est ainsi compétente dans le domaine de la « protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie » notamment pour la gestion des déchets ménagers et assimilés. Dans ce cadre, elle élabore un rapport relatif à cette activité.

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets. Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les indicateurs techniques et financiers devant figurer dans les Rapports annuels sur le Prix et la Qualité du Service public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (RPQSPGDMA).

Le présent rapport présente des indicateurs d'efficience en termes de valorisation et de performance économique du service public, se traduisant par l'expression des coûts par

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131

flux dans une matrice de référence utilisée par l'ADEME. Tous les indicateurs de référence sont basés sur les populations municipales INSEE en vigueur au 1er janvier 2023.

Conformément aux dispositions, notamment de l'article L.2224-5 du CGCT, articles D2224-1 et suivants, il appartient au président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés est présenté lors d'un bureau de la Métropole. Ainsi, le rapport annuel d'activité 2023 métropolitain a été présenté en Bureau de la Métropole le 10 octobre 2024 et a été approuvé.

Il est donc proposé au Conseil municipal de prendre acte du contenu du Rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence avant de le mettre à la disposition du public.

## Le CONSEIL MUNICIPAL

**Ouï** l'exposé de son Président,
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,
**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,
**Vu** la délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole,
**Vu** la délibération TCM-045-16635/24/BM du Bureau de la Métropole en date du 10 octobre 2024 approuvant le Rapport annuel 2023 et ses annexes sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille –Provence,
**Vu** le Rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ci-annexé,

**PREND ACTE** du Rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour lequel le public sera informé de sa mise à disposition par voie d'affichage aux lieux accoutumés.

Pour expédition conforme, le 16 décembre 2024

Le Maire,

**Christian AMIRATY**

MAIRIE DE GIGNAC-LA-NERTHE (B.-du-Rh.)

Publiée le :

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131

LA METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE




# RAPPORT ANNUEL MÉTROPOLITAIN

## SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

## 2023

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

# SOMMAIRE


**ÉDITO** ..... 4

**INTRODUCTION** ..... 5

**1. LES COMPÉTENCES, LE TERRITOIRE ET LES ÉQUIPEMENTS** ..... 6

1.1. LES COMPÉTENCES ..... 6

1.2. LE TERRITOIRE ..... 6

1.3. LES MOYENS ..... 7

1.4. LES TONNAGES PRIS EN CHARGE PAR LA MÉTROPOLE ..... 10

**2. LA PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS** ..... 12

2.1. AXE 1 : SENSIBILISER A LA RÉDUCTION DES DÉCHETS POUR FAIRE ÉVOLUER LES COMPORTEMENTS ..... 13

2.2. AXE 2 : HARMONISER LES MODALITÉS DE GESTION DES DÉCHETS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES SUR LE TERRITOIRE AFIN DE FAVORISER L'ÉMERGENCE DE SOLUTIONS ADAPTÉES ..... 15

2.3. AXE 3 : VALORISER LA RESSOURCE « BIODÉCHETS » ET LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE ..... 16

2.4. AXE 4 : DONNER UNE SECONDE VIE AUX PRODUITS ET OBJETS ..... 18

**3. LES INDICATEURS TECHNIQUES** ..... 20

3.1. LA COLLECTE ..... 20

3.2. LE TRANSFERT ..... 24

3.3. LE TRAITEMENT ..... 24

3.4. LES ÉCO-ORGANISMES ..... 27

**4. LE BUDGET ANNEXE PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS** ..... 28

4.1. DÉPENSES LIÉES AUX INVESTISSEMENTS ET AU FONCTIONNEMENT ..... 28

4.2. PRINCIPALES PRESTATIONS RÉMUNERÉES A DES ENTREPRISES ..... 28

4.3. MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DE LA REDEVANCE SPÉCIALE (RS) ..... 28

4.4. MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DE LA TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGERES ..... 29

4.5. PRODUITS DES DROITS D'ACCES AUX CENTRES DE TRAITEMENT DONT LA COLLECTIVITÉ EST MAITRE D'OUVRAGE ..... 30

4.6. AIDES PUBLIQUES ET SOUTIENS REÇUS D'ORGANISMES AGRÉÉS POUR LA GESTION DES DÉCHETS ..... 31

4.7. RECETTES PERÇUES AU TITRE DE LA VALORISATION ..... 31

**5. ANALYSE DES COÛTS** ..... 32

5.1. PRINCIPES DE LA MATRICE DES COÛTS ..... 32

5.2. RÉPARTITION DES CHARGES ET DES PRODUITS EN € HT/HABITANT ..... 33

5.3. COÛT COMPLET EN € HT/HABITANT ..... 33

5.4. COÛT AIDÉ EN € HT/HABITANT ..... 34

5.5. COÛT AIDÉ EN € HT/TONNE ..... 34

5.6. ÉVOLUTION DES COÛTS ..... 34

5.7. MATRICE DES COÛTS 2023 ..... 35

**6. LES FAITS MARQUANTS EN 2023** ..... 36

6.1. POLE AMÉLIORATION CADRE DE VIE ..... 36

6.2. COLLECTE ..... 37

6.3. DÉCHÈTERIES, CENTRES DE TRANSFERT ET TRAITEMENT DES DÉCHETS ..... 37

6.4. TRANSVERSALITÉ (marchés publics, études, analyse des Données) ET GESTION DES DÉCHETS PROFESSIONNELS ..... 38

6.5. PRÉVENTION DES RISQUES ..... 39

**ANNEXES** ..... 43



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

# ÉDITO

Après une année d'existence, le pôle Amélioration du Cadre de Vie fédère aujourd'hui les différentes organisations antérieures en une seule et même structure répondant à une logique métropolitaine.

Si l'organigramme du pôle a connu quelques ajustements en cours d'année, c'est pour mieux mettre en œuvre notre plan stratégique, tant sur les aspects techniques et opérationnels, que sur les fonctions supports. Se doter d'une direction Ressources Cadre de Vie a été la première étape de l'harmonisation de ces fonctions, grâce à la concertation et à la mutualisation de nos moyens, tout en déployant des outils de gestion modernisés là où coexistaient des méthodes et outils disparates. C'est donc une vision d'ensemble sur nos métiers et nos fonctionnements que sert cette logique de métropolisation, tant au niveau de la gestion comptable, que des Ressources humaines.

Cette année 2023 a ainsi été celle de la transition, pour mettre en place des procédures, des modes opératoires, des process communs abondés par l'expérience de chacun, et toujours au service du public.

Le traitement et la valorisation des déchets deviennent réellement métropolitains grâce à une cohérence d'ensemble impulsée par une seule direction responsable, qu'il s'agisse des plateformes et centres de transferts, des déchèteries, des différentes valorisations ou des exutoires pour les déchets ultimes.

Cette dynamique du pôle est portée au niveau politique grâce aux rencontres avec les maires, pour échanger sur le sens de nos actions et travailler de concert à une mise en musique de nos plans d'actions sur des bassins de vie très diversifiés, au cœur desquels la question des déchets demeure une préoccupation majeure des exécutifs locaux.

2024 sera une année riche en actualités avec le déploiement progressif de la collecte des biodéchets, la généralisation de la redevance spéciale, l'harmonisation progressive des fréquences de collecte.

Ces nouveautés sont relayées auprès des administrés grâce aux campagnes de communication, au site déchets et à l'application mobile, qui permettent d'avoir accès à de nombreuses informations et services comme la commande de composteurs, par exemple.

2024 sera également l'année du renouvellement des marchés de collecte et de propreté de Marseille, de travaux importants sur nos sites de traitement en matière de modernisation, d'extension de nos installations (ouverture d'un casier sur l'Installation de stockage de déchets non dangereux de l'Arbois), le lancement de projets structurants comme les travaux de la future ressourcerie métropolitaine dans le 15 e arrondissement de Marseille.

En matière de prévention des déchets, le pôle se dotera également de feuilles de route réemploi et économie circulaire. Dans le cadre du partenariat avec la Région, notre collectivité s'engage à mettre en place des actions de prévention de gestion des déchets en cohérence avec notre plan stratégique et la planification régionale.



**Roland Mouren**

Vice-président de la Métropole délégué
à la Propreté, à la Prévention
et valorisation des déchets
Maire de Châteauneuf-les-Martigues



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

# INTRODUCTION

## STATUT DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM), promulguée le 27 janvier 2014 complétée par la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) publiée le 8 août 2015 au journal officiel, a créé à compter du 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette collectivité territoriale à statut particulier regroupe 92 communes, dont une du Vaucluse (Pertuis), une du Var (Saint-Zacharie) et 90 des Bouches-du-Rhône sur un territoire de 3 148 km² et plus de 1,9 million d'habitants.

Depuis le 1er janvier 2016, par décret 2015-1085 du 28 août 2015, l'ex-Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole, les ex-Communautés d'agglomération du Pays d'Aix, de Salon-Étang de Berre-Durance, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues et l'ex-Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, ont fusionné et créé la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale du 2 février 2022 dite loi 3DS est un nouvel acte de décentralisation adapté à chaque territoire.

Sur l'organisation métropolitaine, les incidences de l'article 181 de la loi 3DS ont été la disparition des conseils de Territoire au 1er juillet 2022 et le déploiement d'une organisation déconcentrée des services de la Métropole.

De fait, 2023 constitue l'année référente du plein exercice de la compétence déchets dans la nouvelle organisation métropolitaine.






AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024




# LES COMPÉTENCES, LE TERRITOIRE ET LES ÉQUIPEMENTS

## 1.1 — LES COMPÉTENCES

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans le domaine de la « Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie » notamment pour la gestion des déchets ménagers et assimilés.

À ce titre, elle assure le service public de gestion des déchets ménagers et assimilés sur son territoire qui comprend :

- La mise en œuvre d'un programme de prévention des déchets
- La gestion des contenants et des aménagements de pré-collecte
- La collecte en porte-à-porte, en apport volontaire ou en déchèterie
- Le tri et la valorisation des déchets recyclables
- Le traitement des déchets non recyclables

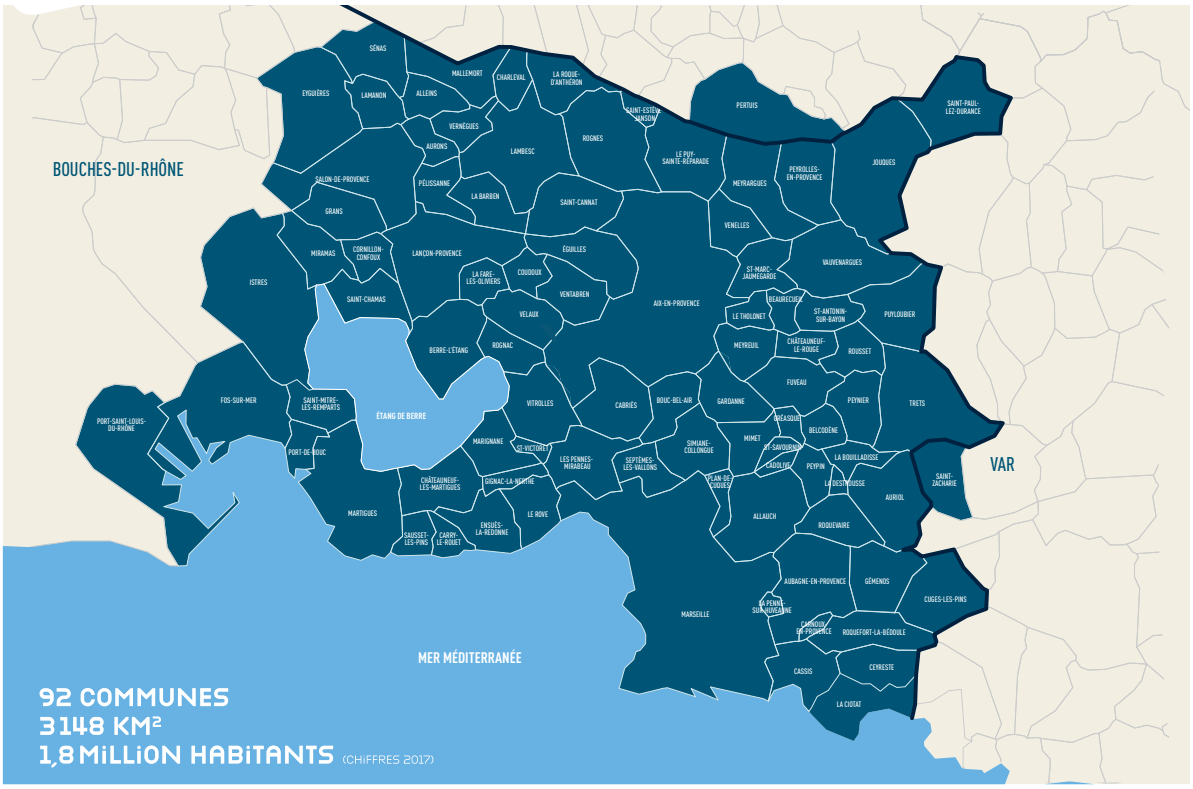
## 1.2 — LE TERRITOIRE

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'étend sur une superficie de 3 418 km2; elle est ainsi la plus étendue de France. Elle regroupe **92 communes** et compte plus de 1,9 million d'habitants, soit 93 % de la population des Bouches-du-Rhône.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI).



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024




# 1.3 — LES MOYENS

## Moyens humains (en régie)

Sur l'ensemble du territoire métropolitain, **2 171 agents** assurent les services de proximité à la population.

## ACTIVITÉ DECHETS - 2171 AGENTS

| AGENTS ACTIVITÉ SERVICES GÉNÉRAUX | AGENTS ACTIVITÉ TRANSFERT/ DÉCHÈTERIE | AGENTS ACTIVITÉ TRAITEMENT/TRI | DIRECTION COLLECTE DES DÉCHETS |
|---|---|---|---|
| 237 AGENTS | 171 AGENTS | 44 AGENTS | 1 719 AGENTS |
| Gestion des marchés de collecte et prestations associées, gestion du budget et du matériel, communication, prévention, gestion des équipements de pré-collecte, études de terrain et contrôle qualité, suivi des projets et recherche des financements externes, réhabilitation ou création de nouveaux sites d'exploitation ou de traitement, gestion de la Redevance Spéciale et du partenariat avec les producteurs de déchets professionnels | Gestion des déchèteries et des centres de transfert | Gestion des structures de traitement et de tri | Collecte traditionnelle et collecte sélective en régie, collecte des encombrants, collecte des biodéchets, contrôle des prestataires de collecte |

L'évolution des moyens humains entre 2022 et 2023 est de – 8 % à la suite une redéfinition précise des compétences de collecte et de propreté lors de la fusion des 6 territoires.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## Véhicules (en régie)

Pour assurer le service sur l'ensemble du territoire métropolitain, un parc de **662 véhicules et matériels techniques** est nécessaire dont 623 dédiés à la collecte et 39 affectés aux transfert et transport des déchets et à l'exploitation des sites de traitement

Le maintien du parc en état de fonctionnement fait partie de l'activité courante du service.




## La pré-collecte

Les équipements de la pré-collecte regroupent tous les contenants aériens, enterrés ou semi-enterrés permettant de collecter les déchets ménagers issus de la collecte sélective, séparative et traditionnelle.

Le parc de pré-collecte est constitué de 2 types de contenants :

**Les bacs roulants**
Ils permettent de collecter les déchets au plus près des administrés de la métropole. Ils sont constitués de bacs individuels d'un volume de 120 L et 240 L pour les collectes en porte-à-porte et de bacs collectifs d'un volume de 360 L, 660 L et 770 L positionnés sur des points de regroupement et sont destinés à un ensemble de foyers.

**Les dispositifs aériens non roulants (colonnes)**
Sur le territoire métropolitain, 9 919 dispositifs d'apport volontaire composés de :

- Colonnes aériennes,
- Dispositifs enterrés et semi-enterrés,
- Bacs gros volume à collecte latérale,

Ces contenants sont répartis sur l'ensemble du territoire permettant ainsi de collecter les ordures ménagères et les recyclables pour que la population concernée participe au tri sélectif.

| Ordures ménagères | Collecte sélective hors verre | Verre | Total |
|---|---|---|---|
| 1 268 | 4 414 | 4 237 | 9 919 |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

Au global, le ratio d'équipement en colonnes d'apport volontaire pour l'ensemble de la métropole est de (colonnes aériennes et enterrées) :près de 90 millions d'euros qui sont engagés dans les opérations en cours sur les chantiers métropolitains.

| | NOMBRE | Habitants concernés | Habitants/ colonne |
|---|---|---|---|
| **Colonnes Biflux / Emballages / JRM* / Carton** | 4 414 | 1 903 173 | 431 |
| **Colonnes verre** | 4 237 | 1 903 173 | 449 |

*Journaux-Revues-Magazines

## Les structures dédiées à la gestion des déchets

**COLLECTE**
3 zones d'expoitation
59 déchèteries

**TRANSFERT**
23 centres de transfert

**TRAITEMENT**
3 centres de tri
1 centre de traitement multifilière
5 installations de stockage de déchets non dangereux (ISDnD)

La collecte des déchets est assurée par trois directions d'exploitation réparties en fonction du nombre d'habitants sur le territoire métropolitain. Elles gèrent les prestations exécutées en régie ainsi que le contrôle de celles réalisées par le privé.

Afin de rationaliser le transport des déchets, ces derniers sont massifiés sur les centres de transfert avant d'être dirigés sur les centres de traitement ou de valorisation.

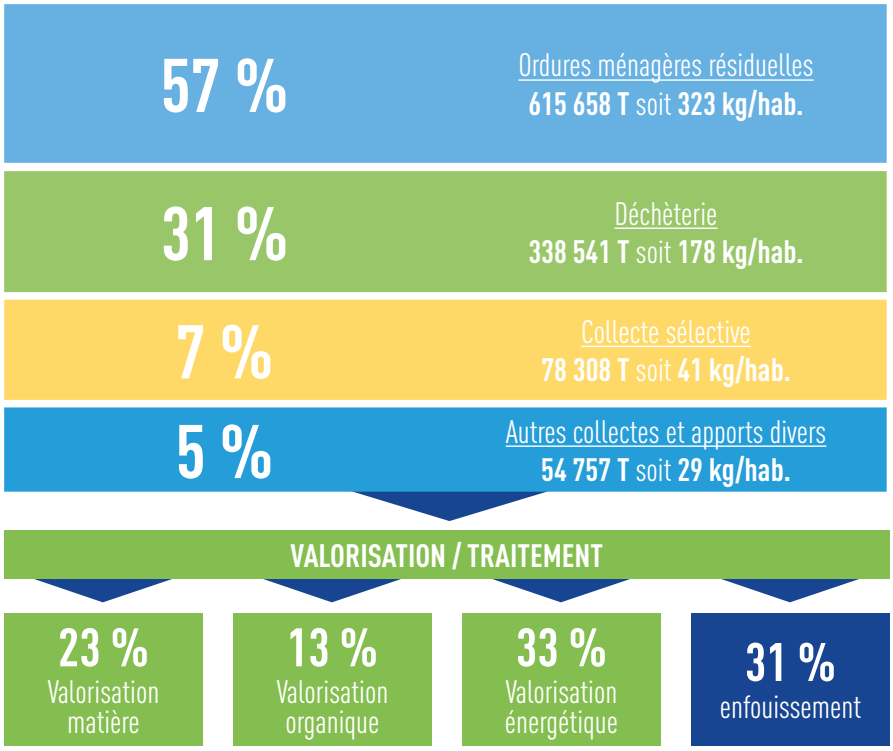
Les déchèteries réparties sur l'ensemble du territoire viennent compléter ce dispositif.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

# 1.4 — TONNAGES PRIS EN CHARGE PAR LA MÉTROPOLE

Au total, sur le territoire métropolitain, **1 087 264 tonnes** de déchets ont été prises en charge par les différents services, soit près de **571 kg/hab**.




## Bilan global des tonnages des déchets ménagers et assimilés traités/ valorisés

| | BILAN DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Tonnage collecté | Tonnage valorisé matière | Tonnage valorisé organique | Tonnage valorisé énergie | Tonnage enfoui |
| Ordures ménagères résiduelles | 615 658 | 5 844 | 25 687 | 330 619 | 253 508 |
| Collectes sélectives | 78 308 | 67 215 | | 4 786 | 6 307 |
| Déchèteries | 338 541 | 162 638 | 108 216 | 28 131 | 39 556 |
| Apports divers sur sites de traitement | 54 757 | 14 945 | 3 060 | 480 | 36 272 |
| Métropole d'Aix-Marseille-Provence | 1 087 264 | 250 642 | 136 963 | 364 016 | 335 643 |

Entre 2022 et 2023, les évolutions des flux principaux sont les suivantes :

- Ordures ménagères -5,1%
- Collectes sélectives -1,1%
- Déchèteries -2,5%.

Au total , la quantité de **DMA** collectés a **diminué** de **4,7%.**

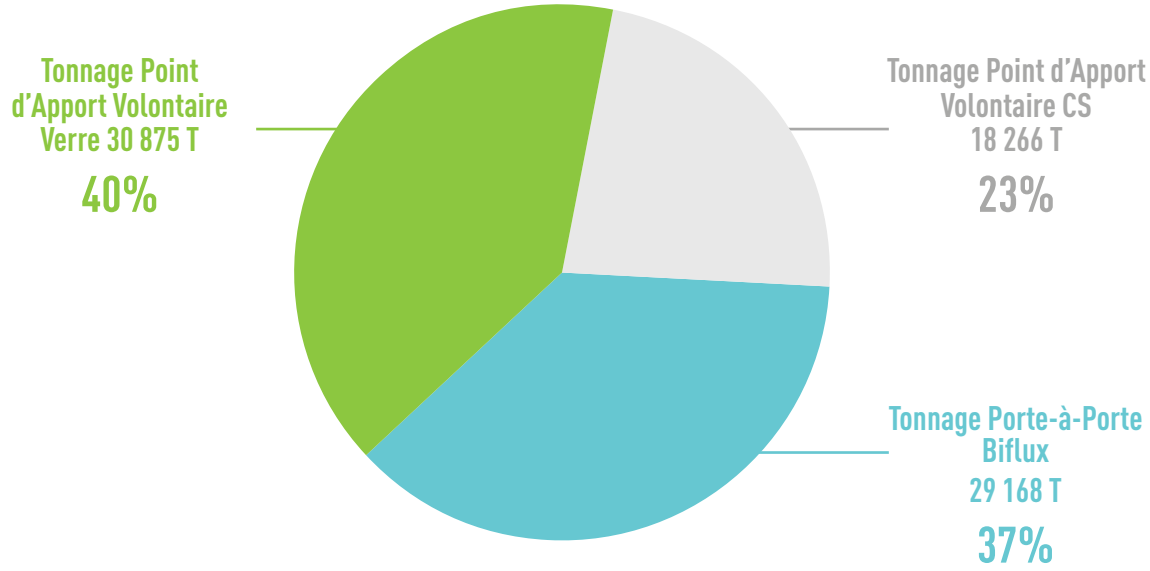


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## Répartition des tonnages de collecte sélective par mode de collecte et par flux

Sur le territoire métropolitain, **78 308 tonnes sont issues de la collecte sélective** soit 41,1 kg/habitant.

### TONNAGE COLLECTE SÉLECTIVE 2023



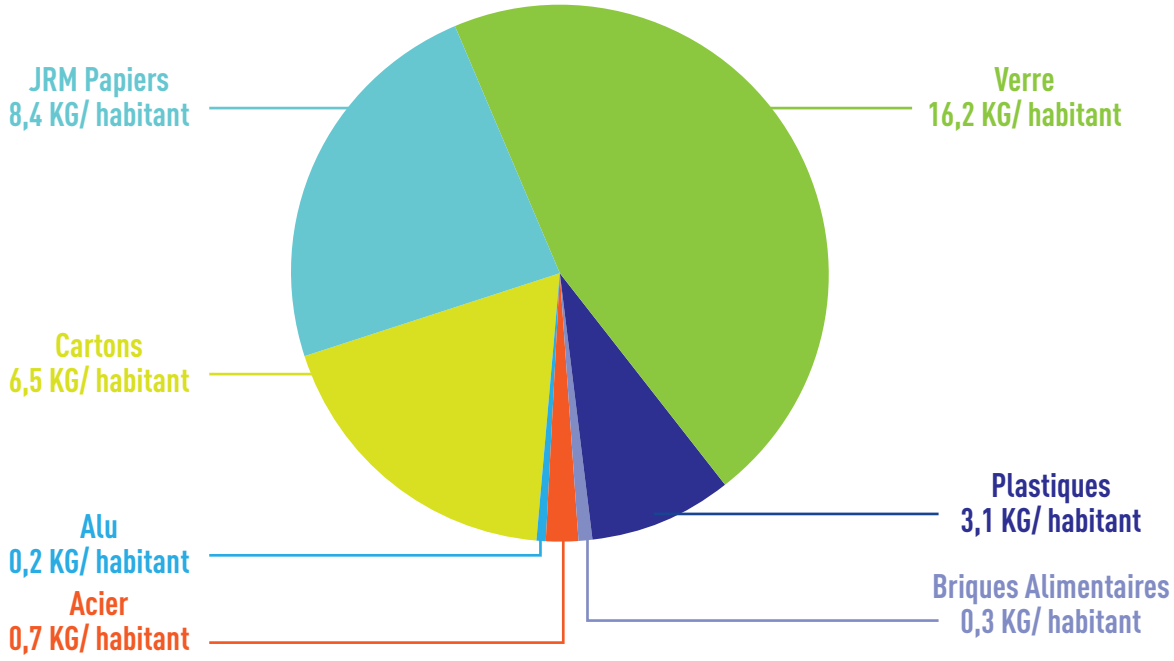

## Bilan des valorisations en centre de tri des déchets ménagers recyclables

La chaîne de tri est constituée de plusieurs étapes de tri mécanique ou manuel, qui se succèdent pour permettre la séparation des différentes matières recyclables : papier, carton, plastique dense (PEHD*), plastique fin (PET**) transparent et coloré, films plastiques PP/PS, briques alimentaires, cartonnettes, aluminium et acier... avant leur acheminement vers les filières qui assureront leur valorisation et leur transformation en de nouveaux produits.

Le territoire Métropolitain est en conformité avec les exigences imposées sur les extensions de consignes de tri.

*polyéthylène haute densité, **polyéthylène téréphtalate

### MATÉRIAUX RECYCLÉS ISSUS DE LA COLLECTE SÉLECTIVE 2023




Il est à noter que14 % de la collecte sélective (5,8 kg/an/habitant) reste constituée de déchets qui ne devraient pas s'y trouver. Ces refus ne sont pas valorisés en matière, mais partiellement en énergie, ou enfouis.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024



# LA PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

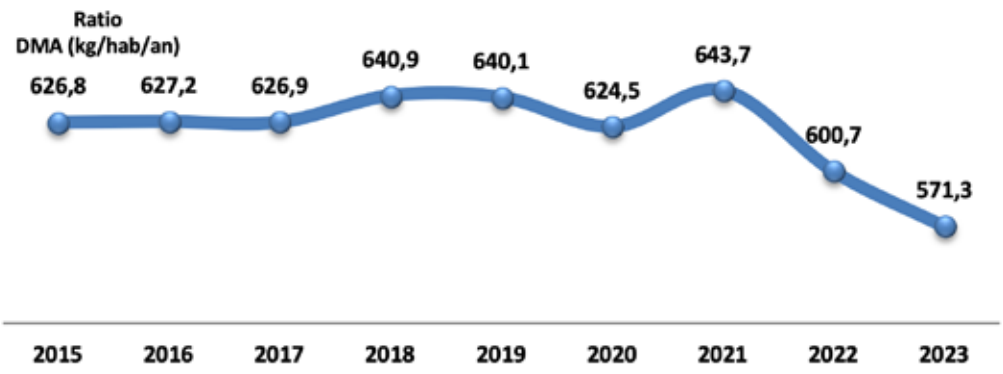
La prévention est l'ensemble des mesures et des actions prises en amont visant à réduire à la source la production de déchets.

Le Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés (PMPDMA), approuvé lors du conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, fixe l'objectif de **réduction de 10 % du ratio de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025** par rapport à 2015 et les actions à mettre en œuvre. **Il constitue la première étape de l'objectif 2035 d'une Métropole zéro déchet zéro gaspillage.**

Afin d'atteindre cet objectif, un changement de comportement ainsi que la mobilisation et l'implication de tous les acteurs du territoire sont fondamentaux.

La loi n°2020-105 relative à **la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire de février 2020** augmente l'objectif de réduction des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) avec un objectif de baisse de 15% du ratio de DMA entre les années 2010 et 2030.

Le graphique ci-dessous présente le taux d'évolution du ratio de déchets ménagers et assimilés (DMA) produits par habitant par rapport à 2015




Note : À la suite d'une harmonisation, la population municipale INSEE au 1er janvier 2018 a été recalculée pour la métropole à 1 869 055 habitants, ce qui a modifié la courbe d'évolution ci-dessus par rapport au RPQS 2019.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

Au niveau métropolitain, l'évolution du ratio de déchets ménagers et assimilés (DMA) est de - **9 % par rapport à 2015**, l'objectif étant de baisser de 10 % d'ici 2025.

La prévention répond aux enjeux actuels de réduction du gaspillage et de l'économie circulaire. La Métropole est engagée dans cette voie depuis plusieurs années et continue d'avancer en expérimentant de nouvelles solutions.

Au cours de l'année 2023, la Métropole a déployé plusieurs actions phares du plan de prévention selon les axes définis dans ce document cadre.

## 2.1 — AXE 1 : SENSIBILISER À LA RÉDUCTION DES DÉCHETS POUR FAIRE ÉVOLUER LES COMPORTEMENTS

### *Communiquer auprès des habitants via des campagnes dédiées*

La Métropole a organisé des « temps forts » de communication à destination du grand public : en février sur le thème de la réutilisation des objets, en avril sur le compostage et le broyage des déchets verts et en octobre sur la réduction des déchets.

En décembre 2023, la Métropole par le biais d'une campagne de communication préconise également des gestes simples pour passer des fêtes de fin d'année écoresponsables en offrant des cadeaux de seconde main issus des ressourceries, en privilégiant des cadeaux anti-gaspillage dématérialisés ou en conseillant de limiter les emballages







Une communication a aussi été réalisée sur l'opération de collecte des sapins de Noël pour les déposer dans les nombreux points d'apport volontaire pour les valoriser par compostage.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## *Sensibiliser le public scolaire des classes primaires*



Durant l'année scolaire 2022 / 2023, ce sont 547 classes, soit plus de 15 000 élèves qui ont été sensibilisés à la réduction des déchets. Ce fut une année de transition avec la continuité des divers programmes proposés sur les anciens territoires. En parallèle, la centralisation des inscriptions des enseignants au programme pédagogique a été réalisée pour l'ensemble de la métropole. Un travail d'harmonisation des animations et d'uniformisation des outils pédagogiques comme le cahier de l'élève a été conduit. Cette nouvelle organisation sera opérationnelle pour la rentrée scolaire 2024 / 2025.

## *Lancement du premier défi « Familles zéro déchet »*

Ce défi est un programme d'accompagnement qui consiste à promouvoir certains écogestes et modes de consommation responsables via l'accompagnement d'un nombre restreint de citoyens. Les familles se voient fixer un objectif de 25 % de réduction de leur production de déchets.

La première édition du « Défi famille zéro déchet », lancée le 7 janvier, s'est déroulée jusqu'en juin 2023. Elle a réuni une centaine de familles du territoire. Le bilan de cette expérience est très positif. Les foyers ont réduit en moyenne leur production de déchets de 50 % ce qui correspond au double de l'objectif initialement fixé. En même temps, 40 % des familles ont aussi réduit leurs dépenses. Des ateliers thématiques (anti-gaspi, vrac, compost, zéro déchet, fabrication de cosmétiques et produits ménagers, tri et recyclage, réemploi et réparation) ont été organisés durant cette phase.

Plusieurs familles engagées sont devenues par la suite des relais d'information et des ambassadeurs de la réduction des déchets auprès de leur entourage.




La Métropole poursuit son programme d'accompagnement collectif et individuel pour permettre aux familles de diminuer leurs emballages dont le verre, les ordures ménagères et les biodéchets. Deux réunions d'informations ont été organisées les 21 septembre et 11 octobre 2023.

Un nouveau défi a été lancé le 7 novembre 2023. Il est animé par l'association Zéro Waste Marseille et permet d'aider les familles à modifier leurs pratiques de consommation et réduire leur production de déchets.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

# 2.2 — AXE 2 : HARMONISER LES MODALITÉS DE GESTION DES DÉCHETS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES SUR LE TERRITOIRE AFIN DE FAVORISER L'ÉMERGENCE DE SOLUTIONS ADAPTÉES

## *Sensibilisation des professionnels*

Les déchets de professionnels, dénommés « Déchets d'activités économiques » représentent environ 22% des ordures ménagères et assimilés. Les actions déployées permettent de centrer l'activité de la collectivité sur les déchets des ménages et de participer à la prise de conscience du poids et du coût des déchets par les professionnels et la recherche de solutions adaptées.



Dans le cadre du déploiement de la redevance spéciale, de l'arrêt de la collecte des gros producteurs et de l'arrêt de la collecte des zones d'activités, la Métropole accompagne les professionnels aux changements de pratiques.

Cet accompagnement se concrétise par la mise à disposition d'un guide des bonnes pratiques sur le site https://dechets.ampmetropole.fr/pro/

La Métropole a uniformisé en 2023 son règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés ainsi que celui de la redevance spéciale (délibération TCM-025-14471/23/CM). Ces règlements seront pleinement mis en œuvre dès le début de l'année 2024.

## *Dispositif « Commerce Engagé »*

Par ailleurs, la Métropole poursuit le dispositif « Commerce Engagé » qui permet d'accompagner les commerçants dans la réduction et une meilleure valorisation de leurs déchets. Le dispositif se déploie sur les territoires de Marseille Provence et du Pays d'Aix. À ce jour, ce sont plus de 300 commerces qui sont labélisés.

En 2023, l'action a été déployée sur 2 nouvelles communes (Allauch et Saint-Zacharie).

Ce sont également 22 commerces qui ont réalisé un diagnostic de leurs déchets avec l'équipe Commerce Engagé afin de mettre en place des actions pour diminuer, mieux trier ou éviter les déchets. Des opérations, comme le « mois du vrac », ont été organisées en mars 2023 et ont permis d'éviter environ 1 500 contenants jetables.




AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131



Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

### *Accompagnement des communes*

La Métropole s'est donnée pour priorité d'accompagner les 92 communes de son territoire dans la mise en œuvre de leurs obligations réglementaires en matière de gestion de leurs déchets dits d'activités économiques (DAE). La délibération TCM-033-15482/23/CM du 7 décembre 2023 fixe les modalités d'accompagnement de celles-ci pour réduire et trier leurs déchets et les conditions d'utilisation du service public métropolitain de gestion des déchets pour les communes souhaitant y avoir recours (service utilisé et modalités de facturation de la redevance spéciale).

Pour cela, deux types d'accompagnement ont été mis en place :

- **collectif** pour toutes les communes membres, via l'organisation de réunions, de webinaires, la mise à disposition d'outils et l'organisation de visites,
- **individuel** pour les communes volontaires afin qu'elles puissent bénéficier d'une expertise technique adaptée spécifiquement à leurs besoins et contraintes.

Afin de bénéficier de cet accompagnement individuel, la commune volontaire candidate via un appel à manifestation d'intérêt sur l'un des volets suivants :

Volet 1 : l'accompagnement à la réalisation d'un état des lieux des flux et des quantités de déchets produits au sein des services de la mairie, ainsi que la préparation d'un plan d'actions permettant de réduire les déchets et respecter les obligations de tri.

Volet 2A : l'accompagnement sur la réduction du gaspillage alimentaire au sein de la restauration scolaire.

Volet 2B : l'accompagnement sur le traitement des biodéchets de restauration.

Volet 2C : l'accompagnement sur la prévention et la gestion des déchets verts.

À ce jour, 42% des communes bénéficient de cet accompagnement, soit 39 communes.

De plus, 5 guides ont été rédigés et sont mis à disposition des communes dans les domaines suivants :

- La Lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration
- Le mémo législatif et règlementaire
- La réduction de la quantité de déchets déposés dans les bacs à ordures ménagères
- Le guide des solutions à destination des communes en matière de valorisation des biodéchets de restauration collective
- Des trésors verts : prévention et valorisation des végétaux

## 2.3 — AXE 3 : VALORISER LA RESSOURCE « BIODÉCHETS » ET LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

L'objectif de cet axe est de diminuer les volumes de biodéchets collectés en mélange en favorisant toutes les actions permettant une gestion autonome par les habitants. La Métropole développe le compostage individuel, le lombricompostage, le compostage collectif et propose des solutions de broyage de leurs déchets verts aux habitants. Elle accompagne également les communes dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.



### *En poursuivant le déploiement du compostage et du lombricompostage*

L'année 2023 a été consacré à l'harmonisation des modalités de réservation, de paiement, de distribution, de formation et de suivi des composteurs et lombricomposteurs individuels sur l'ensemble de la Métropole. Une poursuite du développement des solutions de compostage de proximité a été réalisée avec la mise à disposition de composteur individuel en bois moyennant 10€ de participation. La délibération TCM-026-14472/23 CM du 29 juin 2023 approuve le programme relatif à la gestion de proximité des biodéchets. Elle permet d'harmoniser les dispositifs techniques et les modalités de paiement pour les particuliers sur l'ensemble du territoire métropolitain.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

Plus de 7 600 composteurs individuels ont été distribués, soit un taux d'équipement de 21,6 % sur la métropole.

C'est aussi 1 292 lombricomposteurs qui ont été réservés par les habitants et 41 nouveaux sites de compostage collectif installés. Au global, 325 sites de compostage collectif sont en fonctionnement sur la métropole.

Ces actions de compostage contribuent à l'atteinte des objectifs de développement de solutions de tri à la source des biodéchets.

Aussi, une enquête sur les pratiques de compostage a été mise en ligne en 2023. Plus de 13 200 personnes ont répondu. Les enseignements ont permis d'adapter la stratégie de déploiement de ces dispositifs.




### *En expérimentant des dispositifs de collecte des biodéchets*

La Métropole poursuit le déploiement de bornes qui accueillent les restes alimentaires. En 2023, un neuvième emplacement a été installé dans le 6e arrondissement de Marseille. Les 9 sites mis en place ont permis de collecter plus de 56 tonnes durant l'année. Les déchets alimentaires ainsi ramassés sont ensuite transformés en compost.

Pour donner suite à cette expérimentation, la Métropole a voté le plan d'action de généralisation du tri à la source des biodéchets sur la période 2024-2026 (délibération TCM-013-14912/23/CM du 12 octobre 2023). Ce programme prévoit notamment de déployer environ 2 600 bornes sur 3 ans.

### *En organisant des opérations ponctuelles de broyage des déchets verts*

En 2023, ce sont 146 opérations de broyage des déchets verts qui ont été réalisées dans 53 communes sur des parkings ou en déchèterie.

Elles ont permis au printemps et à l'automne de sensibiliser près de 1 500 habitants aux bonnes pratiques de réduction des déchets verts ainsi qu'aux solution de compostage de proximité.

Et ce sont plus de 600 participants qui ont amené leurs déchets verts et permis le broyage de 215 tonnes. Les habitants qui le souhaitaient avaient la possibilité de repartir avec du broyat.




### *En luttant contre le gaspillage alimentaire*

La Métropole a soutenu l'association Les Épuisettes qui a organisée une « journée nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire » le 16 octobre 2023 sur le Vieux Port, à Marseille. Lors de cette 10e édition, une dégustation des produits disqualifiés mais consommables a été réalisée pour sensibiliser le grand public.

De plus, dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt sur la lutte contre le gaspillage alimentaire en restauration scolaire, (cf. Axe 2) la Métropole a accompagné 11 communes : Allauch, Cabriès, Eguilles, Jouques, La Destrousse, Lamanon, Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis du Rhône, Saint-Cannat, Saint Chamas et Vitrolles.

Ces communes ont été aidées dans la réalisation d'une pesée des déchets gaspillés dans les cantines, dans l'élaboration d'un diagnostic, l'analyse des résultats et aussi l'identification de freins et de conseils sur des pistes d'amélioration pour limiter le gaspillage alimentaire.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

# 2.4 — AXE 4 : DONNER UNE SECONDE VIE AUX PRODUITS ET OBJETS

La Métropole ambitionne à la fois de mailler son territoire avec des points de collecte pour le réemploi des objets et de promouvoir le réemploi/la réutilisation des textiles auprès des habitants. Elle a pour objectifs de :

Baisser le volume de déchets collectés en porte-à-porte ou en déchèteries et le volume de textiles non triés dans les ordures ménagères

Participer au développement d'une filière du réemploi créatrice d'emplois en favorisant le réemploi des objets et des textiles qui seront récupérés.Elle s'inscrit ainsi dans une dynamique d'économie circulaire et d'économie sociale et solidaire.

- **Avec les espaces réemploi en déchèterie**

  À ce jour, 42% des déchèteries métropolitaines sont équipées d'un espace réemploi.

  D'autre part, un appel à projets «réemploi-réutilisation» métropolitain se déroulant sur la période 2021-2024 permet de soutenir 11 structures du réemploi. Des espaces de ventes d'objets issus du réemploi ou de solutions favorisant le réemploi ou la consigne sont proposés aux habitants.



  Par le biais de cet appel à projets, il a été collecté 334 tonnes en 2023 (+3,2% par rapport à 2022). Le taux moyen de réemploi est de 71,1% et le taux moyen de valorisation matière est de 24.3 %.

  Enfin, une Rencontre des acteurs solidaires du réemploi a été organisée le 16 juin 2023. Elle a réuni une trentaine d'associations de ce secteur et permis de partager l'état des lieux du réemploi sur la métropole. Des ateliers participatifs ont été organisés pour consolider les perspectives et préparer la future Stratégie métropolitaine de promotion du réemploi des déchets ménagers et assimilés.




- **Avec les points de récupération des textiles et des actions de sensibilisation :**

La Métropole a lancé en 2022, un appel à projets pour la « Mise en place d'une récupération de textiles, linges et chaussures (TLC) en vue de leur réutilisation/réemploi sur la période 2023 – 2028 ». L'objectif est de développer le nombre de bornes de collecte des textiles et accroître la part de vêtements usagés détournés des ordures ménagères. In fine, il s'agit de développer une véritable filière du réemploi des textiles, linges et chaussures sur le territoire métropolitain et ainsi s'engager dans une dynamique d'économie circulaire.

L'année 2023 a été consacrée à la signature des conventions tripartites (commune / opérateur de collecte / Métropole) avec les communes mettant à disposition leur domaine public pour l'implantation des bornes textiles. La mise en œuvre opérationnelle de l'appel à projets a entrainé un changement d'opérateurs sur certaines communes et donc un basculement de colonnes d'un opérateur à l'autre.

En 2023, la Métropole dispose d'environ 800 points d'apport volontaire pour les textiles qui ont permis la collecte de 3 823 tonnes, soit 2.01 kg par habitant par an et un maillage d'une borne pour 2 367 habitants.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## Évolution de l'organisation de la prévention des déchets à travers les filières à Responsabilité élargie du producteur (REP) et subvention des projets

De plus de nouveaux partenariats avec les éco-organismes ont été votés afin d'amplifier les dispositifs de valorisation des déchets :

### *1 - Les filières à Responsabilité élargies du producteur*

**Un nouveau partenariat avec les éco-organismes en charge de la responsabilité élargie du producteur de la filière des Produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) :**

Les 4 éco-organismes agréés par arrêtés ministériels, à savoir Ecomaison, Ecominéro, Valdélia et Valobat, doivent répondre aux objectifs de réemploi, de collecte, de recyclage, et de valorisation matière et énergétique selon les catégories de matériaux. Pour cela, ils s'engagent à prendre en charge opérationnellement les flux de déchets issus de PMCB, avec la mise à disposition de contenants et l'enlèvement des déchets, ou à les prendre en charge financièrement, en versant des soutiens financiers, selon les différentes configurations des déchèteries.

=> Les actions liées à ce partenariat se déploieront au cours de l'année 2024.

### *2 – La sollicitation de subvention : Fonds vert et dispositif LIFE*

En 2023, la Métropole a sollicité une subvention et obtenu un financement (d'environ 25% de l'investissement) au titre du Fonds Vert (aide de l'État pour soutenir la transition écologique des collectivités) pour l'action de « Généralisation du tri à la source des biodéchets sur l'ensemble du territoire métropolitain ». Le projet vise à mettre en œuvre, à partir de 2024, le tri à la source des biodéchets tel que préconisé par la règlementation, en intensifiant le développement du compostage individuel et collectif sur l'ensemble du territoire métropolitain et en équipant ponctuellement les principaux centres urbains de points d'apport volontaire.

La Métropole est également soutenue par l'Europe (programme LIFE), la Région et l'ADEME pour le déploiement d'une quarantaine d'actions initiées dès 2018 par les anciens territoires. Les actions en cours d'exécution ont été redéfinies en 2023 au périmètre métropolitain. Elles concernent la mise en œuvre de la Redevance Spéciale auprès des professionnels, l'accès automatisé des déchèteries, le tri des recyclables (avec le passage aux Extension des Consignes de Tri - ECT) et la communication associée, le réemploi et les ressourceries, la sensibilisation des habitants et des élèves aux bons gestes de tri (et de prévention), la prévention des biodéchets (compostage et broyage de déchets verts). Ce programme Life doit se terminer fin 2024.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024



# LES INDICATEURS TECHNIQUES

## 3.1 — LA COLLECTE

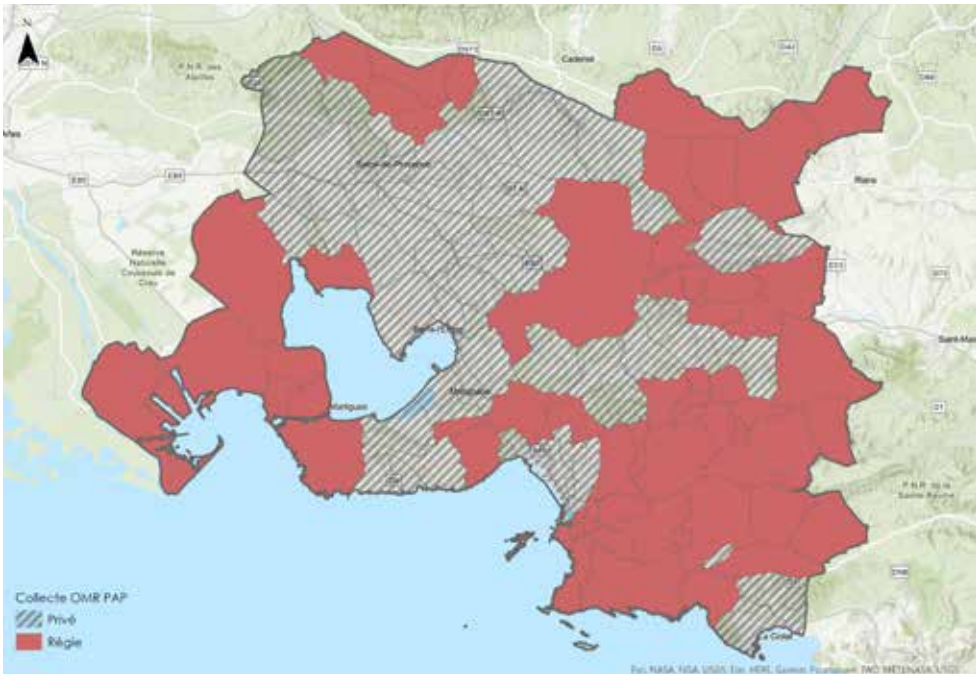
### *La collecte des ordures ménagères*

- **Modalités de collecte et mode de gestion**

Les collectes des ordures ménagères sur le territoire métropolitain sont effectuées en régie et en privé (prestation déléguée).

Les tournées sont réparties le matin, l'après-midi et le soir.

COLLECTE DES ORDURES MÉNAGÈRES EN PORTE-À-PORTE PAR COMMUNE



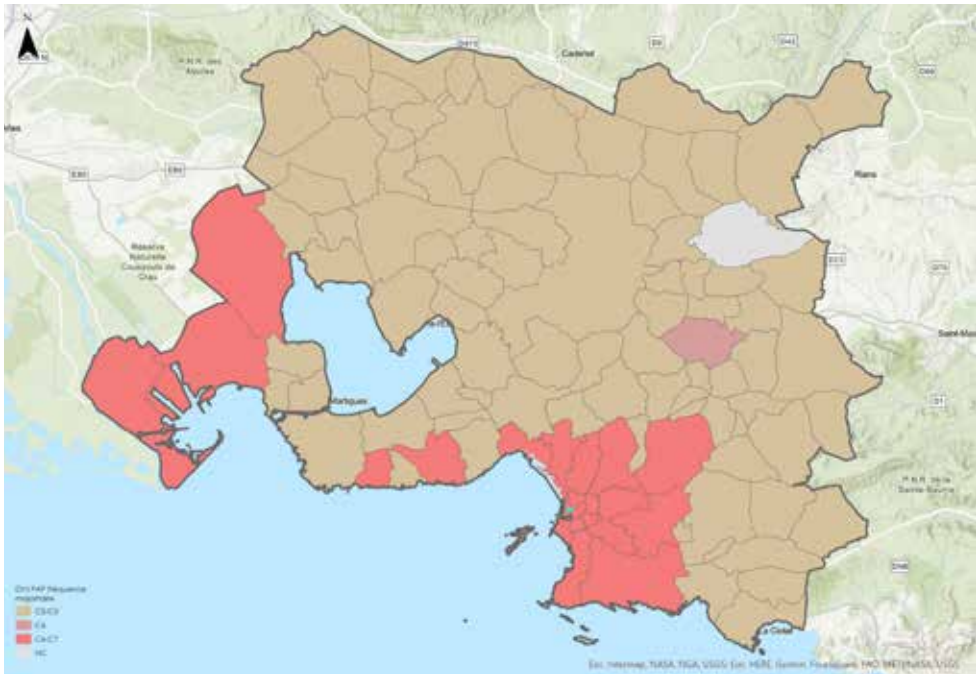



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

- **Fréquences de collecte par commune**

Les fréquences de collecte varient d'une commune à l'autre, en fonction de la typologie d'habitat et de la variation saisonnière de la population.

COLLECTE DES ORDURES MÉNAGÈRES EN PORTE-À-PORTE OU EN POINT DE REGROUPEMENT PAR COMMUNE



## *Les collectes sélectives des emballages, du verre et des papiers*

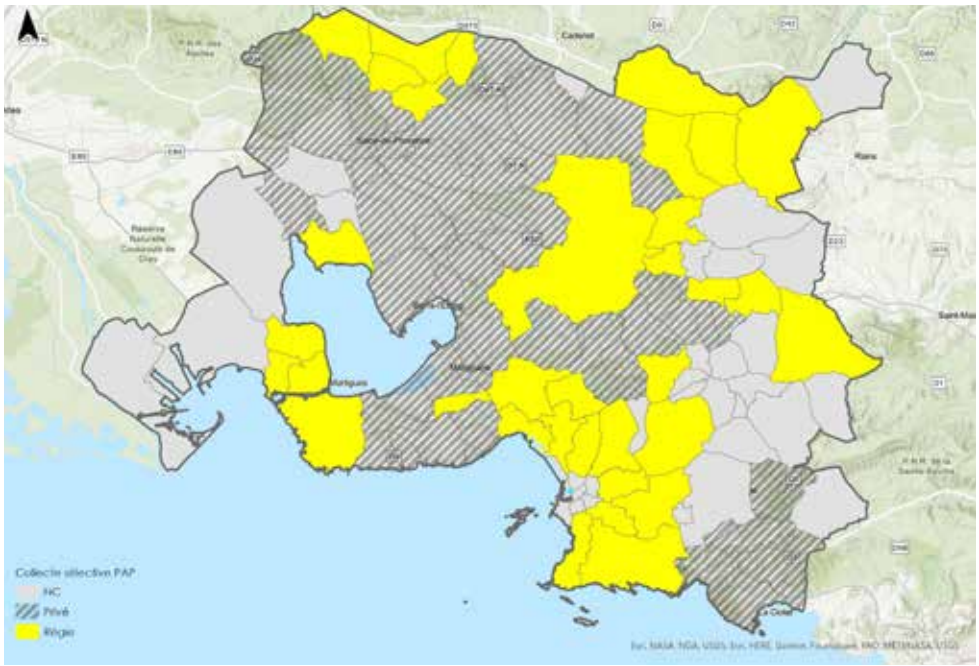
- **Modalités de collecte et mode de gestion**

Les collectes sélectives des emballages, du verre et des papiers sur le territoire métropolitain sont effectuées en régie et en privé.

Les collectes en apport volontaire pour les recyclables sont ramassées par des prestataires de service sur toute la métropole, à une fréquence dépendant du taux de remplissage.

Pour les collectes en bacs des recyclables, les secteurs des habitants concernés sont collectés en régie et privé suivant la répartition suivante :

COLLECTE SÉLECTIVE EN PORTE-À-PORTE PAR COMMUNE



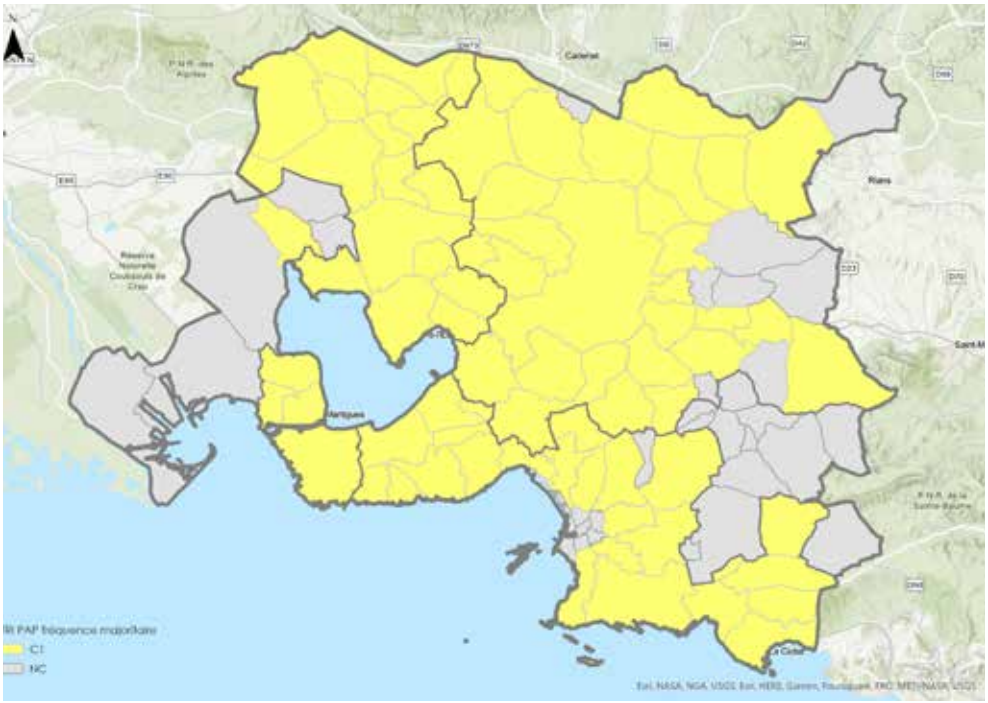



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

- **Fréquences de collecte par commune**

Les fréquences de collecte des recyclables varient d'une commune à l'autre en fonction de la typologie d'habitat et de la variation saisonnière.

PLUS DE DÉTAILS EN ANNEXE



## *Les collectes séparatives*

- **Modalités de collecte et mode de gestion**

Les collectes séparatives regroupent les collectes spécifiques de déchets verts, de cartons, de papiers de bureau et de sapins de Noël ainsi que les collectes d'encombrants. Ces collectes séparatives ne sont pas développées de façon homogène sur tout le territoire métropolitain.

Pour certaines communes, une partie du tonnage des collectes séparatives est intégrée dans le tonnage des déchèteries, Lorsque ces collectes ont lieu, elles sont assurées soit en régie soit par un prestataire.

Les fréquences de collecte varient en fonction des secteurs et des communes.

## *La collecte des déchets en déchèteries*



Les déchèteries offrent un service de proximité basé sur l'apport volontaire. Elles participent à la protection de l'environnement, notamment par la valorisation des matières collectées. Les déchets ainsi collectés entrent à 88 % en filières de valorisation.

- **Organisation et mode de gestion**

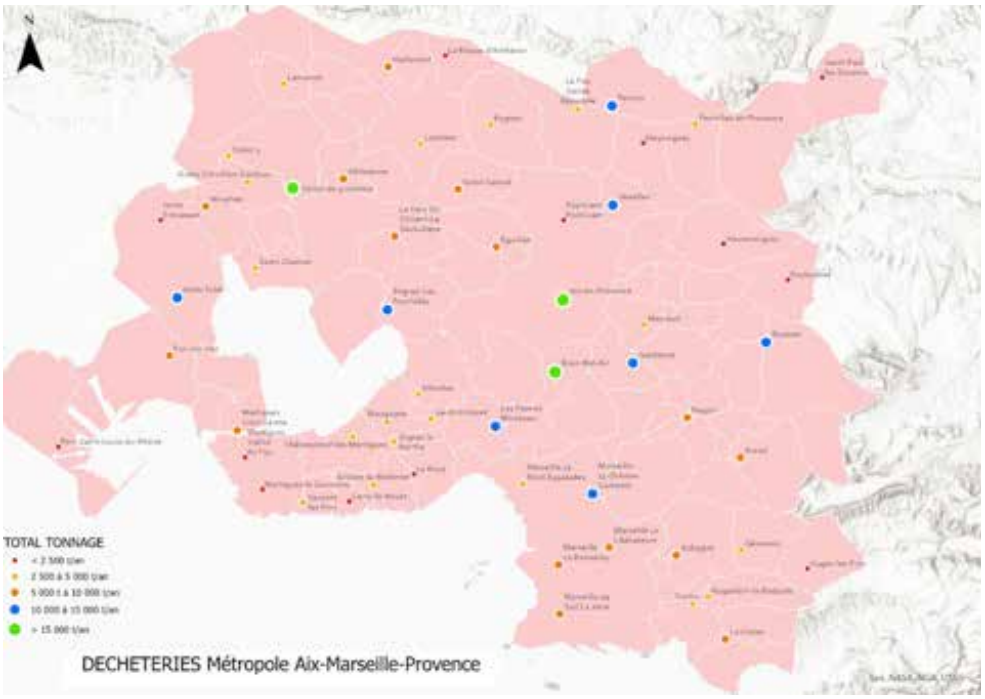
Au total, **61 sites** (59 déchèteries et 2 déchets'tri mobiles) sont disponibles sur le territoire métropolitain. Le nombre et l'organisation des déchèteries sont détaillés dans le tableau suivant :

| Nombre de déchèteries | Mode de gestion haut de quai | Mode de gestion bas de quai |
|---|---|---|
| **59 déchèteries<br>2 éco-mobiles** | 17 en régie<br>37 en privé<br>5 en insertion | 56 en privé<br>3 en régie |

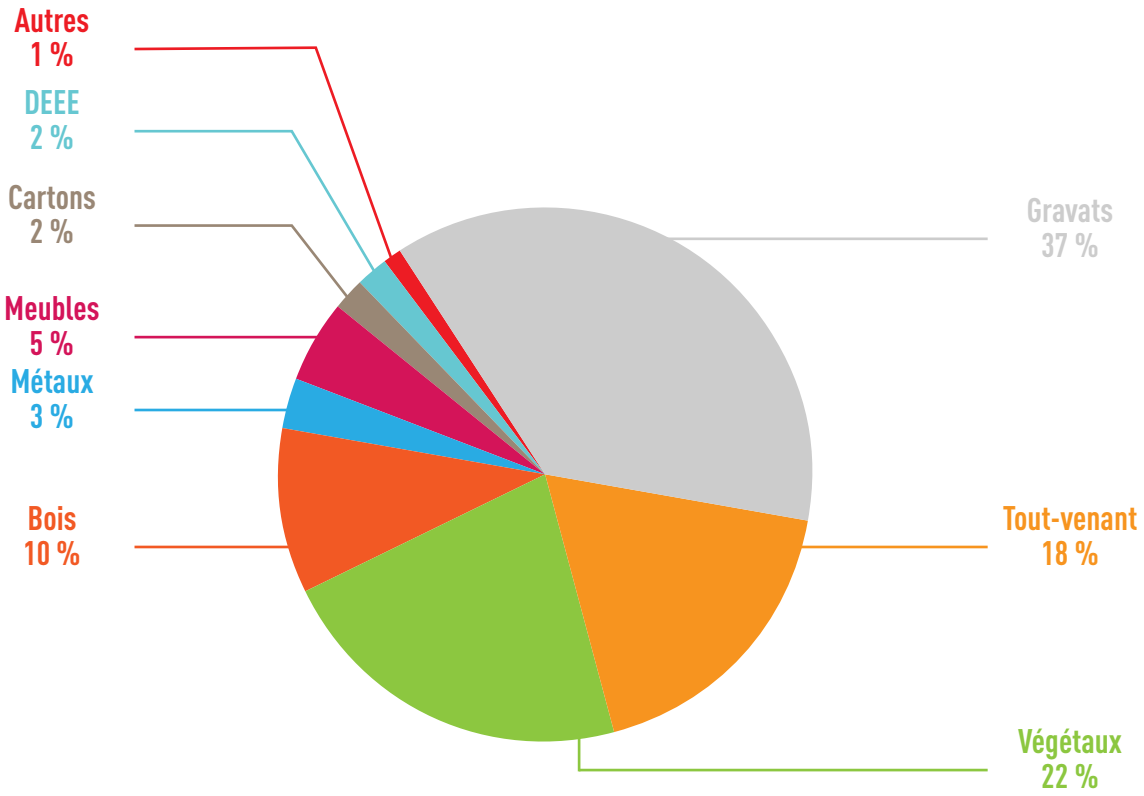


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## DÉCHÈTERIE MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE




### *Répartition des tonnages par flux*




En 2023, sur les 338 541 tonnes, 298 985 tonnes sont entrées en filières de valorisation, soit 88 % du total.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## 3.2 —LE TRANSFERT

Les centres de transfert sont des installations sur lesquelles s'effectuent les « ruptures de charges » entre la collecte de proximité des ordures ménagères résiduelles (OMR) ou recyclables et les sites de traitement/tri. Le public n'y a pas accès. Ces centres permettent ainsi d'optimiser les coûts de transport des déchets et d'agir en faveur de l'environnement.



Les **23 équipements** présents et répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain permettent le transfert de 593 284 tonnes d'ordures ménagères résiduelles

13 861 tonnes de déchets issues de la collecte sélective et 30 875 tonnes issues des colonnes pour le verre, soit un total de **638 020 tonnes**.

Le mode de gestion est, soit la régie, soit la prestation de service.

## 3.3 — LE TRAITEMENT

Les déchets ménagers et assimilés comprennent les ordures ménagères résiduelles, les déchets ménagers collectés sélectivement (collectes sélectives et séparatives), les déchets collectés en déchèteries et en porte-à-porte (encombrants sur rendez-vous) et les autres apports pris en charge par le service public (déchets ménagers assimilés ou déchets assimilés).

### *Organisation*

Le tableau ci-dessous présente les différentes unités de traitement et leur localisation utilisées par la Métropole.

La nature des traitements est détaillée par valorisation/recyclage, traitement par enfouissement ou par incinération

| Valorisation recyclage | | Traitement résiduel enfouissement | | Traitement résiduel incinération | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre installation | Exploitation / localisation | Nombre installation | Exploitation /localisation | Nombre installation | Exploitation /localisation |
| 3 | Privés :<br>Suez aux Pennes-Mirabeau<br>Paprec à Nîmes<br>Paprec à Lansargues | 5 | Métropole d'AMP :<br>L'Arbois à Aix-en-Provence<br>Vallon du Fou à Martigues<br><br>Privés :<br>Suez aux Pennes-Mirabeau<br>VALSUD à Septèmes-les-Vallons<br>SEMAG La Malespine à Gardanne | 1 | EveRé à Fos-sur-Mer |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

Il est à noter que :

- le site d'EveRé, centre de traitement multifilière (CTM) géré par délégation de service public et autorisé pour une capacité annuelle de 463 000 tonnes, combine 3 types de techniques de valorisation :

  **- le tri par séparation des matières organiques, combustibles et recyclables,**

  **- la valorisation organique par méthanisation et compostage,**

  **- la valorisation énergétique par traitement thermique pour une capacité annuelle autorisée de 383 000 tonnes.**

- le site du Vallon du Fou est géré en régie et regroupe 3 installations : l'ISDnD* autorisé pour une capacité annuelle de 70 000 tonnes, la déchèterie et la plateforme de compostage des déchets verts.

* Installation de stockage des déchets non dangereux



- Le site de l'Arbois, autorisé pour une capacité de 180 000 tonnes en 2023, est géré en régie (gestions administrative et environnementale) et en privé par la société Coved (gestion de l'enfouissement). La plateforme de valorisation des biogaz permet de produire de l'électricité par combustion du gaz capté. Cette énergie produite est ensuite injectée dans le réseau.

## *Bilan des productions d'énergie issues des installations de traitement des déchets*

La valorisation énergétique des déchets contribue pleinement aux objectifs de la transition énergétique pour la croissance verte, à savoir le développement des énergies renouvelables. Les différentes installations de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont permis de produire les énergies suivantes :

### VALORISATION ÉNERGÉTIQUE DU BIOGAZ PRODUIT À PARTIR DES DÉCHETS STOCKÉS (EN MWH) :

| | Électrique | Thermique | Total |
|---|---|---|---|
| CSD* de La Crau à Saint-Martin-de-Crau | 18 627 | 16 388 | 35 015 |
| ISDnD de l'Arbois à Aix-en-Provence | 13 700 | | 13 700 |
| CSDnD** La Vautubière à La Fare-les-Oliviers | 5 021 | | |

*Centre de stockage de déchets
**Centre de stockage de déchets non dangereux



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

### *Centre de traitement multifilière à Fos-sur-Mer :*

## VALORISATION ORGANIQUE (EN MWH) :

| | Énergie électrique produite | Énergie thermique produite et autoconsommée |
|---|---|---|
| CTM ÉveRé | 6 281 | 4 711 |
| Dont électricité vendue | 6 281 | |
| Dont électricité autoconsommée | 0 | |

## VALORISATION ÉNERGÉTIQUE (EN MWH) :

| | Énergie électrique produite | Énergie thermique produite |
|---|---|---|
| CTM ÉveRé | 109 646 | 36 254 |
| Dont électricité vendue | 86 487 | |
| Dont électricité autoconsommée | 23 159 | |





AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

# 3.4 — LES ÉCO-ORGANISMES

La Responsabilité Élargie du Producteur s'inspire du principe « pollueur-payeur ». Le dispositif de REP implique que les acteurs économiques (fabricants, distributeurs, importateurs) sont responsables de l'ensemble du cycle de vie des produits qu'ils mettent sur le marché.

Les producteurs choisissent généralement de s'organiser en structures collectives, à but non lucratif, agréées par les pouvoirs publics : les éco-organismes, pour assurer ces obligations.

Le dispositif des filières de la REP a pour objectif d'agir sur l'ensemble du cycle de vie des produits avec l'écoconception des produits, la prévention des déchets, l'allongement de la durée d'usage, la gestion de fin de vie.

Ce système a démarré en France, en 1992, avec les emballages ménagers. Depuis, sous l'impulsion de réglementations nationales et européennes, ce dispositif a été élargi. La France est actuellement, dans le monde, le pays qui a le plus recours à ce principe de gestion des déchets.

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et pour l'économie circulaire (AGEC) du 10 février 2020 consacre l'extension du périmètre de filières existantes, et en crée de nouvelles. Ainsi, à l'horizon 2025, ce ne sont pas moins de vingt-cinq familles de produits qui seront concernées (contre quatorze avant la promulgation de la loi).

Il existe deux modèles-type de financement des opérations de prévention et gestion des déchets :

- Financier : les éco-contributions des producteurs sont redistribuées par les éco-organismes aux collectivités territoriales et aux autres opérateurs qui assurent la collecte et le tri de ces déchets
- Opérationnel : les éco-contributions des producteurs sont utilisées par les éco-organismes pour contractualiser eux-mêmes avec des prestataires qui assurent la collecte et le traitement des déchets.

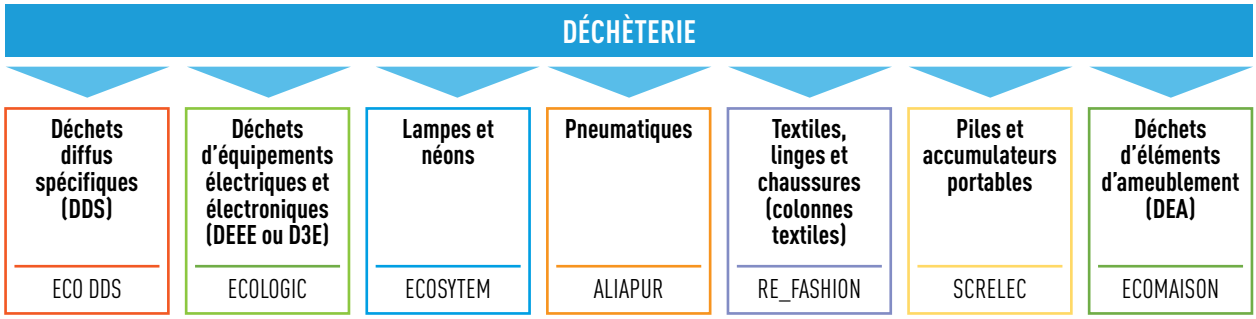
En pratique, les éco-organismes mettent en œuvre tout ou partie de ces deux modèles de financement.

***Les principaux éco-organismes et partenaire sont les suivants :***

### *Déchets collectés et envoyés en centre de tri*

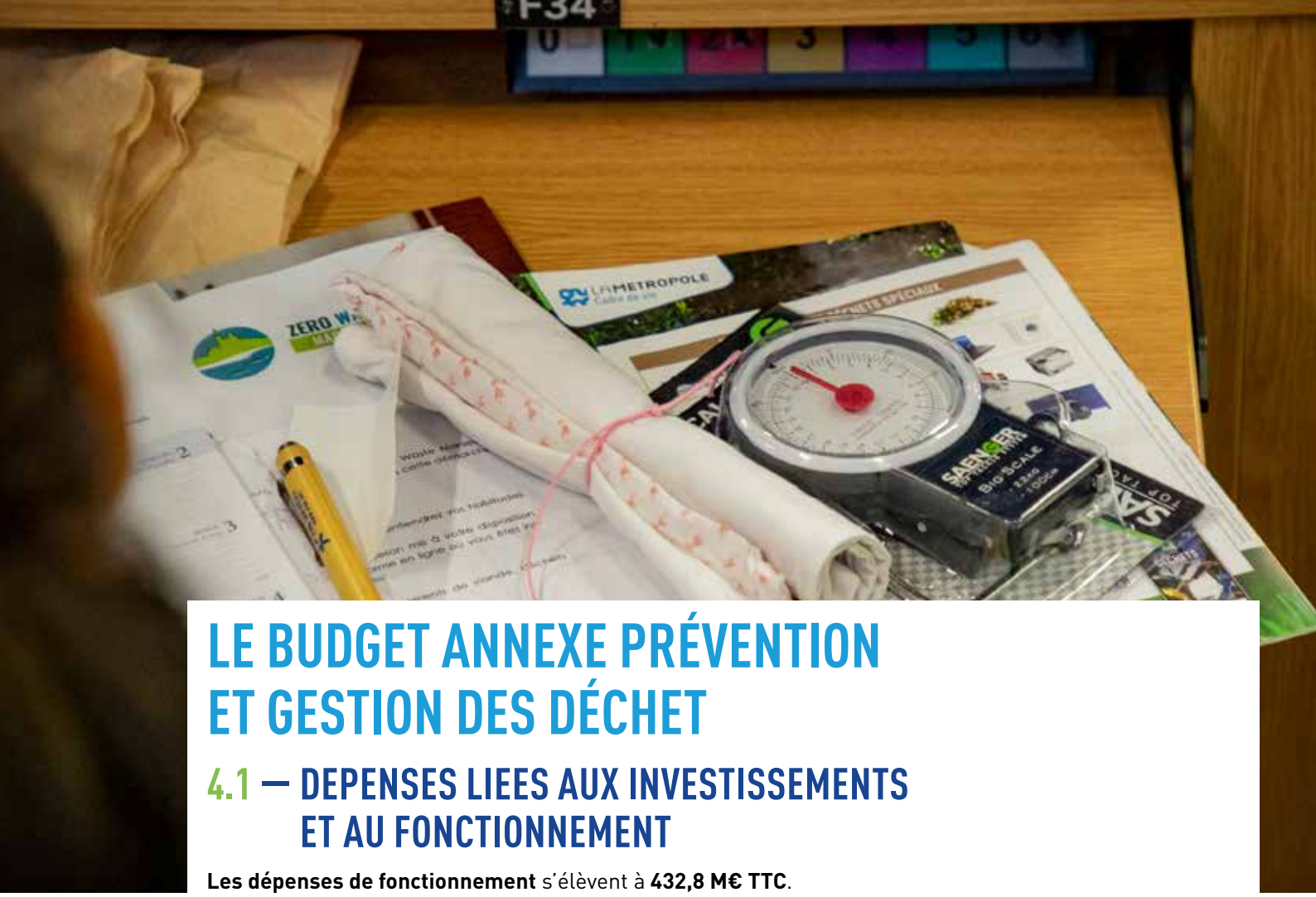



### *Déchets acceptés en déchèterie*






AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024




# LE BUDGET ANNEXE PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHET

## 4.1 — DEPENSES LIEES AUX INVESTISSEMENTS ET AU FONCTIONNEMENT

**Les dépenses de fonctionnement** s'élèvent à **432,8 M€ TTC**.

Ces dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses du personnel, les dépenses relatives aux prestations déléguées et au fonctionnement du service en régie, les dotations aux amortissements et les charges indirectes affectées à l'activité déchets.

**Les dépenses d'investissement** s'élèvent à **21,4 M€ TTC**.

Ces dépenses d'investissement comprennent les dépenses d'équipements liées à tous types d'immobilisations comptables et les dépenses financières liées à différentes dotations, emprunts et participations comptables.

## 4.2 — PRINCIPALES PRESTATIONS RÉMUNÉRÉES À DES ENTREPRISES

Comptablement, les prestations rémunérées à des entreprises sont codées en 611.

L'ensemble des dépenses dites 611 s'élève à **239,9 M€ TTC**.

Ces prestations déléguées concernent tous les domaines d'activité déchets : de la prévention, à la pré-collecte, à la collecte, aux transferts / transport jusqu'aux traitements / tri de l'ensemble des déchets pris en charge dans le cadre du service public à l'échelle de la métropole (liste des principales dépenses en annexe).

## 4.3 — MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DE LA REDEVANCE SPECIALE (RS)

Le règlement de la redevance spéciale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pris en application des articles L2224-14 et L 2333-78 du Code général des collectivités territoriales, définit le cadre et les conditions générales d'application de la redevance spéciale sur la métropole Aix-Marseille-Provence (délibération du conseil métropolitain le 29/06/2023).

Ce règlement précise les dispositions applicables de plein droit ainsi que les obligations de toutes les personnes morales de droit public et les personnes physiques et morales de droit privé, y compris les associations, qui produisent des déchets ménagers assimilés aux ordures ménagères, collectés par le service public ou son prestataire. Le fait, pour tout producteur de déchets de présenter ceux-ci à la collecte du service public, entraine son adhésion pleine et entière au règlement.

La redevance spéciale doit être appréhendée et appliquée en complément du « Règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille Provence » auquel il fait référence (délibération du conseil métropolitain le 29/06/2023).



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

La redevance spéciale s'applique depuis le 1er juillet 2021 sur l'ex-territoire de Marseille Provence et depuis le 1er janvier 2024 sur l'ensemble des 92 communes membres de la Métropole :

- Les producteurs produisant en dessous de 490 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilables ne sont pas assujettis à la redevance spéciale ; et les producteurs produisant plus de 13 860 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilables sont dans l'obligation de faire appel à un prestataire privé agréé.
- Les producteurs produisant entre 491 litres et 13 860 litres hebdomadaires de déchets ménagers assimilables sont assujettis à la redevance spéciale et cela de façon forfaitaire ; sur la base d'une grille forfaitaire définie par tranche de volume de déchets produits, ou à la suite d'un constat de volumétrie réelle.

Les tarifs sont révisés annuellement en fonction du coût aidé TTC de collecte et de traitement des ordures ménagères résiduelles figurant dans le RPQS de l'année N-2. La mise à jour des tarifs fait l'objet d'une délibération par le conseil métropolitain.

Pour 2023, les tarifs sont les suivants pour une production de déchets hebdomadaire :

| FORFAIT | Tranches volume produits (litres hebdomadaires) | Tarif annuel pour 2023 |
|---|---|---|
| F0 | < 490 litres | 0,00€<br>Forfait compris dans le paiement de la TEOM |
| F1 | 491 à 840 L | 752,41€ |
| F2 | 841 à 2 380 L | 4 063,03€ |
| F3 | 2 381 à 4 620 L | 8 878,47€ |
| F4 | 4 621 à 9 240 L | 18 870,31€ |
| F5 | 9 241 à 13 860 L | 28 742,16€ |
| Hors seuil | 13 860 L | Non collecté |

Le **montant global** perçu en 2023 au titre de la redevance spéciale par la Métropole est de plus de **11 M€**.

## 4.4 — MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DE LA TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES

Les modalités d'établissement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) sont spécifiques à chaque commune.

Le VI de l'article 1379-0 bis du Code général des impôts dispose que les métropoles sont substituées aux communes pour l'application des dispositions relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Pour mémoire, les six établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence avaient institué la TEOM. Sur chacun de ces territoires, avaient été mis en place un taux unique, un dispositif de lissage des taux ou un taux établi par zone en cohérence avec le service rendu.

L'article 1636 B undecies du Code général des impôts et l'instruction fiscale BOI-IF-AUT-90-30-10-20150624 autorisent un EPCI nouvellement créé à voter des taux différents sur son périmètre pendant une période ne pouvant excéder dix années, afin de limiter les hausses de cotisations de TEOM liées à l'harmonisation du mode de financement du service d'enlèvement et de traitement des déchets ménagers. Ainsi, la délibération du conseil métropolitain du 28 avril 2016 a adopté l'instauration de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et a décidé le principe de reprendre, sur une période qui ne peut dépasser dix années, les taux de TEOM adoptés en 2015 par les six EPCI dissous ou, le cas échéant, de poursuivre les processus d'harmonisation des taux adoptés par les anciens EPCI.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

Les délibérations adoptées par le conseil métropolitain depuis sa création ont appliqué ce principe. Dans ce contexte, l'enjeu pour la Métropole est de définir une stratégie sur l'harmonisation des taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères avec un aboutissement au plus tard au 1er janvier 2026. L'article 1636 B undecies du Code général des impôts prévoit deux possibilités en matière de vote de taux :

- l'adoption d'un taux unique sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- l'adoption de taux différenciés en fonction de logiques de coûts et des services rendus (fréquence de ramassage, typologie de déchets collectés...).

Dans le cas où aucune délibération ne serait adoptée par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de ce dispositif, la législation prévoit l'application du taux moyen pondéré métropolitain en 2026.

Pour 2023, excepté sur la commune de Marseille où le taux est fixé à 18,10%, l'ensemble des autres communes de la métropole se voient appliquer un taux de 14%

Le montant total de la TEOM perçu s'élève à **417,6 M€** sur le territoire métropolitain.

## 4.5 — PRODUITS DES DROITS D'ACCÈS AUX CENTRES DE TRAITEMENT DONT LA COLLECTIVITÉ EST MAITRE D'OUVRAGE

### *Le centre de traitement de l'Arbois*

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDnD) de l'Arbois ne reçoit que des déchets produits sur le territoire du Pays d'Aix ou des communes limitrophes. Les résidus qui y sont éliminés sont en grande majorité des déchets des ménages pris en charge financièrement par le service public et, pour une partie mineure, des déchets des clients extérieurs dont l'élimination est prise en charge par les apporteurs.

### *Le centre de traitement du Vallon du Fou*

Le centre de traitement des déchets du Vallon du Fou reçoit des déchets issus des ménages du bassin proche de ce site mais également ceux provenant des sociétés situées sur le territoire du Pays de Martigues.

Les tarifs 2023 de ces sites sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| Catégorie de déchets | Prix (€HT*/Tonne) |
|---|---|
| Déchets industriels banals (DIB) | 180,00€ |
| Ordures ménagères (OMR) | 180,00€ |
| Encombrants | 180,00€ |
| Gravats non valorisables | 51,00€ |
| Gravats valorisables | 26,00€ |
| Déchets d'assainsissement | 100,00€ |
| Déchets municipaux non triés | 180,00€ |
| Déchets municipaux triés | 125,00€ |
| Valorisation de déchets verts (unité de compostage du Vallon du Fou) | 25,00€ |
| Fourniture de compost (unité de compostage du Vallon du Fou) | 20,00€ |

*Les tarifs s'entendent hors toutes taxes (TVA+TGAP). En 2023, la TGAP est égale à 52€ par tonne de déchets apportée sur le site et la TVA est de 20 %.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## 4.6 — AIDES PUBLIQUES ET SOUTIENS REÇUS D'ORGANISMES AGRÉÉS POUR LA GESTION DES DÉCHETS

Le montant global des différentes aides publiques et des soutiens reçus s'élève à 11,7 M€ TTC décomposé en **11,1 M€** de soutiens de tous les éco-organismes et 0,6 M€ d'aides publiques (FCTVA*, Conseil général des Bouches-du-Rhône, ADEME, Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur...).

*Le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée

## 4.7 — RECETTES PERÇUES AU TITRE DE LA VALORISATION

Le montant global des recettes issues des ventes de matériaux s'élève à 4,6 M€, et 0,4M€ pour la vente d'énergie.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024



# ANALYSE DES COÛTS

## 5.1 — PRINCIPES DE LA MATRICE DES COÛTS

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique, en particulier le décret de décembre 2015, a instauré l'obligation de transparence des coûts en demandant de préciser de nouveaux indicateurs financiers dans le rapport annuel.

Les indicateurs financiers sont donc présentés par flux dans une matrice de référence selon la méthode ComptaCoût® développée par l'ADEME, qui fixe un cadre homogène et des règles communes de ventilation des coûts. Cette méthode s'appuie sur une segmentation analytique (par flux de déchets et étapes de gestion), avec un retraitement des données comptables : dépenses et recettes.

Conformément à cette méthode, les tonnages pris en compte pour l'expression des coûts par tonne excluent les gravats.

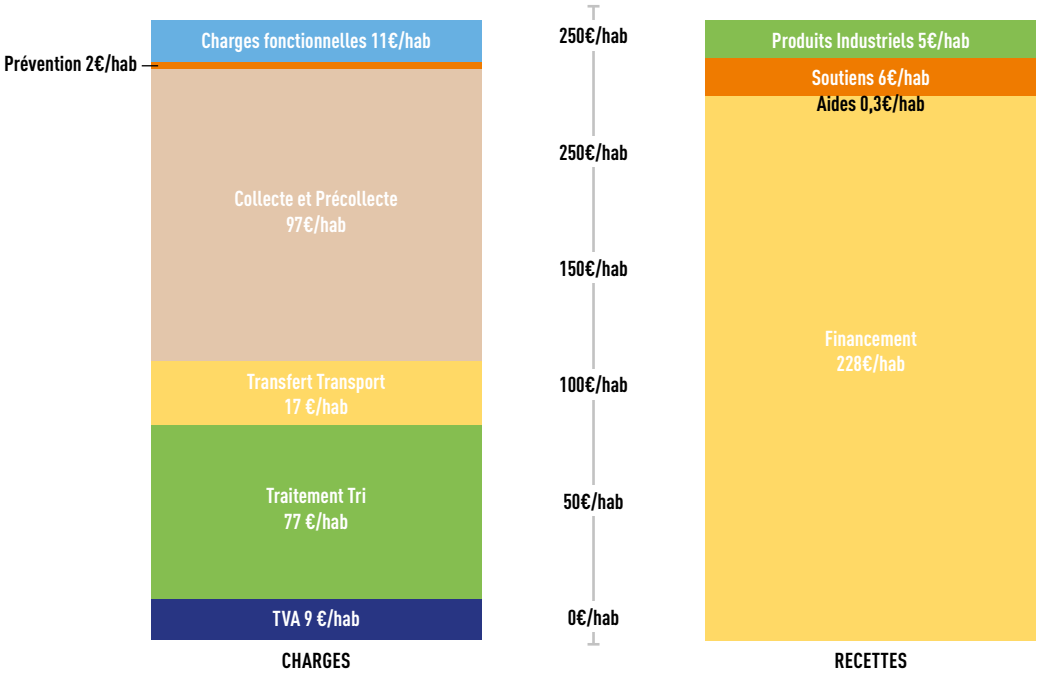
La matrice au paragraphe 6.7 permet de restituer les coûts détaillés pour chacun des différents flux pris en charge par le service public des déchets.

Les graphiques ci-après représentent les coûts en ratio €/tonne et/ou €/habitant.

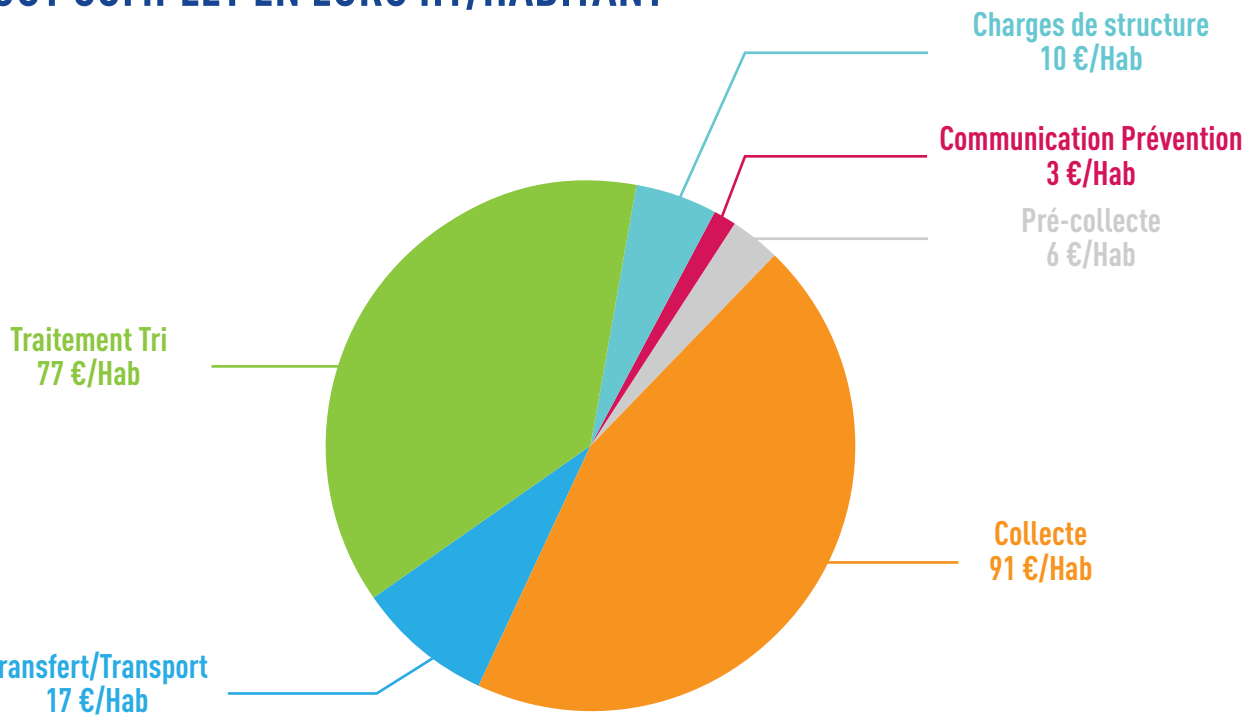


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## 5.2 — RÉPARTITION DES CHARGES ET DES PRODUITS EN EURO HT/HABITANT




## 5.3 — COÛT COMPLET EN EURO HT/HABITANT

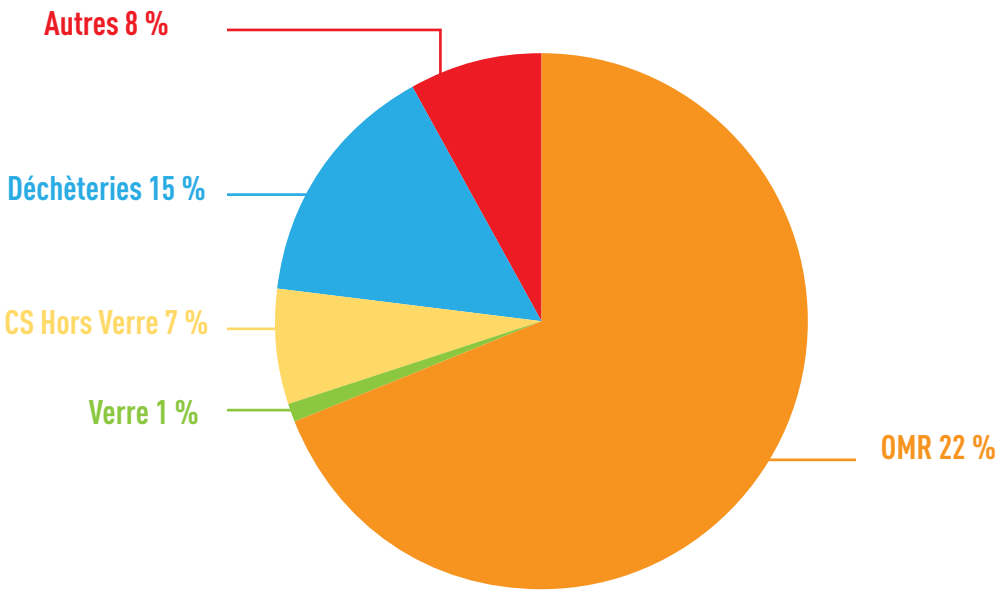



Au total le coût complet HT/Habitant de la gestion des déchets est de **204 € HT/hab**.

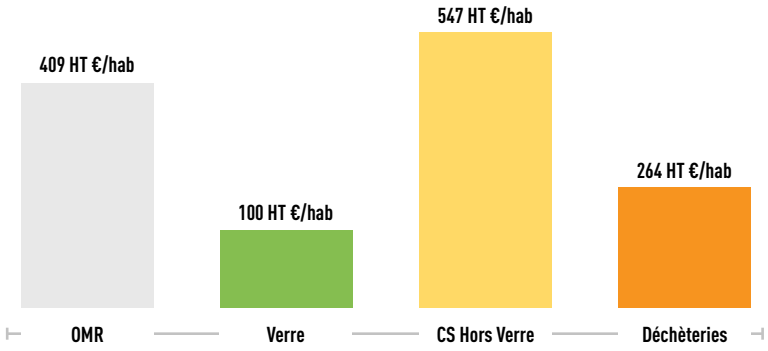


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## 5.4 — COÛT AIDÉ EN EURO HT/HABITANT




## 5.5 — COÛT AIDÉ EN EURO HT/TONNE



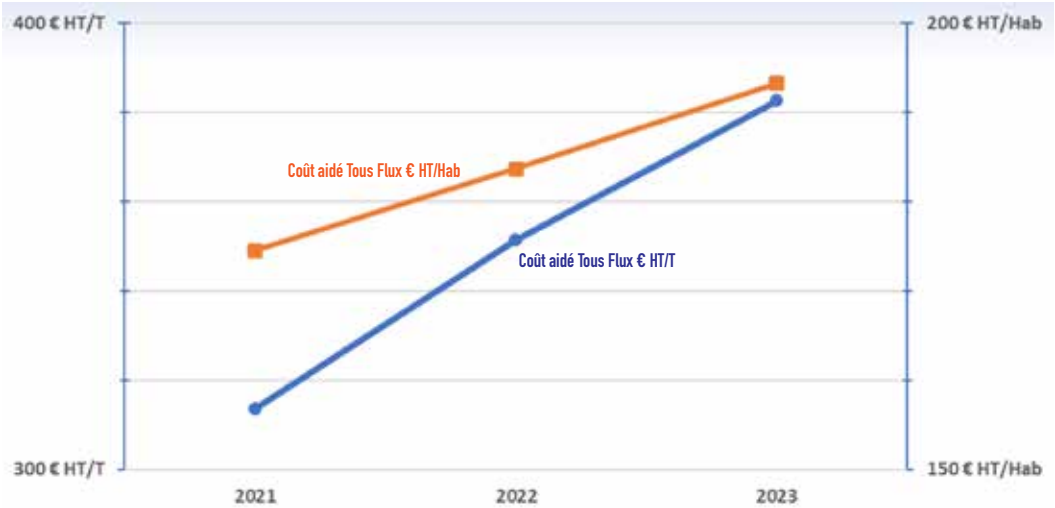

Au total le coût aidé HT/Tonne de la gestion des déchets est de **382 € HT/Tonne**.

## 5.6 — ÉVOLUTION DES COÛTS

Le coût aidé tout flux HT par habitant, a augmenté de 5% entre 2022 et 2023, et le coût aidé HT par tonne a augmenté de 9%.

Cet écart est lié à une hausse des coûts combinée à une baisse des tonnages, ce qui conduit à une plus forte hausse du coût à la tonne.

EVOLUTION DU COÛT AIDÉ TOUS FLUX






AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

# 5.7 – MATRICE DES COÛTS 2023

| Coûts en € HT | | | OMR | Verre | Papiers emballages | Déchets des déchèteries | Autres collectes | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges | Fonctionnelles | Charges de structure | 13 079 573 | 210 818 | 1 938 187 | 3 068 818 | 1 548 168 | 19 845 565 |
| | | Communication (hors prévention) | 1 141 999 | 20 960 | 230 023 | 267 944 | 135 173 | 1 796 099 |
| | **Total Fonctionnelles** | | **14 221 572** | **231 778** | **2 168 210** | **3 336 762** | **1 683 341** | **21 641 663** |
| | Techniques | Prévention | 1 812 763 | 90 908 | 139 666 | 996 035 | 163 933 | 3 203 304 |
| | | Pré-collecte | 6 219 319 | 1 676 745 | 2 856 025 | 0 | 0 | 10 752 089 |
| | | Collecte | 116 639 138 | 1 818 881 | 19 246 992 | 15 941 839 | 19 518 551 | 173 165 401 |
| | | Transfert/Transport | 18 008 557 | 24 167 | 197 277 | 12 868 620 | 1 622 529 | 32 721 149 |
| | | Traitement Tri | 98 780 742 | 289 983 | 13 327 023 | 26 909 512 | 7 604 911 | 146 912 172 |
| | **Total Techniques** | | **241 460 519** | **3 900 684** | **35 766 983** | **56 716 006** | **28 909 924** | **366 754 115** |
| **Total Charges** | | | **255 682 091** | **4 132 462** | **37 935 193** | **60 052 768** | **30 593 265** | **388 395 778** |
| Produits | Industriels | Matériaux | 0 | 779 410 | 2 799 611 | 1 063 971 | 0 | 4 642 992 |
| | | Energie | 431 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 431 120 |
| | | Prestations à des tiers | 1 274 329 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 274 329 |
| | | Autres produits | 1 682 669 | 24 936 | 277 852 | 360 753 | 146 687 | 2 492 898 |
| | **Total Industriels** | | **3 388 118** | **804 346** | **3 077 463** | **1 424 724** | **146 687** | **8 841 339** |
| | **Soutiens** | Soutiens des éco-organismes | **0** | **237 284** | **8 876 740** | **2 023 842** | **0** | **11 137 866** |
| | **Aides et Subvention** | | **361 091** | **17 117** | **29 892** | **189 235** | **33 468** | **630 804** |
| **Total Produits** | | | **3 749 210** | **1 058 747** | **11 984 096** | **3 637 801** | **180 155** | **20 610 008** |
| Contributions | Usagers | Redevance spéciale & facturations usagers | 10 910 907 | 0 | 0 | 136 403 | 255 748 | 11 303 058 |
| | | TEOM | 270 142 842 | 3 683 564 | 30 351 464 | 65 748 984 | 47 726 193 | 417 653 048 |
| | Collectivités | Abondement | 2 903 894 | 46 805 | 430 311 | 681 331 | 343 720 | 4 406 062 |
| **Total Contributions** | | | **283 957 643** | **3 730 369** | **30 781 776** | **66 566 719** | **48 325 661** | **433 362 169** |
| **Montant de la TVA acquitée** | | | **11 840 464** | **81 948** | **1 191 801** | **2 594 558** | **1 064 388** | **16 773 159** |
| | **COUT COMPLET € HT** | | 255 682 091 | 4 132 462 | 37 935 193 | 60 052 768 | 30 593 265 | **388 395 778** |
| | **COÛT AIDE € HT** | | 251 932 881 | 3 073 715 | 25 951 098 | 56 414 966 | 30 413 110 | **367 785 770** |
| | **COÛT AIDE € TTC** | | 263 773 345 | 3 155 663 | 27 142 899 | 59 009 525 | 31 477 498 | **384 558 929** |

| | | OMR | Verre | Papiers emballages | Déchets des déchèteries | Autres collectes | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Nb habitants** | 1 903 173 | 1 903 173 | 1 903 173 | 1 903 173 | 1 903 173 | **1 903 173** |
| | **Tonnages (hors gravats)** | 615 658 | 30 875 | 47 434 | 213 931 | 53 772 | **961 670** |
| **Ratios de Coûts par habitant et par tonne** | **COÛT COMPLET € HT / hab** | 134 € HT/hab | 2 € HT/hab | 20 € HT/hab | 32 € HT/hab | 16 € HT/hab | **204 € HT/hab** |
| | **COÛT COMPLET € HT / tonne** | 415 € HT/T | 134 € HT/T | 800 € HT/T | 281 € HT/T | 569 € HT/T | **404 € HT/T** |
| | **COÛT AIDE € HT / hab** | 132 € HT/hab | 2 € HT/hab | 14 € HT/hab | 30 € HT/hab | 16 € HT/hab | **193 € HT/hab** |
| | **COÛT AIDE € HT / tonne** | 409 € HT/T | 100 € HT/T | 547 € HT/T | 264 € HT/T | 566 € HT/T | **382 € HT/T** |
| | **COÛT AIDE € TTC / hab** | 139 € TTC/hab | 2 € TTC/hab | 14 € TTC/hab | 31 € TTC/hab | 17 € TTC/hab | **202 € TTC/hab** |
| | **COÛT AIDE € TTC / tonne** | 428 € TTC/T | 102 € TTC/T | 572 € TTC/T | 276 € TTC/T | 585 € TTC/T | **400 € TTC/T** |

Le coût complet pour l'ensemble des DMA (gravats compris) est de 357 € HT/tonne et de 373 € TTC/tonne.

Le coût aidé correspondant est de 338 € HT/tonne soit 354 € TTC/tonne.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024




# LES FAITS MARQUANTS EN 2023

## 6.1 — PÔLE AMÉLIORATION CADRE DE VIE

L'année 2023 a été marquée par la fusion des six territoires de manière opérationnelle dès le 1er janvier comme cela avait été délibéré lors du conseil métropolitain de juin 2022.

Dans cette nouvelle structure, composée de 8 directions, les grands changements à noter sont :

- La création de la **Direction Ressources Cadre de vie**
- La séparation des activités de collecte et de propreté pour la ville de Marseille **(Direction Collecte Zone 3 et Direction Propreté Zone 3)** et la création de 2 grandes directions d'exploitation (regroupant collecte et entretien voirie) réparties de façon géographiques **(Direction Exploitation Zone 1 et Direction Exploitation Zone 2**)
- La centralisation du pilotage de tous les centres de gestion des déchets au sein de la **Direction Déchèteries, Logistique Déchets et Valorisation déchets**, en matière d'installations ou établissements cela représente :
  - 59 déchèteries + 2 mobiles,
  - 23 centres de transferts d'OMR ou de déchets recyclables,
  - 7 ISDnD (2 en activité et 5 en post-exploitation) en gestion par la régie et 3 en gestion par le privé,
  - À cela s'ajoute bien évidemment la gestion du centre technique multifilière de Fos-sur-Mer et des 3 centres de tri des déchets recyclables privés.
- Une direction de support et de soutien technique avec la **Direction Transition, Méthode et Pratique**, pour la rédaction des marchés publics, la prise en charge des études techniques, les analyses des données d'exploitation et un guichet unique pour la gestion des déchets des professionnels.
- Une porte d'entrée unique sur les questions d'économie circulaire et d'information de l'usager - ***direction de l'Économie circulaire et Information***.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

La fusion des six territoires a permis de voter en juin 2023 des documents structurants pour l'ensemble des directions opérationnelles, à savoir un règlement « unique » de collecte des déchets ménagers et assimilés, et un règlement de la redevance spéciale applicable au 1er janvier 2024 sur l'ensemble de la métropole.

L'année 2023 reste globalement dans la tendance de ces dernières années en matière de tonnage pour les déchets collectés et traités :

- Une baisse des ordures ménagères résiduelles,
- Une stabilité des déchets recyclables collectés,
- Une baisse des déchets apportés en déchèteries et autres.

## 6.2 — COLLECTE

Les objectifs engagés au cours de l'année 2023 au niveau des 4 Directions d'Exploitation sont les suivants :

- L'harmonisation des pratiques au sein de chaque unité.
- La mise en place de tournées et d'organisation de travail en corrélation avec les cycles de travail.
- L'harmonisation des fréquences de collecte afin d'atteindre un service efficient en corrélation avec le règlement de collecte délibéré en juin 2023. Cette réduction de fréquence, travaillée en 2023 et mise en œuvre en 2024, doit permettre de mettre en place également de nouvelles tournées pour la collecte séparative des biodéchets, de performer nos prestations de collecte des encombrants sur rendez-vous et d'augmenter la collecte sélective des déchets d'emballages recyclables.
- La formation du personnel de collecte pour une meilleure prise en compte du contexte sécuritaire et de l'ergonomie au travail.
- L'optimisation de la communication de proximité avec les communes.




Au niveau de l'information des usagers, il y a la création d'une **plateforme téléphonique unique métropolitaine « Engagés au quotidien » 0 800 94 94 08 en service depuis juillet 2023**. Cette dernière permet d'une part aux usagers de prendre rendez-vous pour la collecte des encombrants ménagers mais aussi, d'autre part, de faire remonter des anomalies constatées sur les communes en matière de propreté, collecte ou autres sujets divers. Le couplage de cette plateforme avec un logiciel de traçabilité (OSIS), permet à l'usager mais également aux services de suivre en temps réel la réalisation de la prestation.

## 6.3 — DÉCHÈTERIES, CENTRES DE TRANSFERT ET TRAITEMENT DES DÉCHETS

Sur l'année, il a fallu gérer la fermeture de l'ISDnD de La Vautubière située à La Fare- les-Oliviers. Ce passage en mode post-exploitation a obligé les directions opérationnelles à modifier leur organisation de transport et de traitement des déchets issus des communes avoisinantes en plus des démarches administratives. Il a fallu aussi augmenter les capacités d'accueil des autres exutoires recevant ces nouveaux flux.

Sur cette même période, il y a eu un non renouvellement du marché de traitement qui concerne l'ISDnD privé de la SEMAG. La configuration administrative ne permet plus à cette structure de candidater au futur marché. Il a donc fallu également, sur les flux concernés par ce site de traitement, organiser un nouveau schéma de transport et de traitement.

Un test de traitement thermique des broyats de refus de tri sur encombrants sur le site du centre de traitement multifilière a été effectué. Ce test a mis en évidence la possibilité d'utiliser ce type de traitement et permet donc une valorisation énergétique de ces déchets ultimes et éviter ainsi une mise en enfouissement.

Dans le but de connaitre la composition des ordures ménagères, et particulièrement les déchets valorisables encore présents, une campagne de caractérisation sur les ordures ménagères a été réalisée à l'automne. Pour la première fois, elle revêt un caractère métropolitain.

La gestion du centre de transfert d'Ensuès-la-Redonne a été confiée à la RDT13 à compter du 1er février 2023 dans une logique de mutualisation et d'optimisation des aspects purement logistiques du déchet.

À la suite d'un avis formel du service de prévention du Pôle Amélioration du Cadre de vie qui met en évidence des risques critiques lors de la maintenance du convoyeur au centre de transfert de Martigues, le convoyeur a été définitivement arrêté et mis en sécurité. Les véhicules de collecte de type bennes à ordures vident désormais directement à l'iSDnD du Vallon du Fou à la suite d'un réaménagement nécessaire des accès au casier d'enfouissement.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

Des travaux importants ont été commandés et réalisés au centre de transfert nord permettant la réfection totale des quais de déchargement. Au centre de transfert sud, la dalle et le cheminement des engins ont été intégralement rénovés.

La réalisation d'un état des lieux des déchèteries du territoire métropolitain a permis de définir une vision claire sur les fonctionnements existants en régie ou sous-traités au privé, sur les conditions d'accès par site, sur les matériels d'exploitation et sur l'étendue des marchés utilisés pour l'exploitation des déchèteries, le transport et traitement des matières.

Le déploiement des filières des éco-organismes manquants sur certains sites (exo :écosystèm pour la collecte des néons et ampoules, EcoDDS pour la collecte des déchets ménagers dangereux...) a été réalisé.

Une extension des prestations de « Déchets'Tri Mobile » a permis d'offrir ce service à l'usager sur davantage de communes (exo Saint-Zacharie).

Concernant l'ISDnD de l'Arbois, l'année 2023 a été consacrée à la poursuite des travaux de mise en place de la couverture finale sur une partie de la surface du casier B3, l'autre partie étant en exploitation.

2023 a également été une année d'attribution des marchés nécessaires pour réaliser les travaux de construction des deux premières alvéoles du futur casier B4.

Les phases de préparation ont débuté fin 2023 pour des travaux de dévoiements des réseaux existants et de construction tout au long de 2024, voire début 2025.

La certification ISO 14001 du site de l'Arbois a été renouvelée en décembre 2023 et ce pour les trois prochaines années. Renouvellement de la certification de ISO 14001: 2015 pour le centre de traitement du Vallon du Fou (ISDnD), pour la Régie de eaux et les déchèteries de Croix-Sainte, la Couronne et Vallon du Fou renouvellement est prévu en mars 2023.

Cette démarche de certification vise à améliorer la performance environnementale des sites au moyen de la mise en place d'un Système de management environnemental (SME) qui est révisé chaque année. Elle permet de définir des axes d'amélioration continue tels que la réduction des émissions atmosphériques, la protection de la qualité des eaux, la prévention des risques, l'intégration du site dans son environnement...

La poursuite de la démarche de certification ISO 14001 des ISDnD de l'Arbois et du Vallon du Fou présente des avantages pour la Métropole tels que :

- La garantie de la bonne image du site et de la Métropole quant à la gestion de ses déchets,
- L'amélioration de la connaissance de la situation environnementale du site,
- L'amélioration de la maîtrise des impacts environnementaux dus à son activité,
- L'assurance du respect de la législation et de la réglementation applicables en matière d'environnement, ainsi que de tout autre engagement environnemental auquel la collectivité a souscrit,
- La prévention des pollutions et la maîtrise de leurs éventuelles conséquences.

Toujours sur l'ISDnD du Vallon du Fou, l'année 2023 a été consacrée à la sécurisation de l'accès au site et à la mise en place de candélabres photovoltaïques sur la voie et au niveau de la zone de déchargement des véhicules, notamment des FMA*.

Des travaux de reprise du réseau pluvial ont été réalisés afin d'améliorer la gestion des eaux de ruissellement internes et externes.

*Fond mouvant alternatif

Sur le site de l'ancienne décharge de la Crau, les travaux de réhabilitation du réseau incendie ont démarré fin 2023, et ce, pour une durée d'environ un an.

Concernant le site en post-exploitation de Mallemort, le projet d'installation de panneaux photovoltaïques se poursuit pour un démarrage des travaux fin de l'année 2024.

## 6.4 — TRANSVERSALITÉ (MARCHÉS PUBLICS, ÉTUDES, ANALYSE DES DONNÉES) ET GESTION DES DÉCHETS PROFESSIONNELS

Dans le renouvellement des marchés, en 2023 le plus marquant a été la notification des marchés de collecte et de propreté pour la ville de Marseille. Ces marchés d'envergure exceptionnelle ont été notifiés sur la fin du 3ème trimestre. Depuis, des réunions régulières mobilisant les équipes de supports et d'exploitation ont eu lieu afin de démarrer les nouvelles prestations le 1er avril 2024 dans les meilleures conditions. Ces nouveaux marchés disposent d'améliorations techniques innovantes, d'obligation de verdissement du parc véhicules, et 1 lot sur les 6 est orienté « marché de performances », les autres restant « avec des obligations de résultats ».



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

Le service en charge du renouvellement de ces marchés, a également pour mission des études. Avec le regroupement des 6 territoires, les enjeux d'optimisation, de rationalisation, d'harmonisation sont nombreux. 2023, comme une partie de 2024, doit permettre de diagnostiquer ces organisations et de proposer un schéma directeur pour les futures décisions.

Ce service travaille également sur la création ou la réhabilitation de nombreuses installations : comme les déchèteries (Venelles, La Calade, La Ciotat), la création du centre opérationnel de la collecte des ordures ménagères (COCOM) d'Aix-en-Provence, la fermeture du centre de transferts d'OMR d'Ensuès avec une répartition des tonnages sur le centre de transfert de Vitrolles et la création de celui de Martigues.

Le service a aussi mis en œuvre et coordonné la collecte des biodéchets : marché de fourniture de pré-collecte, marché de traitement, études d'implantation, organisation de la communication, développement d'outils informatiques, formation des agents, coordination avec l'exploitation, tout cela en transversalité et en appui des directions opérationnelles. Rappel de l'obligation réglementaire de démarrer la collecte séparative dès le 1er janvier 2024.

L'année 2023 a été aussi l'année durant laquelle ont été finalisés les arrêts de collecte sur les zones d'activités économiques et commerciales. Cinquante-cinq zones ont été arrêtées concrètement : en juin sur le périmètre d'Aubagne et en décembre autour d'Istres, Martigues et Salon-de-Provence. Cela représente plus de 3 000 professionnels concernés (informés deux fois par boitage direct), près de 2 000 bacs retirés, et plus d'une trentaine de réunions publiques.

Au cours de l'année, des actions spécifiques ont été menées sur des lieux présentant des difficultés de collecte ou de gestion des déchets professionnels. Ainsi, pour exemple marquant sur le port de Sausset, il a été acté que les déchets des professionnels doivent être gérés en direct et sans intervention du service public. Cette bascule a été accompagnée et pilotée par le service dédié aux déchets des professionnels. Cette gestion déportée a permis de mettre fin à une quinzaine d'années de problématiques et de prestations supplémentaires dédiées aux professionnels.

De plus, acté par le règlement unique de la redevance spéciale, tous les professionnels doivent être au 1er janvier 2024 éligibles à ce règlement. Cela a nécessité de nombreuses réunions en mairie et en public, mais également l'envoi de 77 000 courriers individuels. À ce jour, nous comptabilisons plus de 12 000 demandes d'informations ou de réclamations pour cette mise en œuvre. À terme, c'est plus de 430 000 SIRET référencés dans le logiciel, 230 000 professionnels concernés par la gestion des déchets et plus de 35 000 professionnels assujettis à la redevance spéciale. Par ces chiffres, ce service est le plus gros service dédié aux déchets des professionnels sur l'Hexagone.

## 6.5 — PRÉVENTION DES RISQUES

La Métropole, est engagée dans une démarche hygiène et sécurité et la décline sur l'ensemble des activités de gestion des déchets

### VOLET PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

#### *Bilan des accidents de service*

• 613 accidents de service enregistrés en 2023, dont 70 accidents de trajet :

Si en 2022, un accroissement des accidents de service avait été constaté, l'année 2023 a vu celui-ci régresser.

### POURCENTAGE D'ÉVOLUTION DES ACCIDENTS DE SERVICE PAR TRIMESTRE EN FONCTION DU TRIMESTRE PRÉCÉDENT EN 2023






AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## *Suivis de collecte effectués avec la Benne étalon*

Vingt-cinq sections de collecte ont été suivies sur les 1e, 6e et 7 e arrondissements de Marseille. Ces suivis de collecte avec une benne Étalon permettent de vérifier que les tournées respectent bien les préconisations de la R437 en matière de sécurité.

## *Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)*

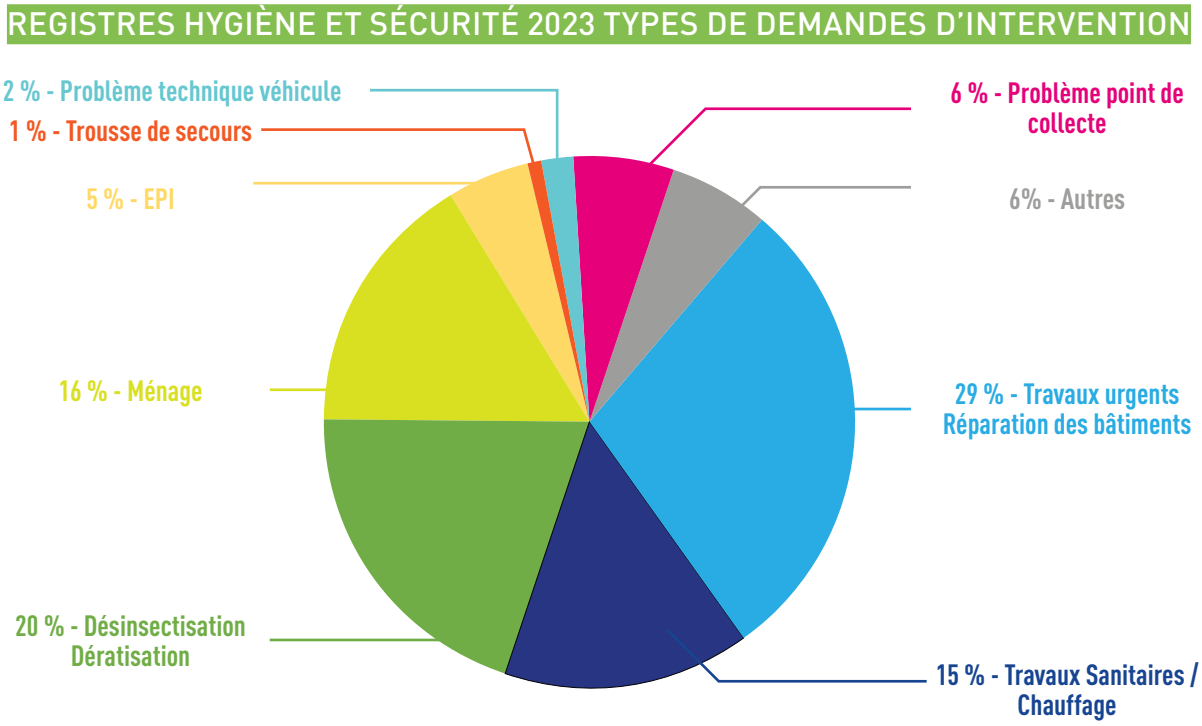
Le DUERP est un document obligatoire où l'employeur doit consigner le résultat de son évaluation des risques pour la santé et la sécurité auxquels ses salariés peuvent être exposés. Il doit également y indiquer les principales mesures et actions qu'il met en place pour réduire ces risques.

En 2023, tous les métiers opérationnels ont été réévalués.

## *Signalements des Registres Hygiène et Sécurité au Travail*

106 signalements ont été enregistrés en 2023 pour le pôle:

- 81% ont été traités,




## *Audits hygiène et sécurité de sites*

Sur les 6 premiers mois de l'année 2023, **59 déchèteries** et **15 centres de transfert** du territoire métropolitain ont été audités.

L'objectif était d'établir un état des lieux initial de ces sites en matière d'hygiène et de sécurité, afin de prioriser les interventions et travaux à mener.

L'étude a été axée sur de grandes thématiques : aménagement général du site, sécurité incendie, quais, équipement, locaux et situation des agents, armoires à déchets dangereux spécifiques (DDS) et ressourceries, soit **79 points vérifiés sur les déchèteries et 59 points sur les centres de transfert**.

Ces sites ont fait l'objet d'interventions prioritaires en 2023.



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

### *Autres actions réalisées en matière de prévention :*

- 115 interventions d'astreinte :
- 89 pour accident, avec analyse,
- 20 pour agression,
- 6 pour problème sanitaire,
- 61 détections radioactives,
- 1 étude de poste pour l'équipe espaces verts déchèteries,
- 8 audits des organes extérieurs de sécurité (marchepieds, barres de maintien) du parc de bennes à ordures ménagères (BOM) de Marseille,
- 1 250 trousses de secours distribuées aux services.

## VOLET FORMATIONS INITIALES MÉTIERS

Les formations réalisées en interne comprennent :

- **Les formations métiers de la collecte :** agent de collecte, agent de collecte conducteur de petit engin, conducteur poids-lourds, accueil au poste des intérimaires,
- **Les formations métiers des agents de nettoiement :** agent de nettoiement, agent de nettoiement conducteur d'engin et d'outil de travail mécanisé (arroseuse-balayeuse de voirie VL et PL, aspirateur de trottoirs),
- **Les formations gestes et postures et situations agressives,**
- **Les formations des chefs d'équipe (maîtrise)** : quart d'heure sécurité sur des thématiques ciblés (équipements de protection individuelle, consignes de sécurité aux conducteurs poids-lourds…),
- **D'autres formations plus ponctuelles :** Sauveteur Secouriste du Travail (SST), risque routier.
- Au total, ce sont **1334 jours-hommes de formation** qui ont été dispensés en 2023.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

# ANNEXE 1 : GLOSSAIRE

**ADEME** > Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

**BOM** > Benne à ordures ménagères

**CS** > Collecte sélective

**CSD** > Centre de stockage des déchets

**CT** > Centre de transfert

**DAE** > Déchets d'activité économique

**DDS** > Déchets diffus spécifiques

**DEEE ou D3E** > Déchets d'équipements électriques et électroniques

**DIB** > Déchets industriels banals

**DMA** > Déchets ménagers et assimilés

**ECT** > Extension des consignes de tri

**EPCI** > Établissement public de coopération intercommunale

**FMA** > Fond mouvant alternatif

**FCTVA** > Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée

**ISDnD** > Installation de stockage des déchets non dangereux

**JRM** > Journaux/Revues/Magazines

**OMR** > Ordures ménagères résiduelles

**PAP** > Porte-à-porte

**PAV** > Point d'apport volontaire

**PMPDMA** > Plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés

**REP** > Responsabilité élargie des producteurs

**RS** > Redevance spéciale

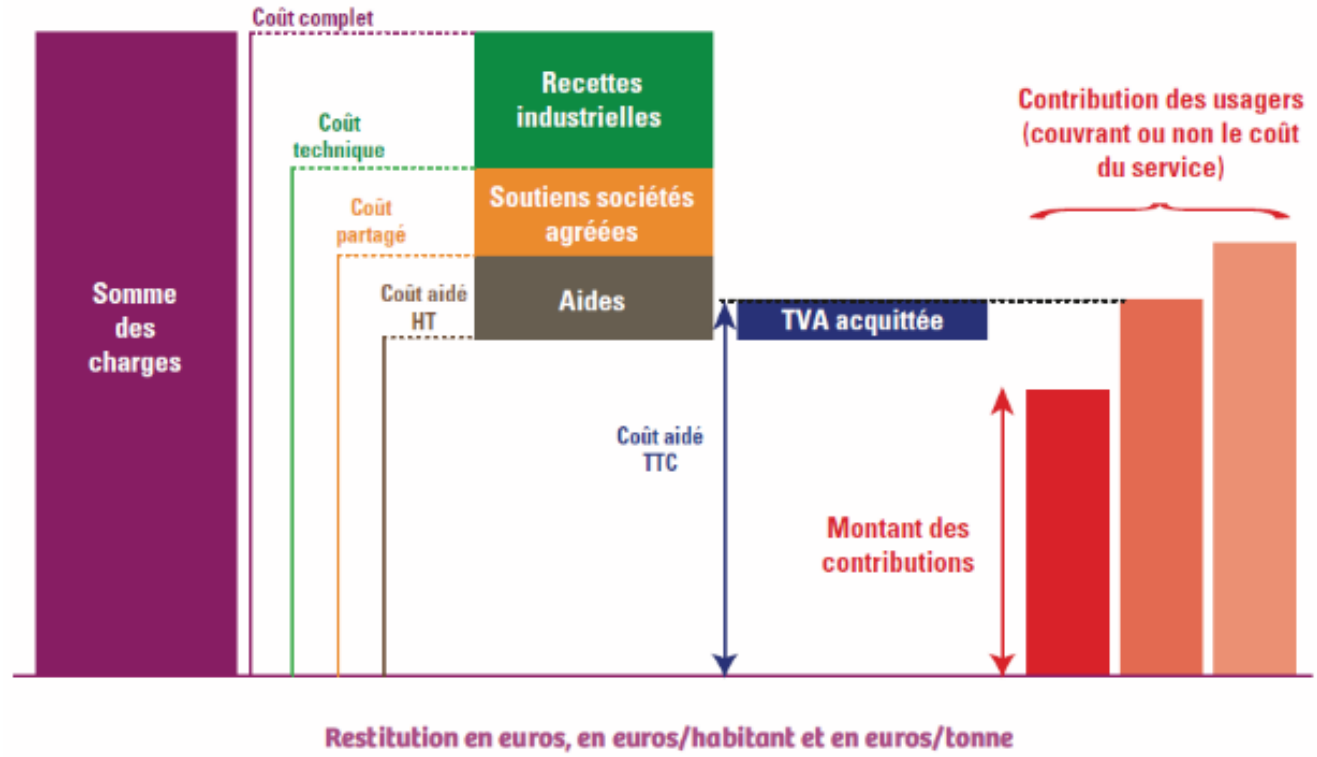
**TEOM** > Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

**TGAP** > Taxe générale sur les activités polluantes

# ANNEXE 2 : LEXIQUE

- **Biogaz :** gaz résultant du processus de dégradation biologique des matières organiques en l'absence d'oxygène et contenant majoritairement du méthane et du dioxyde de carbone. Il est produit dans les installations de stockage des déchets. Combustible, il peut être valorisé énergétiquement. Sinon, il doit être détruit par combustion car, d'une part, il peut être à l'origine d'importantes nuisances, notamment olfactives, et, d'autre part, c'est un puissant gaz à effet de serre.
- **Biodéchets :** déchets composés de matières organiques biodégradables.
- **Redevance spéciale (RS) :** elle est destinée à couvrir les charges supportées par la collectivité pour l'élimination des déchets non-ménagers, c'est-à-dire ceux produits par les entreprises ou les administrations. Elle est obligatoire lorsque la collectivité finance son service d'élimination des déchets au moyen de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).
- **Coût complet :** totalité des charges hors TVA. Ce coût permet de rendre compte du niveau des charges liées au service rendu par les collectivités sans tenir compte par exemple des produits industriels qui peuvent fluctuer d'une année sur l'autre.
- **Coût aidé :** coût complet diminué des produits industriels (ventes de matériaux et d'énergie, prestation à des tiers), des soutiens des éco-organismes (filières à Responsabilité élargie du producteurs) et des aides publiques.

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024




## Annexe 3 : Populations municipales INSEE

| Nom de la commune | Population municipale |
|---|---|
| Aix-en-Provence | 147 122 |
| Allauch | 21 546 |
| Alleins | 2 695 |
| Aubagne | 47 190 |
| Auriol | 12 667 |
| Aurons | 565 |
| Beaurecueil | 600 |
| Belcodène | 1 917 |
| Berre-l'Étang | 13 834 |
| Bouc-Bel-Air | 14 984 |
| Cabriès | 10 006 |
| Cadolive | 2 179 |
| Carnoux-en-Provence | 6 623 |
| Carry-le-Rouet | 5 705 |
| Cassis | 6 782 |
| Ceyreste | 4 801 |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Nom de la commune | Population municipale |
|---|---|
| Charleval | 2 655 |
| Châteauneuf-le-Rouge | 2 358 |
| Châteauneuf-les-Martigues | 17 809 |
| Cornillon-Confoux | 1 494 |
| Coudoux | 3 668 |
| Cuges-les-Pins | 5 380 |
| Éguilles | 8 076 |
| Ensuès-la-Redonne | 5 739 |
| Eyguières | 6 854 |
| Fos-sur-Mer | 15 512 |
| Fuveau | 10 164 |
| Gardanne | 21 501 |
| Gémenos | 6 698 |
| Gignac-la-Nerthe | 9 899 |
| Grans | 5 201 |
| Gréasque | 4 281 |
| Istres | 44 438 |
| Jouques | 4 436 |
| La Barben | 845 |
| La Bouilladisse | 6 316 |
| La Ciotat | 36 441 |
| La Destrousse | 3 803 |
| La Fare-les-Oliviers | 8 800 |
| La Penne-sur-Huveaune | 6 521 |
| La Roque-d'Anthéron | 5 411 |
| Lamanon | 2 044 |
| Lambesc | 10 018 |
| Lançon-Provence | 9 052 |
| Le Puy-Sainte-Réparade | 5 866 |
| Le Rove | 5 193 |
| Le Tholonet | 2 355 |
| Les Pennes-Mirabeau | 21 897 |
| Mallemort | 6 184 |
| Marignane | 32 515 |
| Marseille 1e Arrondissement | 39 265 |
| Marseille 2e Arrondissement | 23 898 |
| Marseille 3e Arrondissement | 52 277 |
| Marseille 4e Arrondissement | 49 636 |
| Marseille 5e Arrondissement | 45 098 |
| Marseille 6e Arrondissement | 40 734 |
| Marseille 7e Arrondissement | 34 596 |
| Marseille 8e Arrondissement | 82 155 |
| Marseille 9e Arrondissement | 76 053 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Nom de la commune | Population municipale |
|---|---|
| Marseille 10e Arrondissement | 59 131 |
| Marseille 11e Arrondissement | 57 519 |
| Marseille 12e Arrondissement | 61 931 |
| Marseille 13e Arrondissement | 91 959 |
| Marseille 14e Arrondissement | 60 968 |
| Marseille 15e Arrondissement | 79 092 |
| Marseille 16e Arrondissement | 16 009 |
| Martigues | 48 506 |
| Meyrargues | 3 843 |
| Meyreuil | 5 786 |
| Mimet | 4 158 |
| Miramas | 26 433 |
| Pélissanne | 10 561 |
| Pertuis | 20 498 |
| Peynier | 3 567 |
| Peypin | 5 604 |
| Peyrolles-en-Provence | 5 129 |
| Plan-de-Cuques | 11 522 |
| Port-de-Bouc | 16 290 |
| Port-Saint-Louis-du-Rhône | 8 370 |
| Puyloubier | 1 785 |
| Rognac | 12 136 |
| Rognes | 4 616 |
| Roquefort-la-Bédoule | 5 937 |
| Roquevaire | 8 569 |
| Rousset | 4 977 |
| Saint-Antonin-sur-Bayon | 125 |
| Saint-Cannat | 5 648 |
| Saint-Chamas | 8 617 |
| Saint-Estève-Janson | 379 |
| Saint-Marc-Jaumegarde | 1 229 |
| Saint-Mitre-les-Remparts | 5 818 |
| Saint-Paul-lès-Durance | 891 |
| Saint-Savournin | 3 481 |
| Saint-Victoret | 6 609 |
| Saint-Zacharie | 5 985 |
| Salon-de-Provence | 45 009 |
| Sausset-les-Pins | 7 570 |
| Sénas | 6 878 |
| Septèmes-les-Vallons | 11 366 |
| Simiane-Collongue | 5 917 |
| Trets | 10 507 |
| Vauvenargues | 1 024 |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Nom de la commune | Population municipale |
|---|---|
| Velaux | 8 579 |
| Venelles | 8 432 |
| Ventabren | 5 381 |
| Vernègues | 2 062 |
| Vitrolles | 34 418 |
| **Total Métropole Aix-Marseille Provence** | **1 903 173** |

## Annexe 4 : Collecte des ordures ménagères en PAP – Fréquence et gestion

| Nom de la commune | Mode de collecte | Collecteur bacs | *Fréquence majoritaire* | *Fréquence minoritaire* |
|---|---|---|---|---|
| **Aix-en-Provence** | Régie | Métropole AMP | *C3* | *C7* |
| **Allauch** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Alleins** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C5C7* |
| **Aubagne** | Régie | Métropole AMP | *C3* | *C6* |
| **Auriol** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Aurons** | Privée | COVED | *C2* | *C5C7* |
| **Beaurecueil** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Belcodène** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Berre-l'Étang** | Privé | SILIM | *C2* | *C5C7* |
| **Bouc-Bel-Air** | Privé | SMN | *C2* | *C6* |
| **Cabriès** | Privée | SMN | *C2* | *C6* |
| **Cadolive** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Carnoux-en-Provence** | Privé | SUEZ | *C2* | *C5* |
| **Carry-le-Rouet** | Privé | SILIM | *C2* | *C3C7* |
| **Cassis** | Régie | Métropole AMP | *C3* | *C7* |
| **Ceyreste** | Privé | SUEZ | *C3* | *C7* |
| **Charleval** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C5C7* |
| **Châteauneuf-le-Rouge** | Régie | Métropole AMP | *C2* | |
| **Châteauneuf-les-Martigues** | Privé | SILIM | *C2* | *C6* |
| **Cornillon-Confoux** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C3* | |
| **Coudoux** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C2* | *C4* |
| **Cuges-les-Pins** | Régie | Métropole AMP | *C3* | *C4* |
| **Éguilles** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C2* | *C6* |
| **Ensuès-la-Redonne** | Privé | SILIM | *C7* | |
| **Eyguières** | Privé | COVED | *C2* | *C5C7* |
| **Fos-sur-Mer** | Régie | Métropole AMP | *C6* | |
| **Fuveau** | Privé | SMN | *C4* | *C6* |
| **Gardanne** | Privé | SMN | *C2* | *C7* |
| **Gémenos** | Régie | Métropole AMP | *C3* | *C6* |
| **Gignac-la-Nerthe** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C5C6* |



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Nom de la commune | Mode de collecte | Collecteur bacs | *Fréquence majoritaire* | *Fréquence minoritaire* |
|---|---|---|---|---|
| **Grans** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C3* | *C6* |
| **Gréasque** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C6* |
| **Istres** | Régie | Métropole AMP | *C6* | |
| **Jouques** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C6* |
| **La Barben** | Privé | COVED | *C2* | *C5C7* |
| **La Bouilladisse** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **La Ciotat** | Privé | SUEZ | *C2* | *C3C4C7* |
| **La Destrousse** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **La Fare-les-Oliviers** | Privé | SILIM | *C2* | *C5C7* |
| **La Penne-sur-Huveaune** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **La Roque-d'Anthéron** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C2* | *C6* |
| **Lamanon** | Privé | COVED | *C2* | *C5C7* |
| **Lambesc** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C2* | *C6* |
| **Lançon-Provence** | Privé | SILIM | *C2* | *C5C7* |
| **Le Puy-Sainte-Réparade** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C2* | *C6* |
| **Le Rove** | Régie | Métropole AMP | *C3* | *C6* |
| **Le Tholonet** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Les Pennes-Mirabeau** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C7* |
| **Mallemort** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C5C7* |
| **Marignane** | Privé | SILIM | *C2* | *C3C7* |
| **Marseille 1er Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Marseille 2e Arrondissement** | Privé | DERICHEBOURG | *C6* | *C7* |
| **Marseille 3e Arrondissement** | Privé | BRONZO | *C6* | *C7* |
| **Marseille 4e Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Marseille 5e Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Marseille 6e Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Marseille 7e Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Marseille 8e Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Marseille 9e Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Marseille 10e Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Marseille 11e Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Marseille 12e Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Nom de la commune | Mode de collecte | Collecteur bacs | *Fréquence majoritaire* | *Fréquence minoritaire* |
|---|---|---|---|---|
| **Marseille 13e Arrondissement** | Régie | Métropole AMP | *C6* | *C7* |
| **Marseille 14e Arrondissement** | Privé | BRONZO | *C6* | *C7* |
| **Marseille 15e Arrondissement** | Privé | DERICHEBOURG | *C6* | *C7* |
| **Marseille 16e Arrondissement** | Privé | DERICHEBOURG | *C6* | *C7* |
| **Martigues** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C4* |
| **Meyrargues** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C6* |
| **Meyreuil** | Privé | SMN | *C2* | *C3* |
| **Mimet** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C3* |
| **Miramas** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C3* | *C1 à C7* |
| **Pélissanne** | Privé | COVED | *C2* | *C5C7* |
| **Pertuis** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C3* |
| **Peynier** | Privé | SMN | *C3* | *C6* |
| **Peypin** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Peyrolles-en-Provence** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C6* |
| **Plan-de-Cuques** | Régie | Métropole AMP | *C3* | *C6* |
| **Port-de-Bouc** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C7C14* |
| **Port-Saint-Louis-du-Rhône** | Régie | Métropole AMP | *C6* | |
| **Puyloubier** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C6* |
| **Rognac** | Privé | SILIM | *C2* | *C5C7* |
| **Rognes** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C2* | *C6* |
| **Roquefort-la-Bédoule** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C3C6* |
| **Roquevaire** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Rousset** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C6* |
| **Saint-Antonin-sur-Bayon** | Régie | Métropole AMP | *C2* | |
| **Saint-Cannat** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C3* | *C5* |
| **Saint-Chamas** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C5C7* |
| **Saint-Estève-Janson** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C2* | |
| **Saint-Marc-Jaumegarde** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Saint-Mitre-les-Remparts** | Régie | Métropole AMP | *C2* | |
| **Saint-Paul-lès-Durance** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Saint-Savournin** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Saint-Victoret** | Privé | SILIM | *C2* | |
| **Saint-Zacharie** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Salon-de-Provence** | Privé | COVED | *C2* | *C5C7* |
| **Sausset-les-Pins** | Privé | SILIM | *C6* | *C7* |
| **Sénas** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C5C7* |
| **Septèmes-les-Vallons** | Régie | Métropole AMP | *C3* | *C5* |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Nom de la commune | Mode de collecte | Collecteur bacs | *Fréquence majoritaire* | *Fréquence minoritaire* |
|---|---|---|---|---|
| **Simiane-Collongue** | Privé | SMN | *C2* | *C6* |
| **Trets** | Régie | Métropole AMP | *C3* | |
| **Vauvenargues** | NC | NC* | NC | NC |
| **Velaux** | Privé | SILIM | *C2* | *C5C7* |
| **Venelles** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C2* | *C6* |
| **Ventabren** | Privé | PIZZORNO DRAGUI TRANSPORT | *C2* | *C4* |
| **Vernègues** | Régie | Métropole AMP | *C2* | *C5C7* |
| **Vitrolles** | Privé | COVED | *C2* | *C6* |

*NC : Non Concerné par une collecte en bacs

## Annexe 5 : Collecte sélective – Fréquence et gestion

| Nom de la commune | Mode de collecte PàP | Collecteur PàP | *Fréquence majoritaire* | *Fréquence minoritaire* | Mode de collecte PAV EMB/BF | Collecteur PAV EMB/BF | Mode de collecte PAV Verre | Collecteur PAV Verre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Aix-en-Provence** | régie | AMPM | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Allauch** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Alleins** | régie | AMPM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Aubagne** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **Auriol** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **Aurons** | privé | COVED | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Beaurecueil** | | | *NC*** | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Belcodène** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **Berre-l'Étang** | privé | SILIM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Bouc-Bel-Air** | privé | SMN | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Cabriès** | privé | SMN | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Cadolive** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **Carnoux-en-Provence** | privé | SUEZ | *C1* | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Carry-le-Rouet** | privé | SILIM | *C1* | | privé | SILIM | privé | SILIM |
| **Cassis** | privé | SUEZ | *C1* | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Ceyreste** | privé | SUEZ | *C1* | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Charleval** | régie | AMPM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Châteauneuf-le-Rouge** | régie | AMPM | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Châteauneuf-les-Martigues** | privé | SILIM | *C1* | | privé | SILIM | privé | SILIM |
| **Cornillon-Confoux** | | | *NC*** | | privé | VIAL | privé | VIAL |
| **Coudoux** | privé | PIZZORNO | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Cuges-les-Pins** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **Éguilles** | privé | PIZZORNO | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Ensuès-la-Redonne** | privé | SILIM | *C1* | | privé | SILIM | privé | SILIM |
| **Eyguières** | privé | COVED | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Nom de la commune | Mode de collecte PàP | Collecteur PàP | *Fréquence majoritaire* | *Fréquence minoritaire* | Mode de collecte PAV EMB/BF | Collecteur PAV EMB/BF | Mode de collecte PAV Verre | Collecteur PAV Verre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Fos-sur-Mer** | | | *NC*** | | privé | VIAL | privé | VIAL |
| **Fuveau** | privé | SMN | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Gardanne** | privé | SMN | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Gémenos** | privé | SUEZ | *C1* | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Gignac-la-Nerthe** | régie | AMPM | *C1* | | privé | SILIM | privé | SILIM |
| **Grans** | | | *NC*** | | privé | VIAL | privé | VIAL |
| **Gréasque** | | | *NC*** | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Istres** | | | *NC*** | | privé | VIAL | privé | VIAL |
| **Jouques** | régie | AMPM | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **La Barben** | privé | COVED | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **La Bouilladisse** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **La Ciotat** | privé | SUEZ | *C1* | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **La Destrousse** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **La Fare-les-Oliviers** | privé | SILIM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **La Penne-sur-Huveaune** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **La Roque-d'Anthéron** | privé | PIZZORNO | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Lamanon** | privé | COVED | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Lambesc** | privé | PIZZORNO | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Lançon-Provence** | privé | SILIM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Le Puy-Sainte-Réparade** | privé | PIZZORNO | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Le Rove** | privé | SILIM | *C1* | | privé | SILIM | privé | SILIM |
| **Le Tholonet** | régie | AMPM | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Les Pennes-Mirabeau** | régie | AMPM | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Mallemort** | régie | AMPM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Marignane** | privé | SILIM | *C1* | | privé | SILIM | privé | SILIM |
| **Marseille 1er arrondissement** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Marseille 2e arrondissement** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Marseille 3e arrondissement** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Marseille 4e arrondissement** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Marseille 5e arrondissement** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Marseille 6e arrondissement** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Marseille 7e arrondissement** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Marseille 8e arrondissement** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Marseille 9e arrondissement** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |

| Nom de la commune | Mode de collecte PàP | Collecteur PàP | *Fréquence majoritaire* | *Fréquence minoritaire* | Mode de collecte PAV EMB/BF | Collecteur PAV EMB/BF | Mode de collecte PAV Verre | Collecteur PAV Verre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Marseille 10e arrondissement** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Marseille 11e arrondissement** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Marseille 12e arrondissement** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Marseille 13e arrondissement** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Marseille 14e arrondissement** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Marseille 15e arrondissement** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Marseille 16e arrondissement** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Martigues** | régie | AMPM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Meyrargues** | régie | AMPM | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Meyreuil** | privé | SMN | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Mimet** | régie | AMPM | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Miramas** | privé | PIZZORNO | *C1* | | privé | VIAL | privé | VIAL |
| **Pélissanne** | privé | COVED | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Pertuis** | régie | AMPM | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Peynier** | | | *NC*** | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Peypin** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **Peyrolles-en-Provence** | régie | AMPM | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Plan-de-Cuques** | | | *NC*** | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Port-de-Bouc** | régie | AMPM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Port-Saint-Louis-du-Rhône** | | | *NC*** | | privé | VIAL | privé | VIAL |
| **Puyloubier** | | | *NC*** | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Rognac** | privé | SILIM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Rognes** | privé | PIZZORNO | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Roquefort-la-Bédoule** | privé | SUEZ | *C1* | | privé | SUEZ | privé | SUEZ |
| **Roquevaire** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **Rousset** | régie | AMPM | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Saint-Antonin-sur-Bayon** | | | *NC*** | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Saint-Cannat** | privé | PIZZORNO | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Saint-Chamas** | régie | AMPM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Saint-Estève-Janson** | | | *NC*** | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Saint-Marc-Jaumegarde** | régie | AMPM | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Saint-Mitre-les-Remparts** | régie | AMPM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Saint-Paul-lès-Durance** | | | *NC*** | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Nom de la commune | Mode de collecte PàP | Collecteur PàP | *Fréquence majoritaire* | *Fréquence minoritaire* | Mode de collecte PAV EMB/BF | Collecteur PAV EMB/BF | Mode de collecte PAV Verre | Collecteur PAV Verre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Saint-Savournin** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **Saint-Victoret** | privé | SILIM | *C1* | | privé | SILIM | privé | SILIM |
| **Saint-Zacharie** | | | *NC*** | | privé | SUEZ | privé | VIAL |
| **Salon-de-Provence** | privé | COVED | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Sausset-les-Pins** | privé | SILIM | *C1* | | privé | SILIM | privé | SILIM |
| **Sénas** | régie | AMPM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Septèmes-les-Vallons** | régie | AMPM | *C1* | | privé | URBASER | privé | URBASER |
| **Simiane-Collongue** | privé | SMN | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Trets** | régie | AMPM | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Vauvenargues** | | | *NC*** | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Velaux** | privé | SILIM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Venelles** | privé | PIZZORNO | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Ventabren** | privé | PIZZORNO | *C1* | *C0,5* | privé | VEOLIA | privé | VIAL |
| **Vernègues** | régie | AMPM | *C1* | | privé | PAPREC | privé | VIAL |
| **Vitrolles** | privé | COVED | *C1* | | privé | VEOLIA | privé | VIAL |

## Annexe 6 : Collectes sélectives en PAP et en PAV – Tonnages 2023

| Nom de la commune | Tonnage PàP | Tonnage PAV Biflux - Emballages | Tonnage PAV Papiers | Tonnage PAV Verre | Total PAV | Total PàP + PAV |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Aix-en-Provence** | 3 355,72 | 1 168,57 | | 3 039,44 | 4 208,01 | 7 563,73 |
| **Allauch** | 406,18 | 228,34 | | 335,40 | 563,74 | 969,92 |
| **Alleins** | 85,16 | 13,33 | 7,39 | 69,15 | 89,87 | 175,03 |
| **Aubagne** | | 776,38 | | 675,33 | 1 451,71 | 1 451,71 |
| **Auriol** | | 262,00 | | 247,50 | 509,50 | 509,50 |
| **Aurons** | 14,95 | 5,41 | 5,24 | 20,79 | 31,44 | 46,39 |
| **Beaurecueil** | | 17,22 | | 30,42 | 47,64 | 47,64 |
| **Belcodène** | | 39,25 | | 34,54 | 73,79 | 73,79 |
| **Berre-l'Étang** | 446,25 | 33,52 | 34,63 | 161,15 | 229,30 | 675,55 |
| **Bouc-Bel-Air** | 598,37 | 69,06 | | 263,05 | 332,11 | 930,48 |
| **Cabriès** | 447,27 | 46,60 | | 180,48 | 227,08 | 674,35 |
| **Cadolive** | | 49,89 | | 34,38 | 84,27 | 84,27 |
| **Carnoux-en-Provence** | 212,55 | 65,16 | | 164,22 | 229,38 | 441,92 |
| **Carry-le-Rouet** | 272,40 | 54,88 | | 225,46 | 280,34 | 552,74 |
| **Cassis** | 210,93 | 96,67 | | 383,50 | 480,17 | 691,11 |
| **Ceyreste** | 138,32 | 29,18 | | 121,29 | 150,47 | 288,79 |
| **Charleval** | 86,47 | 12,81 | 9,13 | 58,13 | 80,07 | 166,54 |
| **Châteauneuf-le-Rouge** | 107,25 | 17,26 | | 84,28 | 101,54 | 208,79 |

| Nom de la commune | Tonnage PàP | Tonnage PAV Biflux - Emballages | Tonnage PAV Papiers | Tonnage PAV Verre | Total PAV | Total PàP + PAV |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Châteauneuf-les-Martigues | 498,35 | 62,74 | | 249,20 | 311,94 | 810,29 |
| Cornillon-Confoux | | 44,93 | | 47,64 | 92,57 | 92,57 |
| Coudoux | 154,82 | 20,53 | | 106,88 | 127,41 | 282,23 |
| Cuges-les-Pins | | 91,30 | | 93,74 | 185,04 | 185,04 |
| Éguilles | 276,32 | 52,05 | | 249,06 | 301,11 | 577,43 |
| Ensuès-la-Redonne | 85,94 | 72,38 | | 148,18 | 220,55 | 306,49 |
| Eyguières | 243,00 | 32,47 | 23,40 | 169,72 | 225,59 | 468,59 |
| Fos-sur-Mer | | 263,40 | | 210,08 | 473,48 | 473,48 |
| Fuveau | 403,13 | 85,28 | | 276,84 | 362,12 | 765,25 |
| Gardanne | 690,27 | 114,66 | | 295,18 | 409,84 | 1 100,11 |
| Gémenos | 146,77 | 108,99 | | 214,93 | 323,92 | 470,69 |
| Gignac-la-Nerthe | 349,99 | 39,42 | | 140,97 | 180,39 | 530,37 |
| Grans | | 120,32 | | 113,54 | 233,86 | 233,86 |
| Gréasque | | 112,58 | | 89,32 | 201,90 | 201,90 |
| Istres | | 870,34 | | 647,41 | 1 517,75 | 1 517,75 |
| Jouques | 101,07 | 59,68 | | 130,30 | 189,98 | 291,05 |
| La Barben | 27,08 | 3,96 | 1,24 | 23,23 | 28,43 | 55,51 |
| La Bouilladisse | | 139,53 | | 136,36 | 275,89 | 275,89 |
| La Ciotat | 1 025,49 | 294,51 | | 886,94 | 1 181,46 | 2 206,95 |
| La Destrousse | | 63,47 | | 70,92 | 134,39 | 134,39 |
| La Fare-les-Oliviers | 320,74 | 54,77 | 24,86 | 214,24 | 293,87 | 614,61 |
| La Penne-sur-Huveaune | | 111,87 | | 100,30 | 212,17 | 212,17 |
| La Roque-d'Anthéron | 135,36 | 35,24 | | 121,10 | 156,34 | 291,70 |
| Lamanon | 69,81 | 9,98 | 9,99 | 79,10 | 99,07 | 168,88 |
| Lambesc | 240,27 | 95,54 | | 296,84 | 392,38 | 632,65 |
| Lançon-Provence | 351,21 | 40,35 | 17,54 | 211,06 | 268,95 | 620,16 |
| Le Puy-Sainte-Réparade | 204,62 | 50,65 | | 172,63 | 223,28 | 427,90 |
| Le Rove | 83,24 | 42,41 | | 92,52 | 134,93 | 218,17 |
| Le Tholonet | 85,84 | 29,07 | | 94,06 | 123,13 | 208,97 |
| Les Pennes-Mirabeau | 857,67 | 95,43 | | 350,76 | 446,19 | 1 303,86 |
| Mallemort | 199,15 | 118,83 | 21,60 | 202,26 | 342,69 | 541,84 |
| Marignane | 698,28 | 145,50 | | 329,09 | 474,59 | 1 172,87 |
| Marseille 1er Arrondissement | | 628,44 | | 884,77 | 1 513,21 | 1 513,21 |
| Marseille 2e Arrondissement | | 469,67 | | 383,82 | 853,49 | 853,49 |
| Marseille 3e Arrondissement | | 193,79 | | 137,04 | 330,83 | 330,83 |
| Marseille 4e Arrondissement | | 746,40 | | 563,39 | 1 309,78 | 1 309,78 |
| Marseille 5e Arrondissement | | 834,69 | | 713,10 | 1 547,79 | 1 547,79 |
| Marseille 6e Arrondissement | | 895,05 | | 921,33 | 1 816,38 | 1 816,38 |
| Marseille 7e Arrondissement | | 898,50 | | 976,49 | 1 874,99 | 1 874,99 |
| Marseille 8e Arrondissement | 1 225,62 | 1 025,25 | | 1 561,98 | 2 587,22 | 3 812,84 |
| Marseille 9e Arrondissement | 1 123,34 | 600,57 | | 899,74 | 1 500,31 | 2 623,65 |
| Marseille 10e Arrondissement | 487,67 | 401,99 | | 464,85 | 866,84 | 1 354,51 |


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Nom de la commune | Tonnage PàP | Tonnage PAV Biflux - Emballages | Tonnage PAV Papiers | Tonnage PAV Verre | Total PAV | Total PàP + PAV |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Marseille 11e Arrondissement | 589,81 | 406,55 | | 606,57 | 1 013,12 | 1 602,93 |
| Marseille 12e Arrondissement | 1 133,71 | 432,11 | | 886,15 | 1 318,26 | 2 451,97 |
| Marseille 13e Arrondissement | 972,88 | 315,09 | | 677,71 | 992,80 | 1 965,68 |
| Marseille 14e Arrondissement | 255,56 | 119,17 | | 146,05 | 265,22 | 520,78 |
| Marseille 15e Arrondissement | 245,50 | 139,03 | | 168,78 | 307,81 | 553,30 |
| Marseille 16e Arrondissement | 119,47 | 116,12 | | 172,01 | 288,13 | 407,60 |
| Martigues | 1 130,85 | 131,32 | 71,76 | 915,84 | 1 118,93 | 2 249.78 |
| Meyrargues | 116,36 | 31,43 | | 88,52 | 119,95 | 236,31 |
| Meyreuil | 280,05 | 20,64 | | 177,20 | 197,84 | 477,89 |
| Mimet | 146,96 | 28,83 | | 96,22 | 125,05 | 272,01 |
| Miramas | 162,60 | 276,89 | | 261,04 | 537,93 | 700,53 |
| Pélissanne | 335,77 | 77,13 | 33,25 | 246,82 | 357,20 | 692,97 |
| Pertuis | 611,46 | 148,11 | | 444,88 | 592,99 | 1 204,45 |
| Peynier | | 87,28 | | 124,48 | 211,76 | 211,76 |
| Peypin | | 93,62 | | 108,48 | 202,10 | 202,10 |
| Peyrolles-en-Provence | 143,68 | 21,32 | | 134,02 | 155,34 | 299,02 |
| Plan-de-Cuques | | 226,02 | | 185,92 | 411,94 | 411,94 |
| Port-de-Bouc | 379,78 | 10,58 | 7,47 | 163,47 | 181,52 | 561,30 |
| Port-Saint-Louis-du-Rhône | | 156,74 | | 117,54 | 274,28 | 274,28 |
| Puyloubier | | 44,81 | | 68,56 | 113,37 | 113,37 |
| Rognac | 377,16 | 49,84 | 33,16 | 228,45 | 311,45 | 688,61 |
| Rognes | 148,09 | 59,46 | | 177,53 | 236,99 | 385,08 |
| Roquefort-la-Bédoule | 131,88 | 61,94 | | 133,28 | 195,22 | 327,11 |
| Roquevaire | | 190,91 | | 171,77 | 362,68 | 362,68 |
| Rousset | 154,67 | 61,43 | | 156,42 | 217,85 | 372,52 |
| Saint-Antonin-sur-Bayon | | 6,23 | | 9,40 | 15,63 | 15,63 |
| Saint-Cannat | 205,34 | 46,16 | | 208,16 | 254,32 | 459,66 |
| Saint-Chamas | 174,42 | 52,16 | 47,21 | 193,11 | 292,48 | 466,90 |
| Saint-Estève-Janson | | 13,26 | | 9,80 | 23,06 | 23,06 |
| Saint-Marc-Jaumegarde | 44,39 | | | 55,08 | 55,08 | 99,47 |
| Saint-Mitre-les-Remparts | 135,64 | 14,90 | 15,39 | 158,54 | 188,82 | 324,46 |
| Saint-Paul-lès-Durance | | 25,26 | | 29,44 | 54,70 | 54,70 |
| Saint-Savournin | | 71,17 | | 77,24 | 148,41 | 148,41 |
| Saint-Victoret | 197,97 | 17,82 | | 93,14 | 110,96 | 308,93 |
| Saint-Zacharie | | 106,40 | | 106,98 | 213,38 | 213,38 |
| Salon-de-Provence | 1 458,49 | 190,20 | 115,53 | 848,95 | 1 154,68 | 2 613,17 |
| Sausset-les-Pins | 206,60 | 118,14 | | 253,25 | 371,39 | 577,98 |
| Sénas | 75,42 | 45,96 | 25,57 | 172,81 | 244,34 | 319,76 |
| Septèmes-les-Vallons | 153,38 | 127,01 | | 156,62 | 283,63 | 437,01 |
| Simiane-Collongue | 266,10 | 34,76 | | 108,72 | 143,48 | 409,58 |
| Trets | 376,75 | 74,94 | | 272,62 | 347,56 | 724,31 |
| Vauvenargues | | 42,63 | | 47,08 | 89,71 | 89,71 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Nom de la commune | Tonnage PàP | Tonnage PAV Biflux - Emballages | Tonnage PAV Papiers | Tonnage PAV Verre | Total PAV | Total PàP + PAV |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Velaux** | 478,89 | 27,72 | 20,88 | 239,14 | 287,74 | 766,63 |
| **Venelles** | 361,08 | 41,17 | | 293,31 | 334,48 | 695,56 |
| **Ventabren** | 242,51 | 57,34 | | 202,02 | 259,36 | 501,87 |
| **Vernègues** | 65,95 | 4,74 | 3,90 | 45,93 | 54,57 | 120,52 |
| **Vitrolles** | 822,05 | 150,26 | | 436,05 | 586,31 | 1 408,36 |
| **TOTAL MAMP** | **29 168,06** | **17 736,64** | **529,14** | **30 874,52** | **49 140,30** | **78 308,364** |

## Annexe 7 La collecte des encombrants des ménages sur rendez-vous

- **Plusieurs fois par semaine**

Aix-en-Provence, Allauch, Alleins, Aubagne, Aurons, Berre-l'Étang, Cassis, Charleval, Cornillon-Confoux, Eyguières, Fos-sur-Mer, Gardanne, Gignac-la-Nerthe, Grans, Istres, La Barben, La Ciotat, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Les Pennes-Mirabeau, Mallemort, Marignane, Marseille, Miramas, Pélissanne, Pertuis, Plan-de-Cuques, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Rognac, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Septèmes-les-Vallons, Velaux, Vernègues.

- **1 fois par semaine**

Auriol, Belcodène, Cadolive, Châteauneuf-les-Martigues, Cuges-les-Pins, Ensuès-la-Redonne, Fuveau, La Bouilladisse, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Le Rove, Le Tholonet, Peypin, Roquevaire, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Savournin, Saint-Victoret, Saint-Zacharie, Trets, Vitrolles.

- **1 fois par mois**

Beaurecueil, Carry-le-Rouet, Coudoux, Éguilles, Gémenos, Jouques, La Roque-d'Anthéron, Lambesc, Le Puy-Sainte-Réparade, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Venelles, Ventabren.

- **2 fois par mois**

Bouc-Bel-Air, Cabriès, Ceyreste, Châteauneuf-le-Rouge, Meyreuil, Sausset-les-Pins, Simiane-Collongue.

- **1 fois par trimestre**

Saint-Antonin-sur-Bayon.

- **Pas de collecte sur RDV par la Métropole sur ces communes**

Carnoux, Gréasque, Martigues, Meyrargues, Mimet, Peynier, Port-de-Bouc, Rousset, Saint-Mitre-les-Remparts, Saint-Paul-lès-Durance, Vauvenargues.


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## Annexe 8 Déchets autorisés en déchèterie :




- Déchets verts
- Gravats et déblais
- Métaux
- Cartons (pliés)
- Encombrants
- Électroménager et électronique
- Bois
- Mobilier
- Produits dangereux à usage domestique (acide, base, détergent, peintures, solvants, colles)
- Huiles de vidange
- Huiles de friture
- Capsules café (aluminium)
- Cartouches d'encre
- Piles et accumulateurs
- Batteries
- Pneumatiques non jantés
- Papiers,
- Verre,
- Textiles,
- Dons d'objets réutilisables ou réparables

**Pour des raisons de place ou de sécurité, déchets non acceptés :**

- Déchets non triés
- Déchets brûlés et cendres
- Pneus avec jante
- Pneus poids lourds et agricoles
- Cadavres d'animaux
- Déchets industriels
- Ordures ménagères
- Déchets très volumineux (épaves de voiture, motos, cyclomoteurs, cuves à fioul, souches…)
- Déchets amiantés et fibrociments
- Déchets hospitaliers et médicaux
- Pièces automobiles
- Déchets explosifs (bouteilles de gaz, extincteurs, fusées de détresse pour bateaux, produits réactifs)

Déchets radioactifs (paratonnerre, sources médicales radioactives…)


AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## Annexe 9 : Déchèteries métropolitaines – Localisation et gestion

| Déchèteries | Adresse | Lundi au Samedi | Dimanche | Jours Fériés | Fermeture | Mode de gestion haut de quai | Mode de gestion bas de quai |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Aix-en-Provence | Chemin du Château Lafarge Route des Milles | 9h00-12h00 / 14h00-18h00 | 9h00 - 12h00 | 9h00 - 12h00 | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Aubagne | ZI de St Mitre – RN8 Rue Roche Fourcade | 9h00-17h00(hiver)/18h00(été) | 8h30 - 12h30 | fermée | Fermée | privé | privé |
| Auriol | Quartier Pont de Joux | 9h00-17h00(hiver)/18h00(été) | 8h30 - 12h30 | fermée | Fermée | privé | privé |
| Bouc-Bel-Air | Lieu dit Sous le Cret -CD 60A | 9h00-12h00 / 14h00-18h00 | 9h00 - 12h00 | 9h00 - 12h00 | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Carry-le-Rouet | Chemin des Marchandises | Du vendredi au samedi 8h00-12h00 / 13h30 -17h30 | 8h00 - 12h00 | fermée | Fermée | régie | privé |
| Cassis | Vallon des Anglais, Quartier de la Gare | 8h00-12h00 / 13h30 ou 14h00-17h00 ou 17h30 | fermée | fermée | Fermée | régie | privé |
| Châteauneuf-les-Martigues | Rue des Patafloux | 8h00-12h00 / 13h30-18h00 ou 17h30 | fermée ou 8h 12h | fermée | Fermée | régie | privé |
| Cuges-les-Pins | Chemin Sainte-Catherine | 9h00-17h00(hivers)/18h00(été) | 8h30-12h30 | fermée | Fermée | privé | privé |
| Éguilles | Quartier du Ponteuil | 9h00-12h00 / 14h00-18h00 | 9h00 - 12h00 | 9h00 - 12h00 | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Ensuès-la-Redonne | Quartier Val de Ricard | 8h00-12h00 / 13h30 ou14h00-17h30 | 8h00 - 12h00 | fermée | Fermée | régie | privé |
| Fos-sur-Mer | RN568, rte d'Istres | 8h30-12h00 / 13h30-18h00 | 8h30-12h00 | fermée | Fermée | insertion | privé |
| Gardanne | Route de Gréasque | 9h00-17h45 | Fermée | Fermée | Fermée | privé | privé |
| Gémenos | Chemin des Graviers, Quartier de la Grande Vigne | 8h00-12h00 / 13h30 ou 14h00-17h00 ou 17h30 | Fermée | Fermée | Fermée | régie | privé |
| Gignac-la-Nerthe | RN568 | 8h00-12h00 / 13h30 - 17h30 | Fermée | Fermée | Fermée | privé | privé |
| Grans-Cornillon-Confoux | quartier Cannebière | 8h30-12h00 / 13h30-18h00 | 8h30-12h00 | 8h30-12h00 | | insertion | privé |
| Istres Entressen | Draille du cimetière | Lundi au vendredi : 13h30-18h00 Samedi : 8h30-12h00 / 13h30-18h00 | 8h30-12h00 | fermée | Fermée | insertion | privé |
| Istres Tubé | ZI le Tubé, rue Copernic | 8h30-12h00 / 13h30-18h00 | 8h30-12h00 | 8h30-12h00 | | insertion | privé |
| La Ciotat | ZI Athélia III | 8h00-18h00 | 8h-12h | fermée | Fermée | régie | privé |
| La Fare-les-Oliviers La Vautubière | CD19 – La Vautubière | Mardi au samedi : 8h(été) 8h30(hiver)-12h00 / 13h30(hiver) 14h(été)-17h30(hiver) 18h(été) | 8h30– 12h00 /14h00 - 17h00 | 8h30 - 12h00 | 1er mai, 1er Janvier et 25 décembre | privé | privé |
| La Roque-d'Anthéron | RD 561 - Quartier le Grand Pont | 9h00-12h00 / 14h00-17h00 | 9h00 - 12h00 | 9h00 - 12h00 | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024



| Déchèteries | Adresse | Lundi au Samedi | Dimanche | Jours Fériés | Fermeture | Mode de gestion haut de quai | Mode de gestion bas de quai |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lamanon | Route de la Provence, | Mardi au samedi : 8h(été) 8h30(hiver)-12h00 / 13h30(hiver) 14h(été)-17h30(hiver) 18h(été) | 8h30– 12h00 /14h00 - 17h00 | 8h30 - 12h00 | 1er mai, 1er Janvier et 25 décembre | privé | privé |
| Lambesc | ZA Avenue Fernand Julien | 9h00-12h00 / 14h00-17h00 | 9h00 - 12h00 | 9h00 - 12h00 | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Le Puy Sainte Réparade | Chemin d'Arles | 9h00-12h00 / 14h00-17h00 | 9h00 - 12h00 | | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Le Rove | CD 5, Quartier du Campon | 8h00-12h00 | Fermée | fermée | Fermée | régie | privé |
| Les Pennes Mirabeau | la Grande Colle Est - Rte de la carrière | 9h00-12h00 / 14h00-18h00 | 9h00 - 12h00 | 8h30 12h | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Mallemort | Le Pont de la Tour | Mardi au samedi : 8h00(été) 8h30(hiver)-12h00 / 13h30(hiver) 14h00 (été)- 17h30(hiver)18h00(été) | 8h30– 12h00 /14h00 - 17h00 | 8h30 - 12h00 | 1er mai, 1er Janvier et 25 décembre | privé | privé |
| Marignane | Chemin des Macreuses | 8h00-12h00 / 14h00-18h00 | 8h00 à 12h00 | 8h00 à 12h00 | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Marseille 10 Bonnefoy | 7, boulevard Bonnefoy, Quartier de la Capelette | 8h18h | 8h-12h | 8h12h | | privé | privé |
| Marseille 11 Libérateurs | 45, boulevard des Libérateurs, Quartier des Caillols | 8h00-18h00 | 8h12h | 8h12h | | privé | privé |
| Marseille 13 Château Gombert | Chateau Gombert, Rue Albert Einstein | 6h00-19h00 | 7h12h | 7h12h | | régie | privé |
| Marseille 9 Sud La Jarre | Rue du Capitaine Jean Crosia | 6h19h | 7h12h | 7h12h | | régie | privé |
| Marseille 15 Nord Aygalades | Chemin de la Commanderie | 8h00-12h / 13h30-18h | fermée | 8h12h | | privé | privé |
| Martigues Croix Sainte | Atelier Nord Avenue Charles Moulet | 8h30-18h45 | 8h30-12h30 | fermée | Fermée | régie | régie |
| Martigues Vallon du Fou | Vallon du Fou | 8h30-11h45 / 13h30-17h45 | fermée | fermée | | régie | régie |
| Martigues la Couronne | Chemin du Vallon de Cavalas | 8h30-11h45 / 13h30-17h45 | fermée | fermée | Fermée | régie | régie |
| Meyrargues | Chemin de l'Espougnac | Mardi au samedi : 9h00 - 12h00 / 14h00 - 17h00 | 9h00 - 12h00 | 9h00 - 12h00 | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Meyreuil | 342 chemin de la Valentine | 9h00-12h00 / 14h00-17h00 | 9 h - 12 h | 9 h - 12 h | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Miramas | ZI les Molières, rue des Pays Bas | 8h30-12h00 / 13h30-18h00 | 8h-12h00 | fermée | Fermée | insertion | privé |
| Pélissanne | Route d'Éguilles | Mardi au samedi : 8h00(été) 8h30(hiver)-12h00 / 13h30(hiver) 14h00 (été)- 17h30(hiver)18h00(été) | 8h30– 12h00 /14h00 - 17h00 | 8h30 12h | 1er mai, 1er Janvier et 25 décembre | privé | privé |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

| Déchèteries | Adresse | Lundi au Samedi | Dimanche | Jours Fériés | Fermeture | Mode de gestion haut de quai | Mode de gestion bas de quai |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pertuis | Quartier Gourre d'Aure | 9h00-12h00 / 14h00-18h00 | 9 h - 12 h | 9 h - 12 h | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Peypin | Z,I, de Valdonne | 9h00-17h00(hiver)/18h00(été) | 8h30-12h30 | fermée | Fermée | privé | privé |
| Peyrolles-en-Provence | ZA du Val de Durance - CD 63A | 9h00-12h00 / 14h00-17h00 | 9 h - 12 h | 9 h - 12 h | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Port-Saint-Louis-du-Rhône | ZAC Malebarge, avenue Max Dormoy | 8h30-12h00 / 13h30-18h00 | 8h30-12h00 | fermée | Fermée | régie | privé |
| Puyloubier | Quartier le Défends | Lundi, mercredi, vendredi, samedi : 9h00 - 12h00 / 14h00 – 17h00 | Fermée | fermée | Fermée | régie | privé |
| Puyricard Point vert | Avenue Jacques de Regis | 9h00-12h00 / 14h00-17h00 | Fermée | fermée | Fermée | privé | privé |
| Rognac Les Fouitades | RD20f Quartier des Fouitades | Mardi au samedi : 8h00(été) 8h30(hiver)-12h00 / 13h30(hiver) 14h00 (été)- 17h30(hiver)18h00(été) | 8h30– 12h00 /14h00 - 17h00 | 8h30 12h | 1er mai, 1er Janvier et 25 décembre | privé | privé |
| Rognes | Chemin des Garrigues | 9h00-12h00 / 14h00-17h00 | 9 h - 12 h | 9 h - 12 h | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Roquefort-la-Bédoule | Site Les Fourniers, Route de Cassis | 8h00-12h00 / 13h30 ou 14h00-17h30 | fermée | fermée | Fermée | régie | privé |
| Rousset | Quartier Les Farges - CD 56 | 9h00-12h00 / 14h00-18h00 | 9 h - 12 h | 9 h - 12 h | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Saint-Cannat | Quartier de la Lecque Chemin de l'Arénier | 9h00-12h00 / 14h00-17h00 | 9 h - 12 h | 9 h - 12 h | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Saint-Chamas | Zone d'Activités les Plaines Sud | Mardi au samedi : 8h00(été) 8h30(hiver)-12h00 / 13h30(hiver) 14h00 (été)- 17h30(hiver)18h00(été) | 8h30– 12h00 /14h00 - 17h00 | 8h30 12h | 1er mai, 1er Janvier et 25 décembre | privé | privé |
| Saint-Paul lès Durance | Zone du Castelet | Lundi, mardi jeudi vendredi : 9h00-12h00 / 14h00-17h00 samedi : 14h00-17h00 | 9 h - 12 h | 9 h - 12 h | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Saint-Victoret | chemin des Carraires | Mercredi et jeudi : 13h30-17h30 / Vendredi et samedi : 9h00-12h00 / 13h30-17h30 | 8h00 ou 9h00 - 12h00 | fermée | Fermée | régie | privé |
| Salon 2 | 1961 Avenue Luc Alabouvette | Mardi au samedi : 8h00(été) 8h30(hiver)-12h00 / 13h30(hiver) 14h00 (été)- 17h30(hiver)18h00(été) | 8h30– 12h00 /14h00 - 17h00 | 8h30 12h | 1er mai, 1er Janvier et 25 décembre | privé | privé |

| Déchèteries | Adresse | Lundi au Samedi | Dimanche | Jours Fériés | Fermeture | Mode de gestion haut de quai | Mode de gestion bas de quai |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Salon-de-Provence | Quartier des Milanis, route de Marseille | Mardi au samedi : 8h00(été) 8h30(hiver)-12h00 / 13h30(hiver) 14h00 (été)- 17h30(hiver)18h00(été) | 8h30– 12h00 /14h00 - 17h00 | 8h30 12h | 1er mai, 1er Janvier et 25 décembre | privé | privé |
| Sausset-les-Pins | Quartier de la Folie Les Berets | Lundi, samedi 8h00-12h00 / Mardi à vendredi: 8h00-12h00 / 14h00-17h30 | 8h00 - 12h00 | fermée | Fermée | régie | privé |
| Vauvenargues | Chemin de l'Encuminière | Mardi au samedi : 9h00-12h00 | Fermé | fermée | Lundi et tous les jours fériés | privé | privé |
| Venelles | Quartier des 4 tours Impasse de la coopérative | 9h00-12h00 / 14h00-18h00 | 9 h - 12 h | 9 h - 12 h | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |
| Vitrolles | 11 avenue de Londres ZI Les Estroublans | 9h00-12h00 / 14h00-18h00 | 9 h - 12 h | 9 h - 12 h | 1er Janvier, 1er mai et 25 décembre | privé | privé |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## Annexe 10 : Déchèteries - Tonnages 2023

| Déchèteries | Gravats | Encombrants | Végétaux | Bois | Métaux | Meubles | Cartons | DEEE + Toners | D.D.S. | Piles | Batteries | Pneus | Huiles | Plâtres | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Carry-le-Rouet | 0,00 | 0,00 | 263,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 264 |
| Cassis | 675,75 | 485,08 | 624,76 | 224,38 | 85,44 | 322,10 | 70,20 | 93,72 | 36,86 | 0,46 | 0,00 | 12,48 | 3,69 | 0,00 | 2 635 |
| Châteauneuf-les-Martigues | 1 116,23 | 766,00 | 691,66 | 334,99 | 116,60 | 246,50 | 78,64 | 58,99 | 30,71 | 0,74 | 0,00 | 14,01 | 0,00 | 0,00 | 3 455 |
| Ensuès-la-Redonne | 807,44 | 473,44 | 630,06 | 219,57 | 89,94 | 180,42 | 68,48 | 58,88 | 24,08 | 0,24 | 0,00 | 8,70 | 0,00 | 0,00 | 2 561 |
| Gémenos | 1 033,40 | 538,92 | 950,58 | 309,95 | 97,78 | 252,24 | 87,67 | 83,07 | 20,32 | 0,54 | 0,00 | 5,90 | 3,23 | 70,16 | 3 454 |
| Gignac-la-Nerthe | 820,85 | 484,72 | 683,84 | 250,87 | 100,90 | 173,92 | 60,24 | 57,49 | 17,75 | 0,58 | 0,00 | 8,37 | 0,00 | 28,02 | 2 688 |
| La Ciotat | 1 958,90 | 1 332,36 | 1 687,44 | 754,62 | 269,06 | 496,32 | 155,64 | 214,61 | 54,14 | 1,43 | 6,99 | 10,20 | 8,12 | 0,00 | 6 950 |
| Le Rove | 501,40 | 360,94 | 343,50 | 181,96 | 0,00 | 0,00 | 31,58 | 17,68 | 0,43 | 0,36 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 438 |
| Marignane | 1 781,68 | 1 139,12 | 1 017,10 | 418,38 | 132,30 | 395,32 | 0,00 | 70,29 | 0,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 954 |
| Marseille 09 Sud La Jarre | 1 704,16 | 900,86 | 1 200,96 | 606,02 | 214,78 | 737,28 | 173,35 | 215,92 | 64,98 | 1,75 | 6,77 | 33,51 | 6,13 | 128,78 | 5 995 |
| Marseille 10 Bonnefoy | 2 819,00 | 951,50 | 658,24 | 735,66 | 237,24 | 808,74 | 143,41 | 270,26 | 76,24 | 2,20 | 0,00 | 8,95 | 7,46 | 263,50 | 6 982 |
| Marseille 11 Libérateurs | 3 078,52 | 1 321,22 | 2 114,86 | 901,54 | 280,60 | 762,12 | 192,70 | 231,48 | 85,59 | 2,01 | 0,10 | 15,51 | 11,61 | 244,74 | 9 243 |
| Marseille 13 Château Gombert | 4 899,70 | 2 319,06 | 3 499,94 | 919,60 | 468,22 | 1 409,48 | 289,50 | 331,30 | 69,32 | 2,77 | 12,08 | 24,69 | 0,00 | 221,49 | 14 467 |
| Marseille 15 Nord Aygalades | 2 047,24 | 898,36 | 410,66 | 327,20 | 111,81 | 315,10 | 51,10 | 79,29 | 31,03 | 0,61 | 0,00 | 13,45 | 0,00 | 103,76 | 4 390 |
| Roquefort-la-Bédoule | 699,41 | 499,18 | 547,30 | 242,10 | 73,80 | 307,76 | 68,76 | 80,58 | 19,74 | 0,45 | 0,00 | 4,45 | 4,26 | 0,00 | 2 548 |
| Saint-Victoret | 1 197,15 | 620,38 | 783,06 | 255,67 | 128,24 | 312,20 | 91,06 | 106,82 | 30,37 | 0,54 | 1,22 | 14,75 | 0,00 | 58,08 | 3 600 |
| Sausset-les-Pins | 942,07 | 482,94 | 792,74 | 218,95 | 95,69 | 250,98 | 75,44 | 100,18 | 31,20 | 1,07 | 0,32 | 4,53 | 0,00 | 28,34 | 3 024 |
| Aix-en-Provence | 11 573,13 | 4 773,05 | 3 410,43 | 2 727,01 | 652,61 | 966,40 | 548,69 | 313,52 | 80,35 | 2,99 | 0,00 | 18,00 | 1,11 | 0,00 | 25 067 |
| Bouc-Bel-Air | 6 660,30 | 2 603,20 | 4 753,93 | 1 052,09 | 644,53 | 668,02 | 234,38 | 211,97 | 48,06 | 1,17 | 0,00 | 0,00 | 5,08 | 0,00 | 16 883 |
| Éguilles | 3 804,44 | 1 122,58 | 1 646,08 | 926,14 | 207,59 | 0,00 | 162,76 | 167,57 | 26,31 | 1,07 | 0,00 | 0,00 | 5,57 | 0,00 | 8 070 |
| Gardanne | 4 636,78 | 1 491,79 | 1 913,52 | 933,66 | 308,80 | 394,82 | 130,11 | 179,93 | 67,33 | 1,25 | 1,68 | 12,65 | 0,84 | 0,00 | 10 073 |
| La Roque-d'Anthéron | 527,24 | 348,81 | 543,10 | 136,22 | 59,64 | 101,58 | 45,51 | 55,76 | 11,07 | 0,41 | 0,00 | 0,00 | 2,43 | 0,00 | 1 832 |
| Lambesc | 1 399,49 | 610,78 | 1 026,50 | 277,60 | 135,14 | 192,58 | 89,28 | 85,43 | 19,45 | 0,65 | 0,00 | 0,00 | 5,88 | 0,00 | 3 843 |
| Le Puy-Sainte-Réparade | 727,81 | 746,22 | 654,90 | 303,82 | 85,61 | 0,00 | 46,64 | 58,32 | 14,36 | 0,49 | 0,00 | 0,00 | 0,35 | 0,00 | 2 639 |
| Les Pennes-Mirabeau | 6 108,09 | 1 547,83 | 2 566,13 | 1 200,92 | 272,40 | 406,52 | 148,05 | 113,31 | 23,04 | 0,86 | 0,52 | 6,65 | 5,12 | 0,00 | 12 399 |
| Meyrargues | 353,77 | 203,22 | 394,22 | 134,31 | 47,99 | 24,82 | 28,33 | 22,12 | 12,32 | 0,29 | 0,00 | 0,00 | 0,15 | 0,00 | 1 222 |
| Meyreuil | 2 019,05 | 771,83 | 689,84 | 883,06 | 123,45 | 0,00 | 106,32 | 73,26 | 34,16 | 0,51 | 0,00 | 0,00 | 1,25 | 0,00 | 4 703 |
| Pertuis | 3 388,95 | 1 838,84 | 3 536,45 | 766,80 | 250,21 | 442,38 | 364,91 | 179,12 | 43,79 | 0,83 | 0,00 | 11,72 | 0,75 | 0,00 | 10 825 |
| Peyrolles-en-Provence | 702,89 | 544,67 | 642,40 | 255,08 | 105,14 | 165,62 | 154,82 | 73,25 | 15,48 | 0,63 | 0,00 | 4,45 | 0,32 | 0,00 | 2 665 |
| Puyloubier | 0,00 | 262,88 | 147,08 | 58,28 | 9,20 | 0,00 | 19,16 | 7,09 | 7,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,20 | 0,00 | 511 |
| Puyricard Point vert | 0,00 | 0,00 | 183,78 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 184 |

| Déchèteries | Gravats | Encombrants | Végétaux | Bois | Métaux | Meubles | Cartons | DEEE + Toners | D.D.S. | Piles | Batteries | Pneus | Huiles | Plâtres | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rognes | 832,29 | 1 271,41 | 442,64 | 172,01 | 45,98 | 0,00 | 42,95 | 50,91 | 214,34 | 0,83 | 0,00 | 0,00 | 1,05 | 0,00 | 3 074 |
| Rousset | 3 392,57 | 1 979,69 | 2 756,81 | 934,79 | 186,36 | 417,66 | 335,26 | 204,78 | 58,57 | 1,75 | 0,00 | 18,10 | 1,48 | 0,00 | 10 288 |
| Saint-Cannat | 1 296,36 | 1 552,06 | 1 802,48 | 403,79 | 82,97 | 167,56 | 92,95 | 67,68 | 17,71 | 0,26 | 0,00 | 10,45 | 4,24 | 0,00 | 5 499 |
| Saint-Pau- lès-Durance | 142,75 | 153,40 | 106,81 | 97,94 | 7,06 | 0,00 | 24,98 | 6,40 | 5,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 545 |
| Vauvenargues | 136,64 | 66,02 | 118,03 | 56,92 | 19,35 | 0,00 | 20,43 | 12,92 | 8,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,69 | 0,00 | 441 |
| Venelles | 2 778,70 | 2 666,19 | 5 286,15 | 883,09 | 321,68 | 536,52 | 224,46 | 191,15 | 62,45 | 1,38 | 0,00 | 0,00 | 2,47 | 0,00 | 12 954 |
| Vitrolles | 1 105,00 | 438,18 | 695,71 | 249,18 | 108,22 | 561,16 | 69,92 | 129,16 | 28,10 | 1,13 | 0,00 | 0,00 | 3,24 | 0,00 | 3 389 |
| La Fare-les-Oliviers La Vautubière | 2 629,78 | 879,04 | 1 315,80 | 559,86 | 220,26 | 352,80 | 133,50 | 114,50 | 47,77 | 1,05 | 0,00 | 11,43 | 10,25 | 0,00 | 6 276 |
| Lamanon | 1 719,54 | 848,53 | 883,30 | 363,04 | 161,50 | 303,52 | 106,82 | 140,58 | 32,78 | 0,38 | 0,00 | 16,51 | 4,28 | 0,00 | 4 581 |
| Mallemort | 2 796,50 | 1 081,54 | 2 032,52 | 525,46 | 223,03 | 307,82 | 139,10 | 142,12 | 38,08 | 0,95 | 0,00 | 11,62 | 6,65 | 0,00 | 7 305 |
| Pélissanne | 2 600,39 | 786,34 | 1 715,50 | 420,06 | 186,62 | 291,80 | 115,66 | 110,63 | 31,86 | 0,48 | 0,00 | 4,54 | 3,45 | 0,00 | 6 267 |
| Rognac Les Fouitades | 5 281,37 | 1 505,43 | 1 527,89 | 958,93 | 190,36 | 300,58 | 114,26 | 102,87 | 27,82 | 0,97 | 0,00 | 19,87 | 10,73 | 0,00 | 10 041 |
| Saint-Chamas | 1 293,37 | 379,18 | 754,78 | 270,12 | 115,36 | 207,26 | 67,36 | 71,75 | 20,97 | 0,47 | 0,00 | 3,90 | 5,40 | 0,00 | 3 190 |
| Salon-de-Provence | 7 826,30 | 2 215,76 | 3 331,71 | 1 019,72 | 408,42 | 1 238,52 | 234,44 | 343,05 | 56,42 | 1,43 | 0,00 | 14,82 | 12,22 | 0,00 | 16 703 |
| Salon 2 | 1 462,42 | 424,82 | 1 391,24 | 254,64 | 103,16 | 223,46 | 80,20 | 78,24 | 16,87 | 0,00 | 0,00 | 3,50 | 4,19 | 0,00 | 4 043 |
| Aubagne | 2 971,22 | 1 802,57 | 1 189,64 | 1 281,38 | 191,89 | 262,58 | 131,66 | 104,47 | 42,19 | 0,56 | 0,00 | 16,50 | 6,76 | 0,00 | 8 001 |
| Auriol | 1 998,36 | 1 553,50 | 1 568,00 | 977,54 | 243,28 | 181,84 | 137,25 | 148,14 | 33,33 | 0,77 | 0,00 | 18,96 | 8,23 | 0,00 | 6 869 |
| Cuges-les-Pins | 629,46 | 437,98 | 474,65 | 299,44 | 65,62 | 0,00 | 33,90 | 48,55 | 10,12 | 0,23 | 0,00 | 4,10 | 2,70 | 0,00 | 2 007 |
| Peypin | 1 579,62 | 1 031,16 | 1 334,57 | 717,52 | 106,72 | 0,00 | 83,61 | 105,17 | 30,11 | 2,63 | 0,00 | 21,14 | 8,23 | 0,00 | 5 020 |
| Fos-sur-Mer | 2 846,36 | 1 522,86 | 956,43 | 411,82 | 236,16 | 442,88 | 79,13 | 158,30 | 118,12 | 0,99 | 0,00 | 18,05 | 0,75 | 0,00 | 6 792 |
| Grans-Cornillon-Confoux | 1 144,33 | 718,58 | 920,96 | 276,82 | 147,99 | 298,54 | 75,58 | 118,92 | 65,66 | 0,46 | 0,00 | 10,30 | 0,45 | 0,00 | 3 779 |
| Istres Entressen | 302,75 | 311,50 | 270,92 | 0,00 | 68,28 | 0,00 | 0,00 | 36,76 | 26,92 | 0,29 | 0,00 | 6,05 | 0,45 | 0,00 | 1 024 |
| Istres Tubé | 2 354,60 | 1 040,84 | 1 178,70 | 4 101,23 | 266,24 | 620,21 | 186,98 | 261,78 | 59,94 | 1,24 | 0,00 | 17,95 | 1,95 | 0,00 | 10 092 |
| Miramas | 2 612,57 | 1 241,48 | 1 311,78 | 485,54 | 226,66 | 457,66 | 120,68 | 194,06 | 125,37 | 1,07 | 0,00 | 15,65 | 1,20 | 0,00 | 6 794 |
| Port-Saint-Louis-du-Rhône | 743,02 | 289,84 | 403,30 | 206,50 | 93,28 | 127,70 | 78,95 | 36,60 | 20,14 | 0,29 | 0,00 | 9,60 | 0,45 | 0,00 | 2 010 |
| Martigues Croix Sainte | 2 953,24 | 2 327,74 | 1 383,38 | 555,44 | 165,41 | 617,51 | 238,67 | 119,22 | 28,10 | 1,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 391 |
| Martigues La Couronne | 383,81 | 467,10 | 355,95 | 157,52 | 65,68 | 103,90 | 41,13 | 19,87 | 11,10 | 0,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 607 |
| Martigues Vallon du Fou | 811,33 | 398,16 | 358,24 | 142,50 | 69,84 | 122,66 | 46,19 | 31,19 | 14,44 | 0,36 | 0,00 | 0,00 | 3,90 | 0,00 | 1 999 |
| TOTAL | 124 609 | 59 831 | 74 877 | 33 339 | 9 732 | 18 477 | 6 773 | 6 761 | 2 250 | 49 | 30 | 486 | 180 | 1 147 | 338 541 |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## Annexe 11 : Centres de transfert - Localisation et gestion

| SITE | Adresse | Code Postal | Propriété | Exploitation haut de quai | Opérateur | Exploitation bas de quai | Transporteur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Aix-en-Provence | chemin du chateau lafarge | 13090 | MAMP | Régie | MAMP | Régie | MAMP |
| Aubagne | Zi des Paluds | 13400 | MAMP | Régie | MAMP | Privé | DYNAMIC GORLIER |
| Bouc-Bel-Air | Avenue Ferdinand de Lesseps | 13320 | Privé | Privé | VIAL | Privé | VIAL |
| Ensuès-la-Redonne | Quartier des Aiguilles | 13820 | MAMP | Privé | RDT13 | Privé | RDT13 |
| Grans | Chemin des Confines | 13450 | MAMP | Privé | LVD Env | Privé | LVD Env |
| Istres | ZI le Tubé – 1 rue des Peyrerons | 13800 | Privé | Privé | SUEZ | Privé | SUEZ |
| La Ciotat | Chemin des Mattes - ZI Athélia V | 13600 | MAMP | Privé | RDT13 | Privé | RDT13 |
| La Penne-sur-Huveaune | ZI de Saint-Mitre - avenue de la Roche Fourcade | 13400 | Privé | Privé | SUEZ | Privé | SUEZ |
| Les Pennes-Mirabeau Jas de Rhodes | 2449 avenue du capitaine de Corvette Paul Brutus | 13170 | Privé | Privé | SUEZ | Privé | SUEZ |
| Mallemort | RD 561 - Pont de la Tour | 13370 | MAMP | Privé | ONYX | Privé | ONYX |
| Marseille CT Nord | Gare de Saint Louis - les Aygalades | 13015 | MAMP | Privé | RDT13 | Privé | RDT13 |
| Marseille CT Sud | 7-9 boulevard de Bonnefoy | 13010 | MAMP | Privé | RDT13 | Privé | RDT13 |
| Marseille Les Arnavaux | 3 bd Ampère | 13014 | Privé | Privé | SUEZ | Privé | SUEZ |
| Martigues | ZI Ecopolis | 13500 | Privé | Privé | PAPREC | Privé | PAPREC |
| Martigues Croix-Sainte | Avenue Charles Moulet | 13500 | MAMP | Régie | MAMP | Régie | MAMP |
| Pertuis | quartier gourre d aure | 84120 | MAMP | Privé | SILIM | Privé | SILIM |
| Peypin | ZI de Valdonne | 13124 | MAMP | Privé | LVD Env | Privé | SUEZ |
| Port-Saint-Louis-du-Rhône | ZAC de Mallebarge - Avenue Max Dormoy | 13230 | MAMP | Régie | MAMP | Régie | MAMP |
| Rousset | rd 56 quartier les farges | 13790 | MAMP | Régie | MAMP | Privé | LVD Env |
| Saint-Martin-de-Crau | route de Baussenq | 13310 | Privé | Privé | PAPREC | Privé | PAPREC |
| Salon-de-Provence Les Milanis | RD 113 - Quartier les Milanis | 13300 | MAMP | Privé | ONYX | Privé | ONYX |
| Vergèze | Les Bouillens | 30310 | Privé | Privé | VIAL | Privé | VIAL |
| Vitrolles | avenue de londres - ZI les estroublans | 13127 | MAMP | Privé | PAPREC | Privé | PAPREC |

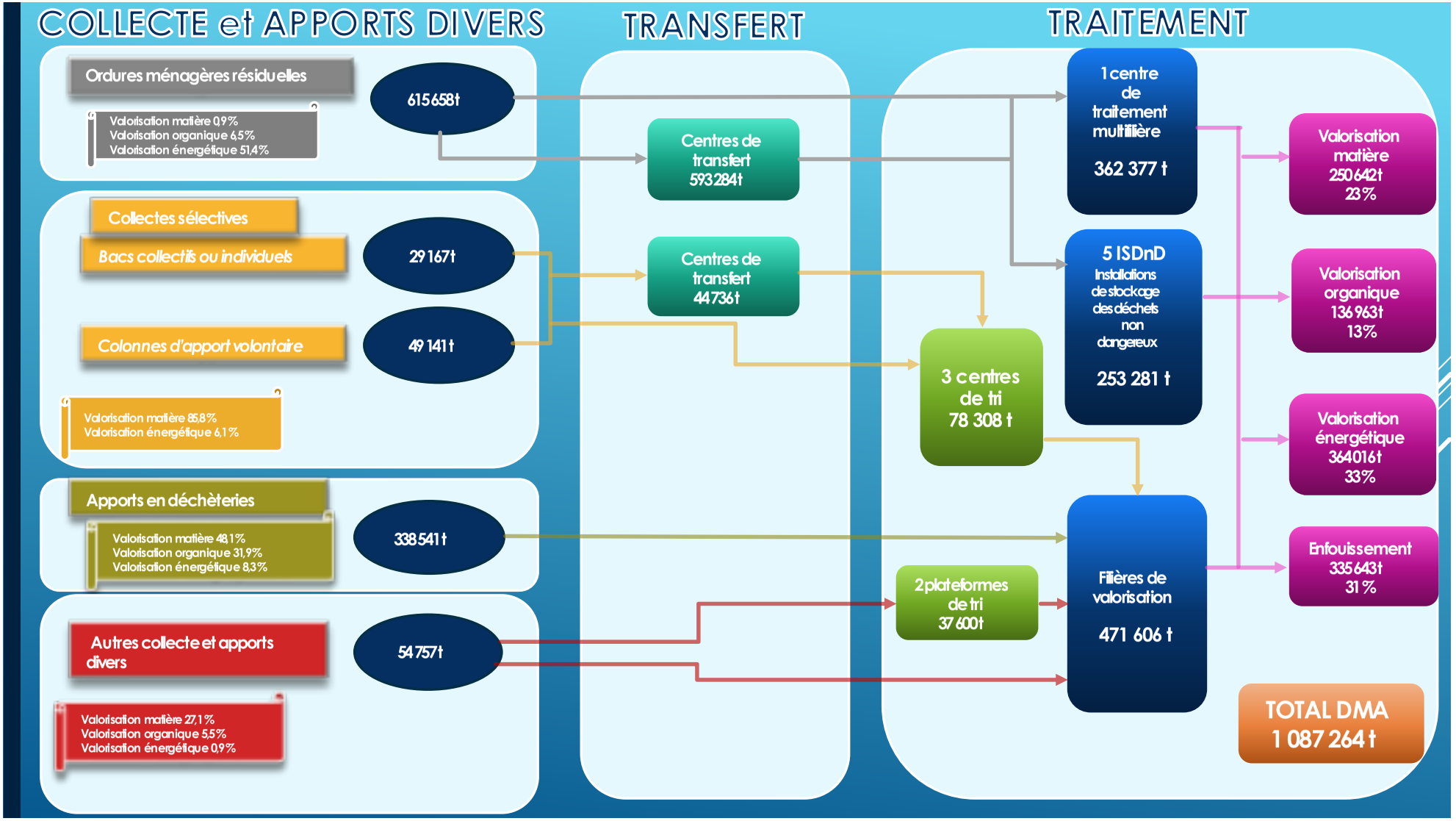
## Annexe 12 : Principales prestations rémunérées en 2023

| Nom de l'entreprise | Nature de la prestation | Montant annuel |
|---|---|---|
| **ÉVERÉ** | Conception, financement, réalisation, exploitation d'un ensemble de traitement des déchets comprenant une unité de traitement thermique avec valorisation énergétique | **59,9 M€** |
| **SUEZ RV MÉDITERRANÉE** | Réception, transfert, tri, valorisation de déchets recyclables<br>Exploitation de déchèteries<br>Transfert et traitement d'OMR<br>Collecte de DMA<br>Valorisation et traitement des encombrants | **50,4 M€** |
| **SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DU LITTORAL MÉDITERRANÉEN POUR L'ENVIRONNEMENT** | Collecte de DMA<br>Réception, transfert, tri, valorisation de matériaux (plateforme)<br>Exploitation de déchèteries | **19,5 M€** |
| **COVED SAS** | Exploitation d'un CSD<br>Collecte de DMA | **16,3 M€** |
| **SOCIÉTÉ MÉDITERRANÉENNE DE NETTOIEMENT** | Collecte de DMA | **12,9 M€** |
| **RÉGIE DÉPARTEMENTALE DES TRANSPORTS DES BDR** | Exploitation de centres de transfert<br>Traction ferroviaire des déchets ménagers | **11,2 M€** |
| **POLYCEO** | Collecte de DMA | **10,1 M€** |
| **BRONZO** | Collecte d'OMR et encombrants<br>Mise à disposition de caissons.<br>Traitement d'inertes | **8,7 M€** |
| **VALSUD** | Valorisation de déchets verts, de bois et d'encombrants<br>Traitement d'OMR | **7,3 M€** |
| **LVD** | Collecte de DMA<br>Exploitation de déchèteries et de centres de transfert | **5,9 M€** |

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

## Annexe 13 : Parcours des déchets



AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024

Métropole Aix-Marseille-Provence — 58 boulevard Charles Livon — 13007 MARSEILLE — Création : Direction Communication — Photos © MAMP — 09/2024

AR CONTROLE DE LEGALITE : 013-211300439-20241216-DELIB2024_131-DE
en date du 18/12/2024 ; REFERENCE ACTE : DELIB2024_131 Reçu au Contrôle de légalité le 14 octobre 2024